
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477994



DC
611
.S325
A35

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET D'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Vice-Présidents : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.

Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, à Saintes.

Trésoriers-Adjoints : M. COUSIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

M. FOURNIOUX, rue Saint-Eutrope, 36, Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GEORGES MUSSET  archiviste paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

DE VAUX DE FOLETIER, archiviste du département La Rochelle.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, avocat, suppléant au juge de paix, rue Saint-Vivien, à Saintes.

MAURICE MARTINEAU, rue des Jacobins, Saintes.

GASTON TORTAT, juge honoraire, rue Hôtel de ville, Sainte.

ABEL MESTREAU, rue du Port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la Société des *Archives* est à Saintes, Hôtel des Sociétés, Grande Rue Victor Hugo et Rue André Lemoine.

La société publie tous les trois mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 13 francs : 14 fr. pour l'étranger ; un numéro, 3 fr. 50.

(COMPTE DE CHÈQUE POSTAUX DE LA SOCIÉTÉ. N° 7038, BUREAU DE BORDEAUX.)

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs ; 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 250 francs...

REVUE
DE
SAINTONGE & D'AUNIS
BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DES ARCHIVES HISTORIQUES
PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

XL



SAINTES
LIBRAIRIE DELAUD
5, COURS NATIONAL

1923

Bates
Nijhoff
7-17-26
13492

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

(30 mai 1924)

(Le millésime placé devant le nom indique la date d'admission)

ALGER

1922. — DELOULAY, receveur principal des Postes.

BAS-RHIN

1923. — Oudet (baron Joseph), ingénieur en chef aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine, Strasbourg.

CHARENTE

1901. — BERNARD DU MAINE (Marcelin), A 91, au château de Montausier, par Baignes.

1893. — BIAIS-LANGOUMOIS (Emile), A 92, bibliothécaire, conservateur du musée, à Angoulême.

1885. — CHAGNAUD (Auguste), négociant, à Cognac.

1882. — COGNAC (la bibliothèque de).

1874. — COURIVAUT DE LA VILLATTE (l'abbé), vicaire général honoraire, à Angoulême.

1906. — HENNESSY (James), Sénateur, à Cognac.

1902. — HENNESSY (Jean), député, au château de Saint-Brice.

1898. — HÉRIARD (Hélie), négociant, à Cognac.

1895. — MARTIN (l'abbé), curé-doyen de Châteauneuf-sur-Charente.

1896. — PELLISSON (Alexandre), négociant, à Cognac.

1878. — PINASSEAU, notaire honoraire, Angoulême.

1881. — RAMBAUD DE LARROQUE, avocat à la cour de cassation, à Bas-sac, par Saint-Même, et à Paris, rue de Lille, 97.

1896. — SALLÉ (Albert), négociant, à Barbezieux.

1920. — SALUCES (M^{rs} de), château de Saint-Mary.

CHARENTE-INFÉRIEURE

Arrondissement de Jonzac

1890. — DUMONTET (André), à Archiac.

1903. — FOUCHÉ (l'abbé Camille), archiprêtre, à Jonzac.

1909. — JONZAC (la ville de).

1912. — MARTINEAU (René), à Archiac.

1916. — MERLE (M^{me}), à La Gorce, commune de Soubran.
1912. — ROY (l'abbé), prêtre à Montlieu.
1883. — VIGEN (D^r Ch.), membre du comité de publication, aux Galards, près Montlieu.

Arrondissement de La Rochelle

1899. — BAURÉ (Mgr Ovide), vicaire général, à La Rochelle.
1910. — BERAUD, père, La Rochelle.
1924. — CURIEN (Mgr Eugène), évêque de La Rochelle et Saintes.
1904. — LA ROCHELLE (archives départementales de).
1875. — LA ROCHELLE (bibliothèque de), bibliothécaire : M. Georges Musset.
1917. — MONTBRON (comte Maxime DE), château de Buzay, par La Jarne.
1874. — MUSSET (Georges), I ^{er}, avocat, bibliothécaire, membre du comité de publication de la Société, à La Rochelle.
1911. — RICHARD (l'abbé), curé de Laleu.
1920. — VAUX DE FOLLETIER (DE), archiviste du département, membre du comité de publication, La Rochelle.
1898. — VOTÉ (l'abbé Antoine), curé-doyen de La Jarrie.

Arrondissement de Marennes

1890. — CHAILLEVETTE (la commune de) ; maire : M. Louis Lacombe.
1923. — DUTHEIL, professeur au collège Royan.
1875. — HIERS-BROUAGE (la commune de) ; maire : M. Henri Lelouis.
1894. — JEAN (Amédée), à Saint-Pierre-d'Oleron.
1903. — LETELIÉ (E.), à La Tremblade.
1887. — ROYAN (bibliothèque municipale de).
1924. — THOMAS (Paul), notaire, Saint-Pierre d'Oleron.
1887. — VINCENT (l'abbé), chanoine honoraire, à Saint-Trojan-les-Bains.

Arrondissement de Rochefort

1919. — COLINEAU, négociant, Surgères.
1902. — LEMONNIER (l'abbé), chanoine honoraire, I ^{er}, à Rochefort.
1890. — REGELSPERGER (Gustave), à Rochefort.
1874. — ROCHEFORT (la bibliothèque), bibliothécaire : M. Cassan.
1908. — ROUSSEAU (Gabriel), à Rochefort.

Arrondissement de Saint-Jean-d'Angély

1924. — BETHMONT (René), château de la Grève, Puy du Lac.
1915. — BOUYGUES (Joseph), à Saint-Jean-d'Angély.
1878. — DUSSAUZE, instituteur en retraite, Blanzac.
1921. — Fradon (abbé), curé de Dampierre-sur-Boutonne.
1920. — Gaborit (G.), Saint-Jean-d'Angély.
1922. — Gadonneix, Saint Jean-d'Angély.
1875. — GODET (Marie-Gabriel), avocat, à Saint-Jean-d'Angély.

1884. — GUY DE CUGNAC (comte), lieutenant-colonel en retraite, à Château-Gaillard, commune de Juicq.
1885. — MARCHAT (Arthur), avoué, à Saint-Jean-d'Angély.
1883. — MESNARD (Amédée), A , avoué, honoraire, à Saint-Jean-d'Angély.
1889. — PRIVAS (baron), La Rochecouvert, Commune de Coivert.
1901. — ROGÉE-FROMY, négociant, à Saint-Jean-d'Angély.
1904. — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (bibliothèque de).
1915. — TERCINIER (Léon), , Gadeville, Brie-sous-Matha.
1923. — Texier (D^r), Saint-Jean-d'Angély.

Arrondissement de Saintes

1885. — AUDIAT (Edouard), , médecin en chef de marine, à Saintes.
1878. — BABINOT (Ferdinand), avocat , membre du conseil d'administration de la Société, à Saintes.
1920. — BATARD, expert géomètre, La Chapelle-des-Pots.
1910. — BAUSTERT, architecte, cours National, à Saintes.
1921. — BEAU, ancien ambassadeur, aux Elies-Médis.
1899. — BEAUD (Achille), avoué, rue Saint-Vivien, à Saintes.
1911. — BELLOT (Samuel), Saintes.
1901. — BERTHELOT (Jean), banquier, trésorier de la Société, rue de l'Aire, 17, à Saintes.
1874. — BIGNON, au Treuil, près Burie.
1919. — BLANCHET, cours national, Saintes.
1893. — BONNET, ingénieur, La Chaume, Pont-Labbé.
1902. — BOURCY (Daniel), notaire, cours National, à Saintes.
1909. — BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes, secrétaire de la Société.
1919. — BRUNET fils, entrepreneur, Saintes.
1902. — BURES (Maurice), avocat, à Saintes, vice-président.
1883. — CAZAUGADE (Henri), industriel, à Saintes.
1921. — CHAPSAL (F.), sénateur et maire, Saintes.
1904. — CHAUDRUC DE CRAZANNES (Baron), Crazannes.
1920. — COUSIN, Crédit Lyonnais, trésorier-adjoint, Saintes.
1874. — DANGIBEAUD (Charles), A , vice-président, à Saintes.
1922. — DELAVALD, libraire, Saintes.
1904. — DRESNAY (marquise du), au château du Cormier, près Saintes.
1898. — DUPEUX (abbé), curé de La Chapelle-des-Pots.
1919. — FILIPPI, principal du collège, Saintes.
1904. — FOUCHER (Marcel), propriétaire à Prérout, de Pérignac.
1920. — FOURNIOUX, inspecteur principal honoraire des Chemins de fer de l'Etat, trésorier-adjoint, Saintes.
1923. — GABET, secrétaire en chef de la mairie, Saintes.
1886. — GEMOZAC (la commune de) ; maire : M. Repéré.
1883. — GUÉLIN, au Perat, Salignac).

1919. — GUIGNON (D^r), Saintes.
 1921. — GUILLET (Louis), négociant, Saintes.
 1909. — INQUINBERT (Charles), à Saintes.
 1900. — INQUINBERT (Louis), négociant, Saintes.
 1920. — INQUINBERT (Abel), négociant, Saintes.
 1912. — JEANDEAU (Mgr Gabriel), directeur de l'Institution de Notre-Dame-de-Recouvrance, à Saintes.
 1902. — LAFERRIÈRE (Joseph JULIEN), notaire à Saintes.
 1922. — MARTIN (Gaëtan), Saintes.
 1885. — MARTINEAU (Maurice), négociant, * membre du conseil d'administration, à Saintes.
 1914. — MARQUIÉ (D^r Jules). à Saint-André-de-Lidon.
 1883. — MAUFRAS, ancien notaire, Pons.
 1884. — MESTREAU (Abel), membre du conseil d'administration de la Société, à Saintes.
 1905. — MONTROGNON DE SALVERT (le comte DE), à La Tillade, commune de Saint-Simon-de-Pellouaille.
 1918. — MORISSET (Raoul), Ecoyeux.
 1887. — MORNAC (V^{me} DE), rue des Notre-Dame, à Saintes.
 1921. — PARIAS, industriel, Mortagne-sur-Gironde.
 1906. — PÉDEZERT (Henri), inspecteur des Chemins de fer de l'Etat, à Saintes.
 1887. — PELLISSON (Marcel), à L'Echalier, Saint-Seurin-d'Uzet.
 1911. — PERRIER DES BROUSSES (G.), à La Taillée (Chaniers).
 1916. — PLANTY (M^{lle}), aux Quatre-Portes, à Saintes.
 1892. — POMMEREAU (Gaston), à La Coudinerie-en-Cravans.
 1922. — POUPET (L.), percepteur, Saintes.
 1877. — SAINTES (la bibliothèque de), bibliothécaire : M. Dangibeaud.
 1918. — TAITTINGER (Pierre), député à Saintes.
 1908. — TERCINIER (William), O *, La Coinche, Chérac.
 1905. — TERCINIER (Paul), *, à Saintes.
 1880. — TORTAT (Gaston), juge honoraire, à Saintes.
 1924. — TRIOU, aux Gonds.
 1918. — VALLEIN (Paul), négociant, à Chermignac.

DEUX-SÈVRES

1900. — BEAUCHET-FILLEAU (Paul), à Chef-Boutonne.
 1906. — LAMY (D^r), Melle.
 1918. — MARTIN (Pierre), professeur, Niort.
 1918. — MORISSET (Docteur), Frontenay-Rohan, Rohan.
 1909. — RENAUD (abbé), curé, Médis.
 1893. — NIORT (la bibliothèque de).

DOUBS

1902. — PRIEUR (D^r), bibliothécaire, à Besançon.

FINISTÈRE

1911. — BREMOND D'ARS (comtesse Joseph DE), Riec-sur-Belon, Rennes.

GIRONDE

1883. — BENON (Georges), contrôleur principal des contributions directes, à Bordeaux.

1882. — BORDEAUX (la bibliothèque de).

1908. — FOURESTIER (Paul), 12, cours du Pavé des Chartrons, à Bordeaux.

INDRE

1903. — AUDIAT (Dr), médecin, à Châteauroux.

LOIRE-INFÉRIEURE

1903. — NANTES (la bibliothèque municipale de), bibliothécaire : M. Rousse.

LOIRET

1887. — BEAUCORPS (le baron Adalbert DE), château de Reuilly, Chécy.

LOT-ET-GARONNE

1881. — DU VAUROUX (Mgr Paul SAGOT) évêque d'Agen.

1889. — TAMIZEY DE LARROQUE (Henri), à Gontaud.

MAINE-ET-LOIRE

1903. — ANGERS (la bibliothèque d'), bibliothécaire : M. Saché.

1883. — COUTANSEaux (Justin), 2, rue de Lesvière, Angers.

NORD

1901. — TROCHON (Paul), directeur général de l'Union industrielle du Nord, boulevard de la Liberté, 76, à Lille.

ORNE

1916. — COLLIÈRES (J.), Alençon.

SEINE

1864. — ARCHIAC (C^{te} D'), Paris, rue Miromesnil, 46.

1902. — BOURCY (Joseph), 2, rue Marbeau, à Paris.

1874. — CHASSELOUP-LAUBAT (marquis DE), *, 51, avenue Montaigne, à Paris.

1914. — CHESNIER DU CHESNE, 22, rue Berzelius, à Paris.

1915. — DEPOIN (J.), 150, boulevard Saint-Germain, à Paris.

1883. — DURET (Théodore), 4, rue Vignon, à Paris.

1923. — FONTORBE (M^{me}), 20, rue Saint-Romain, Paris.

1913. — FORT (Gustave), 19, place Vendôme, à Paris III^e.
1889. — LA ROCHEFOUCAULD (C^{te} Aimery DE), 83, rue de l'Université, à Paris.
1887. — LESTRANGE (M^{is} Henri DE), rue de Lota, 5, à Paris.
1906. — MASSIOU, 4, rue Rigaud, à Neuilly-sur-Seine.
1903. — MASSOUGNE DES FONTAINES (vicomte DE), avenue de Tourville, 21, à Paris.
1891. — PELLETREAU (Léon), rue de Longchamp, 53, à Paris.
1920. — PHILIPON (R.), 9, avenue El. Reclus, Paris.
1906. — PICARD (Auguste), libraire, 82, rue Bonaparte, à Paris.
1913. — SOTTAS (le docteur Jules), 47 bis, avenue Bosquet, Paris.
1909. — HAFNER, libraire, rue de Condé, 16, à Paris.
1886. — STEIN (Henri), A 62, rue Gay-Lussac, 38, à Paris.
1923. — VIVIELLE (C^e), 13, rue de l'Université, Paris.

SEINE-ET-OISE

1901. — RÉVEILLAUD (Eugène), avocat, ancien sénateur, à Versailles.

VENDÉE

1905. — FLEURIMON (L.), inspecteur honoraire aux chemins de fer de l'Etat, à La Roche-sur-Yon.

VIENNE

1903. — POITIERS (bibliothèque municipale de), bibliothécaire : M. E. Ginot.
1874. — SAINT-MARSAULT DE CHASTELAILLON (vicomte Maurice Green DE), 23, rue Saint-Louis, à Poitiers.

ÉTRANGER

1922. — PÉRODEAU, ministre de la province de Québec, à Montréal.
1918. — The John Rylands library, Manchester.

La Société échange ses publications avec 70 sociétés des départements et de l'étranger.

TABLE DES MATIÈRES

Actes de la Société.
 Admissions, 83, 116, 159, 212, 349 ; — Budget, 212 ; — Changement du Siège, 211.
 Amphithéâtre, 83.
 Architecture (termes d'), 250.
 Archives de la Tour de Londres, 351.
 Art rural saintongeais, 110.
 Aunis (bailliage de), 334.
 Biographie : La Tremoille (An-nibal de), 156 ; — Lesson, 156 ; — Duchesne, 135.
 Bibliographie, 87, 174, 239, 356.
 Bibliothèque de Saintes, don 163.
 Bibliothèque du Séminaire, 213.
 Blé d'Espagne, 210.
 Captifs, 313.
 Centenaire, 259.
 Champignon, 158.
 Chandeleur, procession, 112.
 Chansons moyen-âge, 174.
 Cippe, 163.
 Clergé constitutionnel, 202.
 Collège de Saintes, 339 ; — mobi-lier, 341 ; — campanile, 341.
 Commerce en Bretagne, 314.
 Communes, addition de noms, 160.
 Congrès diocésain de Saintes, 115.
 Convoi de Bordeaux, 318.
 Découvertes sarcophages, 258 ; — à Saintes, 352.
 Démographie, 84.
 Déportation, 202.
 Dépôt légal, 213.
 Domestiques à Orléans, 114.
 Dragage de la Charente, 162.
 Effondrement à Saintes, 349.
 Epigraphie, 163, 248.
 Errata, 247.
 Etymologie.
 Lemija champignon, 158.
 Montpellier, 115.
 Familles nombreuses, 84, 120.

Fondation charitable, 215.
 Fronde, 349.
 Grottes de Palissy, 82.
Hôtel de Bassompierre, 337.
 Imprimerie (Rochefort), 84.
 Journaux, 350.
 Justices de paix réunies, 213.
 Légende de Cercoux, 175.
 Livre à miniatures, 113.
 Locution fautive, 213.
 Maison Henri IV à Saintes, 159.
 Marais de Cosnac, 346.
 Marine, 303 et s.
 Meubles saintongeais, 110.
 Mœurs, 115.
 Monument des morts à Saintes, 119, — Inauguration, 163, — Discours, 164-167 ; — liste, 168.
 Musée de Saintes, 213, 353, — La Rochelle, 257.
 Musique (instruments de), 84.
 Natalité (prime à la), 120.
 Numismatique, 217, 298.
 Patois saintongeais, 177 et s, 241 ; — Orthographe, 161.
 Pays abonné, 267.
 Peintres régionaux, 258.
 Pirates, 317.
 Poésie, 251.
 Population, évaluation, 111.
 Poterie ancienne vernissée, 162.
 Poudre mélinite, 115.
 Préhistoire, 175.
 Questions et réponses, fer à che- val, 104, — Mais (culture du), 154. — Le médecin Pictory, 345. — Marguerite de Turen- ne, 104.
 Rapports de l'archiviste, 350.
 Rectification, 209 ; Daniel de Lallion, 104.
 Rogations, 112.
 Rues, changement de noms, 153 ; — à Saintes, 116 et s ; — à La Rochelle, 256.
 Saintongeais en Béarn, 108.

Salle Saintonge, 339.
Salon (peintres au), 118, 298.
Saint-Fort (culte de), 82.
Saintes, église de l'abbaye, 237.
353. — *Amphithéâtre*, 83 ; —
Château, 81 ; — *Collège jeton*,
233. *Représentation*, 85 ; —
Saint-Eutrope, 250.
Sculpture (pièce de), 213.
Seigneurie de Sigogne, 332 et s.
Sel. 330.
Sergents de La Rochelle, 223.
Société d'archéologie, 257.
Statue de Vierge XVII et non
XV, 160.
Tableau. — *Rochelle La*, pein-
ture, 160.
Théâtre. 350 ; — en plein air,
85, 159, 350.
Traité de la Charente, 318.
Trésor d'argenterie, 247.
VARIÉTÉS :

Gouvernement de Brouage.

137, 188 et s, 261, 318 ; — *Histoire scandaleuse d'un mariage*, 89 ; — *Maison de réclusion à Saintes*, 202 ; — *La marine marchande sous Louis XIV en Saintonge*, 305 ; — *Les ordinations de M. Robinet*, évêque constitutionnel. 288 et s : — *Le premier évêque concordataire de la Rochelle*, 151 ; — *Les Réformés de l'île de Ré à Mazarin*, 152 ; — *Rochelais à Strasbourg*, 114 ; — *Saintonguais et Rochelais à Leyde*, 121 ; — *Sigogne*, 292 ; *Un Sulpicien de La Rochelle*, 101 ;

Vente Tolbecque, 84.
Villages en Chez, 111.
Voies romaines, 348.
Voûtes, 249.

LIVRES ET REVUES : *Art rural saintongeais*, 356 ; — *Bardon, sire de Cognac*, 356 ; — *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 82 ; — *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 113 ; — *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, 249 ; — *Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais*, 113 ; — *Bulletin de*

la Société historique et archéologique du Périgord, 109 ; — *Bulletin de la Section de géographie du Comité*, 346 ; — *Bulletin du Comité, Géographie*, 111 ; — *Bulletin monumental*, 249 ; — *Bulletin religieux*, 115, 156 ; — *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et arts de Pau*, 108 ; — *Bulletin de la vie artistique*, 84 ; — *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 155, 158, 247 ; — *Dictionnaire archéologique de la Gaule*, 110 ; — *Dictionnaire du violoniste*, 356 ; — *Intermédiaire des chercheurs*, 111 ; — *Jeunesse joyeuse (la) de Tallemant des Réaux*, 356 ; — *Lettres de Chabot de Jarnac*, 159 ; — *Maria Chapedelaine*, 105 ; — *Mémoires, académie des Sciences politiques et Belles-Lettres de Toulouse*, 115 ; — *Meuble (le) sous Louis XV*, 356 ; — *Le Monde illustré*, 84 ; — *Notice sur Mgr Pierre Dupont-Poinsat, évêque de Coutances*, 356 ; — *Notes historiques sur Saint-Jean-d'Angély*, 110 ; — *Océanie française*, 156 ; — *Parfums de naguère*, 251 ; — *Progress de la Charente-Inférieure*, 110 ; — *Rochelle (la) d'autrefois et d'à présent*, 356 ; — *Recueil des actes d'Henri II*, 79 ; — *Registre des causes civiles de l'officialité épiscopale de Paris*, 114 ; — *Revue bénédictine*, 112 ; — *Témoin (un) de la Fronde parisienne, Annibal de La Tremoille*, 356 ; — *Tous les Echos*, revue, 163 ; — *Union nationale*, 110.

NOTES D'ÉTAT CIVIL :

Décès : Barthe Alfred, 256 ; — M^{lle} Barthe, religieuse, 255 ; — Braudde Bournonville, 297 ; — Bremond d'Ars (Pierre de), 86 ; — M^{me} Brunaud, 215 ; — Chapron (André), 85 ; — M^{me} Christin, 215 ; — Drouillard Dr, 354 ; — Duverger, ancien notaire, 256 ; — M^{me} Escolle, 85 ; — Estrée (Paul

d'), 215; — M^{me} Eveillé, 86 ;
— Mgr Eyssautier, 254 ; —
M^{me} Garnier, 85 ; — M^{me} Ge-
net, 173 ; — Guimbelot, 355 ;
— Guillet (Emile), 254 ; —
Heurtel, capitaine, 85 ; —
Jambu, (M^{me}) 335 ; — Jean
(D^r), 297 ; — Laage de Meux
(de), 86 ; — Landrodie, 173 ;
— Laverny (Anatole), 255 ; —
M^{me} Martin de Bessé, 86 ; —
M^{me} Methé de Fonrémis, 215 ;
— M^{me} Morel, 173 ; — Naud
(docteur), 86 ; — Poché (D^r),
255 ; — M^{me} Pommereau, 120 ;
— M^{lle} Proust, 215 ; — M^{me}
Richalley, 86 ; — M^{lle} de Re-
boul, 173 ; — M^{me} Roy de Lou-
lay, 86 ; — M^{me} Tercinier, 173 ;
— Thoyon, ancien notaire,
215 ; — Torchut (Ch.), 255 ;
— Viaud, Loti, 354.

Mariages : Chalufour-Par-
fait, 87 ; — Chapsal-Koechlin,
87 ; — Boraud-Ardouin, 87 ;

— Bourriau-Bremon, 174 ; —
Espierre-Perpigna, 120 ; —
Lavoux-Desgeans, 87 ; — Mont-
bron-Montbron (de), 297 ; —
Perrier-Tercinier, 355 ; — Poi-
rier-Julien Laferrière, 355 ; —
Pottier-Parfait, 87 ; — Terci-
nier-Beguïn, 174 ; — Thomas-
Baron, 87.

AUTEURS :

Beaulieu, 339 ; — Beaucorps
(baron de), 293, 337 ; — Dan-
gibeaud (Charles), 101, 107,
137, 213, 345 ; — Depoin, 83,
256 ; — Dyvorne, 260 ; — Gra-
sillier (L.), 260 ; Lemonnier
(P.), 292 ; — Pellisson (Mar-
cel), 177 ; — Roy (Charles),
218 ; — Sottas (Jules), 71, 151,
288, 331 ; — Vivienne (C'), 346.
Gravures : Monument aux morts
à Saintes, 164.

Dessin : Taillebourg, 159.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abian, 313.
 Abzac (d'), 79.
 Affaneur (Jean), 136.
 Agen, 132.
 Agonnai, 205.
 Aix (Ile d'), 222.
 Aix en Provence, 349.
 Aizie (forges d'), 52.
 Allaire, armateur, 310.
 Atlas-Champagne, 205.
 Allier département, 205.
 Alméras (Guillaume d'), 140.
 Anais, 175.
 André Jean, marchand, 315.
 Andrieu (M^{me}), 216.
 Anglade, 174.
 Angliers, 350.
 Angoulins, 318.
 Annezay, 296.
 Antezan, 204.
 Arces près Cozes, 104, 347.
 Archiac (Aymar d'), 80.
 Arcire (Jean), 133.
 Ardouin (Pierre), 253.
 Ardouin-Dubreuil, 214.
 Arnodin, 224.
 Arnoult, 289.
 Audry de Puyravault, 224.
 Auger, cluniste, 290.
 Aunay (Charente-Inférieure), 85.
 Annis (fief d'), 81.

B

Bachelerie (de La), 153.
 Bachier (Ant), 135.
 Bailheus (Pierre de), sénéchal, 80.
 Balande, peintre, 84, 353.
 Balzac (Louis de), 124.
 Baraillon village, 54.
 Bardin (Jean), 135.
 Bargignac, 131, 311, 313-316, 347.

Bar-le-Duc, 249.
 Baron (M^{me}), 216 ; — Marie, 156 ;
 — Blanche, 100.
 Barren (?) Michel, 108.
 Barrucaud, imprimeur, 350.
 Barthety, 108.
 Barzan, 351.
 Bacle curé, 205.
 Bardon, sire de Cognac, 356.
 Bassinet, 53, 55, 57 et s.
 Bassompierre (de) Maréchal, 337.
 Bastide (de La), 348.
 Bastière (La), 295.
 Baudot, peintre, 84.
 Baudry (Etienne), 81.
 Baudouin (D'), 104.
 Baudouin (A), 354.
 Baugé, pilote, 312.
 Bayonne, 189.
 Bazanges par Matha, 114.
 Bazoches, localités, 113.
 Beauchamp (Louis de), 92.
 Beauchet-Filleau, 174.
 Beaucorps (famille de), 292, 296, 332 et s ; — Louis-Charles, 295.
 Beaufou (Vendée), 101.
 Beaulieu, 159, 349.
 Beauvoir, 281, 284, 286.
 Bédenac, 54.
 Beguin (Daniel), 135.
 Beiderlinden (M^{me}), 163, 209, 214, 353.
 Belloc, (M^{me}), 225.
 Berck-sur-mer, 175.
 Bernon (Gabriel), 136 ; — Benjamin, 123, 136 ; Pierre, 136.
 Bertellot, marchand, 315.
 Berton René, 85, 350.
 Beze (Théodore de), 131.
 Bignon, 130.
 Bigotteau (Jacques), 94 ; — Catherine, 94.
 Bilz, 189.
 Biscaye (fief), 314.

Bitton, 272.
Blanzac 204.
 Bodeilher, 134, 135.
 Bodin (Émile), 355 ; — M^{me} 210.
 Boibellaud (Sampel), 347.
 Boisleve (de), 295.
 Boissonnade, 305.
 Bonaventure (de), 235.
 Bonnaudin (Marie), 91, 95.
 Bonnegens (de), 100.
 Bonnet, ingénieur, 160.
Bords (Charente-Inférieure), 204.
 Borde (Étienne de), 131.
Boresse et Martron, 53.
 Boscaves curé, 205.
 Bouchard, 80.
 Bouchereau (Gilles), ministre, 130.
 Bouguereau, peintre, 257.
 Bouildron, 92.
 Boullé (M^{me}), 216 ; — Nicolas, 136.
 Bourciès (Marie), 314.
 Bourdeille (de) chanoine, 203.
 Bourdelle (Pierre), 123.
 Bourdigalle (Gabriel de) 123 ; — J. 130.
 Bourgeois (Ath.), 258.
Bourneau, 61.
 Boussiron recollet, 289.
Boutenac, 204.
Bouleville, 108.
 Bouyard (Fidele), 352.
 Brecc, peintre, 342.
 Bretinaud (Jean), 133.
Brisambourg, 349.
 Brisson (Jean), 122 ; — Jacques, 135.
 Bron, peintre, 353.
Brouage, 94, 137 et s, 188, 261 et s, 318 et s.
 Brumault de Beauregard, 101.
 Brunet (Jean), 123.
 Brunyer, ministre, 132.
 Buignon (Antoine), 136.
 Burgaud du Marais, 349.
Bussac, château, 79.
Bussac-Forêt, 160.

C

Caicy curé, 204.
 Cambon (Jean), 208.
 Campanan (de), 194.
 Campet de Saujon (Marthe de), 156.

Canada, 309.
 Capet (Pierre) prêtre, 208.
 Cardin, 274.
 Carteret (Georges), 63, 146.
 Caumartin (Lefèvre de), 90.
 Cayron, 341.
 Cercier (Daniel), ministre, 130.
Chaillevelle 313.
Chalais, 210.
Challans, 281.
 Challou, 297.
 Chamont (de Saint), 153.
Champdolent, 113.
Champlaurier, fonderie, 53.
Chantreau (Le), manoir, 163.
 Chanet (Daniel), ministre, 130.
 Chapelle (La) lieutenant, 199.
Chapelle-des-Pots, 86.
 Chapsal (Fernand), maire, 159, 237, 260, 342.
Chapus (Le), 220.
 Chardavoine, 311, 315.
 Chardonne, 88.
Charité-sur-Loire, 250.
 Chasseloup-Laubat (de), 226.
Chassiron phare, 305.
Château d'Oleron, 209.
Chateilaillon, 235.
 Chaulieu, 108.
 Chauvin doyen d'Archiac, 115.
Chef-de-Baie, 144.
Chenaumonie, 314.
 Cherbonnier, chimiste, 53.
 Chertemps, 324.
 Chevalier, pilote, 313.
 Chevalier (Isaïe), 124.
Chevalerie (La), 333.
 Chevalot (Jean) prêtre, 204, 208.
 Chevreux (François) prêtre, 208.
Chez Feuillet, 54.
Chez Terrion, 55.
 Chivré (Marguerite de), 189.
 Choime, 316.
Civray, 310.
 Clairville (de), ingénieur, 307.
 Claude lazariste, 290.
 Clemenceau (Jacques), 122, 133.
 Clenet (abbé), 115.
 Clerambaut (maréchal de), 188, 196 et s, 282.
Clotte (La), 54.
Clousi (Le) près Saintes, 214.
 Clouzot (Henri), 81.
Cluzenne (La), 52.
 Cochon, pilote, 311.

Coétivy, 59 ; — Olivier, 113, 158 ; Charles, 159.
 Cognacq, 84.
 Colbert (Charles), 190.
 Colbert de Terron 19 et s, 60 et s, 135 et s, 188 et s, 261 et s, 318 et s.
 Coligny (Henry de), amiral, 129.
 Combes (Emile), 229.
 Commé (Gédéon), 135.
Commequiers, 278.
 Comminges (J.-B. de), 138.
Concarneau, 148 et s.
 Contrasty, 203.
 Constantin (de), 116.
 Cottureau (Jean), 133.
 Coucy (de) évêque, 102.
 Couneau, 228.
 Couppé (Daniel), ministre, 130.
 Courbet, peintre, 81, 258.
Courçon, 350.
 Courivault, de La Villatte, 356.
 Courteault (Henri), 156, 174, 356.
 Coutanseau (Justin), 213.
 Couturaud (abbé), 84, 216.
 Cousteau (Pierre), 208.
Cozes, 131, 347, 353.
 Croizetièrre, 101 et s.
 Croizier prêtre, 208.
 Culant (Suzanne de), 294.
 Curle, 247.
 Cuvillier, contre-amiral, 163, 209, 353.
 Czetwertynski, 86.

D

Dablin, 134.
 Dadoy, contrôleur, 324.
 Dalidet (Pierre), 289.
Dammartin, 347.
 Dangibeaud (Charles), 101, 107, 137, 213, 345 ; — Claude, 94 ; Pierre chanoine, 203, 208.
 David, 87, 175.
 Decoux (Daniel), 123.
 Delaste, 136.
 Delaunay (Louis), 135 ; — Catherine, 132 ; — Marie, 126.
 Delmas, curé, 205 ; — Jacques, 208.
 Delord, prêtre, 208.
 Deloulay, admis, 83.
 Denioche, pilote, 314.
 Depoin, 83, 256.
 Deschamps, 250.

Desmaretes (Jean), 347.
 Desmier-d'Oibreuse (Eléonore), 221.
 Désiré, peintre, 84.
 Dohet de Saint-Georges, curé, 204, 208.
 Domain, prêtre, 204, 208.
 Dor, ingénieur, 224.
 Dorgès, 314.
Douhet (Le), 52, 54.
 Drapron, 208.
 Dreu (de) Montausier, 81.
 Duchesne (Mgr), 155.
 Dufaure, 224.
 Dulac prêtre, 289.
 Dumaine, 289.
 Dupaty, 79.
 Duperré, amiral, 226.
 Duplais (Léonie), 175.
 Dupont-Poursat, évêque, 356.
 Dupuy (Justin), 352.
 Dussaud, avocat, 94 et s.
 Dussolier, religieux, 205.
 Duverger, marchand, 156.

E

Ecoyeux, 258, 289.
 Emery supérieur, 103.
 Entragues (Charlotte de Balzac d'), 338.
 Epernon (duc d'), 71.
 Escurie (d'), 199.
 Escudier, peintre, 255.
 Esprinchart (Jacques), 111, 123.
 Etienne portier, 81.

F

Fa (moulin du), 351.
 Faurent en non Florent, 352.
 Fay (famille du), 296, 332.
 Fé de Lesmerie, 295.
 Félice (de), 356.
Féole village, 258.
Ferrière (La), 54.
Ferrières, près Courçon, 58.
Ferronnerie (La), 53.
 Fialeix, 209.
Fief-Gallet manoir, 163.
 Fiquet, 85.
Fleac (Charente-Inférieure), 138.
 Fleuri (Samuel), 135.
 Fleuriau de Bellevue, 227.
 Fonsèque (Hélène), 270.
Fontaine-le-Comte, 80

Fontaine (Jacques), 136.
Fontaines (A. des), 288.
Font-douce abbaye, 205.
Fontenay-le-Comte, 92, 275.
Fontenille, 315.
Fontorbe (M^{me}), 212.
Forge (La) en Sainte-Colombe, 52.
Forges (Les) au Douhet, 52, 58.
Forget, 289.
Formigé, architecte, 212.
Fortia (de), 274 et s, 285.
Fouilloux (Le), 54.
Fouras, 220, 349.
Fourcade (La), 52, 54.
Frazine (M^{re}), 85.
Frideric (famille), 209.
Fresne (Le), 295.
Furand, tisserand, 312.

G

Gabaret (Mathurin), capitaine, 138.
Gabel, secrétaire, 212.
Gaborit (Germain), 60.
Gabriel, préfet, 224.
Gadonneix, 159, 110 ; — M^{me}, 356.
Garde (La), 54.
Garnier (Jacques), 334.
Garnier de Villedon, 295.
Garsault, 339.
Gascq (de), 92, 93.
Gastumeau, chanoine, 290.
Gaudin (J.), 133.
Gaurier, abbé, 88, 215.
Gautier, dessinateur, 160.
Gautier (François), 133.
Gé-Geay (Martin), 108.
Genet, prêtre, 289.
Gensac-la-Palud, 108.
Gentil (Étienne), 123.
Gigaux (Nathalie), 225.
Gilet (dom), 79.
Gillet (Jean), prêtre, 208.
Girardin, fermier, 321 et s.
Godefroy de Bouillon, 119.
Gombaudo (famille de), 294.
Gomont (Oudart de), 325.
Goré (Daniel), ministre, 130.
Gorribon (Etienne), 135.
Gouaud (Etienne), 136.
Grandeffe (de), 296.
Grandval (de), 326.
Grand-Viveroux, 296.

Grange (La), 292.
Grangier, bénédictin, 205.
Gras (Jean), pilote, 314.
Gravier, semi-prébendé, 204, 206, 208.
Green (M^{re}), 175.
Grenon (Jean), 125 et s.
Grenot, 274.
Grézac, 315, 353.
Gualter des Aulnées, 135.
Guérin (abbé), 175.
Guillaumat, général, 299.
Guillemot, prêtre, 111.
Guilmard (Jean), 122.
Guillon (Ithier), 139.
Guillory, fondeur, 298.
Guillotin (Dr), 233.
Guizengeard, 53.
Guyanne (La), 209.

H

Habert, 319.
Hamon, 290.
Hardelet (d'), curé, 351.
Hardy (Louis), prêtre, 204, 208.
Harpain (Marie-Eustelle), 156, 175.
Hastrel de Rivedoux (d'), 76.
Heinsius (Daniel), 124.
Hennequin, 324.
Henri (Jacques), 136.
Héraud (Claude), ministre, 130 ; — Anne, 131.
Herbert Le Roux, sergent, 80.
Hérisson, 354.
Hubac (Laurent), 146.
Hubert, 196, 269 ; — de Champy, 68.
Hure (M^{lle}), 52.

I

Irland (Bonaventure), 133.
Isle (de l'), 324.
Ision, évêque, 219.

J

Jambu, (M^{me}), 355.
Jay, président, 310 ; — Victor, 310.
Jaunelière, fief, 125.
Jolly (Suzanne), 101.
Jonzac, 207.
Jouard, 273.
Joubert, évêque, 290.
Julien-Laferrière, 160.

Jullian (Camille), 348.
Juillard des Plainnes, 205.
Jussas 54

K

Klenck, 133.

L

Labbé, 317 ; — Veuve, 259.
Lacaze (Jean), 352.
Lacherrié (Charlotte), 289.
La Combe, receveur, 277, 279 et
s., 283, 287.
Lacombe de Villars (M^{me}), 215.
Ladugnie (A. de), 133.
Lafond (Jean), prêtre, 207, 208.
La Gontrie (de), chanoine, 209.
Lagord, 350.
La Grange de St-Crépin, 296.
Lajaille (Benjamin de), 346.
La Jarrie, 235.
Lallion (David de), abbé, 104.
Lambertye (de), 296.
Landernau 314.
Laperouse (M^{me}), 175.
La Personne (Jean de), 85.
Laplanche, procureur fiscal, 348.
Larchevêque (Guillaume), 80.
La Taste (de), amiral, 256.
Laud (Pierre du), évêque, 109.
Launay-Gringuenièrre, maréchal
de camp, 277, 279, 283, 287.
Launay du Mas, 189, 198.
Launay (Zacharie de), 123.
Laurent, sculpteur, 353.
Lavergne (Jean de), chanoine,
104.
Lay, rivière, 318.
Leberthon, 92, 207, 208.
Lechantre (Jean), 135.
Lécluse (de), 133.
Ledru, 339.
Le Febvre, ministre, 132.
Le Franc (Jean et René), 122.
Leguse (?) Auguste, 136.
Lemonnier, chanoine, 209.
Lempial, village, 54.
Le Ron de Bevon, président, 132.
Lescar, 109.
Leschepierre (Samuel), 127.
Lessieux, fls, 353.
Lesson (René Primevère), 156 ;
— Pierre-Adolphe, 156.
Leyde (Hollande), 121 et s.
Ligeron, peintre, 258.

Lfsbonne, 311.
Loiré, 258.
Loiré-sur-Nie, 160.
Longuet, trésorier, 282.
Lorry (Couët du Vivien de),
évêque, 151.
Lot (Ferdinand), 111.
Louvet, prêtre, 289.
Loys, gardien des Cordeliers,
204, 207, 208.
Lucazeau, notaire, 306.
Luchet de La Mothe, chanoine,
205.
Luçon, 101.

M

Magesie, 91.
Magistel (Dr), 223.
Magné (Benjamin de), 293, 294 ;
— (Charles), 294.
(Jehan de), 293 ; — (Marie), 294 ;
— (Pierre), 293 ; — (Pregente),
294.
(Sylvie de), 294.
Magne (Emile), 356.
Magnou, 54.
Maine-Moreau, manoir, 163.
Malaville, 108.
Mallet (Jeanne), 101.
Mango (Guillaume), 81.
Manival, village, 53.
Manstaco (péage de), 81.
Marans, 101, 131, 144, 277.
Marchand (Maurice), 216.
Marcilly (vicomte de), voir La
Tremoille.
Maréchal (Lazare), 290.
Marennas, 156, 226, 267, 322, 327.
Mareste, peintre, 84.
Marivaux (Pierre), 208.
Marnix (Ph. de), 133.
Maroil (Guillaume de), 81.
Marron (Pierre), 108.
Marsilly, 350.
Martel (François de), 138 et s.
Martin (Gaëtan), 212.
Martin, curé, 205.
Martin (Guillaume), 108.
Martin (M^{me}), 257.
Martin-Civat, 356.
Martineau, 86 ; — Colas, 108.
Martineau, prêtre, 290.
Martinique (La), 311, 315.
Martron, 52.
Masguedon, (G. de), curé, 104.

Massiot, 132.
Massiou (Léon), 351.
Maufras, 52, 110.
Mauzé, 214.
Mazarin (cardinal de), 137 et s.
189 et s.
Mazeray, 55.
Meneau, curé de Montils, 115.
Menu, 312, 313.
Merello, capitaine, 188.
Merignac (M^{me}), 231.
Meschers, 314.
Meschinot, 134.
Meslier (D^r), 160.
Mestayer (Jeanne), 289.
Mestreau (F.), 259.
Metadier, 257.
Michau (M^{me}), 210.
Michot, jésuite, 204, 208.
Mignon (Jacques), 135.
Millot, archiviste, 126.
Mine (Jean), 136.
Mirambeau, 207, 348.
Mirande (Madeleine), 125.
Mirande (Jean de), 306.
Moisard, 339.
Mongiroux, 209.
Mongrand chartreux, 203.
Monnoir (Etienne), curé, 204,
205, 208.
Mons, 352.
Montaigne (R. de), 92.
Montandel, 54.
Montandre, 216.
Montauzon, prêtre, 208.
Montboyer, Charente, 210.
Montereau, 91.
Montguyon, 49 et s, 213, 270.
Montholon, 225.
Montizon, fonderie, 53.
Montjon (de), 132.
Montlieu, 49 et s, 210, 213.
Montpellier (Hérault), 114, 345.
Moreau, avocat, 315.
Moremberg (André), 135.
Morin (Louis), 345.
Morineau (Timothée), 122.
Morisset, 41, 258.
Mortagne (Charente-Inférieure).
311, 347.
Mortagne (Marguerite de), 85.
Moserac Colas, 108.
Motte à l'œuf, près Saintes, 73.
Morvan, peintre, 84.
Musset (Georges), 52, 175.

N

Nantes, 101,
Napoléon 1^{er}, 222.
Negrier, 339.
Nerville (de), ingénieur, 162.
Neuvicq, 54.
Niekerken (Th. van), 136.
Niort, 353.
Noailles (duchesse de) et non
d'Uzès, 350.
Notre-Dame-de-Monts, 280.
Notre-Dame-de-Riez, 281, 283.
Nuchez (de), 144 et s.

O

Oleron (Ile d'), 196 et s.
Oudart, voir Gomont.
Oudet, baron, 301 ; — famille,
303.
Ozillac, 347.

P

Pabeau, 207.
Pain, curé, 204, 207, 208.
Paillou, évêque, 131.
Palissy (Bernard), 82.
Pallice (La), 115.
Palluau, voir Clerambault.
Papin (Jacques), 123.
Parat, 175.
Parfait (Cⁱ), 297 ; — Claude, 337.
Parin, pilote, 314.
Paris, 338.
Parochel (Marguerite), 337.
Pasteur, 259, 300.
Pau, 108.
Paul-Léon, 249.
Pavid, 299.
Pelletan, président, 316 , — Jean,
101.
Pelletier (Elisabeth), 91.
Pellisari, trésorier, 68.
Pellisson (Marcel), 247.
Pellot (Claude), 286.
Perigord, 52.
Perodeau, admis, 83.
Petit (Samuel), 124.
Pichon, syndic du collège, 339.
Jean-Pierre, chanoine, 203, 208.
Jean-François, jésuite, 204 ; —
Jean, 208 ; — Jacques, 90 et s ;
— Jeanne, 91.
Picon (Gabriel), 276, 287.
Pictory, médecin, 345.

Planier (Claude), prêtre, 207, 208.
Plantublat, 54.
Platet (Jean), 123.
Ploquin, capucin, 205.
Poitiers, 89, 133, 285.
Poivert (chanoine), 175.
Pollart (Pierre), 94 et s ; —
 Jeanne, 94 et s.
Pons, 204, 205.
Pontailiac, 352.
Poupet, percepteur, 116.
Prato (Matheus de), 114.
Prée (fort de La), 196 et s, 281.
Prévost, clerc, 208.
Prignac, 249.
Primérose (David), 136.
Pricoleau (Benjamin), 110, 136.
Puy du Lac, 295.
Puymoreau, 159.
Puyrousset (Isaac), 135.

Q

Quinson (Samuel), ministre, 132.

R

Rabesnières-Treslebois, capitaine, 139 et s.
Ranson, 127 ; — Jacques, 127.
Ré (île de), 152, 189, 218, 228, 321.
Reaud (Michel), 136.
Recouvrance (Notre-Dame de), 174.
Regelsperger, 156, 176.
Regnauld de Saint-Jean-d'Angély, 225.
Reinach (Théodore), 247.
Reine, 311, 312.
Rempnoux, genovefain, 289.
Renaud, 297.
Renaud de Pons, 73, 81.
Renaud Rheinoldus (Etienne), 123.
Renoux, imprimeur, 350.
Rey (Philippe), 224.
Riberou, 314.
Richardière (de La), 134.
Richelieu (duc de), 347.
Riffaut (Jacques), 132.
Rigaut de Barbezieux, 174.
Riquet (famille), 87.
Rioux, 208.
Rivalland, 313.
Rivet (Guillaume), 131, 136 ; —
 André, 136 ; — Isaac, 123.

Rivière (Louis), 88.
Robert, évêque de Lincoln, 80.
Robinet, évêque, 288.
Rochefort-sur-Mer, 80, 101, 220, 221, 222, 223, 229, 231, 232, 234, 236.
Rochefoucaud, baron de Montandre, 270.
Rochejaquelin (de La), 72.
Rochelle (La), 77, 120, 130, 151, 175, 192, 205, 215, 219, 225, 227, 231-234, 245, 262 et s, 271, 305 et s, 356.
Rochecourbon, 258.
Roche-sur-Yon, 286.
Rochemont, près Saintes, 81.
Rode, 271, 319, 321.
Rodier, maire, 224.
Roquefeuil (de), 295.
Rouen, 189.
Rouffignac, 209.
Roumefort (de), 355.
Roussines (Charente), 53.
Roy, numismate, 212.
Royan, 83, 256, 311.

S

Sablanceaux, 80.
Sables-d'Olonne (Les), 262 et s, 274 et s.
Sablanceau, 205.
Sablou (Isaac), 91 ; — Charles, 93.
Salbert (Zacharie), 136 ; — Jean, 136.
Salhorgue, lazariste, 290.
Salles, 235.
Sande (H. van dem), 135.
Saujon, 316, 346.
Sauvignac (Charente), 53.
Sauzeau, 312.
Scaliger, 124 et s.
Sedillac (Louis Léger de), 196 et s.
Semussac, 211, 314.
Senégal, 309.
Senné, notaire, 340.
Serteuil (Albert), 347.
Saint-Ciers-du-Taillon, 54.
Sainte-Colombe, 52, 54.
Saint-Denis (de), 134.
Saint-Fort (Charente-Inférieure), 138.
Saint-Hilaire-de-Riez, 278.
Saint-Hippolyte-de-Biar, 204.
Saint-Jean-d'Angély, 59, 80, 100,

109, 227, 257 ; — élection, 286.
Saint-Just (Joseph de), 349.
Saint-Laurent-de-la-Prée, 318.
Saint-Leger (Germain de), 208.
Saint-Léonard, voir *Sédillac*.
Saint-Léonard (de), 319.
Saint-Marsault (Green de), 294.
Saint-Martin-de-Ré, 196, 209, 228, 318.
Saint-Michel-en-l'Herm, 319.
Saint-Milion, en *Ecoyeux*, 258.
Saint Palais-de-Negrignac, 54.
Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 213.
Sainte-Ramée, 209.
Saint-Saud (de), 72.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 86.
Saint-Seurin d'Uzel, 312.
Saint-Simon-de-Pellouaille, 353.
Saint-Sorlin, 347.
Saint-Sornin, 207.
Saint-Sulpice de Royan, 205.
Saint-Symphorien, La Gripperie, 160.
Saint-Thomas, 91.
Saint-Vivien, 235.
Saint-Vivien-La-Jarrie, 205.
Saintes, 80, 81, 84, 202 et s., 213, 228, 231, 232, 237, 262, 352, 353 ; — abbaye, 353 ; — couvent des Notre-Dame. 96 et s. ; — prévôté, 81.
Sermanicomagus, 348.
Serres (Anne de), 338.
Sèvre rivièrè, 318.
Sibaud (Daniel), 122.
Sicaud (Jacques), 135.
Signac (Paul), peintre, 84, 160.
Sigogne, 292, 332.
Simon abbé, 341.
Solignac, chimiste, 55.
Sonis (Bernard), 132.
Sorbière (Samuel), 124.
Sorel (Agnès), 158.
Soubise, 61.
Souzy, chanoine, 205.
Soyer (J.), 113.
Suire, peintre, 84.
Surgères (Ademard de), 249.
Surgères, 80, 81.
Surin (Père), 156.
Survie (de), 192 et s.

T

Taillebourg, 113, 227, 298.
Taittinger, 303.
Tallemant du Réaux, 356.

Talmon-sur-Gironde, 311-316, 352.
Tauzin (J. Fr.), 339.
Teronde (Isaac), 136.
Terreneuve, 311.
Tersmitten, 307.
Tessier (René), 127.
Texier, médecin, 349.
Thomas, prêtre, 207, 290.
Tolbecque, 84.
Tonnay-Charente, 84, 223.
Toulon et non *Toulouse*, 258.
Toulon, 190.
Toupet (Anne), 126.
Touquoy, receveur, 264 et s.
Tourneur (Pierre), 204, 208.
Tours, 130.
Touzac, 175.
Toyras (maréchal de), 219.
Trainier, curé, 207.
Trapain Law (Ecosse), 247.
Tremoille (Annibal de La), 156.
Treuil-Bonin, en *Sainte-Gemme*, 119.
Trochon, 176.
Trudon, 259.
Turcand, 134:

U

Uzureau (F.), 104, 152.

V

Vacher (Etienne), 136.
Vaux, près *Royan*, 104.
Vaux de Foletier (de), archiviste, 350, 356.
Vénérand, 54.
Vercheval (H.), 356.
Verdon, rivière, 257.
Verger, pilote, 314.
Verthamon (de), 353.
Vigen (Dr Charles), 211.
Vignaud (du), 311.
Vigneux (de), 200.
Vignier, 355.
Vilette-Mursay (de), 200.
Vilette (de La), major, 198.
Villedon, 334.
Vinant, prêtre, 205.
Vironneau, Ant., 208.
Violette (Jacques), ministre, 131, 135.
Vivielle (C^t), 346, 349.
Vulcanius (Bonaventure), 133.
Yonne, 52.

W

Welsch, 55.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Un crime allemand*, par M. Trochon ; *Le Clergé de la Charente-Inférieure déporté en Espagne* (fin) ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite), par M. Sottas ; *Lettre du baron Chaudruc de Crazannes ; Lettre de Monseigneur Barthe.*

LIVRES ET REVUES : *Bulletin du comité. Section de géographie* (Double du Périgord) ; Bourgin ; *Émeute compagnonnique à Angoulême* ; *Revue archéologique* (tuiles, briques romaines, plomb estampillé) ; *Bulletin monumental* (corniches romanes) ; *Revue des Etudes anciennes* (le gaulois Turno, littoral gascon, les Poypes). *Chronique des arts* : tapisserie de la bataille de Jarnac.

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; recouvrement des cotisations, budget.

Médaille Chapsal : odyssée d'une pierre tombale ; pierre tombale à Vaux ; découverte d'un trésor à Saintes ; accroissement du musée de Saintes ; clocher de Marans classé ; tableaux de Marquet ; don de M. Martineau du plangeometral de Vouhé ; décor de théâtre ; M. P. Loti chez lui ; interview de M. Th. Duret ; tableau de Courbet ; don par M. Romieux du portrait de Mme Vaucorbeil ; concours de poésie à Barbezieux ; *Pour l'histoire de l'île d'Oléron* ; conférence de graphologie ; marbre de Deffé ; récompense à une famille nombreuse ; sous-terrain-refuge. Cippe à Saint-Jean-d'Angély.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Brejon ; Mme Drouineau ; M. Giraudias ; Mme d'Ounous. Mme Bouguereau ; Mme Béraud ; M. de Lestang ; Mme Laurent.

Mariages : Chatonet-Bazin ; Colona d'Istria-Chaber ; Verdet-Viort ; Pelletreau-Lozouet ; Gargam-Bergeron ; Bouffandeau-Lauraine.

VARIÉTÉ

UN CRIME ALLEMAND

La question du travail a été le prétexte et l'occasion des plus brutales, des plus inhumaines violations du droit des gens par les allemands.

Par une suite ininterrompue de mesures : appels, recensements, saisie dans les mairies des fiches de « chômeurs », port obligatoire

Revue, tome XL, 1^{re} livraison.

1.

pour chaque individu d'un « certificat de profession » création d'un contrôle spécial, les allemands mirent la main sur toute la population masculine des régions occupées, et la tinrent soumise à leurs exigences.

Le succès répondant mal à leurs tentatives d'embauchage volontaire, ils se livrèrent à des enlèvements d'hommes, individuellement, d'abord, puis par rafles, dans les rues ou à domicile. Rien n'était plus impressionnant que de voir ces troupeaux humains, composés d'éléments de conditions sociales différentes et de tout âge, depuis l'adolescent jusqu'au vieillard, défilant à pas lents, chargés de ballots, entre les baïonnettes allemandes, et qu'accompagnaient, à distance, les yeux rougis et le visage convulsé, la foule de leurs parents, de leurs amis, de leurs femmes, de leurs enfants.

Tandis qu'ils se montrèrent relativement larges et humains, envers les hommes qu'un caractère pusillanime avait conduit à se placer d'eux-mêmes dans leurs mains, les allemands furent impitoyables pour tous ceux, la très grande majorité, qu'une compréhension plus nette de leur devoir patriotique orientait dans la voie contraire. Aux premiers, un salaire rémunérateur et une nourriture suffisante étaient dispensés. Aux seconds, furent réservés l'incarcération dans des locaux malsains, le travail forcé, jusque dans le voisinage immédiat de la ligne de feu quelques « pfenigs » par jour, une alimentation de famine; voire des supplices variés.

Ces faits eussent suffi à eux seuls pour stigmatiser un peuple. Les enlèvements de femmes, par la force, exécutés en avril 1916, les ont surpassés en horreur.

Ici, nous touchons au plus profond de la mentalité allemande, et l'on reste confondu, effrayé, en face des abîmes de perversité, de fourberie, d'implacable cruauté qu'elle recèle.

Dans les premiers jours d'avril 1916, la rumeur parvint à Lille, qu'à Roubaix et à Tourcoing, des hommes, des femmes, des jeunes gens des deux sexes, même des enfants, étaient enlevés et emmenés par les allemands vers des lieux ignorés.

Jusque-là, le motif de ces enlèvements restait énigmatique, lorsque, vers le 17 avril, la mairie de Lille fut informée, d'une façon indirecte, que les allemands, généralisant la mesure, se proposaient d'enlever, dans les trois villes, *30.000 jeunes filles et 20.000 jeunes gens*, pour les emmener on ne savait où encore. On parlait vaguement de travaux de culture, au loin.

La nouvelle s'en était répandue avec la rapidité de l'éclair,

allant semer l'effroi et l'angoisse dans toutes les familles. Les autorités civiles et religieuses n'avaient pu dissimuler leur anxiété, et avaient formulé par avance d'énergiques protestations, lorsque le 21 avril, dans la matinée, le voile qui avait recouvert jusque-là l'arrière-pensée allemande fut déchiré.

Dans une proclamation aux habitants, le gouvernement, général *von Graevenitz*, disait :

« L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population.

Pour atténuer la misère, l'autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cette offre n'a pas eu le succès attendu.

« En conséquence, des habitants seront évacués par ordre et transportés à la campagne. Les évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin derrière le front, où ils seront occupés à l'agriculture...

« Comme il s'agit de *mesures irrévocables*, il est de l'intérêt de la population même de rester calme et obéissante. »

La consternation fut générale, dès lors, dans toutes les familles, principalement dans celles où il y avait des jeunes femmes, des jeunes filles, c'est-à-dire dans le plus grand nombre, disparut toute quiétude. L'on n'y vécut plus que dans les transes, les nerfs horriblement tendus. Tout sommeil avait fui.

Entre temps, dans les rues, la chasse aux femmes avait continué. Chaque jour avait amené son contingent d'arrestations.

Dans la matinée même du 21, commencèrent à Lille les enlèvements en masse, qui sévissaient déjà à Roubaix et à Tourcoing. Ils ne prirent fin que le 1^{er} mai, après avoir frappé tous les milieux sociaux, dans la proportion de deux femmes pour un homme.

A l'aube, le pas lourdement cadencé d'une troupe en marche annonce l'approche des exécuteurs. Chaque rue est successivement barrée par des soldats en armes. Aux deux extrémités, des mitrailleuses braquées avertissent que toute résistance est impossible.

Des deux côtés de la rue, simultanément, un sous-officier, suivi d'un soldat baïonnette au canon, se dirige vers chaque maison, heurte ou sonne. Si l'on n'ouvre pas assez vite au gré des surveillants, de vigoureux coups de crosse, accompagnés de jurons et d'imprécations, viennent ébranler la porte et stimuler la hâte des habitants. Alors s'engage le dialogue suivant :

Le chef de famille, père, mère, aïeul, quelquefois une femme

seule : « Que désirez-vous, monsieur, du « logement sans doute ? »

— « Non, il nous faut des femmes... »

Et aussitôt, tout le monde doit se présenter, sans exception.

Le sous-officier dispose le groupe sur un rang, à l'intérieur ou sur le trottoir, en fait l'appel, au moyen de la feuille de maison, qu'il a détachée du mur, avec la pointe de son poignard-baïonnette. Bientôt, survient l'officier, de qui dépend le choix des personnes à enlever. Il y procède à son gré, comme il lui plaît.

Des mères, des filles, des sœurs, des domestiques ne veulent pas se séparer de celles qui s'en vont, et obtiennent d'être emmenées avec elles.

— « Monsieur, hasarde parfois une voix suppliante, « ma femme, ma fille est malade... »

— « L'air de la campagne lui fera du bien », est la réponse qu'accueille le plus souvent la timide tentative.

Et après avoir déclaré que le départ aura lieu dans un quart d'heure, une demi-heure au plus tard, l'officier va provoquer plus loin les mêmes scènes, tandis que les malheureux qu'il vient de torturer, se regardent, effarés, le cœur gros, se demandant s'ils rêvent ou se meuvent dans la réalité...

Dans l'après-midi, préalablement parquées dans quelque établissement de leur quartier, usine ou école, les malheureuses vouées à la transportation ont été rassemblées à la gare Saint-Sauveur. Dès qu'elles y forment le chargement d'un convoi, et pêle-mêle avec les hommes qui partagent leur sort, elles sont empiquées dans des wagons à bestiaux, où des planches grossières ont été disposées en guise de sièges. Et chaque jour, vers cinq heures du soir, un train démarre emportant loin de leurs familles, sans protection d'aucune sorte, toutes ces infortunées. Elles resteront là dix, douze heures, et parfois davantage, dans une immobilité forcée, sans lumière et sans air, la plupart en larmes, sous la garde de soldats armés.

Enfin, après d'innombrables et mortels arrêts, le train stoppe et l'ordre de descendre est donné aux captives. Ici, va commencer pour elles une existence telle, que la plupart de celles qui reviendront, déclareront préférer mourir, plutôt que de la subir de nouveau. Elles vivront les longs mois de leur captivité accablées de travaux au-dessus de leurs forces, mal couchées, mal nourries, criant presque chaque jour la faim, les plus jolies pourchassées, toutes menacées, malmenées, frappées, cruellement punies pour des riens et même sans motifs.

Presque partout, elles sont accueillies par des paroles plus ou moins outrageantes. Les Allemands ont répandu le bruit que les évacués du Nord, hommes ou femmes, sont le rebut, la lie des villes. Et, comme pour donner un corps à cette abominable assertion, ils soumettront tout le monde à un examen sanitaire. Les femmes devront subir celui que le service des mœurs impose périodiquement aux professionnelles de la prostitution soumises à sa surveillance. Quelques jeunes filles, en très petit nombre, y échapperont, à la faveur d'indispositions et de sursis, au cours desquels elles auront ensuite la chance d'être rapatriées. Quant aux autres, jeunes et vieilles, célibataires ou mariées, les vierges, la mère à côté de sa fille, la sœur cadette après l'aînée, toutes seront astreintes à l'ignominieuse obligation. Celles qui, dans un premier mouvement d'indignation s'y refuseront, seront jetées en cellule, frappées, soumises au régime le plus dur, jusqu'à ce que, réduites et vaincues, elles aient capitulé.

Quels termes pourront jamais suffisamment flétrir de pareilles infamies !

Dans les premières semaines qui suivront les enlèvements, le retour de quelques douzaines de jeunes filles sera obtenu à grand'peine. Plus tard, il en reviendra quelques-unes encore. Toutes les autres seront retenues jusqu'aux approches de l'hiver.

Réparties, pour la plupart en groupes, dans des villages de l'Aisne et des Ardennes, elles y seront astreintes à un régime partout semblable, à des nuances négligeables près ; de sorte, qu'en dépeignant la situation d'un de ces groupes, nous donnerons une idée exacte de celle de tous les autres (1).

Le 27 avril, vers cinq heures du matin, un train parti de Lille douze heures auparavant, arrive à Lugny, petite station de la ligne de Vervins à Laon. Les évacuées destinées à la région en descen-

(1) Les hommes et les femmes ont été soumis aux mêmes durs travaux, aux mêmes mauvais traitements, aux mêmes privations. Mais, en raison de leur complexion plus faible, des servitudes de leur sexe et du manque complet d'aptitude de la plupart d'entre elles aux labeurs de force, les femmes ont beaucoup plus souffert, ont été incomparablement plus malheureuses que leurs compagnons d'infortune, sans parler des dangers qui les menaçaient particulièrement.

C'est un fait partout constaté que, pour les femmes, en général plus craintives, moins aptes à réagir, les Allemands se sont montrés moins généreux, plus durs encore qu'envers les hommes. C'est pour ce motif que nous nous attachons ici plus spécialement à dépeindre leur sort.

dent et sont groupées dans un pré voisin. Après toute une nuit sans sommeil, elles sont harassées, brisées.

De là, entre les baïonnettes de soldats allemands, « comme des criminelles » a dit l'une d'elles, elles sont menées à Voharies, village peu éloigné. On les y met dans une maison inhabitée, où l'eau suinte le long des murs. Elles en font la remarque et on les conduit dans un moulin où, en compagnie des « rats et des souris », elles sont enfermées jusqu'au lendemain. Sont-elles pressées par quelque nécessité naturelle, ont-elles le désir de se rendre à la rivière pour y laver un mouchoir ou procéder à quelques ablutions, un soldat les accompagne, les suit partout.

Le lendemain, un chariot de paysan vient en prendre une douzaine et les emmène à Montigny, à 2 kilomètres et demi de Marle, chef-lieu du canton.

En arrivant, elles sont accueillies par le cri de « Voilà le res-
« tant des b..... (1) de Lille qui nous arrive. » Elles sont laissées trois heures dans la rue, sans que personne s'occupe d'elles. On finit cependant par leur donner un abri, une maison abandonnée, dévastée, complètement vide, où elles ne trouvent pas l'ombre d'un meuble, d'un objet utilisable. Elles doivent y passer leurs premières nuits sur le sol carrelé, et seulement recouvert d'un peu de paille.

A part quelques exceptions, elles trouvent peu d'empressement à les obliger chez les habitants de l'endroit, prévenus contre elles par les calomnies allemandes. Peu à peu, à force de démarches, elles réuniront quelques ustensiles indispensables et des effets de couchage dépareillés, qui une paillasse, qui un châlit, voire un lit d'enfant où deux d'entre elles, deux sœurs, devront trouver place. Pour se couvrir, la nuit, une simple couverture qu'elles ont apportée avec elles, et par dessus laquelle elles étendront leurs effets d'habillement. Aucune ne couchera une seule fois dans des draps pendant les quatre, six ou huit mois que durera leur séjour respectif dans le pays. « Quand on se lève au

(1) Ici une expression basement triviale, pour désigner les maisons de tolérance.

Ailleurs, les allemands ont représenté les évacuées comme des révoltées, les incendiaires de l'Hôtel-de-Ville de Lille, devenu en entier la proie des flammes et dont la destruction a coïncidé avec l'enlèvement de ces malheureuses. Partout, de même que les hommes d'ailleurs, elles étaient signalées comme des travailleuses volontaires.

matin », disent les notes originales que j'ai sous les yeux, on est plus fatigué qu'en se couchant.

Des hommes peu suspects de tendresse, des gendarmes allemands, sont restés « bouche bée », en voyant leur couchage. « Ils ont dit que ce n'était pas permis : que ce n'était pas des choses à faire à des femmes ; qu'on ne fait pas la guerre aux femmes ».

De vieilles boîtes de conserves, en guise de récipients, pour l'eau destinée aux divers usages personnels et domestiques, toilette, lavage du linge, préparation des aliments, viendront compléter l'installation matérielle.

Toutes ces femmes sont jeunes. Deux seulement ont de 45 à 50 ans ; les autres de 19 à 34. A part une ou deux exceptions, qui se révèlent promptement, toutes ont un passé intact, sont d'une moralité irréprochable. Sur les quatre qui sont mariées, deux ont leurs maris aux armées.

Comme régime disciplinaire, obligation de saluer tous les gradés allemands, défense absolue de franchir le seuil de la porte passé 8 heures du soir et, sous quelque prétexte que ce soit, de quitter la localité sans un laisser-passer qu'il faut se procurer à Marle.

Au point de vue professionnel, le groupe comprend une brodeuse, une couturière, quatre confectionneuses pour dames, une lingère, une servante, une de profession indécise et la dernière qui n'en exerce aucune.

Levées à 4 heures du matin, elles doivent répondre à un appel, puis, sont conduites au travail, plus ou moins loin, dans des villages voisins. Pour s'y rendre, il leur faut accomplir, chaussées de lourds sabots, des marches de plus d'une heure parfois. Ramenées à Montigny pour le repas de midi, elles sont reconduites à l'ouvrage après un second appel et restent aux champs jusqu'à la nuit tombante. C'est exténuées qu'elles rentrent le soir, les jambes endolories, les pieds meurtris, ayant à peine le courage de prendre leur maigre repas.

Elles sont affectées à tous les travaux, vont ramasser du bois, plantent et bêchent les pommes de terre, chargent et déchargent des fagots, des fourrages, du fumier, nettoient et aménagent les aires et les granges, coupent et emportent des chardons, fanent les foin, arrachent dans les blés les fleurs et les mauvaises herbes (1). Mais leurs travaux les plus pénibles sont ceux qui se

(1) Dans certains endroits les évacuées furent contraintes d'arracher des orties sans être munies de gants.

rattachent au battage des grains et, surtout, au pressage mécanique des fourrages. Elles doivent y déployer beaucoup d'activité et de force, au milieu des poussières que dégagent les produits manipulés et qui leur dessèchent la poitrine et la gorge. Les paysans eux-mêmes, gens peu sensibles, en témoignent leur étonnement ; ils déclarent n'avoir jamais vu employer des femmes à de pareils travaux, déjà lourds pour des hommes sains et robustes.

Entre temps, les captives balaient et approprient les routes, lorsque le passage d'un haut personnage allemand, qu'accompagne toujours quelque dame, est annoncé dans le pays.

Les malheureuses n'ont aucun répit. Astreintes au travail même le dimanche, ce n'est qu'en courant, à de rares intervalles, qu'elles peuvent assister à un office religieux. Le mauvais temps ne les exonère de rien. Lorsqu'elles rentrent des champs, ruisselantes de pluie, mouillées jusqu'aux os, on leur accorde juste le temps de changer de vêtements, et vite on les mène à de nouvelles besognes. Et quand, au milieu du travail, harassées, elles veulent se reposer un instant, les surveillants allemands les poussent, les menacent et les battent, les font jeter en cellule, pour la moindre chose, souvent par des rapports mensongers.

Quand, de ci et de là, un surveillant se montre convenable et humain, il est aussitôt remplacé.

Dans ce personnel des « *Kommandanturen* » affecté au service des évacués, il y eut, à côté de quelques braves gens, nombre d'hommes ignobles, immondes, sans conscience ni droiture, dépourvus de tout sentiment généreux, de toute noblesse de caractère.

Sous le rapport de l'alimentation, les Allemands n'ont rien fait pour les évacuées. Elles n'ont eu, pour vivre, que les rations que faisaient suivre à leur intention les comités de ravitaillement de leur lieu d'origine ; et encore, ces rations ne leur arrivaient-elles jamais intactes. Or, et en admettant même qu'il n'en ait été rien distrait en chemin, ces rations, reconnues physiologiquement insuffisantes pour la sustentation d'organismes formés et en repos, à plus forte raison l'étaient-elles pour l'entretien d'êtres jeunes, vivant au grand air et soumis aux plus rudes travaux des champs.

Dans les récits oraux ou écrits, tous concordants, qu'elles ont fait de leur captivité, les mots qui reviennent incessamment, comme un « leit-motiv » douloureux, sont ceux de « fatigue » et de « faim » ; et si, lorsqu'elles plantaient des pommes de terre, elles n'en avaient pas mis « dans leurs poches autant qu'en terre »,

ou si, risquant les plus graves punitions, elles n'avaient pas maudé de temps à autre dans les champs rapprochés de leur demeure, il leur serait arrivé plus d'une fois de rester des journées entières sans manger.

Les transportées ont été rémunérées par les Allemands comme elles ont été nourries.

Après les avoir laissées plusieurs mois sans aucun salaire, ils ont fini par leur accorder une dérisoire indemnité de travail, qui n'a jamais dépassé *un franc* par jour, nominalement, et dont elles ont toujours été dans l'impossibilité de contrôler le décompte et l'emploi. Comme on leur retenait le prix de leur ravitaillement, elles en arrivèrent, en définitive, à ne toucher que des sommes dérisoires. Au bout de leur séjour, le compte du plus grand nombre s'est soldé par *quinze, dix-sept, vingt francs*. Il en est qui sont rentrées chez elles soi-disant débitrices de sommes plus ou moins importantes.

Que l'on ajoute à ce qui précède, sous prétexte de surveillance, la fréquente intrusion, à tout moment chez elles, même pendant leur rapide toilette ou lorsque, souffrantes, elles sont au lit, de gendarmes et de soldats allemands, les propos, les plaisanteries déplacées, grossières, qu'il leur a fallu entendre et subir; les tentatives que, plus d'une fois, même la nuit, elles ont dû repousser, et l'on se fera une idée de la somme de souffrances endurées par celles de ces malheureuses, le grand nombre, qui ont voulu garder et faire respecter leur dignité. Et l'on ne sait pas, l'on ne dit pas tout (1).

Au bout d'un certain temps, les Allemands s'étaient enfin décidés à relâcher successivement leurs victimes. Dans les quatre premiers mois, à la suite de démarches tentées en leur faveur, deux mille femmes environ avaient été rapatriées. La plus grande partie des autres furent ramenées chez elles d'octobre à fin novembre, les toutes dernières en décembre.

De retour dans leurs foyers et jusqu'à la fin de l'occupation,

(1) Il est avéré que des attentats furent tentés et consommés par la violence sur des jeunes filles. Les jeunes évacués du sexe masculin ne furent pas à l'abri de ces tentatives, et ceux qui s'y refusèrent furent outrageusement frappés, battus.

C'est un fait qu'ont démontré de retentissants débats judiciaires, que ces mœurs abominables sont loin d'être ignorées dans la vertueuse Allemagne. Il y en a eu des exemples à Lille, jusque dans l'état-major d'un prince royal, commandant d'armée, sans que celui-ci, d'ailleurs, fut personnellement incriminé.

elles vécurent dans la terreur d'être enlevées de nouveau ; et beaucoup que cette pensée affolait, déclarèrent qu'elles se donneraient la mort, plutôt que de subir une seconde fois le même martyre.

Cet épisode fut le plus douloureux de l'occupation.

Les Allemands, tortionnaires habiles, avaient fait souffrir les habitants de bien des manières jusque là ; ils devaient les frapper de bien d'autres façons encore avant de disparaître ; mais ils avaient atteint au summum cette fois. Contre leur attente pourtant, la population ne bougea pas ; elle contint sa douleur, resta résignée et digne, mais sentit grandir en elle, se centupler, sa haine et son mépris pour ses persécuteurs.

P. TROCHON.

II

LE CLERGE DE LA CHARENTE INFÉRIEURE
DEPORTE EN ESPAGNE

(Suite et fin)

Je reviens à mon voyage propre. Après beaucoup d'injures et de menaces reçues et jamais rendues, tourmentés de la faim et de la soif, nous arrivâmes enfin aux portes de Vittoria. Une vingtaine de femmes, dignes d'être françaises, nous accueillirent avec les douces expressions de *démons*, de *juifs*, de *gavaches*, nous montrèrent les poings et les dents. Elles furent soutenues par une douzaine d'hommes-tigres, qui nous régalerent de hurlements plus expressifs encore et de gestes plus énergiques. Dans ce moment sortit de la ville un petit maître (car il en est en Espagne autant qu'en France, et d'aussi ridicules). Il montait un superbe rozinante. Il s'avance fièrement au milieu de la foule qui nous entourait : « Patrême ! leur crie-t-il. Demain notre noble province s'assemble. Elle enverra 20.000 combattants contre les Français, et nous mettrons (il nous désignait du doigt) ces *démons* à la tête de nos bataillons pour les exposer aux premiers coups. » — Ainsi cent fois en France j'ai entendu la menace de mettre les prêtres insermentés à la tête des corps de patriotes destinés aux frontières.

Cette singulière réception nous faisait tout craindre pour notre entrée dans la ville. Nous fûmes agréablement surpris dans Vitto-

ria, on se presse autour de nous pour nous demander des nouvelles de la frontière. Nous satisfaisons de notre mieux à cette curiosité : Les choses n'étaient pas encore désespérées, quoique les Français eussent déjà forcé le passage de Vera ; nous assurons qu'on se défendait vaillamment à Fontarabie. On nous sait gré de notre récit, qui, au reste, contenait vérité : on s'empresse à nous trouver des logements à assez bon marché.

Nous reposâmes six jours à Vittoria, occupés à nous procurer des charrettes pour le transport de nos malles. Nous reprîmes notre voyage, hâtés par l'ordre des magistrats qui craignaient pour nous l'assemblée du peuple de la province, qui dut avoir lieu le lendemain de notre départ. L'objet en était d'aviser aux moyens de lever des troupes : sans doute les messieurs d'Alara, dont Vittoria est la capitale, sont par privilège tous exempts de milice, puisqu'ils n'envoyèrent pas un seul homme.

À quelques lieues de Vittoria, nous entrâmes dans une auberge d'assez belle apparence. La réception qu'on nous fit, ne fut rien moins que gracieuse : tous les gens du logis, à notre vue, s'enfoncèrent dans les chambres les plus reculées. Enfin une servante se présente, fait des signes de croix, nous traite d'excommuniés, et nous crie de sortir promptement. Sans nous décourager, nous lui demandons un peu de vin pour de l'argent. Heureusement nous portions notre pain. Après plusieurs refus, accompagnés de malédictions et de propos outrageants, elle reçoit ordre de l'intérieur du logis de nous donner le rafraîchissement que nous demandions. Elle obéit avec toute la mauvaise grâce dont elle était capable, mais elle nous oblige à prendre notre frugal déjeuner dans une écurie infectée des *laissées* des porcs et des mulets. Un peu avant cette hôtellerie, un de nos confrères, vieux et infirme, se présenta dans un cabaret pour prendre son repas : le maître de la maison s'arma d'un instrument de cuisine et l'obligea de sortir en le menaçant de l'en assommer.

À peu près dans le même canton, M. de la Magdeleine, vicaire général de Saintes, marchant de compagnie avec quatre autres prêtres du même diocèse, entendit un curé du lieu déclamant contre eux et excitant quelques-uns de ses paroissiens qui l'écoutaient, à Cortarles la Cabeza, à leur couper la tête. Le pauvre homme les prenait au moins pour des hérétiques, et cette persuasion seule allumait dans son cœur un zèle si féroce. Nos voyageurs furent consolés quelque temps après par la conduite d'un autre curé, sans doute plus éclairé que le précédent : des étudiants, qui

en Espagne ne sont pas les plus honnêtes gens du monde, s'échauffèrent contre nos confrères, soutinrent syllogistiquement que c'était une bonne action de les faire périr ; le bon curé qui entendait ces barbares arguments, sortit vivement de sa chambre, reprocha à ces lâches raisonneurs leur scandaleux fanatisme, et leur annonça que bientôt peut-être la colère et la justice de Dieu les mettraient dans un état plus douloureux que celui qui accablait les prêtres français, qu'il leur présenta comme de vrais confesseurs de la foi catholique persécutée en France par les hérétiques et les athées. Les étudiants, plus honteux que corrigés, se dissipèrent et laissèrent le passage libre.

Je n'écrirai pas tous les outrages dont on nous accabla pendant une grande partie de notre voyage. Je dois vous épargner les dégoûts dont cette fastidieuse répétition flétrit mon imagination et mon cœur, en me rappelant de si tristes souvenirs. Ce sera bien assez de vous dire que presque partout on nous refusait même de l'eau pour éteindre la soif qui nous tourmentait dans un pays brûlé plutôt qu'éclairé par le soleil ; que presque partout nous couchions sur le pavé nu des horribles chambres où on nous entassait par douzaine ; que partout, oui absolument partout, les curés des paroisses où nous passions la nuit, s'abstenaient de venir aux lugubres auberges où nous nous mettions à couvert. Il est bien sûr que leur seule présence nous eût épargné bien des mauvais traitements ; elle nous eût consolés dans notre détresse, parce que connaissant tout le pouvoir que leur donne leur ministère sur leurs paroissiens, nous étions assurés qu'un seul mot de leur part aurait adouci en notre faveur nos cruels hôtes et les voyageurs espagnols.

Cependant quelque désir que j'aie d'abrégé une lettre que je n'écris point sans les plus douloureux déchirements de cœur, je ne puis me dispenser de vous marquer encore quelques événements intéressants qui vous mettront mieux en état de juger de notre situation en Espagne, et surtout pendant notre voyage.

Nous avons appris en chemin, par quelques-uns de nos confrères qui, n'étant pas obligés d'interner comme nous, demeuraient encore dans les villes où on les avait envoyés au commencement de notre arrivée en Espagne, qu'à Birviesca, ville de la Castille, où nous étions sur le point d'entrer nous-mêmes, un prêtre français avait été tué d'un coup de pierre, qui l'avait atteint à la tempe. Je ne donne pas le fait pour entièrement certain, parce que ceux qui nous en firent part n'en avaient pas été témoins oculaires, et que nous passions trop promptement par ce canton pour prendre des

informations authentiques. Aux outrages qu'on nous prodigua dans l'auberge où nous devons reposer, nous fûmes tentés de le croire réel. Nous eûmes une peine infinie à obtenir un mauvais et sale grabat pour un vieux Père de la Compagnie de Jésus, nommé le P. Querberel, qui avec des fatigues au-dessus de son âge, mais non pas au-dessus de sa patience angélique, faisait route avec nous, à pied comme nous. Nous passâmes la nuit avec tout le malaise possible. Le lendemain, nous nous retirâmes de l'auberge dans la maison d'un honnête habitant, où deux de nos compagnons de voyage avaient passé la nuit ; sa femme nous fit cuire nos petites provisions, à un prix très raisonnable et avec une bonté touchante. Dans la même ville, un vénérable chanoine donna une paire de souliers à deux de nos confrères qui en manquaient. Cet exercice de la charité chrétienne, dont les Espagnols, quand ils sont libres de préjugés, s'honorent aussi souvent que tout autre peuple, nous consolait de tous nos maux.

J'aurais bien désiré vous donner quelques détails sur les mauvais traitements que les prêtres réfugiés à Valence éprouvèrent dans une espèce de sédition élevée contre eux par des propagandistes mal déguisés, mais j'étais trop éloigné de la scène, et la sage politique ne nous permettait pas toujours de nous communiquer mutuellement, surtout par lettre, nos malheurs et notre détresse, crainte de pire. Ce que je puis vous assurer, c'est que dans ces circonstances les coupables envers nous n'étaient que très rarement punis. Il y eut aussi une fermentation contre les exilés à Zaragoza. Je n'en connais que très imparfaitement les effets. Aussi je me contenterai de vous dire que le résultat le plus marqué fut que les ecclésiastiques français se trouvèrent longtemps dans l'obligation de se renfermer dans leurs chambres pour se soustraire à la fureur de la populace et même des soldats.

De Birviesca nous fîmes route à Burgos. Arrivés dans cette capitale de la Vieille Castille, nous apprîmes que l'archevêque était plus qu'indifférent à notre égard ; qu'il avait constamment refusé la visite de Mgr l'évêque de La Rochelle (Mgr de Coucy), quoique le pieux et magnanime prélat jouisse en Espagne même de la plus haute réputation, méritée à tant de titres. Nos confrères qui dans ce diocèse étaient en petit nombre, nous avertirent aussi que pendant notre séjour à Burgos la consolation de célébrer les saints mystères nous serait refusée. L'avis était bien fondé ; ainsi nous nous abstinmes d'en demander la permission. On nous raconta, de plus, que quelques semaines avant notre arrivée, nu

prêtre français, se promenant à midi sous des peupliers à l'entrée même de la ville, avait été attaqué par un homme du peuple, qui lui asséna un coup de bâton sur la tête, le renversa à terre sans sentiment, lui prit son argent et sa montre. Le prêtre n'est pas mort de sa blessure. Un curé espagnol qui avait vu de près cet assassinat, le dénonça à la justice; mais l'ecclésiastique français reçut un ordre supérieur de se taire et de ne faire aucune poursuite. Ainsi le malfaiteur en fut quitte pour quatre jours de prison, et ni la montre ni l'argent ne furent rendus. Ce fait est plus certain que celui de Birviesca. Cependant je me fais un scrupule de le donner comme entièrement incontestable. J'en ai point vu; je ne me rappelle pas que mes confrères m'avaient assuré en avoir été témoins. Dans une grande ville, on peut être trompé sur un grand nombre de nouvelles qu'on ne peut que rarement vérifier par soi-même, quand on est étranger.

Dans la même ville, M. Arnaud, curé de Saint-Palais de Saintes, se retirant dans une maison voisine de la nôtre pour se coucher, fut poursuivi par quelques soldats. Un d'eux lui chercha querelle. Il paraît que ces brigands en voulaient à son argent. Le curé, par des routes détournées, rentra dans notre maison. L'impudent soldat y entra immédiatement après lui. Heureusement notre hôte, honnête homme, ne manquait ni de cœur ni de tête : il parla haut au soldat et l'obligea de sortir. Certainement ce coquin méritait un châtiment plus sévère.

Je reviens sur un fait que j'avais oublié et qui est propre également à déridier un instant la tristesse même et à donner une idée de la politesse des curés espagnols. A une lieue de Burgos, dans un cabaret d'une paroisse considérable, arrive la famille de M. Dombideau, conseiller au Parlement de Pau. Les hommes au nombre de cinq étendent de la paille sur le pavé et s'y couchent. Les dames, la mère et les deux filles ne savent que devenir. L'hôtesse les tire d'embarras en leur disant avec emphase que le curé de la paroisse est son frère, les prie de passer chez lui, leur promet bonne réception et bon repos. Les dames acceptent avec plaisir. La mère du curé leur fait, en effet, un accueil favorable, mais elle les met coucher toutes trois dans le même mauvais lit. Le lendemain, au moment du départ, le curé paraît et leur demande naïvement 30 sols, 10 pour chacune. Riez, mais jugez ! Le fait est certain ; je le tiens de cette respectable famille même.

Je nous suppose tout d'un coup partis de Burgos et arrivant un dimanche à la petite ville de Duenas. Le peuple nous accueillit

avec plus d'imprécations, d'injures et de menaces qu'à l'ordinaire. Quelques bandes s'approchèrent de nous en criant qu'il fallait nous arracher le cœur et les yeux. Ne vous semble-t-il pas voir encore le confesseur de la foi entre les griffes des tigres de Paris ? Résignés à tout, nous tîmes une contenance ferme et modeste. Dieu calma la tempête. Nous arrivâmes sans autres accidents à notre cabaret, où nous ne fûmes point étonnés d'être mal reçus, parce que nos hôtes avaient des craintes pour eux-mêmes à cause de nous. Cependant ils nous donnèrent le couvert et un assez bon souper, que nous payâmes excessivement cher. Il vous serait impossible, je pense, d'imaginer le motif qu'avaient les habitants de Duenas et de quelques autres villes voisines de nous insulter si cruellement. Je vais vous le dire. Les prisonniers Carmanioles des prisons de Burgos passaient à celles de Zaragoza ; ils nous avaient vus en route ; ils savaient que nous étions obligés d'interner ; comme ils avaient de l'avance sur nous, ils avaient aussi le temps, partout où ils s'arrêtaient, de vomir d'horribles calomnies contre nous. Le peuple qui s'intéresse toujours à ceux de sa race, prenait tous les préjugés qu'ils voulaient lui donner, en sorte qu'il nous croyait les implacables ennemis de ces infortunés. Cette crédulité générale ne prouve pas la force du jugement du peuple espagnol.

C'est donc à Duenas surtout que je m'affermis dans la résolution de passer en Angleterre. A Duenas, je laissai mes chers compagnons de voyage, trois prêtres de Saintes. Cette séparation ne fut pas la moindre douleur de mon cœur. Comme je n'aurai plus que de moi à parler, je crois que ce n'est pas la peine d'écrire. Je ne me permettrai donc plus que quelques petites notes qui peuvent vous être utiles.

A Valladolid, je trouvai un curé du diocèse de Saintes, un autre de Luçon, résolus comme moi de passer en Angleterre. Nous eûmes le bonheur de nous associer pour le voyage à deux prêtres, l'un anglais, l'autre écossais. Nous avions été reçus dans leurs collèges respectifs par leurs supérieurs et leurs confrères avec une générosité et une charité évangéliques, propres à nous consoler de nos maux et à nous encourager à passer dans leur patrie.

On nous avait fait peur des habitants de la Galice, que nous devions traverser dans sa longueur. Nous fûmes agréablement surpris. Partout nous trouvâmes des hommes simples, doux et compatissants.

Nous arrivâmes enfin à La Corogne, qui était le port où nous devions prendre le paquebot-courrier pour passer en Angleterre.

En nous présentant à la porte de la ville, notre carrosse fut arrêté par les soldats de garde. On nous demanda qui nous étions. Notre passeport à la main, nous répondîmes : « Nous sommes cinq prêtres catholiques, deux anglais et trois français. — Messieurs les Anglais ont la liberté d'aller partout où bon leur semblera ; mais les prêtres français, par ordre exprès du général, nous suivront au corps de garde, jusqu'à ce qu'on nous ait donné l'ordre de les laisser libres. » On nous y conduisit, en effet. L'officier de garde ne savait quelles honnêtetés nous faire pour adoucir une rigueur si mortifiante, exercée contre des prêtres, précisément parce qu'ils étaient prêtres, car nous sûmes bientôt que les laïcs jouissaient d'une entière liberté, tandis que nos confrères établis dans la ville depuis leur déportation avaient défense d'en sortir sous quelque prétexte que ce fût, même pour se promener. Enfin, après trois heures d'arrêt, nous vîmes le commandant de la place qui vint le lever à neuf heures et demie du soir. M. Bagnal (ainsi se nommait le prêtre écossais) nous avait laissés pour nous chercher un logement, lorsque nous sortirions du corps de garde. Le prêtre anglais, M. Taylor, resta constamment avec nous.

Lorsqu'il fallut faire le marché avec le capitaine du paquebot, qui exigea dix louis, ma bourse se trouva trop peu fournie pour payer une aussi grosse somme. Je devins triste, parce que je me voyais forcé de rester en Espagne. Pour ne pas mettre à contribution mes compagnons de voyage, je gardai longtemps le plus profond silence ; mais les prêtres anglais m'arrachèrent mon secret et payèrent plus de la moitié des frais de mon passage. Ma reconnaissance pour un bienfait aussi signalé ne sortira jamais ni de mon cœur ni de ma mémoire.

Je termine ici mon récit. Vous rendrez justice à la pureté d'intention avec laquelle je l'ai écrit. Je laisse à votre sagesse de lui donner la forme que vous jugerez plus convenable.

III

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN (1653-1664) (Suite)

VI

LE MOUVEMENT MARITIME EN 1654-1655. — L'ESCADRE DE NUCHÈZES.
— L'ARMEMENT DU COMTE D'ESTRADES.

Nous connaissons les intendants des généralités qui entouraient le gouvernement de Brouage ; il convient de rappeler les noms des chefs des gouvernements militaires voisins.

Le gouverneur général du Poitou était Artus Gouffier, duc de Roannez, qui prêta serment pour sa charge le 1^{er} septembre 1651. Il était doublé par deux lieutenants généraux : Charles de Chastaignier, marquis de La Rocheposai, en charge depuis le 26 juillet 1644, en Haut-Poitou ; et, en Bas-Poitou, Gabriel de Châteaubriant, comte des Roches-Baritault, qui eut pour successeur, après sa mort, en avril 1658, Alexandre de Baudéan de Parabère, comte de Pardailhan.

En Saintonge et Angoumois, le gouverneur général était, depuis 1645, Charles de Sainte-Maure, marquis de Montausier, qui avait pour second Léon de Sainte-Maure, comte de Jonzac, son cousin au cinquième degré, pourvu de la lieutenance générale depuis le 14 février 1633.

En Guyenne, Armand de Bourbon, prince de Conti, fut nommé gouverneur général par lettres de février 1655 ; il prenait la place de son frère le prince de Condé, qui avait reçu cette charge le 16 mai 1651 ; mais que les événements de la Fronde avaient fait sortir de France. François d'Espinay, marquis de Saint-Luc, était lieutenant général depuis le 17 juillet 1650. Quand le comte d'Estrades vint à Bordeaux, la Cour voulut amener le marquis de Saint-Luc à résigner sa charge ; et, de fait, le comte d'Estrades eut des lettres de lieutenant-général en Guyenne datées du 4 mai 1654 ; toutefois, après que ce dernier eut été nommé lieutenant-général en Catalogne, le 8 mai 1655, sous le prince de Conti, vice-roi de

cette province depuis le mois de juin 1654, le marquis de Saint-Luc fut rétabli dans sa charge et fit son entrée à Bordeaux au mois de mai (1).

Des quatre élections annexées au gouvernement de Brouage, celle de Marennes et celle de Saintes étaient, pour la justice, dépendantes du parlement de Bordeaux ; les deux autres, La Rochelle et les Sables, étaient du ressort de celui de Paris ; et la Charente, dans cette partie de la France, formait la séparation entre les pays du droit coutumier, au Nord, et ceux du droit écrit, au Midi. Mais ces particularités n'avaient aucune importance pour les affaires de justice qui pouvaient intéresser le gouvernement du Cardinal, car elles étaient invariablement évoquées au Conseil du roi, soit le Conseil des Parties, soit le Grand Conseil, hautes cours qui exerçaient dans tout le royaume la juridiction suprême en matière civile.

Pour le spirituel, la région était comprise dans la province ecclésiastique de Bordeaux dont l'archevêque était Henri de Béthune, avec les trois évêchés de Saintes, de La Rochelle et de Luçon, dont les sièges étaient occupés par Louis de Bassompierre, Jacques Raoul de la Guibourgère et Pierre Nivelles.

Les fonctions qu'allait remplir Colbert de Terron, sous le titre reconnu d'intendant de justice, police, finances et marine, dans les gouvernements de Son Eminence, étaient multiples, variées, étendues et sans limites précises. En réalité son action pouvait se faire sentir dans tous les domaines au nom du gouverneur qu'il représentait et dont les provisions avaient l'ampleur que nous savons, outre que ce gouverneur était en même temps ministre « chef des conseils du Roi Très Chrétien. » L'importance de cette action dépendait donc de la valeur personnelle de Terron, de l'énergie de son caractère, du tact avec lequel il exerçait l'autorité qui lui était communiquée.

Il s'occupe aussi bien de faire expédier des caisses d'oranges ou du gibier à Mazarin et de tirer des lettres de change que de faire les revues des garnisons, faire payer leur solde et délivrer les reçus aux commissaires des guerres, de passer les traités avec les receveurs des tailles et d'activer la recette, de préparer les levées de troupes, faire des achats de blé et de domaines, passer les marchés

(1) « Gouverneurs et lieutenants généraux, » etc., par Pierre Gaucher dit Scévole de Sainte-Marthe (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 86, p. 114).

et les contrats pour les constructions navales, les fonderies, les travaux de fortification et en assurer l'exécution ; stimuler ou modérer le zèle des commandants de place, noter même les officiers. Enfin il met la main à tout avec une activité soutenue et une maîtrise croissante.

Son champ d'action qui a pour centre Brouage et qui s'étend normalement entre Bordeaux et Poitiers, dépasse ensuite ces limites, mais dans un domaine spécial, quand il développe son activité dans la marine.

Colbert de Terron, qui administrait en réalité les affaires de l'Etat, outres les affaires particulières de Mazarin dans ses gouvernements, avait à compter avec les secrétaires d'Etat, les surintendants, l'amirauté et les bureaux dont l'attache était nécessaire pour la régularité des affaires. Dans ses relations avec ces autorités et ces services, aussi bien que dans l'administration des affaires particulières du Cardinal, sa manière d'agir est constamment réglée par la direction de Colbert. Or celui-ci, conseiller d'Etat, n'a véritablement qu'un titre, celui d'intendant de Mazarin, mais ce titre suffit à tout.

Colbert ne manque d'ailleurs pas, à l'occasion, de recommander à son cousin le respect des formes et le soin de la forme. Celui-ci entre-t-il en relations avec le secrétaire d'Etat de la guerre pour des levées de troupes, il voit sa façon de procéder corrigée par des instructions précises suivies de cette recommandation : « Dans les affaires de cette conséquence, il faut bien concerter ses actions et prendre garde qu'elles ne puissent choquer personne. » Terron lui adresse-t-il une lettre destinée à l'Amiral, Colbert relève un manque de tact : « Je m'étonne que vous n'ayez point mis — à *S. A. Monseigneur le duc de Vendosme* — sur la lettre que vous m'avez envoyée pour luy ».

Lorsque Colbert de Terron arriva à Brouage, à la fin de juillet 1654, il tomba au milieu de préparatifs maritimes militaires, mais combien pénibles et misérables ! Des trois centres maritimes du gouvernement, La Rochelle, Brouage et la Tremblade, le premier était le plus actif. C'est de La Rochelle que partaient les corsaires qui seuls donnaient encore un peu de vie à la marine du Ponant. Brouage était l'arsenal, magasin des armes et de la poudre ; mais de matériel naval point, ou presque rien. Dans le havre une galère, une barque longue et quelques brigantins, épaves désormais inutilisables de la flotte du Daugnon.

Dans la Seudre, devant la Tremblade, était rassemblé ce qui res-

tait de la flotte du Ponant : neuf vaisseaux et quelques frégates. A ce moment, le commandeur de Nuchèzes s'efforçait d'armer cinq de ces vaisseaux qu'il devait faire passer dans la Méditerranée. Il était secondé dans sa tâche par le sieur Hubert de Champy, qui exerçait ses fonctions à Brouage avec le titre de commissaire ordinaire de la marine.

D'autre part, on essayait de constituer une petite division navale qui resterait attachée au gouvernement de Brouage et c'est à l'exécution de ce projet qu'on s'était tout d'abord attaché.

Nous avons vu précédemment qu'à la fin de l'année 1653 Mazarin, ayant appris qu'un navire chargé de 600.000 écus d'argent en barres était sur le point de passer de Cadix à Dunkerque alors à l'Espagne, il avait écrit au comte d'Estrades de rassembler en hâte quelques vaisseaux pour tâcher de prendre ce navire. D'Estrades devait nolisier les deux corsaires *la Pucelle* et *la Vierge*, du commandeur de Nuchèzes et y joindre un des vaisseaux de la Seudre. Mais les difficultés succédaient aux difficultés ; puis les renseignements sur le départ du navire espagnol chargé d'argent restaient incertains, le temps passait et le projet d'armement subissait de continuelles modifications.

Enfin, au printemps de 1654, on avait réuni un vaisseau et quelques frégates qui formaient l'armement dit du comte d'Estrades et destiné à une campagne de course. Le duc de Vendôme se proposait d'y joindre le vaisseau *La Lune*, qu'il armait à ses frais et Mazarin prenait à sa charge, pour le même objet, l'armement de *l'Anna*, qui lui appartenait, et de *l'Elbeuf*, qui était au roi.

C'est alors que le commandeur de Nuchèzes avait reçu l'ordre de se rendre en Seudre pour y armer cinq des vaisseaux qui s'y trouvaient et de se préparer à passer en Méditerranée pour se joindre à l'armée navale équipée à Toulon et placée sous le commandement du chevalier Paul.

Le commandeur de Nuchèzes, allant de Paris à la Tremblade, s'arrêta d'abord à La Rochelle « pour y voir l'estat de toutes choses et y croiant trouver quelques offisiars de l'armée navale (1). » Mais, à La Rochelle aucun officier, pas de matériel ; quelques cables ramassés sur les dernières prises faites par les capitaines Henri Danton de Pontesièrre et Abraham Duquesne, et trop faibles

(1) Nuchèzes à Mazarin, La Rochelle, 9 mai 1654 (A^{ff.} Etr., France 1477, fol. 6).

pour des vaisseaux de ligne ; tous les matelots dispersés, ou réfugiés aux Sables-d'Olonne, aucun ne voulant « prendre arjant pour le servisse du Roy », et « il nia que quinze ou sese canonniers en toute la coste que on a retirés à brouage pour le servisse de la plase. »

Mais surtout pas d'argent. Nuchèzes est parti de Paris sans avoir rien reçu des surintendants ni pour ses avances ni pour ses appointements et on veut lui imputer l'armement de *la Vierge* et de *la Pucelle* (1), alors que ces navires avaient été retenus pour le service du roi.

Quelques jours plus tard, M. de Nuchèzes adresse à Mazarin l'inventaire des vaisseaux qu'il a visités à la Tremblade. Il revient ensuite à la Rochelle pour la levée des matelots, mais il rencontre « des obstacles de tous costés (2).

A ces nouvelles, Mazarin écrit au comte d'Estrades « c'est un grand malheur que le retardement des vaisseaux mais je veux croire que l'on y fait tout ce qui est dans la possibilité (3). » Puis il passe à l'autre armement, l'armement en course qu'il lui recommande spécialement. Il lui fera envoyer par Chappelain des commissions pour La Rabesnières-Treslebois et pour le chevalier Michel qui commanderont *l'Anna* et *l'Elbeuf*. D'Estrades devra soigner cet armement « sans pour cela desgarnir Brouage et les autres places », car l'on apprend que les Anglais vont se joindre aux Espagnols ; il doit craindre même d'avoir « à l'improviste la flotte anglaise sur les bras preste à mettre un corps à terre ». Aussi ne faut-il pas éloigner les troupes de son gouvernement. « car autrement il pourrait arriver quelque malheur. »

Mais rien n'avance. Quatre navires espagnols vont partir de Maryland ; si le commandeur de Nuchèzes n'a « pas esté en estat de les aller rencontrer à leur passage et qu'on ayt laissé eschaper cette occasion, on n'en rencontrera peut-être jamais une sy belle (4). »

(1) Finalement ces deux vaisseaux furent repris pour la course par les capitaines Ithier Guillon et Louis Le Loup de Pasdejeu, qui faisaient leurs vivres à La Rochelle au mois de Novembre 1654. Un arrêt du Conseil du 22 mars 1655 régla, sur le procès-verbal des officiers de l'amirauté siégeant à Brouage, le sort des prises qu'ils avaient faites (Aff. Etr. France 893^{ter}, fol. 426 ; et France 895, fol. 44).

(2) Nuchèzes à Mazarin, La Rochelle, 15 mai 1654 (Aff. Etr., France 1477, fol. 8).

(3) Mazarin au Comte d'Estrades, de Rethel, le 12 juin 1654 (*Ibidem*, fol. 10).

(4) Mazarin à Nuchèzes, de Reims, le 17 juin 1654 (Aff. Etr., France 893, fol. 151).

Or on est encore bien loin de pouvoir agir ; l'armement de Nuchèzes nuit à celui du comte d'Estrades. Les officiers de la marine en Soudre enlèvent les canons et les appareils de l'*Anna* pour les mettre sur les autres vaisseaux. « Pour l'autre vaisseau que V. E. veut armer, écrit Colbert (1), ils veulent luy donner le *Jupiter* ou la *Vierge* auxquels il y a plus de 30.000 livres de dépenses à faire, au lieu de l'*Elbeuf* que l'on a demandé pour V. E., lequel ils veulent réserver pour eux. »

D'ailleurs les événements politiques extérieurs viennent modifier les projets formés. Les Anglais ont décidément partie liée avec les Espagnols, ils vont mettre quarante vaisseaux à la mer. Dans ces conditions il ne peut plus être question d'armement en course, mais seulement « de se tenir sur ses gardes », et il faut même que le commandeur de Nuchèzes se hâte de passer le détroit avec ses cinq vaisseaux pour les mettre en sureté (2).

Nouvelle combinaison : Mazarin reprendra à son compte le vaisseau *La Lune*, s'il est laissé par M. de Vendôme, et il abandonnera l'*Elbeuf*. *La Lune* et l'*Anna* se joindront aux frégates du Comte d'Estrades pour rester à La Rochelle (3).

Et, dans la pensée de Mazarin, l'armement en course étant rompu, les frais d'armement qui avaient été faits pour les deux vaisseaux devaient passer au compte du roi. C'est bien ce qu'il écrit à Colbert (4) : « il faut se souvenir de faire estat de ce que montera la despense de l'armement de ces deux vaisseaux afin que ensuite on puisse poursuivre une ordonnance du Roy et une assignation d'icelle. Il faut aussy que M. de Vandosme fasse expédier un ordre afin que M. d'Estrade se serve de ces vaisseaux comme il jugera plus à propos pour le service du Roy. »

Ainsi Mazarin, tout en s'épargnant les dépenses, mettait ces deux vaisseaux au service de son gouvernement. Colbert lui fait aussitôt toucher du doigt le défaut de la combinaison. « Il est bon, répond-il au Cardinal (5), que V. E. sçache que cette dépense montera fort haut, parce qu'il faut un grand radoub, et que nous aurons peine

(1) Colbert à Mazarin, Paris, 18 juin 1654 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 176 fol. 39).

(2) Mazarin au Comte d'Estrades, de Rethel, 20 juin 1654 (Arch. Nat., KK 4221, fol. 501).

(3) Mazarin à Chappelain, Sedan, 30 juillet 1654 (Bibl. Nat. Ms., *Mél. Colbert* 51, fol. 55^{re}).

(4) Réponse de Mazarin, Sedan, 28 juillet 1654, à une lettre de Colbert, du 23 juillet (Bibl. Nat., *Baluze* 176, fol. 108).

(5) Colbert à Mazarin, Paris, 5 août 1654 (*Ibidem*, pl. 122).

à tirer nostre remboursement du roy, parce que comme cette dépense n'aura point esté faite par les ordres des officiers de la marine, ils ne nous donneront jamais nos descharges ».

En rendant les deux vaisseaux à la flotte du roi, l'objection tombait ; et voilà comment l'*Anna* et la *Lune* furent joints aux cinq vaisseaux de M. de Nuchèzes.

« Il faudra que l'*Anna* et la *Lune* se joignent aux autres vaisseaux pour passer le destroit sous la conduite de M. de Nuchèzes », écrit Mazarin, le 6 septembre, au comte d'Estrades et à Colbert de Terron (1).

Ce dernier, qui est à La Rochelle depuis six semaines seulement, est déjà, dans le gouvernement, chargé de l'administration de la marine à laquelle il n'entend absolument rien ; il a le pas sur Hubert qui n'est que commissaire ordinaire alors que lui est commissaire général. En réalité, son rôle se borne à assurer l'exécution des ordres et à rendre compte, mais il ne tardera pas à entrer activement dans la partie technique.

Malgré la crainte que lui donnaient les préparatifs des Anglais qui avaient même fait une tentative de débarquement à Cancale au mois de mai (2), malgré l'imminence apparente de leur réunion avec les Espagnols, Mazarin n'avait pas abandonné toute idée d'offensive ; il gardait toujours l'espoir que la force navale qu'on préparait trouverait l'occasion de faire quelque « beau coup », soit sur les convois espagnols qui venaient de Flandre ou qui s'y rendaient, soit même sur la flotte des Indes d'Amérique.

Mais les vaisseaux du commandeur restaient immobiles, faute de matériel, faute de fonds suffisants. Mazarin se répand en plaintes, il soupçonne même M. de Nuchèzes de retarder volontairement ses préparatifs et son départ pour n'avoir pas été payé des appointements et des remboursements qu'il réclame.

M. de Nuchèzes n'a pas de peine à se justifier. Non seulement il a fait tous ses efforts pour surmonter les difficultés matérielles de l'armement, non seulement il n'a pas refusé de partir faute d'avoir été personnellement payé, mais il a du se porter caution pour le

(1) Mazarin au Comte d'Estrades (Arch. Nat., KK1221. fol. 537), et à Colbert de Terron. Paris, 6 septembre 1654 (Bibl. Nat., *Mél. Colbert* 41, fol. 228^{vo} minute, et *Aff. Etr.*, France 1477, fol. 15 — copie). Mazarin répond à une lettre de Terron du 30 août.

(2) Mazarin à M. de Bordeaux, ambassadeur en Angleterre, 24 mai 1654 (*Lettres de Mazarin*, t. vi, p. 170).

payement de ses capitaines, sa vaisselle d'argent est engagée, il a vendu à perte des canons à lui et une de ses flûtes, *la Sainte-Hélène*.

Mazarin accepte la justification tout en restant inconsolable des occasions manquées : les quatre vaisseaux de Mardyck, les 600.000 livres d'argent, la flotte d'Amérique qui était une proie facile et aussi le duc Charles de Lorraine qu'on a laissé passer de Flandres en Espagne ; et cependant, remarque-t-il, deux vaisseaux corsaires de M. de Nuchèzes, à la mer, ont fait quatre prises (1).

Enfin, après avoir employé six semaines à faire sortir ses vaisseaux de la Seudre, le commandeur écrivait de La Rochelle, le 21 septembre, à Mazarin (2), que ses vaisseaux étaient rassemblés en rade et qu'il embarquait ses vivres pour le départ. Il hésitait encore sur la route à prendre, ayant appris qu'une escadre de seize ou dix-huit navires espagnols était sous Belle-Ile, et il se déclarait prêt à les aller combattre.

Mazarin lui fait répondre qu'il n'est pas question d'Espagnols devant Belle-Ile. Il s'étonne « fort que le commandeur de Nuchèzes n'ait pas encore exécuté l'ordre précis qu'on lui a envoyé de passer en Levant et que, depuis dix mois qu'il a esté dépesché, il ne commence pas de parestre à la mer » (3).

Le commandeur finit par se dégager des rades de La Rochelle dans le courant du mois d'octobre ; il emmenait sept vaisseaux : *le César, le Soleil, le Sourdis, la Règle, l'Elbeuf, l'Anna et la Lune*, et quatre brûlots.

Il était déjà parti qu'on lançait encore à son adresse des lettres du roi datées du 6 novembre et du 24 décembre (4), pour le presser de faire voile et de se bien garder de tomber dans une escadre de vingt-deux vaisseaux anglais avec lesquels le vice-amiral Blake se portait dans la Méditerranée ; il lui était recommandé d'opérer au plus tôt sa jonction avec l'armée navale du chevalier Paul. A Paris, à Toulon on était dans les transes.

L'escadre de Nuchèzes n'arriva à Toulon que le 31 janvier 1655, alors que le chevalier Paul avait déjà ramené son armée navale

(1) Mazarin à M. de Nuchèzes. Paris, 6 septembre 1654 (Aff. Etr., France 893 ter, fol. 318).

(2) Nuchèzes à Mazarin (*Ibidem*, fol. 339).

(3) Mazarin au Comte d'Estrades, de La Fère, 6 octobre 1654 (Arch. Nat. KK1221, fol. 544).

(4) Bibl. Nat., Ms., Nouv. acq. franc. 4962, fol. 239 et 240 (copies de Jal).

dans ce port depuis le 24 décembre 1654, après l'affaire manquée de Castellanière.

Le commandeur de Nuchèzes, pendant sa traversée, avait relâché à Lisbonne, « de sept navires n'en ayant qu'un seul qui fust en état de pouvoir tenir la mer » (1) ; et il avait dû abandonner dans ce port le vaisseau *la Règle* (2), vendre une partie de l'artillerie de ce vaisseau et engager l'autre pour couvrir les frais des réparations faites dans son escadre. Il avait perdu ensuite un brûlot capturé par les Anglais (3).

« C'est une grande diligence que celle qu'a faite l'escadre du sieur de Nuchèzes d'avoir esté six mois de La Rochelle à Toulon. Dieu soit loué de tout ! » sussurait le Cardinal (4).

Les derniers mois de l'année 1654 et une grande partie de l'année suivante furent marqués, dans la région de Bordeaux et dans les gouvernements du Cardinal, par la persistance d'une certaine inquiétude au sujet des projets des Anglais et de leur entente avec les Espagnols. A Bordeaux il y eut un nouveau complot fomenté par des émissaires de Condé, une ombre de mouvement bientôt enrayé par le comte d'Estrades. Les Huguenots de La Rochelle manifestèrent leur sympathie pour l'Angleterre et une escadre anglaise commandée par William Penn crut devoir en conséquence faire une promenade en vue de l'ancienne citadelle du protestantisme (5).

Tout en recommandant au comte d'Estrades de se tenir sur ses gardes, d'avoir des troupes sous la main et de veiller sur ses gouvernements, particulièrement sur l'île de Ré, Mazarin ne croyait pas à une attaque résolue de la part des Anglais. « Nonobstant que tout le monde veut qu'ils nous attaqueront infailli-

(1) Lettre et mémoire justificatif de Nuchèzes à Mazarin, de Paris, le 18 avril 1655 (Aff. Etr., France 894, fol. 73).

(2) Ce vaisseau, de 70 canons, avait été pris aux Espagnols, dans la Gironde, le 2 novembre 1653 (Cf. CH. DE LA RONCIÈRE, *Hist. de la Marine Française*, t. v., p. 204).

(3) Des six vaisseaux que M. de Nuchèzes avait amenés à Toulon, trois seulement, *le César*, *l'Anna* et *la Lune*, purent être utilisés à la première campagne ; ils participèrent à l'expédition du duc de Mercœur sur les côtes de Catalogne, entre le 16 mai et le 1^{er} juin, signalée par la prise de la citadelle de cap de Quiers, le 27 mai 1655.

(4) Mazarin à l'Evêque d'Orange. Paris, 12 février 1655 (Aff. Etr., France 895, fol. 17).

(5) Cf. CH. DE LA RONCIÈRE, *Hist. de la Marine Française*, t. v. p. 207.

blement, je n'en puis tomber d'accord », écrivait-il au comte d'Estrades (1). Après les deux événements heureux pour le roi, la prise de Stenay, le 8 août 1654, et surtout la délivrance d'Arras par Turenne, le 25 août, Mazarin comptait bien amener Cromwell à abandonner l'alliance espagnole pour se tourner vers la France (2) et il l'aurait à leur juste valeur les manœuvres de chantage du Protecteur, qui n'avaient d'autre but que de faire payer plus cher son concours.

Après le départ de l'escadre de Nuchèzes, il ne restait plus en Seudre que deux vaisseaux de ligne, la *Vierge* (3) et le *Jupiter*, dont Colbert avait déjà signalé à Mazarin l'état lamentable au mois d'août précédent. Depuis, Colbert de Terron avait reçu mission d'établir un devis pour le radoub de ces vaisseaux et d'y faire travailler au plus tôt (4). Il devait aussi armer une frégate.

Mazarin reprenait son idée d'attacher à son gouvernement une petite force navale prête pour faire la course, et l'objectif de choix était toujours la flotte espagnole des Indes d'Amérique. En conséquence, Terron achète, au mois d'avril, un navire de 200 tonneaux 8300 livres pour en faire un brûlot et il fait marché pour un autre (5).

Colbert, constamment tenu au courant des affaires de Brouage par son cousin, annonce au Cardinal que la frégate la *Sainte-Anne* (6) sera prête à la fin de mai et la *Vierge* le 15 juin.

Terron avait fait délester le *Jupiter*, mais il n'entreprenait pas d'y faire travailler, la dépense eût été excessive (7).

En même temps, il passait des marchés à La Rochelle, pour la fourniture des vivres et du biscuit ; et, au commencement du mois de juin, la frégate et un brûlot partaient en chasse sur les côtes d'Espagne, avec l'intention de passer dans la Méditerranée

(1) Mazarin au Comte d'Estrades, Paris, 12 décembre 1654 (Arch. Nat., KK 1221, fol 588).

(2) Pour aboutir au traité de Westminster, le 3 novembre 1655.

(3) Le vaisseau du roi la *Vierge*, qu'il ne faut pas confondre avec le corsaire la *Vierge* au commandeur de Nuchèzes.

(4) Mazarin à Colbert de Terron, Paris, 1^{er} janvier 1655 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 43, fol. 130^{re} — minute — et Aff. Etr., *France* 295, fol. 1, — copie —).

(5) Colbert à Mazarin, [6] avril 1655 (Aff. Etr., *France* 894, fol. 73).

(6) Cette frégate devint le bâtiment stationnaire du gouvernement, on l'appelait la frégate de Brouage.

(7) Colbert à Mazarin, Paris, 21 mai 1655 (Aff. Etr., *France* 894, fol. 112).

et de participer aux campagnes de course des vaisseaux de Toulon.

Mais le retour de la flotte espagnole d'Amérique avait été retardé de trois mois et même Mazarin n'était pas rassuré sur le sort de ses navires. « Vous avez bien fait, écrit-il à Terron, d'envoyer à l'armée la frégate et l'autre petit vaisseau et je trouve bon que vous ayez fait monter la frégate par celui que vous avez choisi, mais je suis marry qu'ils ayent pris la route de Calis [Cadix], parce que Blak y estant avec la flotte angloise, au lieu de prendre, ils pourroient bien estre pris (1) ».

Il est à noter, en passant, que déjà Colbert de Terron remplissait les commissions en blanc de l'amirauté par les noms de capitaines qu'il choisissait.

Les dépenses de ce mouvement maritime sont d'abord, en grande partie soldées, au titre d'avances, par les fonds du gouvernement de Brouage et elles prennent une ampleur qui commence à inquiéter Colbert (2). Celui-ci a deux préoccupations : d'abord couvrir son cousin Terron, or il peut « répondre de sa fidélité », puis obtenir au plus tôt des remboursements de la marine.

« La dépense qui se fait en Brouage, pour la marine, est grande et sy V. E. ne pourvoit d'un fonds plus considérable qu'elle n'a fait par le dernier ordre qu'elle a donné, nous courons risque d'entrer dans de grandes avances ». — « J'auray soin, répond le Cardinal, de faire donner de l'argent au sieur Chappelain afin qu'il en remette une bonne partie à Brouage (3) ».

Mais déjà est entamé un nouveau chapitre, celui des constructions navales, car on ne pouvait vivre indéfiniment sur le fonds des vieux vaisseaux radoubés et soufflés et la flotte royale du Ponant avait presque totalement fondu. De seize ou dix-sept vaisseaux de lignes en 1652, l'effectif était réduit à neuf en 1653 ; sept de ces derniers avaient passé dans la Méditerranée en 1654, ils n'étaient plus que six en arrivant à Toulon, et de ces six on ne reverra plus dans l'Océan que *le César* et *l'Anna* en 1660.

Des deux derniers qui étaient restés en Seudre, *le Jupiter* était à peu près condamné, seul *la Vierge* put être remis en état.

(à suivre).

JULES SOTTAS.

(1) Mazarin à Colbert de Terron, du Quesnoy, 16 août 1655 (Aff. Etr., France 895, fol. 263).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 21 mai 1655 (Aff. Etr. France 894, fol. 112).

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 16 Juillet 1655, et réponse marginale du Cardinal (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 173).

IV

LETTRE DU BARON CHAUDRUC DE CRAZANNES

Aiguillon (Lot-et-Garonne) 26 septembre 1824

Monsieur le Comte (1),

Je vous écris à la ville, bien que je pense qu'à l'heure qu'il est vous habitez les champs, mais ma lettre ira vous y chercher et vous souhaiter tous les plaisirs qu'un sage et un ami de la nature doit y goûter : j'en suis aussi habitant dans ce moment-ci. Du reste, Monsieur le comte, les rives du Lot et de la Garonne, quelque soit leur attrait ne m'ont pas fait renoncer aux bords de la Charente qui ont aussi leurs charmes, leur poésie et leurs souvenirs. Des affaires de propriété, d'intérêt et de familles me retiennent dans l'Agénois pour quelque temps encore, mais j'en reviendrai à mes *Santons* et même à mes moutons, car tous ne sont pas en Champagne. J'y retourne en ce moment, Monsieur le comte, car je vais encore vous entretenir ici de cette affaire de la *correspondance* avec l'académie des Belles-Lettres dont je vous ai déjà ennuyé tant de fois, véritable *hochet*, sans doute, et qui justifie bien le vers si connu et si souvent répété de Fontenelle. Mais, enfin, je vous prie de caresser ma poupée. Un de vos collègues m'écrivit l'année dernière, après l'élection dans laquelle je fus balotté avec M. de Gaujat, de Limoges, pour la correspondance et j'eus un certain nombre de voix « que j'aurais pu l'emporter sur mon concurrent si, dans cette occasion, je m'étais rappelé à l'avance à la bonne volonté de mes amis ; qu'il pensait que je serais élu à la première nomination qui aurait lieu, surtout si j'avais soin d'user, à temps, de la précaution qu'il m'indiquait etc. » C'est à ce titre, pour moi si précieux et si honorable d'*ami* que je m'adresse à vous dans cette circonstance, Monsieur le Comte. Je pense que la mort de M. Maine de Biran et de quelqu'autre correspondant de l'académie pourra donner lieu à une *Election* prochaine. Je vous prie d'intéresser vos amis de l'académie au succès de mes vœux et en particulier M. le marquis de Pastoret et MM. de la commission des antiquités nationales.

(1) L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres comptait alors le comte Reinhard, le comte Boissy-d'Anglas, le comte de Lanjuinais, le comte de la Borde et le comte Maxime de Choiseul-Daillecourt.

Vous aurez vu par les journaux, Monsieur le comte, comment en peu de jours j'ai été tué et ressuscité au Conseil d'Etat, heureusement qu'on peut dire à M. le garde des sceaux :

Les gens que vous tuez se portent assez bien.

Daignez, Monsieur le Comte, me rappeler au souvenir de MM. vos enfants et à celui de M. Pieyre qui m'est toujours bien cher.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le comte, l'hommage réitéré de mon bien respectueux attachement.

Votre humble confrère et serviteur
Le baron CHAUDRUC DE CRAZANNES (1).

V

LETTRE DE MONSEIGNEUR BARTHE

Cette lettre que nous publions, avec plaisir, car elle n'infirme aucune des critiques que nous avons formulées contre la théorie désuète de Mgr Barthe, est le dernier chapitre (dans cette revue) de la polémique à propos de l'apostolicité de saint Eutrope. Le grand public n'en a cure. Désormais M. Depoin reprendra ses si intéressantes communications.

CH. D.

Monsieur le Directeur,

La *Revue de Saintonge et d'Aunis* a fait trop bon accueil à vos critiques, pour qu'elle me refuse le droit de réponse. Je me garderai d'ailleurs de relever vos mordantes épigrammes. Question sans doute chez vous d'humeur habituelle : je passe. Ce qui intéresse le public, en dehors de nos personnes, c'est de savoir si la croyance de l'Eglise santone du iv^e siècle à l'apostolicité de la mission de saint Eutrope, son fondateur, repose sur un fondement historique, et dès lors, quelle est la valeur des textes de saint Grégoire de Tours et de saint Fortunat, nos premiers historiens.

J'ai écrit sur ce sujet sept articles dans le *Bulletin Religieux* (numéros du 22 janvier au 26 mars 1921), réunis et complétés, en avril suivant, en une brochure de xii-72 pages. Vous en avez tenté la critique, en termes acerbes et parfois désobligeants. A vos arguments, comme à ceux des critiques qui partagent vos préjugés antitraditionalistes, j'ai répondu par des arguments, dans le même *Bulletin Religieux*, aujourd'hui réunis à leur tour en une brochure, augmentée d'un épilogue sur le témoignage du poète bordelais,

(1) Chaudruc de Crazannes ne fut élu qu'en 1837.

Ausone (iv^e siècle). Vous répliquez par des généralités et de truculentes boutades, comme si un prêtre vous paraissait suspect et incompétent, dès qu'il s'occupe d'histoire, en dehors de vos idées personnelles et du cénacle laïque.

A la faveur de cette attitude, vous vous dispensez de répondre à mes arguments sur les mots « *fertur* » et « *multa annorum spatia* » (1) du texte grégorien. Vous teniez ces expressions pour vagues et douteuses. Au vrai, après examen, elle signifient, l'une : une tradition orale (2) l'autre : près de deux siècles écoulés entre l'oubli du martyr d'Eutrope et l'épiscopat de Pallais I. Pas un mot non plus sur *traditur revelatum*, que vous aviez négligé de traduire. Cependant il précise le sens de *innotuit populis* qui joue un si grand rôle dans le texte grégorien ; il prouve l'existence d'une notice de saint Pallais I sur saint Eutrope, existence que Mgr Duchesne admet comme possible et que vous aviez rejetée sans merci... et sans raisons. Pas un mot enfin de Mgr Duchesne, si ce n'est pour me reprocher de trop savoir le lire et le citer à propos. Bref, vous fuyez la discussion technique, et, sans préciser à quoi ils s'appliquent, vous prononcez sur mes études des jugements sommaires : « hypothèses, attributions sans la plus faible base, affirmations gratuites, audacieuses, où l'imagination joue un rôle, calculs impossibles à contrôler, dénégations déconcertantes. » Par quelques points, vous prolongez mentalement cet

(1) *Revue Saintonge-Aunis* (xxxix^e Vol. — I^{re} Livr., p. 17) ; M. Depoin écrit : « On a passablement épilougué sur le terme « *fertur* » dont se sert le premier historien des Francs au sujet de la mission d'Eutrope. Il semble qu'on en tirerait à tort une impression péjorative. C'est le terme juste applicable à une tradition orale, non étayée sur des documents écrits ; et puisque Grégoire lui-même constate que « l'*hystoria passionis* d'Eutrope a été composée après l'invention de son corps », il ne pouvait se servir d'une autre formule que « *fertur*. » C'est ce que j'ai eu l'honneur de vous répondre (*B. R.*, 3 sept. 1921, p. 76). Veuillez remarquer que M. Depoin, comme moi, voit dans *innotuit populis*, mis en regard de *Historia passionis*, un document écrit. Venant d'un confrère laïque, la leçon vous sera peut être moins désagréable... B.

(2) M. C. Jullian (Mgr Barthe voudra bien, je l'espère, ne pas racuser ce savant historien des Gaules et accepter la leçon de cet éminent professeur avec toute la confiance qu'elle mérite) étudie dans le dernier numéro de la *Revue des Etudes anciennes* (oct.-déc. 1921) les actes de la Passion de saint Victor de Marseille : il écrit (page 313) cette phrase dont nous pouvons faire la juste application à la tradition de saint Eutrope : « Ces actes ne sont point originaux. Ils ont été écrits plus d'un siècle après l'événement. Et un siècle, en matières de traditions religieuses, est un espace de temps qui suffit à dénaturer toutes les vérités et à créer toutes les fables. » Alors, après deux siècles et demi, quelle part de réalité reste-t-il dans la tradition ? CH. D.

amas de généralités... fuyantes. Le lecteur admirera votre vertueuse retenue ; peut-être qu'après vous avoir vu citer des textes à faux ou les supprimer (*traditur*), une bonne controverse historique l'eût mieux satisfait.

Votre grand principe critique, c'est : « Je sépare l'histoire de la religion ». (1) Dans quel sens doit se faire la séparation ? Vous ne le dites pas. J'imagine que vous n'allez pas brûler les innombrables volumes de religion qui occupent le rayon d'histoire dans nos bibliothèques publiques ! Avant d'être une doctrine, la religion est un fait, et tout fait religieux, y compris le miracle — j'entends les effets sensibles du miracle — mérite le regard attentif de l'historien, qu'il soit croyant ou libre-penseur. L'histoire n'exclue aucun événement qui tombe sous les sens ou sous le contrôle de la raison. J'attends l'explication de votre formule séparatiste ; jusqu'ici, elle apparaît vide de réalité, sinon de sens. Voyons le parti que vous en tirez, à propos de saint Eutrope. « C'est précisément parce que je sépare l'histoire de la religion que je me suis abstenu de parler du tombeau [de saint Eutrope]. La question de la mission apostolique est une chose, le tombeau et le culte en sont une autre, et rien n'oblige à les mêler ». La distinction m'échappe absolument. Saint Grégoire de Tours rapporte trois faits certains : croyance de l'Eglise santone du iv^e siècle à la mission clémentine de saint Eutrope dans les Gaules ; possession identifiée de son tombeau ; culte liturgique de sa sainteté. Seule, la mission vous paraît être un fait historique (2), et vous rejetez le tombeau et son culte hors de l'histoire. Est-ce le dernier cri de l'Ecole antitraditionnaliste ? Eh quoi ! mis en présence d'un tombeau, l'historien n'a pas le droit de rechercher la vérité de son identification, la légitimité et la continuité de sa possession, la nature et l'origine de sa forme monumentale, le genre et l'époque de son épitaphe, l'histoire enfin de l'homme dont il renferme les restes ? Et si ce tombeau est l'objet d'un culte liturgique, l'historien n'a pas non plus le droit de

(1) M. Camille Jullian (*loco citato*) débute par cette déclaration. « Ces actes (de saint Victor) peuvent être étudiés, comme toutes les vies des saints : 1^o dans leur contenu historique ; 2^o leurs détails topographiques ; 3^o leurs théories religieuses ; 4^o leur valeur littéraire. Je laisse à d'autres le soin de les examiner à ces deux derniers points de vue ; je me bornerai à rechercher jusqu'à quel point le récit du martyre et la description de Marseille sont conformes aux données de l'histoire et de la topographie ».

(2) Mais non ! Le tombeau a son histoire propre, distincte, il ne sert à rien pour dater la venue de Saint-Eutrope en Saintonge. CH. D.

connaître la signification de ce culte, à qui et à quoi il s'adresse ou correspond, si c'est le culte d'un boudha ou d'un martyr chrétien, d'un évêque missionnaire ou d'un soldat ! On peut, il est vrai, demeurer indifférent à l'étude de ces faits, ici religieux, ailleurs profanes ; mais tous appartiennent à l'histoire, et c'est violer leur caractère humain que de les en exclure. En quoi, je le demande, la mission apostolique d'Eutrope cesse-t-elle d'appartenir à la religion pour n'être qu'un fait historique ? Et si elle est un fait historique, comment la présence ininterrompue d'un tombeau et le culte, chose matérielle et sensible, ne le seraient-ils pas ? Eutrope missionnaire, Eutrope enseveli, Eutrope vénéré par le peuple de Saintes, constitue un seul et même personnage ; en vous obstinant à ne voir que le premier aspect, vous mutilez le cadre historique ; par une peur mal fondée de la religion, vous supprimez deux sources précieuses d'information et de contrôle. L'Histoire (1) a le droit de vous le reprocher en rejetant votre formule et sa fausse application.

Il est piquant d'observer qu'après avoir dénié le rôle historique du culte de saint Eutrope, vous en faites état, sans vous apercevoir de la contradiction infligée à votre grand principe séparatiste. « Je ne vois, écrivez-vous, aucun lien à établir entre la mission et la reconnaissance de la sainteté du personnage. Ce n'est pas parce qu'Eutrope fut envoyé de Rome en Gaules qu'il a mérité d'être déclaré saint et de devenir objet d'un culte, c'est par son seul martyre, car nous ignorons tout de ses mérites personnels ». Voilà bien, à propos de culte, une affirmation d'historien aussi nette que possible ; sans y mêler la religion en quoi que ce soit, je dois déclarer qu'elle est entièrement contraire à l'histoire. Vous avouerez qu'en ce point précis du culte eutrope, saint Grégoire de Tours est le seul auteur auquel, vous et moi, nous devons nous référer. Or, que dit-il, au chapitre LVI^e de son *Livre de la Gloire des Martyrs* ? Il nous représente l'Eglise saintone du IV^e siècle ignorant complètement le martyre d'Eutrope, bâtissant quand même une église au saint évêque fondateur et y transportant solennellement son tombeau qu'elle veut honorer d'un culte liturgique, de ce culte qui lui était dû (*honore debito*) et que les siècles précédents n'avaient pu lui rendre, à cause des persécutions. Tel est le texte et la suite des faits. A l'encontre de ce que

(1) J'ignorais — beaucoup de choses hélas ! — que l'Histoire fut incarnée en la personne de Mgr Barthe. CM. D.

vous affirmez, l'idée du martyr n'a été pour rien dans la première canonisation de saint Eutrope. Le martyr, *valde oblivioni datum est*, dit saint Grégoire de Tours, en parlant de l'évêque Pallais I et de ses fidèles ; et cet oubli forme la trame du récit grégorien et en explique le contenu. Cependant une église a été bâtie en l'honneur d'Eutrope et de son tombeau ; c'est donc qu'on le considère comme un saint. Et de quelle sainteté peut-il s'agir ici ? Ce n'est certainement pas le martyr, nous venons de le voir ; ce n'est pas non plus une connaissance directe des mérites personnels d'Eutrope : vous observez vous-mêmes, en tirant votre argument de l'absence d'une *historia passionis*, que l'Eglise santone « ignore tout des mérites personnels de son fondateur » il a bien fallu pourtant que le clergé du iv^e siècle ait motivé la canonisation d'Eutrope d'après un fait positif (1). Ce fait unique existe ; il nous est expressément fourni par le texte grégorien : Eutrope a été envoyé de Rome dans les Gaules et consacré évêque par un disciple et successeur de saint Pierre, saint Clément. Ce choix d'un missionnaire évangélique, provenant d'un tel pape, visant une telle et si grande mission, est considéré au iv^e siècle comme une preuve suffisante de sainteté. L'Eglise santone pense de même, au xiv^e, et elle le chante dans une ancienne prose, citée par M. Depoin :

« *Quo sobrius fuit castus — Mitis et humillimus — Testatur elector ejus — Clemens beatissimus*. A quel point Eutrope fut sobre, chaste, doux et humble, nous en avons la preuve dans le choix que le bienheureux Clément fait de lui pour évangéliser les Gaules ».

Je laisse à nos lecteurs le soin de dire si j'ai tort d'affirmer que le culte de saint Eutrope, tel qu'il se manifeste au iv^e siècle, prouve la continuité de la tradition santone et la vérité de la mission Clémentine au i^{er} siècle.

A propos de l'inscription du tombeau : EUTROPIUS, vous me faites dire que la première lettre « appartient à une époque postérieure aux huit autres ». C'est prendre mon texte à rebours. Permettez-moi de le citer à nouveau : « Sur le monolithe découvert en 1843 — le tombeau d'Eutrope actuellement honoré dans sa basilique de Saintes — se lit l'inscription suivante : EUTROPIUS.

(1) Quid des évêques, notamment Pallais I, qui ont été déclarés saints et qui ne reçurent jamais de mission d'un pape ? En réalité tous les évêques des six premiers siècles ont été déclarés saints.

Ch. D.

Les huit dernières lettres sont franchement romaines, mais la première offre une particularité très caractéristique. Sa forme est celle d'un *ε* grec, l'épsilon dit *ionaire*. M. René Cagnat (*Epigr. Lat.*, page 14) reconnaît que cette forme venue du grec peut être signalée dans les inscriptions latines, à titre exceptionnel au *ii^e*, et plus fréquemment au *iii^e* siècle. D'après Edmond Le Blant (cité par L. Audiat), cette forme de *ε* grec arrondi se montre dans les inscriptions latines et les monnaies à partir du *iii^e* siècle ».

- Partant de là et sur des constatations de fait, notamment l'impossibilité de loger un corps humain de taille ordinaire dans le tombeau actuel, je distingue deux tombeaux successifs de saint Eutrope : l'un du *i^{er}* siècle ou du début du *ii^e* dans lequel les chrétiens de Saintes déposèrent son corps après le martyre, et c'est celui-là que Pallais I^{er} transporta de son lieu primitif, « peu digne », dans l'église bâtie en son honneur ; l'autre du *iv^e* siècle, dans lequel ce même évêque, après avoir fait la reconnaissance des saintes reliques, les déposa à nouveau. Tout ceci est discuté et, je le crois, mis au point, dans ma brochure. Et je pose en finissant la question suivante : « Qui sait si cette inscription (EUTROPIUS), moins la lettre initiale qui marque une époque postérieure, ne reproduit pas l'építaphe du tombeau primitif ? » Tout lecteur attentif et impartial conviendra que je fais là une hypothèse (1), non pas sur les lettres de l'inscription, comme si elles avaient été gravées, la première à une époque différente des autres, celles-ci par la main d'un illettré, celle-là par un lettré, mais sur les deux tombeaux successifs, auxquels les chrétiens du *i^{er}* siècle auraient ajouté l'inscription *EUTROPIUS* avec toutes les lettres latines, et ceux du *iv*, avec l'initiale de forme grecque, caractéristique de leur époque. Remarquez que j'aurais pu me

(1) Hypothèse ou non, je réclame de plus en plus la production d'exemples, c'est une condition pour rendre une hypothèse recevable. Que l'on cite une inscription qui en répète une antérieure de deux siècles et demi, pour laquelle le graveur s'est servi non pas du type de lettres usuelles à sa propre époque, mais de lettres du type usité au temps de la première, en se contentant de modifier le premier caractère du nom conformément à son type habituel. En un mot il aurait fait un fac-simile en changeant seulement la première lettre. Je serais curieux de savoir si Mgr Barthe a consulté M. Cagnat ou M. C. Julian.

Je n'ose poser la question de savoir en vertu de quel document on peut admettre que le tombeau ouvert par saint Pallais I portait une inscription et pourquoi cet évêque a changé les reliques de tombeau. Mgr Barthe a imaginé une explication (*Mis. apost.* p. 48) mais l'hypothèse semble peu séduisante. Que devint le premier qui aurait dû être sacré à tous égards ? Ca. D.

dispenser de cette distinction d'époque. M. R. Cagnat ne signale-t-il pas, à titre exceptionnel, la présence de l'épsilon lunaire dans des inscriptions latines du ⁱⁱe siècle, et la mort de saint Eutrope ne peut-elle pas être de l'an 110 à 115 ? Mais je n'ai pas cru prudent d'user de cette probabilité ; j'ai préféré respecter les limites ordinaires qu'assignent René Cagnat et Edmond Le Blant. Après cette mise au point, inutile pour qui voudra bien relire mon texte en entier, que signifie votre plaisanterie : « Barthe avoue que la première lettre appartient à une époque postérieure aux huit autres, de telle sorte que nous serions conduits à admettre que l'on (un *Saintongeais* ?) aurait gravé d'abord UTROPIUS et que plus tard on (un lettré ?) aurait ajouté un E oncial ». Le fond n'est pas plus sérieux que la forme. Non, je n'ai pas dit que l'épsilon lunaire était antérieur ou postérieur aux huit autres lettres gravées sur le couvercle du tombeau de saint Eutrope ; j'ai invoqué l'autorité de deux éminents épigraphistes, pour admettre que la présence de cette lettre grecque, à la tête de l'inscription EUTROPIUS, dénonçait une œuvre du ^{iv}e siècle. C'est mon argument pour établir que le tombeau actuellement vénéré dans la crypte de Saint Eutrope est le même qu'y déposa et fit graver saint Pallais I.

Vous me reprochez d' « affirmer sans la moindre référence, sans le plus petit document qu'Eutrope a dû prêcher l'Evangile en cours de route et qu'Orange revendique son premier apostolat dans les Gaules. » Mon texte porte : « Eutrope est signalé, au ^{ix}e siècle, par Raban Máur, comme ayant évangélisé Orange, dans la province de Vienne ; c'est ce que répète Michel de Moriez, archevêque d'Arles en 1203. » Et en note : « Voir Louis Audiat, *Saint-Eutrope*, p. 14-15. » Peut-on honorablement soutenir qu'il n'y a là ni référence ni documentation ? (1) Je n'ignore pas que les Bollandistes rejettent comme une fable insoutenable l'assimilation de cet Eutrope avec le nôtre. Aussi bien ai-je fait état de leurs critiques, en disant : « Outre qu'il peut y avoir là une confusion avec un saint Eutrope, évêque d'Orange au ^ve siècle, dont la fête se célèbre le 27 mai, les traditions provençales ne disent nulle part qu'Orange possède le tombeau du premier évêque de Saintes. » Par ailleurs, la légende de Raban Maur ne vient dans mon texte qu'à titre de

(1) C'est jouer sur les mots ! Documentation signifie *preuves, traces du passage* et non opinion de tel ou tel, d'ailleurs bonne à étudier quand elle s'appuie sur une documentation sérieuse.

CH. D.

réponse à ceux qui croient impossible qu'Eutrope ait évangélisé Saintes au 1^{er} siècle, sans avoir laissé des traces de son passage dans l'est, ou le midi ou le centre des Gaules. Ceux-là, répliquè-je, sont mal fondés à nier l'évangélisation d'Orange. Argument *ad hominem*, et c'est tout. J'appuie plus à fond sur *Eutropius directus in Gallias* du texte grégorien. Du moment qu'Eutrope reçoit de saint Clément la mission d'évangéliser les Gaules, sans distinction de contrées, il me semble qu'il a dû ne pas traverser tout notre pays, de l'est à l'ouest, sans y prêcher la Bonne Nouvelle. Libre à vous de ne pas admettre cette conséquence pratique d'une mission générale au 1^{er} siècle. Mon opinion a paru concluante à des lecteurs d'un sens critique sévère ; c'est une preuve qu'elle n'est pas aussi déconcertante que vous le prétendez.

En niant la mission Clémentine, vous ne croyez pas offenser le culte traditionnel de saint Eutrope : « Ni M. Depoin ni moi n'avons attaqué le culte de saint Eutrope. Nous prétendons qu'il est venu (par quel pape envoyé?) au III^e siècle, contrairement à l'opinion de Mgr Barthe qui le place au 1^{er} siècle. » De la sorte, il n'y a plus de tradition santone : moi, moi seul, soutiendrais l'apostolicité de la mission de notre apôtre. La plaisanterie est par trop forte. Mais avez-vous oublié que vous-même, M. Dangibeaud, vous soutenez, contrairement à M. Depoin, que le texte de saint Grégoire de Tours vise la croyance de l'Eglise santone du IV^e siècle à l'envoi d'Eutrope dans les Gaules par le pape saint Clément ? Ignorez-vous que c'est le fond même de la tradition, depuis Pallais I jusqu'à Mgr Eyssautier ? Nier la mission Clémentine (1) substituer au pape du 1^{er} siècle

(1) Sans doute que le clergé du IV^e siècle ait proclamé l'envoi d'Eutrope par le pape saint Clément est possible, mais je n'ai jamais reconnu la mission de saint Eutrope au 1^{er} siècle comme un fait historique. J'ai même écrit le contraire. J'ai dit que Saintes (p. 284) avait pu recevoir son organisation épiscopale entre 250 et 300. Rien de plus.

Si Mgr Barthe veut toute ma pensée, j'ajouterai que la discussion me paraît impossible et absolument vaine parce que pour obtenir un résultat satisfaisant il faudrait un ou des documents qui manquent absolument. Saint Eutrope fait partie de la légion des évangélisateurs des Gaules, il est confondu dans le groupe. La phrase de saint Grégoire de Tours est l'écho d'une attribution ne reposant sur aucune base certaine, historique. Personne ne savait alors, et n'a découvert depuis, d'où est sorti notre premier évêque. Il est venu à Saintes, y est mort de mort violente très probablement, son tombeau conservé devint l'objet d'un culte au IV^e siècle. Voilà tout ce que l'on peut affirmer sur lui. Il est singulier que la tradition, oubliée du martyre, ait conservé le souvenir de la mission donnée à Saint-Eutrope, de son sacre, et ait ignoré l'attribution d'une région, de la Saintonge en l'espèce, à son zèle.

Quant à saint Clément, nul n'est à même de dire si oui ou non il a envoyé

un pape du ^{III}^e, fusse sous le prétexte qu'il suffit, pour être dans la note théologique de l'apostolicité, que la mission d'un évêque-fondateur dérive d'un successeur quelconque de saint Pierre, c'est altérer essentiellement le fondement historique de notre culte, livrer ce culte dix-neuf fois séculaire à la risée des incrédules, au doute et à l'indifférence des croyants. Pour moi, et je sais exprimer ici le sentiment de l'Eglise, je ne me résoudrai qu'à évidence d'erreur, lorsqu'il s'agira d'admettre l'inanité des bases historiques d'un culte, approuvé par une longue et sérieuse tradition catholique. Je ne dénie pas aux historiens le droit d'examiner les preuves et de susciter une discussion en règle. A une condition toutefois, c'est que l'étude des dévotions catholiques sera abordée et poursuivie avec prudence et un infini respect, en collaboration avec l'Eglise elle-même, gardienne vigilante de ces traditions. Le ton péremptoire et sarcastique est une mauvaise disposition pour qui cherche la vérité.

Dans une note, vous me blâmez de suivre « les éditions Migne réputées pour être très fautives. » J'avoue n'en avoir pas d'autres sous la main, et puis, à parler franc, je trouve trop sévère votre jugement sur notre grand éditeur. Jusqu'ici ni vous ni M. Depoin n'avez signalé la moindre erreur dans les textes de saint Grégoire de Tours, que j'ai cités d'après l'édition Migne, reproduction du fameux Dom Ruinart, Ce serait mal d'en l'avoir pas fait, vous qui avez en mains des éditions plus récentes et soi-disant plus exactes. Sur le texte de saint Fortunat, M. Depoin marque la variante *primus* pour *prius*, dans le vers : *Urbis sanctonicæ prius fuit iste sacerdos*. Le sens de la phrase demeurant le même, mon commentaire n'a rien à perdre ni à gagner.

A la fin de votre article, vous essayez de me ridiculiser (1), toujours en détournant le sens ou la place de mes mots. Pour répondre à votre accusation de mal entendre saint Grégoire de Tours, faute

des missionnaires en Gaules ; (ce serait pourtant nécessaire). Ses actes — sauf une lettre — sont inconnus. Lui aussi est devenu l'objet d'un culte au ^{IV}^e siècle, une basilique (qui n'a pas disparu complètement) fut construite à Rome en son honneur. C'est vraisemblablement là la cause du rôle qui lui est attribué par Grégoire de Tours, écho (*fertur*) d'une tradition créée soit du temps de Palais I, soit à une époque postérieure. En un mot, la discussion ne peut porter que sur l'époque vraisemblable à laquelle Saintes eut son premier évêque. Le sujet est épuisé depuis longtemps.

Ch. D.

(1) Non, Monseigneur. Je proteste, mais j'avoue une malice et l'intention de ramener « la colossale lèvue » à ses justes proportions.

Ch. D.

de « l'avoir un peu fréquenté », j'ai écrit que cet auteur avait fait, pendant douze ans, l'objet de mes fréquentes lectures. Et, là-dessus, vous imaginez que ces douze années se sont passées uniquement à lire et relire le chapitre de LVI^e du Livre de la *Gloire des Martyrs* ! Alors de vous écrire : Pourquoi « Mgr Barthe a-t-il gardé pour lui, au détriment du prestige du diocèse, ses réflexions, prolongeant ainsi la colossale bévée » des historiens sur l'existence de Pallais I et de son rôle dans le culte de saint Eutrope ? Mon silence est très facile à expliquer. M. Depoin fait paraître son étude sur saint Eutrope, vers la fin de 1920, dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Le numéro du premier acticle ne m'est remis que le 7 janvier 1921, et c'est alors seulement que je me rends compte de la fausse interprétation donnée au texte de saint Grégoire et du parti que la notice de M. Depoin sur Pallais I, parue en 1916, offrait à mon expérience du style et des œuvres de l'évêque de Tours. Quinze jours plus tard, le 22 janvier 1921, et sans désespérer, à un numéro près, le *Bulletin Religieux* publiait la série de mes premières observations. Le prestige du diocèse, si tant est qu'il ait besoin de mes humbles services, n'eût pas trop à souffrir de mes retards.

Si M. Dangibeaud a voulu dire que les lumières de M. Depoin sur Pallais I m'ont été très utiles, j'applaudis des deux mains. Quelque regrettable que me paraisse son opinion sur saint Eutrope, je n'oublie pas que nous lui devons la meilleure histoire des Evêques de Saintes. Ce n'est pas par amour-propre, mais pour la seule joie de la vérité, que j'appelle de mes vœux ardents le jour où, faisant trêve à toute polémique, unis dans une même vue de l'histoire, M. Dangibeaud, M. Depoin et moi nous reconnaitrons que l'Eglise saintone donne au texte de saint Grégoire de Tours la seule et authentique interprétation d'un apostolat d'Eutrope au 1^{er} siècle.

EM. BARTHE.

LIVRES ET REVUES

Bulletin du comité... Section de Géographie tome XXXV 1920.

Pierre Buffault. *La Double du Périgord*. La Double (au moyen-âge *Edobola, Dobla, Dupla*)... embrasse pour la majeure partie (54.300 hectares), l'arrondissement de Ribérac, un angle (7.400 hec-

tares) du département de la Gironde, canton de Coutras. Elle dépasse en réalité ces limites : elle déborde sur les départements de la Charente et de la Charente-Inférieure à l'ouest de la Drôme, dite « Double de Saintonge » soit les régions de Brossac, Baignes-Sainte-Radegonde, Montandra, Montlieu et Montguyon, dont le terrain et le facies sont sensiblement les mêmes que ceux de la Double du Périgord... mais avec moins d'étangs.

Primitivement, la Double fut une immense forêt.

Bourgin (Georges et Hubert). *Le Régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*. Recueil de textes. Tome I. p. 298-307. *Émeute compagnonnique à Angoulême*.

Une troupe d'ouvriers cordonniers (15 août 1820) parcourt la ville en chantant, la police veut les en empêcher ; les ouvriers « qui ont leurs boutonnieres ornées de rubans bleus et rouges, signe de compagnonnage » continuent ; la police requiert la gendarmerie ; refus de se disperser ; un gendarme arrête un ouvrier ; un gendarme tue un ouvrier d'un coup de pistolet.

L'ingénieur en retraite de la Creuse écrit à ce sujet au ministère de l'intérieur, et commence par signaler la présence à Angoulême de M. Beauséjour, député, depuis six jours. « logé chez un nommé Thounet, pharmacien, et l'un de ces hommes qui ont acquis une triste célébrité dans le temps de la Terreur. » Il est loin « pourtant d'attribuer à sa présence » les faits qu'il va raconter.

Revue archéologique 1920 novembre-décembre.

Adrien Blanchet. *Recherches sur les tuiles et briques des constructions de la Gaule romaine*. — Maurice Besnier. *Le Commerce du plomb à l'époque romaine d'après les lingots estampillés*.

Bulletin monumental 1920.

Les corniches romanes par M. Deshoulières. Celles de la Saintonge y tiennent la place qui leur revient de droit. M. Deshoulières reproduit un modillon de l'église de Retaud orné d'une charmante figure de femme que bien peu de personnes — voire d'archéologues — du pays connaissent. La tête est voilée et « traitée avec un art excellent. »

Dans le numéro 2 de 1921 de la *Revue des Etudes anciennes*, M. Loth étudie le gaulois Turno dans les noms de lieux.

On compte, dit-il, en Gaule, au moins une douzaine de Tournay, parmi lesquels un Tornay, trois Tourny. Toutes les localités sont sur des éminences ou de fortes pentes dominant des vallées

sèches ou arrosées, à l'exception de deux en Indre-et-Loire. *Magos* signifie terrain découvert, uni, champ et aussi lieu de réunion, cour de justice, tribunal en plein air. « Quoiqu'il en soit, une conclusion s'impose du relevé de M. Musset, professeur de géographie à la Faculté des Lettres de Rennes. C'est que *turno* a le sens d'éminence, hauteur. Dans ce relevé est compris :

Tournay (Charente-Inférieure) commune de Saint-Martin-de-la-Coudre, à la fois au passage d'un chemin ancien sur le ruisseau Sainte-Julienne, (dit aussi en ce point le Tournay) affluent de la Boutonne et sur le versant de la rive droite en pente forte.

En note M. Jullian ajoute : je voudrais bien connaître la direction de ce chemin. Ne serait-ce pas un chemin celtique ou gallo-romain, allant d'Aulnay (sur la route de Poitiers à Saintes) à La Rochelle ou à quelque port santon, et continuant en ligne directe la route de Limoges à Aulnay ?

Même revue 1921 p. 254 à propos du livre de M. Saint-Jours sur *le Littoral Gascon*.

« Il y a vingt siècles, notre littoral gascon était pareil à ce qu'il est maintenant : des dunes en bordure et rien que des dunes. Et Cordouan était un îlot comme il l'est encore. Et la Gironde avait le même estuaire... »

C. JULLIAN.

En janvier 1921 *La question des « Poypes. »* M. C. Jullian discute le mémoire de M. J. Hannezo. « On appelle *poype* une butte artificielle, en terre, à forme toujours conique, de hauteur de 10 à 25 mètres, de diamètre à la base entre 50 et 150. Elles sont d'ordinaire entourées de fossés, élevées en plaine, au voisinage d'une aiguade ou d'une route. » M. Jullian croit à un monument funéraire, des mausolées, bien que l'on n'ait encore trouvé ni squelettes, ni vaisselles mortuaires dans ces buttes, remontant à l'époque du bronze.

Le Louvre a acquis au prix de 50.000 francs, à la vente du comte de Reiset, avec le concours de M. Fenaille, une tapisserie française du *xvii^e* siècle, représentant la bataille de Jarnac (1569). Cette pièce mesure 6 m. 50 en largeur, et 3 m. 10 en hauteur, Elle faisait partie d'une série de 27 tapisseries exécutées sur l'ordre du duc d'Épernon à l'atelier de Cadillac, près Bordeaux, où Claude de Lapierre en dirigea le tissage (1632-1637). Louis XIV acheta l'ensemble à la vente d'Épernon (1682). La série disparut à la Révolution. Ce n'est qu'en 1897 que la pièce survivante fut achetée à la vente Pichon par M. de Reiset. (*Chronique des Arts*).

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION : M. R. Morisset à Ecoyeux.

Nous rappelons à nos Confrères que notre Société est titulaire d'un compte de chèques postaux (n° 7038 du bureau de Bordeaux). Nous les prions de vouloir bien verser au crédit de ce compte, avant le 1^{er} mai prochain, leur cotisation (13 fr. pour la France) de l'année 1922, en utilisant le mandat de versement dont un exemplaire est encarté dans le présent *Bulletin*, et pour lequel les frais ne s'élèvent qu'à 0 fr. 15.

Passé cette date, nous ferions faire l'encaissement par la Poste en majorant le prix de la cotisation de 1 fr. 25 pour frais de recouvrement.

(Voir à ce sujet la note insérée dans la 5^e livraison de 1920, p. 198).

Compte rendu financier au 31 décembre 1921.

Actif : En caisse au 1 ^{er} janvier 1921.	1967.30
Cotisation 1919	13.00
Id 1920	40.25
Id 1921	2052.75
Id 1922	26.00
Vente de bulletins	20.50
Vente de volumes	224.00
	4343.80
Passif : Impression du bulletin.	2787.66
Frais de bureau et imprimés	24.65
Frais de correspondance	78.10
Loyer	200.00
Assurance	27.30
Timbres de quittance	26.45
Frais divers	66.60
En caisse en numéraire	1133.04
	4343.80

Les tables du tome XXXIX seront distribuées prochainement.

M. F. Chapsal, sénateur, a reçu de ses amis une plaquette en bronze sur laquelle on le voit en buste et de profil avec son nom

en dessous (précaution très utile, car le graveur, O. Yencesse, a oublié la ressemblance). Au revers : armoiries de Saintes, avec couronne murale, le clocher de Saint-Eutrope au bout d'une rangée de maisons, dominant le haut des ruines de l'amphithéâtre. En dessous on lit : A FERNAND CHAPSAI | SES AMIS | CONSEIL D'ETAT | 1888 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 1902 | EXPOSITION DE LIÈGE | 1903 | EXPOSITION DE BRUXELLES | 1910 | RAVITAILLEMENT NATIONAL | 1914 | GRAND CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR | 1920 | .

L'ODYSSÉE D'UNE PIERRE TOMBALE. — Une commune de la Charente-inférieure avait la rare chance de posséder une pierre tombale du ^{xv}^e siècle assez bien conservée, ornée de partie du portrait d'un chevalier, fondateur de son église, identifié par une inscription. Cette pierre, qui primitivement était apposée dans l'église, fut utilisée, à une date inconnue, au cimetière, dans le piédestal d'une croix. La croix disparut, à une autre date inconnue, mais récente, et la pierre revint non pas dans l'église mais derrière, où nombre de personnes l'ont vue.

Or, il advint que l'administration municipale ordonna la réfection d'un caniveau, au milieu du bourg. Au moment de terminer les travaux, les maçons qui en étaient chargés, manquèrent de bonne pierre. Alors, sans demander conseil, ni avis, ni autorisation à personne, même au maire, affirme-t-on, ils délibérèrent de prendre cette pierre tombale, et de la placer dans le caniveau face en dessous, puis ils la recouvrirent de 25 centimètres de cailloux.

Ceci n'est conte inventé à plaisir, ni une calomnie. Le fait s'est passé à Grézac, canton de Cozes, en décembre 1921. Le chevalier en question est un Longchamp. L. Audiat a relevé l'inscription.

Cette profanation fut dénoncée à un de nos confrères, à qui toute chose du passé est sacré. Indigné, il se mit en campagne pour restituer à la lumière la malheureuse inhumée. Il fit tant et si bien que le chevalier de Longchamp git à nouveau, sans trop de dommage, sur le bord de la place qui entoure le chevet de l'église.

Le titre de fondateur que l'inscription donne à ce Longchamp s'explique par le fait que l'église de Grézac fut reconstruite au ^{xv}^e siècle. Il reste une partie du chœur du ^{xiii}^e siècle. A en juger par ce reste, l'abside au moins devait offrir une décoration très fine.

M. Garnier a découvert (novembre 1921) en avant du portail de l'église de Vaux, la pierre tombale — mutilée — de *N de Lallion*, abbé de Vaux, décédé le janvier 1618.

En tête, cette pierre porte un écusson chargé d'un lion en pointe et d'un chef orné d'une fleur de lys accostée de deux étoiles.

Cet abbé n'a pas dû jouer un rôle bien marqué car on ne sait même pas son prénom. Il était originaire du diocèse de Bordeaux et à Bordeaux, en effet, à la fin du xvi^e siècle, on rencontre un Jean de Lallion.

Dans les premiers jours de décembre 1921, derrière une maison sise rue Alsace-Lorraine (joignant celle qui fait l'angle gauche de la rue du Ha, par conséquent en dedans des anciens remparts et tout près de la feue Porte-Aiguière) il a été trouvé, à une très faible profondeur (30 à 60 centimètres), un pot en terre contenant environ deux kilogrammes de petits bronzes. Ce trésor n'était composé à peu près que de pièces de Constantin I. Mais on a relevé deux Licinius (père et fils) deux Helene, trois Crispus, beaucoup de Roma, un Constantinopolis. Aucune rareté, rien que des bronzes communs presque tous en mauvais état : deux enseignes entre deux soldats, victoire, porte de camp, Jupiter conservateur. La pièce la plus ancienne paraît être un petit bronze de Constantin au revers *VOTA X* ; (306) et la plus jeune un bronze de Licinius jeune au type de *VOTIS XX* ou un bronze de Crispus au type de *VOTA X*.

Ce trésor aurait donc été enfoui entre 306 et 326.

Le musée de Saintes a acquis, avec le concours de l'Etat, le tableau de M. l'abbé Couturaud, qui valut à son auteur une médaille d'or au Salon de 1920.

Il a reçu, en outre, un grand paysage de M. Brecq, de Pont-Labbé.

Sur la proposition du maire, le conseil municipal de Saintes a changé le nom de certaines rues, nous en reparlerons.

Monument classé par décret du 10 novembre 1921 : les ruines du clocher de l'ancienne église de Marans.

A noter dans la vente de la collection du docteur J. S. faite, à Paris, le 14 novembre, deux tableaux de Marquet : *coin du port de La Rochelle* 3.800 francs ; *barques sur la Charente* 3.400 francs.

M. Martineau a fait don à la bibliothèque municipale de

Saintes d'un très bel atlas grand in-folio, relié en parchemin dont voici le titre.

Plan géométral et Terrier de la paroisse de Vouhé en Aunis, divisée en plusieurs Seigneuries, relevante de la terre et baronnie de Surgères, contenu en 23 cartes auxquelles sont joints les Plans particuliers des autres domaines appartenants à M. de Mauclerc, assis dans les paroisses des environs.

A. PÈRE MDCCLXXXIII.

Ce titre est écrit dans un encadrement d'architecture en gris (encre de chine), surmonté d'un cartouche portant un écu blanc chargé d'une croix ancrée rouge, le tout dominé par une justice personnifiée par une jeune femme en couleurs, ailée, décolletée, nue jambes, nue bras, tenant une balance et une branche d'olivier sur des nuages. Ce frontispice est signé *J. A. Combaud Pinxit*. Toutes les cartes sont coloriées.

La *Gazette des Beaux-Arts* n° de novembre 1921, reproduit le tableau de M. Albert Marquet *La Rochelle* (salon d'Automne) une des « charmantes marines » de l'artiste.

Un des décors de M. Déca pour la comédie *Aimer*, au Théâtre Français, représente la terrasse d'une maison donnant sur la vallée de la Charente. (la Haute-Charente semble-t-il).

Le numéro de l'*Illustration* de janvier 1922 contient un article sur M. Pierre Loti avec gravures en couleurs.

L'excellent et si intéressant *Bulletin de la Vie artistique* publie dans son numéro du 15 janvier 1922, une petite interview de M. Th. Duret, (84 ans, toujours droit et alerte) qui raconte *quelques Souvenirs* sur Courbet.

Cet article est illustré avec le portrait de Corbinaud, par Courbet et celui du petit âne, fait au port Bertaud pour la *conférence*. Ces deux tableaux ont été donnés par M. Th. Duret au Petit-Palais

Le même (15 novembre 1921) reproduit le tableau de Courbet, femme aux bijoux provenant de la collection Castagnary, entré dans la collection Stransky.

M. L. Romieux a donné à la ville de La Rochelle, pour le musée d'Orbigny-Bernon, le portrait de Mme Vaucorbeil par Louise Cassens, dame Rang, qui a été reproduit dans la *Revue*, tome XXXII.

Le vœu de ce don à un musée de La Rochelle était exprimé dans l'article accompagnant la photographie de ce portrait.

Quand deux ou trois autres portraits de la même artiste auront rejoint celui-ci, le peintre officiel de la société rochelaise pendant trente-cinq ans (1835-1870), sera bien représenté.

Le 18 décembre 1921 a été inauguré le Musée d'Orbigny, à La Rochelle, mais il n'a été ouvert au public que le 22.

La Société archéologique et historique de Barbezieux a mis au concours de poésie et de prose un sonnet sur Elie Vinet ou sur la générosité de Marguerite de La Rochefoucauld, dame de Barbezieux ; et une pièce de vers ne dépassant par cent vers sur Rigaut de Barbezieux, troubadour du XII^e siècle.

En prose une pièce de 250 lignes sur un fait d'histoire locale ou régionale antérieure à 1820 et une pièce en patois saintongeais.

Les prix consistent en palmes, médailles ou diplômes.

Les manuscrits primés seront publiés dans la *Revue Barbezienne*.

Le concours a été clos le 15 janvier dernier.

Pour l'histoire de l'île d'Oleron. — M. Le Provost de Launay, député de la Charente-Inférieure a signalé à M. le ministre des travaux publics l'état d'abandon dans lequel se trouve le port de Saint-Denis d'Oleron, complètement négligé depuis fort longtemps par les services compétents, et envahi par les sables depuis quelques années et ainsi rendu inaccessible aux petits navires, même les barques de pêche qui ne peuvent venir à quai qu'aux grandes marées d'équinoxe.

Le ministère répond que « dès 1910, avant qu'il ne fut ensablé, le port de Saint-Denis d'Oleron n'a fait aucun trafic, reçu aucun navire de commerce ». Il faudrait aujourd'hui beaucoup d'argent pour le débayer et maintenir la profondeur nécessaire. Sans certitude de succès technique et sans probabilité d'un roulement économique appréciable.

C'est la municipalité qui serait responsable du mauvais entretien du port. Beaucoup de petits ports sur toutes nos côtes sont dans le même état d'abandon parce que les autorités locales s'en désintéressent.

L'île d'Oleron est-elle complètement mise en valeur ? Elle ne paraît posséder aucune industrie susceptible d'alimenter un trafic régulier avec la terre ferme. Si elle est couverte de vignobles, elle ne possède que de maigres cultures qui suffisent en majeure partie, il est vrai, à l'alimentation de sa faible population (9633 habi-

tants en 1911). Son commerce ne concerne guère que les vins et et varechs.

Le Progrès de la Charente-Inférieure du 14 mai 1921.

Samedi, 21 janvier, date de circonstance, la société de graphologie donnait une conférence fort intéressante sur l'état de l'écriture de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de Mme Elisabeth par Mme de Salberg, et enfin de l'écriture du dauphin Louis XVII.

M. J. Depoin, qui traita ce dernier sujet, a eu la curiosité de comparer les signatures du petit prisonnier du Temple et de Naundorf.

C'était en somme essayer de résoudre par un procédé nouveau cette énigme historique : Naundorf était-il vraiment Louis XVII ?

Voici ce que répond la graphologie. L'écriture du dauphin révèle « une très grande supériorité morale, une élévation d'âme exceptionnelle ». Le conférencier estime, en s'appuyant sur les textes qu'il a examinés, que le jeune garçon royal était doué merveilleusement et qu'il aurait été un homme de grande valeur.

— Son intellectualité, précise-t-il, était des plus rares. A l'idéalisme du prince, Naundorf oppose, continue toujours le conférencier, une antithèse réaliste et matérielle.

Le prétendu dauphin a imité sciemment la signature de Louis XVII, mais avec maladresse : « Le grossissement candide du prénom Louis est démenti par tout le reste du graphisme ».

Et voici, au point de vue graphologique, une obscure question éclaircie.

Sur une plaque de marbre enchâssée dans le roc, sur la falaise du Deffé, est gravée une petite pièce de vers très modernes d'un inconnu. On ne peut déjà en lire qu'une partie. On ignore qui la fait mettre en cette place. Que sera-ce dans cinquante ans ? Afin d'éviter aux futurs épigraphistes un travail de reconstitution très pénible et inutile, ainsi qu'aux curieux quelque cauchemar obsédant, voici d'après *Le Clairon* du 25 décembre les quatorze vers subsistants.

Sous les yeux verts, songeur et rêvant d'Une
J'ai laissé vers la mer mon rêve s'envoler.
Et dans le soir très pur, sous le ciel constellé
En face m'apparut, toute blanche, la dune.
Lors, des bateaux passaient, noirs, dans le clair de lune
Glissant comme irréels, sur les flots étoilés
Et je les écoutais bruyamment se héler
Ces bateaux qui passaient, un falot à la hune.

La Grande-Ourse a tourné sur son axe très lent
Mais poursuivant toujours le rêve de mon rêve
J'écoute encore la mer qui chante sur la grève
D'étranges bercements pour mon âme grisée
Sur Cordouan dressé comme un grand spectre blanc
La Coubre, violemment, dardait ses deux fûsées
Je rêvais de.....

Un des prix (25.000) de la fondation Cognacq a été décerné aux époux Zélie, à la Flotte (île de Ré) : le père âgé de 51 ans, la mère de 44 ans : 17 enfants dont 14 vivants : l'aîné a 24 ans, le plus jeune un an, 7 au dessous de 13 ans. On affirme que l'Académie avait à choisir parmi 42.250 candidatures.

M. Adrien Blanchet, qui a prononcé à la séance de clôture du congrès des Sociétés Savantes à Paris, un des discours d'usage, le 2 avril 1921, avait pris pour sujet les souterrains-refuges. Il fait un résumé rapide de l'histoire des galeries souterraines de France, et préconise une vaste enquête et un inventaire.

On vient de découvrir à Saint-Jean d'Angély même, en pleine ville, un cippe renfermant un vase en verre bleuté contenant quelques cendres. Déposé à la mairie.

NOTES D'ETAT CIVIL

Le 21 octobre 1921, à La Rochelle, est décédé M. Henri Brejon, Directeur des Contributions Indirectes du département de la Charente-Inférieure, fils de M. Gustave Brejon, et de Mme Alphonsine Gaillard, tous deux décédés.

Le 12 décembre 1921, à La Guignardière, près La Rochelle, est décédée Mme Edmond Béraud, née Bessy Gudin.

Est décédée à La Rochelle, le 16 décembre 1921, madame Gustave Drouineau, âgée de 77 ans.

Le 2 janvier 1922, à La Mothe-Saint-Héraye, est décédé M. Jules-Eugène Giraudias, notaire, ancien maire de La Mothe-Saint-Héraye, ancien conseiller général, officier de l'Instruction publique, veuf de Marie-Alphonsine Prouhet, âgé de 80 ans.

Il laisse un seul fils survivant de quatre : M. Louis Giraudias, principal clerc de notaire.

Le 12 janvier 1922, à Paris, est décédée la comtesse d'Ounous, âgée de 68 ans, née ~~Marte-Renée-Louise~~ de Clervaux.

Le 31 janvier est décédée, à Paris, Mme William Bouguereau, née Elisabeth Gardner, du New-Hampshire (Etats-Unis).

Le 22 janvier 1922 est décédé, au château du Puch, Monbazillac (Dordogne), M. Jacques de Chanaud de Lestang, âgé de 27 ans, époux de Mlle Madeleine de Fonrémis, fille de M. Marcel de Fonrémis. Il laisse deux filles, Mlles Jacqueline et Fabienne.

Le février 1922, est décédée Mme Benjamin Laurent, mère de M. Théodore Laurent, ingénieur, directeur des Forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt, et de M. Daniel Laurent, banquier à Saint-Jean-d'Angély.

A Paris, le 29 octobre 1921, a été béni le mariage de M. Guy Chatonet, avocat chef du cabinet du préfet de la (Haute-Marne), avec Mlle Geneviève Bazin, fille de M. Henry Bazin, préfet de la (Haute-Marne). Il est fils de M. Harry Chatonet, avocat à la cour d'appel de Paris, adjoint au maire du XVI^e arrondissement, chevalier de la Légion d'Honneur.

A Paris, le 25 octobre 1921, a été célébré le mariage du comte Colona d'Istria avec Mlle Marguerite Chaber, fille de M. Chaber, médecin à Royan, et de Mme née des Hours.

Le 6 décembre 1921, à La Rochelle, mariage de M. Gustave Verdet avec Mme Viort.

Le 26 décembre 1921, ont reçu la bénédiction nuptiale, à Paris, M. Henry Pelletreau, fils de M. Léon Pelletreau, avec Mlle Paulette Lozouet.

Le 30 décembre 1921, à Saintes, a été célébré le mariage de M. Georges-Hector Gargam, médecin, avec Mme Bergeron Germaine Lydie.

Le 4 janvier 1922, à Saintes, a été célébré le mariage de M. Tomy Bouffandeau, auditeur au Conseil d'Etat, avec Mlle Madeleine Lauraine, fille de M. Lauraine, député.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Les Scories de fer de la Saintonge et de l'Aunis*, par M. G. Gaborit ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite), par M. le Dr Sottas ; *Mécontentement de la noblesse de Saintonge contre d'Epéron*, transcription par le Comte de Saint-Saud.

QUESTION : *Chatellenie de Ribérac*.

RÉPONSE : *La Motte-à-Leu*.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*, mariage du baron d'Haastrel ; *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, mémoires de M. d'Abzac ; Recueil des actes d'Henri II, roi d'Angleterre ; *Revue de l'Agenais* ; Recueil des actes de Louis IV, roi de France ; Registres perdus des archives de la Chambre des Comptes ; *L'Opinion* Etienne Baudry.

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; avis ; déblaiement de l'amphithéâtre ; vente Tolbecque ; population ; imprimerie ; don Cognacq ; expositions : *Monde Illustré* Tonnay-Charente ; testament de Jean de La Personne ; M. Berton.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : Mme Genet (Frazine) ; Mme Escolle ; commandant Heurtel ; M. Chapron ; Mme de Bessé ; Mme Eveillé ; M. de Laage ; M. de Bremond d'Ars ; Mme Roy de Loulay ; Mme Richalley.

Mariages : Chalufour-Parfait ; Pottier-Parfait ; Chapsal-Koechlin ; Lavoux-Desgeans ; Boraud-Ardouin.

BIBLIOGRAPHIE.

Chronologie des dignitaires de l'église Santone jusqu'au milieu du xv^e siècle.

VARIÉTÉS

I

LES SCORIES DE FER DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

De nombreux amas de scories de fer existent en Saintonge dans les régions boisées. Les plus connus sont ceux de l'arrondissement de Jonzac. Ils sont aussi vers Montguyon et Montlieu les plus nombreux et les plus importants.

Revue, tome XL, 2^e livraison.

4.

Les suppositions les plus diverses ont été émises à leur sujet.

Dans une *notice archéologique sur le dolmen de Montguyon*, l'auteur Camille Duteil, ne craignait pas d'écrire en 1840 : « Les volcans éteints du Fouilloux, commune près de Montguyon, et dont les débris servent à ferrer une partie de la route royale de Montguyon à Chevanceaux, étaient-ils encore en éruption au temps où vivaient les héros du dolmen » ? Heureux d'avoir posé cette grave question, il continuait : « Ces scories sont une lave grossière, inégale et raboteuse, qui ressemble beaucoup aux scories des forges ou écumes de fer ; on en trouve des masses énormes sur les flancs du Vésuve » (1). L'explication peut paraître étrange, elle n'a pas été perdue, la phrase a été docilement copiée, mot à mot, depuis, pour comparer les scories de Saintonge aux laves du Vésuve.

Plus récemment, une autre opinion a été hasardée. Il ne fallait voir dans les scories de fer « que des concrétions de matière de carbonate de fer mêlées au sable du sol où elles se sont formées et à des débris de coquillages en grande quantité ; espèces de pseudomorphoses produites accidentellement par voie d'incrustation, ce que les anciens appelaient les jeux de la nature, *ludus Helmontii* (Van Helmont) et jeux de Paracelse » (2). A l'appui de sa thèse l'auteur citait comme preuve des pétrifications de champignons.

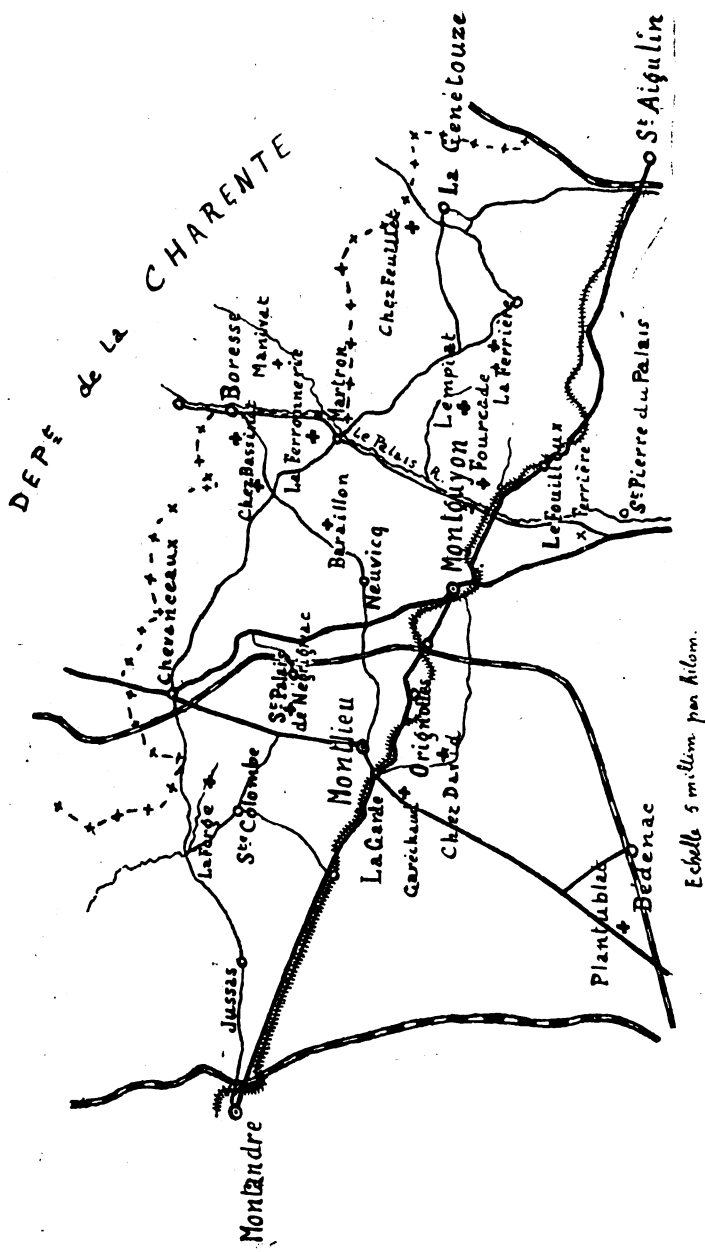
Puis l'idée a été émise que des incendies avaient pu se produire avec une violence suffisante pour faire fondre le minerai contenu dans le sol. Les scories seraient le produit de cette fusion.

Enfin, il est sorti d'une imagination encore plus féconde que celle de l'inventeur des volcans du Fouilloux, que ces scories de fer avaient été apportées à dos de mulet par des marchands venus d'Espagne. Le plus surprenant est qu'il se soit trouvé des gens pour colporter cette explication.

Quant aux jeux de la nature, aux volcans du Fouilloux, aux incendies effrayants qui auraient embrasé un territoire immense partant des environs de Saint-Aigulin pour aller s'arrêter à Forges d'Aunis, en passant par le Douhet, ce sont autant d'hypothèses

(1) Cité dans le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*. IV, p. 89.

(2) *Bulletin de la Société des Archives historiques*. IV, p. 151. « Nous laissons à notre correspondant l'entière responsabilité de ses opinions en matière géologique » notait le Bulletin.



CARTE DES DÉPÔTS DE SCORIES
DANS LES CANTONS DE MONTLIEU ET MONTIGNYON

inadmissibles servant à donner des explications qui ne s'appuient sur aucune réalité.

De toutes ces suppositions il n'est plus rien resté après un article de M. E. Maufras sur les scories des environs de Montlieu et Montguyon (1) et un autre article de M. G. Musset sur l'industrie du fer dans la Saintonge et dans l'Aunis (2).

Les scories de fer existant en Saintonge sont, en effet, une indication précieuse pour l'importance du travail du fer dans notre région dès une époque reculée. Elles sont des scories de forges, tout comme les scories de fer du Périgord et de plusieurs autres contrées. L'emplacement qu'elles occupent est d'ailleurs digne de remarque. Dans bien des cas, comme dans les environs de Martron, comme à Fourcade et près de la Cluzenne, à la Forge, commune de Sainte-Colombe, aux Forges, commune du Douhet, les scories sont à proximité d'un cours d'eau (3). De plus, elles se rencontrent presque toujours dans des régions où les forêts fournissaient du combustible en abondance. Ce n'est pas là l'effet d'un simple hasard. Les usines anciennes employaient souvent la force hydraulique, aussi les forges ont été très fréquemment établies, sur le bord ou à proximité d'un cours d'eau. Dans son *Manuel d'Archéologie française*, M. Enlart cite des forges qui, au XII^e et au XIV^e siècles étaient établies sur le bord d'une rivière (4). Il est probable que longtemps auparavant les mêmes dispositions ont été recherchées, puisque dès l'époque mérovingienne la force hydraulique était employée pour les moulins. Ces dispositions semblent d'ailleurs avoir persisté traditionnellement jusqu'aux temps modernes, comme l'indiquent de nombreux exemples : au commencement du XVIII^e siècle, en 1731, les forges d'Aizie furent installées au

(1) *Bulletin de la Société des Archives*. V, p. 105.

(2) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments*. XVI, p. 158.

(3) Dans l'Yonne aussi le courant des petites rivières a fourni aux moulins la force de broyer le laitier. « Presque toutes les forges, dit Mlle Hure, citées dans les actes ou inscrites sur la carte de Cassini, sont situées dans les vallées. Ces forges avaient réalisé un grand pas, puisqu'elles appelaient à leur aide la force des cours d'eau... »

Et elle ajoute un renseignement curieux : « C'est surtout le machefer léger des vallées qui a fourni, écrasé, aux potiers de la Puisaye, une poudre utilisée dans la plombure de leur poterie vernissée ». Il serait bon de vérifier si en Saintonge on s'est servi de pareil élément. On a fabriqué, en effet, au moyen âge, en Saintonge et en Angoumois, une poterie recouverte d'une glaçure brun clair.

(4) C. Enlart, *Manuel d'Archéologie Française (architecture civile)* p. 217.

moulin d'Aizie (1), plus récemment la fonderie de Champlaurier (2) était auprès d'une pièce d'eau, la fonderie de Montizon était sur le bord d'un cours d'eau (3). On pourrait en citer bien d'autres encore dans les mêmes conditions.

Il y a lieu de remarquer aussi les multiples avantages des régions où se trouvent les scories de fer. Les forêts fournissaient l'énorme quantité de combustible nécessaire à la marche des fournaux primitifs, le sol renfermait les terres kaoliniques, les argiles réfractaires indispensables pour la construction des creusets et des fourneaux, le minerai était lui aussi sur place.

Il est intéressant d'indiquer à ce sujet le bruit répandu dans le pays, d'après lequel la région de Montguyon aurait été étudiée par les Allemands quelques mois avant la guerre de 1914. Au cours des prospections effectuées, ces étrangers auraient retrouvé un important gisement de fer à Haut-Mont (4).

..

Les dépôts de scories de fer sont extrêmement fréquents dans les environs de Montguyon et de Montlieu. Il en existe :

Commune de Bourses-et-Martron — chez Bassinet. Auprès de ce village la carrière de M. Blanc est presque épuisée. L'une des maisons de chez Bassinet est construite sur un amoncellement de scories.

Auprès du temple construit non loin de chez Bassinet, sur le bord de la route de Martron.

Dans les bois auprès de la Ferronnerie (5).

Dans les bois de la propriété de Bourses.

Commune de Sauvignac ou de Guizengeard (Charente). A proximité de la rivière, près du village de Manivat, dans les bois dépendant d'une petite propriété.

(1) Abbé F. Jacques, *Taizé-Aizie*, p. 95.

(2) Commune de Nieul (Charente).

(3) Commune de Roussines (Charente).

(4) Il a été parlé des recherches des Allemands du côté de Montguyon dans un article de la *Revue commerciale* en 1917. — Haut-Mont, village de la commune de la Genétouze, a eu jadis une église et a été le chef-lieu d'une paroisse (David, *Le canton de Montguyon*, p. 223).

(5) La carte d'État-Major donne à ce lieu le nom erroné de : la Frougnerie.

Je dois exprimer ici tous mes remerciements à M. le Dr Ch. Vigen de Montlieu, et à M. le Directeur de l'usine des Hauts fourneaux de Fumel, pour les renseignements qu'ils ont bien voulu me donner.

Commune de Neuvicq. A Baraillon.

Commune du Fouilloux. Gisement de la Cluzenne ; à Lempiat, à Fourcade près de la station de Cottière.

Commune de La Genétonze. A La Ferrière ; chez Feuillet, (beaucoup de machefer a été tiré de cette région pour les routes).

Commune de La Garde, à Garéchaud, près de la route nationale N° 10. A l'est du village de chez David. Dans 3 ou 4 endroits de la propriété du Dr Vigen.

Commune de Saint-Palais-de-Négrignac : à Montandet, au Mouzon (gisements qui ont été exploités pour les routes).

Commune de Sainte-Colombe : à la Forge.

Commune de Jussas.

Commune de Bédénac : à Plantublat.

Commune de La Clotte.

A cette liste sûrement incomplète, il conviendrait d'ajouter le nom significatif du lieu appelé Ferrière, à l'extrémité de la commune de Montguyon et au Nord de Saint-Pierre-du-Palais.

Si les environs de Montguyon et de Montlieu sont riches en scories de fer, ils ne sont pas la seule région de la Charente-Inférieure qui en possède. On a trouvé des scories analogues dans la commune du Douhet, auprès du moulin des Forges (1). On en trouve encore dans cette même commune dans les bois de la Maison Neuve. Il en a été remarqué aussi dans certains bois dépendant du château de Vénérand (2). Enfin, dans la commune de Forges d'Aunis quelques débris de scories ont été recueillis sur le territoire du Magnou (3).

Ces vestiges d'anciens travaux sidérurgiques ont été plus nombreux anciennement. Tout autour de Montguyon les scories sont employés depuis très longtemps pour le pavage des routes, et cet usage toujours perpétué en a fait disparaître une quantité appréciable. C'est ainsi qu'a été utilisée dans le canton de Mirebeau, pour la construction d'un chemin, une butte de « Machefer et de débris de fonte de minerai » qui se voyait encore en 1885, au village du Bujeau, commune de Saint-Ciers-du-Taillon (4).

Jusqu'ici aucune trace de scories n'a été signalée dans la région

(1) A. Gautier, *statistique du département de la Charente-Inférieure*, p. 121.

(2) *Recueil de la commission des Arts et Monuments* (1884), VII, note p. 269.

(3) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, XXXII, p. 1.

(4) *Bulletin de la Société des archives historiques*, VIII, p. 77.

de Mazeray (1), ni vers les Ferrières, lieu situé dans les bois, auprès de Grandjean, et dont le nom est suggestif.



Les scories de forges des environs de Montguyon (2) étant les plus nombreuses et les plus connues sont celles qui ont le plus attiré l'attention. Pour déterminer exactement leur teneur, il était indispensable de recourir à l'analyse. Des échantillons recueillis à Bassinet, auprès de Martron, ont été soumis, au mois d'août 1912, à un chimiste métallurgiste de Chantenay-Nantes, M. Solignac, qui a reconnu que le minerai qui lui était montré était : « une scorie de fer provenant d'exploitations anciennes ». Bien que riches en silice, les scories examinées contenaient 39, 85 0/0 de fer.

Après cette analyse d'une scorie provenant de chez Bassinet, une autre analyse a été faite plus tard, en 1917, par MM. Solignac et Cherbonnier, chimistes métallurgistes à Chantenay-Nantes,

(1) La question avait été posée en 1883. *Bulletin IV*, p. 173.

(2) Les *ferriers* de la Saintonge ont été étudiés par M. Welsch de Poitiers, qui a donné quelques indications dans le *Bulletin des collaborateurs de la carte géologique de France* (1913, 1914).

1913. « Les sables et argiles tertiaires renferment souvent du minerai en grains, qui a été recherché autrefois pour les forges de Taizé, de Ruelle... etc. Il y en a un gîte assez important au N.-E. de Saint-Eutrope, près Montmoreau : j'en ai reconnu un gisement au croisement des routes de Montmoreau à Sables-Lavalette et de Montignac à Juillaguet, près de Saint-Gilles.

Ce minerai existe probablement un peu partout, cependant, je n'ai pu retrouver de gîte exploitable dans la grande masse des sables de la Saintonge, où j'ai reconnu pourtant des amas importants de scories dans les bois de Montguyon, surtout au N.-E. Je citerai Bassinet, au S.-O. de Borese, où il y a un monticule élevé de plusieurs mètres, exploité pour macadam ; on en trouve aussi de grandes masses à Lampiat, à l'est de Montguyon, et en d'autres points près Boscamenant (La Ferrière) etc. Ces scories sont assez légères, luisantes à la surface, en parties vitrifiées, noires, mélangées de débris terreux ; on ne les appelle pas *ferriers* dans le pays. Les amas dont je parle ne sont pas énormes comme en certains pays, je ne crois pas qu'aucun d'eux dépasse un millier de tonnes. Vu l'absence de minerai exploitable dans le voisinage, je pense qu'il était apporté au milieu des bois pour être traité ; il était plus avantageux de transporter le minerai que le bois, dont on devait faire une consommation énorme ; la fonderie était probablement une œuvre purement agricole et une occupation d'hiver.

1914. Comme suite aux exemples cités l'an dernier, j'ai trouvé de nombreuses scories ferrugineuses sur la route de Baignes à Chantillac, dans le tènement de Chez-Terrion, au nord du village de Lorteau. »

avec des échantillons prélevés dans les dépôts de Lempiat et des environs de Martron.

En voici le résultat : (1)

Silice.	27, 80
Fer.	48, 50
Chaux.	3, 20
Magnésie.	0, 75
Manganèse.	1, 15
Alumine.	1, 75
Soufre.	0, 17
Phosphore	0, 08
Cuivre.	néant ou traces
Oxygène.	15, 60
Non dosé.	1, 00
	100, 00

D'autres échantillons de scories analysés vers la même époque contenaient 46 0/0 de fer, d'autres 47 0/0, d'autres encore 50 0/0. Dans l'ensemble, en tenant compte des échantillons les moins riches, on peut considérer que la teneur moyenne en fer approche de 45 0/0.

En raison de cette teneur élevée en fer, les scories saintongeaises ont été recherchées pour être utilisées par l'industrie, bien que dans certains cas leur éloignement des voies ferrées rend leur transport trop onéreux et dans d'autres cas elles sont en couches minces dont les frais d'exploitation sont élevés. Quelques années avant la guerre de 1914, l'usine des Hauts-Fournaux de Fumel a employé une assez grosse quantité de scories provenant des dépôts de chez Bassinet.

(1) Mlle Augusta Hure a donné dans le *Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne*, 1919, p. 33-106, une étude extrêmement intéressante et documentée sur *l'origine et la formation du fer dans le Senonnais, ses exploitations et ses fonderies dans l'Yonne*.

Les analyses de scories ont fourni les renseignements suivants :

Silice	21, 72	31, 80
Oxyde de fer	06, 92	49, 52
Oxyde de manganèse	2, 53	3, 61
Chaux	0, 27	1, 43
Magnésie	0, 36	3, 42
Alumine	7, 83	9, 92
Soufre	0, 07	traces



D'après un métallurgiste, de toutes les scories de fer exploitées dans différentes régions, il s'en est trouvé d'une antiquité plus ou moins grande : « Certaines remontent à l'époque romaine, d'autres à l'époque sarrazine (1), à la guerre de Cent Ans, à la période révolutionnaire puisque la méthode Catalane était le seul moyen connu alors pour obtenir le fer nécessaire aux besoins de l'industrie et pour la guerre (2) ? » Mais quelle date assigner aux scories de la Saintonge et de l'Aunis ? Leur teneur en fer indique assurément qu'elles appartiennent à une époque où le travail de la fonderie était peu perfectionné. Toutefois, jusqu'ici aucun document ne permet de leur assigner une date déterminée, aucun texte ne donne de renseignements sur l'existence des forges saintongaises.

Dans son mémoire sur la généralité de La Rochelle, en 1698, l'intendant Michel Bégon citait en passant les forges de l'Angoumois et du Périgord (3). Il ne disait rien de celles qui avaient pu exister dans les paroisses saintongaises, ce qui semblerait indiquer que dès cette époque le souvenir précis en était perdu.

L'exploitation et la fusion des scories provenant de chez Bassinet ne paraissent avoir fourni aucun indice. La Direction des usines de Fumel consultée à ce sujet a bien voulu me répondre qu'il était impossible de préciser l'époque à laquelle appartenaient les scories de Bassinet. Elle m'a signalé que les scories de fer de la région de la Dordogne de la Charente et de la Charente-Inférieure « sont très anciennes ».

Dans notre département, partout où elles se trouvent, les scories sont dans des localités habitées depuis une haute antiquité. Or il faut reconnaître avec Lesson que « les noms sont des médailles frustes mais précieuses pour nous fixer sur l'antiquité relative des lieux ». A défaut de document précis, il n'y a d'indication de date que dans les noms de lieux. Le village de Forges, dans la com-

(1) Melle Hure *loco citato* dit que dans l'Yonne les scories sont appelées *Sarrazines* (p. 66).

(2) Il y a lieu de rappeler à ce sujet cette phrase du Dr Vigen et Hte-Cau-dérac, que le métallurgiste cité ignorait : « La tradition parle des Anglais et de fonderies de canons. S'il en est ainsi quelque charte finira par nous éclairer. Faut-il remonter jusqu'aux Sarrazins, grands ouvriers en fer, jusqu'aux légions romaines, jusqu'aux celtes ? » (*Recueil de la Commission des Arts et Monuments*, VII, p. 406).

(3) *Archives de Saintonge et d'Aunis*, II, p. 46.

mune de Sainte-Colombe, est mentionné avec ce nom, dans le Cartulaire de Baignes, dès la fin du ^x^e siècle (1). Le nom du Fouilloux est également très ancien et son appellation est antérieure à 1402 (2). Ferrières (canton de Courçon) est mentionné dans une bulle du pape Gélase II en 1119 (3). Le nom de Forges (d'Aunis) est usité dans des chartes de 1318, 1340, 1356 (4), et dans un pouillé de 1401 (5). A côté des dates il y a les traditions comme celle rapportée par A. Gautier au sujet des Forges, dans la commune du Douhet : « La tradition a conservé que le nom de Forges vient de ce qu'il y avait en autrefois dans ce lieu des forges considérables, et ce qui semblerait confirmer cette opinion, c'est qu'on y trouve répandus des monceaux énormes de macherfer (6).

Malheureusement, les objets découverts jusqu'ici dans les amas de scories ou à proximité se réduisent à peu de choses. Des débris de moules où l'on faisait passer la matière fondue ont été trouvés dans plusieurs amoncellements. D'après ces débris, les barres avaient de 4 à 5 centimètres de diamètre.

Le gisement de Garéchaud a fourni pas mal de débris de poteries et de briques Gallo-romaines.

Plus récemment, à Bassinet, en novembre 1912, une monnaie d'or gauloise a été trouvée enfouie dans un amoncellement (7).

Le gisement de chez David, exploité pendant la guerre, n'a donné ni poteries ni briques. Les ouvriers prétendaient avoir trouvé, puis recouvert, des fourneaux d'argile cuite assez bien conservés. Mais ils n'ont pu en montrer un seul. En 1912, les gens du pays indiquaient de même l'emplacement d'un fourneau, auprès de chez Bassinet, dans le champ de M. Blanc. Les scories et les débris avaient été

(1) E. Maufas, *Bulletin de la Société des archives*. V, p. 106.

(2) E. Maufas, *Bulletin de la Société des archives*. V, p. 106.

(3) Lesson, *Fastes historiques, archéologiques, biographiques du département de la Charente Inférieure* p. 23. (Il est juste de remarquer qu'il n'a pas été signalé de scories à Ferrières). Le cartulaire de l'abbaye de Saintes mentionne plusieurs Ferrières comme existant soit fin du ^x^e siècle soit vers le début du ^{xiii}^e.

(4) Lesson, *Fastes historiques* p. 51.

(5) M. et Mme Burgaud, *Notice géographique, historique, agricole de Forges d'Aunis* p. 5.

(6) A. Gautier, *Statistique du Département de la Charente-Inférieure* p. 121.

(7) *Revue de Saintonge et d'Aunis*. XXXIII, p. 3. — D'après les renseignements recueillis sur place, M. Devers, de Bassinet, aurait découvert cette pièce en débarrassant des scories.

enlevés, il ne restait plus rien. Avant 1884 on pouvait, paraît-il, voir un de ces fourneaux sur le bord du ruisseau la Cluzenne (1).

Bien que peu importantes, ces trouvailles autorisent à penser que bon nombre de scories peuvent être attribuées à l'époque Gallo-romaine ou à une époque antérieure, comme cela a déjà été dit à plusieurs reprises. Les briques et poteries de Garéchaud sont un indice pour ce gisement ; il en est de même pour tous ceux où se retrouvent des vestiges de la période Gallo-romaine. La pièce d'or de Bassinet n'est pas moins significative. Pour le gisement de chez David, et ceux qui sont dans les mêmes conditions, l'absence de poteries et de briques doit signifier une antiquité différente (2).

Il est probable que le fer fut travaillé dans cette région avant l'arrivée des légions romaines et les conquérants, maîtres du monde, ne durent sûrement pas manquer d'utiliser les ressources d'une industrie qui fonctionnait déjà.

Cependant, sans remonter si loin, nous savons que le fer a été travaillé en Saintonge à l'époque de la guerre de Cent Ans. En donnant dans un article du *Recueil des Arts et Monuments* (3) la liste la plus complète qui ait été établie des lieux où le fer a été extrait et travaillé en Saintonge et en Aunis, M. G. Musset a montré l'importance des revenus que les Coëtivy, seigneurs de Taillebourg, retiraient de « l'extraction du minerai de fer dont le sol de la Saintonge possédait de très riches gisements.

« Les comptes des Coëtivy portent, en effet, la trace des perceptions en fer pratiquées par leurs officiers. Dans les années 1475-1477, les recettes en fer de la seigneurie de Taillebourg s'élevaient à 13.781 livres pesant. C'est vraisemblablement dans la région de Mazeray que le fer était extrait. »

A une époque un peu plus ancienne, dès la fin du xiv^e siècle et au commencement du xv^e siècle, des armes blanches étaient fabriquées à Saint-Jean-d'Angély. Ces armes avaient une réputation de supériorité (4).

Il n'y a pas trop à s'étonner si les usines qui ont occasionné des amoncellements de scories aussi importants que ceux des envi-

(1) B. de Boisferon, *Bulletin de la Société des archives historiques*. IV, p. 317.

(2) Cf. C. E. Florance, *Peut-on reconnaître l'antiquité des scories ferrugineuses*. Congrès international, Genève 1914, p. 313. Congrès préhistorique, Angoulême.

(3) XVI, p. 158.

(4) *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*. XXVI, p. 266.

rons de Montguyon n'ont laissé aucune trace. Suivant la très juste remarque d'un archéologue : « l'architecture industrielle est celle qui a laissé le moins de traces puisqu'elle est purement utilitaire, disparaît sans pouvoir s'adapter à un autre usage dès qu'une fabrication cesse et se transforme avec la technique des métiers (1) ». Il faut tenir compte aussi que les corporations anciennes conservaient avec un soin jaloux leurs secrets de fabrication. Indépendamment de ces considérations, il ne serait pas déraisonnable de penser que des établissements où le fer était traité en Saintonge, et dont la haute antiquité est attestée par l'ancienneté des noms de lieux, ont été détruits violemment. Les invasions barbares marquant la chute de l'empire Romain, le passage des Sarrazins, les invasions normandes avec tout leur cortège de dévastations indescriptibles, sont autant d'événements qui durent accumuler des ruines impossibles à relever.

Germain GABORIT.

II

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE

SOUS MAZARIN

(1653-1664)

(suite)

VII

COLBERT DE TERRON COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE LA MARINE. CONSTRUCTIONS
NAVALES. LE CHANTIER DE SOUBISE.

C'est dans le courant de l'année 1655 que fut élaboré le projet de nouvelles constructions navales dans le gouvernement de Brouage. Si Colbert de Terron ne fut pas l'inspirateur de cette entreprise au moins s'y donna-t-il entier et même avec des vues personnelles que Colbert devra, un jour prochain, quelque peu corriger.

En fait, au mois d'août 1655, Mazarin lui écrivait (2) : « j'ay veu

(1) C. Enlart, *Manuel d'Archéologie française, archéologie civile*, p. 217.

(2) Lettre déjà citée, du Quesnoy, 16 août 1655 (Cf. *Suprà*).

ce que vous m'avez écrit par votre lettre du 26 juillet et par une autre sans date. Si, pour peu de chose, l'on peut faire plus grand et plus beau ce navire qu'il s'agit de bastir, j'approuve que vous le fassiez ; et même, comme vous avez achepté une forest, on pourroit faire construire deux vaisseaux tout à la fois, l'un plus grand et l'autre moindre » (1).

Pour ces constructions, Colbert de Terron, « commissaire général de la marine », avait acheté « des bois de haute fustaye scis au lieu de la Héronnière, qui font partie de la seigneurie de Bourneau (2), en Poitou » et déjà des « officiers de la marine » avaient commencé à faire exécuter des abatis « par ses ordres ».

De ce bois de Bourneau, situé à la partie occidentale de la forêt de Vouvant, les arbres étaient charroyés « sur le quay Perrot, proche Fontenay-le-Comte », lieu où la rivière la Vendée commençait à être navigable ; et, par cette rivière, puis par la Sèvre-Niortaise ou rivière de Marans, les matériaux arrivaient à la mer et en Charente.

Un procès, survenu entre les vendeurs du bois de Bourneau, étant venu troubler l'exploitation de ce domaine, un arrêt du conseil intervint aussitôt pour libérer Colbert de Terron de ces entraves locales et une lettre du roi aux officiers de l'élection de Fontenay ordonnait à ceux-ci de lui fournir toute aide nécessaire (3).

Les bois de construction étaient portés en Charente et non en Seudre. Colbert de Terron avait en effet installé son chantier à Soubise. Pourquoi pas dans la Seudre, à la Tremblable qui n'était pas plus éloigné de Brouage que Soubise et où se trouvaient déjà des établissements maritimes ? La façon dont Terron défend son chantier, ce qu'il dit de « la malignité de l'esprit de M. de Vendosme » laisse deviner une partie des raisons pour lesquelles il préféra établir son « atelier en un lieu où il n'y en a jamais eu » et où aucun voisinage, aucune habitude prise ne viendraient le gêner. De plus, l'entrée et la sortie des vaisseaux étaient manifestement plus aisées en Charente qu'en Seudre, et Soubise fut la pre-

(1) Premier projet de construction du vaisseau *le Saint-Louis* et de la frégate *la Victoire*, qui furent lancés au chantier de Soubise en juin et juillet 1658.

(2) Bourneau, canton de l'Hermenault, arrondissement de Fontenay-le-Comte (Vendée).

(3) Arrêt du Conseil, du 30 septembre, et ordre du roi, du 3 octobre 1655 (Aff. Etr., *France* 8:5, fol. 311 et 321.)

mière étape qui fut suivie de celle de Tonnay-Charente et de l'établissement définitif de Rochefort dans cette rivière de prédilection.

Au mois d'octobre, Mazarin renouvelait à Terron l'ordre de bâtir les deux vaisseaux (1), un grand et un petit ; lui recommandant de « si bien mesnager le bois qu'il n'y en ayt point perdu. » Il lui confirmait en même temps la nouvelle de la rupture des Anglais avec les Espagnols, présageant un rapprochement entre la France et l'Angleterre et le retour de la sécurité des transactions commerciales.

A ce moment, le capitaine Vesron, à La Rochelle, ramenait une prise anglaise, une barque de morue qui allait donner matière à procès et « l'armement de M. d'Estrades », c'est-à-dire le vaisseau *la Vierge* et quelques frégates, était en croisière pour ne rentrer qu'au commencement de l'année 1656.

Colbert de Terron fit alors armer, pour le compte du Cardinal, une flûte, *le Husdon* (2), pour la pêche à Terre-Neuve ; et il annonce joyeusement à son cousin : « J'ay profité dans un naufrage de deux cables neufs, cela sauvera mil livres à Son Eminence dans l'armement du Husdon. Je le feray partir à la fin du mois et vous enverray les estats de despence » (3).

Le 27 février, il rendait compte du départ de ce navire et du montant de la dépense : 20.900 et quelques livres (4).

Il eut la surprise, quelque temps après, de constater que l'armement de ce navire lui était laissé pour compte. Il y avait malentendu et Terron observe qu'il ne peut s'en charger « n'ayant guerre de bien pour le payer » ; à quoi Colbert répond : « je croyais vous faire plaisir de vous laisser *le Husdon* sur votre compte, mais puisque vous le voulez pas, j'en reparleray une seconde fois à S. E. qui le prendra, à mon advis » (5).

Pendant les derniers mois de l'année 1655, Colbert de Terron

(1) Mazarin à Colbert de Terron, de Guise, 1^{er} octobre 1655 (Aff. Etr., France 895, fol. 314).

(2) Peut-être faut-il lire *l'Hudson* ? Cependant le nom est invariablement écrit *Husdon*, sauf que cette flûte ayant passé dans la Méditerranée on retrouve son nom dans la liste des armements du Levant sous la forme *l'Ucedon*.

(3) Terron à Colbert, de Brouage, le 9 février 1656 (Bibl. Nat., Ms., Mél. Colbert 101, fol. 15).

(4) *Ibidem*, fol. 19.

(5) Terron à Colbert, Brouage, 1^{er} août 1656, et réponse marginale de Colbert, art. 9 (*Ibidem* fol. 22).

avait élaboré le projet de construction de ses deux vaisseaux ; il avait consciencieusement travaillé à la question avec le concours de praticiens, de son maître charpentier, Jean Laure, auquel il avait déjà fait refondre une frégate, et le secours de livres et de mémoires : « je me suis conduit, écrit-il (1), sur des mémoires du commandeur des Gouttes, sur des mémoires d'un maistre Jean Simeson, Hollandaïs qui a basti en Hollande pour le Roy et estoit illustre de son temps. » Il avait fait appel aux lumières de tous les officiers mariniens du pays et il avait abouti à un projet qui avait paru assez extraordinaire sans doute, car Mazarin décida d'envoyer auprès de lui pour examiner ses plans une sorte d'ingénieur naval fort en vogue alors, le chevalier George Carteret, ci-devant vice-amiral anglais et gouverneur de Jersey, qui était passé en France avec la Cour du roi Charles II. Carteret avait déjà servi dans l'armée navale de Vendôme et, depuis, il dirigeait des constructions à Brest et à Saint-Malo.

« Je suis bien aise de la pensée que vous avés de faire venir icy M. du Carteret, je luy feray voir l'establissement de nos affaires et l'estat où elles sont ; et sur ses sentimens, je prendray courage », écrit Terron à Colbert (2). Et, peu de temps après, à Mazarin (3) : « J'ay appris, par M. Colbert, mon cousin, que V. Eminence trouvoit à propos d'envoyer icy M. du Carteret pour reconnoistre les dispositions qu'il peut y avoir pour bastir de grandz navires et donner ses avis. Ce sera pour moy un grand soulagement de sçavoir ses sentimentz, ne pouvant disconvenir de mon peu d'expérience. »

Colbert de Terron, toutefois, plaide sa cause par avance et il défend son charpentier : « mon charpentier est un charpentier délicat qui est en estime de sçavoir couper un vaisseau. » Il s'est bien tiré de la refonte de la frégate qui lui a été confiée, « il n'y a pas moins de peine à bastir sur un vieux fonds qu'à faire un neuf et il faut autant d'expérience et de conduite ».

Bien qu'il avoue son peu d'expérience : « estant impossible que je sois habil en faict de marine », Terron proteste qu'en le « condamnant, il faudroit condamner tout ce qu'il y a de gens dans le

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 23 janvier 1656 (*Ibidem*, fol. 8).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, 23 janvier 1656 (*Aff. Etr.*, France 897, fol. 220).

(3) De Brouage, 19 janvier 1656 (*Ibidem*, fol. 4).

païs » ; et il s'avance même jusqu'à critiquer la manière du chevalier Carteret qui ne bâtit que « des frégatilles » incapables de tenir devant un vaisseau de ligne, quand les Espagnols ont d'énormes galions et que les Anglais édifient des vaisseaux « de 118 pièces de canon de 48 et 36 livres de balle ».

Le futur intendant général de la marine du Ponant fait son apprentissage ; il ne perd aucune occasion de développer son instruction technique et administrative. Peu versé dans le détail des comptes de la marine il se fait aider par un administrateur de la marine, de condition modeste mais déjà expert, « j'ay fait venir M. Trubert (1) auprès de moy pour examiner nostre despence de marine et à quoy elle peut monter (2) ».

Le secrétaire de l'Amirauté, Chappelain, avait placé auprès de Terron « un garçonasse » dont il ne pouvait rien tirer, « c'est un drolle, pourveu qu'il vive aux despens du roy, qui ne se soucie pas que les affaires se facent....., s'il faut payer M. Trubert de mon argent, j'ayme mieux le faire que de me servir de fripons ».

Terron garde Trubert, il le charge de surveiller l'exploitation du bois de Bourneau, en Poitou, à la place du « garçonasse » qui « y est demeuré et est devenu amoureux d'une petite fille ».

La plainte de Terron porta ; peu de temps après il avise son cousin du résultat : « M. Trubert a commission de M. de Vendosme pour servir dans ce département, ainsy je ne l'employe plus de mon chef. Il ne luy manque que d'estre compris dans les estats du roy pour les apointemens (3). »

Cependant le chevalier de Carteret se faisait attendre à Brouage et les projets de Terron paraissaient, à Paris, inacceptables ; peut-être survint-il entre l'Amirauté et le Ministère une crise de désaccord comme il s'en produisait fréquemment (4). Bref Terron est complètement désapprouvé. Au mois de mars, il dresse un état de

(1) André-François Trubert servait dans l'administration de la marine depuis 1648 ; il devint commissaire général en 1666 et fut tué le 6 juillet 1669 en faisant l'épreuve d'un canon.

(2) Terron à Colbert, Brouage, 19 janvier 1656 (Bibl. Nat., *Ms., M^{ss}. Colbert* 101, fol. 4).

(3) Terron à Colbert, Brouage, 9 février 1656 (*Ibidem*, fol. 15).

(4) Notamment en décembre 1655 à propos de Toulon. Mazarin ordonna à l'évêque d'Orange de ne plus s'occuper de la marine que lui-même, dégoûté, abandonnait. M. de Vendôme se débrouillerait seul, on verrait si cela irait mieux. — Suite de lettres (Aff. Etr., *France* 895, fol. 379 et suiv.).

ses comptes « par chapitres et feuilles séparées », dépenses pour la frégate, pour *la Vierge*, etc., il range ses bois et tout son matériel, fait l'inventaire de ses magasins. Cela sent la liquidation ; « après celà, écrit-il à son cousin, je remettray avec plaisir l'employ de la marine ».

Colbert n'y contredit pas : « Ne continuez point de bastir et cessez toute sorte de dépenses de marine ; surtout prenez garde que ce soit le dernier ordre que je vous donne sur ce sujet-là (1). »

La douche était fraîche, mais la crise de mécontentement ne dura pas ; deux mois plus tard Colbert de Terron avait repris ses plans en mains. Le 28 mai il écrivait à son cousin : « J'attendz M. du Carteret avec impatience et le maistre charpentier se prépare à luy rendre raison de son dessein. Il a exécuté en petit ce qu'il espère d'achever en grand affin que, sur ce modèle (2), le dit sieur du Carteret puisse, avec plus de facilités, examiner le dit dessein et en marquer les fautes. »

En réponse, Colbert lui confirme que le chevalier du Carteret sera à Brouage dans la fin de juin, et il ajoute : « J'ay une satisfaction, la plus grande du monde, de vous avoir empesché de vous enfourner dans un si mauvais pas que le bastiment de ces vaisseaux ; vous tombiez dans une si grande quantité d'inconvéniens qu'il estoit impossible de vous en tirer (3). »

Terron n'eut pas lieu de se plaindre de l'inspection du chevalier Carteret ; « il n'a pas trouvé le maistre charpentier ignorant comme on l'avait fait à Paris ; il a changé fort peu de choses dans la proportion des dits bastimens. »

Carteret, « intendant de la Marine », examina aussi *le Jupiter* (4). Sur le rapport du maître charpentier Jean Laure au commissaire ordinaire Hubert de Champy, ce vaisseau avait été visité une première fois, le 26 février 1655, dans le havre de Brouage, par Colbert de Terron « commissaire général de la marine » assisté du sieur Cocquet, ancien lieutenant de port à Brouage, de Vidault,

(1) Terron à Colbert, Brouage, 1^{er} mars 1656, et réponse marginale de Colbert, art. 5 (Bibl. Nat., *Ms. Mém. Colbert* 101, fol. 22).

(2) Détail intéressant pour l'histoire des modèles de vaisseaux.

(3) Terron à Colbert, Brouage, 28 mai 1656, et réponse marginale de Colbert, 9 juin, art. 16 (*Ibidem*, fol. 53).

(4) Vaisseau de 775 tonneaux, un des quatre que la France avait achetés à la Suède et qu'Abraham Duquesne conduisit à Dieppe où il arriva le 5 août 1647, alors que la reine Anne d'Autriche et le jeune roi Louis XIV se trouvaient dans cette ville.

maître d'équipage, et des maîtres charpentiers Jean Laure, Ozer Couillard et Jean de Daux. On avait trouvé une avarie grave à l'étambot. Remisé à Soubise, abandonné pendant dix-sept mois, *le Jupiter* fut visité de nouveau, le 15 juillet 1636, par Carteret, Colbert de Terron, les commissaires ordinaires Trubert et Hubert de Champy, le sieur Mazouer, commis au contrôle de la marine et Jean Laure. Le vaisseau fortement arqué, fut condamné (1).

Pour les deux vaisseaux à construire, après examen des plans, les devis construction furent établis pour un vaisseau de 900 tonneaux et une frégate de 400 ; les marchés passés le 22 juillet 1636, « en l'Hostel du seigneur de Terron » à Brouage, par devant maître Lortie, notaire royal, entre le chevalier de Carteret et Colbert de Terron, d'une part, et le maître forgeron de Brouage, François Bellier, d'autre part, pour la fourniture de toutes les ferrures, moyennant la somme de 19 800 livres ; et avec maître Jean Laure, pour la direction et la main-d'œuvre de la construction des corps et mâts des deux vaisseaux, moyennant 22 000 livres, tout le bois étant fourni par le roi (2).

« Pour plus grande seureté », il était convenu que Jean Laure irait prendre à Brest la manière de maître Laurent Hubac et que ce dernier viendrait ensuite à Soubise pour poser la quille du grand vaisseau et mettre la construction en train.

Le même jour, 22 juillet, Terron rendait compte à son cousin de toutes ces opérations et de ces projets, et il annonçait l'envoi des pièces au Cardinal. Colbert se déclare satisfait, mais il recommande à son cousin, comme il l'a fait « déjà beaucoup de fois », de ne rien entreprendre dans la marine sans un ordre exprès du roi, « et mesme je vous prie de n'en exécuter aucun de Son Eminence que vous m'en donniez part, parce que nous ne serons pas assurément remboursés de longtemps des avances que nous avons fait pour la marine ».

Il faudrait aussi envoyer un doublé des pièces au secrétaire de l'Amirauté, Chappelain, « je ne fais point de doute que M. de Vendosme ne se trouve furieusement chagrin, que S. E. aye des devis et marchés et luy, qu'il n'en ayt aucune connoissance (3) ».

(1) Aff. Etr., France 897, fol. 282.

(2) Les originaux des devis de construction, états de dépenses et marchés sont aux Aff. Etr., France 897, fol. 287 et suivants.

(3) Terron à Colbert, Brouage, 22 juillet 1636, et réponse marginale de Colbert, Paris, 4 août (Bibl. Nat., Ms., M^{ss.}, M^{ss.}, Colbert 101, fol. 60).

Nous connaissons les raisons pour lesquelles l'initiative de Colbert de Terron avait été modérée en ce qui concernait la marine du roi ; il se trouvait beaucoup plus libre dans les opérations de commerce maritime qui pouvaient intéresser le Cardinal.

Au mois de mai 1656, il examinait avec son cousin un projet d'affaire commerciale avec le Portugal ; il proposait d'y envoyer « la frégate » (la frégate de Brouage) chargée de blé et d'en donner le commandement au capitaine Vesron, d'Oléron. Il s'agissait principalement de rencontrer à Lisbonne le marquis Etienne Palavicini, Génois, avec lequel le Cardinal avait monté une compagnie commerciale qui, disait Colbert, « nous doit faire sages à nos despens et ne nous presser pas de faire de nouvelles expériences ».

Colbert jugeait plus économique « d'armer la frégate qui est en Brouage aux despens du Roy, sous prétexte d'aller prendre les canons » qui avaient été laissés à Lisbonne par le commandeur de Nuchèzes lorsque le vaisseau *la Règle* avait dû être abandonné dans ce port, et de « freller son port à des marchands pour l'aller et le retour (1) ». On aurait ainsi, sans frais, le moyen de retrouver le marquis de Palavicini qui allait rentrer avec la flotte du Brésil et d'ajuster avec lui les comptes du Cardinal.

Sur la fin de l'année 1656, Terron commence à faire remettre en état *la Vierge* et *le Husdon* (2) rentré de Terreneuve. Par l'ordre de Mazarin, ces deux navires, armés à son compte, devaient porter en Levant, c'est-à-dire à Toulon, des vivres et des munitions ; c'était le prélude d'un armement plus important et de même destination exécuté l'année suivante.

Colbert de Terron, qui eut, comme on verra dans la suite, la surveillance de tous les services dans l'administration du gouvernement de Brouage, tenait à ce que ces services fussent pourvus des agents nécessaires, mais il ne supportait pas que ces agents opposassent des raisons de forme à l'expédition des affaires qui intéressaient le Cardinal.

Les fortifications des places du gouvernement, comme toutes

(1) Lettres de Terron à Colbert, 21 mai et 28 mai 1656 (*Ibidem*, fol. 51 et 53), de Colbert à Mazarin, 3 juin 1656 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 212), etc.

(2) Terron à Mazarin, Brouage, 27 décembre 1656 (Bibl. Nat., Ms., Mél. Colbert 101, fol. 83).

les places maritimes, dépendaient du département de la marine, or il semble que ce service ne fonctionnait pas avec une parfaite régularité. Au mois de janvier 1656, Terron cherchait encore à établir des décharges régulières pour les dépenses qui avaient été faites depuis le rétablissement du gouvernement. « J'en ay pris le modèle, dit-il, sur ce qui a esté faict icy pendant M. le Cardinal [de Richelieu] (1). »

Il cherche ensuite un contrôleur des fortifications pour signer ces acquits, mais celui-ci réclame ses gages impayés. On examine ses provisions, il n'est en réalité que contrôleur des Salines. Il faudra donc que le contrôleur général des fortifications commette quelqu'un à l'exercice, « autrement on ne peut mettre les acquits en forme (2) ».

Les acquits sont en forme, on les présente au commis de M. Pellissary, le trésorier général de la marine ; nouvelle difficulté : « M. Pellissary (3), écrit Terron, a icy un commis qui est plus petit que moy de toute la teste et qui a plus d'esprit aussy, mais il l'employe tout à trouver des difficultés et n'admet guerre d'expédiens pour en sortir. Présentement il ne veut se charger des acquictz pour les fortifications que par inventaire... En se chargeant par inventaire ; vous n'estes point deschargé et, dans cent ans, il rapportera l'inventaire et les acquictz. Sy vous trouvés à propos, je vous supplie d'en parler à M. Pellissary. » (4). — « Je parleray à M. Pellissary de son commis », répond Colbert, en marge. Peu à peu tout se rangera, les deux cousins opèrent méthodiquement le triage des agents employés dans le gouvernement du Cardinal.

Il y avait auprès de Colbert de Terron deux commissaires ordinaires de la marine, Trubert, qu'il avait lui-même choisi récemment, et Hubert de Champy, le protégé de l'évêque de Saintes, le sieur Hubert qui avait pris soin des affaires du Cardinal à Brouage avant l'arrivée de Colbert de Terron. On imagine que Hubert dut

(1) Terron à Colbert, Brouage, 19 janvier 1656 (*Ibidem*, fol. 4).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 14 février 1656 (*Ibidem*, fol. 17).

(3) Claude Pellissari, trésorier général de la marine depuis le 21 avril 1648 ; après sa mort, le 15 octobre 1662, son frère, Georges, qui était trésorier général des galères depuis 1651, racheta sa charge et garda les deux charges de trésorier jusqu'à sa mort en 1676.

(4) Terron à Colbert, Brouage, 18 mai 1656 (*Ibidem*, fol. 47).

voir d'assez mauvais œil un rival qui venait le dominer par son titre d'intendant et de commissaire général dans un service où il l'avait précédé ; quant aux sentiments de Terron à son endroit, ils apparaissent crûment.

Il s'écoula de longs mois avant qu'Hubert eût terminé les affaires qu'il avait commencées et qu'il eût rendu ses comptes ; il fallait aussi que Colbert de Terron se mit au courant. Mais cet attelage à deux ne marchait pas sans tiraillements. Survient-il une divergence au sujet d'un compte, Terron écrit sans réticence : « Je vous assure sans me flatter qu'Hubert vous a écrit une impertinence, la chose est trop peu de conséquence pour me justifier... L'esprit d'Hubert est fier et aigre et on l'esgratigne pour peu qu'on le touche. Il est si pressé de despit de se voir inutile qu'il ne peut plus se tenir de se découvrir » (1). Voilà la note et il en sera ainsi jusqu'au jour que le fâcheux Hubert quittera la place.

Au mois de mai 1656, alors qu'on faisait des projets pour « le voyage de Portugal », Terron voit là une occasion de se débarrasser du commissaire ordinaire. « Je serois bien aysé, écrit-il, que M. Hubert fist ce voiage là et prist un autre air que celui de Brouage. Il cherche à se tenir et à se faire valloir de tous costés et comme la nécessité de son ministère diminue tous les jours, son chagrin augmente fort, et assurément il n'est pas de mes amis » (2).

Mais le voyage de Portugal est reculé et Hubert n'arrive pas à mettre ses comptes sur pied. Deux fois Colbert qui les attend « avec grande impatience » les avoit renvoyés à Colbert de Terron ; il rend même celui-ci responsable du retard et du temps que lui, Colbert, doit perdre à les examiner et à chercher vainement à redresser des comptes, mal établis : « sy vous connoissiez un peu davantage la cour et l'esprit de Son Eminence, je crois qu'il n'y auroit rien au monde que vous n'eussiez fait pour les remettre cette seconde fois en bonne forme et un peu plus tost » (3).

Enfin Hubert est désigné pour occuper un poste à Bordeaux. Le 22 juillet Terron annonce à son cousin que Hubert « a rendu ce matin son compte » et qu'il part définitivement. Après cela, il

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 1^{er} février 1656 (*Ibidem*, fol. 13).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 21 mai 1656 (*Ibidem* fol. 51).

(3) Réponse de Colbert à une lettre de Terron du 1^{er} mai 1656 (*Ibidem* fol. 29).

achève son rival en écrivant quelques jours plus tard que le compte de Hubert est dans un tel désordre « qu'à moins d'être acteur sur les lieux, comme je suis, il est impossible d'y rien comprendre » (1), et qu'il est dans l'obligation de le refaire encore.

Ce petit épisode est un trait du caractère de Colbert de Terron, sérieux, travailleur, mais assez dépourvu de mansuétude ; au reste ces qualités diverses ne s'accordent guère entre elles et c'était bien l'esprit des Colbert.

L'activité de la marine militaire était partagée entre la guerre d'escadre et la course. L'Etat se chargeait de la guerre d'escadre ; il faisait aussi des armements en course. Ainsi, en 1654, nous avons vu se former, autour de Brouage, d'un côté l'escadre du commandeur de Nuchèzes et de l'autre l'armement du comte d'Estrades. A ces armements en course des particuliers pouvaient s'intéresser en y joignant des navires armés en guerre qui leur appartenaient personnellement ou même en nolisant des navires du roi pour leur propre compte. Aussi bien des particuliers entraient parfois dans les escadres avec leurs vaisseaux dont l'armement leur était alors payé par le roi.

Alors que la guerre d'escadre procédait par campagnes périodiques, la course au contraire était incessante ; elle s'attaquait non seulement à l'ennemi, l'Espagnol, mais aussi aux neutres et même aux alliés, Génois, Portugais, Anglais, Hollandais, Suédois qui faisaient le transit pour l'Espagne. L'opération était lucrative, elle entretenait l'activité des capitaines de marine dont quelques-uns étaient de vrais spécialistes, comme les Guillon, les Padejeu, les Duquesne, les Pontèsière et d'autres encore travaillant pour leur propre compte ou pour des compagnies. Des lieutenants généraux comme le commandeur de Nuchèzes et le chevalier Paul avaient même à eux leurs flottes de corsaires qui leur procuraient le plus clair de leurs revenus.

Mais la course dégénérait assez facilement en piraterie, malgré les commissions régulières de l'amirauté exigées pour chaque navire partant en course ; elle donnait lieu en tout cas à d'innombrables contestations et à des représailles capables d'entraîner la guerre entre deux nations.

C'est ainsi qu'en 1657 les Hollandais, exaspérés par la perte de

1) Terron à Colbert, Brouage, 28 juillet 1656 (*Ibidem*, fol. 66).

plus de trois cents navires, perte qu'ils s'étaient d'ailleurs attirée par un acte de piraterie commis par eux au mois de novembre 1653, finirent par s'attaquer aux vaisseaux du roi.

Le 28 février 1657 (1) Ruyter, qui croisait dans la Méditerranée, arrêta les vaisseaux du roi *la Régine* et *le Chasseur*, de 32 et de 28 pièces de canon, qui, sous le commandement des chevaliers de La Lande et de Ladignac, rentraient à Toulon après avoir porté à Viareggio, sur la côte génoise, à deux lieues à l'est de Savone, quatre compagnies suisses pour le duc de Modène. Les vaisseaux français furent dépouillés de leur artillerie, les équipages abandonnés sur la côte de Barcelone, *la Régine* vendue à Cadix et *le Chasseur* envoyé à Amsterdam avec les officiers prisonniers.

Cet incident, qui faillit amener une rupture entre la France et la Hollande, fut réglé amiablement le 20 juin 1657, mais il eut, pendant plus de quatre mois, de sérieuses conséquences pour le mouvement maritime des côtes de France et particulièrement dans le gouvernement de Brouage, comme on verra.

(à suivre)

JULES SOTTAS.

III

MÉCONTENTEMENT DE LA NOBLESSE DE SAINTONGE CONTRE D'EPERNON

On sait combien d'Epéron, quand il n'était encore que seigneur de Plassac, mécontenta la noblesse du Sud-Ouest de la France et spécialement celle de la Saintonge et de l'Angoumois. Je n'en veux donner aujourd'hui d'autre preuve que la note suivante, extraite de mes archives. Elle est de la main d'un gentilhomme poitevin, Louis du Vergier, seigneur de la Rochejaquelein à de la Carolière, grand ami d'Henri IV, dont il embrassa la cause contre la Ligue. Ce chevalier de l'Ordre du Roi, demi-frère des Vignerod devenus ducs de Richelieu, avait été blessé, à Arques, d'un coup de mousquet, en 1589, ce qui lui valut une lettre charmante tout entière de la main d'Henri IV, l'assurant de son affection et estimant tout de lui « mesme les morceaux ». Cette

(1) Cf. CH. DE LA RONCIÈRE, *Hist. de la Marine Française*, t. V, p. 218.

lettre a été publiée du reste dans les « Lettres Missives » d'Henri IV, au tome IX. Voici donc l'avis que M. de La Rochejaquelein ne craignit pas de faire tenir au Roi, et dont il eut le bon esprit de garder la copie pas datée.

Cte de SAINT-SAUD.

Double de l'avis que j'avois fait tenir à sa Majesté sur les mescontentements de la noblesse.

Depuis que M. de Plassac a reçu des dépêches pour assembler la noblesse de Xaintonge et la passer la Charente, je luy ay veu faire ses diligences pour les attirer près de luy et deux fois perdre ses peines et ses lettres, tous prenant quelques excuses et nouveaux prétextes de demeurer en leurs maisons. Les plus affectionnés au service du Roy, nostre maistre, et au public me donnent avis que chacun demande d'estre recherché par lettres de sa Majesté, non qu'ilz soyent refusans d'obéir à celluy qui leurs est ou sera ordonné ; ilz respectent et reconnoissent la vertu de celluy sous lequel ilz ont marché jusques icy et ne feroient point difficulté de se ranger sous sa conduite, mais son trop grand et trop particulier ménage les estrange, de sorte que au lieu il pouvoit compter, il y a un an, de sa troupe six vingts maistres, à peine en peut-il mettre ensemble trente, encores ces trente sont ceux les quelz la commodité du lieu attire à Pons et la nécessité de la guerre chasse hors de leurs maisons. Pour réunir ces hommes attachés par trop à la gerbe, outre le moyen à proposé il seroit besoin leurs donner quelque contentement. Ilz se mescontentent du peu de compte que l'on fait d'eux, alléguant presque toutz un mespris qu'ilz disent avoir reconnu et par effect et des paroles, qui leurs ont esté rapportées, et que quelques-uns d'entre-eux disent avoir ouyes ; l'on blâme leurs paresse, ilz ne se peuvent bien nettement excuser de leur lenteur ; on taxe leur valeur, cela les blesse. Un dernier subject de mescontentement est le ravage que le régiment de [O...ries] a fait par la Xaintonge et le brigandage fait indifféremment sur leurs villages et paroisses. Il n'y a pas faute sur ces mescontentement d'esprits ambitieux et artificieux qui, les confirmant en leurs opinions, augmentent ces soubsons, que l'on pourroit effacer les traitant plus favorablement et sans faire distinction des nations pour remarquer une bonne et fidelle affection soit en un gascon soit en un aultre. Les lettres qui leurs seront écrites y aingneront beaucoup sur eux, leurs faisant entendre le con-

traire de ce qu'ilz sont persuadés ; à quoy aussy toutz les serviteurs de sa Magesté tiendront la main suyvant les commandemens qu'ilz en recevront.

QUESTIONS

844 — Au tome XXXI p-69 et 70 des *Archives Historiques de la Saintonge*, il est dit que Renaud III de Pons eut la seigneurie de Ribérac en épousant au XIII^e siècle Marguerite de Turenne. Est-ce bien prouvé et alors comment explique-t-on que Marguerite eut cette châtellenie ? Je connais un Raymond de Turenne vicomte de Ribérac, attesté en 1143 et 1168, mais je crois qu'il n'avait qu'une fille unique alliée dès 1167 à Hélie Talleyrand comte de Périgord

SAINT SAUD.

RÉPONSE

N^o 843 *Motte à l'OEuf.*

Sans doute il y a un célèbre château de l'OEuf et en quelques endroits, des collines appelées l'œuf à cause sans doute de leur forme, mais le terme Mont à l'œuf paraît bien n'être qu'une fantaisie orthographique déguisant un nom propre très ancien et prématurément oublié. Les *Monts* étaient d'antiques forteresses qui ont pris le nom de leur fondateur. Ainsi Mont auban vient d'un Auban, *Albanus* (un personnage de ce nom était contemporain de saint Cibar), Montussan *Mons oisandi*, vient d'un Oisand (*Ociandus*) cité dans la charte de Guillaume le Bon pour Sainte Croix de Bordeaux au X^e siècle, etc. Le nom d'*Alophe* est mérovingien. Un évêque de Saintes du VII^e siècle s'est appelé *Ailfus*, qui est une autre physionomie de ce nom d'où sont sortis les formes romanes *Aiou* et *Allou*. La figure primordiale est *Adalolf*. Pour moi, *Mont à l'œuf* est *Mons Alophi* ou *Adalolfi*, Mont-Alouf, Mont-Aleuf, toutes variantes d'un même nom.

J. D.

..

Il est bien évident qu'il n'y a pas le plus petit œuf dans cette motte fut-ce de sandrille ou de roibreteau. La prononciation *leu* étant celle — en langage rural — de œuf — on dit un *eu* des *eus* même des *eufs* comme quantité de gens urbains qui *logiquement*

prononcent un *euf* des *eufs*, ce que l'Académie et le beau langage réprouvent sans logique) un savant en orthographe officielle a cru que *eu* était une ânerie et qu'il fallait écrire *œuf*. Le notaire Saintais Prouteau écrit, en 1713, Motte à Leuf, ce qui n'a pas empêché le rédacteur de la table onomastique du tome III des *Archives* de corriger par l'Œuf. Cependant cette forme est connue dès le XII^e siècle, puisque Ducange au mot *alodis* cite une charte de 1131 — il ne dit pas de quelle contrée — où la graffie *allœuf* se trouve. Il est vrai qu'il s'agit de alleu qui, à mon avis, n'a rien à voir avec notre motte. Si on compte, en effet, en France, un certain nombre de localités appelées Lalen — une près de La Rochelle, autre à Saint-Jean — toutes ont en latin la forme *allodium* (1).

On connaît, par contre, plusieurs mottes ou tumuli dénommés de *Leu* ou du *Lu* ou au *Leu* : voici La Motte-au-Leu, commune de Roncherolles-en-Bray, qui est une enceinte carrée et butte circulaire (2) ; Pierre-de-Leu ou de Lu dans le Cher. Or ce mot *Leu* est le nom populaire de loup et plusieurs dolmens ou cromlechs, en un mot monuments celtiques, ont reçu le nom de *au loup*. C'est, par exemple en Eure-et-Loir, la Pierre-au-Loup à Saint-Maixime-Hauterive, dolmen ou tumulus oval (3), Saint-Michel-aux-Loups dans la Manche ; à Cuise-la-Motte (Oise) un cromlech s'appelle Parc-aux-Loups (4) ; à Château-Chinon (Nièvre) un prétendu dolmen s'appelle Maison-aux-Loups ; à Sault (Vaucluse) un groupe naturel de quatre blocs a reçu le nom de *Autel-aux-Loups* (5). Un peu par toute la France on rencontre ce mot lu, lue, leu, (Moselle) leups (Aisne), moulin-au-loup (Haute-Marne) (6).

D'ailleurs loup, lupus — animal ou Saint — entre dans la composition du nom de beaucoup de localités, fermes, hameaux, hommes.

Il est curieux que chez nous, les tertres qui s'élèvent exceptionnellement au milieu d'un terrain plat ont pris des noms diffé-

(1) Longnon, *Pouillés de la province de Reims* p. 879 — *Pouillés de la province de Tours* table, p. 472. Idem en Ile-et-Vilaine. Il y a des Lalen dans la Vienne. (Redet, *Diction. topog.* p. 222). L'un d'eux est orthographié Laleuf (1609).

(2) *Dictionnaire archéologique de la Gaule*, II.

(3) *Ibidem* II, p. 541.

(4) *Ibidem* I, p. 330.

(5) *Ibidem* II, p. 614.

(6) Voir les *Dictionnaires topographiques*.

rents. Ainsi la belle butte qui se distingue si bien de partout dans la plaine de Thenac, s'appelle le *Peu-Richard* ; on en connaît la structure et la destination (1). C'est un petit monticule naturel ayant servi de camp aux hommes de l'âge préhistorique. Dans les marais de Courcoury s'élève le *Terrier* — les savants disent tumulus — de la *Fade* où on a déterré jadis de nombreux objets d'or ; le *Terrier-de-Malabri* en Echebrune, paraît être un monument de même âge ; le terrier de Toulon ne peut être qu'un amas de terre d'époque romaine rapporté sur une éminence naturelle. Enfin motte désigne un tertre artificiel d'âge récent, c'est à dire du moyen-âge, ou d'âge gaulois ayant été utilisé au moyen âge suivant une nouvelle théorie. (Voir *Revue*, t. XXXIX, p. 161).

Mais, chez nous, comme partout d'ailleurs, le mot motte signifie deux choses absolument dissemblables. Il se réfère tantôt à un monticule plus ou moins rond, tantôt à un terrain bas, cultivé, réservé aux légumes au bord d'un ruisseau. Il en est de même non seulement en France (2) mais à l'étranger (3), ce qui inciterait à croire que ce mot a une origine fort lointaine et commune à tous les dialectes et langues.

On n'a pas encore pu se mettre d'accord sur cette origine. Aucune des hypothèses émises n'a paru convaincante (4). Gaston Paris (5) suppose que le féminin de *movto*, *movta* du thème *mov* a dû donner motte, proprement mouvement de terre.

En résumé, si nous pouvons affirmer que *auf* est une erreur linguistique nous restons dans la plus noire ignorance sur cette motte. Il y a quatre-vingts ans, mon oncle a disserté sur ce faible monticule qu'il voyait de chez lui tous les jours. Il a publié, le 4 décembre 1840, dans l'*Echo rochelais*, un article qui n'a pas moins de quatre colonnes. En voici les idées essentielles dont je dois la communication à l'obligeance de M. Georges Musset. La Motte-à-Leu se trouve à l'ouest de Saintes, à une demi lieue environ, à proximité de Changreloux où passait, dit-on, une voie romaine. La butte hémisphérique, plus longue que large, mesure

(1) *Bulletin* IV, p. 211.

(2) Cf Giliéron et Edmond *Atlas linguistique*, carte n° C. 1908.

(3) Cf A. Schefer, *Dictionnaire d'étymologie française* : Espagnol, portugais, *mota*, levée de terre pour clôturer un champ ou retenir l'eau. Bavaïois *mott*, morceau de terre marécageux, en gaélique *mota*, mont.

(4) Voir Littré. *Dictionnaire*.

(5) *Romania* x, p. 58.

5 à 6 mètres de hauteur, 25 mètres de longueur et 14 en largeur à l'est, et six fois plus large à l'ouest. Les champs voisins aussi élevés, mais séparés d'elle par un fossé d'origine moderne.

Bourignon cherche l'étymologie dans le mot grec λευκος blanc (allusion à la couleur du sol) tandis que Chaudruc de Crazannes suppose que Leu est pour *Peu podium*. M. D. trouve que motte-à-l'œuf prononcé Leu, viendrait de ce que le terrain présente la figure d'un œuf divisé dans le sens de sa grosseur. Rien dans la tradition n'aide à déterminer le sens : aucune fée n'a pleuré son enfant (comme au terrier de La Fade), aucun souvenir de vengeance populaire contre un malfaiteur, aucune apparition terrible. Le terrain ne donne nullement l'impression d'un tumulus.

Ce mamelon irrégulier a été fouillé en 1840 sous la surveillance de l'auteur. On a constaté : 1° une couche de pierres, ou banche, de 4 à 5 mètres d'épaisseur ; 2° une couche de terre jaune mêlée de pierres de petite taille ; 3° une couche de terre végétale qui correspondait avec les terres voisines.

La régularité de ces couches lui paraît contraire à l'idée d'un tumulus que Chaudruc de Crazannes et Lesson reconnaissaient dans cette éminence, laquelle « vue à distance a quelque chose de frappant et d'extraordinaire. Plus vous vous éloignez plus elle s'isole des objets qui l'environnent... »

Il existe dans notre département beaucoup de mottes celtiques. M. G. Musset les a cataloguées dans sa *Charente-Inférieure avant l'histoire*. Il conviendrait d'en entreprendre l'étude et de comparer entre elles leur formation. Les connaissances ont bien progressé depuis 1840 et peut-être arriverait-on à avoir une opinion raisonnée.

Lesson (*Fastes* II, p. 58) assure qu'à Saint-Agnan (dans les marais par conséquent) il y a une seconde motte-à-Leu.

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 1920.

Le baron Jean d'Hastrel de Rivedoux publie un extrait des mémoires inédits de son bisaïeul paternel, le général baron d'Hastrel. Il s'agit de son mariage en l'an V avec sa cousine. Le docteur

Atgier en a donné l'essentiel dans sa monographie de Rivedoux (*Recueil de la Commission des Arts de la Charente-Inférieure*, tome XIX, p. 193), mais les détails rendent la scène infiniment amusante. A notre tour nous ne pouvons que l'esquisser.

Le mariage est fixé au 3 frimaire (23 novembre 1796). Le futur part à cheval de grand matin de Rivedoux avec sa fiancée : il pleuvait à verse. Ils atteignent Saint-Martin. Avec mille précautions, les témoins d'un côté, les jeunes gens d'un autre, « à pas de loup par des chemins différents », atteignent la municipalité. L'agent municipal les unit au nom de la Loi, chacun signe sur le registre. Le père avait apporté un poulet dans sa poche, les nouveaux mariés en mangèrent un morceau sur le pouce.

Ne pouvant trouver un prêtre dans l'île de Ré pour le mariage religieux, on pense à aller en chercher un à Saintes. Mais la question de dépenses et de temps firent abandonner le projet. L'amie d'une tante à qui on confie l'ennui, se chargea de trouver le prêtre désiré. Une personne qu'on ne voulut pas nommer de peur de la compromettre, donna l'adresse d'un prêtre qui se cachait à La Rochelle « dans la rue du Minage, dans une vieille maison dont la porte à caissons et bardée de ferrures anciennes serait facile à trouver. Puis elle nous donna les signes au moyen desquels nous pourrions nous faire ouvrir : de plus, un billet tracé par la personne inconnue devait nous servir d'introduction ».

Le 8 frimaire, embarquement par un temps sombre de très bonne heure, sur une mer un peu houleuse, « ce qui troubla le cœur de ma femme ». Pour la consoler, mon oncle lui disait, avec le calme qui le caractérisait : « C'est bon, ma chère, cela vaut une bonne purge et la santé après. »

Arrivés à La Rochelle dans la soirée. « Nous partîmes pour la rue du Minage où nous arrivâmes après un quart d'heure de marche... » On y voyait à peine, c'est plutôt avec les mains qu'avec les yeux que nous sentîmes sous les doigts de gros cloux saillants. Ni marteau, ni sonnette. Mon oncle frappa avec sa canne des coups détachés comme on nous l'avait recommandé. Après un certain temps un cliquetis de ferrures se fait entendre et la porte ne s'ouvrit pas, mais une voix enrouée, qui semblait sortir des gros cloux nous demande ce que nous voulions. » On parle, on demande des nouvelles d'une dame Robain, on présente une lettre « phrase convenue. » Bref la porte entrebaillée laisse passer les trois personnes : « Dépêchez-vous, nous dit-on, et la porte est refermée

aussitôt avec grand renfort de serrures et de verrous. » La faible lumière d'une grosse lanterne cachée sous un tablier « d'une vieille femme aux formes immenses, en largeur surtout » permet de se guider dans un « long corridor froid et humide au fond duquel se trouvait une immense cuisine avec une non moins grande cheminée dans laquelle brûlaient de formidables bûches.

La jeune femme se chauffe. L'oncle, peu rassuré, s'approche de son neveu et lui dit : « Serions-nous tombés dans un piège ? » Un homme d'un âge mûr, habillé en ouvrier, descendait un escalier et tenait la lettre d'introduction à la main. « C'est vous qui êtes M. d'Hastrel », demande-t-il ? Oui. « Je suis un prêtre déguisé, dit-il, à mon grand désespoir..., que puis-je faire pour vous. Vous m'êtes recommandés par Mme Arnaud... » « Marier ces jeunes gens, reprit l'oncle. » Stupéfaction du prêtre qui s'écrie : « Mais je n'en ai pas le pouvoir ! c'est dans l'île, lieu du domicile que vous devez être unis devant notre Sainte Mère l'Eglise. De plus, je n'ai pas l'autorisation de Monseigneur. »

« Un peu agacé, je m'écriai : Mais, Monsieur l'abbé, il n'y a plus de Monseigneur ! » Je ne sais... je n'ai pas été informé... je ne puis... je verrai... je demanderai... Mon oncle, à son tour, sortit de son calme et dit un peu haut : Monsieur le Curé, nous venons pour un mariage, nous avons fait une traversée pénible, et ces jeunes mariés (car ils le sont par le pouvoir civil) attendent que l'Eglise les autorise à vivre ensemble.

« Je comprends, je comprends... mais... enfin revenez demain car je ne comprends pas ce que vous dites en me présentant des mariés que vous me demandez d'unir. »

« Il fallut lui expliquer les événements et les obligations des pouvoirs civils.

« Le bon prêtre levait les bras au ciel, poussant des soupirs mais ne prenait aucune décision.

« Mon oncle, ne se tenant plus, s'écria au grand effroi de la bonne vieille servante : Monsieur l'abbé, si vous ne vous décidez pas à marier ma fille avec son cousin, je ne réponds plus de les tenir séparés : vous comprenez, je suppose, et alors je vous en laisse toute la responsabilité »

« Mais, monsieur, et les dispenses de parenté ! » Nous les demanderons, dis-je. — Et quand ? jeune homme. — Quand nous aurons trouvé un évêque, s'il y en a encore en France. — Mon Dieu ! mon Dieu !... enfin... revenez demain, en prenant les mêmes précautions... » et sur un signe la vieille cacha la lumière.

« Cette brusque obscurité nous interdit un instant : notre introductrice prit la main de mon oncle, sa fille tint son habit et moi... j'en profitai pour embrasser ma femme. »

Bref, après une nuit passée à l'hôtel du *Bon Patriote*, et le lendemain, ils reçurent enfin la bénédiction si ardemment souhaitée.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, tome xxxviii, p. 108.

Extrait des mémoires de M. d'Abzac : « Plusieurs prêtres rendus à la liberté reçurent l'hospitalité de mon grand-père. Un de ces dignes ecclésiastiques vint plus tard dans la famille : dom Gilet, chartreux. Il était auvergnat et religieux à la chartreuse de Vauclair, en Périgord... Mes parents décidèrent d'aller habiter les environs de Saintes. A cet effet ils louèrent le château de Bussac. Ce fut en remontant la rivière dans une grande gabarre qu'on jugea convenable de faire le trajet de Rochefort à Bussac : le voyage dura près de deux jours. On avait fait une tente au milieu de la barque avec des voiles et des matelas étendus sur des planches nous servirent de lits.

Cette terre appartenait à la famille Dupaty.

Nous avons dû habiter Bussac pendant à peu près cinq ans. On déjeunait à 9 heures. on dinait à 3 heures, le souper avait lieu à 9 heures.

A Bussac, on transforma en chapelle la grande salle à manger. On fit un très beau devant d'autel en papier de couleur ; le retable et le tabernacle étaient recouverts de papier bleu avec des découpures de papier doré. Six grands chandeliers argentés portant des bougies achevaient la décoration de l'autel au dessus duquel était un tableau représentant l'Assomption de la Vierge, qui avait, je crois, appartenu à l'abbaye de Saintes. Tous les dimanches on chantait la messe et les vêpres : grand nombre de paysans s'empressaient aux jours fériés, d'assister aux offices.... mêmes venaient de l'autre côté de l'eau. Constant et moi servions la messe, mon grand-père chantait avec quelques autres personnes au lutrin, placé au milieu de l'appartement.

Recueil des actes d'Henri II roi d'Angleterre et duc de Normandie concernant les provinces françaises et les affaires de France. Œuvre posthume de M. Léopold Delisle publiée par M. Elie Berger, tome I, p. 116, 1156. Ordre aux officiers de Guyenne de maintenir l'immunité accordée par Guillaume, comte de Poi-

ton, aux églises de Sablonceaux et Fontaine-le-Comte. Daté de Bordeaux. — p. 253, 1156-1161 daté de Saint-Jean-d'Angély (probable) Angeriacum. Reconnaissance d'un droit de passage à Robert, évêque de Lincoln. — p. 232, 1159, concessions de terres, en Angleterre, à Herbert le Roux, sergent du roi. Datée de Saintes. Le chancelier Thomas témoin. — p. 417, 1167 ou 1168. Confirmation des coutumes et des franchises de Pontorson, datée de Surgères.

Revue de l'Agenais (janvier-février 1921). M. l'abbé Dubois relève un contre sens dans la rédaction de la table chronologique du tome XV des archives historiques de la Gironde.

Il s'agit d'une maladie contagieuse, mentionnée dans la chronique de Blaye en l'année 1483. Le texte signifie non pas que le tiers des manchots et bossus périt cette année-là, mais qu'il y eut une contagion caractérisée par des bubons aux aisselles.

Recueil des actes de Louis IV roi de France publié par M. Philippe Lauer. p. 47. Réforme de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély (déjà publiée par M. Musset. *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély, Archives Saintonge*. XXX, tome I.

Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale tome 40. *Registres perdus des archives* de la Chambre des comptes de Paris par M. Ch. V. Langlois. L'auteur reconstitue à l'aide de tables anciennes, de notes prises par des anonymes, en un mot par tous les moyens qu'il a pu rencontrer le « Livre Rouge » de la Chambre des comptes depuis l'an 1290 jusqu'à l'an 1326.

N° 197. Paris, juin 1298. — Don à Aymer d'Archiac, chevalier, pour ses services, de 400 livres de rente sur les forfaitures de Gascogne « *exceptis tamen domaniis que rex Anglie in ducatu tenebat* » sous condition d'hommage.

N° 228. Samedi après la Saint-Luc 1300. — Echange entre Guillaume Larchevêque, chevalier, sire de Parthenay et Pierre Bouchard, chevalier, sire de Rochefort en Charente et sa femme Yolande.

N° 230. Mardi en la translation Saint-Benoît 1301. — Pierre Bouchard et sa femme, après retrait du château de Rochefort cédé à Guillaume Larchevêque, l'échangent avec Pierre de Bailheus, sénéchal de Saintonge, au nom du roi.

N° 231-1301. Transaction entre Pierre Bouchard et Yolande de

Rochefort, sa femme, d'une part, et Guillaume de Maroil (valet) et Alix de Rochefort sa femme.

N° 232-1301. Transport du château de Rochefort par Guillaume Larchevesque à Pierre de Bailheus.

N° 233. Saint-Jean-d'Angély, vendredi après la Saint-Martin d'été 1301. — Vente par Guillaume Mango, sire de Surgères, à Pierre de Bailheus, pour le roi de 45+28 livres de rente.

N° 234. Mardi, avant la Saint-Michel 1300. — Renaud de Pons, damoiseau, vend au roi 200 livres de rente, monnaie courante, sur le grand fief d'Aunis.

N° 235. 31 octobre 1300. — Dreu de Montausier vend à Pierre de Bailheus, sénéchal de Saintonge, 17 livres de rente sur le péage de Mansiaco, pour 160 livres de capital.

N° 236. Saintes, vendredi après la Saint-Hilaire 1300. — Vente de 20 livres de rente sur la prévôté de Saintes par Foucaut et Milet, cohéritiers d'Etienne, portier de château de Saintes, à Pierre de Bailheus, pour le roi.

(Cf. J. 1023 n° 1 Paris mars 1277. Mandement au prévôt de Saintes de payer à Etienne, portier de château de Saintes, la rente de 20 francs qui lui été léguée par le comte Alphonse).

Charmant article de M. Henri Clouzot dans *l'Opinion* du 11 février 1922, sur *un ami de Courbet*, soit Etienne Baudry. M. C. ne l'a connu qu'à Royan. S'il l'avait vu à Saintes peut-être eût-il récolté quelque trait qui manque à son portrait. D'ailleurs dans ces deux colonnes il parle un peu de Baudry, un peu de Corot, beaucoup de Courbet (c'est fatal) et des quelques tableaux qui furent peints à Rochemont. Il n'a garde d'oublier la coiffure poudrée de « fine farine de froment » de Baudry (s'il avait connu son coiffeur Edouard et les deux heures de séance entre ses mains !!) il néglige le pantalon de forme spéciale et le petit panier à salade traîné par un âne mirifique. Il cite une originalité bien caractéristique du personnage : « Il faisait tailler ses vêtements de dessous par ses gouvernantes en s'étendant tout nu sur une pièce de flanelle et en faisant dessiner le contour de son torse sur le tissu même. Avec cela, causeur comme il y en a peu et Sybarite qui prenait l'existence par les bons côtés. »

A tort ou à raison on lui attribuait la paternité de couplets satiriques sur les dames et les messieurs de Saintes du goût de celui-ci :

As tu vu la taille fine
de Madame S.....
La filasse d'Ant.....
Et la trogne de B.....

Bulletin et mémoires de la Société archéologique de Bordeaux, tome XXXVII 1917 (qui vient d'être distribué) p. 51.

Le Musée Mestreau à Saintes. M. A. Dubreuilh rend compte (4 pages) d'une rapide visite sous la conduite d'une « fillette d'une quinzaine d'années ».

Il avait présenté son petit rapport à la séance de la Société du 20 juillet 1917, et le compte rendu se termine par cette phrase : « On ne peut que louer sans réserves M. Mestreau de sa création qui est acquise définitivement à la ville de Saintes. » Puisse les dieux tutélaires de notre ville rendre certaine cette affirmation qui n'est pour nous actuellement qu'une espérance.

En tout cas l'auteur « n'a pu s'empêcher de faire un rapprochement avec Bordeaux qui, avec toutes ses ressources en argent et en hommes de valeur, n'est arrivé qu'aux résultats si médiocres et si mesquins que nous déplorons. »

Même tome : l'abbé Darley reprend l'histoire du culte rendu à Saint Fort. Il conclut que Saint Fort fut le premier évêque de Bordeaux. Il utilise surtout *Tote l'histoire, la Chronique Saintongeaise de Turpin*.

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France. 1920.

M. Dimier dans une longue note, résume les détails nouveaux que l'on peut ajouter à la biographie de Bernard Palissy, autrement dit, précise certains détails peu connus, d'après le petit livre *Architecture et ordonnance de la grotte*..... Il compare la description de cette grotte avec le projet présenté à la Reine mère et conclut que l'un est copié sur l'autre, et que le devis soumis à Catherine est venu après que Palissy eut déjà travaillé depuis plusieurs années à l'autre. Et voici la conjecture qu'il présente : « Le connétable sera mort, en 1567, avant que la grotte fut dressée, quand elle était encore en pièces dans l'atelier de Palissy. Ses héritiers ne l'auront pas réclamée. L'ouvrier aura essayé de s'en débarrasser du côté de la reine en présentant le projet comme neuf. Les courtisans ne l'avaient vue qu'en pièces. Catherine n'est pas nommée dans ceux qui visitèrent l'atelier de Saintes. Une chose ne serait pas impossible, c'est que la rareté du livre qu'on vient de retrouver provienne du soin que Palissy aurait pris d'en anéantir l'édition, afin de prévenir les rapprochements... Si cela était confirmé rien n'empêcherait de croire que Catherine agréa le projet et que la grotte qu'elle eut de Palissy aux Tuileries fut faite des

morceaux préparés pour le connétable qui aurait enfin trouvé cet emploi. »

On peut présenter plusieurs objections contre cette hypothèse.

M. Dimier oublie, dans son calcul, que le roi Charles IX très jeune, voyageant en France avec sa mère, est venu à Saintes en septembre 1565. Nous en avons l'assurance formelle. Tabourin donne le détail de son entrée. Il est invraisemblable que la reine ne fut pas présente et, présente, n'ait pas vu le chef-d'œuvre qui attirait chez l'artiste toute la noblesse et les bourgeois Saintongeais.

Dès lors on ne peut supposer un oubli et de la part de Palissy l'audace de faire payer à la reine, comme inédit, un ouvrage fabriqué pour un autre et pour lequel il avait déjà touché des sommes importantes. De deux choses l'une ou les pièces de la grotte étaient encore à Saintes en 1565, alors le roi et la reine les ont visitées, ou elles étaient parties, alors Palissy a fait une nouvelle grotte.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION

M. Perodeau, ministre de la province de Québec, Montréal.

M. Deloulay, receveur principal des Postes à Alger.

AVIS IMPORTANT

M. Depoin a envoyé à tous ses confrères de la Société sa *Chronologie des évêques de Saintes*. Il commence dans ce numéro une autre *Chronologie* non moins désirée depuis longtemps et non moins utile. Nous la publierons par fascicules de huit pages, de telle sorte que chacun pourra ou la faire relier à part ou la joindre à la *Chronologie des évêques*, ou la laisser dans le volume de revue après avoir réuni les fascicules.

Le tirage de ceux-ci étant très limité, il sera difficile de se procurer les numéros perdus.

L'administration des Beaux Arts a fait déblayer, en février-mars 1922, le pourtour d'en haut de l'amphithéâtre de Saintes. Les terres ont été transportées au bout du boulevard Guillet-Maillet, pour en former le prolongement et rejoindre la rue du Férat. La dépense prévue s'élève à 18.000 francs, fournis les cinq sixièmes par l'Etat et l'autre sixième (3.000 fr.) par la ville.

A la vente des instruments de musique, meubles, faïences, dépendant de la succession de M. Tolbecque, faite à Niort, le 18 avril 1922 et jours suivants, a figuré un psaltérion que M. Tolbecque avait fabriqué d'après l'instrument tenu par un des anges musiciens du portail de Saint Pierre de Saintes.

On sait que M. Tolbecque n'était pas seulement un violoncelle excellent, il était aussi un luthier remarquable.

Il avait fabriqué une viole d'après le modèle du portail de Moissac.

Population de l'arrondissement de Saintes (1921) 91.204 habitants contre 100.094 en 1911.

Depuis le premier janvier 1922, l'imprimerie Norbertine (précédemment Thèze) a cessé d'appartenir à M. Milleret. Elle passe entre les mains de M. Thoyon, fils.

M. Cognacq a donné (mars 1922) un nouveau million de revenus en faveur des familles nombreuses. Il sera décerné en cent prix de 10.000 francs chacun, chaque année, à de jeunes familles de cinq enfants au moins, dont les parents auront moins de 30 ans. Ces nouveaux prix n'excluront pas pour les bénéficiaires la possibilité d'obtenir un prix de 25.000 fr. lorsqu'ils auront au moins neuf enfants.

M. Ballande a fait à Paris, chez Bernheim, en avril, une exposition d'un certain nombre de toiles comprenant quelques vues de Lauzière, notamment une *Procession*.

Voir un compte rendu dans l'*Indépendant* du 26 avril 1922.

M. l'abbé Couturand en avait fait une dans le courant de l'hiver.

L'Etat a acquis en 1921 les œuvres suivantes de nos artistes charentais :

Baudot : *Bords de côte*, Ile de Ré, Aquarelle ; Ballande : *Beau jour d'été* ; Déziré : *Pastorale*, dessin ; Morvan : *Vallée de la Cure à Vézelay* ; Mareste : *Maisons charentaises*.

Au Salon des Indépendants (janvier 1922), « lumineux » Port de La Rochelle de M. Paul. Signac : *Le Bulletin de la vie artistique* du 1^{er} février le reproduit p. 74.

M. Louis Suire expose une vue du même port.

Le Monde illustré du 11 février 1922, donne trois vues de la colonie sanitaire de Tonnay-Charente : la tour nord, une allée du parc et la « terrasse d'où la vue s'étend jusqu'à la mer » (sic).

Il donne aussi la vue du Sanatorium marin de la Société Française de Secours aux blessés à La Rochelle.

M. Fiquet, d'Yvetot, a découvert le testament en date du 30 novembre 1392, de Jean de La Personne, vicomte d'Hay et d'Aunay, à cause de sa première femme, Marguerite de Mortagne, contenant la disposition suivante : je donne dix livres de rente à héritage, acquises en la ville de La Rochelle, aux frères de Notre-Dame-des-Carmes d'Aunay, pour prier Dieu pour les âmes, de lui, de sa très chère compagne feue, la vicomtesse d'Aunay, de feu Guy La Personne, leur fils.

M. René Berton, auteur dramatique, est chargé de la direction artistique des fêtes aux Arènes de Saintes pour 1922.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Madame Garnier, née Marie-Adèle Genet, est décédée le 16 février 1922, à Royan, âgée de 75 ans, institutrice de 1878 à 1907, officier d'Académie. Sous le pseudonyme de Frazine, elle a publié une quantité de contes, lettres, chansons, notamment les *Histouères de Frazine*.

Le 22 février 1922, à Rochefort, est décédée Mme Escolle, née Jousseau, veuve de M. A. Escolle, percepteur, âgée de 71 ans. Elle a été enterrée à Saintes.

Est décédé, à Saintes, le 23 février 1922, M. Heurtel, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, âgé de 73 ans.

Le 4 mars 1922, a été inhumé au cimetière Saint-Éloi, à La Rochelle, M. André Chapron, qui fut préfet de la Marne pendant la guerre.

Nommé sous-préfet de Sisteron à 25 ans, il passa peu de temps après à Limoux, où il montra une haute conception du devoir et donna un grand exemple de courage pendant les graves inondations qui désolèrent la région. A Mirande, à Valognes, à Issoudun, à Boulogne-sur-Mer il se montra toujours fonctionnaire

conscientieux. Après un court séjour à la préfecture de Lot il fut nommé en 1907, préfet de la Marne où il éprouva toutes les angoisses et toutes cruelles épreuves de la guerre.

Le 13 mars 1922, est décédée, à Melle, Mme Ch. Martin de Bessé, née Eugénie Geoffrion, âgée de 78 ans, mère de Mme Maurice Martineau.

Le 19 mars 1922, à Chermignac, est décédée Mme Eugénie Eveillé, née Vallein, âgée de 77 ans.

Elle laisse un fils, M. André Eveillé et une fille, Mme Morel.

Le 31 mars 1922, à Saintes, est décédé M. Naud, docteur-médecin, âgé de 78 ans.

Le 30 mars 1922, M. Théophile de Laage de Meux, ancien conseiller général, âgé de 88 ans, est décédé à Saint-Savinien.

Il laisse un fils : M. Elie de Laage de Meux et quatre filles : Comtesse de Cognac, baronne de Compreignac, Mlle Madeleine de Laage de Meux, Mme Hélène de Laage de Meux, religieuse.

Le 19 avril 1922, est décédé à La Chapelle des-Pots, le comte Pierre de Bremond d'Ars, âgé de 68 ans.

Il laisse cinq enfants : MM. Eutrope de Bremond d'Ars, lieutenant au 5^e chasseurs, Chevalier de la Légion d'honneur ; Jean-Louis de Bremond d'Ars, attaché à la Banque de France ; Mlles Louise, Jeanne, Madeleine.

Le 21 avril 1922, est décédée à Saint-Jean-d'Angély, Mme veuve Roy de Loulay, née princesse Anna-Céline Swiatopelk-Czetwertynska, âgée de 81 ans. Inhumée à Loulay.

Elle était née à Ploska (Wolkynie) en 1841. La famille prouve sa descendance de Rurick, fondateur de la Russie, et elle est fixée, depuis le moyen-âge, dans les provinces ruthènes incorporées à la Pologne. Le nom de Czetwertynski lui vient d'une terre qui appartient encore à la famille.

Elle laisse trois filles : Mmes baronne de Roumefort, Eug.-Rogée Fromy, Léon Lambert.

Le 13 mai 1922, à Strasbourg, est décédée Mme Richalley, née de Mondollot, âgée de 71 ans. Elle a été ramenée à Saintes.

Elle laisse une fille, Mme la baronne Oudet.

MARIAGES

Ont reçu la bénédiction nuptiale, à Saintes, le 21 février 1921, Mlle Marie Parfait, qui épousait M. Jean Chalufour, lieutenant au 117^e régiment d'infanterie, et Mlle Suzanne Parfait, qui épousait M. André Pottier, ingénieur, directeur des usines de la Société Lille-Bonnières et Colombes. Elles sont filles du commandant Parfait, capitaine de frégate en retraite, et de Madame, née Fontorbe.

Le 21 février 1922, à Paris, a été célébré au Temple, avenue de la Grande-Armée, le mariage de M. Pierre Chapsal, fils de M. Chapsal, sénateur, avec Mlle Koechlin.

21 mars 1922, à Lagny, a été béni le mariage de M. Henri Lavoux, sous-chef de bureau au contentieux des chemins de fer de l'État, fils de M. Fr. Lavoux, professeur honoraire, avec Mlle Marie-Louise Desgeans.

30 mars 1922, à Bordeaux, a été béni le mariage de M. Jacques Boraud, avec Mlle Marcelle Ardouin, fille cadette de M. Pierre Ardouin et de Madame, née Oger.

17 mai 1922, à Saintes, a été béni le mariage de M. Marcel Thomas avec Mlle Geneviève Baron, fille de M. Marcel Baron.

BIBLIOGRAPHIE

CHARDONNE (Jacques), pseudonyme de M. Bouteleau. *L'Epithalame*.

Lagny, imprimerie E. Grevin. Paris, librairie Delamain-Bouteleau et C^{ie}, 1921, 2 volumes in-18.

DAVID. *Notice généalogique, biographique et historique sur la famille Riquet*.

Angoulême, imprimerie ouvrière 1922, in-16, 40 p.

M. D. est certes un travailleur. Après avoir consacré son temps et ses soins à retracer les mérites des hommes de sa commune tombés sur les champs de batailles de la dernière guerre, il a entrepris la généalogie d'une famille, ce qui est toujours une entreprise difficile et digne d'éloges. Nous n'avons pas le moyen de vérifier si elle est exempte d'erreurs. Nous voyons qu'elle est faite en grande partie à l'aide d'archives communales et de notes fournies par notre confrère, le Dr Ch. Vigen. C'est une garantie. Nous ne ferons qu'une seule observation. M. D. ne repousse pas absolument « la vieille tradition de famille » (pure tradition, dit-il), selon laquelle Antoine Riquet, frère de Pierre-Paul Riquet de

Bonrepos, le célèbre ingénieur du Canal du Midi, serait la souche de la famille qu'il a étudiée. Antoine se serait établi à Bussac, près Montandre. Autant que nous pouvons nous renseigner il y a là un exemple d'une famille qui, profitant de son nom, en use pour s'allier à un homonyme réputé. En réalité, Pierre-Paul Riquet n'a pas eu de frère prénommé Antoine. Il eut un frère Pierre, qui fut homme d'église et deux sœurs.

GAURIER (Ludovic). *Études glaciaires dans les Pyrénées française, et espagnoles de 1900 à 1909.*

Pau, imprimerie Garet-Haristoy, 1921, in-8 xvi-363 pages 47 planches et illustrations. Prix : 20 francs.

Compte-rendu dans *La Géographie*, avril 1922.

RIVIÈRE (Louis). *La famille Rivière de Mauzé et de La Rochelle et ses alliances.*

Paris, un vol. in-4° autographié, 1921, deux portraits (50 exemplaires).

Ce beau volume « uniquement destiné aux enfants de l'auteur à ses petits enfants, neveux et cousins, comme un encouragement et un exemple » est l'histoire « d'une famille qui, par le travail et l'économie des générations successives s'éleva de la condition d'artisan à celle de négociant riche et considéré ». Tout à l'origine on voit, en effet, un Jean Rivière, qui était « ferblanquier » ou lanternier de son métier, à Saintes à la fin du xvii^e siècle. Son petit-fils, garçon intelligent, ayant reçu de l'instruction avait l'esprit d'entreprise. En 1755, il se transporte à Rochefort, gagne de l'argent en travaillant pour la marine, et en soumissionnant des fournitures de toutes sortes au port. Il avait en un mot l'esprit des affaires et réussissait dans toutes ses entreprises, malgré une nombreuse famille. La Révolution survient, l'emprisonne, le guillotine et le ruine. L'essor de la famille n'en souffrit pas trop, le commerce fit mieux que réparer les brèches éprouvées pendant les mauvais jours. Tant et si bien que M. Louis Rivière, après avoir dirigé une importante maison de commerce à La Rochelle et à Mauzé, liquida ses affaires en 1884 et vint habiter Paris où il partagea son temps entre l'étude et les œuvres charitables et sociales. Il a été décoré récemment de la Légion d'Honneur, il préside une quantité d'œuvres : société d'économie sociale, société générale des prisons, société pour la protection de la jeune fille, société de Saint-Vincent de Paul, il est membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique et président de la seconde section. Il a écrit un grand nombre d'articles et de livres estimés.

Ce volume n'est pas seulement précieux par la généalogie de la famille Rivière. L'auteur en consacre plus de la moitié aux familles alliées : Guionnet ; Presle du Plessis ; Grégoire Petit ; Grelat ; Rivaille ; Mariton et de Saint-Laurent ; Voisin ; Bouard ; Fouques ; Duparc ; Perondi ; Habert ; Parent ; Bardin.

Il va même plus loin ! il a réuni les alliances de deux de ses alliés, famille Guionnet et famille Presle du Plessis.

C'est une œuvre de bénédictin ! Et comme toutes les œuvres de bénédictins il faut compulsuer celle-ci pour en apprécier toute la valeur. *Insigne honoris et monumentum laudis.*

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Histoire scandaleuse d'un mariage* (1687), par Ch. Dangibeaud ; un *Sulpicien de La Rochelle*, par M. l'abbé Uzureau.

QUESTION : Empreinte de pied ; Fers de cheval.

RECTIFICATION : Prénom de l'abbé de Lallion, abbé des Vaux.

LIVRES ET REVUES : Louis Hermon, *Maria Chapdelaine* ; *Bulletin de la Société des Sciences... de Pau*. Saintongeais mélayers à Pau ; berceau d'Henri IV ; troubles au temple ; distribution d'aumônes à des Saintongeais ; *Bulletin de la Société historique sur Périgord* l'évêque Pierre VIII Laud ; *Rapports et notices sur l'édition des Mémoires du cardinal de Richelieu* ; *Dictionnaire archéologique de la Gaule* ; *Union nationale* (notes historiques sur Saint-Jean d'Angély) ; *Progrès de la Charente Inférieure* (l'art rural Saintongeais) ; *Moyen-Age* (population rurale en France au IX^e siècle) *Bulletin du Comité*, section de géographie ; *Intermédiaire des chercheurs* (village chez....) ; *Revue bénédictine* (procession de la chandeleur, rogations) ; *Bulletin de la Société des antiquaires de France* (livre d'heures d'Olivier Coëtivy) ; *Bulletin de la Société archéologique... d'Orléanais* (localités du nom de Bazoges ; défense de soutirer les domestiques en 1725) ; (*Registres de l'officialité épiscopale de Paris* ; *Bulletin de la Société archéologique de Béziers* (étymologie de Montpellier) ; *Mémoires de l'Académie des Sciences Inscriptions... de Toulouse* (fabrique de mélinite) ; *Bulletin religieux* (congrès diocésain).

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; changement de noms de rues à Saintes ; Artistes charentais au salon ; Treuil-Bonin demeure de Godefroy de Bouillon Monument à la glorification des soldats tués ; encouragement à la natalité.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Mariages* : Espierre de Perpigna.

Décès : Mme Pommerau.

VARIÉTÉS

I

HISTOIRE SCANDALEUSE D'UN MARIAGE (1687)

Le 10 janvier 1689, la Chambre souveraine de reformation de la Justice, séant à Poitiers, jugea une affaire qui eut alors un grand retentissement en raison du caractère du principal accusé et des

agissements de celui-ci dans la préparation et la conclusion du mariage de son fils, qui démontrent, une fois de plus, comment un habile procédurier sait combiner et tenir ses machinations à l'orée du délit, mais ne peut éviter l'impondérable accident qui le mène là où il ne voulait pas aller. C'est la justice immanente. Il avait tout calculé, excepté la négligence, une hâte intempestive de la part d'un complice. Le mariage est célébré dans des conditions inusitées. Ayant été ébruitées, le public s'émeut, la justice en éveil s'enquiert, se fâche et met en œuvre tout l'appareil d'une juridiction extraordinaire, rend un arrêt en apparence sévère (1), qui ne change absolument rien à l'irréremédiable et laisse le condamné jouir de ses combinaisons, sans que l'aventure égratigne le moins du monde son honneur. Le roi s'en portera garant.

Au fond, toute cette histoire nous apparaîtra comme une amusante comédie du respect de la légalité.

L'affaire se présentait en appel d'une procédure criminelle instruite à Saintes par un des magistrats de cette Chambre. Louis Urbain Lefèvre de Caumartin, alors maître des requêtes (2), devenu intendant des finances (1690), puis conseiller d'Etat en 1697, commis à cet effet contre « le principal officier d'une des provinces de son ressort accusé non seulement d'être l'auteur d'un rapt par subordination pour l'établissement de son fils, mais aussi d'avoir abusé en cela de l'autorité de sa charge » et incidemment « comme d'abus de dispense de publication de deux bans donnée par le grand vicaire de l'évêque de Saintes et de la célébration d'un mariage fait en conséquence ».

Le « principal officier » contre lequel l'instruction est ouverte se nomme Jacques Pichon, lieutenant général et président du Siège présidial de Saintes. Avec l'évêque c'est le plus important personnage de la province. L'appelant, est lui-même, mais en définitive, le véritable plaignant est Pierre Pollart, bourgeois de La Rochelle, père de la jeune femme, gros négociant en sel qui proteste, bien que tardivement, contre des agissements, des marchés, des

(1) Il est dans le *Recueil des Edits et déclarations... concernant les mariages de 1724*. Il a été imprimé par Fleuriau, à Poitiers, imprimeur ordinaire du roi et de la Chambre en 1689.

(2) 1688, 8 avril. Le roi a nommé MM. de Fieubet, Bignon, Marillac et l'abbé Pelletier qui sont conseillers d'Etat, MM. de Marle, d'Arnothon, de Caumartin, de Maupéou, d'Abliges, d'Ormesson, de Soisy, d'Herbigny et Larcher qui sont maîtres des requêtes, pour aller tenir les grands jours en Poitou, Aunis, Saintonge, Angoumois, Périgord, Limouzin, Dangeau. *Journal*, tome II, p. 138.

manœuvres dolosives, auxquels il n'a rien compris, contraires à l'honneur et la dignité d'un magistrat « qui règne souverainement dans la province ».

Le fait incriminé est qualifié rapt. Le rapt n'existe pas. L'abus d'influence et de pouvoir n'est en revanche que trop manifeste. Le cas ne serait pas exceptionnel ! L'avocat de la partie civile lance le gros mot de concussion contre Jacques Pichon et l'arrêt de la Chambre contient cette phrase vraiment compromettante pour la probité des magistrats de l'époque : « Laissera-t-on jouir ce juge du fruit de cette espèce de corruption peut-être trop commune quand l'occasion s'en présente ? » Il en a joui, et comment n'en aurait-il pas joui puisque le mariage, objet de toutes ses combinaisons, était consommé et qu'un enfant était déjà né ?

Nous avons deux documents pour connaître et apprécier les faits incriminés : l'arrêt de la Chambre, qui est, à la fois, un exposé et une critique de la conduite des parties en cause et la plaidoirie du défendeur en même temps accusateur. Il manque la réplique, mais on peut en découvrir, dans l'arrêt et dans la plaidoirie, les moyens, nécessairement faibles puisque l'accusé avouait tout. Comment aurait-il nier ? il risquait si peu !

Avant de savoir quels actes on lui reprochait, faisons connaissance avec lui.

Il était fils de Jean Pichon, élu onze fois maire de Saintes, et d'Elisabeth Pelletier. Il paraît être né vers 1633. En 1674, quand il devint président de l'Election, il plaidait déjà depuis 16 ou 17 ans. En 1678, il s'intitule sieur de Montereau et plus tard sieur de de Magésie et Saint-Thomas. Il épousa Marie Bonnaudin, de petite naissance, mais brave femme, de qui l'avocat de la partie civile proclamera la parfaite honnêteté. Enfin, trait qui n'est pas de nature à affaiblir ses qualités, il est l'auteur du mémoire sur *les Antiquités mémorables de Saintes* publié dans notre livre VIII des *Archives*.

En 1674, sa sœur, Jeanne Pichon, perdit son mari Isaac Sablon, président en l'Election de Saintes. Elle avait un fils, Charles, mineur, incapable, par conséquent, de succéder à son père dans son office. Gros embarras et gros chagrin ! Comment s'y prendre pour conserver cette présidence jusqu'au moment où il pourra se faire recevoir à sa place ?

On sait qu'à cette époque les magistrats achetaient la charge dont ils étaient pourvus. A la condition de remplir certaines formalités, cette propriété était transmissible comme une terre. On

pouvait être d'emblée président, ou avocat du roi, ou lieutenant particulier, ou simple conseiller, en payant une somme minime ou parfois rondelette (1), soit en l'acquérant d'un possesseur déjà pourvu, soit aux Parties casuelles.

Il faut croire que l'office avait du bon — il *posait* surtout son propriétaire qui jouissait d'un grand crédit — car un père le léguait à son fils ou le donnait à sa fille ou plutôt à son gendre. C'est ainsi que pendant deux siècles la présidence du présidial et la lieutenance générale de la Sénéchaussée sont passées de main en main, par succession dans une même famille (2). Il en était de même chez les Pichon. Au milieu du xvii^e siècle Jean Pichon était président de l'Election. C'est son gendre Isaac Sablon qui lui succéda. Sa veuve souhaitait donc conserver l'office pour son fils. Elle y réussit, mais il fallait attendre sa majorité ; comment s'y prendre d'ici que ce moment arrivât. Son frère se chargea de trou-

(1) Il existe aux archives départementales de la Charente-Inférieure un tableau non signé, non daté, mais postérieur à 1772, c'est-à-dire presque un siècle après l'époque où Pichon exerçait, qui, néanmoins, donne une idée de la valeur des offices et du rapport de chacun. L'office de lieutenant général est évalué 70.000 livres et celui de président 10.000, soit en tout 80.000 livres qui rapportaient 100 livres de gage et 3000 livres d'émoluments (rémunération du travail) comme lieutenant général, plus 500 livres de gages et 1.200 livres d'émoluments comme président. Le lieutenant criminel n'aurait-il déboursé que 2.000 livres, il touchait 100 livres de gages et 2400 livres d'émoluments. La lieutenance particulière valait 12.000 livres et rapportait 350 livres tout compris ; l'office d'assesseur représente autant : les simples conseillers ont payé de 12 à 1400 livres leur office qui ne rapporte que 450 livres. L'avocat du roi a donné 14.000 livres et touche 3050 livres de gages.

A ces évaluations d'acquisition il faut ajouter les frais qui étaient considérables.

(2) Le roi donnait parfois à la veuve l'office que son mari avait laissé tomber aux Parties casuelles.

Il est arrivé un cas curieux, à Fontenay-le-Comte :

Un fils lieutenant général et son père président, de sorte que le fils avait le pas sur son père.

A Saintes, la transmission par succession ou donation est remarquable.

Raimond de Montaigne tenait la lieutenance générale et la présidence de son oncle Louis Guitard.

Sa fille apporte l'une et l'autre à son mari Etienne Bouildron, lequel meurt vers 1628 : elle se remarie avec Louis de Beauchamp, la présidence est acquise par Jean Marsaud, mari de sa nièce, mais elle revient entre ses mains et elle l'apporte à son troisième mari Blaise de Gascy.

Celui-ci meurt laissant un fils mineur qui recueillera cet office (on verra comment) ; la fille de ce dernier le transmettra à son mari Marc-Auguste Leberthon, lequel enfin aura pour successeur son fils, Emmanuel Cajetan Leberthon, le dernier président du présidial.

Ils ont tous demeuré dans la maison Henri IV de la grande rue Victor-Hugo, aujourd'hui propriété de la ville.

ver le moyen. Elle lui loua la présidence moyennant 600 livres de rente annuelle, avec promesse, sous-entendue, de la rendre à son fils quand l'heure sonnerait (1). C'était, en somme, une sorte de fidéicommiss. Il géra pendant quatre (2) ou cinq ans cette ferme d'un nouveau genre. Il est remplacé par son frère Samuel, qui passera la charge à son neveu François, lequel la passera enfin à son cousin Charles Sablon. Jacques Pichon, jusqu'alors avocat, s'est-il senti dépaysé au milieu de ces questions d'aides, d'impôts, de matières fiscales en un mot ? Peut-être. Mais je suppose qu'un événement grave lui ouvrit un champ d'exploitation mieux à sa convenance. Le président du présidial, Pierre de Gascq, mourut en 1677 en perte d'office parce qu'il n'avait pas payé le droit connu sous le nom de Paulette, dont l'acquittement assurait au titulaire de l'office le droit de transmission. Il avait un fils mineur, Blaise, qui, par tradition de famille, devait succéder à son père. Comment empêcher qu'un étranger ne levât la fonction aux Parties casuelles ? Se mettre à la tête d'un présidial était l'ambition de bien des hommes ! Evidemment la famille de Gascq eut recours à Jacques Pichon. Celui-ci consentit à se charger d'une nouvelle gérance mieux que l'autre sans conteste dans ses aptitudes et son instruction qui n'avait pourtant pas été très soignée (3).

Il troqua donc l'Election contre le Présidial.

En 1685, son fils, Joseph, atteignait sa vingt-deuxième année, aussi pauvre d'intelligence que pauvre d'argent, si on en croit l'avocat de leur adversaire. Les Pichon n'étaient pas riches. Le fils de M. le président ne pouvait faire qu'un beau mariage. Jacques Pichon chercha une femme capable d'apporter une belle dot. Aucune jeune fille à laquelle on put prétendre ne répondait sans doute à la condition essentielle. Il jeta ses regards du côté des plaideurs, espérant que le prestige attaché à la présidence ne nuirait pas au succès de ses avances.

Pichon en remarqua un qui lui parut l'homme, ou la proie souhaitée.

(1) Minutes de Gillet, 13 septembre 1674.

(2) Dussaud, dans sa plaidoirie, dit que Pichon garda sa présidence de l'Election quatre ou cinq ans. Je crois qu'il se trompe. Il n'a pas dû la garder plus de trois ans et quelques mois.

(3) Il écrivait mal et mettait mal l'orthographe, défaut, d'ailleurs, qu'il partageait avec beaucoup d'autres hommes de son époque. Les registres du présidial prouvent cependant que certains conseillers la respectaient davantage.

Pierre Pollart, bourgeois de La Rochelle, « commis des gabelles » à Brouage, avait, de sa femme, Catherine Bigotteau (fille de Jacques président en l'Election de La Rochelle), plusieurs enfants, notamment Jeanne, héroïne du procès, Gabrielle qui épousera Jean Dussaud, avocat, devenu assesseur civil et criminel, que nous retrouvons plaidant dans ce procès contre Jacques Pichon, et Hélène qui se maria avec Claude Dangibaud, prévôt des maréchaux.

Ce négociant en sel avait devant le présidial de Saintes un gros procès « où il s'agissait de la valeur de près de 80.000 livres ». Pichon s'en réserva l'étude, le rapport.. et les bénéfices. Pendant quatre ans il tritura la matière avec tant d'art et de dextérité qu'il fit rendre au tribunal quatre jugements en faveur de son « client », ce qui parut suspect à bien des gens et donna lieu à des insinuations malveillantes, dont la Cour de réformation entendit les échos.

Dussaud, l'avocat de Pollart, explique comment Pichon jeta « sa partie dans une procédure monstrueuse afin de l'obliger, comme il fit dans la suite, par son autorité, de traiter avec luy d'une de ses filles pour un de ses enfants. »

« En effet, profitant de l'embarras où il l'avait plongé par une sentence insoutenable, qui fut la source industrieuse de cinq autres, dont il a eu plus de cent pistoles de droits, et la cause funeste de toutes les pertes et de tous les déplaisirs de ce pauvre client, il le sollicita, il le pressa pendant tout le cours de son affaire ; disons plus, Messieurs, il le força par des longueurs affectées dans son procès de passer avec luy cet écrit fatal, à la faveur duquel il luy a enlevé sa fille, tout le repos de ses jours et celui de sa famille. » Dussaud dramatise peut-être un peu, mais il doit relater ses faits parfaitement établis.

Cet écrit, nous le trouvons mentionné dans l'arrêt.

« Au mois de may 1685, se passent sous seing privé, par les sieurs Pichon père et Pollart, accompagné de son frère, des articles de mariage proposé à faire, entre Joseph Pichon fils et Jeanne Pollart, signés d'eux trois, hors de la présence du fils et de la fille, et faits doubles. Pichon père promet à son fils 15.000 livres (qu'il n'avait pas), Pollart en promet 38.000 à sa fille. » Dussaud insinue que ces conventions furent le prix d'une sentence favorable et que ces 15.000 livres étaient simplement promises après la mort du père, et irréalisables pour moitié par suite du défaut de présence de la mère aux conventions. Sur les 38.000 livres de Pollart,

Joseph Pichon devait en toucher 20.000 pour payer une charge (1) « qu'il n'est ny en estat ny capable d'exercer », et les 18.000 restant auraient été payées « par force » sans caution.

Au reproche mérité d'avoir recherché la fille de Pollart — une mineure de seize ans — Pichon répondait que Pollart ne dédaignait pas de marier sa fille avec un jeune homme titré. Dussaud réplique avec raison que son titre est de pure pacotille et qu'il n'a aucun droit à faire précéder son nom de « Messire » et à donner à son fils la qualité d'écuyer.

En réalité, Pichon n'acquérera un titre de noblesse que dix ans après son affaire.

« Le sieur Pichon, continue Dussaud, pour éblouir de sa fortune et de sa grandeur imaginaires, se pare de deux charges dont il n'est que le dépositaire, ce qui est public dans la province, et que vous jugerez sans doute, Messieurs, par le peu de bien qu'il a constitué à Joseph Pichon après sa mort ; et, par une surprise amandable, après avoir pris la qualité de Messire, il y donne celle d'écuyer à son fils, qui, quoy qu'il l'eust fait mettre à la teste de son interrogatoire, n'a pourtant pas osé dire qu'il eust aucun titre pour le soutenir.

« J'en rapporte pour lui, Messieurs. Voicy, voicy les preuves de noblesse de cette famille illustre dont on prétend que Pollart a recherché l'alliance avec tant d'empressement ! C'est un extrait du greffe de l'Election de Xaintes, bien certifié, par lequel il paroist que le sieur Pichon, lors avocat plaidant au barreau depuis seize à dix-sept ans, qui n'avoit eu que cent livres de rentes par son contrat de mariage, et qui avoit espousé la fille d'un sergent, veuve d'un corroyeur, dont la vertu néanmoins réparait glorieusement l'obscurité de la naissance (2) et faisait honneur à la famille de celui qu'elle avoit espousé, payoit huit livres huit sols de tailles, avant d'avoir pris la charge de président aux Elus, qu'il a tenue en dépost pour sa sœur, quatre ou cinq ans, comme il fait encore celle du présidial, pour le fils du défunt sieur de Gascq, à qui il la doit remettre. Jamais dol fut-il plus sensible ? »

Dussaud achève le portrait de son adversaire, en le représentant créant mille ennuis (3) à Pollart, et il termine par ce trait : « Ja-

(1) Ces sortes d'achats avec la dot de la femme son ifréquentes.

(2) Marie Bonnaudin.

(3) « Il fit naître de ce procès tout ce que son art et l'expérience de quinze années de barreau luy avaient appris d'incidens et de chicanes. »

mais perfidie fut-elle plus noire, ny conduite plus criminelle. Ce n'est pourtant là, Messieurs, qu'une ébauche de celle du lieutenant général de Xaintes. Je laisse aux officiers de son Siège qui sont icy à vous en achever le portrait au premier jour. Les concussions dont ils l'accusent et sur lesquelles ils l'ont dénoncé ne nous regardent pas. »

Dussaud pousse au noir le portrait de son adversaire. Le roi n'en tiendra pas compte.

On conçoit que Pollart, simple marchand « nourry dans la finance », se soit laissé bernier par les conseils du rapporteur de son procès, président, par-dessus le marché, de ses juges. A-t-il vu ou n'a-t-il pas vu le bout de l'oreille ? Il ne semble pas qu'il fut d'une intelligence très vive. Il est possible qu'il ait été intimidé et que sous l'empire de ses soucis, dans la crainte de mécontenter un juge influent, il soit entré dans ses vues, avec l'arrière-pensée de retirer sa parole au moment psychologique. Peut-être a-t-il joué au plus fin, mais il avait à faire à forte partie et s'il n'a pas perdu sa fortune il a perdu sa fille. En tout cas sa conduite ne donne pas l'impression d'un homme énergique et très clairvoyant ; il tergiverse, ne dit pas non quand il voudrait le dire. Le mariage ne lui plaisait probablement pas et cependant il ne s'y opposa jamais formellement.

De fin mai 1685, date du sous-seing, à fin octobre 1687, les choses restent en l'état. La petite jeune fille a été confiée à un couvent de Saintes, très probablement Notre-Dame (1), et le fils Pichon est autorisé à lui faire sa cour. Jacques Pichon voudrait pourtant bien arriver à ses fins, voir son complot se réaliser, et il propose à Pollart de dresser un contrat en règle. Un notaire rédigea un projet. Pollart refusa de le signer, prétextant qu'il était « trop occupé à La Réole sur l'appel de la sentence rendue par le lieutenant général de Xaintes. » A Pâques 1687, le marchand revient de La Réole. Pichon réitère ses instances, Pollart résiste

(1) Le couvent où Jeanne Pollart est pensionnaire n'est pas nommé, mais il n'est pas douteux que ce soit celui de Notre-Dame, maison d'éducation de jeunes filles. Lorsque Marie de Lestang décampe de chez son père, en 1670, parce que celui-ci lui refuse son consentement au mariage qu'elle projette avec Cosme Béchet, elle se réfugie aux Notre-Dame. (*Revue Bulletin* t. iv, page 313).

En 1775, Joseph de Fleurans fut condamné à mort par contumace pour enlèvement d'une jeune fille de chez les Notre-Dame.

La famille Pollart ne garda pas rancune au couvent de la complaisance de la supérieure. A quelques années de là on voit une Pollart parmi les dignitaires.

encore, parle de modifier ses promesses et en octobre fait mine de vouloir retirer sa fille du couvent. Il lui écrit de La Rochelle, le 26 octobre, de rentrer chez lui. Pichon prend peur et brusque les événements. Il fait répondre par la supérieure de la maison (1) que sa fille « éprouve une étrange peine à sortir, qu'elle demande au moins à entrer dans un autre monastère, le conjure de luy accorder cette grâce » et termine par le conseil suggestif de ne pas refuser « crainte de choquer son meilleur amy. » Tout le monde comprit l'allusion.

« En cet estat, continue l'exposé de l'arrêt de la Chambre, le mariage se fait peu de jours après. On obtient sur la réquisition seule des parties qui voulaient contracter, du fils et de la fille, une dispense de deux bans du grand vicaire de M. l'évesque de Xaintes (2), à la charge d'en faire publier un préalablement au mariage, et gardant l'intervalle de 24 heures entre la publication du ban et la célébration, le tout à la charge du consentement des parens. Cette dispense est du 30 octobre 1687. Toutes les dates sont importantes à observer.

« Le lendemain 30, Pichon fils et Jeanne Pollart signent les articles passés deux ans et demy auparavant entre les deux pères, sur le double demeuré à Pichon, qui estoit passé entre les mains du fils. Ils les approuvent, confirment et ratifient. Le même jour cette fille sort du monastère, sur une lettre de son père, dit-on, qui n'a point esté représenté par la supérieure, comme ayant esté perdue et adirée, quoy que l'on en rapporte une autre de six jours auparavant, où il marque sa volonté expresse de rappeler sa fille auprès de luy. On dit que cette lettre, à laquelle on a obéy si promptement, fut envoyée par un cousin de Pollart, et fut apportée au couvent par une femme inconnue, avec une autre lettre de ce parent, qui n'osa, à ce que l'on prétend, y venir luy-même, crainte de trouver Pichon fils. C'est ce qui résulte des interrogatoires de la supérieure et des religieuses qui ont esté entendues par M. le Commissaire. Mais l'on peut dire sans balancer que cette sortie, bien loin d'estre l'effet de l'obéissance que le père demandait de se rendre auprès de luy, est le premier pas de la désobéissance dont on se plaint, et le lendemain la supérieure

(1) La supérieure du couvent des Filles de Notre-Dame hors les murs en 1684 était Suzanne Thibaud. Je crois qu'elle l'était encore en 1687.

(2) Le vicaire général le plus rapproché de la date de ce procès est Philippe Lefèvre ou Leferron, mais je ne voudrais pas affirmer qu'il le fut en 1687.

donne avis à Pollart que sa fille avait obéi et qu'elle l'avait remise entre les mains de son cousin.

« Le même jour, feste de tous les Saints, on publie un ban en deux paroisses de Xaintes, l'une de Pichon et l'autre du monastère d'où la fille estoit sortie, comme son dernier domicile, et un autre à Brouage, comme étant le domicile du père, une fille mineure ne pouvant, dans les règles les plus certaines, en avoir d'autre. Et, en conséquence, comme ayant satisfait à toutes les conditions de la dispense (1), un religieux jacobin nommé le père Montfort (2), commis par le curé de Sainte-Colombe, paroisse de Pichon, pour y faire les fonctions curiales en son absence, leur donne la bénédiction nuptiale, en présence de quatre témoins, sans l'assistance d'aucun parens, ny de l'un ny de l'autre, le jour de la Commémoration des morts, à trois heures du matin, ainsi que le porte le certificat, après, dit-il, « que luy est apparu du consentement des parens par les articles qui luy ont esté représentéz. »

« Après quoy — ou avant est-il dit dans un autre passage — ils vinrent consommer le mariage dans une maison particulière, autre que celle du lieutenant général, dans laquelle il n'y avoit qu'une servante qui gardoit la maison, comme il paroît par sa déposition. »

Toute cette procédure, œuvre évidente de Pichon — ce qu'il nia cependant — savamment machinée, très adroite, appartient à la série des *habiletés* émanant d'homme de loi retors qui sait se tenir en équilibre sur la ligne séparative de la légalité et de l'illégalité, respecter la lettre de la loi tout en violant l'esprit. En exploitant des circonstances favorables, certaines complaisances d'autant plus souples qu'elles sont plus grassement récompensées, grâce aussi peut-être à l'inexpérience, l'intimidation de comparses, leur bonne foi dupée, la combinaison réussit. Dans l'espèce, l'oubli de quelques heures fit tourner l'affaire autrement qu'on avait prévu. Eut-on soupçonné la possibilité d'une action criminelle, on en aurait sans doute écarté la vraisemblance en disant que personne n'oserait toucher à M. le président !

On devait bien penser cependant que ce mariage la nuit, sans

(1) Ils n'avaient pourtant pas observé le délai de vingt-quatre heures présentes.

(2) Louis Montfort.

pompe, avec le minimum de publicité, exciterait la curiosité et partant les commérages, les pourquoi. Pollart se réveille sous le coup de l'avènement, mais il n'y met aucune hâte. Le 26 novembre seulement il va chez un notaire dicter une protestation, une accusation de rapt. Il ne dépose pourtant une plainte que presque un an après la célébration du mariage en septembre 1688, juste le temps de laisser un enfant naître.

Il demande l'annulation du mariage comme clandestin et conclu contre les formes prescrites par les ordonnances et sous prétexte d'articles de mariage passés deux ans et demi auparavant que l'on savait ne plus subsister par des propositions différentes, articles extorqués, d'ailleurs, pendant qu'il avait un gros procès au présidial dont le lieutenant général était le rapporteur « mesme depuis la signature des articles, pendant la durée de ce prétendu engagement, par une prévarication insigne de son devoir ». Il obéit encore une fois à un homme de loi !

Pichon fit plaider que l'accusation était téméraire « par un caprice malicieux et dénaturé d'un père qui fait déshonorer sa fille, troubler un mariage beny par la naissance d'un enfant... que ce mariage était très sortable... que Pollart avait permis à sa fille de recevoir les visites de Pichon fils,... que le consentement résulte de la signature de l'acte sous seing privé... etc. »

En un mot il ergota.

Finalement la Cour écarte toute la partie criminelle et ne retient que l'abus.

« Faisant droit sur les conclusions du Procureur général, a condamné et condamne Pichon père et fils en mil livres d'aumone, a interdit Pichon père, président et lieutenant général de Xaintes, de l'exercice et fonctions de ses charges pendant trois mois (1) ; a renvoyé et renvoye le Père Montfort, religieux jacobin, à ses supérieurs, pour luy estre par eux fait telle correction qu'ils jugeront convenable ; et, néanmoins, a permis et permet à Joseph Pichon et Jeanne Pollart de se pourvoir par devant leur évêque diocésain pour estre de nouveau procédé à la célébration de leur mariage suivant les constitutions canoniques et la disposition des ordon-

(1) Nous ne savons pas si cette prescription de l'arrêt fut observée. C'est probable, mais comme les registres du Présidial manquent pour cette année et années suivantes nous ne savons rien. Au fond ça lui était un peu indifférent. Sa goutte l'empêchait d'aller au palais pendant des mois et cette peine ne nuisait en rien au succès de sa plus chère ambition.

nances, après toutefois qu'ils auront satisfait à la pénitence qui par luy leur aura esté imposée, et après que les conventions de leur mariage auront esté réglées par le Procureur général, en présence de leurs avocats. Condamne Pichon père et fils à tous les dépens et même en ceux de la procédure criminelle. »

Voilà donc Pichon père convaincu d'avoir abusé de son autorité et d'avoir machiné le mariage de son fils. Il ne faudrait pas croire cependant que son cas fut isolé et constituant un accident dans le corps de la Justice du temps, ni que la condamnation prononcée contre lui effraya les futurs ravisseurs.

Deux ans après cet arrêt de la Chambre de reformation, en 1694, Bonnegens, lieutenant criminel de robe courte (maréchaussée) de Saint-Jean-d'Angély, fait enlever Blanche Baron, sous prétexte de l'épouser et la mettre dans le couvent des Ursulines de la ville, où il la visite chaque jour. Le père, Pierre Baron, informa, mais il n'obtint qu'une demi satisfaction, d'autant plus illusoire, d'ailleurs, que sa fille, atteignant sa majorité l'année suivante, pouvait se passer de son consentement pour se marier. Le père n'eut qu'un recours purement, dilatoire ce fut de s'opposer à l'obtention des dispenses de bans, de dénoncer la parenté des deux jeunes gens et de les forcer d'aller en cours de Rome solliciter une dispense toujours onéreuse et de retarder ainsi un mariage qu'il réprouvait (1). »

Jacques Pichon se démit de sa présidence en 1692. Il ne fut même pas atteint dans son honneur d'homme et de magistrat. Il fut président d'honneur et la condamnation ne l'empêcha pas, dix ans après, en 1700, d'être compris dans la promotion des cinq cents nobles nouvellement créés, et d'obtenir des lettres de noblesse en terme des plus élogieux. « Comme nous avons été pleinement informés — disent elles — de la famille, mérite vertu et bonnes qualités de notre cher et bien amé Jacques Pichon, nostre conseiller et président d'honneur au siège présidial de la ville de Xaintes, et cy devant lieutenant général et président au dit siège, lesquelles charges il a exercées pendant vingt ans avec estime, probité et satisfaction de nous et du public, et qu'il est fils de Jean Pichon, avocat en parlement de Bordeaux, lequel a esté per et eschevin de la ditte ville de Xaintes et onze fois maire par-élection, son mérite personnel leur ayant attiré tous ces honneurs et avantages et fait

(1) *Revue* tome xxx, p. 359.

distinguer des autres habitants de la dite ville. De sorte que désirant donner au dit sieur Jacques Pichon des marques de la satisfaction qui nous en reste, nous l'avons choisi et agréé, choisissons et agréons pour l'un des dits cinq cens annoblis créés par notre édit (*mars 1696*) ainsi qu'il est contenu en l'état arrêté en notre conseil le 8 décembre 1699, en conséquence duquel il a payé la finance que nous avons fixée par arrêt de notre conseil du troisieme avril 1696... »

En manière d'épilogue je dirai que ce mariage tourna mal. La jeune femme ne résista pas à une seconde grossesse, elle mourut à 25 ou 26 ans. Son mari en 1696 dut faire des actes à son père pour se remarier avec Jeanne Mallet, fille d'un secrétaire de l'Hôtel de Ville et sœur ou nièce d'un marchand de drap de soie.

Et Jacques Pichon que devint-il ? Il se remarie en février 1701 avec Suzanne Jolly, veuve de Jean Pelletan, président en l'Election, évidemment pour soigner sa goutte, puis il meurt en juillet ou août 1703.

CH. DANGIBEAUD.

II

UN SULPICIEN DE LA ROCHELLE

M. Croizetière, prêtre de Saint-Sulpice, était directeur au grand séminaire de Nantes quand éclata la Révolution. Après son refus de serment, il se retira dans la Charente-Inférieure, où il passa les dernières années de sa vie.

En 1796, il écrivait, de Marans (Charente-Inférieure), à l'abbé Jean Brumauld de Beauregard, vicaire général de Luçon, qui demeurait alors à Beaufou (Vendée) : « On me dit que les prêtres approuvés ici (Marans) l'étaient dans le diocèse de Luçon ; et comme je puis en avoir une assurance positive de votre part, je crois qu'il est de mon devoir de vous la demander. Je n'ai encore marié personne de Luçon, et pour le faire je voudrais quelque chose de plus certain que des *on dit*. Comme je suis assez à portée pour qu'on ait recours à mon ministère, je vous demande les mêmes pouvoirs que dans le diocèse de La Rochelle, si vous le croyez convenable, mais par écrit, afin que je sache positivement à quoi m'en tenir. J'ai demeuré près de deux ans caché à Rochefort, d'où j'ai été me réfugier plus d'un an dans une petite campagne, et voici dix-sept mois que je suis ici. Je compte y demeurer jusqu'à ce que la persécution me force impérieusement à chercher un

nouvel asile. Car ce n'est que pour cela que je quitte les lieux où la Providence me place. Je n'ai fait aucun des serments prohibés et j'attendrai la décision de l'Eglise sur la soumission (du 29 septembre 1795). Elle répugne trop à ma conscience pour la faire sans cela » (*Archives de M. de Curzon, à Poitiers*).

M. Croizetière mourut, le 16 juillet 1801, à l'hôpital de Rochefort. Un ecclésiastique de cette ville, l'abbé Boudet, mandait à M. de Beauregard, alors vicaire général de la Rochelle, qui demeurait à Poitiers : « Notre cher Croizetière a terminé sa carrière aujourd'hui, le neuvième jour de sa fièvre maligne. Quelle désolation pour cette maison ! quelle perte ! Il faudrait en avoir été témoin comme moi, pour pouvoir se figurer combien elle a été grande, ce qui fait bien son éloge, du reste, il est mort bien tranquille, bien résigné et me témoignant comment le Seigneur l'aimait de le retirer de cette terre de malediction. Le chagrin de voir la religion perdue en France, lui a donné le coup de la mort. Je suis le dépositaire de ses volontés. Il désire que sa bibliothèque soit réservée pour un séminaire voisin, s'il s'en établit bientôt, et, dans le cas contraire, il veut que ses livres soient distribués à des prêtres qui acquitteront des messes à sa décharge. Je vais annoncer cette mort à Mgr Jean-Charles (évêque de La Rochelle). »

De Guadalajara (Espagne), Mgr de Coucy écrivait, le 31 août 1801, à l'abbé de Beauregard, son vicaire général : « J'ai appris avec une vive douleur la mort de notre commun ami Croizetière ; il est regretté et avec raison. Pour moi, c'est une perte irréparable : il me tenait au courant de tout avec une exactitude vraiment précieuse ; aucun détail utile ne lui échappait. »

Quand M. l'abbé de Beauregard écrivit ses Mémoires, en 1802, il se souvint de notre sulpicien, et voici le portrait qu'il en fit : « Un soir (1798), à l'hôpital de Rochefort, un sergent de la marine vint me demander à huit heures du soir d'un ton militaire : *Citoyen, suivez-moi*. J'arrive dans un cabinet des sœurs et je trouve un homme avec le costume des malades, mais qui ne l'était pas ; il m'embrasse et se nomme. C'était M. Croizetière, prêtre sulpicien, qui correspondait avec nous, sous le déguisement d'une orthographe très fautive. Je savais qu'il avait existé dans la durée de la guerre, mais je ne savais plus où le prendre ; je lui avais envoyé en 1796 des pouvoirs pour Luçon, à Marans. M. Croizetière s'était attaché très jeune à la Compagnie de Saint-Sulpice : il n'avait eu que des emplois subalternes dans les séminaires. Après leur dissolution, il rentra dans le diocèse de La Rochelle ;

il était de cette ville, sa famille était honnête et ancienne. Le sulpicien Croizetière, après avoir beaucoup travaillé à Marans, qui lui doit d'avoir conservé la foi, s'était retiré secrètement chez les sœurs à l'hôpital de Rochefort, et il les a conduites pendant plusieurs années avec grande sagesse. Il était facile à cacher, parce qu'il n'avait goût que pour l'étude et ses écritures. Ses mœurs et sa piété étaient celles d'un sulpicien, son désintéressement très grand, et son inattention pour sa personne était extrême ; sa retraite profonde, nul désir de sortir. Les sœurs lui avaient fait plusieurs cachettes très ingénieuses ; là où on le mettait il y restait, ayant toujours eu autour de lui ses portefeuilles. Il était propre aux sciences, au calcul, etc. Les sœurs le nommaient la *sœur Anne*, et c'est ainsi qu'on lui adressait ses lettres. Sa passion était d'avoir des correspondances fort étendues, mais qui avaient pour but unique de travailler au bien de la religion et de connaître tout ce qui y avait rapport. Du fond de sa retraite, il écrivait à tout l'univers et à des ecclésiastiques notables et savants ; il l'était lui-même, et personne peut-être n'a acquis autant de connaissances des matières religieuses de la Révolution. Il avait fait des recueils très étendus appuyés sur des pièces originales, qu'il se procurait par des moyens toujours sûrs et prudents. Il n'a jamais cessé de correspondre avec M. Emery, supérieur général de Saint-Sulpice, dont il n'avait pas partagé le goût pour les nouveautés. Il le reprenait avec force et franchise. M. Emery n'a jamais voulu rompre avec lui. Une fois, il se procura de Rome une copie de lettre écrite par le cardinal Maury (1793), par les ordres de Pie VI, à M. Emery, et lui fit avouer qu'elle était authentique ; M. Emery fut fort étonné de cette communication. Il était vif dans ses écrits et ses lettres, mais doux dans la conversation ; il se rendait à la vérité. Les services qu'il a rendus aux déportés, tant à Rochefort qu'à Cayenne et à l'île de Ré, sont infinis. Sa charité est venue me chercher jusque dans les déserts de la Guyane ; j'y ai reçu de lui des détails bien consolants. Il joignit à ses dépêches un Bref du Pape contenant des pouvoirs fort étendus pour les déportés à la Guyane. On trouve ce Bref dans les éditions de ceux de Pie VI, et c'est lui qui l'avait sollicité à Rome. Pendant un assez long séjour que je fis à l'hôpital de Rochefort (1798), je le voyais tous les jours, et il me faisait célébrer la messe. Il m'a même fait chanter les vêpres les dimanches, au milieu des sœurs et des domestiques de la maison ; les sœurs dans le temps de la plus grande terreur, avaient conservé l'usage

du chant, et on ne soupçonnait pas qu'un prêtre osât présider à ces pieux exercices. La mort a ravi M. Croizetière à la religion, à ses amis et aux lettres en juillet 1801. On a recueilli ses manuscrits. A sa mort, on a brûlé plus de mille lettres, etc. Ses correspondants lui avaient mandé, de Rome, qu'on perdait l'espoir du rétablissement de la religion en France ; il fut atterré par cette nouvelle, dont je vois quelques ouvertures dans ses lettres. Sa mort fut celle d'un saint prêtre. »

F. UZUREAU.

QUESTION

N° 845. — Le Dr Baudouin et M. de Givenchy observent (*Bulletin de la Société des antiquaires de la Morinie*, août-décembre 1921) que l'empreinte de pied gravée sur rocher est une façon des peuples d'âge préhistorique d'honorer la mémoire de certains personnages du temps. Cette coutume s'est maintenue, et les auteurs racontent qu'en 1814, le 24 avril, lorsque Louis XVIII débarqua en France on grava sur le rocher l'emplacement où il posa son pied, en descendant du bateau.

Les nombreux fers de cheval que l'on remarque sur les murs ont été interprétés comme trace de passage de compagnons, comme souhait de bon voyage, ne serait-ce pas le signe convenu de passage de *certain*s individus ?

RÉPONSE

N° 844 — *Marguerite de Turenne*.

M. de Saint-Saud aura toute satisfaction en se reportant à la page 10 du tome XXI de nos Archives, *Chartrier de Pons*.

Marguerite de Bergerac était *dile* de Turenne comme fille et héritière d'Hélie Rudel, seigneur de Bergerac, Gensac... etc. et d'Hélie de Turenne.

CH. D.

RECTIFICATION

Page 43. Il y est parlé de la pierre tombale trouvée à Vaux par M. Garnier. Le prénom de l'abbé de Lallion nommé sur cette pierre, inconnu à la *Gallia*, n'avait pu être donné. Il s'appelait David. En sa qualité de collateur d'Arces il présente, le 24 avril 1613, à l'évêque, Jean de Lavergne, chanoine, en remplacement de Léonard de Masguedon qui a résigné la cure (*Minutes de Bertauld*).

LIVRES ET REVUES

LOUIS HÉMON : *Maria Chapdelaine*. C'est un roman, un roman champêtre, qui se passe au Canada, un livre que les mères les plus scrupuleuses peuvent donner à lire à leurs filles. Il est célèbre au Canada, il est en train de le devenir en France. Pas la moindre esquisse d'adultère, pas un détraqué, pas une hystérique, pas un seul échappé de Charenton. L'auteur écrit en français, clair, compréhensible, sans mots rares ou de fabrique nouvelle, sans recherche, sans complications inutiles, avec touches de couleur locale.

Tous les personnages sont des êtres en chair et en os comme le commun des mortels, sains d'esprit et de corps, comme tant d'autres ne le sont pas, gens calmes, sensés, ouvriers des champs, énergiques travailleurs. L'héroïne, Maria, est une belle fille, ainsi qu'il convient à une héroïne, bonne fille, elle aussi très travailleuse, pas compliquée, sérieuse, un peu froide, résignée, peut-être un peu trop, au gré du lecteur qui voudrait un peu plus d'émotion et de sentiment, mais en somme caractère de paysanne réfléchie et sympathique. Elle est aimée et recherchée par trois jeunes gens, elle en aime un. Cet un périt dans des conditions dramatiques, terribles. La veille d'un premier de l'an, il quitte son atelier pour venir faire sa cour. Il a une longue route à parcourir, les chemins sont couverts de neige, il s'égare dans la forêt, une tourmente de neige l'enveloppe, il meurt de faim, de froid, enseveli dans la neige. Maria apprend le drame, elle en ressent un vif chagrin, mais elle concentre en elle-même sa peine ; elle ne la manifeste que par une tristesse silencieuse que ses parents respectent, car ils avaient compris l'affection de leur fille.

La voilà maintenant courtisée par un garçon qui lui vante les joies et les plaisirs, la vie facile de la grande ville. Elle y prête une attention un peu distraite, mais elle ne repousse pas le prétendant. Elle écoute en même temps les propositions d'un ouvrier de la terre qui n'a d'autre avenir à lui offrir que ce qu'elle a toujours vu : une concession dans la forêt, la défricher, la cultiver. Elle finit par choisir ce dernier.

La raison triomphe !

Vous vous demandez peut-être, mon cher lecteur, pourquoi je vous parle si longtemps d'un roman canadien et pourquoi je le

loue autant. Je ne dissimule pas la satisfaction et aussi la surprise que j'ai ressenties à la lecture. Par le temps qui court, et l'état cérébral de la plupart des romanciers, cet ouvrage aux allures de pastorale, nous repose des absurdités et des insanités que tant d'auteurs se plaisent à répandre sous prétexte d'originalité. Il faut savoir — et cette connaissance aide énormément à goûter davantage cette *Maria Chapdelaine* et augmente singulièrement l'intérêt que le lecteur y prend — donc, il faut savoir que Louis Hémon, l'auteur, a vécu pendant quinze mois avec ses personnages. Lisez l'article de M. René Bazin dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} octobre 1921 ! Vous saurez que fils d'un inspecteur général de l'Instruction publique, petit-fils d'un représentant du peuple en 1848, neveu d'un sénateur du Finistère, Louis Hémon, aimait passionnément les sports où il excellait, le grand air, les philosophes grecs et la poésie française, alliance de goûts rares chez un sportif, polyglotte par dessus le marché. A 30 ou 31 ans, en 1911, il put « suivre son rêve de toute sa jeunesse, traverser l'océan, vivre où il lui plaira et comme il pourra, dans les pays neufs, connaître la solitude où il y a tant à voir, tant à dire. » Il part pour le Canada. Il remonte jusqu'au lac Saint-Jean et particulièrement à Peribouka. Il se loue chez les Chapdelaine pour sa nourriture et huit dollars par mois. Il travaille dans les bois et dans les champs, médiocre ouvrier d'ailleurs. Il a été témoin et le commensal d'une famille canadienne et c'est au milieu d'une nature rude et sauvage, au sein d'une famille perdue dans la solitude, loin d'une ville, d'une très petite ville, partageant sa vie journalière, été comme hiver, vivant comme elle, assistant aux rares événements qui marquent l'existence de cultivateurs, qu'il a écrit « un poème encore plus qu'un roman. » Il a vu tout ce qu'il raconte, ses personnages ne sont pas des fantoches, ou des produits d'une imagination qui exploite des documents. Pendant son séjour dans cette famille, Louis Hémon écrivait beaucoup, jusqu'au jour, en 1913, où il s'est fait happer par une locomotive sur la voie du Pacifique. Il avait 33 ans.

Ces personnages sont donc réels, on les a identifiés. Samuel Chapdelaine existe encore, sa femme aussi, bien que, pour amener le dénouement, elle meurt dans le roman ; ils s'appellent Bédard. Maria, leur prétendue fille, se nomme en réalité Bouchard.

Mais — et c'est là où je veux en venir — L. Hémon n'a pas seulement peint la vie de ces gens-là, il ne s'est pas contenté de parler d'eux, il les fait parler et il met, soit dans sa description, soit

dans leur bouche, des mots de leur langage habituel, qui ajoutent une note pittoresque et une couleur apportant à ce livre un intérêt tout spécial, un bon arôme saintongeais. Oui saintongeais ! Voilà la surprise. On l'explique sans difficulté, cela étonne agréablement quand même. Ce langage est particulièrement riche en mots et locutions familiers à un Saintongeais. Le lecteur charentais reconnaît immédiatement des gens qui descendent d'émigrés saintongeais qui ont conservé au moins en partie le langage de leurs grands parents.

Qu'on en juge : couru dret sur les ours ; faire grouiller ; malade pour de bon, je crée ; une couple d'heures ; une affaire de même : Alma-Rose n'est pas trop haïssable ; il mouille ; on met le foin en veilloches ; bardasser entre les couvertes (du lit) ; eau frette, terrain planche.

On objectera peut être que toutes ces locutions peuvent être et sont communes à des régions autres que la Saintonge et viennent du vieux français. Possible, mais en fin de compte nos paysans les emploient couramment (1).

Au surplus, voici qui est plus caractéristique ! L'heureux futur époux de Maria a comme prénom Eutrope ; un village se nomme Saint Henri-du-Taillon, trois personnages se nomment Tremblay (2) et un autre Adébard Saint-Onge !

On conviendra que tous ces noms ne sont pas des inventions. Louis Hémon, breton de famille, parisien d'éducation, ne les a pas adoptés par fantaisie, sans raisons. Il a connu des Canadiens de ces noms là. Il a vécu dans un milieu d'origine saintongaise, sans s'en douter, probablement. Bédard est un nom de famille saintongaise (3). Je n'ose revendiquer celui de Bouchard, tant il est répandu ailleurs, mais enfin nous avons des Bouchard en notre pays.

Pour tous ces motifs et d'autres le « poème » de Louis Hémon plaira aux Charentais.

CH. DANGIBEAUD.

(1) Et bien d'autres que M. Dionne a enregistrées dans son livre *Le Parler populaire des Canadiens français*.

(2) Pour ma part je connais deux familles Tremblay dans une commune voisine de Saintes. Il n'y a pas la moindre indication à retirer du livre de M. Dionne de *l'origine des familles émigrées en France*.

(3) Je citerai, à titre d'exemple, que sur le Vengeur un matelot vétéran, de Royan, se nommait Bédard.

Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et arts de Pau, t. XLIV (1921), p. 217. M. l'abbé Dubarat communique deux contrats datés de 1553 conservés aux archives départementales (E 1993, f^o 148 et 310). Il s'agit de contrats de louage de laboureurs saintongeais qui « viendront à Pau le 15 septembre pour mettre en culture et labourage le parc du château et six granges de 180 journaux de superficie, 20 seront mis en prés, et réservés à la construction de maisons et jardins, le reste en culture. Le roi fournira le bétail dont le produit sera partagé. Pendant 8 ans le roi paiera 360 livres pour chaque métairie. Les fruits seront partagés par moitié sauf la semence. Les laboureurs paieront la moitié du bétail ou le rendront avec obligation de payer par moitié le prix des bêtes mortes accidentellement.

Ces métayers s'appellent Pierre Marron de Mérignac, Michel Barren (*nom mal écrit sûrement*), Colas Moserac, Guillaume Martin et Martin Gé, de Malaville, Colas Martineau, de Gensac, Chaulieu, de Bouteville. Ces Saintongeais (et un Angoumoisain) auraient fait souche en Béarn : une famille de Pau qui s'appelle Saintongés en descendrait.

Tome 40 (1912-13). Toute personne qui a séjourné ne serait-ce que deux heures à Pau a visité le château et vu le berceau d'Henri IV. Il est fort laid ; cette écaille de tortue surmontée de quatre étendards et d'un casque est bizarre. Eudel avait déjà soutenu qu'il était faux. L'authentique disparut en 1793. En 1803 on annonça qu'il avait été retrouvé. En 1814 il reprit sa place au château. Le duc de Montpensier, en 1841, écrivait à sa sœur Marie-Clémentine : « le berceau d'Henri IV est un véritable attrape-nigaud devant lequel il a fallu me pincer les lèvres jusqu'au sang pour ne pas éclater de rire. »

M. Barthéty s'était constitué, en toute conscience, le défenseur de la relique et de la légende. Mais comme il ne cherchait que la vérité, il a repris la question *ab ovo* et il est mort en laissant un long mémoire (115-190) dans lequel il expose ses motifs de doute et de nier. Et cependant, contrairement à Eudel qui voulait qu'on renvoyât l'écaille dans un museum, il souhaite qu'elle reste où elle est, parce qu'elle fait partie intégrante du château et qu'autour de lui affluent les visiteurs. Il est inséparable du château.

Voilà bien un exemple d'une *tradition* bien établie !

Dans le tome 41, M. le pasteur Alfred Cadier publie *Le Livre du Consistoire de Pau* (1668-1684), où on rencontre de bien curieux détails. « Les grandes dames, les jours de cène, voulant s'assurer

des places, envoyaient leurs gens les garder avant leur arrivée. Cela n'allait pas sans offrir quelques inconvénients rapportés dans la délibération du 1^{er} avril 1674. »

« Sur ce qui a été représenté qu'il y a plusieurs personnes qui font garder des places les jours de cène, nonobstant les défenses... ce qui produit un grand scandale, tant à cause des irrévérences que commettent les laquays et servantes qui, étant ordinairement de contraire religion, se comportent avec peu de respect pour le lieu, qu'à cause des fréquentes contestations qui arrivent entre personnes qui font garder leurs chaises... »

« En avril 1672, un scandale se produit dans le temple au sujet de la place contestée entre deux dames dont les maris sont membres de l'église romaine... » (P. 147)

Le consistoire distribuait des aumônes.

A noter (p. 246), que le 27 mai 1668 il donne vingt sols à une femme de Saint-Jean-d'Angély, de passage. Le 1^{er} juin 1671 on « baille vingt sols à un pauvre passant de La Rochelle, estant bien instruit de la religion ».

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord.
Tome XLIX (1922, p. 80).

M. Dujarric-Descombes écrit « qu'en lisant dans le dernier *Bulletin philologique et historique* l'importante communication de M. J. Depoin, *Chronologie des évêques de Saintes* de 268 à 1918, son attention s'est arrêtée sur la notice consacrée sous le numéro 77 à Pierre VIII Laud.

Les auteurs de la *Gallia christiana* mentionnent ainsi cet évêque : Petrus V cognomento Laudis. Ils avaient placé son épiscopat après celui de Ponce III. Grâce à la découverte de certains actes, leurs assertions ont été rectifiées par M. Depoin qui fait remarquer qu'« ils ne produisent aucun renseignement sur ce Pierre Laud ».

Mais nul n'a été encore en mesure de faire connaître ce Pierre Laud qui fut évêque de Saintes en 1267.

Or des papiers de la maison du Lau, déposés aujourd'hui aux archives de la Dordogne, il résulte que ce prélat sortait de cette famille du Lau qui, avant de passer en Armagnac et finalement en Périgord, était fixée dans le Béarn. Pierre du Lau était le deuxième enfant de Ponce du Lau, possesseur de la seigneurie du Lau, dans un faubourg de la ville de Lescar, bienfaiteur du chapitre collégial de Saint-Nicolas de Nogaro en Armagnac et de Jeanne de Corneilhan.

Le fascicule VI des *Rapports et notices sur l'édition des Mémoires du cardinal de Richelieu* contient la question des *Mémoires de Richelieu*. Les *Mémoires* sont-ils l'œuvre du cardinal par M. Louis Bataillon ? Il cite parmi les mémoires qui ne sont pas l'œuvre de l'auteur nommé, les *Mémoires de Rohan*, par son secrétaire Priolo. Les références sont incomplètes puisque le tome XXXVIII des *Archives de Saintonge* contenant les *Véritables faits et gestes du Seigneur Benjamin Prioleau* de M. Eug. Reveillaud n'est pas cité.

Le *Dictionnaire archéologique de la Gaule, Epoque cellique*, depuis longtemps interrompu, (tome II 2^e liv.-5^e liv.), vient de se compléter de quatre livraisons qui le poussent jusqu'à la lettre S, Sou. Une cinquantaine de localités de notre région sont citées.

Ce dictionnaire, en apparence si grave, continué par M. Em. Cartailhac, contient d'étranges erreurs : (p. 150). Mareuil, canton de Rouillac, arrond. d'Angoulême (Charente-Inférieure). (p. 152), Marignac, canton de Pons, « Silex taillés, Trouvailles faites au XVII^e siècle par Maufras » ; référence Musset, *La Charente inférieure avant l'histoire* qui n'a jamais rien dit de semblable. M. C. a réuni en un seul, deux paragraphes. Il y a peut-être eu un Maufras au XVII^e siècle, mais pas celui qui a fait des trouvailles à Marignac, et par dessus le marché il ne les a pas faites à *La Grande-Pierre* !

L'Union Nationale de Saint-Jean d'Angély publie, depuis le 4 décembre 1921, sous la signature un vieux Chercheur (M. Gadonneix fils), des *notes historiques* pour lesquelles il utilise des actes notariés : inventaires, procès verbaux.

Le *Progrès de la Charente-Inférieure* des 24 décembre 1921, 28 janvier, 25 février 1922, 18 mars, a publié des articles de M. Gadonneix sur *l'art rural Saintongeais*.

L'auteur frappé du peu d'ardeur des Saintongeais vivants à mettre en valeur « le caractère, le charme et la beauté » des meubles régionaux, déplorant qu'il « ne soit né encore que peu de Mistral » (un seul suffit), repoussant l'idée qu'il « se pose pour son émule », « il veut essayer de faire connaître et comprendre aux lecteurs auxquels parviendront ces lignes, surtout à nos Saintongeais, combien dans leur riant et fertile pays il y a eu d'artisans qui ont travaillé avec une âme artistique, inspirée de leur goût personnel, de la simplicité, d'une image conçue dans ses grandes lignes par leur esprit propice et non en copistes ».

Il veut donner à ses « amis une description détaillée de nos meubles locaux, appuyée sur une étude approfondie, ayant nous-

mêmes depuis quinze années de travail assidu, étudié cette question, et nous étant spécialement attachés à la reconstitution des meubles locaux dont le logis de Didonne (maison Martell-Firino) entièrement aménagée par nos soins, avec des meubles du cru le plus pur, en est le meilleur témoin et peut passer pour être en Saintonge le principal musée d'art local, où sont réunies les pièces les plus rares que l'on puisse retrouver dans le pays.

De quelle époque approximative peut-on faire partir l'art rural saintongeais ? Quoique son ensemble ait, dans ses lignes principales une inspiration des époques Louis XV et Louis XVI, sa naissance date vraisemblablement du début du XIX^e siècle.

Suit la description de buffets, vaisseliers, armoires.

D'après M. Ferdinand Lot (*Moyen-Age 1921, conjectures démographiques sur la France au neuvième siècle*) la population rurale en France aurait été sensiblement égale à celle de nos jours.

Bulletin du Comité. Section de géographie (1920). G. Musset : *Les Rochelais à Strasbourg* : Jean Godefroy (1568), Jacques Esprinard, seigneur du Plomb, (mort en 1605), Charles Guillemot, prêtre émigré (1792-1802).

Intermédiaire des chercheurs, 10 juin 1922.

M. G. Musset répond à une question relative aux villages dont le nom commence par *Chez*.

Rares en Vendée ces noms « abondent dans d'autres régions. Celle qui tient le record c'est le département de la Charente avec 220 noms de ce genre. Vient ensuite la Charente-Inférieure avec 158 noms, mais il est à remarquer, pour ce département, qu'il n'y en a aucun dans la partie nord, l'ancien Aunis, jusque sur une ligne qui parcourt la région du Douhet, de Bussac etc... dans la région de Saintes.

Puy-de-Dôme 69, Dordogne 25, Haute-Vienne 12, Gironde 8, Loire 5, Doubs 4... etc. »

Il eut été curieux de relever l'aire de ces villages pour savoir s'ils dépassent beaucoup les limites de la Saintonge.

Quant à l'étymologie elle n'est pas douteuse. *Chez* c'est la demeure d'un tel.

Un autre chercheur, M. G. Charreyron, dit que dans la région de Bellac il y a de nombreux lieux dont le nom est précédé du mot *Chez*. Et il en cite 12. Or M. Musset n'en a relevé que 12 dans la Haute-Vienne. Il n'y aurait donc que Bellac qui en aurait. Pourquoi ?

(Revue bénédictine, janvier 1922.

Dom D. de Bruyne traite la question de l'origine des processions de la Chandeleur et des Rogations à propos d'un sermon inédit (du ^x siècle).

L'origine de la Chandeleur reste toujours obscure. Des quatre auteurs (Mgr Batiffol, MM. Toutain, Baumstark, dom G. Van den Kamp) qui en ont parlé ces dernières années, aucun n'a donné la vraie solution.

La procession de la Chandeleur et la fête de la Purification sont deux choses distinctes, qui peuvent être séparées. La première reste toujours fixée au 2 février, la seconde peut être transférée. La procession de la Chandeleur est une procession de pénitence : le pape ne va pas à cheval, comme dans les processions ordinaires, il marche à pieds nus, il porte des vêtements noirs, les diacres pareillement : de nos jours encore le célébrant porte la chape violette. L'explication proposée par Mgr Batiffol que le vêtement noir représente l'impureté de Marie est fantaisiste et est à bon droit rejetée par D. Van den Kamp.

Une opinion fait dériver la Chandeleur de la procession païenne nommée *amburbale*. Elle repose sur une tradition dont l'ancienneté et la valeur n'ont pas été suffisamment remarquées. De graves difficultés s'opposent à l'opinion qui voudrait en faire une création chrétienne. La fête du 2 février n'est pas postérieure aux autres fêtes de la Vierge, mais antérieure à l'Annonciation et à la Nativité. La priorité de la procession du 2 février est clairement affirmée par Bède ; son cérémonial diffère de celui qui est observé aux autres processions de la Vierge. Elle seule a survécu, les autres ont disparu. Ne serait-ce pas parce qu'elle était plus populaire et n'était-elle pas plus populaire parce qu'elle avait des racines plus profondes et plus anciennes ? « Nous croyons donc avec Peillon et Van den Kamp que la procession de la Chandeleur était en usage avant le pape Sergius et que celui-ci ne fit que l'étendre aux trois autres fêtes de Notre-Dame. La notice du *Liber Pontificalis* au sujet de l'origine de la Chandeleur est ou bien fausse ou bien mal rédigée. »

La fête de la Purification paraît avoir été appelée, primitivement, à Rome, Ypapanti. Ce nom démontre que cette fête est arrivée à Rome de l'Orient probablement, vers le milieu du ^{vi} siècle. « Voici comment j'esquisserais l'histoire de cette fête :

1° La Chandeleur est une procession indépendante de la Purifi-

cation et plus ancienne ; une tradition de grande autorité la rattache à une cérémonie païenne peu connue, l'amburbale ; le témoin le plus ancien de cette tradition est notre témoin de Corbie ;

2° Il est probable que le pape inconnu qui fit cette transformation rattacha la procession au culte de Marie ;

3° La fête de l'Ypapanti vint s'ajouter à la Chandeleur à une époque plus ancienne que ne disent Batiffol et Baumstark, moins ancienne que ne veut Usener ;

4° Plus tard encore des antiennes chantées à la procession vinrent fondre et harmoniser ces deux éléments un peu disparates. »

Bulletin de la Société nationale des antiquaires de France 1921.

Le comte Durrieu fait (p. 301) une communication relative à un livre d'heures du x^ve siècle, d'origine française, appartenant à la Bibliothèque nationale de Vienne (ms n° 1929, venu de Salzbouurg). Il s'agit d'un livre orné de miniatures qui ont été peintes pour Olivier de Coëtivy, seigneur de Taillebourg et pour sa femme Marguerite de Valois, la seconde des filles naturelles que le roi Charles VII eut d'Agnès Sorel.

Sur deux de ces miniatures on voit Olivier à genoux en face d'une Annonciation, et sa femme à genoux en face d'une Crucifixion. Ces deux miniatures sont reproduites.

On sait qu'à Champdolent on retrouve la même réunion des armes des deux personnages. Olivier ayant épousé Marguerite en 1458, celle-ci étant morte en 1473, on a ainsi une date très approximative de l'exécution des travaux.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais 1921.

De M. J. Soyer communication d'une pièce rarissime. C'est le recensement individuel de la population d'Orléans en 1762. Le nombre des habitants s'élève à 35.764 dont 366 ecclésiastiques et 179 religieuses.

Du même, réimpression d'une étude (parue d'abord en 1921 dans la *Revue des Etudes anciennes*), sur les localités de l'Orléanais appelées Bazoches. « Il est curieux de constater que ces *Basilicæ* étaient situées près des frontières des *Civitates* et généralement sur de très importantes voies romaines... Ces localités doivent certainement leurs vocables à des *basilicæ*, bâtiments publics couverts, analogues à nos halles, servant de bourses ou d'entre-

pôts, où se tenaient d'importants marchés de frontières, destinés aux échanges des produits de deux *civitates* limitrophes... Il est indéniable toutefois que le nom de Bazoches a été, dans certains cas, entendu au sens religieux du mot *basilica*. Avant de se prononcer, il sera toujours indispensable d'examiner avec soin l'ancienne situation géographique de ces localités. »

C'est le cas de notre Bazauges, canton de Matha.

Lamentations trop justifiées de M. Pommier sur la plaie qui sévit à Orléans comme par toute la France, actuellement, c'est-à-dire sur l'extrême rareté des serviteurs, et sur les surenchères à l'aide desquelles certaines personnes peu scrupuleuses n'hésitent pas à se procurer un ou une domestique. Et il cite à ce propos une curieuse ordonnance, datée du 27 janvier 1725, du lieutenant général de Police d'Orléans, défendant aux domestiques de sortir de leur place « dans le courant du temps pour lequel ils se sont loués, contre la volonté de leurs maître et maîtresse, ou sans avoir obtenu d'eux un congé par écrit », sans cause légitime. Défense « à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient de débaucher valets et servantes de chez leurs maîtres et maîtresses pour les prendre à leur service », ni de prendre à leur service des domestiques ne présentant pas de congé en règle, avant de s'être assurées que ceux-ci ont reçu congé, à peine de 20 livres d'amende, *dont les maris demeureront responsables*.

Registre des causes civiles de l'officialité épiscopale de Paris (1384-1387). Le lundi après la fête de Saint-Denis 1385, Matheus de Prato, clericus, commorans apud Rupellam, Xanctonensis diocesis, mercator panhorum, qui alias extiterat obligatus defuncto Nicolas Flamingi, quondam civi Parisiensi, executo propter sua demerita per justiciam regis... (fut emprisonné au Châtelet). « La principale catégorie d'affaires ressortissant à l'officialité, en raison, non des personnes, mais de la matière, considérée comme spirituelle, était celle des affaires de mariage » : fiançailles, mariage, divorce...

L'étymologie du nom de Montpellier a suscité les hypothèses les plus variées depuis trois siècles. On n'est jamais parvenu à découvrir une explication qui défie le doute. Le dernier chercheur en date, M. Berthelot, a repoussé *Montepessulanus*, forme la plus fréquente, « auquel nous ne trouvons pas de sens présentable et qui ne correspond à rien dans la tradition toponymique vulgaire ». On

n'adopte pas mieux *Mons puellarum* ou *puelium*, forme qui remonte cependant à Jehan Froissart.

M. Saint-Victor Despetis propose une nouvelle hypothèse dans le *Bulletin de la Société archéologique* de Béziers (tome XLIII, 1919-1920, p. 144). A son avis il faut chercher « dans les actes les plus anciens connus à ce jour, quel fut le terme archaïque latin par lequel était désigné la ville de Montpellier. » Et il cite deux documents de la fin du x^e siècle où on voit un mas ou métairie dans Montpellier, la *Monte pestelario*, et un Guilhem de *Montepistellario*, enfin au xi^e siècle le nom, pour la première fois, d'une ville jumelle de *Monpellieret* (cartulaire de Gellone).

Ce *Mons pestellarius*, *pistillarius*, serait la ville des pistillarii ou ouvriers broyeurs de *pastel* ou *pestellum*, plante tinctoriale. Mais, quid des autres Montpellier ?

Mémoires de l'Académie des Sciences Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, tome IX 1921.

M. Hérisson-Laparre raconte la fabrication de la mélinite pendant la guerre à propos de *La Destruction par explosion de deux fabriques de Mélinite pendant la guerre*, dont celle de La Pallice.

Le *Bulletin religieux* du diocèse publie (22 juillet) l'analyse des rapports lus au Congrès diocésain de Saintes du 5 juillet par MM. le chanoine Clénet sur le degré d'instruction religieuse du pays. « L'ignorance religieuse est profonde » ; l'abbé Chauvin, curé-doyen d'Archiac, sur cette question « les offices du dimanche à la campagne » (il a fait une enquête auprès de 35 de ses confrères. Deux ont répondu que 40 pour cent de leurs paroissiens assistaient à la messe ; 3 ont donné 30 pour cent, d'autres 25, 22, 20 pour cent, d'autres 5, 4, 3 pour cent, beaucoup y vont par routine et par tradition) ; M. l'abbé Meneau, curé de Moutils, a étudié le « repos dominical et les distractions à la campagne. 3 catégories, la première travaille le dimanche comme les autres jours, c'est le petit nombre, la seconde travaille le matin, et se repose dans l'après-midi, c'est la plus nombreuse (le rapporteur aurait pu dire que cette pratique se perd dans le temps) la troisième observe la loi dominicale. M. Meneau ne met que le café et le bal au nombre des distractions. Il oublie le cinéma, tout aussi dangereux.

M. le doyen de Saint-Fort ajoute aux causes de violation du dimanche les mariages du samedi, qui tendent à se multiplier à la campagne.

Le rapporteur raconte que dans sa paroisse et dans d'autres paroisses on a recours à un moyen original de forcer les gens de la noce à assister à la messe, c'est d'inviter les jeunes époux à donner le pain bénit. « Généralement ils acceptent et alors tous les invités assistent avec eux à la messe. »

M. le doyen de Saint-Eutrope a fait un rapport sur l'assistance aux offices dans les villes. « Dans l'ensemble des villes, l'assistance à la messe n'atteint pas le tant pour cent des campagnes ! »

Ces rapports constituent des documents de premier ordre sur les mœurs d'aujourd'hui qui vont aller dormir dans un dépôt d'archives ecclésiastiques. Souhaitons qu'ils ne disparaissent pas. Un jour un chercheur sera bien heureux de les découvrir.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS : Baron de Constantin, 19, avenue de Tourville, Paris.
M. Pepouet, perceuteur, Saintes.

CHANGEMENT DES NOMS DE RUES A SAINTES

Avenue de la Gare avec l'avenue des Tilleuls devient *Avenue de la Marne* ; rue des Beaupeux et rue de l'Economat (quartier de la gare) *rue Galliéri* ; quai des Frères (du pont au port La Rousselle) *quai de l'Yser* ; rue Port-des-Frères (parallèle au cours, derrière les maisons à droite en montant) *rue de l'Artois* ; quai Reverseaux (de la place Blair au marché) *quai de Verdun* ; rue Reverseaux (du quai de ce nom à la mairie) *rue de Champagne* ; cours Wilson redevient *cours National* ; place de la porte Saint-Louis, *place Saint-Louis* ; place des Cordeliers *Square du Palais de Justice* (consécration de l'usage) ; place de la Fontaine (en côté de la Bibliothèque, ce nom lui venait d'une fontaine accolée au mur et non du fabuliste) *place de l'Echevinage* (souvenir accordé à l'ancienne administration municipale) ; place du Marché au bois (où on ne vendit jamais une buche ni un fagot) *place du Théâtre* ; rue de la Vieille Prison (du Collège à la rue qui descend de l'hôpital) *rue R. de Montaigne* (bienfaiteur du collège, a contribué à construire la chapelle, ancien lieutenant général et président du présidial, mort évêque de Bayonne) ; rue de la Poissonnerie (de la grand rue Victor-Hugo au carrefour des Herbes) *rue Isembert* (l'écolâtre du

chapitre de Saintes — fin du ^{xii}^e siècle — a refait le pont de Saintes, en a construit un à La Rochelle et a été envoyé à Londres dans le même but; rue du Loup (on n'a jamais connu l'origine de ce nom) (part de la rue Urbain-Loyer et aboutit à l'hôtel du commerce) *rue André Lemoyne* (le poète Saintongeais); place Saint-Pierre *place du Marché* (consécration de l'usage); rue de l'Ancien Palais (de la rue Alsace-Lorraine à l'hôpital) *rue des Jacobins* (souvenir accordé au couvent dont une partie de l'église existe encore avec sa magnifique baie vitrée de Lebas); route de Saint-Georges des-Coteaux, *cours Genet* (ancien maire sénateur); rue de l'Arceau (quartier Saint-Eutrope prend à la rue qui, de la place Saint-Eutrope, descend aux arennes) *rue Chaudruc de Crazannes* (archéologue, numismate, à qui la ville doit en partie la fondation du musée lapidaire); rue du Coteau (qui prend à la rue Pallud de la Barnière, descend aux arennes) *rue Louis Audial* (ancien professeur au Collège, fondateur de la Société des Archives, a beaucoup écrit sur l'histoire locale); rue de l'Eclair (parallèle à gauche, à la rue Saint-Eutrope) *rue Burgaud des Marets* (a écrit de remarquables poésies en patois de Jarnac); rue du Ha (origine inconnue, petite rue qui monte de la rue Alsace-Lorraine à la place du Théâtre) *rue Porte-Aiguière* (rappel de la rue Porte-Aiguière qui devenue rue Eschasseriaux reçut le nom d'Alsace-Lorraine en 1872); place de La Croix au bas du bastion et des servitudes du couvent de La Providence, (sert de marché aux chevaux et aux porcs) *place du Bastion*; rue basse Saint-Vivien (de la place Saint-Vivien descend au Bas-Medoc) *rue Daniel Massiou* (auteur de *l'Histoire de la Saintonge*); chemin vicinal de grande communication n° 6 rue de l'Abattoir (le nouveau); quai Palissy (de la place Blair à la rue Castagnary) *quai Champlain*; rue de l'Aire-Saint-Vivien (prend à la rue des Notre-Dame et va rejoindre la rue Saint-Vivien) *rue Pasteur*; rue de l'Ancien Cimetière, *rue du colonel de Faucher de la Ligerie* (donateur d'une collection de beaux livres à la Bibliothèque de Saintes); rue des Murailles de l'Abbaye (longe le mur sud de la cour de la caserne) *rue Geoffroy-Martel* (fondateur avec Agnès, sa femme, de l'abbaye); rue de l'Ormeau (un vieux nom) et route de Chanier, *rue Gautier* (le caricaturiste saintongeais); rue Bassompierre (va de la place Bassompierre à la rue des Sainte-Claire) *rue Eugène Pelletan* (homme politique, a beaucoup écrit, notamment un roman saintongeais); rue Gambetta (longe le mur du jardin Boutin) *rue Eugène-Fromentin* (peintre romancier et écrivain célèbre);

rue Denfert-Rochereau prolongée, *rue Jaurès* (homme politique, orateur puissant) ; rue du Pérat (à partir de la rue Frédéric Mestreau) *rue de Taillebourg* (en raison de sa direction vers cette commune) ; route de Lormont, *rue de Lormont* ; chemin conduisant aux Essards (derrière le dépôt d'étalons) *rue Garnier* (le conventionnel) ; rue de La Loi (part de la rue des Jacobins et aboutit à la rue Alsace-Lorraine, longeant la place de l'Echevinage) *rue du Dr Mauny* ; rue des Prés (alias Puy) Ravaud, *rue Guynemer* (aviateur célèbre).

ARTISTES CHARENTAIS AU SALON

SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS. — PEINTURE. — Balande (Gaston) *Une belle après-midi* (reproduction dans le catalogue). — Bourgain (Mlle Odette) née à Cognac. *Le plateau des Oussines*. — Bron (Achille) *L'été* ; *La rivière* ; *les varechs* ; *La Roche-Tonnerre* ; *Port de Loquigny* ; *L'étang*. — Callot (H.-E.) *Port de La Rochelle*, matin d'octobre ; *Voile rouge, La Rochelle*. — Couturaud (Alfred) *Port de Collioure* ; *falaise bretonne*. — Descouts (Ch. E.) *Paysage au bord du Clain*. — Fragnaud (G. J.) né à Tonnay-Charente, *Bouddha*. — Geoffroy (I.) *Les Servantes des « pauvres »* (Hospice de Beaune) ; *le public non payant au Guignol*. — Hippolyte Lucas. Portraits. *Au bord de la Seine, un soir* (reproduit dans le catalogue). — Juncières (de) *Intérieur vénitien (XVIII^e siècle)* : *Salle à manger de Vivrières* (chez Henri Bataille) ; *Salle à manger de Bois-Larris* ; *la commode de laque rouge* ; *la bibliothèque Louis XV*. — Lenoir (Ch. A.) *Portrait* ; *Au passant*. — Morchain *La frégate* ; *La rivière de Mortaix* ; *La Rochelle*. — Rouillet, *Barques de pêche sortant du port de Enkhuizen* (Hollande) ; *Le port de la douane à Venise*. — Saint-Martin (Mme Hélène) née à Royan, *Sur la ligne de la Robla*. — Sinton (G. H.) né à Nicul-sur-Mer, *Temps gris, bassin d'Arcachon*.

Sujets charentais traités par des artistes étrangers au département. — Bailliez, *Rivedoux* plage (île de Ré) ; *Quai de l'horloge La Rochelle*. — Cabié : *La roche isolée à Royan*. — Challulau (M. H. Emile), *Chênes en hiver en Charente*. — Petit Jean : *Le port de La Rochelle*. (Reproduit dans le catalogue). *Dans les bassins de La Rochelle*.

Bernard Paugoy (Mme Raymonde), née à Rochefort. A Châlons-sur-Marne. *Sa frimousse*, miniature.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS. — PEINTURE. — Charlopeau (Gabriel-Maurice), né à Fontenay-le-Comte (habitant Nieul-sur-Mer). *Nature morte : paysage* (Nieul-sur-Mer). — Daras, né à Rochefort (habitant Angoulême) ; *Jeanne d'Arc* (elle reçoit des mains de saint Michel, de sainte Marguerite et de sainte Catherine l'épée, l'étendard et la palme du martyr). — Garnier (Maurice) né à Royan. *Portrait de Julien Benda*. — Herisson, né à Cognac. *Cognac Louve et Louveteaux*.

Vauthrin, né à Rochefort. *Paysage de Hollande : Moulin breton. Belle-Isle ; Barques échouées. Calvados* (dessins).

Meunier (Henri), *Trois vues de La Rochelle* (gravure).

Des affiches — de couleurs les plus tendres — ont été apposées sur les édifices des villes de notre département pour annoncer la mise en vente de la propriété du Treuil-Bonin, située commune de Sainte-Genève. Et afin d'allécher les acquéreurs en quête d'un château historique, son rédacteur ajoute que ce Treuil-Bonin est « l'ancienne demeure de Godefroy de Bouillon. »

L'appas n'est pas mince mais de mauvaise qualité. Personne n'y mord.

Nous connaissons des attributions à Charlemagne, à saint Louis, à Gargantua, mais à Godefroy de Bouillon pas une. Serait-ce légende oubliée du pays ou découverte inédite ? Ni l'une ni l'autre. C'est un canard. L'affiche assure, du reste, que le pays est excellent pour la chasse.

D'où vient-il ? Qui l'a levé ou élevé ? Nul n'ose s'en vanter en présence de son succès de fou-rire ! Qui a été mystifié ou qui a-t-on voulu mystifier ? Ne cherchons pas.

La vérité est d'une simplicité enfantine.

Ce canard de vilaine espèce est sorti de ce tout petit œuf :

Une famille Godefroy propriétaire, *jadis*, de cette propriété du Treuil-Bonin. Il n'en a pas fallu davantage pour faire venir Godefroy de Bouillon en Saintonge qui n'y a jamais mis le pied.

Le monument élevé par la ville de Saintes à la glorification des hommes de la commune tués aux champs d'honneur est terminé. Nous en reparlerons, on peut dire dès maintenant qu'il sort de la banalité, qu'il est très réussi et charmant. Il est composé d'une haute stèle sur laquelle se détache une gloire qui apporte une couronne à un soldat blessé soutenu par une dame de la Croix-Rouge formant un groupe devant elle. Il est signé ; Peyronnet.

A Mons-sur-Matha, un groupement qui a pour but d'encourager la natalité, la repopulation des campagnes et l'agriculture, vient d'être fondé.

Une prime en espèces est offerte à tous les ménages habitant la commune à la naissance du quatrième enfant.

Une rente annuelle est offerte aux familles dont les quatre enfants se livreront à l'agriculture.

On ne publie pas les noms des personnes intelligentes qui forment ce groupe. C'est un tort.

— Le Conseil municipal de La Rochelle vient de créer dans la commune, et à partir du 1^{er} janvier 1923, un service de primes à la naissance de chaque enfant au-delà du troisième. Le montant de la prime sera de 100 francs pour le quatrième enfant, de 150 francs pour le cinquième et de 200 francs pour le sixième et chacun des suivants. Cette prime se cumulera avec celle accordée par le département. Elle sera acquise à toutes les mères ou chefs de famille, sans distinction de fortune, et le paiement en sera effectué en deux portions : la première moitié dès le 8^e jour après la naissance de l'enfant, la seconde au premier anniversaire de l'enfant.

A ce propos, notons que, d'une statistique, il résulte qu'à La Rochelle, il y a 7.876 foyers se dénombrant comme suit : 2.934 sans enfant, 2.938 avec un enfant, 1.410 avec deux enfants, 648 avec trois enfants, 259 avec quatre enfants, 123 avec cinq enfants, 57 avec six enfants, 22 avec sept enfants, 14 avec 8 enfants, 6 avec 9 enfants, 2 avec 10 enfants, 2 avec 11 enfants et 1 avec 12 enfants.

A Javernay, près Surgères, on a découvert, en juillet, deux Sarcophages en pierre contenant deux ou trois squelettes.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

Le 12 juin 1922, mariage à Saint-Louis de Rochefort de Mlle Mary de Perpigna avec le comte Espierre.

Le 25 juin 1922, est décédée Mme Victorin Pommereau, âgée de 70 ans, mère de notre confrère M. Gaston Pommercau, maire de Cravans.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : Ch. Dangibeaud : *Saintongeais et Rochelais à Leyde*. Dr Soltas : *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite). Abbé Uzureau : *Le premier évêque de La Rochelle*.

Document : Les réformés de l'île de Ré à Mazarin. Supplique.

QUESTION : culture du maïs.

RECTIFICATIONS.

LIVRES ET REVUES : *Comptes rendus des Séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (Mgr Duchesne) : *Océanie Française* (les deux Leçons) *Bulletin religieux* (mystiques) ; Courteault : *Annibal de La Trémoille* : *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (Lemija, Agnès Sorel).

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; changement du siège de la Société ; *Hécube* ; autographe ; M. Laferrière ; tableau de Signac ; changement de noms de communes ; Gautier ; Vierge du xv^e siècle ; orthographe du patois ; découvertes à Saintes ; don Beiderlinden ; monument aux morts ;

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : Mlle de Reboul ; Mme Tercinier ; Mme Morel ; M. Landrodie ; Mme Genet.

Mariages : Bourriau-Brémon ; Tercinier-Beguin.

BIBLIOGRAPHIE.

VARIÉTÉS

SAINTONGEAIS ET ROCHELAIS A LEYDE

(1593-1629)

L'université de Leyde, créée en 1575, acquit très promptement une grande faveur auprès de la jeunesse studieuse, parce que curateurs et bourgmestres surent consentir tous les sacrifices nécessaires pour s'assurer l'enseignement — voire la seule présence — des plus réputés savants d'Europe, de France en particulier. Les étudiants affluèrent de tous pays : de Prusse, d'Italie, d'Ecosse,

Revue, tome XL, 4^e livraison.

9.

d'Angleterre, de France. M. Riemens a mis en lumière l'*Enseignement du français en Hollande du xvi^e au xix^e siècle*, et M. Cohen l'influence des *Ecrivains français en Hollande*. (1) D'ailleurs, on parlait couramment le français à Leyde. « Il était l'organe de la puissante Eglise Walonne des Pays-Bas, créée par les réfugiés du Hainaut et de la Flandre lors du premier refuge... elle l'a gardé jusqu'à nos jours (2). »

M. Cohen a consacré le chapitre VIII de son livre aux *Etudiants français à l'Université de Leyde de 1575 à 1615*, il a utilisé les *Album amicorum* connus et plus spécialement l'*Album studiosorum Academiæ Lugduno-Batavæ* (1575-1875) publié par M. Guillaume du Rieu, qui est le registre d'immatriculation des étudiants. Il constate (3) qu'en 1593 toutes les inscriptions françaises coïncident (4) avec l'arrivée de Scaliger et que le jour où celui-ci « se fit inscrire — 2 septembre — il fut accompagné de tout un cortège. d'une cour, de quatorze étudiants poitevins, rochelais, saintongeais ». L'*Album studiosorum* révèle leurs noms (5). On'en compte cinq venus de La Rochelle, huit du Poitou et un de Saintonge. La manie de latiniser les noms rend l'identification de plusieurs embarrassante.

Nous avons pour le Poitou : Timotheus Morinellus (Morineau), Joannes et Renatus Francus (Le Franc), Jacobus Clemensellus (6) (Clemenceau), Daniel Sibleus (Sibaud), Joannes Brissonius (Brisson), Joannes Guilmardus (Guilmard).

(1) Voir dans le *Journal des Savants* de juillet-août 1921 le compte-rendu de M. Mathorez de ces deux ouvrages : dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} octobre 1921 celui de M. Gustave Lanson.

(2) Cohen *loco citato* p. 151.

(3) Page 227.

(4) M. Cohen annonce d'abord 37 ou 39 inscriptions « coïncidant avec l'arrivée de Scaliger, 11 sont venus de La Rochelle, 4 sont Poitevins, 8 Saintongeais, un Gascon, un vient de Bordeaux ». Il y a là une confusion. Nous avons les onze Rochelais, dont 6 ont précédé Scaliger de trois mois, au lieu de 4 poitevins nous en avons neuf, et un seul Saintongeais au lieu de 8. Le Bordelais est Marcus Antoninus Gorgias, dans lequel il faut reconnaître un de Gourgues. Du reste même en tenant compte du détail qu'il donne on ne retrouve pas les 39.

(5) Je dois la communication de cette liste à M. Henri Stein, qui a bien voulu prendre la peine de la copier à ma prière. Je lui renouvelle ici l'expression de ma gratitude.

(6) Jacques Clemenceau devint ministre à Poitiers de 1594 à 1637. Il mourut à La Rochelle. Haag. *La France protestante*, t. III, p. 480. Jourdan *Ephémérides*, t. I, p. 501.

Les Rochelais s'appellent :

Gabriel Burdogallæus (1), Isaac Rivetus (2).

Beljaminus Berno (3), Stephanus, Gentilus, Joannes Brunetus (4).

Les Saintongeais se nomment : Petrus Bordellus (Bourdelle) et Daniel Decussius. L'un et l'autre me sont totalement inconnus : ils sont étudiants en lettres.

Ces cinq rochelais avaient été précédés dès le mois de juin par six autres :

Jacobus Sprinsardus (5), rupellauus, Jacobus Papinus (6), rupellanus (comme le précédent et les suivants), Stephanus Rheinoldus (7), Zacharias Launæus (8), Joannes Platthanus (9).

Jacques Esprinchard est un personnage bien connu qui a acquis la célébrité grâce à ses publications et particulièrement la relation de ses voyages, dont le manuscrit appartient à la Bibliothèque de La Rochelle. M. G. Musset en a donné dans le *Bulletin de la Section de géographie du Comité des travaux historiques* (tome XXXI. 1930) p. 120, le chapitre relatif à son séjour à Strasbourg. M. de Richemont, en 1883, avait déjà parlé de ce jeune homme.

Colomiès a retracé toute sa biographie. « L'auteur de cet ouvrage est un gentilhomme qui, après avoir voiaagé

(1) Gabriel de Bourdigalle, procureur du roi au présidial en 1612. *Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, t. v. *Diaire de Merlin*, p. 172. Ibidem, t. xxxviii. *Journal de Guillaudeau* p. 58, 77, 225. Il est étudiant en philosophie.

(2) Cet Isaac Rivet ne me paraît pas de la même famille qu'André ou Guillaume. Peut-être leur est-il cousin. Il existait une famille Rivet près de Thouars. Celui-ci est inscrit comme étudiant en Philosophie.

(3) Benjamin Bernon, sieur de Lisleau, échevin de La Rochelle ; conseiller au présidial ; mort en 1617. *Archives Saintonge*. — t. v p. 324, t. xxxviii p. 33, 151. Arcère. *Histoire de la ville de La Rochelle*, t. II, p. 341. Il est étudiant en philosophie, ainsi que Gentil.

(4) Jean Brunet, avocat, sieur de Romsay, mort en 1622. *Archives Saintonge*, t. xxxviii, p. 121, 153, 203.

(5) Il est inscrit sous la date du 6 juin 1593, comme étudiant en droit.

(6) Un étudiant en théologie qui a dû devenir ministre. Guillaudeau parle d'un Jacques Papin, fils de Jean et d'Anne Grenon (p. 305).

(7) Sous cette forme quelque peu germanique peut-être pourra-t-on reconnaître Etienne Renaud cité par Guillaudeau (p. 305).

(8) Encore un élève en théologie. M. Cohen cite (p. 228) en 1595, deux thèses de théologie : l'une soutenue par Zacharie de Launay (Launæus) et l'autre par Jacques Clemenceau, poitevin. Nous trouverons en 1602 un autre de Launay, dont la patrie n'est pas indiquée, mais un proche parent de celui ci très certainement, et parent probablement de Grenon.

(9) En 1605, au présidial de La Rochelle, un Platet de La Madeleine, conseiller du roi, catholique, meurt de la contagion. *Diaire de Merlin*, p. 107.

pendant quelques années, et s'estre aquis la connaissance des de Thou, des Scaligers, des Casaubons, des Velsers, des Hoescheliuss et des autres savans hommes de son temps, se retira dans sa patrie, où il fut toujours regardé comme l'ornement de la Province. Estant encore fort jeune, il soutint à Leyde, avec grande approbation, des Thèses de jurisprudence sur la matière des Tutèles, qu'il dédia par une belle épître à l'incomparable Scaliger.

..... Ce gentilhomme mourut l'an 1605 regretté de tous les honnestes gens..... »

Il devait être très jeune encore. A Leyde il pouvait avoir de 18 à 20 ans. Par conséquent, en 1605, il avait à peine dépassé 31 ans.

Pour 1595, M. Cohen compte quinze Français « dont Samuel Petit, Saintongeais, étudiant en théologie de 20 ans, et un de La Rochelle et qui n'est autre que le futur théologien de Montpellier, oncle de cet étrange aventurier de lettres Samuel Sorbière à qui il apprendra la route de la Hollande (1). » Il est inscrit, en effet, sous la date du 23 septembre 1595, comme âgé de 20 ans et avec la mention de *Xanto*. Le 23 juin précédent on trouve Esaias Chevalerius, rupellensis, âgé de 21 ans, avec le T qui indique qu'il étudie la théologie.

Plus tard on trouve Joannes Ludovicus Balzac avec le qualificatif de *Zanctonensis, studiosus jurisprudentiæ, annorum XX*, inscrit à la date du 8 mai 1615 (2).

(1) *Loco citato* p. 228. Samuel Petit ne passe pas pour Saintongeais. Moreri le dit d'une famille parisienne. Il était, en effet, oncle de Sorbière.

(2) Cette mention appelle deux observations.

1^{re} Balzac n'est pas Saintongeais. Les Angoumoisins qui se font gloire de le compter comme une de leurs plus brillantes illustrations seraient fort marries si cette mention pouvait mettre en suspicion tout ce que l'on sait de sa naissance et de son origine. Il y a bel âge (*Bull. Soc. archéo. de la Charente*, 1846) qu'Eusèbe Castaigne a prouvé que J. L. Guez de Balzac, « le restaurateur de la langue française » est né à Angoulême fin mai 1597 (il est baptisé le 1^{er} juin). Par conséquent c'est par distraction qu'il est porté comme Saintongeais. D'où nous pouvons tirer cette autre conclusion qu'il ne faut pas accepter comme impeccable la nationalité attribuée aux élèves par le registre. Il faut vérifier. M. Cohen donne sur la pl. XXVIII la reproduction de l'inscription du registre. Est-il bien sûr qu'il faille lire *Zanctonensis* ? le Z a tout l'air d'une tache sous laquelle il semble possible de découvrir un X.

2^e Cette mention apporte la preuve que le *Discours politique de l'Estat des Provinces-Unies des Pays-Bas* est bien de 1617, environ, ainsi que Castaigne l'a proposé. Mais on ne savait au juste en quelle année Balzac était allé en Hollande.

3^e M. Cohen dit (*loco citato*, p. 291) que Daniel Heinsius vint passer quelque temps chez Balzac en Saintonge. Il faut lire Angoumois, car le château de Balzac est bien en Angoumois. Il faut comprendre Angoumois avec d'autant plus de raison que la lettre d'André Pineau à André Rivet, datée du 21 août 1648, où il est question de cette visite d'Heinsius, dit Angoumois et non Saintonge.

L'édition du registre des étudiants ne mentionne pas le nom d'un Rochelais qui assurément n'est pas de première marque, mais qui l'est autant que bien d'autres qui ont eu l'heur d'être conservé par M. du Rieu. Nous nous intéresserons néanmoins tout particulièrement à lui parce qu'il a laissé un souvenir curieux de ses années d'études à Leyde. C'est Jean Grenon, avocat au présidial de La Rochelle, puis procureur du roi en l'Amirauté de Guyenne, au siège de La Rochelle, pendant cinquante-sept ans.

Cette absence nous est expliquée par l'observation suivante que j'emprunte à M. Cohen : « Plusieurs de ces noms manquent à l'*Album studiosorum*, qui est loin de nous présenter tous les jeunes Français de Leyde. » Et cependant le volume est un in-4° à 1440 colonnes et de 280 de tables ! (1)

Grenon a habité Leyde depuis fin 1598 ou début de 1599 à septembre 1602. Nous avons le moyen de nous en assurer par le petit livre qui fait l'objet de cette étude.

Il devait être fils d'un ministre ou tout au moins d'une famille protestante réputée pour la vigueur de sa piété, car nous verrons que notre étudiant sera appelé *eximii Dei servi filius*. Il est parent, en tout cas, de l'avocat Joseph Guillaudeau, du médecin Massiot et de plusieurs autres Rochelais. Un de ses camarades lui donnera le titre de « Monsieur de La Jaunelière (2). » Il épousa, en 1607 (3), Madeleine de Mirande, de qui il eut un fils en 1609. Elle paraît être décédée sinon en 1610 (4), du moins peu après cette année, car, en octobre 1614, il épouse Anne Toupet, jeune fille de

(1) Classé aux anonymes à la Bibliothèque nationale, il n'est pas facile d'en obtenir communication. M. Stein en sait quelque chose, et je n'ai pu l'avoir — après un échec — que grâce à son obligeance. Afin d'éviter à des confrères désireux de consulter cet ouvrage le même désagrément, je leur donne la cote 4° R. 204.

(2) Ce camarade s'appelle Antoine tout court ; il est de Vienne, en Dauphiné. C'est un des très rares amis de Grenon qui se déride. Voici son autographe :

*Honneur, santé, longue vie
Bon cheval, belle amie
Mille écus quand je voudrai,
Le paradis quand je mourrai.*

Autant pour M. de la Jaunelière, lequel je prie se souvenir de moy et des macarons, raisins et miches chaudes et du beurre d'Hollande. (Ces derniers mots rayés, il (ou Grenon) en aura eu honte !)

(3) *Archives Saintonge*, t. XXXVIII, p. 34.

(4) La phrase de Guillaudeau n'est pas claire. Il a l'air de vouloir dire que le fils est mort en 1610 mais la construction de la phrase semble appeler *morte*, auquel cas il s'agirait de la mère.

18 ans, c'est-à-dire de seize ans plus jeune que lui, laquelle lui donne dès sa première grossesse trois enfants à quinze jours d'intervalle (1). Elle vécut jusqu'à 81 ans. Grenon a dû mourir vers 1662, il avait alors 82 ans. Le 26 janvier, il donne procuration de résigner son office de procureur du roi en l'Amirauté de Guyenne en faveur de Pierre Gresseau, avocat au siège présidial de La Rochelle (2). En 1640, il avait marié sa fille Anne.

Voilà tout ce que nous savons de lui.

Grenon pouvait avoir 19 ou 20 ans (3), comme tant d'autres de ses camarades, quand il arriva à Leyde. Il y rejoignait des compatriotes ainsi que nous le verrons.

On peut aisément deviner à quelles études il allait se livrer, puisque trois ans après être rentré à La Rochelle, il obtenait l'office de Procureur du roi à l'Amirauté. Il se proposait donc de suivre les cours de droit et très probablement de littérature, au moins latine et grecque, bien qu'il paraisse goûter peu le grec. En tout cas il a négligé complètement l'hébreu, familier à quantité de ses amis, mais qui ne pouvait pas lui servir dans la carrière à laquelle il se destinait. Contrairement à beaucoup d'autres il n'a laissé aucun mot qui permette de croire qu'il y entendit quoi que ce soit.

Peu de temps après son arrivée, Grenon entreprit de constituer un livre de souvenirs de ses amis sous la forme d'autographes. C'était alors une mode dont il subsiste plusieurs témoignages. Soit à la veille du départ, soit au moment où un camarade quittait l'Université, on échangeait quelques pensées, quelques serments d'amitié sur un livre *ad hoc*, avec dédicace, signature, date. Grenon a commencé le sien fin juin 1599, mais il a surtout récolté ses autographes en 1601 et 1602.

Son *album amicorum* — pour lui conserver un titre consacré par

(1) *Ibidem*, p. 79. Guillaudeau a dû oublier le millésime après le mot novembre. En tout cas, cette triple naissance est rarissime.

(2) *Archives départementales*, Amirauté B. 218. Communication de M. Millot, archiviste adjoint, à qui je dois aussi l'obligeante communication de l'acte de 1675 dans lequel Anne Toupet, veuve de Jean Grenon, avoue devoir huit sols de rente, à cause d'une maison, sise petite rue du Temple, « escheue audit feu sieur Grenon par le décès de Marie Delaunay, sa mère. » (*Archives départ.* E. 11).

D'après une note de Jourdan (*Bibliothèque de La Rochelle* mss 354) Anne Toupet est morte le 49 juillet 1677, âgée de 81 ans. (Reg. protestants).

(3) C'est l'âge de beaucoup d'étudiants, on verra plus loin que plus tard il en venait à Leyde de beaucoup plus jeunes, il en venait aussi d'un peu plus âgés.

l'usage — se compose de 153 feuillets, mesurant 153 millimètres de hauteur sur 97 de largeur, réunis sous une reliure de beau parchemin blanc frappé sur chaque plat de filets et d'un ornement dorés, tranche dorée ciselée. Un vrai petit livre facile à mettre dans une poche de vêtement. Il a appartenu à F. I. Ranson (1) qui a collé son *ex libris* sur le verso. Par quels acheminements est-il devenu la propriété d'un ecclésiastique de Saintes ? Mystère. Il est entré en ces derniers temps chez M. Abel Mestreau, l'amateur saintais toujours tenté d'ajouter à sa déjà si riche et ample collection de tous objets un joyau nouveau.

Les autographes, au nombre de 159 (2), sont écrits généralement d'une bonne écriture, soit en français, soit en hébreu, soit en grec, soit en latin, souvent en deux ou trois langues (3) quand il y a deux ou trois pensées, plus ou moins originales (4), plus ou moins banales, naïves, très rarement gaies, plus rarement encore primesautières et spirituelles, parfois amères (5), empruntées soit à un auteur classique, soit à saint Augustin ou à un psaume. La prose domine, mais le vers latin et le vers français — combien faibles ! — ont des adeptes. Les amis de Grenon, et Grenon sans doute, vivent loin des tripots et des cabarets (6) ; ils paraissent austères, plusieurs suivent le cours de théologie et deviendront ministres.

(1) Je ne connais pas ce Ranson, qu'aucun indice ne permet d'essayer d'identifier. Mais en 1674 je connais un Jacques Ranson, sieur de Plantebelle, protestant, qui a peut-être (?) quelque parenté avec le possesseur du petit livre en question.

(2) On en compte 45 de français à Leyde seulement.

(3) Les langues étaient alors très étudiées. M. Cohen cite Samuel de Lescherpierre, sieur de La Rivière, comme « le plus savant ou le plus pédant d'eux tous. Il trace — sur un album — deux lignes de syriaque, une ligne d'hébreu, une de grec, une de latin, une d'espagnol, quelques vers en allemand, en anglais, en hollandais, une devinette absurde en italien, et une conclusion idiote en français (voir pl. XXVII). » Scaliger faisait des élèves ! Ce Lescherpierre est un ami de Grenon.

(4) De Joannes Gozdíus, polonais : *l'espoir en désespoir*. Molière est devancé.

(5) De René Tessier (Textor) de la Banque, poitevin, (M. Cohen cite en 1601 un René Textor, poitevin, le même sans doute) : *Aspice, despice, suspice, respice. In Cælo Summum*. Grenon nous apprend qu'il mourut de maladie en mer « en s'en retournant de Leiden pour servir Dieu en son église. »

(6) A défaut du livre de M. Cohen on pourra lire dans l'article cité de M. Lantion les deux pages qu'il consacre à la vie des étudiants, voire de certains professeurs (Vulcanius et de Smet). « La taverne, les dés, les femmes, les rixes entre eux ou avec le guet et les bourgeois, tiennent une grande place dans l'existence des étudiants. » Vulcanius était « feru de dez et de boisson. »

Les dédicaces sont toujours très élogieuses, contenant des protestations d'amitié, solide, *ad aras*, éternelle (1), réclamant la réciprocité en termes chaleureux, parfois prétentieux, parfois d'un lyrisme échevelé qui tourne au bouffon (2). Tous ces autographes, écrits sans ordre, occupent, au début, le recto des feuillets, mais, vu le nombre croissant d'amis et la perspective de manquer de place, ils prennent bientôt recto et verso.

Non content de solliciter ses camarades, Grenon ne craint pas d'aller demander à ses maîtres la faveur d'un mot signé, chose qu'ils n'ont pas voulu ou pu refuser (3).

Bien mieux ! Quant notre étudiant revint en France, il garda son livre dans sa poche et partout où il séjourna, ne fut-ce qu'un jour ou deux, il trouvait moyen d'augmenter sa collection d'un nouvel autographe. C'est, du reste, grâce à cette petite manie que nous pouvons reconstituer son itinéraire de rentrée. Il n'emprunte pas la ligne la plus courte.

Grenon a gâté son *Album* en écrivant sur les cinquante premières pages, de son écriture fine et serrée, un nombre incalculable d'aphorismes, de maximes les plus diverses, de sentences, de citations en un mot sur les sujets les plus variés, tirées de classiques latins — Cicéron, Sénèque... — Il en fit tant qu'elles débordent et envahissent (4) les autographes, il en écrit entre les lignes.

(1) Un certain Rollet, qui a négligé de faire connaître sa nationalité, écrit « Je me tiens si heureux d'être cogueu de vous que je n'ay rien à moy que je ne dédie à vous. »

Daniel Mulle (Mullius), de Nérac, (10 septembre 1602) assure que,

Voyci d'amour la petite cordèle
Plustot mourir que de n'estre fidèle.

Voir plus loin l'objurgation de Jean Cottoreau.

(2) Massiot commence ainsi. — Massiot est parent de Grenon.

*Non semper imbres nubibus hispidos
Manant in agros, aul mare Caspium
Vexant inaquales procellæ
Usque, nec Armeniis in oris.*

(3) M. Cohen (*loco citato* p. 208) dit que les étudiants tenaient à honneur d'avoir le nom de Scaliger sur leur album et parmi les *albums* conservés il cite celui « du jeune Boot d'Utrecht » que Grenon a dû avoir pour camarade et qui figure sur son album sous le nom d'Everard Boot d'Utrecht, 11 Kal juin 1602. Il est devenu ministre à Utrecht. Voici les noms des professeurs qui signent sur l'album de Grenon : Charles de Lécluse, professeur de botanique, Bonaventura Smit, dit Vulcanius, professeur de langue grecque, Paul Merula, professeur d'histoire, François de Jon (Junius), professeur de théologie, Daniel Heinsius, professeur d'histoire et de politique, Lucas Treilcat, professeur de théologie, Joseph Scaliger.

(4) Il a même copié des pièces entières de vers latins d'Heinsius.

Voici, au hasard, quelques titres des paragraphes qui se suivent sans ordre, sans méthode les uns au bout des autres : *de Amicitia et amore* : *de fortibus viris* : *de bello et pace* : *de avaritia* : *de iudiciis* : *de pœnitentia* ; *de prescriptioe* : *de libertate* : *des trahistes et faux amis* : *de la monarchie* (paragraphe très développé) *de justicia et jure* (paragraphe très long) *des vefves et libidines...* une provision de belles sentences à placer à l'occasion.

Tous les autographistes sont assez embarrassés pour nommer en latin l'acte qu'ils accomplissent. Le mot le plus fréquemment employé est *benevolentia* ou *amoris symbolum* (écrit parfois en grec) ou *signum*, ou *testimonium*, *lessera*, ou simplement *amoris causâ*.

On remarque une différence très tranchée entre l'amî (1) et le professeur. Ce dernier appelle Grenon *juvenis* ou *adolescens* avec un mot plus ou moins amical ou élogieux. Quelques-uns se contentent d'écrire la pensée, banale ou forte, qui leur passe par la tête, ou citent un passage d'auteur.

J. Scaliger écrit sans dédicace, Smet écrit sèchement *Nosce te ipsum* et signe ; mais D. Heinsius déclare son élève *doctissimus ornatissimusque* et lui accorde *amicitiæ amorisque ipsius eruditioni et moribus debiti dignum* ; Vulcanius parle au *doctissimo juveni benevolentia* causâ.

Du reste tous, amis et professeurs, pasteurs, prodiguent à Grenon les qualificatifs les plus flatteurs *cullissimus* : *ornatissimus* : *pietate omnique eruditionis genere decoratus* : *spectatissimus*, *humanissimus* : *colendissimus* : tous les superlatifs défilent. Il devait être séduisant et probablement très instruit. Passant à Strasbourg il se présente chez Nicolas Agerius, il lui demande son autographe, et très aimablement ce maître le qualifie de *vir ornatissimus antea ignotus, nunc autem, ut opto et offero, amicus optatissimus*. Bernard de Sonis, professeur de théologie à Montauban, lui dédie cinq lignes en grec et en latin : *doctissimo viro. D. Joanni Grenoni perlustranti diversas regiones variasque academias* (22 octobre 1602). C'est qu'en effet Grenon est parti de Leyde depuis les premiers jours de septembre, mais il avait visité déjà aupara-

(1) Grenon a eu comme camarade Henry de Colligny, petit-fils de Gaspard II. Il était amiral de Guyenne et fut tué à Ostende le 10 septembre 1601, à 20 ans. Son autographe est du 7 février 1600. Il signe cette seule phrase « *In magnis voluisse Sat est.* »

vant bon nombre de villes et d'universités : Oudewater, Francké, Utrecht, La Haye.

Avant de quitter Leyde définitivement, je citerai les noms des étudiants qui se rattachent par un lien plus ou moins étroit à l'Aunis (1).

J. Bignonneus, rupellensis armoricus, idibus maii 1600 (*écrit en hébreu, en grec, en latin, en français*) (2).

J. Burdegallus (3), 17 kal. septembris 1599.

Daniel Gooræus, 6 kal. augusti 1600.

Celtucy est ministre à La Rochelle.

Daniel Couppæus (4), 1600.

Il est ministre à Tours.

Daniel Chanetus (5), picto gallus, discedens Leida, 20 novembris 1600.

Ludovicus Cerclerius, 1 april 1601, in Galliam discedens (6).

Ægidius Boucherellus, andegavensis, 24 octobre 1601 (7).

Claudius Heraldus, picto, in Galliam discedens, nones april. 1602 (8).

(1) Grenon a annoté plusieurs noms. Ce sont ses notes que je reproduis à la suite du nom.

(2) *De n'avoir point d'amis et de n'en faire conte
C'est le fait d'un Timon maudissable en tout lieu,
Qui n'aime son prochain ne saurait aimer Dieu,
Vice qui en laideur tous les vices surmonte,*

(3) Peut-être un frère de Gabriel dont nous avons appris la présence à Leyde en 1593 à la suite de Scaliger. (Voir plus haut).

Il est mort à La Rochelle assesseur criminel comme j'étais à Paris à la poursuite de mon estat de procureur du roi en l'amirauté le (blanc) de (blanc) l'an 1605.

(4) Daniel Couppé, ministre à Tours, puis à Loudun où il mourut très âgé. cf. Haag, t. IV, p. 84 et p. 350. Il épousa Marie Delaunay à La Rochelle le 9 mai 1608 (*Diaire de Joseph Guillaudeau, Arch. Saint., t. XXXVIII, p. 36* cf. au tome XV une lettre de lui 1612). Il écrit comme un bon maître d'écriture ; sa page est la plus soignée de tout le volume : il emploie cinq caractères tous d'une régularité, d'une correction remarquables.

(5) Daniel Chanet, ministre à Ars en-Ré, puis à Marans, cf. Haag, *France protestante*, nouv. édit. III col. 1063.

(6) Probablement Louis Lecercler de La Chapellière, pasteur à La Rochelle (1601-1627) cf. (*Diaire de Merlin, Archv. Saintonge, tome V, XXXVIII, p. 182*).

(7) Gilles Bouchereau, pasteur de la province d'Anjou, assiste à un consistoire tenu à La Rochelle en 1616. (*Diaire de Merlin, p. 301*).

(8) Crottet (*Histoire des Eglises réformées de Pons, p. 102*) dit que Zacharie Herault remplaça en mai 1604 Guillaume Sondet, puis qu'il passa en septembre 1608 à Royan.

Y aurait-il eu deux ministres du nom de Herault presque en même temps ?

Ministre à Pons.

Guillemus Rivetus, Sammaxentinus, nones d'avril 1602 (1).

Jacobus Violatius (S. D.) (2).

Ministre à Marans.

Inter amicos nil meum aut tuum, sed tuo mea omnia ; amicorum enim omnia debent esse communia, inquit vetus proverbium.

Grenon part de Leyde dans les premiers jours de septembre 1602, il passe à Heidelberg (3) le 9, à Strasbourg le 14, à Bâle (4) le 16, à Genève le 20. Il séjourne dans cette ville pendant deux semaines environ. Il n'en emporte que deux autographes. Il est vrai que l'un d'eux est de premier ordre. Gaspard Laurent, recteur de l'Académie, se contente de signer son nom avec la dédicace : *Eximio ac pio juveni D. Joanni Grenoni, eximii Dei servi filio, hoc symbolum scripsi*. Dans cette ville sainte le pèlerinage au plus vénéré des docteurs de l'Eglise protestante s'imposait. Il n'eut garde d'y manquer et de présenter sa requête habituelle, le 21 septembre. Sans trop d'enthousiasme — mais comment refuser à un coreligionnaire jeune qui vient, avec tout le respect possible, faire une visite inspirée par une pieuse admiration ? — Théodore de Bèze s'exécute, il transcrit, de mémoire probablement, car il oublie des mots, un passage de saint Augustin sur la Genèse (livre 4, chap. 12), il écrit mal et il se plaint d'être ma-

ce n'est guère croyable. C'est toutefois possible, mais il se pourrait que Crottet donne un prénom erroné. En tout cas l'existence d'un Claude Herauld, ministre, n'est pas douteuse.

On rencontre dans les minutes de Bargignac, notaire royal à Cozes, au moins une douzaine d'actes (1667-1676) dans lesquels une Anne Heraud, veuve d'Etienne de Borde, sieur de Lugajac, habitant Bordeaux, venant à Cozes pour régler des affaires d'intérêt, se dit héritière de Claude Heraud, à qui est donné le titre tantôt de docteur en théologie (ainsi qu'à plusieurs autres ministres), (1676). Claude Heraud vit encore en 1618, et d'après une indication, vague il est vrai, on pourrait croire qu'il serait mort aux environs de 1664.

(1) Guillaume Rivet, sieur de Champvernon, frère d'André, ministre à Taillbourg en mars 1603 (*Archiv. Saintonge* t. V, p. 38, mort en 1631, à 69 ans. Lui aussi a constitué un *Lib^r amicorum* que M. du Rien a édité. *Non vidi*. Il est vraisemblable que le nom de Grenon y figure.

(2) Jacques Violette reçut l'imposition des mains en l'église de Marans en octobre 1604 (*Diaire de Merlin*, p. 120). Il est inscrit, en effet, comme élève en théologie, le 3 novembre 1599, sous le nom de Jacobus Violaceus, gallus.

(3) Il rend visite à Henri Smit (Smetius) médecin de Frédéric III et professeur dans cette ville.

(4) Il visite Jacques Couët, sans doute Jacques Couet du Vivier, grand orateur, mort à Bâle le 28 janvier 1608.

lade (1). Grenon dut se confondre en remerciements et se retirer heureux. En fait, c'est la perle de son recueil.

Il se remet en route avec Samuel Quinson, de Nevers, ministre à Annonay (il dit Nonay en Vivarais), avec qui il voyage jusqu'à Lyon où ils arrivent le 5 octobre. A Uzès, le 11, il va voir Laurent Brunyer, ministre. Le 14, à Montpellier, il rencontre son parent Jacques Riffaut, de la Rochelle, alors simple bachelier en médecine (2), qui lui dédie son autographe :

In veræ et sempiternæ amicitia symbolum hoc deproponebat amicus amico cognatus cognato.

A Montauban, le 22 octobre, il visite Bernard Sonis, et Florimond Le Ron de Bevon, président du présidial d'Agen, quelques jours après. Il dut rentrer à La Rochelle avant la fin du mois.

En résumé, il a mis deux mois pour venir de Leyde à La Rochelle avec quinze jours d'arrêt à Genève. Il a remonté le Rhin jusqu'à Basle, descendu le Rhône et la Garonne.

A la Rochelle, il continue sa collecte. Le premier autographe qu'il recueille est celui du vieux Pierre Le Febvre, pasteur et professeur d'hébreu à La Rochelle même, qui écrit au bas de l'autographe de Théodore de Bèze, « noble homme » dit Guillaudeau, jouissant d'une haute considération (3). Les autographes sont d'ailleurs peu nombreux, neuf seulement, et très espacés en date les uns des autres (1602-1612) et insignifiants. Massiot, le parent de Grenon, lui dédie une pièce de vers latins assez emphatiques, Antonius Ther Susmitten de Wesel (Clivo-Vesaliensis) déclare que : *lingua in consiliis valet, in certamine dextra*.

On voit un A. de Montjon qui n'est probablement pas le même que celui que nous avons vu à Poitiers. Antoine de Montjon, de Belac, est conseiller à Poitiers en 1622 et maire de la ville en 1637.

Après un repos de dix mois il repart. De septembre 1603 à

(1) *Scribebam* dit-il, *valetudinarium, annos agens hujus vitæ 84*. Suivant son habitude Grenon a mis une note : « Il est mort le 13 octobre 1605, ayant malade depuis le 5 de septembre et a esté enterré en un temple dans la ville de Genève. Deux gentilshommes anglais, sachant sa maladie, vinrent, en poste, de Lion pour le voir. »

(2) Il est devenu médecin à La Rochelle. (*Diaire de Merlin*, p. 138).

(3) Il est mort à La Rochelle, âgé de 85 ans, le 4 septembre 1622 : et sa femme Catherine Delaunay, à l'âge de 87 ans, le 9 mars 1628. Cf. *Journal de Guillaudeau* p. 205 et 361. Il est très mêlé aux affaires de la ville. Merlin en parle souvent. On a vu plus haut que la mère de Grenon est une Delaunay.

mars 1604, il séjourne à Poitiers. Là il se lie avec un Jean Bretinaud (1), des étrangers, Anselmus Rolle ab Hamerssfelt, Edzardus Rengers van den Post, Joannes Conradus Klenck, prussien de Dillenbourg, un des rares autographistes qui ait un mot un peu gai :

*Horloge entretenir
Jeunes femmes au gré servir
Veilles maisons réparer
C'est toujours à recommencer.*

En revanche il est d'avis que :

Jurisprudentia ex Matrona Meretrix facta est.

Et encore François Gautier (Galterus antecessor pictaviensis), Pascal Le Coq, médecin, Dujaulier, de La Rochelle, qui ne trouve rien autre que cette banalité :

Magna fortuna magna servilus est.

J. Gaudin de Fontenay, Jacques Clemenceau, ecclesiæ pictaviensis pastor, le même dont nous avons constaté la présence à Leyde en 1593, Jean Cottereau (Cotterjus), de Tours (2), Bonaventure Irland (3), A de Ladugnie (ou Laclugnie), professeur de droit. J. Turcand, un Montjon, de La Rochelle.

Ce petit recueil contient une partie artistique.

Grenon a collé quatre portraits gravés ! Celui de Philippe de Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde, âgé de 58 ans, joli portrait daté de 1599 (4), celui de Jean Arcire, frère de Théodore, âgé de 64 ans en 1600 ; celui de Charles de Lécluse, âgé de 75 ans ; celui de Bonaventure Vulcanius, âgé de 58 ans en 1596. Aux portraits,

(1) Probablement Jean Bretinaud, avocat, seigneur de Plassay et Pampin qui épousa le 1^{er} septembre 1604 Suzanne de Puyroussel. Beauchet-Filleau. *Dictionnaire des Familles du Poitou*, t. I, p. 744.

(2) Il couche sur sa page une longue objurcation suppliant Grenon de lui conserver son amitié : *Per decus tuum, humanitatem tuam, leporem tuum, oro te atque obsecro, si quid possum, precibus non precio vinculo plusquam adamatino as-tringatur amicitia nostra, Orestis et Pyladis dicatur..... etc.*

(3) Seigneur de Lavan, conseiller au Présidial de Poitiers en 1581, doyen de la faculté de droit, mort en 1608. Babinet. *Le Présidial de Poitiers*, p. 83. Beauchet Filleau. *Dictionnaire II*, p. 237. Il s'intitule en effet *antecessorum primicerius sive decanus et consiliarius regius*.

(4) Grenon ne l'a pas connu puisque Marnix est mort en 1598. Le fait de coller ce portrait est un témoignage de l'admiration que la jeunesse ressentait pour ce célèbre agitateur, l'un des auteurs de la révolution de Hollande.

Grenon a joint des armoiries. Voici à côté de l'autographe d'Etienne Tuffet de Paris (1), une gravure qui doit être les armoiries du personnage : un lévrier galopant à gauche.

La partie vraiment artistique, neuve, insolite, consiste en six dessins à la plume, coloriés ou non, gentils dessins d'amateurs, qui donnent à ce volume un petit caractère particulier. C. de Saint-Denis a figuré en couleurs un chevalier, armé de toutes pièces, lançant son cheval au galop dans un précipice, l'épée haute, sans doute pour concrétiser la devise *Dulce pro patria mori*. C. La Richardièrre (*Richarderus*) montre comment *Amour apprend aux asnes à danser* sous les apparences d'un petit enfant, nu autant qu'il convient à un amour, les yeux bandés, d'un voile très transparent, un carquois vide en bandoulière, jouant du violon devant un âne debout sur une patte. A Poitiers, J. Turcand, avec moins de talent, dessine une Fortune, volant au-dessus d'une mer agitée, sa roue à moitié noyée, une grande mèche de cheveux flottant devant sa tête, recevant d'une main, sortant des nuages, une sorte de banderole où on lit : « *Ma Fortune vient du ciel* » ; Meschinot se contente d'un rébus : dans un ovale au trait il a mis une hache et une couronne fleurdelisée et autour ces quatre mots disposés aux extrémités des deux diamètres : *Aut nihil aut cæsar* et au-dessus *je cherche les extrémités*. Le meilleur dessin est assurément celui de Samuel Dablin, daté de Leyde du 24 août 1602. C'est encore un rébus exécuté très finement, d'une main très experte, à la plume, sans rehauts de couleurs : Un jeune enfant, nu, assis, joue du tambourin sur un plat de métal à bord orné, ayant devant lui un grand sablier vers lequel arrive une flèche et autour duquel s'enroule un serpent. Une couronne de fleurs gît par terre. Au-dessus ces deux vers :

*Ut flos unicus subito macressit in hortis,
Sic celeri fugiunt mortalia tempora cursu.*

Enfin le dernier dessin met en présence un dindon et une autruche, toujours à la plume. Comme il est en face de l'autographe de Jean Bodeilher, prussien (borussus) il est probable que ce dernier en est l'auteur.

Outre ces dessins on voit des armoiries en couleurs, fort bien exécutées. Par les titulaires ou par une main étrangère ? Je ne

(1) Il y a au présidial un Etienne Tuffet, sieur de La Mitrière, conseiller en 1640. Arcere loco citato.

puis le dire. Samuel Qualtere des Aulnées a peint ou fait peindre un écusson au champ d'azur, au chevron d'or, accompagné de trois épées d'or en pal, avec devise : *Veindre ou mourir*. — Doer Henderich van dem Sande a pour armoiries de gueules, à deux étoiles d'or et une fasce ondée d'argent (1). — I. de La Haye porte d'azur, à trois canards d'argent nageant sur des ondes de même. — Jacques Violette, futur pasteur à Marans, s'est attribué modestement trois violettes de pourpre sur champ d'argent. — Jean Bodeilher écartelle au 1 et 4 d'azur, à la croix d'or, au 2 et 3 d'or, au lion de gueules. — Andreas Morembergt, prussien (borussus) pose une femme nue de sable, un long voile d'argent ceignant sa tête et ramené sur le bas ventre, tenant une couronne, debout sur une terrasse, le tout sur champ d'or.

On me pardonnera d'avoir eu la curiosité de dépasser les années pendant lesquelles Grenon et ses compatriotes immédiats séjournèrent à Leyde, et d'avoir noté, pendant vingt ans encore, les Rochelais et les Saintongeais — rares — que l'enseignement de l'Université de Leyde amena dans cette ville.

Je me borne à une simple énumération. Les noms de famille de ces jeunes gens sont connus. Il serait long et peut-être sans intérêt de rechercher le rôle qu'ils jouèrent dans la vie.

1605 1^{er} décembre Joannes Perellus, rupellensis, 20 (ans) T. (*Théologie*).

— 15 — Samuel Florius vel Fleuri, rupellensis, 20 (2) T.

1606 2 février Joannes Bardinus, Sancto, 21, P. (*Philosophie*),

— 15 juin Johannes Lechantre, ruppellanus, 21, T.

1607 4 avril Isaac Puyrousetus, rupellanus, 18, J. (*Droit*.)

1609 29 mai Daniel Beguinus, angeliensis Xanto, 21, J.

— — — Ludovicus Delaunay, rupellensis, 20, M. (*Mathématiques*).

— 12 juin Jacobus Mignonneus, rupellensis, 20, J.

1611 30 avril Jacobus Brissonius, ruppellanus, 24, T.

— — — Antonius Bacherius, ruppellanus, 20, T.

1615 30 mars Stephanus Gorribonus, rupellanus, 18, L.

1617 8 septembre Johannes Gorribonus, rupellensis, 22, J.

1619 17 septembre Gédéon Commæus, Xanto, 22 J.

— 27 — Jacobus Sycaldus, rupellensis, 17, P.

(1) Cette fasce ondée est ronde. Est-ce un cable ?

(2) Le chiffre indique l'âge.

1621	15	mai	Johannes Affanor, Xanto, 20, P.
—	19	mai	Benjaminus Pritolaus (1), Xanto S Angelianus, 20, T.
—	26	mai	Johannes Minenius, Xantho, 20, T.
—	—	—	Stephanus Vacherius, rupellanus, 22, T.
—	—	—	Jacobus Henricus, rupellanus, 20, T.
—	—	—	Zacharius Salbertus, rupellanus, 17, L. (<i>Lettres</i>).
—	—	—	Michael Realdus, rupellanus, 12, L.
—	—	—	Antonius Buignonius, rupellanus, 24, T.
—	—	—	Augustus Legusius, rupellanus, 15, A. (<i>Arts libéraux</i>).
—	—	—	Nicolaus Boulæus, rupellanus, 12, L.
—	—	—	Balva Delasteus, rupellanus, 11, A.
—	30	mai	Jacobus Fontanus, rupellensis, 22, T.
—	—	—	Gabriel Bernonus, rupellensis, 14, L.
—	—	—	Stephanus Goueanus, rupellensis, 14, L.
—	—	—	Benjaminus Bernonus, rupellensis, 10, L.
—	—	—	Petrus Bernonus, rupellensis, 9, L.
—	4	octobre	Gulielmus Rivetus, Gulielmi filius. Talibur- gensis. Xanto. 16, L. Hon. ergo.
—	—	—	Andreas Rivetus, Andreæ filius, Picto Touar- sium 13, Hon. ergo.
—	9	octobre	Johannes Salbertus, rupellensis, 23, T.
1622	27	mai	Thomas Van Niekerken, rupellanus, 15, L.
—	2	août	David Primirosius, Xanto, 22, T.
1629	8	octobre	Isaac Terondius, Xanto 19, M.

Il faut chercher dans l'attirance exercée sur les familles par l'enseignement de certains professeurs réputés l'affluence d'élèves de même pays, que l'on remarque en certaines années. L'exceptionnelle et remarquable troupe de Rochelais, de tous âges (même de dix ans) qui arrive à Leyde en 1621, est amenée par Rivet. « Pour 1621, dit M. Cohen (2) on saute à 49 inscriptions » : les

(1) Benjamin Priolo, personnage suffisamment connu pour n'avoir pas besoin d'être présenté. Je renvoie le lecteur au tome XXXVIII des *Archives* dans lequel M. Reveillaud a publié les *véritables faits et gestes du seigneur Benjamin Prioleau* et au tome XXVII du *Bulletin* qui contient du même un article qui complète la préface du précédent mémoire.

Le séjour à Leyde est connu depuis longtemps (Normand *De Benjamin Priolo vita et scriptis*). La mention 20 ans inscrite sur le registre d'immatriculation, pourrait faire mettre en doute la date de naissance de Prioleau, 1602, admise jusqu'ici.

(2) *Loco citato*, p. 343.

étudiants de La Rochelle ne sont pas moins de 15, dont un groupe de 5, le même jour, mais l'influence de Rivet y est certainement pour une plus grande part. Les Saintongeais continuent à être nombreux (1), l'un d'eux a un nom dans l'Histoire. C'est Benjamin Prioleau. En 1605 le rectorat « du fameux Arminius » aurait pareillement exercé une forte influence sur les Rochelais.

CH. DANGIBEAUD.

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE

SOUS MAZARIN

(1633-1661)

(suite)

VIII

L'ARMEMENT DU MARQUIS DE MARTEL, 1637. — *Le Saint-Louis* ET *la Victoire*. — ACHATS DE VAISSEAUX.

Nous savons qu'à la fin de l'année 1636, Colbert de Terron se préparait à armer le vaisseau *la Vierge*, qui était en Seudre, et la flûte *le Husdon*, rentrée de Terre-neuve à la Rochelle. L'intention du Cardinal était de faire passer à Toulon ces deux navires chargés de vivres, de munitions et de marchandises ; et le vaisseau *la Vierge* pourrait participer à une campagne de course en Méditerranée.

Terron envoie à Mazarin un mémoire des marchandises qui lui paraissent les plus avantageuses ; il a trouvé à la Rochelle un stock de cables et de toiles à voile sur lequel « il y a un quart de profit à faire ». Il demande aussi au Cardinal si son intention est de prendre à son compte les vivres des équipages, car il voudrait faire ses achats avant que le bruit de cette expédition eût fait monter les prix.

Pendant que Terron s'occupait à ses vaisseaux, dans les premiers mois de l'année 1637, un autre armement était en formation en Bretagne, armement en course commandité par une so-

(1) C'est beaucoup dire. On peut constater qu'ils sont en petit nombre.

ciété. Le marquis de Martel (1) armait un vaisseau à Brest, et Mathurin Gabaret (2) une frégate neuve, *la Françoise*, à Saint-Malo.

Diverses circonstances amenèrent la fusion de ces deux armements de Brouage et de Brest. La principale résultait de la reprise de négociations plus actives avec le Portugal. En principe, d'après les engagements pris en 1644 avec le roi Louis XIII, le gouvernement portugais paraissait devoir assister la France par une diversion contre l'Espagne ; or, pendant la Fronde, il était resté à peu près inerte, et Mazarin avait déjà chargé, en 1655, le chevalier de Jant de porter des représentations au roi de Portugal. L'Instruction du chevalier de Jant est du 10 février 1655, et celui-ci arriva à Madrid le 11 avril. Comme, au cours de ses négociations, certaines ouvertures d'arrangement apparaissaient entre l'Espagne et le Portugal, le chevalier de Jant, pour faire échec à ces préliminaires, se crut obligé de signer, le 7 septembre 1655, un traité d'alliance qui engageait beaucoup trop la France, au gré de Mazarin, et que le roi désavoua le 26 mai 1656.

Le roi de Portugal, don Juan IV, étant mort le 6 novembre 1656, son fils Alphonse VI lui succéda sous la régence de la reine dona Luisa, sa mère, et la cour de Portugal fit passer en France, au commencement de l'année 1657, le P. Domingo del Rosario, dominicain, pour renouer les négociations.

C'est alors que fut décidée, en France, l'ambassade du comte Jean-Baptiste de Comminges (3), lieutenant des gardes de la reine, et l'on résolut de faire escorter cette ambassade par une escadre formée avec les vaisseaux qui se trouvaient prêts en Ponant.

On profiterait de cette occasion pour donner plus d'ampleur au convoi qui passerait en Méditerranée ; et Mazarin y faisait joindre 300 matelots de Ponant pour équiper son vaisseau *l'Anna* qui était à Toulon, en vue d'une campagne de course.

M. de Martel est pressenti, Mazarin retient ses vaisseaux dont

(1) François de Martel, capitaine de vaisseau en 1637, chef d'escadre en 1642, lieutenant général en 1656, mort en 1681.

(2) Mathurin Gabaret, de l'île de Ré, capitaine de vaisseau en 1636, chef d'escadre de Sainlonge et de Poitou le 30 novembre 1663, commission renouvelée le 12 novembre 1669, mort à Barèges en septembre 1671.

(3) Gaston Jean Baptiste de Comminges, né en 1613, fils de Charles de Comminges, seigneur de Fléac et de Saint-Fort, tué au siège de Pignerol en 1630, et du Mario de Guip ; son grand-père, Pierre de Comminges, avait été lieutenant du roi à Brouage en 1604. Il avait épousé, par contrat du 22 mai 1643, Angélique d'Amalbi, il mourut en 1670.

les frais d'équipement lui seront remboursés par le roi, et on lui donnera toutes les facilités pour compléter son armement. Il se joindra aux vaisseaux de Brouage et prendra le commandement de l'escadre.

Dans une lettre personnelle (1) le cardinal mande à M. de Martel ce qu'on attend de lui : passer M. de Comminges à Lisbonne puis escorter un convoi de flûtes à Toulon. Là, il complètera son artillerie et prendra part à une campagne de course pendant six semaines environ. Il lui est recommandé « d'avoir soing des munitions, vivres et autres choses » et aussi des matelots que le sieur de Terron a reçu ordre de lever pour *l'Anna*.

Les deux centres d'armement entrent aussitôt en communication. Pendant que le capitaine La Rabesnières-Treslebois équipe *la Vierge* dans la Seudre, la frégate de Brouage, *la Sainte-Anne*, commandée par Ithier Guillon, est expédiée à Brest avec du matériel.

Mazarin réitère à M. de Martel ses ordres et ses promesses ; il le prie d'avancer 6.000 livres qui sont nécessaires pour la frégate de Saint-Malo et qui lui seront remboursées « avec assurance que le sieur de Terron satisfera ponctuellement à ce que je vous ay promis luy en envoyant un ordre exprès (2). »

Le marquis de Martel, tout en se déclarant prêt à obéir à l'ordre du Cardinal, objecte que ce qu'on lui demande l'éloigne complètement du but assigné par les armateurs. « Je vous diray, écrit-il à Terron (3), que c'est si peu ma routtes de passer à Tolon pour le dessaint que j'ay et dont j'ay faict la despance de cet armement que je ne prettaus pas d'entrer mesme dans la Méditerranée. » Si Son Eminence veut l'employer au service du roi, il faut « qu'elle ait la bonté de considérer la despance que j'ay fait qui est fort grande. Je la prie donc de me faire ranbourcer car j'ay des asossiez qui me feroient du bruit. »

Mais c'est une affaire déjà conclue et M. de Martel en doute si peu, au fond, qu'il réclame à Terron des pièces de canon qui sont restées sur la galère du maréchal Foucault et d'autres encore qui se trouvent sur le quai de Brouage. Et il lui donne cet avis :

(1) Mazarin à M. de Martel, Paris, 23 mars 1657 (Aff. Etr., France 903, fol. 140).

(2) Mazarin à Martel, Paris, 29 mars 1657 (*Ibidem*, fol. 153).

(3) Martel à Colbert de Terron, Brest, 6 avril 1697 (*Ibidem*, fol. 160).

« M. Guillon part se jour pour aller vous trouver avec la frégate *la Sainte-Anne* pour prendre le canon. »

De son côté, Colbert de Terron s'occupe à faire charger, sur l'un de ses deux brûlots, trente-deux pièces de canon qui lui restent, et il attend le retour de *la Sainte-Anne* pour les faire escorter à Brest (1). Il demande à Mazarin des ordres pour délivrer à M. de Martel, lorsque celui-ci rejoindra, les armes qu'il réclame : mousquets, piques, haliebardes, grenades, etc., et qu'il faudra prendre dans les magasins de Brouage.

Le 9 avril 1657, en ce jour même qu'il écrivait à Mazarin, Terron recevait « des ordres de M. de Vandosme pour faire arrester dans ce département tous les navires et effectz qui se trouveront appartenir aux Hollandois à cause que leur vice-amiral Reuthre a faict arrester deux navires du Roy. » Ne voyant que l'intérêt du gouvernement de Brouage, il remarque que cette mesure aura pour conséquence d'arrêter le commerce et de donner prétexte aux adjudicataires des grandes fermes « de demander des diminutions considérables. » Il lui faut donc une lettre expresse du Cardinal pour agir. Mazarin lui répond de faire exécuter « l'arrest touchant les Hollandois. »

On y trouvera d'ailleurs un avantage par la possibilité de saisir et d'employer des flûtes flamandes pour le transport des vivres et du matériel à Toulon.

Un nouveau personnage intervient. Guillaume d'Alméras (2), capitaine de vaisseau, intéressé pour un tiers dans les frais de l'armement de M. de Martel, est à Brouage ; il s'occupe à mettre au point avec Colbert de Terron la question des indemnités et des dédommagements, et il l'aide de ses connaissances en matière d'armement naval. C'est lui qui aura le commandement du vaisseau *la Vierge* que La Rabesnières-Treslebois abandonne pour prendre celui de *la Sainte-Anne*.

Cependant, les pièces de l'amirauté : ordres pour le déplacement des canons, pour les levées de matelots, commissions pour les officiers, se font attendre, c'est toujours le même embarras.

(1) Terron à Mazarin, La Rochelle, 9 avril 1657 (*Ibidem*, fol. 162).

(2) Guillaume d'Alméras, originaire de Montpellier, fils de Simon d'Alméras, viguier de Bagnols, fut capitaine de vaisseau en 1644, chef d'escadre le 9 octobre 1662, commission renouvelée en 1669, lieutenant général en 1673, blessé mortellement au combat livré sur les côtes de Sicile le 22 avril 1676.

Aussi bien passe-t-on à l'exécution sans attendre ces pièces de forme ; et, quand Mazarin donne à Terron l'ordre de faire transporter le canon à Brest, il ajoute : « Cet article servira d'ordre et de discharge pour vous et pour tous ceux que besoin sera. Sa Majesté m'ayant commandé expressément d'en user de la sorte afin de ne retarder pas plus longtemps son service qui souffre des préjudices considérables de tous ces délais (1). »

Treslebois escorte donc, avec sa frégate *la Sainte-Anne*, le brûlot (capitaine Guillon) chargé du canon à destination de Brest, et il pousse jusqu'à Saint-Malo où la frégate *la Françoise* attend ses mâts qui sont encore au Havre.

Poursuivant son armement, Colbert de Terron arrêta deux flûtes flamandes et, quelque temps après, une troisième pour le convoi de Toulon ; mais il prit le soin de faire signer aux patrons un contrat d'affrètement en règle, prévoyant bien que, si les affaires s'arrangeaient avec les Hollandais, ces patrons, faute de contrat, ne manqueraient pas de majorer leurs prétentions.

Au surplus il ménageait les Hollandais comme les meilleurs clients de la ferme de Brouage. Un marchand d'Amsterdam ayant fait demander par des correspondants de La Rochelle s'il y aurait sûreté à envoyer des navires pour charger du sel, « j'y ai répondu, écrit Terron (2), que je donneroie toute sûreté à ces navires et aux marchandises qu'ils apporteroient et à celles qu'ils voudroient charger icy, qu'il faillioit donner une reconnaissance au gouvernement à tant par navire... Ceci est un acheminement à tirer quelque avantage du commerce d'Hollande sy on a guerre avec les Hollandois. »

Ainsi, Colbert de Terron est tout prêt à entretenir des relations commerciales avec l'ennemi pourvu que le Cardinal en tire profit dans son gouvernement ; nous verrons d'autres exemples de ce particularisme égoïste.

Mais, au fait, Mazarin n'y contredit point : « Vous vous entendrez, répond-il à Terron, avec votre cousin, touchant la proposition du marchand d'Amsterdam et ce que vous ferez, sur ses lettres, sera bien fait et approuvé. (3) »

(1) Mazarin à Terron, Paris, 14 avril 1657 (Aff. Etr., France 1477, fol. 42).

(2) Colbert de Terron à Mazarin, Brouage, 3 juin 1657 (Aff. Etr., France 1720, fol. 196).

(3) Mazarin à Terron, La Fère, 11 juin 1657 (Aff. Etr., France 903, fol. 270).

Le samedi 19 mai, M. de Martel arrivait avec son vaisseau en rade de La Rochelle où il fut rejoint, huit jours plus tard, par Gabaret avec *la Françoise* et Treslebois avec *la Sainte Anne* et le brûlot de Guillon.

Guillaume d'Alméras, malgré son habileté, emploie plus de quinze jours pour faire sortir *la Vierge* de l'estuaire de la Seudre.

L'armement se complète. M. de Martel prend encore quelques canons de fer et des armes à Brouage. Les flûtes, au nombre de six, trois françaises dont *le Husdon* et probablement les deux brûlots de Terron, et trois hollandaises nolisées sont en chargement à l'embouchure de la rivière de Marans.

Terron avait acheté, au marché des grains de Marans, 1150 tonneaux de blé de Niort à 66 ou 67 livres le tonneau (1). La plus grande partie de ce blé, ainsi que 200 tonneaux de seigle, était destinée au pain de l'armée de Catalogne.

A propos de ces fournitures de blé et de pain de munition, Colbert ne put s'empêcher de remontrer au Cardinal qu'en faisant lui-même le munitionnaire au lieu de procéder « par les voyes ordinaires », il s'engageait dans une série d'irrégularités, au prix de beaucoup de peine, sans profit pour le roi, ni pour lui-même [?] ; l'armée était mal servie et de plus il se déconsidérait.

« Ou bien, écrit Colbert, il faudra passer toute cette dépense par comptant, ou bien, si on la passe par les mains du trésorier de l'extraordinaire, il faudra supposer un munitionnaire et faire beaucoup d'autres suppositions qui obligent à faire des faussetez pour mettre les descharges en forme, et toutes ces deux manières peuvent avoir de grands inconvéniens dans la suite du temps. (2) »

Et puis, dans le recouvrement des assignations de remboursement, il est impossible que le nom du Cardinal reste secret ; chacun en parle ; et, quand les remboursements sont, comme ceux qu'on lui propose, assignés sur « une fabrique de menue monnaie », les traitants ne manquent pas de publier « dans toutes les provinces » que cette fabrique est pour Mazarin.

« Je ne sçay, ajoute Colbert, si la liberté que je prends de dire ces choses à V. E. luy sera agréable, mais je la supplie de croire qu'il y a d'autre motif que celui de son service qui m'ayt obligé à le luy faire. »

(1) Estat des bledz acheptez à Maran (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 85).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 8 juin 1657 (Bibl. Nat., Ms., f. *Baluze* 176, fol. 297).

Enfin, une dernière raison faisait parler Colbert ; toutes ces avances vidaient la caisse de Brouage : « Je croyois que V. E. faisoit estat d'avoir quelque fonds de réserve de tout ce qui peut provenir tous les ans de Brouage pour s'en servir en des occasions pressantes qui peuvent survenir, mais je commence à connoistre qu'il ne faut pas s'attendre à jamais gouter ce plaisir. »

Mazarin, comme toujours, ne répond ni oui, ni non : « Je me range à vostre advis et il faudra en user autrement à l'advenir », mais il cherche encore des expédients : faire passer les dépenses par l'extraordinaire des guerres, faire paraître le nom de Hubert ou d'un autre, comme munitionnaire, « estant absolument nécessaire que mon nom ne paraisse pas ». Ce qu'il en fait, c'est pour soulager les finances du roi. Il faudra seulement réclamer au surintendant Fouquet de bonnes assignations. Enfin Colbert se débrouillera : « J'approuveroy tout ce que vous ferés sur ce sujet..., je m'en remet à tout ce que vous jugerés à propos... » Mais Mazarin est incorrigible ; le trafic des blés et du pain de l'armée continuera.

Quant à ce qui regarde l'épuisement de la caisse de Brouage, Colbert lit cette réponse : « Vous vous trompés en ceste croyance, car à la fin de ce mois je feray rembourser le sieur Teron de tout ce qu'il aura avansé et le presse encore, dans la lettre ci-jointe, de m'envoyer promptement le mémoire de toutes les avances de quelque nature qu'ils puissent estre, et insy, on gouterà le plaisir dont vous doutés (1). »

Et quand, quelques jours plus tard, Mazarin apprend de Colbert que le surintendant des finances ne peut lui remettre autre chose que l'assignation sur les menues monnaies, il se répand en plaintes et conclut : « Je ne puis dire autre chose sur celà si ce n'est que Jaquier (2), qui gagne, et dans le pain et dans les assignations, des trésors, est mieux traicté que celuy qui avance l'argent sans aucun intérêt, pour mesnager au Roy la moitié de ce que ledit Jaquier en tiroit (3). »

A lire ces lignes, on se demande : mais alors d'où vient l'argent ?

(1) Mazarin à Colbert, La Fère, 12 juin 1637, réponse de la main du Cardinal en marge de la lettre de Colbert du 8 juin (*Ibidem*).

(2) Jaquier, munitionnaire général des armées.

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 22 juin 1637, et réponse marginale de Mazarin, La Fère, 25 juin (*Ibidem*, fol. 308).

et comment le Cardinal pouvait il amasser, bon an mal an, dix millions chaque année ?

Le dimanche 10 juin 1657, les quatre vaisseaux de l'escadre du marquis de Martel, son propre vaisseau, *la Vierge*, *la Françoise* et *la Sainte-Anne*, étaient mouillés en rade de Chef de Baie. Une frégate anglaise amenait alors à La Rochelle deux corsaires biscayens ramassés sous Belle-Ile.

Les six flûtes achevaient leur chargement sous Marans : 300 tonneaux de farine, 320 tonneaux de froment, 200 tonneaux de seigle et 3000 quintaux de biscuit, bientôt prêtes à se ranger sous le pavillon. Elles avaient été en partie équipées en guerre, munies de quelques pièces d'artillerie, et leur équipage allait être amplement renforcé par les 300 matelots qu'elles portaient de Ponant.

Enfin André François Trubert embarquait commissaire sur l'escadre.

Le programme était le suivant (1) : embarquer à La Rochelle l'ambassadeur, M. de Comminges, et l'agent diplomatique du Portugal, le P. Domingo del Rosario ; se porter à Lisbonne, y débarquer les ambassadeurs et prendre les quatorze pièces de canon laissées en 1654 par M. de Nuchèzes ; remettre en mer en évitant la rencontre de l'escadre de Ruyter ; et, si celui-ci gardait le détroit, attendre à Lisbonne ; sinon passer immédiatement en Méditerranée, faire escale à Rosas, en Catalogne, et y décharger les flûtes d'une partie de leur cargaison de grains ; le reste du blé et le matériel seraient portés à Toulon, où se rendait l'escadre pour y trouver de nouveaux ordres.

Le comte de Comminges, avec une discrétion toute diplomatique, attendait, retiré depuis environ trois semaines dans sa maison de Saint-Fort (2), le moment de s'embarquer. Il vint à La Rochelle le 12 juin. Mais ici, une mesquinerie de M. de Vendôme : « Monsieur l'amiral, écrit Terron (3), ne veut point que l'on salue M. de Com-

(1) « Mémoire pour son Eminence sur le voiage de M. le Marquis de Martel en Provence, 10 juin 1657. » De la main de Colbert de Terron (Aff. Etr., France 895, fol. 124).

(2) Une des 30 paroisses du pays abonné ; aujourd'hui Saint-Fort-sur-Brouage, commune de Saint-Jean-d'Angle, canton de Saint-Agnant, arrondissement de Marennes ; chapelle funéraire de la famille de Comminges renfermant notamment le tombeau du comte Charles, tué devant Pignerol en 1630.

(3) Terron à Mazarin, La Rochelle, 10 juin 1657 (Aff. Etr., France 1720, fol. 203).

minges en s'embarquant dans les vaisseaux du Roy, en revanche de ce que M. de Comminge s'est offert à M. d'Espernon dans la querelle qu'ils ont eue depuis peu. Au débarquement, il veut bien qu'il soit traité et salué comme ambassadeur. »

On tourna la difficulté en faisant embarquer le comte de Comminges en même temps que l'ambassadeur de Portugal, et c'est pour le P. Domingo que parla la poudre. M. l'amiral eut satisfaction.

Au dernier moment, Mazarin songe à envoyer en Portugal son orfèvre attitré, Lescot, pour qu'il profite des occasions qu'il pourrait trouver. Colbert le fera partir, « sans perdre un moment », avec des lettres de crédit considérables, et ordre à Terron de lui remettre cinquante ou soixante mille écus. « S'il peut arriver à temps, ce sera une bonne affaire et j'en seray bien aise (1). » Mais il était trop tard apparemment.

En attendant que Terron eût envoyé un état des dépenses qu'il avait faites pour la marine, Colbert, qui n'a pas oublié les promesses de Mazarin, ne tarde pas à demander à celui-ci de lui faire remettre par la marine « 200.000 livres à compte de ces avances (2). » C'était autant d'argent de Brouage qui se trouvait ainsi transporté à Paris et sans frais.

Le marquis de Martel arriva à Toulon vers le 20 août ayant rempli sa mission. Les trois quarts du remboursement de son armement lui avaient été versés avant son départ de La Rochelle, le dernier quart lui fut remis à Toulon. Le total montait à 89.507 livres 10 sols, dont un tiers revenait à Guillaume d'Alméras (3).

Absorbé par les préparatifs de l'escadre de M. de Martel pendant le premier semestre de l'année 1657, Colbert de Terron n'avait pu s'occuper de la construction des deux vaisseaux projetés. Les marchés étaient passés depuis six mois et rien n'était commencé lors-

(1) Mazarin à Colbert, La Fère, 15 juin 1657 (*Lettres de Mazarin*, t. VII, p. 506).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 16 juin 1657 (Bibl. Nat., Ms., f. Baluze 176, fol. 306).

(3) Les quatre vaisseaux de M. de Martel, avec l'*Anna* commandé par Hector des Ardents, firent une campagne de course de quelques semaines, de la fin d'octobre au commencement de décembre 1657, sur les côtes de Barbarie. Gabaret prit un Turc.

que Mazarin, à la fin du mois de mai (1), pria Colbert de presser son cousin de faire travailler sans tarder à ces vaisseaux afin qu'ils fussent terminés, si possible, à la fin de l'année.

Colbert de Terron avisé répond que son bois est prêt et qu'il attend que le secrétaire de l'amirauté, M. Chappelain, ait donné l'ordre à maître Laurent Hubac de passer de Brest à Soubise, pour mettre en train le travail, comme il avait été arrêté.

On travailla à ces deux vaisseaux pendant le second semestre : le résultat fut une surprise qui mécontenta tout le monde. On avait reproché à Terron d'avoir vu trop grand ; après les corrections du chevalier de Carteret et l'intervention de Laurent Hubac, les dimensions des vaisseaux dépassaient les prévisions mesmes de Colbert de Terron.

« Je suis fort affligé, écrivait-il en janvier 1658 (2), de voir les mescontentemens que Son Eminence a de moy sur le sujet de la marine. Tous les gens en qui on a créance me poussent et font ce qu'ils peuvent pour me faire eschouer, de sorte qu'il faut que je périsse ou que vous ayez la peine et le soin de me secourir puissamment. Ainsy, il vaudroit bien mieux qu'il vous plust m'oster de cest employ-là. J'avois pris mes mesures pour faire un navire de sept ou huit cens tonneaux ; maistre Laurent estant venu icy, sur l'ordre et les mémoires de M. du Carteret il a présenté la quille, l'estrave et l'estambot des deux navires. Il se trouve que le grand navire a cent dix piedz de quille portant sur la grève et cent quarante-cinq pieds entre estrave et estambot, sur trente-quatre pieds de bau, de sorte que ce sera un navire d'onze cens tonneaux. »

Bienheureux encore que son charpentier Jean Laure ait eu la précaution de préparer des membres plus forts que les gabarits, sans quoi tout son bois était perdu. Mais quand on viendra à l'état des dépenses, on le « ruinera aisément », car son vaisseau ne peut être comparé aux petits que construit Carteret ; « il y a autant de différence que de votre maison au Palais Royal ». Et la frégate est plus forte que le vaisseau que montait M. de Martel.

La réponse de Colbert (3) rassura Terron : « J'ay faict voir à

(1) Mazarin à Colbert, Montreuil-sur-Mer, 29 mai 1657 (*Aff. Etr., France* 274, fol. 276).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 27 janvier 1658, art. 18 (*Bibl. Nat., Ms., M^él. Colbert* 101, fol. 104).

(3) Réponse marginale de Colbert, 6 février, à la lettre précédente, art. 18 (*Ibidem*).

Son Eminence cet article tout entier, elle en est demeurée satisfaite. Elle désire seulement que vous travailliez à vous desfaire avantageusement du *Jupiter*, et elle est toujours dans ce sentiment que vous auriez pu vous servir de tout le fer qui est dans ce vaisseau et de beaucoup de bois. »

Le vaisseau le *Jupiter*, remis en Charente, devant Soubise, fut démembré et vendu par pièces, au mois de juin. Terron en tira 1000 écus alors que M. de Nuchèzes, écrit-il (1), « n'a pu vendre que 1800 livres un navire aussi grand et moins vieux. »

Pour la construction de ses vaisseaux, Terron avait prié son cousin de lui faire donner un arrêt du Conseil l'autorisant à prendre « 50 piedz d'arbres communs » dans la forêt domaniale de Rochefort. Mais comme la valeur de ces arbres ne dépassait pas trois cents francs, il se décida à les acheter directement plutôt « que d'attendre un arrêt qui donnoit de la peine à obtenir ». Colbert reconnaît que c'est encore la solution la meilleure, « mais, observe-t-il, je m'estonne qu'il y ayt quelqu'un qui ose vendre des arbres d'une forest royale (2). »

A propos de cet incident, je note en passant que quand Terron — huit ans plus tard, il est vrai — cherche des prétextes pour faire exproprier le possesseur engagiste du domaine de Rochefort, il lui reproche d'avoir fait couper « la fustaye » de la forêt de Rochefort (3).

La frégate, qui reçut le nom de *la Victoire*, fut mise à l'eau à la grande marée, vers le 20 juin, et le vaisseau le *Saint-Louis*, à la maline suivante, dans la nuit du 2 au 3 juillet 1658.

Colbert de Terron avait déjà réclamé des canons pour armer ces vaisseaux, et comme d'autres constructions se poursuivaient à Brest, Colbert avisait son cousin, au mois d'octobre, que l'intention du Cardinal était de faire passer en Ponant 300 pièces de canon de Toulon. Vers la fin du même mois d'octobre Terron mandait que les deux bâtiments étaient mâtés. Il se préparait à faire passer la frégate dans le havre devant Brouage pour la faire achever sous ses yeux. « M. de Treillebois, écrit-il, a veu ces deux

(1) Terron à Colbert, Brouage, 23 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 15 février 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 7 février (*Ibidem*, fol. 116).

(3) Terron à Colbert, Tonnay-Charente, 27 décembre 1663 (Bibl. Nat., *Mé.* Colbert 134 bis, fol. 803).

navires jeudy dernier, il estime que le grand navire est le plus beau et le meilleur navire que le roy ayt (1). »

A la fin de l'année, il était question d'employer *la Victoire* au transport de levées de troupes de Brouage à Calais ; et, comme les canons de marine manquaient, Terron avait dressé un état des pièces qu'on pourrait prendre sur l'artillerie de Brouage, quitte à les rendre ensuite à la place. Colbert rédigea en conséquence un ordre qu'il fit parvenir au Cardinal et que celui-ci lui retourna après l'avoir signé de sa main (2).

Ces constructions si lentes et si restreintes n'apportant à la marine décadente qu'un bien faible appoint, Mazarin eut quelque velléité d'accroître ces ressources en achetant des navires à des particuliers, mais toujours avec la même indécision, le même esprit d'avarice qui lui faisaient rechercher le bon marché et traîner en longueur toutes les opérations, dans l'espoir d'économiser quelque chose. Il faisait acheter sans savoir d'avance si le vaisseau serait pour le roi ou pour lui-même ; et, comme il était admis qu'il avait « le forfait de la marine », il se réservait la faculté d'en décider ultérieurement. On pourrait supposer *a priori* que le seul intérêt du roi le guidait dans sa détermination, cependant quelques lignes de la correspondance de Colbert de Terron qu'on lira plus loin obligent à en douter.

Dans le courant de l'année 1657, Mazarin fit acheter deux vaisseaux que le président Fouquet de Chaslin, parent du surintendant, faisait construire à Concarneau dont il avait le gouvernement. M. de Martel, pendant qu'il était en Bretagne, avait visité l'un de ces vaisseaux et l'avait jugé bien construit. Terron fut aussi chargé de les faire examiner ; il proposa, comme moyen de « moins de despence », d'employer à cette visite le capitaine Massé des gardes côtes, qui pourrait passer à Concarneau « sans qu'il en couste rien », et aussi d'y envoyer Laurent Hubac ; « celà va à peu de chose, parce qu'il n'y a pas loin de Brest à Conquerneau, et peut-estre mesme ne demandera-t-il rien (3). »

(1) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 20 octobre 1658, art. 3 (*Mél. Colbert* 101, fol. 298).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 13 novembre 1658 ; réponse du Cardinal, Lyon, 3 décembre (Aff. Etr., *France* 905, fol. 486).

(3) Colbert de Terron à Colbert, Brouage, 13 janvier 1658, art. 9 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 93).

Les mois s'écoulaient, on laisse achever la construction des bâtiments de Concarneau sur la valeur desquels on recueille les avis les plus opposés. En juillet 1658, Mazarin écrit à Terron et lui demande des nouvelles de ses vaisseaux (1). Terron surpris répond à son cousin qu'il n'est pas chargé des constructions qui se font en Bretagne ; il pense que c'est Laurent Hubac qui s'occupe de ces vaisseaux (2).

En septembre, Mazarin décide que Terron ira lui-même à Concarneau pour faire mettre les vaisseaux en état de passer à Brest ou en Seudre. Les commissions de l'amiral sont expédiées et Colbert envoie à son cousin les dernières instructions. Il n'aura qu'à mettre les vaisseaux en état de naviguer et à les faire passer en Seudre par « l'expédient le plus seur et de moindres frais. » Et Colbert ajoute : « Toutes les despenses que vous ferez pour ces vaisseaux doivent estre mises en estat de les donner au trésorier de la marine, mais vous devez surseoir à les donner parce que S. E. n'a pas encore décidé sy elle prendra ces vaisseaux pour elle ou sy ce sera pour le Roy (3). »

Terron se dispose à partir pour Concarneau au mois de novembre ; une lettre de Mazarin l'arrête. Le Cardinal est en pourparlers avec Duquesne et le maréchal de La Meilleraye pour le passage des vaisseaux ; Terron sera avisé de la décision qui sera prise. Ce n'est qu'au mois de février de l'an 1660 que Terron fit son voyage à Concarneau ; le *Grand Chaslin* et le *Petit Chaslin* y étaient encore. Etranges navires ! écrira-t-il plus tard.

Colbert de Terron cherchait de son côté des navires de moindre tonnage pour en faire ou des brûlots ou des transports. Au mois d'avril 1655, il avait acheté deux bâtiments de 200 tonneaux. En février 1658, il signalait à son cousin un petit corsaire de 300 tonneaux, armé de 21 pièces de canon, que le capitaine Guillon, à La Rochelle, offrait de vendre au nom d'une compagnie. En mars, il chargeait Guillon qui allait à Paris de voir, en passant, deux autres navires du même port mouillés devant Saint-Nazaire.

(1) Mazarin à Terron, Calais, 12 juillet 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 52 A, fol. 17 — minute — ; Aff. Etr., *France* 906, fol. 169 — copie).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 24 juillet 1658, art. 12 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 238).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 11 octobre 1658, art. 10, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 3 octobre (*Ibidem*, fol. 280).

Colbert prenait note, rendait compte à Mazarin, attendait « la résolution de Son Eminence », et les occasions passaient.

Terron qui, comme nous verrons, fut chargé, pendant toute l'année 1658, d'assurer un service régulier de transport de recrues et de grains du gouvernement de Brouage à l'armée des Flandres, n'avait aucun navire, et il dut nolisier des flûtes hollandaises. Après avoir reçu divers ordres et contre-ordres pour l'achat de quelques flûtes, sans attendre l'ordre définitif du secrétaire de l'amirauté, Chappelain, il prit sur lui d'arrêter, au mois de février 1658, deux flûtes flamandes, *la Balle de papier* et *le Pot au lait*, qui étaient en rade de Saint-Martin-de-Ré, et de les faire conduire dans le havre de Brouage. Une fois les navires chambrés, il ne doutait pas, en procédant par intimidation, de pouvoir obtenir ces bâtiments à des prix avantageux. Colbert objecte bien que « Son Eminence n'approuve guère cette manière de prendre des flottes (1) », mais il n'insiste pas. Il signale seulement, quelques jours plus tard, que « l'ambassadeur d'Hollande fait grand bruit. »

Terron tient à son idée, il tourmente les patrons, leur fait des sommations par huissier, enfin il obtient *la Balle de papier* pour 9.700 livres. « Je suis assuré, écrit-il, que ce vaisseau avec ses agrez et ses armes vaut douze mil livres comme un solz. » L'autre patron résiste et Terron retient toujours son navire. Il n'a pas plutôt avisé Colbert de son achat qu'il reçoit la réponse suivante : « Je vous ay escrit, pour ces deux navires, que S. E. ne vouloit plus que vous en acheptassiez ; toutes ces variétés ne vous doivent point estonner (2). » Les fluctuations du Cardinal entraient comme une constante dans les problèmes que Colbert se chargeait de résoudre.

Enfin Terron avait tant vanté son acquisition qu'on garda la flûte qui fut donnée au capitaine Henri Michault. Elle perdit dans la suite son nom baroque et devint *la Flûte Royale*, car elle entra dans la marine du roi. Mais comment !

« Je croy que vous faictes fort bien, écrit Terron à son cousin, de laisser la flutte du capitaine Michault pour le compte du Roy ; c'est un vieux bastiment, je ne vois pas qu'il puisse jamais être

(1) Réponse de Colbert, Paris, 15 février 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 7 février (*Ibidem*, fol. 116).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 9, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 10 mars (*Ibidem*, fol. 124).

fort propre pour le service de Son Eminence ; par bonheur il se trouve admirablement bon de voile. Sy ce que j'ay entendu dire, il y a desjà longtemps, des navires de Conkarneau se trouve véritable, je croy que vous ferés fort bien d'en user de mesme. Par le raport que l'on m'a faict, on ne croit pas que le plus grand navire porte jamais bien la voile ; c'est un déffaut qui vient des façons, qui est sans remède et le plus grand que puisse avoir un bastiment. Je me feray ayder pour en bien juger et Son Eminence pourra prendre créance au raport que je luy en feray. » — « Bon, répond Colbert, je n'ay rien à ajouter sur cet article (1). » Les deux *Chastlins* seront pour le roi.

(à suivre)

JULES SOTTAS

LE PREMIER EVÊQUE CONCORDATAIRE DE LA ROCHELLE

Mgr Michel-François Couët du Viviers de Lorry, baptisé à Sainte-Croix de Metz le 19 janvier 1727, d'abord vicaire général de Rouen, fut sacré évêque de Vence le 1^{er} mai 1764, transféré à Tarbes le 11 septembre 1769, à Angers le 4 août 1782, et enfin à La Rochelle le 17 avril 1802.

C'est le 9 avril 1802 que le premier Consul nomma Mgr de Lorry évêque de La Rochelle. Le 17, le prélat reçut de Caprara l'institution canonique, et le lendemain, jour de Pâques, il assista à la cérémonie de Notre-Dame et prêta serment de fidélité au gouvernement entre les mains de Bonaparte.

Le diocèse de La Rochelle comprenait la Charente-Inférieure et la Vendée. M. Paillou, vicaire général de Luçon pendant la Révolution, et qui devait être le second successeur de Mgr de Lorry sur le siège de La Rochelle, écrivait à son ancien évêque, Mgr de Mercy, le 22 avril, en parlant de Mgr de Lorry : « Il y en a beaucoup que je lui eusse préférés, mais il faut savoir se soumettre à la volonté de Dieu. »

De son côté, le préfet de la Vendée mandait, le 28 avril, à son collègue de Maine-et-Loire : « Je suis dans l'attente des nouvelles de mon nouvel évêque. Je présume qu'ici les choses se passeront bien et à la satisfaction du gouvernement. Le Concordat paraît

(1) Réponse de Colbert, Paris, 30 octobre 1658, art. 10, à une lettre de Terron, de Brouage, 20 octobre (*Ibidem*, fol. 298).

bien vu assez généralement et je ne prévois pas qu'il me faille beaucoup d'efforts pour son exécution. »

Le 15 juillet 1802, nouvelle lettre du préfet de la Vendée à celui de Maine-et-Loire : « Je ne sais comment va votre besogne au sujet des prêtres. Je suis à cet égard dans une pénible incertitude. Mgr de Lorry est parti de Paris depuis près d'un mois ; j'étais en correspondance suivie avec lui ; mes opérations étaient toutes préparées, ce n'était pas l'affaire de quatre jours. Il m'avait annoncé qu'il passerait par Fontenay. Portalis me l'avait écrit. Depuis, je n'en ai pas entendu parler, sinon qu'on répond vaguement qu'il a donné sa démission. Cette incertitude nuira à l'organisation, la malveillance en profitera, j'éprouverai peut être des difficultés par la suite, lorsque tout eût été le mieux du monde si l'opération se fût faite avec célérité. » (*Archives de Maine-et-Loire, série v.*)

Au début de juillet, Mgr de Lorry, dont la santé était chancelante, avait effectivement envoyé sa démission de l'évêché de La Rochelle. Le Premier Consul ne voulut pas l'accepter, et l'abbé Jauffret fut chargé d'administrer provisoirement le diocèse.

Le dimanche 3 octobre 1802, l'abbé Mirlin, curé de Saint-Barthélemy, prit possession au nom de Mgr de Lorry, en présence d'un délégué de Mgr d'Aviau, archevêque de Bordeaux. Le 6 octobre, fut publiée une ordonnance du nouvel évêque de La Rochelle concernant la suppression de certaines fêtes. Mais Mgr de Lorry donna définitivement sa démission à la fin de l'année 1802. Il n'avait jamais paru dans son nouveau diocèse.

Il mourut à Paris le 14 mars 1803.

F. UZUREAU.

LES RÉFORMÉS DE L'ILE DE RÉ A MAZARIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. *Mem. et Doc. France t. 1476 f^{os} 113. original communication de M. Delavaud.*

à l'Ile de Ré, le 8 Juillet 1648.

Monseigneur,

Il y a quatre vingt dix ans qu'il pleut au Roy Charles neuf, d'accorder à nos Ayeuls l'exercice public de nôtre religion en cete isle de Ré, et mêmes il les favorisa jusques là que de leur donner l'usage d'une Eglise nommée Sainte Claire, en attendant qu'ils eussent basti des temples pour s'assembler. Nos pères et nous avons jouy du même bénéfice sous le règne des autres rois ; Nous avons trois pasteurs, et nos exercices se faisaient en trois lieux

différends. Comme nous n'avons jamais rien fait qui nous ait du priver de cète sainte liberté, aussi ne nous a-t-elle point esté ostée par aucun édit ou déclaration du Roy, ni par aucun arrest, soit du Conseil, soit du Parlement. Mais par une pure violence en l'an 1630. Monsieur de Saint Ghamnont, qui estoit alors nostre Gouverneur, chassa l'un des deux pasteurs qui nous restoient, et contre toute Justice et équité, il retint l'autre dedans ses prisons l'espace de dix huict mois. Et pour combler la mesure de nos miseres ayant la main armée, il intimida de telle sorte tous les pasteurs de la province que pas un d'eux n'osa mettre le pied en cète isle, soit pour prescher, soit pour nous administrer les sacrements, et nous départir les consolations qui nous estoient nécessaires. Par ce moyen la, Monseigneur, nous avons esté réduits en une condition lamantable. Le trajet de cète isle en la terre ferme estant fort difficile et surtout en hiver, il nous a falu le faire passer à nos enfans nouveaux-néz pour les faire baptiser au danger de leur vie, et plusieurs sont morts sans recevoir ce saint sacrement. Nos malades ont languy et ont expiré sans consolation. Les vieilles gens et personnes incommodées ont esté privées de la communion. Et jusques à huict cents familles ont vescu plusieurs années en cète isle sans jouir de l'exercice de leur religion que le Roy leur permet par ses édits, comme à ses autres sujets de la même créance. Nous avons cherché le remède à ces grands maux en la justice de sa Majesté et nous l'avons attendu durant plusieurs années en toute humilité et patience. On nous l'a fait espérer de temps en temps : mais jusques icy nous avons esté frustrés de nôtre attente. Pour nous consoler en quelque sorte durant une telle calamité nous nous sommes assemblés en des maisons particulières pour prier Dieu, et cela a esté toléré jusques à ce qu'il y a environ deux mois que les sieurs Capucins de Saint Martin le firent trouver mauvais à Monsieur de la Bachelerie (de la sage et équitable conduite duquel, nous avons, d'ailleurs, tout sujet de nous louer), et mêmes ils s'oublèrent jusques là que de venir eux mesmes à la teste de quelques soldats prendre prisonniers jusques à hùict pauvres gens du village de Loix¹, qui étoient assemblés avec quelque peu de femmes pour prier Dieu. On traittoit avec plus de rigueur ceux chés qui on s'assembloit, et qui pis est, bien que nous soyons très fidelles sujets de Leur Majesté et que nous n'ayons bien ny vies que nous ne soyons prêts

¹ Loix, canton d'Ars en Ré.

à espendre pour leur service, l'on a diffamé nos assemblées comme s'il s'y faisoit des factions, et des complots contre le service du Roy et de l'Etat. Pour confondre une si noire calomnie et pour faire voir à un chacun nôtre innocence nous nous sommes résolus de faire nos prières en un lieu public. Mais cela mêmes nous a esté imputé à crime, et à attentat et les capucins, continuants leur animosité, ont incité Monsieur de la Bachelerie à se saisir de huict des principaux habitans de cette isle, qui pour témoigner leur entière submission et l'obéissance qu'ils rendent à ceux qui les gouvernent au nom du Roy et de vôtre Eminence, se sont alés rendre volontairement dedans les prisons. Cete violence ne nous a point fait quitter nos exercices de piété. Et rien ne nous a porté à les discontinuer, que le respect que nous devons aux ordres de Leurs Majestés et de Votre Eminence, et l'espérance que nous avons, que par vôtre autorité, Monseigneur, nous verrons bientôt la fin de nos maux, et la délivrance du joug sous lequel nous gémissons depuis tant d'années ; ne pouvans dissimuler à Votre Eminence que la mort nous seroit plus suportable, que de nous voir privés plus longtemps de la liberté de servir Dieu, selon que les édits du Roy nous le permettent. Ces choses là, Monseigneur, (si vous l'avez agréable) vous seront plus particulièrement représentées par les sieurs de la Porte et Mercier, lesquels, nous supplions très humblement Votre Eminence d'ouïr favorablement, et de nous faire obtenir de Leur Majesté, le libre exercice de nôtre religion, promettant saintement, et devant celui qui connoît nos cœurs, qu'après ce que nous devons à Dieu, nous n'aurons point de passion plus forte que le service de Leurs Majestez et de Vôtre Eminence de laquelle nous sommes etc.

Les habitans de l'Isle de Ré, faisant profession de la Religion Réformée.

QUESTION

N° 846. — Culture du maïs. — D'un document communiqué par le comte de Saint-Saud à M. Dujarric-Descombes qui l'imprime dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique* du Périgord (juillet-août 1922), il résulte que la culture du maïs en Périgord remonte au-delà de 1652, puisqu'à cette date Simon de Givry, gentilhomme servant le roi et exempt des gardes de corps, trouve un refuge, avec sa femme et ses enfants, la nuit, « dans les blés d'Espagne » dans la paroisse de Celles.

Je n'ai jamais constaté la culture de cette céréale dans les baux de ferme en Saintonge, ni parmi les redevances, à aucune époque. Quelqu'un sait-il à quelle époque elle a été introduite? CH. D.

RECTIFICATIONS

Dans la nouvelle nomenclature des rues de Saintes, il faut rayer le nom de Champlain attribué au quai Palissy, lequel ne change pas.

La rue Pasteur comprend la rue de l'Aire et le tronçon qui prend au Cours national. Cette rue va donc du Cours à la rue Saint-Vivien.

LIVRES ET REVUES

Comptes-rendus des Séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (mars-avril).

28 avril. M. Paul Monceaux ouvre la séance et prononce l'éloge de Mgr Duchesne.

Il était né à Saint Servan, près Saint-Malo, le 13 septembre 1843, d'une famille de marins. On rêvait de faire de lui un prêtre. Il le devint en effet ; mais il fut en même temps un prêtre de science. Son originalité, et la raison de son succès, c'est d'avoir fait revivre la belle et féconde tradition des grands érudits de jadis, qui savaient concilier avec leur foi, avec le respect dû aux enseignements de leur Eglise, les exigences de l'esprit critique, la rigueur d'une méthode tout historique, la liberté d'allures nécessaire pour la recherche indépendante et sincère du vrai.....

Par des naïfs peu au courant des choses de la science, il fut considéré comme un dénicheur de Saints : ennemi juré d'antiques dévotions locales, de reliques vénérées, de pèlerinages très populaires en l'honneur d'apôtres hypothétiques. D'où ces vives polémiques où naturellement les adversaires se faisaient battre, mais sans s'avouer battus. De bonnes gens croyaient bien faire en injuriant l'historien, même en le dénonçant. A Paris on cherchait à lui barrer le chemin de l'Académie Française. A Rome, on le redoutait ; dans un certain monde, on le tenait un peu en suspicion.

Le plus grave, c'est que cette campagne d'intimidation finit par entraver l'œuvre du savant. En Italie on interdisait aux séminaristes de lire dans la traduction italienne *l'Histoire ancienne de l'Eglise* ; il est vrai que, sans se compromettre, on pouvait encore la lire en français. Un jour, il y a deux ans, on demandait à Mgr Duchesne s'il nous donnerait bientôt le quatrième et dernier

volume de sa grande *Histoire*. — « Je n'ose pas », me répondit-il, avec une amertume voilée d'ironie.

Ce qui explique ce malentendu persistant entre gens d'Eglise, c'est que Mgr Duchesne parlait *science* et qu'on lui répondait *tradition*. Son tort n'était pas d'avoir trop complètement raison ; c'était peut-être de se trop moquer de ceux qui avaient tort.....

C'était le meilleur homme du monde, le plus scrupuleux et le plus aimable ; mais s'il n'a jamais capitulé dans sa conscience d'historien, il a rarement dû faire l'économie d'un bon mot (à l'emporte pièce). Comme les gens qui ont trop d'esprit, il ne résistait guère à la tentation d'en abuser un peu.

M. Regelsperger a publié dans le n° de janvier-février 1922 de *l'Océanie française* un article sur *les Deux frères Lesson*, l'un et l'autre nés à Rochefort, l'aîné le 20 mars 1794, le second le 24 mai 1804. Avec quelques indications sur leurs états de service dans la médecine de marine l'auteur donne un aperçu de leurs voyages et de leurs travaux. René-Primevère mourut à Rochefort le 28 avril 1849, Pierre-Adolphe, à Rochefort aussi, le 16 mai 1888. Ce dernier est moins connu que son aîné, au moins de beaucoup de Charentais. Comme son frère il a beaucoup voyagé, a été explorateur, a écrit des relations et des livres d'histoire naturelle, de géographie, très documentés, mais il est resté plus enfermé dans sa spécialité que son frère, qui explora la Charente-Inférieure, au point de vue archéologique, historique, et produisit deux volumes de *Fastes* qui ont grandement contribué à rendre son nom populaire.

Bulletin religieux, 2 septembre 1922.

M. l'abbé Poivert, après avoir écrit *Vie et Vertus de Marie-Eustelle Harpain*, rechercha si avant cette sainte fille il n'y avait pas eu en Saintonge d'autres mystiques. Et dans *l'Histoire littéraire du sentiment religieux en France* de Bremond, tome V, il a trouvé à propos du séjour du P. Surin à Marennes « trois âmes d'élite, filles spirituelles du célèbre religieux » (1632-1635) : Marthe de Campet de Saujon, Marie Baron, qui épousa un marchand de Marennes du nom de Duverger.

COURTEAULT Henri. *Annibal de la Tremoille, vicomte de Marcilly*.

C'est un personnage Saintongeais, peu connu ou plutôt méconnu que M. Courteault met en lumière. Familier avec tous les personnages grands et petits du xvii^e siècle puisqu'il annote et édite le *Journal de Jean Vallier*, il a eu connaissance d'un dossier

Marcilly, des Archives de Thouars, où il a découvert quelques lettres et en particulier une *relation inédite du combat du faubourg Saint-Antoine* écrite par ce Marcilly. Il ne lui en a pas fallu davantage pour être tenté de biographier ce nouvel annaliste. Il a constaté que jusqu'à présent il était resté dans l'ombre. On l'a complètement négligé. Le généalogiste de la famille Sainte Marthe, ne lui a consacré que deux lignes. Saintongeais par sa naissance, ses fonctions, il n'a éveillé l'attention de personne de nos érudits locaux. M. l'abbé Fouché n'a pu en dire que quelques mots. M. Courteault trace de lui au contraire un portrait très poussé que nous reproduisons, résumant toutes les données qu'il a recueillies soit dans le dossier Marcilly de Thouars, *Le chartrier de Thouars*, soit dans le livre de M. l'abbé Fouché, et dans nos volumes d'*Archives* XI, XIX, XXVIII, XXXVII, XLVI, les *Archives* du Poitou, pour ne citer que ses références en ce qui concerne le rôle d'Annibal de La Tremoille en Saintonge.

Il faut savoir d'abord que cet Annibal est un enfant naturel, fils de Claude de La Tremoille, jeune homme, et d'une demoiselle Anne Garand, né vers 1595 et baptisé, d'après M. l'abbé Fouché, aux Nouillers. Il est connu sous le nom de Marcilly, non pas du Marsilly, près La Rochelle, ainsi que l'a cru M. Tortat (*Archives* XIX), mais d'un Marcilly en Bretagne, vicomté venue aux La Tremoille par l'héritage des Laval. La rectification est de M. Courteault.

Le 11 août 1628, son frère, le duc Henry de La Tremoille, son cadet de quelques années, lui donne la charge de Gouverneur de Taillebourg qu'il garda plus de vingt ans. Comme tel, il est mêlé aux affaires de la Fronde et c'est lui qui défendit le château contre Montausier et Du Plessis-Bellièvre et capitula le 23 mars 1652.

On se tromperait, d'après cela, si on croyait qu'il fut homme de guerre. Il fut surtout un homme bon, serviable, que sa famille mit à contribution et à laquelle il rendit mille services. Il se sentait inférieur par sa naissance à ses frères et neveux, aussi se tint-il au second plan et il n'en fut que plus aimé.

« Il a, au plus haut degré — écrit M. Courteault — le culte de sa famille et sa famille ne le renie point : on l'aime, on le consulte, on use de lui, on a recours à sa bourse : vieillard on le vénère. Il est toujours prêt à rendre service ; respectueux, il se tient à son rang, qu'il soit le second ; toujours prêt à se montrer dès que l'intérêt de la maison le réclame, à rentrer dans l'ombre si tout va bien. Il accepte les missions délicates, difficiles, voire périlleuses : il liquidera honorairement la succession embrouillée d'un jeune

fou, son frère, tué en duel, après mille sottises, sur la terre étrangère : il surveillera avec une sollicitude discrète, les exploits de son neveu le prince de Tarente, jeté aux côtés du grand Condé dans la mêlée de la Fronde, et de ces exploits il nous transmettra avec orgueil le récit en des lettres où tressaille une fibre quasi paternelle : il défendra Taillebourg aux abois, en bon soldat qui a dans ses veines quelques gouttes du sang du « chevalier sans reproche ». Au total, un très digne gentilhomme, se sachant de bonne race et attaché, comme pas un, aux prérogatives de cet ordre de la noblesse, dont il a failli ne pas faire partie ; mais surtout, un type accompli de serviteur dévoué et désintéressé, jaloux du bon renom de la « maison », à laquelle, estimant qu'il lui doit tout, il sacrifiera tout, à laquelle, mourant sans enfants, il trouvera tout naturel de léguer sa modeste fortune comme un tribut discret de la reconnaissance qu'il éprouve d'avoir été tenu, toute sa vie, pour un vrai La Tremoille, et avec le désir touchant qui sera exaucé — d'avoir en retour sa part de la sépulture de famille en la chapelle seigneuriale du château de Thouars ».

Le portrait très exact donnera, sans doute, à nos confrères le désir de faire plus ample connaissance avec ce Saintongeais dont M. Courteault fait en quelque sorte la découverte dans sa si attachante biographie.

Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres 1922, mai-juin.

M. Thomas commente le mot *lemija* employé dans la « Vie de Saint Pardoux », patron de Guéret, rédigée peu après la mort du saint (vers 750), pour désigner un champignon trouvé sur le tronc d'un vieil arbre. Il y voit le thème *lem*, nom celtique de l'orme, combiné avec le suffixe *ica* déjà affaibli en *iga*. Ce serait donc le *Pleurotus ulmarius* des botanistes, appelé aujourd'hui *oumerole* dans la Charente-Inférieure, *ourmerade* dans le Tarn-et-Garonne. Il signale en outre d'après des renseignements fournis par M. le Dr Guillaud, de l'Université de Bordeaux, l'existence d'un mot patois *lemège*, *linège* ou *limerège* qui, dans la région de Saint-Jean-d'Angély, désigne le *pleurotus Eryngit*, parasite des vieux pieds de panicauts, et il admet, comme possible, que ce mot se rattache phonétiquement au *lemiga* de la « Vie de Saint Pardoux », malgré la légère différence de sens.

M. le comte Durrieu parle longuement des *Fillrs d'Agnès Sorel* et particulièrement de Marguerite (qui s'appelait en réalité Marie) femme d'Olivier de Coëtivy, et de son propre livre d'Heures appartenant à la bibliothèque jadis impériale de Vienne.

Marguerite eut un fils, Charles, comte de Taillebourg, chambellan du roi à qui a appartenu un très joli livret qui est à la Bibliothèque nationale (n° 1191) illustré de fines miniatures. La première montre dominant la Charente, ce château de Taillebourg. Des girouettes armoriées surmontent la toiture.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS

M. Poupet (et non Pepouet), percepteur, Saintes.

M. Gadonneix, Saint-Jean-d'Angely.

M. Beaulieu, Paris, rue Mongallet, 10 bis.

Nous sommes heureux d'annoncer à nos confrères qu'au commencement de l'année prochaine le siège de la Société sera transféré dans la belle maison Henri IV — ancienne demeure des présidents du présidial — nouvellement restaurée par une société d'amateurs, la Ville et l'Etat. Notre confrère, M. Chapsal, maire de Saintes et sénateur — notre Haussmann — fait de cette maison l'Hotel des Sociétés de la ville. Il a attribué à la nôtre une grande salle, au premier étage, et, sur le même palier, une autre à la Commission des Arts et Monuments.

Nous lui adressons, dès aujourd'hui, nos remerciements reconnaissants.

Il faut penser à fêter ce transfert qui sera définitif.

Le 6 août, représentation, dans l'amphithéâtre de Saintes, d'*Hécube*, tragédie tirée du texte d'Euripide.

Jarnac (Guy Chabot, seigneur de), célèbre guerrier du xvi^e siècle, gouverneur de La Rochelle. Il tua, en duel, La Châtaigneraie, tenant de Diane de Poitiers, par un coup qui, depuis, fut pris en mauvaise part. — L. s. au duc François de Guise ; Créteil, à une lieue de Barbezieux (9 octobre 1548), 1 p. in-folio.

Il se déclare prêt à aller prendre Puymoreau et quelques autres, suivant ce que le duc de Guise lui commandera ; il attend ses ordres. (Ce Puymoreau était le chef des insurgés de la Saintonge et pays circonvoisins, révoltés contre la Gabelle. Il prit Saintes, pillà Cognac, assiégea et prit Bordeaux qu'il livra au pillage. Le connétable de Montmorency s'en empara et Puymoreau fut décapité en 1548). — Sur cette lettre de Jarnac, le duc de Guise a répondu, et cette réponse constitue une lettre aut. sig. d'une demi-page in-folio ; elle est datée de Châteauneuf, le 9 octobre [1548] ; il lui ordonne de s'emparer de Puymoreau. (Catal. de Noël Charavay de septembre 1922).

Juillet 1922. M. Julien Laferrière, caissier principal de la Banque de France, prenant sa retraite, on ne verra plus son nom au bas des billets.

Le Bulletin de la Vie artistique du 15 août 1922 reproduit un détail du tableau de M. Paul Signac : le port de La Rochelle (un bateau — thonier — arrivant dans le port),

La commune de Bussac, canton de Montlieu, prendra désormais le nom de Bussac-Forêt ; Saint-Symphorien, canton de Saint-Agnant, celui de La Gripperie Saint-Symphorien ; Loiré, canton d'Aunay, celui de Loiré-sur-Nie.

Dans l'*Indépendant* des 7 décembre, 22 décembre 1921, 21 janvier 1922, 1^{er} mars 1922, M. le docteur Meslier, maire de Touverac, retrace la vie et étudie le rôle politique de Pierre-Barthelemy (1) Gautier, d'après ses caricatures saintongeaises, qui firent la joie du pays pendant plusieurs années.

Un comité s'est formé pour lui dresser son buste quelque part, à Pons sans doute.

Pierre-Barthelemy Gautier naquit à Pons le 15 novembre 1846, et il y est mort le 27 septembre 1893, rue des Aires. Sans avoir jamais eu de maître il crayonna toutes les personnalités de son pays natal. Puis sa vocation se déclarait, et le 11 avril 1874 paraissait le premier numéro de la *Cigale*, qui dura peu d'ailleurs (30 numéros rarissimes). En décembre 1875, encore chez Noël Texier, puis chez Billaud, apparurent les *Geus de Mazerolles*, qui fondèrent sa réputation, et une quantité de dessins dans des journaux, réunis en album ensuite.

M. Bonnet a donné à l'église de Saint-Jean-d'Angely une vierge en bois sculptée, de grande dimension, attribuée au XV^e siècle.

Au Congrès annuel de l'Avancement des Sciences qui vient de se tenir à Montpellier, a fonctionné pour la première fois une subdivision nouvelle, 24^e de ce grand faisceau scientifique. Mais par un phénomène original, loin d'être consacrée à quelque conquête nouvelle de l'esprit humain, elle a pour objet les questions qui concernent la souche même de l'arbre de la science : la *philologie* et la *linguistique*, évoquant la première conquête de l'humanité, le langage, et la *graphistique*, consacrée à la seconde, l'écriture. Il

(1) M. Henri Clouzot avait déjà étudié Gautier, en 1899, en tant que peintre des mœurs saintongeaises.

y a, pourtant, là, une nouveauté : c'est ce terme de *graphistique* créé à la veille de la guerre et qui embrasse toutes les sciences et tous les arts qui dérivent de l'expression figurative des idées.

L'initiative de l'institution de cette section nouvelle est due à notre confrère J. Depoin, qui a été chargé de l'organiser et d'en présider les travaux.

Parmi les questions traitées, il en est une qui a été posée à la demande de Ch. Dangibeaud et qui touche notamment le langage saintongeais : « Comment représenter graphiquement les patois ? » Par le terme « patois » on n'entend point les parlers qui ont leur lexique et leur littérature, comme le provençal, le basque, le breton, mais seulement les idiomes provinciaux tels que l'auvergnat, le picard, le saintongeais.

Il y a deux méthodes : l'une consiste à figurer les mots phonétiquement, sans souci de leur rapprochement avec d'autres mots de la langue courante ; l'autre, à les rattacher à leurs paronymes du dictionnaire de l'Académie. La section inclinait à envisager cette formule comme acceptable sous réserve qu'ayant classé les mots d'après leur rapprochement avec les racines françaises, on indiquerait entre parenthèses la prononciation vraie.

Le secrétaire de la section, M. Pierre Varinard des Côtes, qui est en même temps trésorier de la Fédération régionaliste française, a proposé de consulter les diverses sections de ce groupement pour connaître leur sentiment sur la question. Cette enquête a été décidée ; les résultats en seront communiqués au prochain Congrès.

Ma proposition, mal posée, à la hâte, dans une lettre, n'avait pas reçu le développement nécessaire pour amener une résolution ferme. Il faudra la reprendre. La place m'est trop étroitement mesurée dans ce numéro de *Revue* pour entrer, maintenant, dans les explications utiles et justifier la condamnation de l'orthographe phonétique en usage que je demande. Je me borne donc à exprimer une *position de thèse*, et j'invite ceux de nos confrères que la graphie du patois saintongeais intéresse à la méditer, puis à envoyer leurs observations, à la suite desquelles il y aura peut-être lieu de réunir une conférence entre patoisants pour l'étudier et formuler quelques règles.

Esmein a dit avec raison : « C'est une langue qui jusqu'au xix^e siècle est restée purement orale. Quelques-uns, de nos jours, en tête desquels est Burgaud des Marets, ont entrepris de l'écrire ; mais, naturellement, chacun s'est fait son orthographe, quoique celle qu'avait adoptée le maître soit restée dominante. Je suis ordinairement cette dernière, mais sur certains points je l'abandonne. »

(*La Vieille Charente*, p. viii). Gautier, Yan saint Acère ont la leur plus ou moins naturelle, mais bien moins compliquée que celle de certains autres écrivains. Tous s'évertuent à rendre l'aspiration du g ou du j. Est ce possible ? Qu'est-ce que notre patois ? Un français plus ou moins corrompu et incorrect. Pourquoi se casser la tête à chercher des formes biscornues suivant le goût de chacun, qui ne sont que le résultat d'une prononciation *variable* de canton à canton ? Burgaud a énergiquement refusé d'écrire en saintongeais : il écrit en jarnacois. Le patois a comme tous les langages sa prononciation. Il faut la connaître ou l'apprendre quand on n'est pas né dans le pays. Toute graphie qui aspire à *figurer* cette prononciation est superficielle, fausse et inopérante. Si je voulais parler d'un bookmaker, je n'écirais pas zi bouc méqueur ou zi bouc m'écœure (ce qui serait vrai pourtant), pas plus que je n'écirais Chèquespire ou Guenthe ou Broïlle. Je ne vois aucune bonne raison d'écrire tieu ou thieu, thiellés pour ce, celles, histouère pour histoire, ol'é pour ol est... etc. Quand un saintongeais voudra lire en saintongeais ces mots ce, celles... il les prononcera à sa manière... et du nez par-dessus le marché, parce qu'un saintongeais de pure race parle du nez, ce que les auteurs omettent de noter.

CH. D.

Depuis trois mois les Ponts et Chaussées draguent la Charente dans la traverse de Saintes, entre le pont et l'emplacement de l'ancien pont, dans le but d'enlever les derniers vestiges du pont romain qui gênent encore l'écoulement des sables et des vases. On espérait que les godets ramèneraient quelque objet intéressant aux alentours de ce vieux pont. Il n'en est rien ou plutôt on n'a recneilli que fort peu de chose. M. de Nerville, l'ingénieur qui surveille les travaux avec beaucoup d'attention, à l'affût de tout ce qui pourrait sortir de l'eau d'intéressant, n'a fait mettre de côté qu'un petit chapiteau en marbre gris, un fragment de grande terrine en terre vernissée et un cippe romain portant une inscription, très courte, assez endommagée. Il est remarquable, soit dit en passant, que parmi les pierres ramenées du fond à grand peine par les scaphandriers, se trouvent des débris romains presque informes. On suppose qu'ils ont été jetés à l'eau au pied des piles dans le but de les défendre contre l'affouillement du courant.

Le fragment de terrine est intéressant. Il ressemble à d'autres semblables, du moyen-âge, de la fabrique de La Chapelle probablement. Sur un gros rebord sont plaquées quatre têtes naïves et

enfantines alternant avec des bandes brunes estampées avec une roulette quadrillée. Ces mêmes bandes brunes sont répétées sur la panse, ainsi qu'un masque barbare d'une facture tout à fait primitive. Ce masque est inédit dans nos poteries anciennes et rappellent des masques tout aussi naïfs qui se rencontrent sur des poteries romaines du bord du Rhin.

Sur le cippe on lit avec certitude les lettres DM ET (liées et l'E retourne) M et APRICI.... les éléments de I puis A P incomplet I. I. *Diis manibus et memoriæ Apricii Ariti F. M.* de Nerville a fait don de ces trois objets aux musées de la ville. CH. D.

Mme Beiderlinden a donné à la Bibliothèque de Saintes une centaine de volumes provenant de la bibliothèque de l'amiral Cuvillier, plus particulièrement ouvrages concernant la marine ou des voyages scientifiques. Il faut citer notamment le voyage de *La Bonite* dont les atlas sont tout à fait remarquables. Le premier volume de la *Campagne de l'Artémise* (1837-40) contient en tête la liste de l'équipage. L'état-major, le petit état-major, ne comprend que des officiers ou maîtres étrangers à notre région, mais parmi les matelots on relève des noms de Royan, de l'Île d'Oleron, Rochefort, La Rochelle, Marennes, Saintes (1).

Tous les Echos (revue des Intérêts économiques du Centre-Ouest VII^e région, publiée à Taillebourg, imprimée à Angoulême) insère depuis le 15 juin 1922 des notes sur les *Vieux Manoirs Saintongeais* : Le Maine-Moreau, Le Chantreau, Fief-Gallet.

Le monument élevé par la ville de Saintes et les familles saintaises aux hommes de la commune tués pendant la guerre ou morts de leurs blessures, a été inauguré le 1^{er} novembre, en présence des autorités, au milieu d'un grand concours d'habitants et de sociétés. Il avait été, pour la circonstance, tout fleuri de chrysanthèmes et comme encadré par deux grands massifs de ces mêmes fleurs. Trois discours, des chants, un peu de musique ont rompu le silence religieux que la foule n'a cessé de conserver.

Ce monument est composé d'un groupe formé d'un soldat blessé assis à terre, soutenu par une dame de la Croix-Rouge, et voyant en rêve une gloire qui lui apporte palme et couronne.

(1) L'amiral Cuvilliers avait épousé la sœur de Charles Beiderlinden, mari de la donatrice. Cette sœur laissa son frère pour héritier et celui-ci légua tout à sa femme.

Cette gloire se détache en bas-relief sur une haute stèle au revers de laquelle sont gravés les noms des hommes victimes de leur devoir et de leur vaillance.

Il a sa petite histoire :

Une commission, présidée par M. Babinot, adjoint, le 4 août 1919, décida de laisser « pleine liberté au statuaire qui serait choisi pour traiter le sujet complexe qui serait soumis en accordant la prépondérance à la glorification de la victoire. » D'aucuns souhaitaient d'y ajouter le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, et tout le monde était d'accord sur la nécessité de graver 4 ou 500 noms sur le socle du groupe.

MM. Martineau et Dangibeaud préconisèrent simplement la glorification des morts et ce dernier avait même envoyé un thème comprenant un jeune poilu de 25 ans, aspirant, assisté d'une dame de la Croix-Rouge, sujet déjà longuement étudié, en 1912, pour le Souvenir Français, avec M. Peyronnet. On jugea bon cependant d'établir une sorte de concours. M. Neau fut chargé de s'aboucher avec M. Verlet. M. Laurent fut sollicité de soumettre un projet, ce qu'il fit d'ailleurs. M. Verlet se récusa et la commission accorda la préférence au projet Peyronnet...

Le monument est en pierre du Poitou, les personnages sont un peu plus grands que nature. Il a coûté 60.000 francs sans les fondations. D'une simplicité émouvante, d'une vérité prenante d'attitudes, d'une exécution sobre et savante, ce monument fera honneur à la ville et sera certainement un des meilleurs que la France aura vu se dresser sur une place publique en l'honneur des intrépides soldats des armées de 1914-1918.

Trois orateurs seulement ont pris la parole (1). Nous manquons d'espace pour reproduire leurs discours *in extenso*. Les trois ont été reproduits par le *Progrès* du samedi 4 novembre.

Discours de M. Chapsal

La Ville de Saintes attendait avec une patriotique ferveur la cérémonie qui nous réunit en ce jour pour honorer et glorifier

(1) L'*Indépendant* avait proposé qu'il n'y eut point de discours ou du moins qu'ils fussent réduits au strict nécessaire : Sous-préfet et maire. Les députés de l'arrondissement, les présidents des sociétés présentes renoncèrent à prendre la parole. M. Taittinger fut prié par les membres de la *Ligue des chefs de section et soldats combattants* de dire quelques mots.

l'intrépidité et la bravoure de ces enfants ; elle était impatiente de leur témoigner son indéfectible gratitude, à eux qui, en si grand nombre, ont succombé pour que la France vive et continue sa mission civilisatrice à travers le monde.

Mais nous voulions aussi que le monument qui rappellera aux générations présentes et futures les noms de ces vaillants fils de Saintonge, fut digne du noble sacrifice qu'ils ont accompli, en faisant don de leur sang à la Patrie.

Notre désir ardent était que le symbole sculpté dans la pierre fut en complète harmonie avec les sentiments intimes d'une population qui a si chèrement payé son tribut à la guerre. De là le délai nécessaire qui s'est écoulé pour la réalisation de l'œuvre remarquable devant laquelle nous nous inclinons respectueusement et qui est destiné à perpétuer la mémoire de nos braves soldats.

Cette œuvre est due à la forte pensée et à la noble inspiration d'un éminent artiste originaire de notre contrée, connaissant à fond les nuances du tempérament saintonguais. Avec un art supérieur, il a servi l'idée pieuse qu'il était chargé de traduire et sa sculpture ne le cède en rien ni à la gloire qu'elle évoque ni aux vainqueurs qu'elle exalte. Au nom de tous, j'adresse à Emile Peyronnet, nos plus sincères félicitations.

Regardez-là bien cette sculpture, et vous ressentirez une impression poignante et douloureuse à la vue de ce soldat mortellement blessé, le haut du corps soutenu, avec des soins dévoués et délicats par cette femme admirable, l'infirmière française ; suivez son dernier regard et vous le verrez se porter vers la vision lumineuse de la gloire, personnifiée par ce génie qui, en distribuant des couronnes de lauriers à travers les champs de bataille, lui donne l'assurance, comme suprême consolation, que son sacrifice concourt à donner à sa Patrie la paix réparatrice symbolisée par le rameau d'olivier, qui domine tout, paix qui est dans la volonté du peuple français, comme dans les aspirations des autres peuples conscients de leurs responsabilités.

Les hautes vertus qu'interprète cette œuvre imprégnée du souvenir de nos morts, peuvent se résumer en ces quelques mots :

Courage, dévouement, confiance.

Ce sont elles qui ont soutenu, pendant les dures années de lutte, le moral de nos armées ; ce sont elles qui leur ont inspiré la force de repousser les agressions de l'envahisseur.

Discours de M. Taittinger

M. Taittinger rappelle après lui les angoisses des journées qui précédèrent la déclaration de guerre, le geste mémorable d'Albert de Mun et Vaillant, ancien membre de la commune, s'étreignant fraternellement, premier acte de l'union des partis qui ne cessa de régner pendant toute la durée de la guerre.

« Alors on vit se dresser la haute stature d'Albert de Mun à l'extrême-droite, celle de Vaillant s'éleva et domina l'extrême-gauche. Les deux hommes descendirent l'un au-devant de l'autre, l'Idée révolutionnaire étreignit la Tradition et devant ce spectacle prometteur d'union et de victoire, la Chambre française tout entière se leva et les acclama. »

Puis il ajoute :

« Ce monument devant lequel nous nous inclinons et qui trouve à ses pieds la moisson fleurie des regrets, des espérances brisées, des souvenirs attendris est bien le symbole de la permanence à travers les siècles de l'idée de Patrie.

Des jeux qui se déroulaient dans le stade antique, on a conservé le souvenir de la course au flambeau.

Le coureur protégeait la flamme dont il était le gardien tout en la portant le plus loin et le plus vite possible. Lorsque ses forces étaient épuisées, il transmettait à celui qui le suivait la flamme traditionnelle et sacrée qui passait de main en main mais brillait toujours.

Il en est de même du sentiment de la Patrie.

Les noms qui sont gravés, les gloires et les tristesses que dégage ce douloureux martyrologe tracé dans la pierre, tout cela semble être la confirmation des paroles qu'un poète expirant prononçait à la veille de la grande tourmente, paroles que je vous demande comme suprême adieu de répéter avec moi, en serrant contre nos cœurs, mutilés et anciens poilus, frères d'armes des morts et sublimes témoins de l'inoubliable épopée et ceux qui nous font face, membres des familles courbées sous les voiles de deuil dont la cérémonie d'aujourd'hui avive les secrètes blessures.

La Patrie :

Ce domaine humble ou grand par nos aïeux formé,
Qu'ils ont conquis, qu'ils ont gardé, qu'ils ont aimé,
Cette terre sacrée entre toutes les terres,
Faite du sang des fils et des larmes des mères.

Discours de M. Vié

En ce jour du Souvenir, où selon la pieuse coutume plusieurs fois séculaire, nous allons, en longues théories, vers les champs de repos nous incliner sur la tombe de ceux qui nous ont précédés dans la vie, de ceux que nous avons aimés et auprès desquels, notre temps révolu, nous irons dormir notre dernier sommeil, le Conseil municipal de Saintes a eu la délicate pensée d'inaugurer ce monument élevé à la mémoire des enfants de votre cité qui sont morts pour la France.

Au cœur de l'antique capitale de Saintonge, dans ce square sous les ombrages duquel il est doux de vivre, entre ces deux vieux arbres qui tendent comme des palmes leurs rameaux toujours verts, vous avez élevé ce mur de la Reconnaissance où sont gravés, dans la pérennité de la pierre, les noms de ceux de vos fils tombés pour la défense du sol natal, de nos libertés républicaines, du Droit et de la civilisation.

Aucun poète n'a osé, nouvel Homère, les chanter. Leurs exploits furent si grands qu'ils firent éclater les cordes de la Lyre.

Devant Eux, la voix des orateurs tombe et reste affaiblie. Pour les louer comme il convient qu'ils le soient, deux mots seulement nous viennent à l'esprit : « *Acta non verba* : Des actes, plus de paroles. »

Pour honorer votre mémoire, Poilus de France, héros de la Grande Epopée, bataillons du Grand Couronné de Nancy, de la Marne, de l'Yser, de Verdun, de la Champagne et de la Somme, qui, dans la boue des tranchées, dans la pourriture et le sang, sous l'éclatement des obus, dans une vision de cauchemar, avez opposé un rempart infranchissable à l'envahisseur et l'avez rejeté au-delà du Rhin ; cavaliers du Vardar dont la chevauchée de légende a déclenché la suprême offensive ; marins des Dardanelles entrés dans l'éternité chantant la Marseillaise, il ne faut pas des mots mais des actes :

Acte de travail, acte de solidarité, acte de foi.

Ils ont souffert, ils sont morts pour que nous puissions vivre. Nous leur devons d'achever leur œuvre en travaillant sans relâche à relever les ruines de la guerre, à reconstituer nos régions dévastées, notre commerce, notre industrie, à rendre au pays sa place dans le monde.

NOMS DES MORTS POUR LA FRANCE

gravés sur le monument commémoratif de la ville de Saintes

(Cette liste est uniquement formée des noms des officiers et soldats nés ou domiciliés dans la commune de Saintes).

CLASSE-1876	CLASSE-1896
Raffenel, F.	Barrère, P.
CLASSE-1877	Duret, G.
Doë de Maindreville, C.	Favre, A.
CLASSE-1879	Geisse, R.
Poissonnier, L.	Grillaud, E.
CLASSE-1880	Roussel, E.
Josset, E.	Thiers, P.
CLASSE-1886	CLASSE-1897
Venot, C.	Bernard, J.
CLASSE-1887	Héraud, A.
Bernard, G.	Lefebvre, E.
De Bremond d'Ars, F.	Peteau, R.
CLASSE-1888	CLASSE-1898
Umbricht, T.	Barot, G.
Courtade, H.	Bordes, F.
CLASSE-1891	Boudot, C.
Jarraud, P.	Corbinaud, G.
Touzeau, V.	Corbinaud, L.
CLASSE-1892	Doré, L.
Barbotin, H.	Dupart, P.
Chartres, L.	Fallot, H.
CLASSE-1893	Fallot, P.
Fuches, A.	Leroux, M.
Gelineau, A.	Michaud, A.
Gérardin, A.	Morin, A.
Lescaze, L.	Rex, A.
Péraud, P.	Texier, L.
Tricot, A.	CLASSE-1899
CLASSE-1894	Arébole, J.
Bonyer, A.	Berthelot, L.
Doré, E.	Bureau, L.
Herbreteau, I.	Chemineau, E.
Peteau, L.	Compagnon, V.
Petit, P.	Duperrier, F.
CLASSE-1895	Douteau, F.
Artigala, P.	Gaillard, J.
Bertaud, L.	Gendreau, A.
Dupouy, R.	Guérin, N.
Lavergne, C.	Lacour, M.
Sanguinède, L.	Lalève, A.



Monument élevé à la Mémoire
des Enfants de SAINTES, morts pour la France

Sculpteur PEYRONNET.

Photo Holland.



Palissière, P.
Pomérole, J.
Rochon, A.
Sauvagat, E.

CLASSE-1900

Arnaud, M.
Berthelot, P.
Bodin, E.
Brung, L.
Couvache, A.
Ferry, A.
Jean, M.
Trochut, F.

CLASSE-1901

Carteau, R.
Gachinard, C.
Grzybowski, H.
Ladoire, E.
Lineau, F.
Marchapt, H.
Pelletreau, E.
Roudier, C.
Vallet, A.
Videau, R.
Veyssier, L.

CLASSE-1902

Coconnier, R.
David, G.
Demonsay, C.
Dubreuil, G.
Duché, J.
Fèvre, A.
Lavigne, A.
Meneau, M.
Meyziè, R.
Noquet, M.
Pichard, M.
Rateau, L.
Reutin, R.
Thomas, T.
Vjallard, L.
Vidalin, H.

CLASSE-1903 .

Albrand, A.
Arrivé, T.
Berra, M.
Dalbies, J.
Gauthier, H.
Heurtel, Y.
Machefert, M.

Manon, L.
Massé, L.
Michel, J.
Panama, L.
Patry, C.
Ricou, E.
Rouffineau, L.
Roux, A.

CLASSE-1904

Babinot, F.
Chefgros, A.
Chiché, L.
Damour, A.
Dubois, F.
Fouché, C.
Fréchet, A.
Gauthier, N.
Joyaux, L.
Leyrat, J.-B.
Machefert, E.
De Mornac, R.
Nouguet, C.
Pelissier, J.
Sargent, G.
Sottou, J.
Yon, L.

CLASSE-1905

Chevillon, G.
Corbier, P.
David, M.
Demesse, T.
Ducoux, G.
Dugué, P.
Giraudot, O.
Jaud, L.
Machefert, V.
Pauty, A.
Pelette, M.
Picaud, M.
Pinaud, K.
Roudier, H.
Sellier, J.
Tancheau, A.

CLASSE-1906

Audouard, M.
Bernard, D.
Blanchard, G.
Brouhard, A.
Chagneaud, M.
Corbinaud, S.

Cousin, H.
Daniaud, J.
Dautan, J.
Decker, T.
Dorin, E.
Lefebvre des Noëttes, R.
Luzinaud, A.
Maillet, G.
Mallet, F.
Mégraud, G.
Mesnet, M.
Picard, F.
Villebesseix, F.

CLASSE-1907

Amiot, E.
Beyrie, F.
Birolleau, L.
Castagnol, R.
Charles, P.
Dreux, P.
Héron, P.
Laveau, C.
Maillet, R.
Poulou, G.
Priam, P.
Vergnol, F.
Vittu de Kerraoul, J.

CLASSE-1908

Albat, L.
Allain, E.
Charron, M.
De la Chaussée, F.
Chevalier, J.
Dabiran, M.
Dantras, C.
Faugeron, G.
Giraudot, E.
Héraud, H.
Lafond, P.
Landreau, R.
Lys, A.
Marlet, G.
Pelette, O.
Pinier, G.
Pointeau, F.
Pommier, G.
Raffin, T.
Rocheleux, V.
Sourbadère, C.
Tesson, L.

CLASSE-1909

Arnoud, R.
Aupit, G.
Bertrand, F.
Blanchet, J.
Boulègue, H.
Brun, J.
Chabroux, P.
Chauvet, J.
Deux-Sous, G.
Dupin, G.
Fumeron, T.
Gadal, C.
Geoffroy, R.
Girardeau, H.
Guston, N.
Jarcq, P.
Jourdain, G.
Maufangeas, E.
Noinin, G.
Paquet, L.
Ponchon, G.
Portier, J.
Raffier, C.
Sellier, M.
Vinet, M.
Virnaud, M.

CLASSE-1910

Angelier, A.
Barboteaux, R.
Bernard, I.
Boissinot, M.
Briant, G.
Chasseriaud, G.
Chasseriaud, R.
Déplacé, L.
Deschamps, A.
Drillaud, P.
Durand, G.
Fages, P.
Faure, P.
Fumeron, R.
Garreau, L.
Geoffroy, A.
Girardeau, P.
Guilloteau, A.
Jouannet, M.
Lebègue, G.
Menant, V.
Ménager, L.

Métreaud, H.
Minet, A.
Papot, G.
Patry, J.
Tercinier, R.

CLASSE-1911

Bouquet, A.
Bourgeade, J.
Corbineau, A.
Chauvet, R.
Fallot, R.
Guillonneau, M.
Labbé, L.
Labetoulle, F.
Laroche, G.
Lys, H.
Mercier, J.
Pelette, C.
Reigner, A.
Renaud, A.
Renaud, R.
Roulleau, O.
Veillon, M.

CLASSE-1912

Angibeau, M.
Anjard, J.
Barot, L.
Boutin, J.
Boyer, H.
Cartier, E.
Daniaud, A.
Enard, A.
Fleury, E.
Floirat, P.
Gargam, A.
Gautreau, A.
Gay, C.
Gay, F.
Godeliez, M.
Hervé, R.
Lucas, G.
Moinard, M.
Machefert, E.
Ouvrard, G.
Pain, A.
Rulland, L.
Vignaud, M.

CLASSE-1913

Audureau, M.
Bernede, A.

Bourgoin, L.
Braud, J.
De Lacoste de Laval, C.
Edrocart, L.
Ferrand, P.
Fleury, Y.
Gombert, A.
Grelaud, M.
Lochon, A.
Magne, R.
Maridat, H.
Moine, R.
Ollier, R.
Pinaud, J.
Poissonnier, H.
Pomet, A.
Pouvreau, P.
Renoulleau, G.
Roques de Fursac, H.
Sedeaud, R.
Ternus, L.
Texier, R.
Wenden, L.

CLASSE-1914

Bodin, M.
Brion, M.
Callaud, P.
Charles, H.
Chat, L.
Chauvet, E.
Demasure, M.
Druet, A.
Favaud, G.
Fouché, G.
Fougère, G.
Gauthier, R.
Gautreau, E.
Gouet, L.
Guérin, E.
Jaulin du Seutre, G.
Jouet, G.
Lys, G.
Maillet, R.
Moine, R.
Muracciole, T.
Pineaud, E.
Poirault, J.
Poirier, A.
Poissonnier, R.
Raffenel, R.

Raïssac, R.
Rault, R.
Richard, A.
Rivaud, A.
Roques de Fursac, J.
Sallot, F.
Tap, G.
Thenaud, A.
Valeyrie, J.

CLASSE-1915

Abelin, P.
Ardouin, O.
Bacle, A.
Berge, A.
Bernardin, A.
Bertaud, P.
Blanco, F.
Boutin, P.
Chasseriaud, R.
Coumaillaud, R.
Dangaly, F.
Danières, M.
Dario, H.
Ferrand, L.
Fournneau, R.
Frankl, J.
Gaborit, G.
Hervaud, Y.
Joulin, M.
Lascrompe, K.
Menant, A.
Minault, A.
Mouchot, G.
Neau, T.
Orliaguet, R.
Patron, P.
Pellon, R.
Piochaud, E.
Poulain, H.
Pradel, R.
Quéré, A.
Richard, M.
Sarreau, J.
Soussaintjean, R.
Valade, H.

CLASSE-1916

D'Aygalliers, C.
Bodin, M.
Boisson, A.
Bouillaguet, M.

Connoué, P.
Courtine, M.
Dangel, V.
Delaville, P.
Fumeron, J.
Jhean, J. B.
Labbe, G.
Lacueille, A.
Lavaud, J.
Lavigne, P.
Millet, M.
Mitard, L.
Morand, G.
Palustran, R.
Primaud, G.
Renaud, A.
Roumilhac, M.
Vinet, A.

CLASSE-1917

Bancharel, R.
Baron, R.
Barraud, J.
Barron, E.
Bertrand, L.
Çoudin, P.
Genty, E.
Guérin, R.
Guéry, L.
Guillet, W.
Latournerie, P.
Le Chartier, R.
Léopold, R.
Maillard, Y.
Mauret, J.
Muffat, A.
Patry, F.
Patry, J.
Petit, J.
Sazeirat, J.
Sedeaud, H.
Soleil, G.

CLASSE-1918

Bertin, F.
Fauré, E.
Gachet, R.
Grandjean, C.
Jaud, L.
Latreille, J.
Lauraine, P.
Renis, C.

INFIRMIÈRES			
Mme Durand-Gasselín, Louise.		Grangé, J.	1896
Mme de Lacoste de Laval, Louise.		Boulaire, C.	1906
Mlle Fétis, Yvonne.		Vinel, E.	1910
LISTE SUPPLÉMENTAIRE		Cussac, R.	1911
Mercier, M.		Défit, R.	1914
Lefebvre, L, cl.	1902	Prou, E.	1915
Brottier, G.	1903	Cuet, G.	1916
Dubreuil, H, cl.	1890	Ringuedé, R.	1917
		Bouquet, R.	1919

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 29 juillet 1922, est décédée à Saint-Jean-d'Angély Mlle Caroline-Elisabeth-Lucie-Marie de Reboul, âgée de 54 ans.

Le 3 septembre 1922, est décédée à La Coinche, commune de Chérac, Mme Hélène Tercinier, née Conty, âgée de 61 ans, femme de notre confrère le lieutenant-colonel William Tercinier.

Elle laisse deux fils : MM. Etienne et William, deux filles : Mme Antoinette Boyer et Mlle Solange.

Le 4 septembre 1922, est décédée à Paris, Mme Eugène Morel, née Marie-Rose-Suzanne Eveillé, âgée de 52 ans, femme de M. Morel, sous-gouverneur de la Banque de France. Elle laisse deux fils, MM. Georges et Jean Morel.

Le 21 octobre 1922, est décédé à Bordeaux M. Emile Landrodie, officier de la Légion d'Honneur, ancien sous-préfet de Saintes, puis préfet des Pyrénées orientales, préfet de la Charente-Inférieure, trésorier général de la Gironde, sénateur de la Charente-Inférieure. Son corps a été inhumé à Saint-Quentin-de-Chalais (Charente) le 24.

Il était né le 20 octobre 1858, à Vauxains (Dordogne).

Le 21 novembre 1922, à Paris, est décédée Mme Marthe Genet, née Vignier, femme de feu M. Eusèbe Genet, âgée de 61 ans.

Elle laisse un fils, Jean Genet, et Mme Henri Meignié.
Son corps a été inhumé au cimetière de Saintes, le 25.

MARIAGES

Le 11 septembre 1922, a été béni à La Rochelle le mariage de M. Raymond Bourriau, médecin de 2^e classe de la marine, avec Mlle Marie-Thérèse Brémont.

Le 18 octobre 1922, à Guingamp, a été béni le mariage de M. William Tercioier, sous-lieutenant d'artillerie à Angoulême, avec Mlle Solange Beguin, fille du docteur Beguin, médecin principal de la marine.

BIBLIOGRAPHIE

ANGLADE (L.). *Les chansons du troubadour Rigaut de Barbezieux*. Texte préparé par C. Chabaneau, introduction, traduction et notes par L. Anglade. Montpellier, 1919, in-8 112 pages.

Publications spéciales de la *Société des Langues Romanes*, t. XXVII.

Cet ouvrage n'est présenté ici qu'au titre de bibliographie parce que l'auteur annonce une prochaine édition, « un autre habillement plus élégant et surtout plus correct et lui faire oublier, à lui (Rigaut) et à ses amis, cette première présentation si malheureuse ».

BEAUCHEP-FILLEAU (Paul). *La chatellenie de Germain et ses seigneurs*.

Melle, imprimerie Montazeau, 1922, in 8 40 pages.

Extrait du journal *Le Mellois*, 1921.

Le livre d'or du collège de Notre-Dame de Recouvrance (1914-1918), publié par l'Association amicale des anciens élèves.

Saint-Maixent, imprimerie A. Garnier, 21 juin 1921, un vol. in-8 253 pages.

En tête de la plupart des notices biographiques, un portrait. Lettre préface de Mgr Eyssautier. Ce volume contient 149 notices.

COURTEAULT (Henri). *Annibal de la Tremoille, vicomte de Marcilly, sa relation inédite du faubourg Saint-Antoine*.

Paris, 1922, in-8°, 95 pages.

Extrait de l'*Annuaire Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1921.

Nous parlons plus haut de cette très importante contribution d'un maître à l'histoire de Saintonge.

DAVID (L.) et ZEBROWSKA-RIQUET. *La légende de Cercoux.*

Bordeaux, imprimerie Barthelemy et Clèdes 1922, in-16.

Manuscrit du xiv^e siècle — disent les auteurs — découvert fortuitement « qu'après une étude ardue autant qu'opiniâtre je finis par arriver à comprendre ». Et ils l'ont mis en français ! Il s'agit surtout d'expliquer comment Cercoux vient de Serre-col, Serre col surnom donné à un brigand et au théâtre de ses exploits.

DUPLAIS (Léonie) *Berck-sur-Mer, ville et plage pendant la guerre, histoire locale complète de 1912 à 1919.*

Liège, imprimerie H. Vaillant-Carmanne 1919, in-16 carré, 250 pages, un portrait.

GREEN (M^{me} E. Tyrell) *La Rochelle and the Wars of religion*
Londres 1913.

GUÉRIN (abbé M. curé de Touzac.) *Touzac et ses villages.*

Ruffec, imprimerie F. Dubois, 1922, in-16, 151 pages, 8 pages non numérotées, avec tables. En vente chez l'auteur.

C'est le digne complément à la *monographie paroissiale* (1914), préparée et achevée avec une patience et un soin méritant tous nos éloges. Les villages devront peut-être un peu de notoriété à leur pasteur, mais les chercheurs devront une grande reconnaissance à l'auteur pour les notes généalogiques qu'il a données tout au long de son livre. Il y a là des indications précieuses sur une centaine de familles qui ne se retrouveront pas ailleurs.

LAPEROUSE (Pauline de) (Madame René Philippon) *Reliquiæ.*

Achevé d'imprimer pour l'art catholique le 2 juillet 1922, par Protat frères, à Mâcon.

Un volume in-4^e, 67 pages et 5 non numérotées, un portrait.

Mme Philippon, née à Toulon, le 27 novembre 1881, mariée le 27 septembre 1900, décédée le 5 décembre 1920.

Cette belle plaquette, non mise dans le commerce, imprimée pour être distribuée aux amis pour « la (Mme Philippon) faire mieux connaître encore et être utile à quelques âmes », est un recueil de lettres, de pensées, et pièces diverses.

MUSSET (Georges) *L'âge de Bronze en Aunis et en Saintonge.*

La ville Blanche d'Anais.

La Rochelle, imprimerie E. Martin 1922, in-8, 7 pages.

PARAT (Hippolyte). *Rochefortaise et Berckoise. Léonie Duplais, publiciste.*

Liège, imprimerie H. Vaillant-Carmanne, 1910, in-16, 15 pages, un portrait.

POIVERT (chanoine L.). *Vie et vertus de Marie-Eustelle Harpain, l'ange de l'Eucharistie (1814-1842).*

Paris, imprimerie de la Bonne Presse, un volume in-8, 1922.

REGELSPERGER (G.) *Réorganisations administratives en Afrique occidentale française.*

Extrait de la *Revue des Sciences politiques* avril-juin 1922.

TROCHON (P.). *Lille avant et pendant l'occupation allemande.*

Tourcoing, J. Duvivier, éditeur, 1922, in-16 carré 349 pages, un portrait.

Dans ce livre, nous retrouvons des pages dont la *Revue* a eu la primeur et d'autres chapitres tout aussi documentés, vivants et impressionnants. C'est la déposition d'un témoin qui a su voir et se souvenir. L'histoire de Lille pendant les quatre années de guerre y gagnera plus d'une anecdote dont l'authenticité ne saurait être mise en doute.



REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Lettre sur le patois saintongeois*, par M. M. Pellisson ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite), par M. le docteur Sottas ; *La maison de réclusion de Saintes*, par M. le Chanoine Lemonnier.

RECTIFICATION : Famille Beiderlinden.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Culture du maïs.

AVIS ET NOUVELLES : Cotisations, situation budgétaire, admissions, justices de paix, expression *vulgum pecus*, dépôt légal, don de M. Coutanseau, traversée du Sahara, don de Mme Beiderlinden, ouvrage couronné, bibliothèque du Séminaire.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : Mme de Fonrémis, M. Paul d'Estrée, M. Thoyon, Mme Brunaud, Mlle Proust, Mme Andrien, abbé Couturaud, M. Marchand.

VARIÉTÉS

I

LETTRE DE M. MARCEL PELLISSON SUR LE PATOIS SAINTONGEAIS

Cher Monsieur,

Je me crois suffisamment qualifié par la participation que j'ai prise au mouvement qui s'est produit chez nous en faveur d'une littérature du patois saintongeois, pour répondre à l'appel que vous faites dans le dernier numéro de la *Revue de Saintonge* à ceux de nos confrères qui auraient quelques observations à faire valoir sur les méthodes orthographiques de ce patois.

Vous citez l'opinion d'Esmein, que je partage : Il y a dans l'orthographe phonétique de Burgaud des Marets, notre spirituel ancêtre, à prendre et à laisser.

Ce dernier, qui, dites-vous, s'est défendu d'écrire en sainton-

geais, mais en jarnacois, a fort bien, dans la pièce de vers préface d'un *Recueil de fables et contes* dont une 3^e édition dont j'ai un exemplaire sous les yeux, a paru en 1859, chez Firmin Didot, intitulée *Au fazour de live de Paris*, fait état du saintongeais. Il y essaie plaisamment de prouver que le saintongeais fut la première langue parlée du monde :

... L é don kleir coume in et deù font troè
Que dans le paradis Adam et sa fumelle
Et le bon Guieu litout parlian en *saintongeoè*.

Le *jarnacois* ne vient chez lui qu'après le *saintongeais*, sans doute comme sous-dialecte, et s'en distingue comme le *bossueltois* du *parisien* :

Bossuet, il at écrit, vous pevez be m'en croèrè,
En parisien ? Fait poin !... OI é-t-en bossuettoè,
Le pu bià des jargon après le *saintongeoè*.

Notre maître se plaint amèrement dans l'avertissement qui précède la préface de l'édition qu'il a donnée avec Rathery des œuvres de Rabelais, une des meilleures qui existent, des innombrables « mascarades orthographiques » qu'il avait constatées dans une édition très estimée de Montaigne.

Mais lui-même ne sacrifie-t-il pas largement à ces mascarades en écrivant en patois ? Ah ! c'est qu'il écrivait en vers, et il est à remarquer que toutes les littératures ont débuté par les vers. Or, il avait, comme plus tard ses disciples, à tenir compte des exigences de la mesure et de la rime dans un idiome resté jusqu'alors « purement oral » et dont la prononciation différait sur bien des points de celle d'une langue raffinée par une culture plus de trois fois séculaire. Gêné notamment par la marque du pluriel dans les substantifs et par la liaison, à l'infinitif des verbes des deux premières conjugaisons, de l'*r* final avec les mots commençant par une voyelle, qui les suivent, liaison inusitée en saintongeais, il le supprime tout simplement. Sans compter bien d'autres licences qu'il se permet encore pour figurer la prononciation et rester fidèle à la prosodie.

Une des particularités du patois, que Burgaud des Marets a cependant négligée, c'est l'aspiration du *g* et du *j*, que ses successeurs se sont efforcés de figurer, ainsi que le *t* mouillé dans les adjectifs démonstratifs par l'adjonction d'un *h* : *jhe* ou *ghe* ; *thieu*, *thielle*, *thiellè*, que vous proposez d'écrire, comme en français, *ce*, *cette*, *ces*, quitte à les prononcer à la saintongaise, à la lecture,

ce pourquoi il faudrait que le lecteur fût lui-même un saintonguais ou eût appris, comme vous le suggérez, le patois saintonguais.

La Fontaine qui était Picard (quelle autorité !) voulant donner un échantillon de son patois, sans contraindre le lecteur à l'apprendre, écrivait à la fin de la fable *Le Loup, la Mère et l'Enfant* :

Biaux chires leups n'écontez mie
Mère tenchent chen fieux qui crie.

Dans le premier cas voyez quelle perturbation dans la mesure et la rime des vers, et si la méthode d'écrire ainsi les mots en français et de les lire en saintonguais était généralisée, figurez-vous le travail mental énorme du lecteur devant, par exemple, les mots *prune* et *graine* qu'il serait dans l'obligation de faire rimer ensemble en prononçant *peurne* et *gueurne*.

Un de mes vieux condisciples et amis (1), qui est un des hommes les plus érudits du département de la Charente-Inférieure, peu partisan lui-même de l'orthographe artificielle imposée au patois, m'écrivit à ce sujet : « Il ne faudrait pas non plus en rester au français de l'Académie et laisser au lecteur saintonguais le soin de le transformer en langage de chez lui. » On ne saurait mieux dire.

Vous faites observer fort judicieusement qu'on n'écrit pas chez nous Gueuthe ni Chéquespire pour Goethe et Shakespeare, noms propres orthographiés suivant la valeur des lettres allemandes et anglaises, mais on ne prononce pas non plus en français Wilhelm pour Guillaume, ni Ludwig et Karl pour Louis et Charles, écrits par des Allemands ; Mainz, Coeln, Regensburg pour Mayence, Cologne, Ratisbonne ; Loewen, Mecheln, Antwerpen, London pour Louvain, Malines, Anvers, Londres ; pas plus que Donau, Schelde, Themse pour Danube, Escaut, Tamise, — ce que les étrangers, peu au courant du génie de notre langue, savent bien d'ailleurs nous reprocher.

Mais revenant au « mouillage » du *t* mentionné ci-dessus, pourquoi ne nous serait-il pas permis de figurer par nos propres moyens cette particularité de la prononciation de l'idiome saintonguais, qui n'a son équivalent que dans celle du *ch* allemand et du *χ* grec : *Kirche*, église, que la plupart des Français ne savent pas prononcer, diffère de *Kirsche*, cerises, dans la première de ces langues, et *ὄχι*, non, pas du tout, dans la seconde, se prononce autrement que *καλός*, beau.

(1) M. le Dr Ch. Vigen, de Montlieu, *Corresp. inéd.*

Dans le second cas envisagé plus haut, à savoir l'obligation d'apprendre le patois avant d'essayer à le lire, cela me paraît tout à fait impraticable. On n'apprend pas les langues des minorités. On apprend l'allemand, mais non le flamand qui cependant en dérive ; l'anglais, mais non le gaélique parlé dans une partie de l'Angleterre. Pour ma part, j'ai vécu d'assez nombreuses années à Bordeaux, sans cesser de fréquenter la Saintonge, et n'ai jamais pu m'y assimiler le dialecte gascon ; par contre, j'ai voyagé pendant sept ans en Allemagne, il y a déjà un demi-siècle, soit six à huit mois chaque année en deux tournées, et je parle encore aujourd'hui couramment l'allemand.

Pour ce qui est des syllabes *oi*, *ois*, *oire*, elles se prononçaient au XVII^e siècle comme si elles avaient eu respectivement le son d'*oué* ou *ouè* et *ouère* ou *ouère*. Cette prononciation s'étant transformée en français suivant le mode actuel, tout en se conservant dans le patois, il a bien fallu, pour ce dernier, en changer la graphie.

La Fontaine que nous retrouvons a écrit, fable *La Belette entrée dans un grenier* :

Damoiselle belette, au corps long et fluet,
Entra dans un grenier par un trou fort étroit.

L'éditeur remarque : On écrivait *flouet* (de flou) ce qui rimait avec *étroit*.

Au surplus, pourquoi se montrer plus sévère pour le patois que l'Académie elle-même ne l'est pour notre belle langue française dont elle a assumé la garde ? L'orthographe de cette dernière n'est ni purement phonétique ni absolument étymologique. Quand j'écris le mot *juge*, je satisfais pleinement l'oreille et ne recherche pas si au XVI^e siècle on a écrit *judge* du latin *judex*, le *d* qui ne se prononçait pas ayant dû disparaître. Par contre, en écrivant *comte* de *comes-comitem*, j'en conserve étymologiquement l'*m*, tout en prononçant ce mot comme si la première syllabe prenait un *n*. J'agis de même avec *compte*, substantif verbal de *computare* ; mais pourquoi *conte* qui a la même racine transforme-t-il phonétiquement *m* en *n* en laissant tomber le *p* ? Pourquoi encore *homme*, de *homo*, qui contient d'ailleurs un contre-sens, puisqu'il désigne le *sexe* aussi bien que l'*espèce* au lieu de s'appliquer, comme en latin, uniquement à l'*espèce*, prend-il deux *m*, alors que parmi ses dérivés on trouve tantôt *hommage* également avec deux *m*, et tantôt *homicide*, *hominal* avec un seul *m* ? De même

char de *carrus*, prend deux *r* à tous ses dérivés excepté à *chariot* qui se contente d'un seul. A propos de ce dernier mot, il y aurait aussi lieu de s'étendre sur le chuintement qui, au dire de quelques savants, était usité chez les latins dans les mots commençant par *c* suivi d'*a*, mais qui n'est exprimé *graphiquement* que dans leurs dérivés français, ex. : *caro*, chair ; *catena*, chaîne ; *calor*, chaleur ; *campus*, champ ; *cantus*, chant ; *castellum*, château ; *cadere*, choir ; *causa*, chose.

Mais continuons notre examen : *chaire* et *chaise* qui dérivent l'un et l'autre de *cathedra* ont eu en français une signification identique :

Les savants ne sont bons que pour prêcher en *chaire*.

MOLIÈRE.

Le grammairien Palsgrave, en 1530, signale déjà le mot *chêze* pour *chaire*, comme un vice de la prononciation parisienne. Les deux formes n'en ont pas moins été conservées par l'Académie avec de simples nuances de signification. L'adjectif *printanier*, dérivé phonétique de *printemps* est assurément un mot plus gracieux que ne le serait un dérivé étymologiquement formé. *Mœurs* et *rumeurs* viennent respectivement de *mores* et *rumores*. Je ne vois pas entre eux le motif de cette graphie différente. *Œuf* et *bœuf*, de *ovum* et *bos-bovem*, n'ont aucune raison de ne pas s'écrire comme *neuf* de *novem* et de *novus-norum*. *Taurus* (grec *ταύρος*) a fait régulièrement *taureau*, mais *aurum* a dégénéré en *or*, entraînant avec lui ses dérivés *dorure* et *dorer*. *Sal* a produit *sel*, mais par un comble de fantaisie, il est revenu à son point de départ dans *saler*, *salière* et *salaison*, tout en donnant encore *sauce*, *sau-cisse* et *saumure*. Les Suédois qui ne s'embarrassent pas de vains scrupules orthographiques pour les mots d'origine exotique, ont retenu l'un de ces derniers sous sa plus simple expression *sos*. La graphie française produirait pour leur oreille *sa-ou-tsé*.

C'est encore par un procédé empirique que le vieux mot *sauze*, venu de *salix* par un crochet et conservé en patois saintongeais, s'est rapproché de sa racine, sous l'égide de l'Académie, avec la forme actuelle *saule*, alors que son dérivé *saussaie*, lieu planté de saules, a été maintenu avec la même complicité et se trouve encore dans maints noms de lieux dits comme *sausaie* ou *saulzaie*. *Chou*, de *caulis* et clou, de *clavus* font au pluriel *choux* et *clous*, ce qui me paraît aussi bien extraordinaire. Quoi de plus extravagant encore que le combat des diphtongues (pardon, *diphthongues*

du grec *δύς φθγγος*) *eu* et *ou* dans la conjugaison des verbes *mouvoir*, *pouvoir*, *vouloir*? Quoi de plus étrange et de plus injustifié que l'*e* dans *eu*, participe passé du verbe *avoir*, ainsi qu'au passé défini et à l'imparfait du subjonctif; de même que dans le substantif *gageure*, mot dont la plupart des écoliers primaires sont enclins à prononcer l'avant-dernière syllabe comme *eu* dans *jeu* (1)? Il est vrai que la suppression de l'*e*, dans ce dernier cas, obligerait le lecteur à prononcer *gagure*; mais dans les substantifs *gageur* et *gageuse*, de la même famille, le son de la diphthongue se trouve rétabli. Quoi, enfin, de plus fantaisiste que la formation ou l'origine hétérogènes de la même diphtongue *eu* dans un grand nombre de mots? Ex.: *aveu*, *cheveu*, *neveu*, *bleu*, *pieu*; *deux*, *mieux*, *pieux*, *vieux*, *creux*, *preux*, *queux*, *queue*; *meus* (de *mouvoir*, pourquoi pas *meux* comme *peux* et *veux*?)

Il faut nous arrêter, car nous serions entraînés trop loin, si nous entreprenions la recherche de toutes les anomalies orthographiques de notre langue dont la parfaite connaissance nécessite une si longue étude, anomalies acceptées et souvent provoquées par l'oreille.

C'est donc l'usage qui est le maître en ces matières, et l'usage n'a jamais passé pour se plier spontanément à aucune méthode scientifique.

Revenant au patois saintongeais, je conclus qu'il serait fort difficile de le doter mieux que le français d'une représentation graphique rationnelle et scientifique absolue. Alors pourquoi ne pas lui laisser dans ses méthodes orthographiques le même caractère mixte dont jouit son grand frère, avec une liberté suffisante permettant de distinguer l'un de l'autre à la simple lecture des deux idiomes de culture inégale?

Les auteurs patoisants croient, d'ailleurs de bonne foi, que la prononciation du dialecte saintongeais en est un des principaux éléments caractéristiques : elle est comme les condiments dans la cuisine, sans lesquels celle-ci serait fade et insipide. Et puis nous nous heurtons à une question de fait : Tous ceux qui écrivent aujourd'hui dans les feuilles spéciales ont adopté, à l'instar de

(1) Par contre, il y a une tendance populaire, non seulement en Saintonge, pour la suppression de l'*e* initial dans la prononciation de certains noms propres : Eugène, Eugénie, Eustelle, Eutrope, comme aussi dans celle du n. o. eucharistie, qui nous arrive sous la forme : Ugène, etc. Les Saintongeais prononcent de même *hureux* pour *heureux*, mais ils disent *Teur* pour *Turc*, comme à Tarascon. V. *Alphonse Daudet*.

Burgaud des Marets, des méthodes de figuration phonétique conventionnelles qui ne comportent que très peu de différences essentielles entre elles, et leur clientèle de lecteurs s'y est déjà faite. Plutôt que de les supprimer pour se rapprocher du français tout aussi irrationnel, ils consentiraient, je le suppose, à s'entendre sur une unification à peu près rationnelle de ces méthodes. Trop exiger d'eux serait s'exposer à n'en rien obtenir.

Plus déconcertante est la mise en doute de votre part de l'existence même du patois saintongeais comme dialecte autonome. Faut-il le considérer simplement comme un « français corrompu et incorrect ? » Il est vrai que le défaut ou l'insuffisance de culture scolaire a amené dans la bouche de nos paysans un grand nombre de mots, surtout d'origine scientifique, atrocement estropiés ou simplement écorchés, dont les écrivains saintongeais tirent des effets burlesques ; mais on ne peut en aucune façon nier que cet idiome possède un grand fonds de mots qui lui sont propres et qui justifient ce terme d'*idiome* que je viens de lui appliquer. Comme il suffit de marcher pour prouver le mouvement, il me suffira aussi de citer un certain nombre de ces mots pris parmi les plus usités, pour étayer cette assertion. Ex. : *Abotâ*, bâtardeau ; *Bardis*, cloison de planches ; *bardrà*, battoir (Le français a *bardeau*, *barder*, *débarder*, même racine) ; *bisse*, rouge-gorge ; *broutard*, hanneton ; *bujée* (buée) lessive ; *cafignon*, chausson ; *cagouille*, escargot ; *chaleuil*, lampe ; *carouil*, chassie ; *corlace*, écorce ; *cosson*, bruche ; *couratier*, libertin ; *courtouère*, couvercle ; *dail*, faux ; *enderce*, darte furfuracée ; *fumerolle*, courtilière ; *gabot*, flaque ; *gargate*, lnette ; *garguena*, gosier ; *garouil*, mais ; *mongette*, haricot ; *oince*, jointure de la seconde phalange ; *oumerole*, pleurote de l'orme, *pleurotus ulmarius* (cité dans le même numéro de la *Revue*) fig. oreille ; *perot*, dindon, *ponne*, sauloir ; *roumignon*, reste d'aliments, reliefs ; *riorte*, hart ; *sarmadelle*, *sarmaselle*, chiendent ; *tie*, embout de fuseau ; *usse*, sourcil ; *veuze*, musette, *yoube*, tige de fer ou de bois fendue à une extrémité pour recevoir la chandelle de résine ; *zire*, horreur ; *agralant*, séduisant ; *boulême*, bouffi ; *burot*, *cabourne*, creux ; *doucinat*, fade ; *duragnoux*, coriace ; *évoux*, aqueux ; *feurtillé*, découpé, profondément denté, en parlant des feuilles ; *gandrilloux*, long et efflanqué ; *margouilloux*, humide de rosée ; *mirolé*, bariolé ; *nappit*, trempé ; *seurge*, léger ; *trainé*, souillé ; *ziroux*, dégoûté ; *adouner*, se rencontrer, coïncider ; *beurdoirer*, barbouiller ; *coubier*, jouter, s'associer ; *dégalauner*, détacher ; *déteurvirer*, retour-

ner, mettre à l'envers ; *écarger*, s'éclaircir, en parlant du temps ; *éparer*, étendre ; *éraller*, déchirer ; *feurmoger*, ôter le fumier ; *gauger*, se tremper les pieds ; *gavagner*, gaspiller ; *loder*, tarder ; *meriennner*, s'arrêter de paître aux heures chaudes du jour ; *penader*, marchotter ; *petosser*, trotliner, *pidcrer*, appliquer ; *ramiger*, bruisser dans le feuillage ; *réprer*, patienter ; *soquer*, attendre ; *sousséyer*, faire du produit ; *teurper*, *teurpignocher*, trépigner ; *veurniller*, rôder ; *veusouner*, bourdonner ; *veustiller*, sautiller. — Il faudrait étaler tout Jônain, Lacuriè, Rainguet, Favre, Meyer, Eveillé, Musset.

Certains mots patois se rapprochent même plus que leurs correspondants français de leur origine latine. Ex. : *coffinâ*, panne-ton, *cophinus* ; *jau*, coq, *gallus* ; *mêle*, nêfle, *mespilum* ; *merot*, bouc, *mas-marem* (mâle) ; *nore*, bru, *nurus* ; *pessâ*, poitrine, *pectus* ; *treuil*, pressoir, *torculum* ; *coudin*, coing, *colonia* ; *sègre*, suivre, *sequi* ; *sillâ*, seau, *silellus* ; *jocular*, plaisanter, *joculari*.

Le vieux français en a aussi fourni sa part. J'en ai glané quelques-uns parmi les auteurs des XII^e et XIII^e siècles dans la *Chrestomathie de l'ancien français*, par Karl Bartsch, 2^e édition, Leipzig, 1872 : *Aive-eve-eve-eave* : *anuit* ; *assaier* ; — *bailler* ; *batiax* ; *ben* ; *bevez* ; *biax* ; *borde* (ferme, borderie) ; *borjois* ; — *capiax* ; *cenele* ; *celechele-ichele*, *cieux-tiez* ; *chailis-chetis* ; *chen* ; *coper* ; *croller* ; — *de-meurance* ; *desjuner* ; *devaler* ; *dotance* ; *tout dreit* ; *dusque* ; — *encuser* ; *essart* ; *essues* ; *estrument* ; *evertin* ; — *feintise* : — *gari* ; *garison* ; *genolz* ; — *huchier* ; — *jaiote* ; — *maas* (mal) ; *messele* ; *miaux* (miel) ; *se mucer* ; *musart* ; *muser* ; — *norrir* ; — (h) *oume* ; *osiax* ; — *perilloux* ; — *quennis* (pour *queneux*, connais, les terminaisons *uis* et *eux* se confondant : le français a *je puis* et *je peux* ; *rai* de soleil ; *ren* ; — *sailli* (sorti) *seus*, *suis* ; — *us* (huis, ouverture) ; — *voider* ; — *tarjer-targier* : *torment* ; *torner* ; *trestous* ; *tretoutes*.

Enfin n'oublions pas quelques mots implantés par l'occupation anglaise, en assez petit nombre d'ailleurs. Ex. : *godaille*, *good ale* ; *jallon* (pot au lait), *gallon* ; *patate* (pomme de terre), *patato* ; *quissenote* (capote), *kiss not*, etc.

Mais peut-être me rapprocherai-je quelque peu de votre opinion du patois saintongeais en vous avouant franchement que j'éprouve d'ailleurs un certain embarras à en définir le caractère propre exclusif et par conséquent à lui assigner ses limites territoriales. Il est certain qu'il s'étend au-delà de la province de Saintonge : l'Aunis, l'Angoumois, la Vendée, le Poitou emploient des mots et

des expressions qu'il peut revendiquer ; les œuvres de Rabelais qui était né en Touraine et avait vécu en Vendée et en Poitou, fourmillent de mots qui ont encore cours en Saintonge et dont Burgaud des Marets a donné l'explication la plus exacte dans l'édition dont il a été question plus haut. Je trouve dans un dictionnaire berrichon, par Jean Tissier, A. Ghio, Paris, 1884, un nombre respectable de mots qui font également partie de notre patrimoine. Ex. : *Aïder*, aider ; *aneu* (aneut) aujourd'hui ; *après*, en train de ; *avour*, maintenant ; *babou* (pabou) coquelicot ; *beller* (beurbeler) désirer ardemment ; *benaise*, heureux ; *bouffer* (buffer) souffler ; *bue*, cruche ; *cacouet* (cagouet) le derrière du cou ; *devanteau*, *devantière*, tablier ; *fourâche*, farouche, sauvage ; *grâler*, griller ; *grelon*, frelon ; *nousille*, noisette ; *peillé*, guenille ; *percille* (persec, perset) pêche à noyau adhérent ; *piché*, broc ; *rabâter*, faire du bruit ; *retirance*, ressemblance ; *vironner* (virouner) tourner. J'ai entendu prononcer en Basse-Normandie certains mots comme *moque*, tasse ; *trâcher* (teurcher) ochercher ; *super*, sucer, qui sont courants chez nous. D'un autre côté les diverses Gavageries de la Gironde, en plein pays d'Oc, reconnaissent, au point de vue du langage, la paternité saintongaise (Voir *Revue de Saintonge et d'Aunis* XX, pp. 64-66). Faut-il aussi conclure de ce que le mot *combe*, vallon, qui n'a pas encore été admis par l'Académie, bien qu'il soit employé dans beaucoup de provinces de France, mais particulièrement en Saintonge, est également très usité en Suisse (1) et de ce que les mots *nouc*, nœud ; *ri*, ruisseau, figurent dans le *Dictionnaire wallon-français* de J. Hubert, Liège 1857, 2^e édition, faut-il donc, dis-je, conclure qu'on parle saintongais en Suisse et en Belgique ? J'omets le Canada où les compagnons de Champlain partis avec lui de Brouage, au commencement du xviii^e siècle, ont exporté le vocabulaire saintongais qui y est encore en usage et dont nous retrouvons l'écho après trois siècles dans le *Glossaire franco-canadien* d'Oscar Dunn, Québec, imprimerie A. Côté, 1880 (Voir *Revue de Saintonge et d'Aunis*, XXII, pp. 312-316) qui sur près de 1800 mots ou expressions en contient un bon cinquième identifiable avec le patois saintongais. Ex. : *abrier*,

(1) Ce mot a été employé par J.-J. Rousseau, *Promen.* 7 ; par E. Reclus, *Géog. univ.* Il est presque universel : provençal et espagnol : *comba* ; piémontais : *conba* ; pays de Côme : *gomba* ; dialectes anglais : *comb*, petite vallée, pli de terrain, lieu bas entouré de collines. Diez (1794-1876) conjecture pour type le lat. *concaua*, qui par la chute de la syllabe atone *ca* a régulièrement pu produire *comba*. Paul Guérin, *Dictionnaire des Dictionnaires*.

ébarroni, gavagner, penille, rabâter, trâlée, etc. Alors, entre quelles bornes précises établirions-nous donc l'habitat du patois saintongeais ? A quelle marque particulièrement caractéristique nous arrêterons-nous pour indiquer sa prépondérance dans une contrée bien définie ? Quelques savants le fondent dans le patois normand où ils englobent, à l'exception du bas-breton, tous les patois de l'ouest de la France, qui sont d'Oil. On pourrait encore demander à quelle époque reculée un parler d'Oil s'est introduit dans la région située entre la Loire et la Gironde, alors que de nombreux vestiges d'Oc, notamment les noms d'une multitude de localités terminés en *ac* (1) y subsistent encore comme témoins. Quoi qu'il en soit, dialecte ou sous-dialecte, on parle dans le pays que nous habitons un langage qu'on s'accorde communément à appeler patois saintongeais, avec quelques variations locales qui n'affectent pas son essence. Il ne nous en faut pas davantage pour reconnaître sa légitime existence.

Quant à son orthographe, elle se dégagera d'elle-même des divers essais littéraires dont il est l'objet. C'est une affaire de temps comme tout ce qui aspire à durer (2).

D'un autre côté, suffit-il qu'un langage s'écarte des règles de la grammaire française pour le taxer d'incorrection ? Les patois qui sont privés de chaires d'enseignement ont cependant leur grammaire naturelle, inconsciente ou peut-être subconsciente à laquelle ils se soumettent presque obligatoirement. Molière ne dit pas que la prose que faisait M. Jourdain « sans le savoir » ait été pour cela incorrecte. Comme il serait trop long d'exposer ici ces règles qu'on peut saisir avec un peu d'observation, je renvoie à l'ébauche de grammaire du patois de Cognac qui précède les œuvres de Pierre Lagarenne (Marc Marchadier) publiées par M. Favraud, inspecteur de l'enseignement primaire en retraite, 1 vol. in-4,

(1) Comment la grammaire et la logique sont-elles intervenues pour obtenir des noms de trois localités charentaises de cette catégorie des dérivés aussi dissemblables l'un de l'autre que *Cognaçais, Jarnacois, Jonzacais* ? C'est encore là une soumission à la tyrannie irréfutable de l'oreille, qui finit par créer l'usage souverain.

(2) Le temps se charge de tout amener à maturité : c'est ainsi qu'un jour, en passant devant une construction à peine achevée, comme je demandais à mon plus vieux condisciple et ami Eustase Rullier, architecte de la ville de Saintes et du diocèse de La Rochelle, quelle était la caractéristique de l'architecture du *xix^e* siècle qui touchait à sa fin, il me répondit après quelques secondes de réflexion : « Jusqu'à présent on ne l'aperçoit pas, mais, au siècle prochain, elle se dégagera, sans aucun doute. »

L. Coquemard et C^{ie}, éditeurs-imprimeurs, Angoulême 1903. (V. *Revue de Saintonge et d'Aunis* xiii, pp. 285, 288.

Et pour ce qui est du nasillement des saintongeais de « pure race » que je n'ai d'ailleurs jamais remarqué dans la région de l'arrondissement de Saintes que j'habite, vous me permettrez de ne considérer cette observation que comme une simple et spirituelle boutade, rappelant la légende de l'Anglais débarqué à Calais, qui, constatant que la première femme qu'il avait rencontrée sur le sol français avait les cheveux roux, n'hésita pas à consigner sur ses tablettes qu'en France les femmes avaient les cheveux roux.

Vous nous annoncez la réunion probable d'une prochaine conférence entre patoisants pour l'élaboration de quelques règles, puis d'un congrès des diverses sections de la Fédération régionale française. Si avec dix ans de moins que lui, j'avais la verdeur que possède encore le grand patriote qui n'a pas hésité, malgré son âge avancé et l'inclémence de la saison, à traverser l'Atlantique et à parcourir l'Amérique pour essayer de modifier l'opinion prévenue du peuple américain à l'égard de la France, je me ferais une obligation et un plaisir d'assister à ces réunions, ayant la certitude que je ne manquerais pas d'en retirer moi-même un grand profit. Hélas ! depuis trois ans déjà, j'ai dû renoncer à cause des infirmités inhérentes à mon âge et à mon état de santé, à tout déplacement par voiture ou par chemin de fer. C'est pourquoi, répondant ainsi à l'invitation provisoire que vous adressez aux membres de la Société des Archives Historiques qui s'intéressent au patois, je vous serais très obligé, cher Monsieur, de présenter dans un prochain numéro de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* à nos confrères compétents ces quelques observations, fruit de mes « méditations » laborieusement documentées.

Léchailler, le 12 janvier 1923.

Marcel PELLISSON.

SUR LA MÊME QUESTION

« Quant à la question de l'orthographe de notre patois que vous soulevez dans le dernier numéro de la *Revue* je ne puis me faire à la trop grande déformation de l'orthographe courante admise par certains écrivains. Quand je les lis, c'est pour moi un grand travail de savoir parfois ce qu'ils ont voulu écrire. D'autre part imprimer ce, celle et prononcer, tchieu tchielle, lire taon et pronon-

cer tahanan me paraît exagéré. Enfin, comme dit l'autre, je m'en rapporte. »

(Lettre du 16 décembre 1922 de M. le Docteur Ch. Vigen).

II

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE

SOUS MAZARIN

(1653-1661)

(suite)

IX

LES CORSAIRES ET LES PRISES. — COLBERT DE TERRON ET LES MILITAIRES. — LE MARÉCHAL DE CLÉRAMBAULT.

Il y avait à Brouage, comme à La Rochelle, un siège d'amirauté et les officiers de cette juridiction connaissaient des bris et naufrages et des prises de mer. Lors de la réorganisation du gouvernement, des acteurs très zélés, comme l'évêque de Saintes, avaient rappelé certains privilèges d'amirauté particuliers au gouvernement de Brouage et que Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc avait possédés. Colbert avait aussi examiné la question, mais le nivellement opéré par Richelieu ayant anéanti ces privilèges il était impossible de songer à les faire revivre.

Le gouvernement de Brouage resta donc soumis au régime commun en ce qui concernait l'autorité de l'Amiral ou grand Maître de la Navigation. Toutefois, le gouverneur avait sa part des prises et Terron était là pour la réclamer.

Pour le jugement des prises amenées dans le gouvernement, à côté des règlements dont l'application donnait lieu à de nombreuses contestations, il y avait l'influence puissante du gouverneur ou même celle de personnages tout à fait étrangers au gouvernement, qui constituait souvent le facteur déterminant de la décision. Par exemple, le navire d'un Portugais, le capitaine Merello, étant saisi en mer et amené à l'île de Ré, ce navire va être jugé de bonne prise. Merello se remue, il trouve le moyen d'intéresser à son affaire le Cardinal qui était naturellement favorable aux Portugais. Colbert et son cousin entrent en campagne. Colbert se fait envoyer les pièces, il les retourne avec des consultations d'avocats,

le juge de l'amirauté devra donner satisfaction à Merello, au besoin on sollicitera au nom de Son Eminence et, si le jugement n'est pas conforme à ce que l'on désire, l'affaire sera évoquée au Conseil du Roi.

Par contre, Terron proteste contre « l'injustice » qui avait obligé le capitaine Vesron à rendre une barque chargée d'huile qu'il avait prise aux Espagnols. Ce même Vesron avait encore amené dans le havre de Brouage une barque de Biscaye chargée de morue et le bâtiment était réclamé par les armateurs à la faveur d'un « traité de correspondance » qui existait entre Bayonne et la province de Guipuscoa. Terron opposait que ces arrangements entre voisins n'intéressaient pas le gouvernement de Brouage qui avait trop à se plaindre des corsaires biscayens pour leur rien passer.

Après trois ans de procès, grâce à l'influence de la maréchale de Gramont (1), les Basques, qui étaient intéressés à la satisfaction des gens de Biscaye, l'emportèrent. Terron, battu dans la circonstance, exhale ses regrets sous une forme singulière : « Madame la Mareschalle touche 2000 escus pour avoir sollicité l'arrest, j'aurois pris ces 2000 escus aussy bien qu'elle s'il m'avoit esté permis, et Son Eminence le pouvoit faire avec plus de justice (2). »

La petite guerre incessante des corsaires était d'ailleurs odieuse à Colbert de Terron parce qu'elle gênait les convois et nuisait fort aux recettes des fermes. Il fallait bien cependant la subir et ne pas décourager les nôtres, mais Terron protestait hautement contre un abus insupportable. Des corsaires français prenaient des commissions étrangères « pour courir sus aux alliés de la France. » En 1657 un nommé Biltz, de Rouen, qui avait une commission du Portugal, avait enlevé un navire hollandais dans les rades du gouvernement. A l'île d'Yeu, où il se tramait une mystérieuse entreprise sous le couvert de la marquise d'Asserac avec le concours des Fouquet de Belle-Ile et de Concarneau, il se préparait, disait-on, une compagnie de corsaires qui devait prendre des commissions du Portugal. Le commandant de l'île de Ré, le sieur de Launay du Mas, avait même offert l'île de Ré pour retraite. « Il n'y a rien qui convienne mieux avec les bureaux », conclut Terron. Mais Colbert est averti et Son Eminence « est bien résolue d'em-

(1) Françoise-Marguerite de Chivré, fille d'Hector de Chivré, seigneur du Plessis, nièce de Richelieu, mariée le 28 novembre 1634 à Antoine III, duc de Gramont, maréchal de France.

(2) Terron à Colbert, Brouage, 18 décembre 1658, art. 15 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 328).

pescher toutes ces volleries ». M. de Launay « n'aura pas la satisfaction de voir venir des corsaires en l'isle de Ré, parce que les premiers qui y viendront s'en repentiront (1). »

Non, le gouvernement de Son Eminence ne saurait être un refuge de forbans.

En retraçant des faits peu connus de l'histoire de Brouage, je me suis borné, jusqu'ici, à examiner le rôle de Colbert de Terron dans le département de la marine presque exclusivement, et l'on a assisté aux premiers pas du futur fondateur de Rochefort et intendant général de la marine du Ponant. Il débutait dans la carrière avec le titre de commissaire général et il était à Brouage ce qu'avait été à Toulon son cousin Charles Colbert et ce qu'était alors Pierre Gravier qui avait remplacé ce dernier dans le poste de Toulon le 1^{er} août 1656.

Il y avait toutefois certaines différences à l'avantage de Colbert de Terron. Charles Colbert, à Toulon, était resté sous le contrôle immédiat de l'évêque d'Orange, Hyacinthe Serroni ; et quand ce prélat fut renvoyé en Catalogne en qualité de « visiteur » pendant la vice-royauté du prince de Conti, Gravier voyait la plus forte partie des fonds de son service laissée entre les mains du premier président du parlement d'Aix, Henri de Forbin, baron d'Oppède. Colbert de Terron, au contraire, couchait, si j'ose dire, sur la caisse de Brouage qui était la source des fonds. Il est vrai qu'il rendait compte de toutes ses opérations et justifiait de ses dépenses, mais il ne subissait d'autre contrôle que celui de Colbert et son autorité dans la marine se confondait avec celle plus haute que lui conférait son titre d'intendant de police, justice et finances.

Si maintenant nous sortons de la sphère spéciale de la marine pour examiner les actes de Terron dans d'autres domaines, nous constatons qu'il y fait preuve du même caractère d'autorité ; et, pour apprécier le degré de cet ascendant, il n'est rien de mieux que de considérer ses relations avec une catégorie de personnes qui occupaient une place importante dans son gouvernement et qui semblaient devoir échapper à son autorité directe, je veux parler de l'élément militaire.

A cet égard, Colbert de Terron écrit lui-même la formule de sa situation, telle qu'il la comprend du moins. « Je considère la chose

(1) Réponse de Colbert, Paris, 20 octobre 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 12 octobre (*Ibidem*, fol. 290).

en ceste manière que je n'ay point de supérieur icy que Son Eminence et les lieutenants généraux (1). » Or il faut noter que le Cardinal ne met jamais le pied dans son gouvernement et que le lieutenant général commissionné, le comte d'Estrades, est constamment absent.

Et d'abord, pour les militaires, Colbert de Terron était l'intendant d'armée, il ordonnait les soldes suivant les états du roi, il signait les acquits destinés aux trésoriers de l'extraordinaire, réglait la subsistance et faisait les revues. Et quand Mazarin s'étonne de voir, par les états de revue, que les compagnies des garnisons sont toujours complètes, Terron écrit à Son Eminence : « Je la puis assurer que j'en fais très souvent la revue et sans aucune complaisance pour les officiers et qu'il n'arrive jamais qu'il manque un homme huit jours de suite (2). »

Sans aucun doute il a la responsabilité du maintien de la discipline et de l'ordre dans les compagnies et par conséquent l'autorité nécessaire pour y veiller. Si, par exemple, il signale à Colbert que le capitaine Dommartin a disposé de la place d'enseigne dans sa compagnie et que lui, Terron, n'a pas cru devoir s'y opposer parce que c'était une tolérance déjà acquise, Colbert lui répond : « Je m'estonne de ce que vous m'escrivez par cet article. Il me semble que vous n'auriez pas deub souffrir qu'aucun officier fust estably dans une charge sans un ordre de Son Eminence (3). »

En fait, dans une foule de circonstances, Colbert de Terron remplace le lieutenant général absent, car le comte d'Estrades, retenu d'abord à Bordeaux puis envoyé en Catalogne en 1655, ne paraît plus dans le gouvernement (4).

Colbert, toutefois, paraissait tenir, au moins pour la forme, à ce que les officiers ne perdissent pas de vue le lien qui les rattachait à leur chef direct ; certainement il en fit à son cousin une recommandation qui provoqua la réponse suivante :

« Je prendray occasion de dire à Messieurs les Commandans ce que vous m'escrivés touchant M. d'Estrades ; je sçay bien

(1) Terron à Colbert, Brouage, 12 août 1658 (*Ibidem*, fol. 252).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, 20 mars 1658 (*Ibidem*, fol. 138).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 3 décembre 1656, à une lettre de Terron, de Brouage, 26 novembre, art. 11 (*Ibidem*, fol. 70).

(4) Il fut pourvu successivement : le 4 janvier 1656, du gouvernement de Mézières ; le 20 mars 1657, du commandement de l'armée de Piémont ; le 1^{er} octobre 1660, du gouvernement de Gravelines ; en 1661, il était ambassadeur en Angleterre, etc.

que M. de Campanan lui escrit quelquefois, pour les autres, je cray qu'ils font mal leur devoir (1). »

La position de Colbert de Terron à l'égard de l'élément militaire était en somme non seulement indépendante mais même prépondérante et si son « crédit » ne s'étendait pas, comme il dit lui-même, « jusqu'au canon » il prenait sans embarras l'initiative de faire marcher un détachement des garnisons quand les circonstances l'exigeaient, très certain d'être couvert, n'ayant de comptes à rendre qu'au gouverneur et connaissant bien que tout ce qui pouvait venir du secrétariat de la guerre était vu par Colbert, l'homme de confiance du premier ministre.

Au surplus, il ne supportait pas aisément ce qui lui paraissait porter atteinte à son autorité ou seulement à son prestige. Deux exemples choisis parmi les menus incidents de son administration permettront d'apprécier combien il était jaloux de l'un et de l'autre et quelle était la vivacité de son caractère.

Au mois de mars 1656, deux commis étaient venus à La Rochelle, porteurs d'arrêts du Conseil, résultant d'un édit du mois de janvier 1651 qui soumettait la vente du poisson à un nouveau droit. Ces commis avaient présenté leur lettre de cachet au commandant, M. de Survie, qui laissa immédiatement afficher les pancartes.

Mais ce nouvel impôt provoqua une bagarre dans La Rochelle ; un des commis n'eut qu'à se sauver en toute hâte, l'autre fut saisi dans son logis, dépouillé de ses vêtements et chassé hors de la ville à coups de bâtons.

Colbert de Terron, ignorant tout de ces arrêts, arrivait précisément à La Rochelle deux heures après la sédition dont il apprit aussitôt la cause. Très monté contre M. de Survie, il était rentré dans sa demeure quand le commis qui n'avait « point esté battu » eut la malencontreuse idée, « l'effronterie », de lui présenter la lettre de cachet qu'il avait pour lui. Terron commença par laver la tête, au figuré, à ce commis, puis il le chassa de sa chambre en lui administrant, au propre, « des soufflets et des coups de pied ».

Exaspéré, il proposait de châtier La Rochelle en y envoyant une garnison en quartier d'hiver, bien qu'il critiquât ce malheureux arrêt fort nuisible au commerce ; mais surtout il ne pardonnait pas à M. de Survie d'avoir prêté la main à l'affichage des pancartes

(1) Terron à Colbert, Brouage, 9 février 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires de Colbert* 401, fol. 15).

sans lui rendre aucun compte et sans son aveu. Le cas de M. de Survie était même aggravé de ce fait qu'on avait trouvé dans les papiers du commis bousculé une reconnaissance de mille écus de pension en faveur du commandant « à condition de prêter son autorité pour l'establisement » de ce nouveau droit. Et Colbert de Terron d'adresser à son cousin une de ses longues lettres-rapport.

Des deux commis porteurs de lettres de cachet signées du secrétaire d'Etat La Vrillière, l'un avait été rossé par le peuple et l'autre gifflé par Colbert de Terron. Il y avait dans cette similitude d'action quelque chose de choquant qui ne pouvait échapper à Colbert, aussi celui-ci ne prend-il aucun ménagement pour dire à son cousin ce qu'il en pense.

« Il n'y a pas de doute que la conduite de M. de Survie a été tout à fait impertinente dans cette occasion, mais ces sévères réprimandes dont vous estes d'avis ne se mesnagent pas si facilement ; vous raisonnez dans la perfection de ce qu'il faudroit faire, mais vous devez considérer que dans les résolutions à prendre sur toutes sortes d'affaires la foiblesse humaine s'en mesle et que la raison et la justice ne se mesurent pas tousjours à l'aulne de ceux qui les demandent. »

Ceci dit, Colbert ne cache pas à Colbert de Terron que sa façon d'agir est insoutenable ; ces soufflets et ces coups de pied « ne sentent guères son Intendant dans un gouvernement aussy considérable que celui-là et il ne faut pas que vous croyiez que cela se passe sans bruit de la part des surintendans qui sont fort chatoilleux, avec raison, sur ces sortes d'affaires... Je vous assure que, sans la considération de Son Eminence qui les retiendra, vous auriez assez de risque d'une remontrance qui ne vous laisseroit autre consolation que celle de raconter combien vous auriez esté injustement revocqué... » (1) Et Colbert, tout en s'excusant de lui parler « fortement », reproche à son cousin d'apporter « un peu trop de violence dans ses résolutions ».

N'empêche que M. de Survie eut une lettre de blâme, c'est même Colbert qui l'écrivit et elle fut transmise au commandant sous le couvert de Terron.

« J'ay envoyé, écrit ce dernier, la lettre de Monseigneur le Cardinal à M. de Survie ; je trouve la faute d'un commandant sy

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 24 mars 1656, et réponse marginale de Colbert, 31 mars (*Ibidem*, fol. 35).

grande quand il défère à une lettre de cachet qui ne luy vient pas par le canal de Son Eminence que je croirois manquer à mon service sy je n'en poursuivois pas la punition (1). »

Colbert de Terron s'en tenait à cet axiome qu'il écrit quelque part. Les arrêts du Conseil n'ont de force à Brouage qu'autant qu'il plaît au gouverneur.

Autre incident provoqué encore par un arrêt malheureux avec des suites moins graves toutefois. Les fermiers des gabelles, qui étaient des clients attirés des salines de Brouage, avaient obtenu du Conseil certains arrêts qui favorisaient leurs fournisseurs habituels au détriment des autres sauniers. Colbert de Terron voyait d'un mauvais œil ces préférences qui ne pouvaient qu'engendrer des difficultés ; mais ce qui le choquait particulièrement c'était la formule de ces arrêts.

« Par ces arrests, écrit-il (2), il est ordonné à M. de Camparan et à moy de tenir la main à l'exécution ; et, comme les gens qui dressent ces arrests craignent le baston d'un commandant, ils mettent tousjours M.^e de Camparan devant moy et moy après. Ce sont des actes qui paroissent en public et qui sont de conséquence pour moy pour ce que des gens qui n'ont qu'à se promener sur un bastion tirent de grands avantages de celà et me mortifient, après, en cent occasions... » C'est dans cette lettre qu'il déclare ne connaître, dans le gouvernement qu'il administre, d'autres supérieurs que Son Eminence et les lieutenants généraux.

Notons que Terron vivait en excellents termes avec le commandant de Brouage ; il transmettait et appuyait ses demandes de permissions ou d'augmentation d'appointements, il partageait avec lui des entreprises commerciales, par exemple l'affrètement à frais communs d'un navire pour la pêche à Terre-neuve, mais il ne laissait pas de faire sentir qu'il représentait le Cardinal maître dans son gouvernement.

Ce n'est pas qu'il eût la prétention de jouer le rôle de commandant militaire, mais il voyait dans les garnisons un instrument de police appelé surtout à maintenir l'ordre, appuyer l'exécution des arrêts agréés par le Cardinal, à prêter main forte aux receveurs des tailles, destiné par conséquent à servir les vues de l'intendant. En dehors de ces circonstances, il souhaitait de pouvoir réduire

(1) Terron à Colbert, Brouage, 18 mai 1656 (*Ibidem*, fol. 47).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 12 août 1658 (*Ibidem*, fol. 252).

au minimum l'entrave apportée au commerce et à la circulation par des règlements militaires trop étroits.

L'enceinte murée de Brouage et ses lourdes portes lui pesaient. Ces portes étaient fermées le soir à la tombée du jour, c'est-à-dire, en hiver, avant l'heure du souper, et elles ne s'ouvraient qu'au lever du jour. Elles étaient aussi fermées de onze heures à midi pendant le dîner de l'officier de garde ; et, l'été, pendant l'heure du souper. De par une consigne ancienne renouvelée au temps de Richelieu, tout étranger, qui se présentait à la porte pour entrer, était interrogé par l'officier de garde et il ne pouvait pénétrer dans la place qu'après avoir déposé ses armes au corps de garde. Chaque soir, les cabaretiers remettaient au major la liste des étrangers qu'ils hébergeaient et ces listes étaient transmises au commandant de place.

Le maréchal Foucault, écrit Terron, « dans la méfiance où il estoit, deffendist que l'on laissast'entrer personne dans la place sans l'avertir. M. de Roufaict, nostre ayde-major, un petit huguenot et une manière de pédan, a persuadé à M. de Camparan qu'il devoit pratiquer ceste dernière méthode ». Il en résultait que quand un étranger se présentait, il fallait qu'il attendît « à la porte, à la pluie ou au soleil » qu'on eût trouvé le commandant et, quand on rapportait l'autorisation qui était toujours accordée, l'officier de garde laissait entrer l'étranger sans prendre le soin de l'examiner ; en sorte que cette consigne restait complètement inutile « et l'incommodité est furieuse pour ceux qui viennent à la ville, aussy chacun l'évite autant qu'il peut ».

Cette consigne ridicule et la fermeture des portes en plein jour « sont des contretemps qui font enrager ceux qui ont affaire et qui donnent une telle aversion pour Brouage qu'il n'y a personne qui n'aime mieux aller à Bordeaux qu'à Brouage ».

La plainte de Terron à son cousin venait à son heure parce que, M. de Camparan devant aller à Paris, Colbert aurait l'occasion de s'entretenir avec lui du service de place et de faire modifier ce règlement, sans toutefois révéler au commandant que c'était sur l'avis donné par lui, Terron : « Je vis fort bien et fort civilement avec luy, je n'ay pas besoin qu'il ayt aucun mal de cœur contre moy. »

Colbert est d'accord : « J'ay lu, répond-il, tout vostre article à Son Eminence qui m'a promis d'en parler au sieur de Camparan. Je luy en feray souvenir et, en tout cas, je feray une lettre de Son

Eminence à M. le Mareschal de Clérambaut pour ce règlement en la forme que vous désirez le faire mettre (1). »

Nous verrons plus loin par suite de quelles circonstances le maréchal de Clérambault (2) fut appelé à intervenir dans le gouvernement de Mazarin. A partir de l'année 1656, il vint chaque année faire une inspection militaire dans ce gouvernement, muni d'une commission du Cardinal. Il se trouvait ainsi substitué temporairement au comte d'Estrades et déjà nous savons comment Colbert, d'entente avec son cousin, préparait la rédaction des instructions destinées au maréchal.

Louis Léger de Sédilhac, sieur de Saint-Léonard n'était pas des amis de Colbert de Terron parce qu'il faisait mal son service de commandant de place. Chargé d'abord du commandement de l'île d'Oléron au mois d'avril 1653, il avait passé à celui de l'île de Ré à la fin de cette même année après le départ du sieur de Louches, mais il était presque constamment absent de son poste. Au mois de janvier 1656 Terron, éprouvant des difficultés pour faire percevoir les droits sur le sel dans l'île de Ré, se plaignait de ne recevoir aucune aide du commandant. « Tout cela, écrit-il à son cousin, sont des fruitz de la conduite du gouverneur. Il est à La Rochelle, amoureux d'une cabarettiére, et, quand il est en Ré, c'est un loup garoux qui ne fait que gronder et qui ne voit personne ; peut-être faudra-t-il que je passe en Ré (3). »

Au mois de mars, Terron envoie Hubert faire la revue de la garnison du fort de La Prée. Naturellement, saint Léonard est à La Rochelle, « il n'a point party de ceste ville depuis longtemps », son lieutenant, La Chapelle, ne peut faire montre que d'une compagnie très incomplète. Terron fait son rapport

Un différend survient entre les catholiques et les huguenots pour l'élection du syndic de Saint-Martin-de-Ré ; Saint-Léonard agit à tort et à travers et voilà comment « par imprudence ou indiscretion on laisse baisser l'autorité et croistre le mépris. »

Colbert rend compte de tout au Cardinal et c'est une des raisons pour lesquelles il jugeait nécessaire de faire passer un officier gé-

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 40 mars 1658, et réponse marginale de Colbert, 20 mars, art. 14 (*Ibidem*, fol. 424).

(2) Philippe de Clérambault, comte de Palluau (en Poitou), maréchal de France en 1653, mort à Paris le 24 juillet 1665, âgé de 59 ans.

(3) Terron à Colbert, Brouage, 19 janvier 1656 (*Ibidem*, fol. 4).

néral dans les gouvernements. Il en avertit Terron. « Il faut qu'une personne de condition se rende souvent en ce pays-là, soit M. d'Estrades ou un autre, j'en presserai Son Eminence (1). »

Une grave sédition qui survint au commencement du mois de mai 1656 dans l'élection de Marennnes vint hâter le départ du maréchal de Clérambault choisi pour suppléer à l'absence du comte d'Estrades.

« M. le Mareschal de Clérambaud, écrit Colbert à son cousin, partira dans quatre jours et s'en ira droict chez luy à Palluau, où il demeurera trois jours, et, de là, s'en ira à La Rochelle. Vous concerterez avec luy toutes choses ; et, ce qu'il faudra exécuter de deçà, sur les résolutions que vous prendrez, j'en solliciteray l'exécution (2). »

On remarquera que Colbert entend que son cousin concerte toutes choses avec le maréchal, comme Mazarin, d'ailleurs s'en remet à Colbert pour donner à ce même maréchal les instructions nécessaires. Colbert, qui envoie au Cardinal lettres et pouvoir pour la signature, reçoit cette réponse au retour des pièces : « Je n'escriis pas à M. le Mareschal de Clérambaud parce que je l'ay prié de la bonne sorte de faire tout ce que vous luy direz de ma part (3). » L'officier général n'est qu'un instrument dans les mains des intendants du Cardinal.

Ainsi, le déplacement de Saint-Léonard avait été décidé d'avance, le maréchal devait le remettre dans l'île d'Oléron. « Je ne suis pas fâché qu'il se retire de l'isle de Ré pour ce que je le tiens incapable d'un employ de ceste qualité là », écrit Terron. Il compte d'ailleurs renseigner le maréchal sur « la qualité de l'esprit des gens qui commandent icy et la portée de leur employ. »

Terron prépare son programme d'inspection : on visitera le fort de La Prée et les tours de La Rochelle qu'il voudroit voir « remettre en estat de recevoir environ quarante hommes de garnison et loger un gouverneur un peu plus fier que n'est pas M. de Survie et qui sceust mieux s'autoriser. »

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 24 mars 1656, et réponse marginale de Colbert, 31 mars, art. 6 et 8 (*Ibidem*, fol. 35).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 27 mai 1656, à une lettre de Terron, de Brouage, 18 mai (*Ibidem*, fol. 47 et P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 244, note).

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 29 mai 1656 et réponse de Mazarin, en marge (*Bibl. Nat., Ms., Baluze* 176, fol. 203).

Colbert de Terron note donc les commandants et c'est bien ainsi que l'entend Colbert. « Il est nécessaire, lui répondit-il, que vous fassiez connoître à M. le mareschal de Clérambaud la portée des esprits de tous les officiers qui commandent dans les places (1). »

Saint-Léonard rendu à l'île d'Oléron avait demandé au Cardinal de le faire passer capitaine aux Gardes ; mais il fallait acheter cette charge (2) et le malheureux n'avait pas un sou vaillant. Il mangeait les 2000 écus qu'il avait de traitement et de pension comme commandant de place. Il dut rester en Oléron où il ne réussissait pas mieux qu'à l'île de Ré. Il était au plus mal avec le major, M. de La Villette qui d'ailleurs le remplaçait la plupart du temps. Au mois de janvier 1658 on le trouve retiré à Saintes où il se soignait pour une « inflammation de poitrine », en avril il allait à Paris pour se faire traiter. « Sy le voiage de M. de Saint-Léonard à Paris est pour se desgager des gouvernemens, confie Terron à son cousin, je vous assure que j'en seray bien ayse. » La mésintelligence « est furieuse entre luy et M. de La Villette » que Terron soutient parce qu'il est son ami et qu'il s'acquitte mieux de son service.

Colbert qui savait très bien que Mazarin affectionnait Saint-Léonard recommande à Terron de faire tout le possible pour « pacifier ces différends » ; il lui recommande surtout de se tenir « toujours neutre entre les deux parties (3). »

M. de Saint-Léonard, « homme fort rebrousse », rejoint son poste en juillet ; c'est pour interdire au garde magasin de Brouage de prendre du blé dans l'île d'Oléron. Colbert, admirable de patience, porte remède à tout. « Il faudra que je fasse une lettre de Son Eminence à M. de Saint-Léonard pour luy dire qu'elle désire qu'il donne la liberté aux habitans de l'isle d'Olléron de débiter leurs denrées (4). »

Quand Launay du Mas vint prendre le commandement de l'île de Ré au mois d'août 1656, il fut fort désappointé. Dans une lettre

(1) Terron à Colbert, Brouage, 28 mai 1656, et réponse marginale de Colbert, Paris, 9 juin, art. 3 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 53).

(2) Mazarin à Saint-Léonard, de La Fère, 9 août 1656 (Aff. Etr., *France* 901, fol. 235).

(3) Terron à Colbert, de Notre-Dame de Riez, 30 avril 1658, et réponse marginale de Colbert, Paris, 15 mai (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 168).

(4) Terron à Colbert, Brouage, 24 juillet 1658, et réponse marginale de Colbert, Paris, 30 juillet, art. 9 (*Ibidem*, fol. 238).

et un mémoire adressés au Cardinal (1) il fait un triste tableau de l'ancienne citadelle de Saint-Martin, dont il ne restait que des vestiges, et du fort de La Prée insuffisant et si délabré qu'il était inhabitable. En « homme de bien » il « souffroit » d'avoir la garde d'une telle place.

Colbert de Terron n'avait pas de difficultés graves avec M. de Launay, il trouvait seulement qu'il « se dégascoit un peu trop de la résidence du fort ». Pour être juste il faudrait ajouter que ce fort ne ressemblait guère au logis de l'intendant à Brouage, il rappelait plutôt la maison de Cadet-Roussel.

De Launay laissait à La Prée son lieutenant La Chapelle ; pour lui, il trouvait plus agréable de loger à Saint-Martin où il s'était fait meubler une maison par les habitants. Mais il ne put s'accorder avec son subordonné et l'on dut les séparer complètement.

Au mois de juillet 1657, le maréchal de Clérambault fit sa seconde tournée d'inspection dans les gouvernements « ou asseurement sa présence est nécessaire de temps en temps (2) ». Il visita le fort de La Prée et arrêta les réparations les plus urgentes ; puis, suivant l'intention du Cardinal, il fit passer le lieutenant La Chapelle à Brouage à la place du lieutenant d'Ecurie qui vint dans l'île de Ré.

Terron s'entendit ensuite avec Launay du Mas pour les réparations et les aménagements à faire au fort de La Prée, mais il ne parvenait pas à obtenir que ce commandant vint y loger, malgré les avertissements qu'il lui fit donner par le maréchal de Clérambault. Comme au mois d'août 1658 de Launay se plaignait du lieutenant d'Ecurie qui s'enivrait, Terron observe qu'il aurait pu s'en apercevoir plus tôt s'il n'avait pas laissé son subordonné seul pendant six mois dans le fort ; il propose cependant de remplacer d'Ecurie par le lieutenant du Cros, de Brouage, « homme fort sage et fort réglé. »

Les officiers subalternes ont aussi leurs notes. Dommartin est bien équipé et bien monté, mais il est « un peu mol ». M. de Vigneux « est un gros homme qui croit avoir servy utilement, et avec quelque despence ». Terron l'appuie dans la demande d'un

(1) Lettre et Mémoire, sans lieu ni date (*Ibidem*, fol. 96).

(2) Ecrit Colbert à Mazarin, et il ajoute : « J'auray soin de l'informer de toutes les choses dont il faudra qu'il prenne connoissance particulière. » Lettre de Paris, 5 juillet 1657 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 321).

bénéfice « pour un neveu qu'il eslève comme son enfant ». Quant au capitaine de l'Isle, il n'y a pas d'officier qui ait « le commandement plus beau et plus absolu » mais « c'est un vieil officier qui se bat en retraite, qui fait scrupule de peu de chose présentement ».

L'aide-major Rouffaict est insupportable, autoritaire et querelleur ; le 9 avril 1658 il eut une querelle avec M. de Vigneux « en jouant au trictrac » et ils sortirent de la place pour croiser l'épée. Rouffaict reçut un coup de pointe à la main. « Cest homme, qui est huguenot, que Son Eminence ne connoist point, fait la charge de major dans une des principales places du royaume et dans un pays huguenot, avec plus d'autorité qu'aucun major du royaulme. » Il mène M. de Camparan qui a « de fort bonnes qualités pour l'honneur, la fidélité et le peu d'intérêt » mais qui est trop faible ; il « luy sert de major d'homme aussy bien que de major dans la place. Je vous supplie, écrit Terron à son cousin, d'user de cest advis comme vous le jugerés à propos (1) ».

Le jeune capitaine de Villette-Mursay était inquiet et changeant. A la sollicitation de son père que le Cardinal estimait il eut une compagnie à Brouage en mars 1655, mais il s'y ennuyait et Mazarin dut lui rappeler au mois de mars 1657 qu'il devait résider effectivement à Brouage s'il voulait conserver sa compagnie. Il demanda alors à permuter pour une compagnie de chevaux légers. « En ce cas, écrit Terron (2), donnez-nous, s'il vous plaist, un honneste homme. » S'il y a lieu de « tirer M. de Villette d'icy, vous aurés à donner une compagnie de Brouage, qui n'est pas au mauvais présent (3). »

Le capitaine de Villette étant allé en permission dans la maison de son père, à Mursay, crut devoir se charger d'une lettre collective que des gentilshommes des environs de Niort voulaient faire parvenir à Mazarin. La noblesse du Poitou était alors assez remuante et donnait des inquiétudes à la Cour ; la commission dont se chargeait M. de Villette était délicate pour un officier, mais « c'est un garçon qui va un peu viste et son jugement ne le charge guerre (4) ».

(1) Terron à Colbert, Brouage, 10 avril 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 157).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 2 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 191).

(3) Terron à Colbert, Brouage, 23 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

(4) Terron à Colbert, Brouage, 12 août 1658 (*Ibidem*, fol. 252).

Colbert de Terron restait en communication avec le maréchal de Clérambault et, sur le conseil de son cousin, lui écrivait fréquemment. Le maréchal, comte de Palluau, en Poitou, résidait souvent sur le seuil même des gouvernements du Cardinal ; cette circonstance, jointe à sa haute situation, faisait de lui un agent fort utile pour le règlement des questions militaires ou même d'affaires de haute police comme les séditions un peu étendues et les remue-ménages de huguenots. Il s'entendait bien avec Colbert de Terron et, dans un de ses voyages d'inspection, il lui confia qu'il attendait de Colbert « de grands offices pour parvenir à la Surintendance quand l'occasion s'en présentera ». Le maréchal prévoyait-il, trente mois à l'avance, la mort du plus âgé des surintendants (1) ? Colbert répondit à son cousin que le maréchal était venu dîner chez lui et, bien qu'il doutât fort que le maréchal pût parvenir au but qu'il se proposait, il ajoute : « Je suis obligé de le servir et je le feray autant que mon petit pouvoir pourra s'étendre (2). »

Mais, par ses domaines situés dans l'élection des Sables-d'Olonne, le maréchal restait, dans une certaine mesure, un administré de l'intendant de justice, police et finances. La paroisse de Maché, qui lui appartenait, faisant des difficultés pour payer la taille, le maréchal est signalé à Colbert. Quand il fut nécessaire, en 1658, d'envoyer des régiments dans l'élection des Sables pour obliger les paysans à payer la taille, le maréchal ayant modifié d'autorité l'ordre de cantonnement des troupes, Terron ne manque pas d'en faire un rapport. Et quand celui-ci examine avec son cousin l'état d'esprit des grands personnages du Poitou, il écrit carrément : « Je crains plus pour vous le maréchal de Clérambault que tous les autres (3). »

Ainsi, armée et marine sont tenues en bride dans les gouvernements de Son Eminence. *Cedant arma* ; justice, police et finances d'abord, finances surtout.

(à suivre).

JULES SOTTAS.

(1) Abel Servien mourut, en sa maison de Meudon, le 19 février 1659.

(2) Terron à Colbert, Brouage, 22 juillet 1656 et réponse marginale de Colbert, Paris, 4 août, art. 8 (*Ibidem*, fol. 60).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, 20 mai 1658 (*Ibidem*, fol. 180).

LA MAISON DE RECLUSION DE SAINTES

La recherche des documents sur les ecclésiastiques déportés à Rochefort, en 1794, a fait connaître les noms et les épreuves des prêtres sexagénaires ou infirmes enfermés à la maison de réclusion de Saintes. Si le long supplice des martyrs des pontons méritait de ne pas être oublié, les souffrances des reclus sont également dignes d'être rappelées. Ces vieillards et ces infirmes ont confessé leur foi pendant dix ans ; ceux qui ont survécu à la persécution ont été les restaurateurs du culte catholique dans notre province, leurs noms sont encore dignement portés par leurs arrière-neveux. L'étude des maisons de réclusion dans les départements ajouterait un chapitre glorieux à l'histoire religieuse de la Révolution.

Depuis des siècles, Saintes était la ville épiscopale où les curés de Saintonge venaient chercher des conseils et des décisions ; les difficultés, soulevées par l'application de la Constitution civile du Clergé, augmentèrent ces rapports entre les curés, le chapitre et l'évêché, et suscitèrent une nombreuse correspondance avec les vicaires généraux. Bientôt les prêtres insermentés, chassés de leurs paroisses, se réfugièrent à Saintes, où ils pensaient être plus vite renseignés sur les événements et recevoir des directions.

Leur présence inquiéta le clergé constitutionnel qui, s'irritant de les voir rassembler les catholiques fidèles dans les chapelles des communautés religieuses, leur suscita les insultes et les mauvais traitements et inspira au club les motions demandant leur éloignement. Sous cette pression, la municipalité ordonna, le 9 avril 1792, aux aubergistes et aux particuliers de déclarer les noms et qualités des ecclésiastiques logés chez eux (1). Le 29 avril, des bandes de cavaliers nationaux, de passage à Saintes, parcoururent les rues, envahirent les maisons, en expulsèrent les prêtres, et, les insultant et les frappant, ils les poursuivirent hors de la ville, sur les routes de Rochefort, de Bordeaux et de Saint-Jean-d'Angély. Par ordre du maire, les gendarmes partirent au galop pour délivrer et ramener les proscrits. Il y eut entre les deux troupes des altercations et des menaces, peu s'en fallut qu'une lutte ne s'engagea entre les nationaux et les gendarmes.

Les départements voisins prenaient des arrêtés enjoignant aux ecclésiastiques de partir dans les 24 heures. La tolérance relative

(1) Tous les détails contenus dans cet article sont empruntés aux documents conservés aux archives départementales de la Charente-Inférieure.

des administrateurs du département de la Charente-Inférieure et des membres du district attira à Saintes, non seulement les prêtres du diocèse mais encore ceux de La Rochelle, de Bordeaux, de Périgueux et de Poitiers. Au mois d'août, le nombre de ces réfugiés était évalué à 400 dont 300 étaient étrangers. On les voyait partout revêtus des habits laïques les plus variés ; ils remplissaient les hôtelleries.

Le 13 août, la municipalité décréta que : « les prêtres insermentés qui n'étaient pas nés dans la ville, qui n'y avaient pas dix ans de séjour, ou ne possédaient pas un domaine suffisant dans l'étendue de la commune devaient s'éloigner dans les trois jours ; leurs logeurs étaient tenus de les contraindre à partir ». Ce fut un exode lamentable, beaucoup étaient sans ressources et ne se connaissaient pas un asile. Les uns se cachèrent dans les campagnes, d'autres s'embarquèrent à Royan.

La loi du 26 août condamna à la déportation tous les insermentés, à l'exception des sexagénaires et des infirmes qui, dans chaque département, devaient être réunis dans une maison dite de réclusion, sous l'autorité et la surveillance des officiers municipaux.

Cette loi fut affichée à Saintes, le 5 septembre, au milieu de l'émotion soulevée par la nouvelle des massacres de Paris et du meurtre de Mgr de La Rochefoucault, évêque du diocèse.

L'effroi fut grand. Dès les 9 et 10 septembre, une centaine de prêtres s'embarquaient, à quatre heures du matin, près de Saint-Savinien, sur deux bateaux appartenant à Levêcot, du Port-d'Envaux. Le prix du passage pour Bilbao ou Saint-Sébastien était de 150 livres, soit 96 livres en assignats et 54 livres en argent.

Le 11, dix-huit ecclésiastiques, venus à Martrou pour monter à bord du « Neptune », à destination de Bilbao, étaient arrêtés, maltraités, dépouillés, conduits à Rochefort, ils ne durent leur salut qu'à l'intervention courageuse de la municipalité.

La fuite fut presque générale. M. Contrasty a relevé les listes officielles, dressées par les gouverneurs des provinces espagnoles ; il compte 123 prêtres du diocèse de Saintes et 204 du diocèse de La Rochelle (1).

Du nombreux clergé séculier et régulier de la cathédrale, des paroisses et des couvents de Saintes, il ne restait de connus, comme résidant, que les chanoines Bourdeille, Dangibeau, Pichon

(1) « Le Clergé Français exilé en Espagne ».

Jean-Pierre ; les anciens Jésuites Pichon Jean-François, Pichon Joseph et Michot ; les semi-prébendés Chevalot et Gravier ; Caicy, ancien curé de Bords ; Dohet de Saint-Georges, ancien curé de Blanzac ; Monnoir Etienne, ancien curé de l'hôpital de Pons ; Loys, gardien des cordeliers de Saintes, tous sexagénaires ou infirmes et se croyant exempts de la réclusion parce qu'ils n'étaient pas fonctionnaires publics.

Le 23 octobre, une nouvelle circulaire ordonnait à ces vieillards, à ces infirmes de se rendre à l'ancien couvent des Carmélites, désigné par le département pour servir de maison de réclusion. Ce monastère isolé, démeublé, pillé, était dépourvu de tout ; les reclus devaient se procurer un lit et se nourrir à leurs frais ; un règlement leur était imposé ; ils devaient élire parmi eux un supérieur ; des surveillants de jour et de nuit étaient chargés de parcourir les chambres et les dortoirs ; un concierge nommé Besse, choisi pour son fanatisme révolutionnaire, ne devait laisser entrer qui que ce soit sans un billet signé par trois municipaux et ne pouvait autoriser une sortie (1).

MM. Bourdeille, Pichon, Caicy et Douhet de Saint-Georges obtinrent un sursis de quelques jours ; ils furent remplacés par d'autres ecclésiastiques : MM. Hardy, ancien principal du collège ; Tourneur Pierre, curé de Saint-Ippolyte-de-Biars ; Domain, bénédictin de Saint-Jean-d'Angély ; Juillard-des-Plaines, curé de Boutenac ; le P. Pain Elie-Gabriel, curé d'Antezan. A la fin de mars 1793, les reclus étaient au nombre de soixante.

En vertu du décret qui appliquait aux déportés les lois contre les émigrés, des visites domiciliaires furent faites chez les personnes qui avaient logé des ecclésiastiques ; tout ce qui appartenait aux déportés et aux reclus fut vendu. Pendant des mois les rues de Saintes ressemblèrent à une foire, on y vendait journellement les meubles des abbayes, des couvents et des maisons nobles ; les acquéreurs des biens nationaux achevaient de se meubler.

Le 1^{er} novembre 1793, la messe était célébrée pour la dernière fois à la cathédrale, le culte catholique était supprimé. Il n'existait plus que dans les prisons. Les vieux prêtres avaient emporté dans leur réclusion les objets nécessaires au culte, ils continuaient

(1) Besse était gardien du magasin de réserve des meubles provenant des maisons religieuses et de celles des émigrés. Il demanda une augmentation de traitement à laquelle le Directoire consentit en émettant l'avis que « le traitement de ce fonctionnaire fut prélevé sur les fonds destinés au culte ! »

à dire la messe dans leurs chambres. Le fanatisme révolutionnaire ne pouvait tolérer cette liberté sous les verrous. Le 26, des municipaux entraînent aux Carmélites et, malgré les protestations de M. Hardy se faisaient remettre les ornements et les vases sacrés.

- Le 6 décembre, l'évêque constitutionnel et ses vicaires généraux livraient leurs lettres de prêtrise et s'éloignaient de Saintes.

Les apostats s'enfuyaient... Les martyrs arrivaient...

Le 8 décembre, M. Souzy, chanoine de La Rochelle, arrêté à Beauvoir, entrainé à la maison de réclusion. Le 14, le premier convoi des prêtres de l'Allier déportés à Rochefort entrainé à l'abbaye.

A Saintes, comme dans tous les départements, la maison de réclusion fut le dépôt où les autorités recrutèrent pour les pontons.

Le 24, des commissaires venaient aux Carmélites pour dresser la liste des reclus, âgés de moins de soixante ans, capables de supporter la déportation à la Guyanne. Ces vieillards, ces infirmes furent successivement appelés, interrogés, examinés ; treize furent élus !

Ce furent :

Bascele, curé d'Allas-Champagne, 59 ans et 3 mois ;
Boscaves, curé de Saint-Vivien-la-Jarrie, 53 ans ;
Dussolier, religieux de Sablonceau, 52 ans ;
Gaugier, bénédictin de Saint-Jean d'Angély, 45 ans ;
Juillard-des-Plaines, curé de Boutenac, 53 ans ;
Luchet de La Mothe, chanoine de Saintes, 59 ans et 5 mois ;
Martin, curé d'Agonnais, 59 ans ;
Mongrand, chartreux du couvent de Bordeaux, 45 ans ;
Souzy, chanoine de La Rochelle ;
Ploquin, capucin de La Rochelle, 44 ans ;
Vinant, chapelain de Font-Douce, 48 ans ;
Delmas, curé de Saint-Sulpice de Royan, 54 ans ;
Monnoir, curé de l'hôpital de Pons.

Le 19 mars 1794, les ecclésiastiques déportés de l'Allier furent réunis aux prêtres des Carmélites et formèrent un groupe de 130 reclus. Le vendredi 28 mars, à l'exception de MM. Delmas et Monnoir que leurs infirmités rendaient intransportables, tous les déportés furent embarqués sur une gabarre et poursuivis par les huées de la foule. « Ils partent, écrit un témoin (1) de cette scène,

(1) M. Marillet, avocat au Présidial de Saintes.

ils partent heureux, ils s'attendent à toute espèce de tourments, même à la mort. Il reste aux Carmélites 27 à 30 vieillards qui gémissent du départ de leurs jeunes gens qui les soulageaient et étaient leur consolation. »

En vertu d'un nouveau décret, les biens des détenus étaient mis sous séquestre et défense était faite à leurs fermiers et à leurs débiteurs de les payer, les versements devaient être faits au receveur de l'enregistrement. Sous prétexte que la Nation donne aux reclus 30 ou 40 sous par jour pour leur nourriture et leur entretien, des commissaires leur enlève l'argent, les assignats et les bijoux qu'ils pouvaient posséder. Ce vol dans les prisons produit environ 10.000 francs, et il en inspira d'autres : le concierge rançonna de toutes les façons le pauvre troupeau de vieux prêtres livrés à sa garde. Il exagéra à ce point que l'opinion se révolta et le district fut contraint de le faire arrêter ainsi que sa femme ; l'un et l'autre furent convaincus d'avoir volé une montre en or, des couverts d'argent, des assignats, etc. etc. Ils furent condamnés à cinq ans de prison, à deux heures d'exposition et à la confiscation de leurs biens. mais ces biens volés au lieu d'être remis à leurs propriétaires furent remis au receveur des domaines, comme appartenant la Nation.

A côté de ces pillards, pour lesquels la Révolution n'est qu'un moyen de s'enrichir, on trouve des natures généreuses. Ce sont le plus souvent des humbles, telle la servante de M. Gravier, qui vend ses hardes pour donner du pain à son vieux maître. La mort vient parfois délivrer quelques-uns des reclus et éclairer leur visage d'un reflet céleste.

La réaction thermidorienne apporta quelques mesures réparatrices et fit concevoir des espérances de paix. Le 8 février 1795, les 251 survivants des pontons arrivaient à Saintes. Dès les premiers jours de mars, les libérations commencèrent. Le 2 avril les reclus aux Carmélites étaient mis en liberté ; le 12, les déportés venus de Rochefort étaient autorisés à retourner dans leurs familles.

Ce n'était pas encore la paix. La lutte continuait entre les partis ; la persécution s'apaisait ou reprenait selon que les autorités locales se rattachaient aux terroristes ou aux modérés.

Le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention, avant de se séparer, décrétait : « Les lois de 1792 et 1793, contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion, seront exécutées dans les 24 heures ; les fonctionnaires convaincus d'avoir négligé

leur exécution seront condamnés à deux ans de détention ; les arrêtés des comités de la Convention et des représentants en mission contraires à ces lois sont annulés. »

C'était le retour à la Terreur.

Dans leur séance du 10 brumaire an IV, les membres du Directoire du département, soit qu'il fussent heureux de reprendre la persécution, soit qu'ils fussent effrayés des quelques mesures de tolérance qu'ils avaient prises, s'empressèrent de publier le décret suivant : « L'administration a repris la lecture de la loi du 3 de ce mois. Entre les autres objets qui ont attiré son attention, l'article 10 lui a paru commander une mesure particulière, et d'autant plus prompte qu'il établit une peine rigoureuse contre les fonctionnaires qui en négligeraient l'exécution ; en conséquence, elle a pris l'arrêté dont la teneur suit : les lois de 1792 et de 1793 contre les prêtres sujets à la déportation et à la réclusion seront exécutées dans les 24 heures. Tout prêtre qui, avant le 23 mai 1793, n'a pas prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité, sera tenu de se rendre dans les 24 heures dans la maison dite des Notre-Dame de Saintes, pour y demeurer en état de réclusion.... »

L'émotion fut grande parmi les ecclésiastiques sexagénaires, les familles et les municipalités ; des pétitions furent adressées au Directoire du département. Elles nous renseignent sur l'état d'esprit des autorités. Thomas, prêtre insermenté, supplie, vu ses infirmités, d'être exempté de la Réclusion. Sa « demande est repoussée pour le motif » que la loi n'admet aucune exception et qu'au surplus, en 1792 et 1793, alors qu'il était dans le même état d'infirmités, il n'en a pas moins été mis en réclusion. »

Aux habitants de Saint-Sornin qui avaient signé une pétition pour conserver leur curé, M. Trainier, il est répondu : « que les pétitions collectives sont interdites et que leur curé doit se rendre à la maison de réclusion. »

M. Pabeau, âgé de 72 ans, demande à rester chez lui, sous la surveillance de la municipalité de Mirambeau, qui appuie sa réclamation sur ce motif : qu'il garde à sa charge six orphelins dont l'aîné est âgé de 13 ans. Cette pétition est la seule qui fut acceptée.

MM. Loys, Planier, Pain, Leberthon et Lafond entrés aux Notre-Dame obtiennent un secours égal à deux livres de pain. Or la vie est chère, on en jugera pas cet arrêté du Directoire, en date du 5 décembre 1795 : « Le receveur de l'enregistrement devra versé la somme de 17.244 liv. au P. Joseph Loys, chargé par ses confrères de toucher les sommes qui doivent leur revenir pour l'intervalle

depuis le 12 brumaire jusqu'au 38 inclusivement, à raison de deux livres de pain. » Ce document nous donne les noms des reclus à la date ci-dessus : Ce sont MM. Loys, Joseph ; Pichon, Jean ; Pichon, Pierre ; Chevalot, Jean ; Dohet, de Saint-Georges ; Planier, Claude ; Gravier, Jacques ; Chevreux, François ; Dangibeau, Pierre ; Lafond, Jean ; Gillet, Jean ; Monnoir, Etienne ; Leberthon, Auguste ; Pain, Denis ; Capet, Pierre ; Cambon, Jean ; Marivaux, Pierre ; Domain, Charles ; Hardy, Louis ; Croizier, Etienne ; Michot, Michel ; Gravier, Pierre ; Montauson, Jean ; Vironneau, Antoine ; Saint-Légier, Germain ; Cousteau, Pierre ; Delord, Jean ; Tourneur, Pierre ; Drapron, Jean-Nazaire ; Delmas, Jacques.

Ces vieillards sont de nouveau rançonnés par leur gardien, des réclamations sont faites par les familles et le Ministre de l'Intérieur intervient au nom de l'humanité. Cependant la chasse aux vieux prêtres continue. Dans son zèle à appliquer la loi du 3 brumaire, le Département ordonne une recherche plus exacte et une application plus sévère de la loi. Il rappelle que non seulement les prêtres mais aussi les frères laïcs ou convers, les simples tonsurés qui n'ont pas prêté le serment de liberté et d'égalité tombent sous le coup de la loi et doivent être conduits par la gendarmerie à la maison de réclusion.

Il est répondu à la citoyenne Prévost, à Rioux, qui avait pétitionné en faveur de son frère, simple clerc tonsuré : « Vous vous êtes trompée, citoyenne, en croyant que les prêtres tonsurés étaient exceptés de la déportation ordonnée contre les ecclésiastiques reclus. Il paraît que votre frère se trouve dans le cas prévu, et nous ne pouvons ni ne devons le soustraire aux mesures que le gouvernement vient de prendre contre une classe d'hommes trop longtemps rebelles aux lois de leur pays, et qui ne doivent qu'à leur opiniâtreté les maux qu'ils éprouvent. »

Le 1^{er} avril 1796, les 125 derniers prêtres détenus à Brouage étaient conduits à Saintes, et réunis aux ecclésiastiques reclus aux Notre-Dame. La plupart étaient atteints de dysenterie et de fièvres paludéennes. Quelques femmes ou filles, fidèles domestiques attachées à leurs maîtres, avaient suffi au service de la maison ; la municipalité voulut venir au secours de ces nouveaux venus, elle nomma six infirmiers. Le département annula cette mesure qui, dit-il, « constitue une dépense inutile pour l'Etat, et qui peut introduire dans l'établissement des sujets suspects. » La lettre se termine par ce couplet humanitaire habituel aux persécuteurs :

« Nous aimons à croire que pour vous, comme pour nous, la plus douce jouissance est de prouver, aux détracteurs du gouvernement républicain, que les autorités constituées savent prendre les mesures de sûreté que prescrit la loi et conserver, contre ceux qui en sont l'objet, les égards que l'humanité commande. »

Il faut reconnaître que le couvent des Notre-Dame était plus spacieux que le monastère des Carmélites. La Municipalité avait fait évacuer la partie occupée par les tailleurs du 15^e chasseurs, ainsi que les salles servant de locaux disciplinaires à la garnison.

Au mois de juillet 1796, M. Mongiroux, domicilié dans la commune de Sainte-Ramée, et M. Fialeix, domicilié à Rouffignac, M. le chanoine de La Gouterie étaient mis en réclusion.

Les populations s'opposaient de plus en plus à l'application de cette législation persécutrice. A la suite de longues discussions au Conseil des Cinq cents, les articles 7 à 10 de la loi du 3 brumaire furent supprimés, le 14 frimaire an V (4 décembre 1796).

Aussitôt, le 21 décembre suivant, le Directoire du département publiait cet arrêté : « Les prêtres détenus dans la maison de réclusion de la commune de Saintes, qui jouissaient de leur liberté avant le 3^e brumaire an IV, et contre lesquels il n'y a eu, depuis cette époque, aucune plainte ou dénonciation propres à légitimer leur détention, seront sur le champ mis en liberté. »

La maison de réclusion était fermée, mais les prisons restaient ouvertes. La déportation ordonnée par le Directoire devait les remplir. Les ecclésiastiques furent de nouveau dirigés vers Rochefort pour être déportés. La citadelle de Saint-Martin-de-Ré en contient 1036, la citadelle du Château-d'Oléron 208, la Guyanne en reçut 389.

Les derniers prêtres prisonniers ne furent libérés que le 23 juillet 1802, à la citadelle de l'île de Ré.

P. LEMONNIER.

RECTIFICATIONS

Mme Ch. Beiderlinden, qui a fait un don à la ville et un autre à la Bibliothèque, était une demoiselle Frederic de Rochefort. Son mari était neveu de l'amiral Cuvillier dont la femme était sœur du père de Charles Beiderlinden. L'amiral avait laissé sa fortune à sa femme, sans enfants. Mme Cuvillier a partagé la fortune de l'amiral entre sa belle-sœur (mère de Charles B.) et les enfants

de celle-ci, c'est-à-dire Charles B. Philippe Marie Beiderlinden veuve Michau, et Apolline Beiderlinden veuve Bodin.

Mme veuve Michau est la seule survivante.

QUESTIONS ET RÉPONSES

N° 846. — *Blé d'Espagne*. Le maïs ou blé d'Espagne était cultivé dans notre Haute Saintongé dès le *xviii^e* et même dès le *xvii^e* siècle : il est plusieurs fois mentionné dans les baux de métairie, les livres de raison, les procès pour dîmes et agriers. En 1757, à Pouillac, pour la dîme, on la mesure au sillon, et les grains à la gerbe. En 1760, à Bran, on partage les *cabosses* au sac (*Minutes de Laugeay et de Boussiron*). Ce nom de *cabosses*, pourtant bien fixé chez nous, n'est pas dans ce sens aux *Glossaires* de Favre, Meyer et Eveillé.

On le trouve en 1686 dans les comptes de la Seigneurie de Montlieu. Les fermiers ont recueilli, pour les agriers seulement, 644 boisseaux de froment, vendus en moyenne 23 sous 6 deniers ; 217 de seigle à 22 sous ; 131 de métüre consommés par les faucheurs et les métiviers ; 31 de pesilles et gisses, 50 d'orge et baillarge à 16 sous ; 353 de *bled d'Espagne demi-vert*, 12 à 16 sous ; 32 de millet pour les pigeons, et 118 d'avoine à 12 sous. Total de ce chapitre, 995 livres sur 6520 de recette totale. En 1687, 354 boisseaux de maïs et de millet, et 219 en 1688. Cette denrée ne figure pas dans les rentes seigneuriales, dont les baillettes ont été reconnues en 1663-1667 d'après les arrentements de 1525. (*Documents inédits*). Le boisseau local était de 33 litres 50.

En 1695, le curé de Challaux et Saint-Vivien recueille, pour sa part de dîmes, 70 boisseaux de blé d'Espagne et millet, plus 292 mesures d'autres grains. Les années suivantes sont moins productives en tout.

Dans la campagne de Chalais la céréale en question était cultivée et sujette à la dîme dès la même époque. Le curé de Bazac traite en 1672 avec ses paroissiens ; il est convenu entre autres que la dîme du millet et du maïs sera perçue au 15^e sillon seulement. (Papillaud *Montboyer* p. 61). Le même auteur renvoie à l'*Usance de Saintes*, commentée par Dussault (p. 93), qui cite un arrêt rendu le 12 mars 1682 par le Parlement de Bordeaux en faveur du curé de Montboyer contre ses paroissiens, réduisant ceux-ci à n'avoir « qu'un jardin clos d'un demi-journal, où ils pourront

semmer ce qu'ils voudront, hors le froment, méture, orge, baillarge et seigle, ce qui semble permettre le bled d'Espagne, qui y est pourtant sujet quand il est mûr. »

Un arrêt *antérieur*, ajoute Dussault, règle vis-à-vis des habitants de Semussac le temps pour prévenir le curé, et énumère les fruits sujets à la dîme, le *bled d'Espagne* mûr et les millets compris.

Le commentateur de la *Coutume d'Angoumois*, J. Vigier de La Pile, (édition in ⁿ° 1720 p. 132, 135), dit que la dîme est due pour le blé de Turquie qui est considéré comme menue dîme. Il ajoute que cela résulte d'un arrêt prononcé 40 ans auparavant, époque où cette récolte était peu en usage, mais qu'elle s'est beaucoup répandue dans le pays depuis une cinquantaine d'années.

J. Gervais, dans son *Mémoire sur l'Angoumois*, 1725, publié 1864, donne la même note p. 206. Le blé d'Espagne, dit-il, est dernièrement très monté en vogue : mais sa culture épuise la terre, et son usage épaissit le sang.

Tout cela paraîtrait faire remonter vers le règne de Louis XIII l'introduction du maïs dans nos contrées, et sa diffusion au temps de Louis XIV.

Dr C. V.

AVIS ET NOUVELLES

Le siège de la Société est transféré dans l'Hôtel des Sociétés, Grande rue Victor-Hugo, et rue André-Lemoyne.

Mais comme notre organisation n'est pas finie, il ne faut rien y adresser jusqu'à nouvel avis.

Le numéro de notre *compte de chèques* sera imprimé désormais au verso de la couverture.

Nous prions nos confrères de vouloir bien verser dès maintenant leur cotisation (13 francs pour la France) de l'année 1923, au crédit de notre compte de chèques postaux n° 7038 (Bordeaux) en utilisant le mandat-carte encarté dans le présent *Bulletin* et pour lequel les frais ne s'élèvent qu'à 0 fr. 15.

Pour les cotisations qui ne nous seraient pas parvenues avant le 1^{er} mai prochain, nous ferons faire l'encaissement par la Poste en les majorant de 1 fr. 25 pour frais de recouvrement.

Ceux de nos confrères qui nous ont déjà envoyé leur cotisation voudront bien considérer le présent avis comme non avenu.

SITUATION BUDGÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 1922

Actif :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1922.	1133 04
Cotisations 1917.	13 »
1918.	13 »
1919.	13 »
1920.	26 »
1921.	26 »
1922.	2083 40
1923.	65 »
Vente des <i>bulletins</i> .	15 50
Vente des volumes.	162 »
Divers.	12 50
	3562 44

Passif :

Impression du <i>Bulletin</i> .	2353 25
Frais de bureau et imprimés.	20 40
Frais de correspondance.	55 »
Timbres de quittance.	22 »
Assurance.	27 30
Loyer.	200 »
Frais divers.	41 55
En caisse en numéraire.	842 94
	3562 44

ADMISSIONS

M. Gabet, secrétaire en chef de la mairie, Saintes.

M. Roy, numismate, La Rochelle.

Mme Fontorle, 20, rue Saint-Romain, Paris (VI^e).

M. Gaëtan Martin, professeur de sténo-dactylo, correspondant de la *Petite Gironde*, Saintes.

Le 10 janvier 1923, M. Formigé, architecte, inspecteur général des monuments historiques, a visité les monuments romains de la ville. Il a poussé sa visite jusqu'aux Arènes de Thenac.

La *Petite Gironde* du 11 janvier a reproduit nos informations relatives à Mme Beïderlinden et au dragage de la Charente.

Elle a publié un article sur l'hôtel des Sociétés-maison Henri IV.

Justices de paix. — Celle de Montlieu est réunie à celle de Montguyon, celle de Saint-Porchaire à celle du canton Sud de Saintes (30 novembre).

Vulgum pecus ! Qui de nous n'a jamais dit ça ? C'est un péché... contre Horace ! X dans les *Nouvelles Archéologiques* de la *Revue archéologique* de janvier-mars 1921 le relève. « Du temps qu'il professait la seconde, à Condorcet, M. Foucart demandait à ses élèves de noter des exemples de cette citation vicieuse ; quelqu'un la trouva sous la plume du normalien Francisque Sarcey. Il s'agit, en réalité, de la contamination de deux mots d'Horace : *profanum Vulgus* et *Servum pecus*.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur attribuée à l'archiviste du département la surveillance du service du dépôt légal.

Une légende fait du bureau de la préfecture ou sous-préfecture le tombeau des dépôts auxquels les imprimeurs sont astreints. Il est sûr que la Bibliothèque nationale ne reçoit pas tous les exemplaires que légalement elle est sensée recevoir. A qui la faute ? Est-il sûr d'abord que le vœu de la loi soit régulièrement et ponctuellement respecté ? Qui en surveille l'exécution ? Pour certains imprimés pas de difficulté, mais certains livres ne sont jamais déposés. Est-il sûr que Paris soit le lieu nécessairement et exclusivement désigné pour recevoir le dépôt des livres d'intérêt purement local ? La *Bibliothèque* ne pourrait elle pas se contenter d'un seul exemplaire et attribuer le second à la bibliothèque soit du chef-lieu du département, soit de la sous-préfecture, sous certaines conditions de bonne conservation.

Notre sympathique confrère, M. Justin Coutanseau, a donné (janvier 1923) au musée de la ville, à la demande de M. Ch. Dangibeaud, une magnifique pièce de sculpture du xv^e siècle, provenant de la démolition de l'évêché de Saintes, circonstance qui, aux yeux des Saintongeais, en rehausse le grand mérite artistique. De forme cylindrique, mesurant 0,63 de hauteur et 0,35 de diamètre, d'un seul morceau de bois, elle éveille l'idée d'un volumineux chapiteau, ou d'une clé en pendentif, mais ni l'une ni l'autre de ces attributions ne lui conviennent. On est fort embarrassé de lui en assigner une plausible. M. Coutanseau la donne pour ce qu'il l'a eue, c'est-à-dire pour une pièce ayant appartenu à l'escalier de l'évêché. Il croit qu'il y en avait deux pareilles. Que vaut cette tradition ?

En somme, nous avons une masse cylindrique, terminée en

bas par un court pédoncule et en haut par un quadrilobe, sur lequel est *cloué* un écusson aux armes d'un Rochechouart évêque de Saintes. Sur la panse sont sculptées quatre feuilles de choux frisé ou de pavot et quatre fruits que l'on prend généralement pour des pavots, mais qui ressembleraient beaucoup mieux à des artichauts en fleur si les feuilles étaient *marquées*.

Cette décoration était destinée, évidemment, à être vue sur toutes ses faces. C'est pourquoi il faut écarter l'idée du chapiteau de colonnette (d'ailleurs trop gros) puisqu'on n'aurait pas vu l'écusson et l'idée de pendentif, parce que les fruits seraient vus à rebourd, droits sur leur tige, au lieu de pendre.

La sculpture, d'un travail très fouillé, a été couverte d'une couche de peinture verdâtre qui existe encore.

Il convient d'attendre de rencontrer des similaires pour savoir à quoi elle a pu réellement servir. Deux choses sont sûres : elle est très belle, très intéressante, et elle provient de l'évêché de Saintes. On ne conçoit pas toutefois dans l'évêché un escalier en bois du *xv^e* siècle qui aurait eu soit au départ, soit ailleurs, une pièce de ce volume. L'évêché était une grande construction sans caractère, paraissant dater du *xviii^e* siècle, dans laquelle un escalier du *xv^e* siècle aurait été déplacé. On l'aurait démoli avant 1830. Peut-être dans les bâtiments annexes occupant notre place du Synode a-t-il pu être conservé une menuiserie coiffée de cette *tête*. Elle est trop grosse, nous pouvons dire, elles étaient trop grosses pour les chercher dans la chapelle. Mais qui sait !

CH. D.

Parmi les hardis automobilistes qui ont si heureusement accompli la traversée du Sahara on compte un Saintongeais. M. Audouin-Dubreuil est le fils de feu M. Audouin-Dubreuil et de Madame née de Reboul, de Saint-Jean-d'Angély et petit-fils de M. Emile Audouin-Dubreuil, négociant à Saint-Jean.

Le 23 janvier il a envoyé au maire de Mauzé la dépêche suivante : Me suis rendu avec joie et respect à la maison de notre vaillant et admirable compatriote René Caillé.

Le maire a répondu en remerciant au nom de la « population émue. »

Dans sa séance du 3 décembre 1922, le conseil municipal de Saintes a accepté le don de Mme Ch. Beiderlinden, consistant en titres mobiliers (46.442 fr.) sa propriété du Clousi, route de

Marennès. La ville, nue-propiétaire pour le moment, devra installer dans cette propriété une pouponnière et un orphelinat et si les ressources le permettent un asile pour les indigents aveugles.

L'ouvrage intitulé *Etudes glaciaires dans les Pyrénées françaises et espagnoles* de M. l'abbé Gaurier vient d'être couronné par l'Académie des Sciences (Fondation Gay).

On sait que lors de l'exécution de la loi de Séparation, la bibliothèque du Grand Séminaire de La Rochelle, — 30.000 volumes — passa à la Bibliothèque municipale. Or, il arriva que les vers se mirent dans les livres et l'Etat, à l'instigation de la municipalité qui craint de voir la sienne rongée, restitue à l'évêché toute sa bibliothèque confisquée.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 18 décembre 1922, à Bordeaux, est décédée Mme Méthé de Fonrémis, née Marie-Eustelle-Françoise Urvoy de Closmadeuc, âgée de 71 ans.

Elle laisse cinq enfants : MM. Laurent, Jehan et Pierre de Fonrémis, Mmes de Chauny et de Chanaud de Lestang.

M. Paul d'Estrée, pseudonyme de Henri Quantin, qui fut notre confrère et collaborateur, est décédé le 11 décembre dernier, à Paris, âgé de 85 ans. (Voir *l'Intermédiaire des chercheurs* du 10 décembre, pour notice.)

Le 17 décembre 1922, est décédé à Rochefort, M. Louis-Pascal-Robert Thoyon, notaire honoraire, âgé de 72 ans. Il laisse un fils : M. Alfred Thoyon, imprimeur et deux filles : Mme Guilhe Lacombe de Villars et Mlle Madeleine Thoyon.

Le 29 décembre 1922, est décédée à Rochefort, à l'âge de 75 ans, Mme veuve Paul Brunaud, née Augustine Proust.

Le 15 décembre précédent était décédée sa sœur, Mlle Julia Proust, âgée de 78 ans.

Le 17 janvier 1923, est décédée à Bordeaux, à l'âge de 78 ans, Mme Emilie Clerjaud, veuve de M. Christin, remariée avec M. Mar-

cel Andrieu, conseiller honoraire à la Cour d'appel de Bordeaux.
Elle laisse deux filles, Mmes Boullé et A. Baron, nées Christin.

M. l'abbé Couturaud (Alfred) est décédé à Bagneux le 20 décembre 1922. Il était né à Saint-Jean-d'Angély, le 26 juillet 1864.

En 1899, il était encore curé de Thenac. Il s'occupait depuis longtemps de peinture, et ses tableaux avaient alors attiré l'attention de personnes compétentes. Il abandonna le ministère rural, alla résider à Royan puis à Paris, où il se consacra uniquement à l'art, donnant des conférences et des leçons. Elève d'Olive et d'Harpignies, (Harpignies surtout son « maître » de prédilection), il obtint une troisième médaille en 1911 et la médaille d'or en 1920. Le tableau qui lui valut cette haute récompense est au musée de Saintes. C'est une très belle œuvre, son œuvre capitale, d'une excellente tenue. Il souhaitait d'être bien représenté dans son pays et il fit un sérieux sacrifice pour y réussir.

Il fut le premier maître de M. Balande.

Le 12 février 1923, est décédé à Bordeaux, M. Maurice Marchand, ancien maire de Montendre, âgé de 80 ans (Voir le *Progrès du 17 février*).



REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Médailles et Jetons de la Charente-Inférieure*, catalogue par M. Roy. *Projet de retour à la ville de Saintes de la propriété de l'église Sainte-Marie-des-Dames*, analyse du rapport de M. Chapsal. *Deuxième lettre sur le patois*, par M. Pellisson.

LIVRES ET REVUES. *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (Prignac) ; *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin* ; *Bulletin de la Société des Lettres de Bar-le-Duc* (La Rochelle) ; *Bulletin monumental* (Voûte en berceau et d'arêtes sans doubleaux ; réparations ; panneaux carolingiens) ; *Parfums de naguère*.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Guillet, Mgr Eyssautier, Dr Poché, M. Laverny, Mme Barthe, Sœur Claire de Jésus, M. Escudier, M. Torchut, M. Duverger, M. Barthe. *Mariage* : Pujos-Brinbœuf-Dulary.

AVIS ET NOUVELLES : Rues à La Rochelle : amiral de La Taste ; M. Depoin : fondation de Société Archéologique ; don au Musée de La Rochelle ; port du Verdon ; découvertes : expositions de peintres ; Courbet à La Rochecourbon ; Centenaire.

BIBLIOGRAPHIE.

VARIÉTÉS

I

MÉDAILLES ET JETONS

DE LA

CHARENTE-INFÉRIEURE

Faire sortir de l'oubli bien des jetons et médailles que l'on sait devoir exister et en répandre le goût ; tel est le but que je me suis proposé en publiant cette monographie des médailles et jetons de la Charente-Inférieure faisant suite à celles et ceux de la Rochelle.

Cette branche de la numismatique fort appréciée par les gens de goût et de science, demande encore à être très répandue.

Dans une critique parue en 1916, sur ma précédente publication « La Rochelle, ses jetons et médailles », il était dit : « L'on aime beaucoup les jetons à la Rochelle. » Certes, c'est un fait, ce goût

Revue, tome XL, 6^e livraison.

16.

ne fut pas localisé spécialement dans notre vieille cité, il fut et il est encore très répandu, aussi bien en France qu'à l'étranger, notamment en Italie ; l'art du médailleur y prit naissance au ^{xv}^e siècle et se propagea rapidement en France où l'on trouve vers le milieu du même siècle, les premières médailles à relief peu saillant.

Les jetons furent frappés et employés longtemps avant les médailles, mais ils ne paraissent pas remonter au-delà du règne de Louis IX.

Ainsi que je l'ai dit précédemment, ils eurent différentes affectations ; sous la renaissance le goût des jetons ne fit que s'accroître ; pendant les règnes de Louis XIII et Louis XIV, il en fut frappé de grandes quantités commémorant tous les faits importants et devenant souvent ainsi que les médailles de vrais chefs-d'œuvre. Aujourd'hui nos artistes contemporains rivalisent de zèle et de talent pour faire aimer et apprécier du public leurs jolies compositions.

Parmi les médailles modernes entrant dans le cadre de cette publication, je citerai les jolies plaquettes (assimilées aux médailles) de Mme E^r Robert Mérignac ; d'un caractère un peu spécial, perpétuant le souvenir des vieilles coiffures de nos aïeules saintongeaises et aunisiennes, changeant en un métal durable la légèreté et la grâce des dentelles de jadis. De même que les monuments, les monnaies, médailles et jetons ne sont-ils pas « un des visages de notre France. » Aussi ne saurait-on trop chercher à faire répandre ce goût.

Dans ces quelques pages je n'ai voulu décrire que les médailles ou jetons de provenance et d'attribution certaines. La plus grande partie se trouve aujourd'hui en ma possession. Il en existe quelques autres qui sont signalés dans les ouvrages très documentés de MM. Feuillant et Florange. En tout cas la voie des recherches est toujours ouverte devant les amateurs éclairés et patients.

CH. ROY.

Les Anglais chassés de l'Île de Ré. *Bronze.*

D. — *Generosior hostibus obstat.* Exergue : 1267. Marcillac à cheval traversant un pont l'épée à la main, refoulant les hordes anglaises armées de lances.

R. — *Ludovicus XIII Francorum et Navarra.*

Les écussons de France et de Navarre accolés, entourés des colliers des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit.

Après la levée du Siège de Saint-Martin par Buckingham, les Anglais fuyant en désordre dans les marais de Loix, ayant fait volte-face avec les piques baissées, reculent enfin devant la fougue des soldats de Schomberg, commandés par Gaspard de Saligni, baron de la Mothe-Saint-Jean, capitaine des gardes.

Siège de Saint-Martin, Ile de Ré. *Bronze.*

D. — *Ludovicus XIII, rex Christianiss pius justus fil. Aug. MDCXXVII.* Buste de Louis XIII lauré, de profil à droite avec grosse fraise autour du cou.

R. — *Victis fuis fugatis terra mariq. Anglis 1627.*

Au centre le roi debout sur une colonne rostrale, vêtu à la romaine et tenant une épée de la main droite ; au fond la mer avec de nombreux vaisseaux ; au pied de la colonne trophée de canons et de drapeaux.

La légende mentionne une double victoire remportée sur terre et sur mer, permettant de déterminer les circonstances qui ont donné lieu à la création de cette médaille, création décidée par les universités de Paris et de Bordeaux, pour commémorer la victoire de Toyras et de Schomberg commandant les armées du roy, ou les Anglais chassés de l'Ile de Ré ; le 8 novembre 1627.

Médaille frappée à l'occasion de la reddition de la Rochelle à Louis XIII. *Bronze.*

D. — *Rupella obsidione recepta.* En exergue : *Clementia Victoris.*

La Rochelle représentée sous la forme d'une femme offrant les clefs de la place à Louis XIII, portant le sceptre en main et la couronne sur la tête.

Après la prise de Saint-Jean-d'Angély et du château de Rochefort, ces différentes villes étaient sous la domination de Savary de Mauléon, puissant seigneur de l'époque. Cette médaille est signalée par le père Théodore de Blois, dans son *histoire de Rochefort* (page 19).

Le maréchal de Toyras, défenseur de Saint-Martin (Ile de Ré). *Bronze.*

D. — Buste de Toyras à mi-corps tourné à droite signature : *Guillaume Dupré 1634.*

R. — *Adversa coronant.* Soleil et nuages au-dessus d'un fort et de la campagne (1).

(1) Voir *Siège de la Rochelle* par le vice-amiral Jurien de la Gravière.

Jean de Saint-Bonnet de Toyras, naquit en 1585 à Gardonnenques (Languedoc). Lieutenant de vénerie il obtint les bonnes grâces de Louis XIII ; les premiers troubles lui fournirent l'occasion de montrer ses aptitudes militaires, sa réputation était déjà faite, quand il enleva l'île de Ré à Soubise, il défendit vigoureusement sa conquête contre Buckingham. En 1628, Toyras était maréchal de camp et il eut fini par obtenir le bâton de Maréchal de France, lorsque le 14 juin 1636 un coup de feu termina sa carrière sur les glaces d'une petite place du Milanais (1).

Château du Chapus. *Bronze 0,044.*

D. — *Louis XIII, d. g. fr. et nav. rex.* Buste cuirassé et tête nue vieillie à droite.

R. — *Securitas littorum.* Exergue : *Arx chaputania 1694.*

Château fort au bord des flots, surmonté d'un drapeau flottant, au-dessus est un ciel nuageux.

A trois cents mètres environ, en mer, sur un terrain relié au continent par une chaussée qui se découvre à toutes les marées, Louvois fit bâtir en 1691, un fort avec donjon, cette petite citadelle croisait ses feux avec celle d'Oléron et protégeait le bassin de la Seudre (1).

Médaille présumée de Fouras.

D. — *Lud. (ovicus) mag. (nus) religionis assertor et vindex.* MDCLXXXV.

R. — *C. Dubois-Guérin dévoué à sa majesté a pris soin de graver et de frapper sur cette médaille la reproduction de la statue de Louis-le-Grand triomphant de l'hérésie.*

Le roi très chrétien est représenté en archange Michel, foulant au pied le dragon de l'hérésie (2).

Le port de Rochefort, sa création. *Bronze 0,044.*

D. — *Ludovicus XIV, rex Christianissimus.* Buste de Louis XIV.

R. — *Urbe et navali fundatis.* Exergue : *Rupefortium 1666.*

Le plan de la ville, du port et de l'arsenal ; Neptune sur un char formé par une conque trainée par des chevaux marins au milieu de la Charente.

M. Colbert de Terron intendant de Rochefort, fut chargé de faire de cette ville un lieu propre à l'armement des vaisseaux du roy ; par tous les travaux qu'il y fit effectuer, il prépara la fondation de Rochefort.

(1) *Marennes et son arrondissement*, par Bourricaud.

(2) *Fouras et ses environs*, par Duplais des Touches (p. 98).

Eléonore Desmier d'Olbreuse. *Bronze.*

D. — *Georg. wilh. d. g. dux Br. et L.* Buste du duc de Brunswick Lunebourg tourné à droite avec longue chevelure, 1638.

R. — *Eleonor d. g. dux : Br. et Linb.* Buste d'Eléonore tourné à droite.

La princesse Eléonore Desmier, dame d'Olbreuse, née au château d'Olbreuse entre Niort et la Rochelle en 1638, femme très belle et très savante, fut demoiselle de compagnie près de la Duchesse de la Trémoille où elle fut remarquée par le prince Georges de Brunswick qui fut séduit par ses grâces et son esprit ; il la décida à le suivre en Allemagne, pour y faire l'éducation de ses enfants. Après être devenu veuf et avoir perdu les enfants qu'il avait de son premier mariage, il lui fit donner le titre de princesse par l'Empereur et se décida à l'épouser. De cette union naquit une fille ; en 1682 elle épousa son cousin Georges duc de Brunswick qui sous le nom de Georges I^{er} monta sur le trône d'Angleterre.

Etablissement de la Compagnie des Indes. *Bronze 0,074.*

D. — *Ludovicus XIII, rex Christianissimus.* Louis XIV, tête nue à droite.

R. — *Navigation instaurata* (la navigation rétablie). Exergue : 1670. Un vaisseau à pleines voiles.

Le roy permit à cette époque l'établissement de la Compagnie des Indes, il accorda de grands privilèges, prêta des vaisseaux affrétés à Rochefort et envoya fonder dans l'île de Madagascar une colonie pour servir d'entrepôt.

Autre médaille de la Compagnie des Indes. *Bronze 0,074.*

D. — *Ludovicus XIV rex. Christianissimus.* Buste de Louis XIV.

R. — *Jungendis commercio gentibus.* Exergue : *Ludovicus Christianissimus (J. Mauger fecit).* La Compagnie des Indes pour la fondation de laquelle, la Rochelle nomma un des quinze Syndics (1).

Vain projet des Hollandais contre Rochefort. *Bronze 0,074.*

D. — *Ludovicus magnus rex Christianissimus.* Buste de Louis XIV drapé et cuirassé tourné à droite.

(1) Garneaud, *le Commerce Rochelais au XVIII^e siècle*, 3^e partie 1763-1790.

R. — *Tranquillitas maritimæ ex spectante nec quimequam audante classe hostium maxima 1674.* (La tranquillité des côtes de France à la vue d'une puissante flotte ennemie, qui n'ose rien entreprendre). Femme assise au bord de la mer, appuyée sur un écusson aux armes de France, tenant une corne d'abondance, près d'elle sont trois génies qui se jouent de la flotte ennemie paraissant dans le lointain.

Enrôlement de soixante mille matelots. *Bronze 0,074.*

D. — *Ludovicus magnus rex galliarum invictissimus.* Tête de Louis XIV, couronnée de chêne, avec cuirasse damasquinée (*Molart*).

R. — *Bello et Commercio* (pour la guerre et pour le commerce en légende circulaire. Exergue : *MDLXXX*). Matelot au bord de la mer, appuyé sur une colonne tronquée tenant dans une main une corde à laquelle est amarrée une ancre, l'autre main est appuyée sur un gouvernail chargé de lys ; en mer, ville fortifiée et nombreux navires. Inscription sur la colonne : *Nautarum LX. mill. conscrit* (soixante mille matelots enrôlés en 1689). Un Edit de Louis XIV créa des lois pour recruter des matelots, il en rassembla 60.000, pris principalement sur les côtes de la Charente, 20.000 devaient servir sur les vaisseaux marchands, les autres devaient être en réserve, cette médaille fut frappée à cette occasion (1).

Napoléon embarque à Rochefort. *Bronze 0,024.*

D. — *Fatis propulsus Neapolio Neptuni hostes.* (Chassé par les destins Napoléon hôte de Neptune). Napoléon en gladiateur romain avec une épée (dite sabre de Mars) et un casque suspendus à la proue d'une barque, au centre de la médaille un trident.

R. — *Napoléon | s'embarque | à Rochefort | le VIII Juillet | MDCCCXV.* | Inscription en cinq lignes.

Embarquement de Napoléon 1^{er} à l'Île d'Aix. *Bronze 0,044.*

D. — *Napoléon emp. et roi.* Buste de Napoléon à droite tête nue, en costume de général.

(1) Viaud et Fleury, *Hist. de la Ville et du port de Rochefort* (T. I, p. 21.)

R. — *Sundered to H. B. M. S. Belerophon cap. Maitland.*
Exergue : *XV July MDCCCXV (Brenet f. mudie).* Navire le Bellérophon à toutes voiles avec un aigle planant au-dessus d'un drapeau flottant à l'arrière du navire. Le 15 juillet 1815, Napoléon quitte l'Île d'Aix embarquant sur le Bellérophon et se livrant aux Anglais, il part pour l'exil.

Médaille du docteur Magistel (1). Or.

D. — *Louis XVIII roi de France et de Nav.* tête nue à droite.

R. — *Ministère de l'intérieur | à M. Magistel | médecin | pour avoir soigné plusieurs personnes | du canton de Porchaires. | (Saint-Porchaire) | mordues par un loup enragé 1823) |* Inscription.

Au mois d'octobre 1822, un loup enragé parcourut plusieurs communes du département de la Charente-Inf. et il y fit beaucoup de victimes dont plusieurs moururent de la rage, d'autres furent sauvées par le docteur Magistel et par quelques-uns de ses confrères.

Les Quatre-Sergents de la Rochelle, médailles uniface en deux clichés. 0,154.

1^{er} Cliché : Quatre têtes nues réunies par deux, de chaque côté d'un faisceau de licteur surmonté d'un bonnet phrygien, sous chaque tête sont gravés en creux, les noms des personnages Pommier, Raoulx, Goubin et Bories.

2^e Cliché : Femme debout et voilée, coiffée d'un bonnet phrygien, tenant de la main gauche les plis de sa robe et de la droite déposant des couronnes sur un billot près duquel est une hache et portant une inscription : *21 septembre 1822, à 5 heures du soir.* Au-dessous en trois lignes : *A la mémoire | des quatre | sergents de la Rochelle |* Exergue : *David d'Angers.*

Les quatre Sergents de la Rochelle accusés de conspiration (organisée par les Carbonari) contre le gouvernement de Charles X, furent condamnés à mort et exécutés sur la place de Grève à Paris, le 21 septembre 1822. Bories, un des principaux acteurs du drame, était né à Villefranche-sur-Rouergue en 1795.

Pont de Tonnay-Charente. Br. 0,04.

D. — *S. M. Louis-Philippe 1^{er}, roi des Français*, au-dessous en

(1) Communication de M. Dangibaud, conservateur du Musée de Saintes et Bibliothécaire.

8 lignes. *Pont suspendu de Tonnay-Charente | ordonné en 1839 | MM. Dufaure | ministre des travaux publics | Legrand, sous-secrétaire d'état | Gabriel, préfet de la Charente-Inf. | Vincent, sous-préfet de Rochefort | Burgaud, maire | de Tonnay-Charente. Pont suspendu au-dessus de la Charente.*

R. — Pose | de la première pierre du pont | le 18 février 1841 | M. Teste, Ministre des travaux publics | M. Dor, ingénieur en chef du département | M. Nasquelez, ingénieur en chef | dirigeant les travaux | M. Debans, concessionnaire | MM. Escarraquel frères, constructeurs | M. Rodier, maire de la ville | MM. Renault et Mizat, adjoints | MDCCCXLI.

Le dit pont suspendu, reconstruit par Arnodín, fut inauguré le 17 mai 1885. Le tablier franchit la Charente d'une seule portée et s'élève à 23 mètres au-dessus du quai, sa longueur est de 204 mètres, il plane au-dessus de la rivière d'une volée de 80 mètres et va se raccorder à une immense culée, faite d'une série de 51 arcades ogivales, formant voûte d'arête et supportant une chaussée de quatre cent sept mètres de long (1).

Audry de Puyravault. Br. 0,04 cent.

D. — A. Audry de Puyravault député, les patriotes reconnaissants. Au centre tête couronnée de branches de chêne. Exergue : Emile Rogat.

R. — Procès d'avril défenseurs et accusés en légende circulaire au centre entourée par des chaînes et des branches de laurier et palme : l'Infamie | des juges | fit la gloire des condamnés | 4 juin 1835.

Audry de Puyravault (Pierre François) né à Puyravault (Charente-Inférieure) le 27 septembre 1773 ; mort à Maison-Lafitte (Seine-et-Oise) le 6 décembre 1852. Il fut représentant du peuple en 1848. Il s'occupa principalement de politique et fut élu député de Rochefort en 1822, en 1827 et 1832. Il ne fut pas réélu en 1837. Après avoir dilapidé une partie de sa fortune, il se décida à mettre ses biens en loterie pour se tirer de la misère. L'on n'a pu savoir le résultat de ses opérations. Il reparut sur la scène politique en 1848. Il fut élu représentant du peuple à l'assemblée constituante et présida comme doyen d'âge.

Rey Philippe.

D. — En costume de Général à gauche.

(1) Don de M. le chanoine Lemonnier, ex-aumônier du Lycée de Rochefort-sur-Mer, (*Histoire de Tonnay-Charente*), par M. l'abbé Brodu.

R. — Inscription : Général et homme politique Français né à la Bastide (Tarn) le 9 juillet 1793, mort à la Rochelle le 31 juillet 1860. Sa veuve Nathalie Gigaux a légué sa fortune à la ville de la Rochelle pour des œuvres de bienfaisance. Elève de Saint-Cyr, il fut mis en demi-solde pendant la restauration, fut promu chef de bataillon après la campagne d'Espagne ; colonel en 1830, il fut nommé général en 1848, membre de l'assemblée constituante et réélu à l'assemblée législative, il combattit si vivement la politique de l'Elysée, qu'il fut placé dans la section de réserve après le coup d'état du 2 décembre (1).

Montholon (*Médaille par David d'Angers*) uniface. *Bronze 0,05.*

D. — *Charles-Tristan de Montholon*, en légende Montholon Charles-Tristan (comte puis marquis, général Français, né à Paris en 1782, mort le 21 août 1853. Il écrivit plusieurs ouvrages entre autres : *Récit de la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène*. Après la révolution de février, Montholon fut élu en 1849 à l'assemblée législative par la Charente-Inférieure ; mais il y joua qu'un rôle insignifiant et il mourut quatre ans après.

Médaille de Mme S. W. Belloc, par David d'Angers.

D. — *S. W. Belloc (Anne-Louise Swanton)* son buste.

R. — Ecrivain née à la Rochelle le 1^{er} octobre 1796.

Fille d'un officier supérieur Irlandais, mariée à un peintre professeur de dessin (peut-être par goût) ; elle écrivit de bonne heure (son premier ouvrage est de 1818) dans divers journaux d'éducation et dans la revue, elle s'est fait connaître surtout par diverses traductions d'anglais et par quelques ouvrages originaux. Elle est décédée à Paris le 6 novembre 1881.

Regnaud de Saint Jean-d'Angély. *Bronze 0,07.*

D. — *M^{le}-L^s-E^l^{ne} Regnaud de Saint-Jean-d'Angély*. Tête nue à gauche. Exergue : *Caqué F.*

R. — *Né à St-Fargeau | le 9 novembre 1750 | exilé par Louis XVIII | rentré d'exil | le 11 mars 1819 | mort le même jour. | En légende circulaire. Député à l'assemblée constituante proscrit par la convention, conseiller d'état, président de la section de l'intérieur, comte*

(1) Biographies de la Charente-Inférieure, Aunis et Saintonge par Henri Feuillet et de Richemont.

de l'empire, ministre d'état, grand procureur de la haute cour, secrétaire de l'état, de la famille impériale, Grand aigle de la Légion d'honneur, membre de l'Institut : En exergue : Jullien éditeur au milieu d'une couronne de chêne.

Inauguration du monument élevé par souscription publique autorisée par décret du 14 décembre 1859. Inauguré par le général Roguet, le 23 août 1863. (Le général Roguet était aide de camp de l'empereur Napoléon III.) Œuvre du sculpteur Bogino.

Duperré amiral. *Bronze 0,04.*

D. — Statue de Duperré en costume d'amiral sur un socle orné de quatre bas-reliefs en bronze.

R. — Duperré Guy, né à la Rochelle, Charente-Inférieure, le 20 février 1775.

Né à la Rochelle, Charente-Inférieure, le 20 février 1775, mort à Paris le 2 Novembre 1846. Il était le vingt-deuxième enfant de Messire Jean-Augustin Duperré. Il commença sa carrière maritime sur le navire de commerce le *Henri IV*. Entra dans la marine militaire en 1792. Après bien des campagnes où il conquist tous ses grades jusqu'à celui d'amiral, il fut nommé trois fois ministre de la marine et se retira définitivement, le 6 février 1843, par raison de santé. Il mourut trois ans après. La ville de la Rochelle lui a élevé une statue inaugurée le 17 octobre 1869.

Marquis de Chasseloup-Laubat. *Argent 0,03.*

D. — *Samuel-Prosper-Justin-Napoléon Chasseloup-Laubat. La statue sur un piédestal. Aux pieds de la statue : 29 mars 1805 — 29 mars 1873.*

R. — *Ce monument a été érigé par souscription publique à Marennnes (Charente-Inférieure) le 13 septembre 1874.*

Le marquis de Chasseloup Laubat, né à Alexandrie (alors département de Marengo), le 29 mars 1805, il était le troisième fils de Chasseloup-Laubat (marquis) ; Il eut pour parrain Napoléon I^{er} et pour marraine l'Impératrice Joséphine. Il fut baptisé par le pape Pie VII, venu à Alexandrie pour cette circonstance. Après de brillantes études littéraires, il entra au conseil d'état en 1628

Il fut capitaine de la garde nationale à l'état-major du général de Lafayette en 1830, après il resta dans la politique, fut nommé député pour l'arrondissement de Marennnes, il occupa plusieurs fois des ministères. En dernier lieu, nommé à l'assemblée nationale en 1871, par le département de la Charente-Inf. Il y siégeait encore à l'époque de sa mort le 29 mars 1873.

Médaille commémorative du cinquantenaire de la Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure. *Argent 0,05.*

D. — *Société des sciences naturelles de la Charente-Inf. Cinquantenaire 22 novembre 1835-1885, la Rochelle.* Au centre les noms de ses quatre présidents successifs. *Présidents : Fleuriau de Bellevue 1835-1852. — J.-P.-E. Blutel 1853-1858. — L.-Th. Vivier, 1859-1871. E. Bellremieux 1872.*

Au-dessous un cartouche pour recevoir la gravure d'un nom.

R. — *Armes de la Rochelle.*

Le vingt-deux novembre 1885, dans un banquet réunissant les membres de la dite société, pour célébrer l'anniversaire de la fondation de cette compagnie, M. F. Lusson rappelle que la société a pris l'initiative de l'érection d'un monument à la mémoire de notre illustre physicien et naturaliste Réaumur et il ajoute que pour perpétuer le souvenir de cet anniversaire, à la demande des sociétaires, une médaille sera frappée aux armes de la ville.

Inauguration de l'Hôtel de ville de Saint-Jean-d'Angély. *Laiton 0,024.*

D. — *République française.* Tête de liberté couronnée d'épis.

R. — *Souvenir de l'inauguration de l'hôtel de ville de Saint-Jean-d'Angély, 25 avril 1886.* En cinq lignes au milieu du jeton.

D. — Saint Louis assis à gauche tenant une couronne d'épis et un sceptre. *Bronze 0,04.*

R. — *A saint Louis vainqueur à Taillebourg et à Saintes 1242. La Société des archives historiques de Saintonge et d'Aunis 1892.*

Médaille frappée à propos de l'inauguration d'une plaque sur la chaussée de Saint-James (1).

D. — *Cæs fugat vict. ad Taliabug pont. Anglis.* Légende écrite sur un trophée placé sur le pont. L'on voit également la tour du vieux château.

On a bien essayé à Taillebourg de rappeler le souvenir de saint Louis. La pierre qu'on y a élevée ne vaut pas la médaille. (Epigraphie saintonge et aunisienne, par Louis Audiat de Saintes p. 142).

(1) Voir *Bulletin de la Société*, t. XII, p. 322 et s.

Il existe une médaille dont les deux faces ont été réunies artificiellement. *Plomb 0,02.*

D. — Vue d'un pont avec exergue : 10 mètres.

R. — Pont de la porte neuve, à la Rochelle, démoli en 1816.

Autre médaille trouvée en 1888 dans des fouilles de canalisation rue Saint-Côme, près la rue Aufredy.

Cette médaille fut probablement frappée en commémoration de la construction de la porte neuve en 1623, elle représente le dessin de cette porte au bas de laquelle on lit : « La porte neuve. » Légende : en la mairie d'Etienne G. (Gauvin) capitaine de la Rochelle.

Congrès de la Rochelle 1894, médaille offerte à M. Emile Couneau. *Vermeil 0,034.*

D. — *Société Française d'Archéologie pour la conservation des monuments.* Au centre trois monuments, en Exergue : *Ne pereant*, fondée par M. de Caumont en 1831 (de Longueil).

R. — *Couneau E. | Études archéologiques | et artistiques | pour la Charente-Inférieure. | Congrès de la Rochelle | 1894. |*

Emile Couneau, né à Saint-Martin, Ile de Ré, le 30 septembre 1838, appartenait à une ancienne famille de l'Ile. Il entra à dix ans au Lycée de la Rochelle, puis partit pour Paris continuer ses études de Droit, ce fut pendant ce séjour, qu'il entra en relation avec des artistes en renom. De retour à la Rochelle, il fut nommé greffier du tribunal civil, où il resta jusqu'en 1896. Elu au conseil municipal en 1878, il y resta plus de 30 ans, s'occupant en même temps de l'administration des musées et des hospices de la ville. Artiste musicien aussi bien que graveur, il présida la Société Philharmonique (fondée en 1815), collabora à plusieurs ouvrages avec des artistes de valeur et écrivains tels que Valin, Jourdan dans « la Rochelle historique et monumentale », « l'abbaye des Châteliers », par le Docteur Atgier, Fenieux avec M. Musset. Ce fut en 1905, qu'il publia son œuvre maîtresse « *La Rochelle disparue* », qui consacrait sa gloire. Malgré ce couronnement de sa carrière, il continua à manier le burin jusqu'à ses derniers moments. Cet homme de bien et de talent finit dignement sa vie, le 7 octobre 1920, léguant une grande partie de ce qu'il possédait aux Sociétés qu'il affectionnait, ses œuvres d'art et sa bibliothèque furent données à la ville de la Rochelle.

Médaille des Représentants du Sud-Ouest. Saintes. Argent 0,04.

D. — *Association des voyageurs de Commerce du Sud-Ouest. En*

légende circulaire. Au centre de la médaille. deux mains enlacées, au-dessus branches de laurier, au-dessous une banderolle passant dans une gloire avec inscription : *Aidons-nous les uns les autres.*

R. — Au centre sur un fond uni, femme drapée tenant une grande palme, assise sur le côté d'un grand cartouche horizontal destiné à recevoir le nom du titulaire.

Caisse d'Epargne de Rochefort-sur-Mer. *Plaquette argent.*

D. — *Caisse d'Epargne de Rochefort-sur-Mer (René Ribéron 1902).* Pêcheuse passant au bord de la mer, portant un filet et un panier, à ses pieds un crabe et des plantes marines, dans l'espace une mouette vole au-dessus de la mer, au loin un phare projetant ses rayons lumineux sur des navires.

R. — Au premier plan, vieilles fortifications avec créneaux entourés de lierres, dans un angle est un écusson ovale ayant en chef, un quartier d'azur sur lequel est un soleil d'argent ; au second : une tour et un navire, en pointe. Au-dessus est représentée la Caisse d'Epargne au bord de la perspective d'une rue plantée d'arbres, au fond la porte de l'arsenal ; au-dessus grande branche d'olivier sur des nuages (1).

Médaille des administrateurs de la Chambre de Commerce de Rochefort-sur-Mer. *Argent 0,05.*

D. — Femme drapée dans un voile, tenant dans sa main droite allongée, un caducée et assise dans une gondole, au loin le port de Rochefort avec navires. Exergue : *R. Lamourdedieu.*

R. — Grande branche de laurier près de laquelle est Eole coiffé d'une calotte ailée, sortant des nuages, au-dessus, en trois lignes, *Chambre de Commerce de Rochefort-sur-Mer.* Au-dessous, est un cartouche pour recevoir le nom du titulaire.

Cette médaille a été frappée sans inscription au registre des délibérations (2).

Médaille de M. Emile Combes. *Bronze 0,075.*

(1) Communication de la plaquette par M. R. Bourriau, médecin de marine.

(2) Don de M. le Chanoine Lemonnier, ex-aumônier du Lycée de Rochefort.

D. — *A Emile Combes le bloc républicain*. En légende circulaire, buste tourné à gauche.

R. — Femme de face la poitrine découverte, marchant et tenant une grande palme. Dans le champ 1905, composition de l'artiste graveur : Léon Deschamp.

A l'occasion de l'alliance des radicaux et des socialistes dit « Bloc des gauches » pendant qu'il était au ministère, du 7 juin 1902, au 18 juillet 1905.

Plaquette en bronze de M. Combes avec un buste (uniface).

Cette plaquette portant son nom, fut offerte aux souscripteurs à l'occasion d'un banquet qui eut lieu à Saintes le 23 août 1903, lorsqu'il était président du Conseil (1). Coin de M. Prudhomme.

Combes (Justin-Louis-Emile), né à Roquecourbe (Tarn) le 6 septembre 1835, fit ses premières études au petit séminaire de Castres et à l'école des Carmes, il prépara son doctorat au grand séminaire d'Albi, il vint ensuite comme professeur à Pons, partit à Paris faire ses études de médecine, puis revint s'établir à Pons, où il pratiqua la médecine. En 1875, il fut nommé maire de cette ville, Conseiller général du canton en 1879. Il se présenta pour la députation et échoua en 1881, nommé Sénateur de la Charente-Inf. en 1885, il fut nommé ministre de l'Instruction publique en 1895 et 1896, Président du Conseil en 1902, fut réélu sénateur en 1921 et finit sa carrière le 24 mai 1921, à l'âge de 85 ans, à Pons où eurent lieu ses obsèques.

Médaille des journées des 25 et 26 décembre, forme *croix de guerre*. Bronze.

D. — Clairon blessé sonnant la charge, derrière soldats fonçant la baïonnette en avant. Sur les branches de la croix : journée | du poilu | 1915.

Semaine de la Charente-Inférieure.

D. — *L'appel aux armes*. République à gauche tenant sur l'épaule un fusil et coiffée d'un bonnet phrygien ; sur l'autre épaule est un coq les ailes éployées lançant un appel, en Exergue : G. Devambez.

R. — *Semaine de la Charente-Inf. 1917* sur un fond uni.

Autre semaine de la Charente-Inférieure.

D. — Infirmière priant près du lit du blessé.

Charentaise de Marans, Plaquette en bronze. Br. 0,52 sur 0,63.

(1) Don de feu M. Charrier, de Saint-Jean-d'Angély.

D. — Marandaise avec sa coiffure en dentelles de profil à gauche en costume local.

Sign. *Ernesta Robert Mérignac.*

R. — Vue des tours de La Rochelle, bateaux à voiles à l'entrée du port.

Saintongeaise de Saintes en costume local du même auteur que la précédente avec la même signature et même grandeur.

Mme Ernesta, Robert Mérignac, artiste graveur s'est particulièrement distinguée et spécialisée dans la reproduction des costumes locaux et régionaux.

Passage de la Monnaie au port de Rochefort-sur-Mer. Médaille commandée par la Monnaie pour commémorer son séjour au port de Rochefort-sur-Mer pendant la guerre, lors de la marche des Allemands sur Paris. *Bronze.*

D. — La Monnaie arrive en réfugiée au port de Rochefort. On la voit au milieu de ses accessoires, presses, laminoirs, lingotière, etc. Au fond l'entrée de l'arsenal, sa tour à signaux, sa cale sèche avec canonnière camouflée. En haut : 1918.

R. — Installée en son atelier de fortune, hangar aménagé, elle travaille à côté des cales de construction de navires.

Dessins et composition du graveur vendéen Marcel Fleury.

En dehors des médailles énoncées dans cette description, il en existe de nombreuses. Médailles de prix et de concours, telles que : Société Impériale des travaux historiques et des sociétés savantes. *S. exc. M. V. Duruy ministre section d'histoire. Concours 1863.*

Académie des sciences, lettres et arts de la Rochelle. Ministère de l'Agriculture du Commerce et des travaux publics. Concours de la Rochelle 1866. *Souvenir au Maire.*

Société de statistique universelle fondée le 22 novembre 1829. Tribunal de commerce de la Rochelle, au centre : *Don de M. Faus-tin président 1884.*

Ville de la Rochelle. *Ecole de dessin.*

Idem. Académie des belles-lettres.

Exposition des beaux-arts, à Saintes.

Au centre : *A M. Pinel Edouard 1875, en légende circulaire. Ville de Saintes.*

Congrès scientifique de France, 23^e section à la Rochelle. *Septembre 1856.*

Ces dernières médailles ainsi que beaucoup d'autres du département sont un peu banales pour être décrites.

Plaquette : Chambre de Commerce de la Rochelle. *Bronze.*

D. — Femme assise sur un ballot de marchandises (portant dans un angle les initiales *G. M.* enlacées) à l'ombre d'un tamarin, cette figure représente la chambre de commerce, écrivant sur des feuillets, devant elle un écusson portant les armes de la ville. Au fond se dessine la jolie silhouette de la tour de la lanterne devant laquelle passent un bateau à voiles et un navire de commerce.

R. — *Bi-Centenaire de la Chambre de Commerce*, sur un motif décoratif composé d'un cartouche les dites lettres en relief. Le cartouche est accosté de branches de chêne et de laurier liées par une banderolle. Sur le fond en haut, de chaque côté d'un caducée sont en relief les deux dates 1719-1919.

Cette plaquette dessinée et gravée par l'artiste : G. Prudhomme fut frappée à l'occasion du Bi-Centenaire de la Chambre de Commerce de la Rochelle et offerte au Président de la République et aux Ministres lors de leur visite à la Rochelle pour cette circonstance, le 31 mars 1922.

Exposition des Beaux-Arts de Rochefort-sur-Mer en 1880. *Bronze 0,07.*

D. — *La postérité couronne le génie des arts*, en légende circulaire au centre deux amours, l'un représentant la sculpture est couronné par une femme, l'autre assis, écrit sur des tablettes. Exergue : *Daniel Dupuy 1880.*

R. — Branches de laurier et d'olivier reliées par des attributs de peinture et de sculpture et en tête par une banderolle portant l'inscription : « *Beaux-Arts* » surmontée d'une étoile rayonnante. Au milieu dans un cartouche l'inscription : *Ministère | de | l'Instruction publique et des beaux-arts | exposition | des beaux-arts de Rochefort. |*

JETONS

Collège de Saintes. *Argent octogonal.*

D. — *Ludovicus XVI, rex Christianissimus*, buste de Louis XVI.

R. — *Adminiotiatio reg. collegii Santonensis*. Exergue : P. L. La Rochefoucauld epis. præses, 1876. Femme assise, tenant un sceptre et des balances, à ses pieds est une branche de laurier, près d'elle est une lampe antique.

Chaque administrateur recevait à chaque séance un jeton de la valeur de 50 sous, le président deux.

Louis de La Rochefoucauld était né en 1744, dans les environs de Périgueux, nommé en 1775 agent général au clergé. En 1782, il fut nommé évêque de Saintes. La Sénéchaussée de cette ville le nomma député aux États-généraux. Par suite de dénonciations, il prit la fuite avec son frère; arrêtés à Paris et incarcérés dans la prison des Carmes ils y périrent lors des massacres de septembre 1792.

Guillotin. Bronze.

D. — *Ign. Jos. Guillotin santo med. par acad. præses*. Exergue : 1807-1808.

R. — *Recognitis dennoq confirmatis. J. I. G. Academia med. par statutis atque in statuta commentariis. J. I. Guillotin presidæ 1809-1810*. En neuf lignes : Les statuts de l'académie de médecine de Paris, révisés et de nouveau confirmés, sont consacrés par la loi.

D. — *Colligit ut spargat*. Exergue : *Med. academia par Guillotin præses. 1809*. Hygie assise recevant sur un miroir les rayons du soleil, pour les réfléchir sur un globe terrestre. Autre bronze argenté.

R. — *Jos. Ign. Guillotin xanto med. par acad. præses*. Buste à droite. Exergue : 1807-1808. Il existe plusieurs variétés des dits jetons (1).

Guillotin (Joseph-Ignace) médecin français, né à Saintes le 28 mai 1738, mort à Paris le 26 mars 1814, entra d'abord chez les Jésuites et professa quelques années au collège des Irlandais à Bordeaux, ensuite il se livra à l'étude de la médecine. C'est en 1790 qu'il proposa la peine de mort par la décapitation, proposition acceptée par le docteur Louis, qui le premier donna son nom à l'instrument inventé par un Allemand de passage à Paris. Le dit instrument reçut tout d'abord le nom de « Louise » puis, ensuite, il fut appelé « Louissette. » Enfin après une chanson satirique intitulée : *Les actes des apôtres*, en 1789 on l'appela Guillotine, appellation qui causa de tout temps une peine très vive à son initiateur. « Le supplice que j'ai inventé est si doux,

(1) Don de M. le général Fournié, ex-directeur du service de santé, médecin inspecteur.

disait le docteur Guillotin (s'il faut en croire M. de Bourienne) qu'il n'y a vraiment que l'idée de la mort qui puisse la rendre désagréable. » Lui-même faillit passer sous la sinistre machine lorsque survint la mort de Robespierre, après laquelle il fut remis en liberté.

Chambre des notaires de la Rochelle. *Argent.*

D. — Tête nue de Louis-Philippe I^{er} roi des Français.

R. — *Chambre des notaires*, au centre d'un cordon perlé. *Arrondissement de la Rochelle (Ch.-Inf.)* en légende circulaire. Coin de Petit.

Le 4 mai 1836, les membres de la chambre de notaires de l'arrondissement de la Rochelle, étant réunis à l'hôtel de la bourse, il fut décidé que l'indemnité en argent accordée par chaque séance aux membres de la chambre résidant en dehors de la Rochelle, serait remplacée par des jetons de présence en argent pour tous les membres indistinctement et pour chaque séance à laquelle ils assisteront. Le dit rapport fut accepté par quatorze voix contre treize. Les dits jetons furent frappés avec les coins de la monnaie.

D. — *Probitas suprema lex nostra 1835*. Des balancés et les tables de la loi. *Autre argent.*

R. — *Chambre des notaires* (au centre). *Arrondissement de la Rochelle, Charente-Inférieure* (en légende circulaire). Coin de Borrel.

Chambre des notaires de l'arrondissement de Rochefort. *Argent.*

D. — *Chambre des notaires de l'arrondissement de Rochefort*, au milieu de branches de chêne et de laurier.

R. — Livre ouvert représentant les tables de la loi avec inscriptions d'un côté *Lex Ventôse an XI*, de l'autre côté *articles I et II de la loi*. Deux branches réunies portant au-dessous la légende : *Ante omnia probitas*.

Caisse d'Epargne de Rochefort-sur-Mer. *Argent.*

D. — *Ville de Rochefort* en légende circulaire, au centre armes de la ville dans un écusson sur un cartouche accosté de branches de chêne et de laurier, surmonté d'une couronne murale. *En exergue* : Massonnet.

R. — *Caisse d'Epargne de Rochefort-sur-Mer, ordonnance du 17 juillet 1836.* Entre des branches de chêne et de laurier.

L'attribution des jetons de présence aux administrateurs de la Caisse d'Epargne de Rochefort fut décidée dans une délibération du 5 mai 1888. Jeton octagone.

Société Vinicole de La Jarrie. *Argent.*

D. — *Union des propriétaires de la Jarrie 31 octobre 1856.* En légende circulaire. Au centre, un raisin avec branche et feuilles de vigne.

R. — *Société viticole, La Jarrie.* Au centre d'une couronne formée par deux branches de vigne liées par un ruban. *Jeton de présence.*

La dite société fut créée en 1856, afin de défendre les intérêts des propriétaires de cette commune de la Charente-Inférieure.

Société des marais de Salles, Saint-Vivien, Châtelailon. *Argent mat et bruni.*

D. — *Marais desséchés de Salles et Châtelailon, en légende. Exergue : Castellum aquilarum.* Château fort sur un rocher au bord de la mer ; au faite, un aigle les ailes éployées surmontant une enseigne Romaine, navires dans le lointain.

R. — *Jeton de présence, au centre d'une couronne.* En légende circulaire : *Société Syndicale. Exergue : 1636.* Date du décret concernant le dessèchement des marais.

Dans une délibération du 29 août 1857, il fut décidé que pour engager les Sociétaires à venir assister aux réunions, l'on ferait frapper des jetons de présence en argent, du prix de cinq francs pièce, ils seront frappés par les soins de M. le Directeur.

Signé : *Denys de Bonaventure.*

Les jetons de présence ne furent commencés à distribuer que longtemps après. Châtelailon, petite ville d'Aunis, qui eut de l'importance au moyen-âge et que la mer a engloutie depuis longtemps. On a donné à cette ville une origine héroïque (A. Maichin. Aunis, Poitou, Saintonge et Angoumois, 1674), on l'a fait bâtir par Jules César. On a prétendu que ce capitaine y entretenait une forte garnison, qu'il y faisait garder les aigles et les enseignes de ses cohortes (1).

(1) A. Maichin qui a inventé ce conte comme tant d'autres (chap. XXIV) fait dériver, *Castrum allionis* de *Castrum aquilæ* (le château de l'Aigle) et c'est sur cet ingénieux jeu de mots qu'il bâtit sa fable. Pour lui donner plus de vraisem-

Inauguration du Lycée de Rochefort-sur-Mer. *Laiton.*

D. — Tête de la République à gauche.

R. — *Souvenir de l'inauguration du lycée et du lancement du croiseur-torpilleur l'Epervier. Rochefort les 15 et 16 décembre 1886.*

Chambre de Commerce de Rochefort-sur-Mer. *Argent.*

D. — Armes de la ville, écusson sur un cartouche accosté de branches de chêne et de laurier, surmonté d'une couronne murale
Exergue : *Massonnet édit.*

R. — *Arrondissements | de | Rochefort-sur-Mer | St-Jean-d'Angély | Saintes | Jonzac | et | Marennnes.* Inscription en huit lignes.

Ces jetons de présence en argent, octogones, ont été décidés en date du 31 Juillet 1902.

Commissions sanitaires. *Argent.*

D. — *L. Pasteur 1822-1895.* Exergue : *G. Prudhomme 1909.*

Buste de pasteur tête nue à gauche.

R. — Deux demi-cercles séparés par une barre sur laquelle est écrit *Charente-Inférieure*. Dans le cercle du haut, *Commissions sanitaires*. Dans celui du bas : trois branches de rosier fleuries et boutonnées sous lesquelles sont gravées les lettres G. P. (Prudhomme).

Institution créée par la loi du 15 février 1902 et le jeton par délibération du Conseil Général de la Charente-Inférieure dans sa séance du 20 août 1903.

Conseil d'Hygiène. *Argent.*

D. — *L. Pasteur 1822-1895.* Exergue : *G. Prudhomme 1909.*
Buste de pasteur tête nue à gauche.

R. — *Conseil départemental d'hygiène, Charente-Inférieure.*
Deux lettres en creux G. P. Initiales du graveur (G. Prudhomme) au-

blance, il rappelle que les seigneurs de Châtelailion portaient, d'Azur à un château d'or semé d'une tour de même, à une aigle issante de gueules. Ce qui prouverait tout au plus que ces nobles châtelains s'étaient emparés d'un conte pour illustrer leur écusson.

dessous : Serpent entourant un miroir posé sur des branches de laurier.

Cette institution fut créée par la loi du 15 février 1902 pour la protection de la santé publique ; le jeton le fut par délibération du Conseil Général de la Charente-Inférieure dans sa séance du 20 août 1913.

II

PROJET DE RETOUR A LA VILLE DE SAINTES

DE LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉGLISE SAINTE-MARIE-DES-DAMES

M. Chapsal, quelques mois après son installation à l'Hôtel de Ville, s'est préoccupé de la situation de l'église de l'abbaye. Il a lu à la séance du conseil municipal du 11 avril 1923 un rapport très documenté sur le résultat de ses démarches dont nous reproduisons avec un sensible plaisir la plus grande partie. Il fait d'abord l'historique de l'aliénation de ce monument attribué, par décret du 6 août 1808, à la ville de Saintes, à charge par elle d'y installer une caserne pouvant recevoir 1.200 hommes. En exécution de ce décret, un escadron de cavalerie et des prisons civiles furent logés dans les bâtiments concédés.

Mais par ordonnance royale du 7 mars 1827, la ville céda au département de la guerre les bâtiments affectés à la caserne et les terrains y attenants et renonça à son droit de propriété.

Depuis cette époque l'Etat est resté propriétaire ; mais la ville a consenti des sacrifices très importants en argent et en terrains pour conserver la garnison et améliorer les locaux servant aux troupes.

Le 6^e régiment d'infanterie a été dissous, Saintes ne possède plus qu'une centaine d'hommes à la caserne de Taillebourg. Il fallait profiter de l'inutilisation d'une grande partie des locaux pour obtenir de l'Etat la cession de l'ancienne église Sainte-Marie (1)

Après de multiples démarches M. Chapsal fait connaître, le 4 mars 1922, l'avis de l'administration Municipale sur la question au général commandant le 18^e corps d'armée.

« Nous pensons, est-il dit, que la remise de l'ancienne église seule ne serait pas une solution satisfaisante parce que, pour y

(1) Séparée en deux par un plancher, elle servait de magasin d'habillements au rez-de-chaussée et de chambre aux musiciens du régiment.

accéder, on serait obligé de traverser la caserne et, les règlements militaires ne permettraient pas ce va-et-vient entre l'église et la voie publique. » Il faut ajouter les bâtiments qui entourent l'église et qui forment un tout.

Le général se contente de répondre qu'il transmet au ministre de la guerre les *desiderata* de la ville.

Le 15 mai, le ministre de la guerre écrivait au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts :

« Par dépêche du 31 mars dernier, je vous ai fait connaître que mon département était prêt à remettre à l'administration des Beaux-Arts l'ancienne église Sainte-Marie-aux-Dames située à l'intérieur de la caserne Taillebourg à Saintes.

Je suis disposé, en ce qui me concerne, à approuver les propositions présentées par le service local du génie. La solution proposée entraîne pour l'autorité militaire l'abandon de nouveaux locaux ainsi que l'exécution de divers travaux destinés à isoler ces locaux du reste de la caserne, et, par suite, l'engagement de dépenses qui, en aucun cas, ne sauraient être à la charge du budget de la guerre. »

M. Gauthier, architecte en chef des monuments historiques, fut envoyé à Saintes de qui le rapport en date du 16 juillet 1922 fut approuvé pour partie. La commission estime que la ville de Saintes doit demander la cession à son profit non seulement des terrains et bâtiments avoisinant l'immense église, mais également de l'église elle-même, « le concours du service des monuments historiques étant, dès à présent, tout acquis à la ville pour les travaux que nécessiteront la conservation et la mise en valeur du monument. »

M. Chapsal répondit :

La municipalité accepte les conclusions du rapport de M. Gauthier ainsi que la cession de l'ancienne église. Nous admettons que le Génie laisse des ouvertures dans le mur de clôture à construire pour les besoins de l'autorité militaire.

« Nous sommes d'accord pour remettre (à celle-ci) tous les matériaux de démolitions et sculptures de la porte actuelle qui seraient demandés par elle. Mais nous demandons que les bâtiments et terrains de la cour d'Alger soient cédés à la ville gratuitement en raison des charges que la ville assumera par suite de cette cession. En effet, les bâtiments seront démolis : ceux qui seront conservés exigeront pour les rendre habitables des dépenses importantes.

En outre, les dépenses du mur de clôture et de restauration de

L'église imposeront au budget de la ville des charges bien au-dessus de ses forces. »

Le ministre des finances adhéra aux propositions ; mais le ministre de la guerre demanda la réunion d'un conseil composé d'un représentant de la ville, un des domaines, et un de la guerre, chargé de préciser les conditions dans lesquelles pourraient être cédés à la ville de Saintes partie de la caserne. Cette conférence eut lieu dans la matinée du 8 novembre 1922 dans le bureau du commandant d'armes à la caserne Taillebourg. Elle était composée du maire, de M. Brunet, entrepreneur et conseiller municipal assistant le maire, M. Briand, chef de bataillon du 3^e régiment d'infanterie coloniale commandant d'armes : M. Doublet, chef du génie à Rochefort, M. Lebouvier, receveur des Domaines, à Saintes.

Voici les parties importantes du procès verbal :

M. le Maire de la ville de Saintes fait connaître ce que comprend la cession demandée par la ville. Il fait valoir les sacrifices financiers faits à diverses époques par la ville en faveur du département de la guerre. Savoir :

En 1874, emprunt de 150.000 francs pour entretien du casernement : en 1880, emprunt de 400.000 francs pour construction d'une caserne : en 1883, emprunt de 150.000 francs pour le casernement : en 1897, emprunt de 200.000 francs pour le casernement. Total 900.000 francs. Le service de ces emprunts est encore à la charge de la commune jusqu'en 1934.

D'autres parts :

a) Le 2 août 1827 terrains cédés gratuitement à la guerre un hect. 84 ares valeur 130.000 francs.

b) Le 1^{er} août 1876, la ville s'engage à fournir un champ de tir, aux Vignaux, dont le coût a été de 30.000 francs.

c) Le 13 août 1878, la ville cède une bande de terrain de 40 ares nécessaire à l'extension du casernement : 35.000 francs.

d) Par la même convention, la ville cède environ 14 hectares de terrain pour établir un champ de manœuvre : 70.000 francs.

e) 1^{er} juin 1888, la ville cède deux parcelles de terrain d'une superficie de 70 ares pour extension de la caserne d'une valeur vénale de 52.000 francs.

Total : 317.000 francs.

En résumé il est convenu que la ville recevra gratuitement les bâtiments demandés par elle et qu'elle prendra à sa charge :

a) L'exécution de tous les murs de clôture (hauteur minimum 2 m. 60) une grille à deux battants (5 m. d'ouverture) servant

d'entrée principale par la cour d'Alger transformée en place publique.

b) Déplacement du compteur d'eau avec les canalisations.

c) 2.000 tuiles en bon état provenant des démolitions.

d) Une somme forfaitaire de 3.000 francs pour modifications à apporter aux bâtiments restants.

M. Chapsal demanda en conséquence au ministre des finances un avis favorable à la cession. Mais le Directeur général des Domaines fit observer que suivant les règles de la législation domaniale, l'acquisition ne pourra être réalisée à l'amiable qu'en vertu d'un décret portant déclaration d'utilité publique. Les décrets de l'espèce sont émis sur le rapport du ministre de l'intérieur, à la diligence des municipalités intéressées et à la suite d'une enquête administrative.

Une fois l'accord établi entre l'administration et la municipalité au sujet de l'indemnité à verser au Trésor, le ministre des finances a qualité pour autoriser une cession amiable en la forme administrative, sans recourir à l'intervention du Tribunal.

En vue de l'accomplissement de cette formalité M. Chapsal demandait au Conseil un avis favorable, et il ajoutait :

« Nous estimons que cette opération présente un très grand intérêt pour notre histoire locale et que nous sauvegarderons un remarquable monument qui est considéré comme un des chefs-d'œuvre du moyen-âge et l'un des plus beaux fleurons de la ville de Saintes.

L'église serait rendue à sa destination primitive. Le terrain qui l'entoure serait converti en place publique et réuni avec la place existant devant l'entrée actuelle de la caserne par la démolition de plusieurs des maisons cédées et contiguës à l'église actuelle (de Saint-Pallais).

La nouvelle place serait mise en communication avec la rue Pont-Amillon par une voie ouverte dans le prolongement de l'axe de l'église de l'abbaye, à travers les maisons cédées par l'Etat, en sorte qu'il ne resterait des maisons annexes que quelques bâtiments dont la remise en état sera très coûteuse. »

Le conseil a voté ces conclusions par acclamation. Un conseiller — du quartier — enthousiasmé a pris la parole pour remercier le maire de tout ce qu'il a déjà fait pour embellir la ville et proclamer que l'Italie ne possède aucune église plus belle que Sainte-Marie-des-Dames et que notre « arc de triomphe » ne serait pas déplacé à Rome.

Un autre, du même quartier, pourtant grand ménager des deniers municipaux, a déclaré, hors séance, que la ville devait faire tous les sacrifices nécessaires, voire 100.000 francs.

Le clergé prendrait à sa charge l'aménagement de l'intérieur de l'église. Mgr Eyssautier a connu le projet, avant de mourir, et il en a ressenti une grande joie, prêt à seconder de tout son pouvoir la réussite de cette réintégration.

Il n'y a plus qu'à attendre que les formalités de l'enquête prescrite soient accomplies pour que la cession devienne définitive et que l'on passe à l'exécution des travaux.

Ainsi s'évanouit fort heureusement le projet ruineux, émis jadis par un ancien sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, de transformer l'église de l'abbaye en musée lapidaire.

III

DEUXIÈME LETTRE SUR LE PATOIS

En faisant le plus gracieux accueil à ma lettre sur le patois saintongeais, à laquelle vous avez réservé, dans le dernier numéro de la *Revue*, une place non moins honorable, vous m'écriviez : «... Depuis que j'ai formulé cette idée (d'une conférence) j'ai eu des conversations avec d'autres patoisants et je m'aperçois que, comme en matières de réparations franco-allemandes, chacun a son système et ne paraît guère disposé à en démordre. L'accord sera peut-être difficile, à supposer qu'un accord soit possible. Et pourtant ! à bien des points de vue, il serait grand temps de fixer des règles. Dans quinze ans (avis général) le patois saintongeais n'existera plus »...

« Un des paragraphes de votre lettre qui m'a le plus étonné, c'est celui où vous niez — ou à peu près — que le Saintongeais parle du nez !!! N'auriez-vous pas l'oreille musicale ? Ou n'auriez-vous jamais entendu des paysans à la foire ? Si, comme moi, vous aviez pendant quatre ou cinq ans parcouru le département et entendu les « drôles » des écoles, vous seriez fixé. Si vous entendiez certains fonctionnaires ou hommes d'affaires natifs du pays, vous n'auriez aucun doute. L'accent ! ça passe d'une génération à l'autre, en se modifiant toutefois. »

J'avais préparé une réponse à ces diverses observations, sous forme de *postscriptum* à ma première lettre, mais vous m'écriviez que le numéro de la *Revue* était déjà à l'impression et vous ajoutiez :

« Vous aurez occasion de faire toutes réflexions et remarques. Cette question du patois est très intéressante et peut donner lieu à plusieurs articles. »

Enhardi par vos encouragements je reprends donc ma nouvelle lettre. Je vous demande pardon si j'en ai quelque peu amplifié la rédaction, mais je suis d'avis qu'il vaut mieux, une bonne fois, épuiser mon sujet, pour faire place à ceux de nos confrères patoisants, qui ne peuvent manquer d'avoir aussi quelques observations à présenter :

Vous déplorez le manque d'accord entre patoisants, au sujet des règles à fixer, car dans quinze ans, limite que vous fixez d'après « l'avis général » le patois saintongeais aura cessé d'exister.

Je déplore également ce désaccord. J'avoue cependant avoir moi-même, dans cet ordre d'idées, un gros péché sur la conscience m'étant fait personnellement un système d'orthographe purement phonétique dans *In jharbot de bouquet saintonjhoué*, A. Ghio, Paris 1886. Il est vrai qu'à la fin de l'exposé que j'en avais fait dans la préface, je me déclarais prêt à l'abandonner pour une meilleure méthode que j'invitais une académie de patoisants à élaborer. Eh bien ! personne n'a bougé, mais presque tous se sont emparé de mon système, dont je n'hésite pas à reconnaître les défauts, qui a fleuri plus tard dans le défunt *Ventre Rouge*, et que je trouve encore aujourd'hui, hélas ! en grande partie appliqué dans la plupart des productions patoises. Mon excuse, toujours la même ; les exigences de la prosodie et de la rime qui sont elles-mêmes les esclaves de cet implacable tyran qu'est l'oreille.

Pour ce que vous dites de la disparition plus ou moins prochaine du patois saintongeais, il y a déjà trente-sept ans que j'exprimais, dans la même préface, une idée semblable, alors basée sur les progrès de l'instruction primaire devenue, après la guerre de 1870, obligatoire, sur le séjour non moins obligatoire de tous les jeunes français à la caserne, sur la facilité pour les habitants des campagnes de fréquenter la ville, etc. Eh bien ! le patois saintongeais a, jusqu'à présent, survécu à toutes ces influences, et ayant suffisamment montré la résistance dont il est capable, il est assez probable qu'il n'est pas prêt à succomber sous leurs atteintes.

Je connais, par exemple, une jeune fille du village que j'habite, qui a été plusieurs années servante chez une personne du chef-lieu de la commune, qui s'exprimait avec une certaine recherche. Elle avait fini par y modifier son langage campagnard, dont une ins-

truction primaire insuffisante ne l'avait que très imparfaitement sevrée, et elle en était arrivée à parler avec une correction relative empiriquement acquise. Ayant dû quitter sa place, elle est revenue chez ses parents où, subissant encore l'influence du milieu, elle n'a pas tardé à reprendre son jargon primitif.

Cependant, il arrive fréquemment que certains paysans d'une instruction très rudimentaire et qui sont parvenus à l'aisance et même à la fortune, ayant conscience de leur ascension sociale, répudient leur parler familier et, suivant une expression locale, pourtant généralement prise en mauvaise part, s'adonnent à *chanfroiser* (par métaphore *françoiser*) ne parvenant ainsi qu'à imposer aux mots et aux expressions de leur patois un déguisement grotesque qui n'a rien de commun, sinon dans leur propre imagination, avec le langage correct enseigné par la grammaire.

Mais que dire de la persistance avec laquelle un nombre considérable de personnes de la bourgeoisie, qui peuvent passer pour avoir acquis un degré d'instruction au-dessus du commun, s'obstinent à employer dans leur conversation journalière, une foule de mots appartenant à notre dialecte provincial ? En voici quelques-uns des plus courants : *âcrie*, objet de rebut, vieillerie ; *arentèle*, toile d'araignée ; *baille*, cuveau ; *bise*, *biser*, baiser (nom et verbe) ; *bourrier*, ordures ménagères, *boyard*, bayard, brancard ; *bujoir*, *bujour*, cuvier à lessive ; *chai*, cellier ; *chenelle*, cannelle ; *choppe*, blet, blette ; *cosson*, bruche ; *créac*, esturgeon ; *dalle*, gouttière ; *drôle*, *drôlesse*, petit garçon, petite fille ; *éprendre*, prendre (en parlant de feu) ; *fraïchin*, odeur de frai ou de marécage ; *grappe*, gourd, gourde ; *gralton*, *grillon*, rillettes, rillons ; *grippet*, piégé à ressort ; *grue*, cerf-volant ; *lisser*, *lissage*, *lisseuse*, repasser, repassage, repasseuse ; *macher*, *machure*, contusionner, contusion ; *marbre*, bille à jouer ; *piballe*, civelle (frai d'anguilles) ; *pichet*, petit broc ; *pochée*, quartier ; *rimer*, prendre au pot (*Rabelais*) ; *râpe*, râfle ; ripe, copeau ; *tin*, chantier de futaille ; *timbre*, auge à laver ; etc.

Il y aurait bien des réserves à faire sur la valeur de notre littérature patoise actuelle. Cependant, elle présente, au point de vue documentaire, cet avantage appréciable, de fournir au philologue une collection de mots et d'expressions sans cesse renouvelée et dont l'ensemble constitue le patois saintongeais.

Mais il faut regretter que les productions, vers ou prose, n'en soient pas toujours suffisamment châtiées. Ainsi, je ne puis admettre que lorsqu'il existe un mot patois pour désigner un objet

ou exprimer une idée, on emprunte à sa place un mot au français, ou alors qu'au lieu d'un mot patois on emploie un mot de l'argot. Je n'admets pas non plus qu'on travestisse, sans aucun bénéfice phonétique, certains mots français, dans le but unique de leur prêter, sous un faux masque, l'apparence de mots patois.

Voici des exemples de ces trois tendances qui m'ont été fournis par un journal patois pris au hasard :

1° — *Mots français employés pour des mots patois* : — cru, *créyut* ; vue, *vuse* ; dépêche-toi, *ébouge-te* ; augmenter, *augoumenter* ; assé (pour assez), *prou* ; gaspillé, *gassailé*, *gassillé*, *gavagné* ; davantage, *mais* ; *thielle* enfant ; *thielle drôlesse* ; sachisse (barbarisme), *soyâsse* ; pétri, *prélit* ; griyant (grillant), *grâlant* ; débarbouiller, *déjobrer* ; inconduite, *libartinage* ; suivante, *se-gante* ; foin, *fin* ; chand'leur, *chandelour*.

2° — *Mots d'argot* : *pèpette*, *gommeux*, *décampe*.

3° — *Mots français défigurés par une orthographe fantaisiste* : — *trin*, *train* ; *vilin*, *vilain* ; *assé*, *assez* ; *couin*, *coin* ; *ron*, *rond* ; *contant*, *content* ; *lendemin*, *lendemain*.

J'en ai passé.

Notre patois, à mon avis, ne peut se manifester que de deux façons : soit comme langage parlé, soit dans des essais de littérature spéciale. Il s'exclut de lui-même de toute correspondance épistolaire.

Dans le premier cas, il doit être laissé aux paysans, même par tout interlocuteur lettré causant avec eux, contrairement au patois d'oc dont les bourgeois instruits ne dédaignent pas de se servir dans la conversation parallèlement avec le français dont ils défigurent d'ailleurs la prononciation par un accent dont ils ne peuvent se défaire. Dans l'autre cas, il ne devrait être écrit que par des personnes pourvues d'une solide instruction, possédant des notions complètes de grammaire générale avec une connaissance approfondie de l'un et l'autre idiome.

Mentionnons en passant qu'une erreur propre à beaucoup de patoisants est celle qui consiste à se persuader qu'ils ne peuvent se servir de leur idiome que pour traiter des sujets grossiers ou obscènes, manie qui interdit à leurs productions l'accès de bien des foyers sympathiques.

Revenant au reproche que vous faites au Saintongeais de parler du nez, je ne puis me dispenser de vous faire remarquer que c'est là justement, comme me l'a judicieusement rappelé un jeune

maître de l'enseignement primaire (1), le reproche que tous les étrangers adressent d'une façon générale aux Français, aucune de leurs langues ne comportant la prononciation pleine des syllabes *an, en, in, on, un*, dites précisément *nasales*.

Certains patois, celui de Flandre, entre autres, intensifient encore cette prononciation des nasales. Voici, par exemple, le refrain d'une chanson du célèbre poète lillois Desrousseaux, *Lettre à Mimile sur les transformations de la ville de Lille* :

Tout d'puis qu' l'es, Mimile,
Dins tin régimint,
Nous avon', à Lille
Chaq' jour du cang'mint (2).

Cependant, en recueillant mes esprits, je crois, en effet, avoir moi aussi constaté que certaines personnes de chez nous, mais en petit nombre, avaient un timbre de voix notoirement défectueux particulièrement dans une famille où ce défaut semble être aussi, comme vous le dites, héréditaire, depuis le grand-père que j'ai connu, et peut-être au-delà, jusqu'aux petits enfants. Qu'il vienne ou non des fosses nasales, ce que je ne saurais établir, comme il n'est propre dans cette contrée qu'à un nombre d'individus fort restreint, je ne puis me décider à en faire état dans l'accentuation du patois saintongeais.

Il en est de même, sans doute, du grasseyement qu'on attribue aux Parisiens, et que je n'ai moi-même jamais observé que dans l'élément *voyou* de la population de la capitale, ce qui est, à mon sens, absolument négligeable (3).

(1) M. Clouet, instituteur adjoint à Mortagne-sur-Gironde.

(2) *Chansons et pasquilles lilloises* par Desrousseaux, quatrième édition, Lille, 1892, t. IV, p.p. 177-180.

(3) En tous les cas le nasillement ou nasonnement ne serait pas un vice de prononciation uniquement imputable aux naturels de la Saintonge. D'une épreuve phonétique à laquelle ont été soumis 128 élèves d'un âge moyen de 13 ans 1/2, comprenant trois divisions de première année à l'Ecole Arago (Ecole Primaire Supérieure de la ville de Paris) par M. Ch. Veillet-Lavallée, professeur d'anglais à cette école, il résulte que 64 élèves, c'est-à-dire 50 0/0, ont une prononciation normale ou *quasi-normale* et que 64 autres sont affligés de vices de prononciation. Parmi ces derniers, il ne s'en trouve pas moins de 20 qui *nasonnent* soit 15.62 0/0 des élèves examinés. Les autres en nombre moindre sont atteints : 14 d'enchifrénement, 8 de sibilement, 6 de zéaïement, 6 de chuintement ; 3 de bégaiement, 2 de *nasonnement* et sibilement, 1 de lambdacisme, enchifrénement et chuintement, 1 d'enchifrénement et sibilement, 1 d'enchifrénement et *nasonnement*, 1 de chuintement et *nasonnement*, 1 de chuintement et sibilement, 1 de zéaïement et *nasonnement*, 1 de zéaïement et enchifrénement, 1 de zéaïement et sibilement. Comme vices de prononciation particulièrement graves, il

Maintenant que rassurés sur les chances de longévité du patois saintongeais, dont l'existence propre ne peut plus être mise en doute, nous sommes disposés à lui renouveler notre crédit, en continuant à octroyer à son orthographe encore chancelante la même tolérance dont jouit sur bien des points le français lui-même, en attendant que le temps, à défaut d'un accord prochain, en fasse disparaître au moins les principales anomalies et en fixe ainsi des règles stables et bien définies, qu'il me soit permis de placer ici en guise de conclusion, quelques brèves considérations d'un caractère moins particulier sur un sujet qui a captivé notre attention, j'allais dire notre intérêt.

Pourvus d'une langue admirablement façonnée par une longue suite de littérateurs, de philosophes et de savants de mérite, apte, par conséquent, à exprimer d'une manière précise et avec une perfection musicale toutes les formes de la pensée, nous avons daigné jeter un regard sur les pauvres et frustes patois. Cependant, si toute personne de culture moyenne peut se faire une idée exacte de la langue dont elle est censée posséder les règles, peu de personnes peuvent se mettre d'accord sur l'origine et l'essence même de leur patois. Pour les unes c'est un parler sauvage et incorrect, indigne de fixer l'attention des gens bien élevés ; pour les autres, c'est une simple corruption de la belle langue objet de la sollicitude des maîtres, qui provient de l'ignorance du peuple, et particulièrement des habitants de la campagne. Dans l'un et l'autre cas on s'accorde généralement à stigmatiser ceux qui l'emploient en disant dédaigneusement qu'ils « parlent mal. »

Plus indulgent sur ce point fut notre ami La Fontaine qui osa réhabiliter ce paria, cet ilote du langage et l'anoblit en quelque sorte, quand il en fit l'expression du rugissement royal du lion et de ses courtisans, fable *Les obsèques de la lionne* :

On entendit, à son exemple,
Rugir'en leur patois messieurs les courtisans.

Noble aussi pour nous, en raison de son ancienneté, est le patois, puisque nous le considérons comme le père des langues modernes dites latines. C'est en effet le bas latin ou patois des légions de

y a encore le clintement ou clicchement et l'ânonnement qui manquent à cette liste. — CH. VEILLET-LAVALLÉE, *les aptitudes phonétiques de nos élèves, Extrait de la Revue de l'Enseignement des langues vivantes* (Mai 1914). Paris, Librairie Henri Didier, 1914. (Brochure in-8°, 14 p.)

César, qui refoulant la langue celtique de nos aïeux, est devenu chez nous, sous le nom de langue romane, la base du français, comme les autres branches de cette dernière, répandues en Italie, en Espagne, en Dacie, en Provence, plus ou moins mélangées de mots fournis par les langues barbares ont formé un nombre considérable de dialectes et de patois.

Léchailler, le 22 mars 1923.

MARCEL PELLISON.

ERRATA

Page 179, avant-dernière ligne. — Lire : *οὐχί*, non, pas du tout.

Page 181. — Lire ainsi le vers de Molière :

Les savants ne sont bons que pour prêcher en *chaise*.

Même page, à la suite, lire : Le grammairien Palsgrave, en 1530, signale déjà le mot *chèze* pour *chaère*, comme un vice de la prononciation parisienne.

Page 184, ligne 25, lire : *jaiote* (geôle, cage) pour *jaiote* ; — mau (mal) pour *maas*.

LIVRES ET REVUES

Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.
1921. M. Théodore Reinach fait une communication sur le *trésor d'argenterie* de Trapain Law (Ecosse), d'après le rapport et les photographies de M. Alexandre O. Curle. Ce trésor se compose de 170 pièces et pèse 24 kilos, en observant que beaucoup d'objets sont fourrés d'étain et de plomb. La majorité des pièces est composée d'objets de vaisselle destinés à l'usage privé ou liturgique. Il y a des objets marqués du monogramme du Christ encadré ou non des lettres alpha et oméga. « Mais il ressort de ces estampilles ou de ces pointillés que les pièces en question ont, à *un moment donné*, appartenu à un possesseur chrétien, et même probablement été affectés à un emploi liturgique ; on ne peut nullement en conclure que telle ait été leur destination primitive : des objets de provenance païenne ont fort bien pu être marqués après coup du symbole chrétien ou furent légués à une église. » Mais, défalcation faite des pièces de cette catégorie, on ne trouve dans le trésor que trois objets à destination indubitablement chrétienne. Un de ces

trois objets n'est intéressant que par l'inscription qu'il porte.

Les commentaires auxquels il a donné lieu sont tout particulièrement curieux et doivent être signalés ici, au moins celui de M. Th. Reinach.

Il faut noter tout d'abord que l'enfouissement de ce trésor ne peut être daté que par quatre monnaies d'argent portant les effigies : une de Valens, une de Valentinien II, deux d'Honorius, ces deux derniers sont en très bon état de conservation. Il semble bien en résulter que le trésor fut enfoui sous le règne d'Honorius, c'est-à-dire avant 423, date de la mort de cet empereur. Tout compte fait, les pièces de notre trésor paraissent s'échelonner entre le commencement du III^e siècle et le commencement du V^e. Les inscriptions assez nombreuses ne fournissent pas de sérieux indices chronologiques.

On admet, d'autre part, que cette argenterie a été pillée par des pirates saxons et « qu'elle provient probablement de la partie de la Gaule occupée, au commencement du V^e siècle, par les conquérants wisigothiques, déjà pour la plupart convertis au christianisme. Le trésor contient un petit lot d'objets d'équipement militaire (boucles de ceinturons) d'origine germanique et une fibule qui est sûrement wisigothique. Ceci admis et étant posé que les Wisigoths étaient établis à demeure en Aquitaine depuis l'an 415 environ, on peut aborder l'explication proposée d'une inscription faite au pointillé qui a été lue PRYMIACO EISIAPI chrisme alpha et omega, puis en-dessous C T.

M. Curle « a cru voir dans les huit premières lettres qu'il transcrit PRYMIACO, la mention d'une des localités de la Gaule portant ce nom (ou plus correctement celui de PRIMIACO) ou un nom très semblable », qui ont pris, suivant les régions, la forme de Pringe, Pringy, Preignac, Prignac... Les préférences de M. Curle allaient à Preignac, sur la Garonne, canton de Podensac, département de la Gironde : cette bourgade est mentionnée sous le nom de Villa Praemiacum par le poète Fortunat. C'est là que M. Curle incline à placer l'emplacement primitif de notre trésor d'église dérobé par une bande de pirates saxons. »

M. Th. Reinach n'accepte pas cette interprétation. Tablant sur l'incertitude de la lecture du premier mot, tirant argument de ce que M. Curle ne s'est pas expliqué sur les sigles EISIAPICT, il « hasarde une conjecture un peu plus audacieuse. » Il lirait Prumiaco «[cel]isia Pict[avensis] » c'est-à-dire que cette inscription affirmerait le droit de propriété, sur notre vase, d'une église de Prugny,

ou Prugnac, située quelque part dans le Poitou. » Et l'auteur met en note « par exemple Prignac (Charente-Inférieure), canton de Matha. » L'exemple est au moins hasardeux. Comment cette petite localité, loin dans les terres, loin de la Charente, aurait-elle été propriété des Wisigoths et pillée par des Saxons au début du ^v^e siècle ? Elle aurait donc eu une église dès cette époque ?

M. Th. Reinach a-t-il examiné cette objection ? D'ailleurs, dans son hypothèse, notre Prignac devrait être écarté d'emblée, car il est en Saintonge et non en Poitou.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin tome LXIX (1922). *Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges*. Sont cités en 1024 Isolo, Islon, évêque de Saintes, Ademard de Surges, témoin en 1081 (29 décembre).

A Bar-le-Duc existe un boulevard de La Rochelle. D'où lui vient ce nom ? Le lieutenant-colonel L'Huillier répond dans le *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts* (janvier-juin 1922) : « Cette dénomination remonte aux premières années du ^{xvii}^e siècle, venant de celle d'une propriété établie par Jean Vincent, président de la Chambre du Conseil et des Comptes, à la fin du ^{xvi}^e siècle. Entourée de murs et vraisemblablement de fossés, la propriété devait faire un effet moyennageux de lieu fortifié, ce qui lui a valu, communément, l'appellation de *La Rochelle*, mot ancien signifiant *château-fort*. »

Bulletin monumental 80^e volume (1921) : de M. Lefèvre-Pontalis, *les voûtes en berceau et d'arêtes sans doubleaux*. « L'absence ou la présence de doubleaux sous une voûte en berceau ou entre des voûtes d'arêtes ne peut servir d'élément de date dans une église romane, car les deux systèmes furent employés concurremment depuis l'époque romaine jusqu'au ^{xiii}^e siècle. Dès le ^{ix}^e siècle on peut signaler des voûtes d'arêtes avec des doubleaux (Soissons) et sans doubleaux (Grandlieu). D'ailleurs, la présence de doubleaux est beaucoup plus fréquente au ^{xii}^e siècle qu'au ^{xi}^e siècle. »

Dans le tome précédent, 79^e (1920), on lira du même auteur un compte-rendu des plus intéressants de l'ouvrage de M. Paul Léon, *Les monuments historiques, conservation, restauration*, qui est un historique critique du rôle de la commission des monuments historiques et plus particulièrement des restaurations des grands architectes du ^{xix}^e siècle. A noter la phrase suivante : « La fondation de nombreuses sociétés savantes mit un frein aux fantaisies

des restaurateurs... » Tout n'est pas à blâmer pourtant. Je crois bien que l'auteur a ajouté des réflexions personnelles qui ne manquent pas de justesse. Finalement on souhaite que : « renonçant à rajeunir les monuments, les architectes se bornent à prolonger leur durée. »

Dans ce même tome 79 M. Deschamps (p. 223 et s.) fait remarquer que sur une face du clocher du ^{xii}^e siècle de l'église de La Charité-sur-Loire, au-dessus du premier étage, une frise est composée de quatre panneaux rectangulaires séparés par une rosace. Ces panneaux, en réalité, n'en forment que deux parce que ces deux ont été sciés par le milieu, de sorte qu'en réunissant les deux parties correspondantes on a reconstitué deux panneaux bien complets et homogènes.

Ces panneaux sont décorés de deux cercles concentriques coupés par deux tiges terminées par un fleuron tri-folié posées en X, reliées par un galon ou cordelette, l'un en losange, l'autre en cercle, se retournant de manière à former quatre boucles.

M. Deschamps, à la suite de comparaisons avec une dalle de Sainte-Sabine et d'autres églises d'Italie et même de France, arrive à conclure que ces deux panneaux sont très probablement carolingiens.

Cette conclusion est très intéressante pour nous parce que nous avons à Saint-Eutrope, sur le chapiteau du pilier de la chaire, le motif presque identique à celui de La Charité... un cercle coupé par deux tiges tri-foliées posées en X. A côté sont deux autres motifs : un en volute, l'autre en rosace, qui appartiennent certainement à la même époque que le précédent. Ces chapiteaux diffèrent tellement du style des autres de l'église qu'ils ont été toujours très remarqués et ont toujours intrigué les archéologues. M. Deschamps ne le cite pas, mais s'il a raison, ce qui pourrait bien être, nous aurions là les débris d'une église carolingienne, remployés au ^{xii}^e siècle, ainsi que cela est arrivé d'ailleurs à La Charité.

Cette question sera examinée plus à fond.

Il ne faut plus dire « le style de transition », « le roman de transition. » C'est une expression erronée à laquelle M. Lefèvre-Pontalis fait la chasse après tant d'autres. « Depuis vingt ans, dit-il (dans les *Bulletins de la Société des antiquaires de France*, 1922, p. 253), les archéologues qui ont écrit des articles dans le *Bulletin archéologique* et dans le *Bulletin monumental* ont laissé tomber en désuétude un mot aussi vague dont Quicherat, Viollet-le-Duc et Choisy avaient eu bien raison de ne jamais se servir. Cependant

la *Transition* fait encore de loin en loin quelques rares apparitions : c'est la dernière épave de cet antique vocabulaire où le roman *fleuri*, l'art *ogival*, le style *lancéolé*, le *clerestory* et la *vesica piscis* faisaient bon ménage. Il m'a donc semblé utile de souligner les curieuses divergences des archéologues qui définissent la transition suivant leurs idées personnelles et de prouver que ce prétendu style ne correspond à aucune classification vraiment scientifique. »

Gustave Fort. — *Parfums de naguère*.

Parfums sous la plume d'un poète signifient regrets du passé, souvenirs, hantises, du langage commun des simples mortels. M. Fort est, en effet, hanté par l'idée de finir ses jours dans son pays natal, sous le toit d'une humble maison de Saint-Sauvant, au bord du Coran. Un ou deux voyages ont ravivé les souvenirs estompés de son enfance et comme les Dieux l'ont gratifié du don de ciseler joliment un vers, il chante le *paysage*, la *maison*, le *jardin*, les *eaux*, les *bois*..... Ses strophes en l'honneur de la Saintonge, en particulier du verdoyant village où il a vu le jour, remplissent plus de la moitié du volume, l'autre part étant d'ordre plus intime, et plus familial.

L'attirance exercée par la petite patrie est un phénomène humain bien connu, commun à beaucoup d'hommes que les affaires ont tenus éloignés du berceau de la famille. Ils rêvent d'y revenir et de s'y fixer. De bonne foi, au milieu du brouhaha des grandes villes, fatigués par les soucis d'une vie agitée, d'un labeur constant, monotone, par les déplacements obligés, ils arrivent à haïr le bruit — jusqu'à en souffrir — aspirent au calme, au repos et à jouir tranquillement d'un bien-être parfois péniblement acquis..... jusqu'au jour où le calme, si ardemment convoité, les fatigue à son tour et où ils éprouvent, au moins de temps en temps, la nostalgie du bruit, le besoin de « revoir le monde » et de « passer l'hiver » ailleurs. Il faut aussi compter avec un hôte qui ne « s'enterre » pas avec autant de gaieté de cœur et que le lever de la lune ou le murmure du ruisseau ne ravit pas autant qu'un poète à l'âme bucolique.

M. Fort a quitté le pays très jeune plein d'illusions et d'espoir. Il le dit dans les premiers vers de la pièce intitulée *Saintonge*.

Quand je partis contraint et attristé,
Adolescent, crédule et solitaire,
Il me parut, dans ma naïveté,
Que mon destin ne serait pas sévère.

Que le succès ne saurait se soustraire
Satisfaisant mes rêves d'avenir.
Mais le regret en moi devait surgir
Me révélant que tu resterais celle
Toujours lointaine et qui serait languir
Mon cœur ardent exclusif et fidèle.

Quand sous la lampe au labeur entêté
Je me donnais tout entier, la première
Evasion de mon cerveau hanté
Était pour toi simple et tout éphémère.

Et encore :

Je suis un paysan de terre Saintongaise
Dont l'âme est suspendue aux pampres du coteau,
Mais le vent du destin m'a chassé du berceau
Et me déracinant, jeté dans la fournaise.

Et plus loin :

Parler de mon pays me fait trembler la voix,
Car c'est là-bas que gît ma jeunesse pensive
Qui fleurissait heureuse avant que ne la prive
D'un essor d'idéal mon sombre et dur harnois.

Aussi conseille-t-il aux jeunes Saintongais :

Borne ton horizon aux collines natales
Insoucieux enfant au grand soleil venu :
Ne va pas échanger, par un truc ingénu,
Le bonheur que tu tiens de tes mœurs pastorales
Contre l'or incertain que, dans les capitales,
T'offrirait, sonnait faux, un faux luxe obtenu.

.
O jeune Saintongais garde ta liberté ;
Prends la charrue en mains d'un geste répété ;
Conserve aux champs féconds l'auguste silhouette
Du robuste semeur que la ville tuerait ;

Et que fera, quand il sera revenu en Saintonge, ce secrétaire général du Crédit foncier en retraite, qui a traversé le ministère des finances et autres lieux politiques ou administratifs ? on le verra en pantalon de coutil, en veston de toile, coiffé d'un large chapeau de paille, un bassiot et une serpette à la main, cueillir les fleurs ou les raisins de son jardin.

Si vivant je reviens à la terre natale,
Comme un oiseau retourne au nid qu'il a quitté,
Ce sera pour y vivre en toute liberté
Sans souci du dessein de la Parque fatale.
Au milieu des bosquets, des fleurs au doux pétale
Et dans l'air embaumé d'un jardin limité
Par quelques pans de mur et du nord abrité,
Auprès d'un ruisseau clair dont l'eau court et s'étale,

Je vivrai satisfait. Gravissant le chemin
Des vignes du coteau qui sont mon héritage
Mon front s'inclinera ridé, pâli par l'âge,
Encor me verra-t-on, grave et tenant en main
Le couteau consacré, tel un druide blanc,
Couper les grappes d'or dans le pampre sanglant.

Et puis ? Entre temps il aura erré *aux bords du Coran*, il ira visiter les *vieilles murailles*, *l'église*, *temple roman*, *Fontdouce*, il aura poussé jusqu'à *Mediolanum santorum*, à la font *Sainte-Eustelle* et même *Brouage*, il aura chanté quelque *Villanelle*, *Ballade* ou *Sérénade*, quelque *virelai* ou *rondeau* de sa composition..... J'abrège.

Quel dommage que les tristes contingences de la vie assombrissent tant de sérénités !

M. Fort n'a pas seulement l'âme bucolique, il est père, beau-père, même grand-père, et il dédie à ses fils, fille et belle-fille des vers où son cœur épanche une tendresse émue qui lui inspire peut-être ses meilleurs vers. *C'est lui* est d'une belle allure.

C'est lui, c'est lui, c'est mon enfant
Qui descend les Champs-Élysées.
Il a franchi l'arc triomphant
Parmi les piques aiguës
.....
Il porte à la main et flottant
Le drapeau de couleurs usées
Dans sa gloire resplendissant
.....
Mère qui toujours en tremblant
As vécu des nuits angoissées.
Vois les heures divinisées.
C'est lui, c'est lui, c'est notre enfant.

Dans le numéro du 5 mai 1923, sous la signature de M. André Dumas, nous lisons un long article intitulé : *La Poesie : quelques recents volumes de vers* dont nous détachons les lignes suivantes : « Poètes de la vie, M. Pierre Ardouin, l'impeccable auteur de *Grappes d'or* et *Chardons bleus*..... Dans son livre d'une si belle ordonnance qu'a préfacé M. Pierre de Nolhac, M. Gustave Fort, ayant passé l'âge de combattre, nous donne encore des poèmes de guerre puisqu'au milieu des angoisses de la grande tourmente il éprouve le besoin de mieux aimer son pays natal. Il trouve pour le chanter des accents simples et vrais, et ses sonnets, tendrement issus d'un cœur sincère, m'ont parfois rappelé ceux d'un Joachim du Bellay. Mais la muse est bien à lui et s'épanche en vers harmonieux.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 22 février 1923, à Londres, est décédé M. Marie-Emile-William Guillet, directeur de la maison Rouyer-Guillet, de Londres, ancien vice-président de la Chambre de commerce française de Londres, ancien maire de Nieul-lès-Saintes, âgé de 61 ans. Il laisse deux fils MM. Albert et William.

Le 7 mars 1923, est décédé à La Rochelle Mgr Eyssautier évêque de La Rochelle et de Saintes.

Mgr Jean-Auguste-François-Eutrope Eyssautier naquit à Entrevaux, diocèse de Digne, le 30 novembre 1844. A dix ans il entra au Petit Séminaire de Digne, dirigé par les Pères Maristes. Il y resta huit ans (1854-1862) et en sortit bachelier ès-lettres et bachelier ès-sciences. Il n'entra au Grand Séminaire de Digne qu'en 1863. Son père, M. Casimir Eyssautier, directeur des douanes à Digne, ayant été nommé au même poste à La Rochelle, toute la famille, privée de la mère, décédée, s'y transporta. L'abbé Eyssautier continua ses études au Grand Séminaire de la Rochelle (1866). Diacre en octobre 1867, il fut nommé professeur de quatrième à l'Institution diocésaine de Pons. Il professa tour à tour la quatrième, la troisième, la seconde et la rhétorique puis, au moment où M. Berthelot fut nommé supérieur, la philosophie. Il avait été ordonné prêtre le 6 juin 1868. En 1876 il prit la direction de la Division ecclésiastique. Mgr Bonnefoy, à son arrivée à La Rochelle, choisit M. le chanoine Eyssautier comme vicaire général, mais il ne resta qu'un an dans ce poste (1893-94) qu'il abandonna pour devenir supérieur de l'Institution de Pons. Pendant douze ans (1894-1906) il conserva cette direction tout en continuant à professer la philosophie.

Elu évêque de La Rochelle et Saintes par bref pontifical le 27 novembre 1906, sacré et intronisé dans la cathédrale le 30 novembre, nommé assistant au trône pontifical le 11 août 1918, il a gouverné le diocèse pendant seize ans, trois mois et six jours.

Ses obsèques ont été célébrées le 13 mars en l'église cathédrale en présence du cardinal de Bordeaux, de l'archevêque de Rouen, des évêques d'Angoulême, Agen, Digne, Périgueux, Luçon, Poitiers, Angers, des autorités civiles et militaires et d'une foule

accourue de tous les points du département, évaluée à 10.000 personnes.

« Ce grand évêque, écrit M. Duplessis dans la *Charente-Inférieure* du 13, a tenu à s'en aller dormir dans la plus grande simplicité. Il n'a voulu aucune oraison funèbre, aucun discours. Ce philosophe connaissait trop bien les hommes. Il eut toujours, dans sa modestie profonde, une certaine crainte des honneurs. Nous devons à la vérité de dire que s'il fut élevé à la dignité épiscopale, ce ne fut pas grâce à ses intrigues auprès de la Cour de Rome. Il est un des rares prélats que le Pape avait su distinguer pour leur mérite et leur haute vertu. »

M. le docteur Poché, âgé de 72 ans, est décédé à Royan, le 15 mars 1923.

Le 16 mars 1923, au Grand-Coudret, près Saintes, est décédé M. Marie-François-Anatole Laverny ; Sous-inspecteur, commandant des Douanes en retraite, à l'âge de 83 ans. Son corps a été inhumé à Barbezieux.

Le 20 mars, est décédée à Saint-Jean-d'Angély, Mme Suzanne-Marie-Madeleine Barthe, en religion Sœur Claire de Jésus, ordre de Saint-Benoît, âgée de 28 ans, fille de M. Fernand Barthe, président du Tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély.

Est décédé à Royan, rue de la Trinité, 58, le 26 mars 1923. M. Charles-Jean-Auguste Escudier, artiste peintre, âgé de 74 ans, né à Paris, le 20 avril 1848.

Il est connu surtout comme portraitiste. Il s'était établi à Niort comme professeur de peinture et de dessin.

Le *Clairon de Saintonge* du 15 avril donne une longue liste de ses œuvres mais avec la mention *Reproduction interdite*. Respectons la consigne.

Le 18 avril 1923, à Bordeaux, au palais, est décédé subitement M. Torchut Charles, chevalier de la Légion d'honneur (1921), conseiller à la cour d'appel de Bordeaux, vice-président du Conseil Général de la Charente-Inférieure. Il était né le 17 septembre 1862. Avocat à Marennes il fut élu député de l'arrondissement de 1900 à 1906. Non réélu en 1906, il fut nommé conseiller à la Cour de Riom, puis à Bordeaux le 7 avril 1917. Maire de Royan depuis 1912, conseiller général de La Tremblade depuis 1893.

« M. Torchut sera beaucoup regretté à Royan, surtout dans le parti radical-socialiste dont il était le chef autorisé. C'était une

homme très intelligent, de commerce agréable, serviable. On lui reprochait ses allures par trop démocratiques peu en harmonie avec la dignité de ses fonctions. Il rachetait ces imperfections par une inaltérable bonne humeur, beaucoup d'esprit et d'extraordinaires qualités d'orateur qui expliquent sa popularité et ses succès électoraux. »

M. Duverger, ancien notaire, ancien juge de paix, âgé de 96 ans, est décédé, à Saint-Jean-d'Angély, le 19 avril 1923.

M. Alfred Barthe, notaire à Saint-Jean-d'Angély, décédé le 4 mai.

MARIAGES

Le 3 mai 1923, à Saintes, a été béni le mariage de M. Urbain Pujos, ingénieur à Toulouse, avec Mlle Marie-Odetta Brinbœuf-Dulary.

AVIS ET NOUVELLES

A La Rochelle, le conseil municipal (mars 1923) a donné à quatre nouvelles rues les noms de :

Docteur Granchet (Jacques) né à Felletin (auteur de belles recherches sur la tuberculose et les maladies des enfants) ;

Montyon (Auget, baron de) philanthrope bien connu, qui fut intendant de l'Aunis ;

Alexandre Ribot, homme d'Etat.

Roy (Maurice) ancien député de La Rochelle qui fit don de 100.000 francs dont les arrérages sont distribués chaque année à dix veuves ayant au moins deux enfants.

Le contre-amiral de La Taste, atteint par la limite d'âge, a abandonné la préfecture maritime de Rochefort le 30 mars.

Le 28 janvier 1923, a été célébré le cinquantenaire de l'Institut sténographique de France dont M. Depoin est président et l'âme. « Son nom est si intimement lié à celui de cet Institut que l'on ne peut invoquer l'un sans que la pensée se reporte aussitôt sur l'autre, tel deux cordes harmoniques qui vibrent toujours simultanément. » Tous les orateurs, à la suite d'un banquet de 140 couverts, ont célébré le dévouement intelligent et inlassable ainsi que la prodigieuse diversité des travaux de notre confrère. Le discours de M. Lampo, premier vice-président de l'Institut, chargé de remettre, au nom de la Fédération, un souvenir à son président,

ne laisse rien dans l'ombre et met bien en relief la vigoureuse impulsion qu'il a donnée à la société et les savantes publications auxquelles il a attaché son nom.

Les vers n'ont point manqué à la fête et dans le toast de M. de Champville nous détachons la strophe suivante :

Mais, hélas ! disons-le, notre voix est modeste
Pour célébrer ainsi qu'il faut le grand savant.
Depoin est érudit.....

historien éminent
Il est bon écrivain, excellent philosophe,
Conférencier charmeur, humaniste charmant.

Tous ces éloges ne surprendront personne qui connaît l'immense labeur journalier fourni par notre confrère.

Une société d'archéologie vient d'être fondée à Saint-Jean-d'Angély qui se donne comme but de créer un musée et d'y grouper tous les objets artistiques et historiques intéressant la ville et la région.

Président : M. Arthur Bonnet, vice-président : M. Amédée Mesnard, secrétaire général : Dr Texier, secrétaire : M. Pascal Doublet, trésorier : M. Adolphe Chaine.

Mme veuve Martin a légué au musée de La Rochelle un beau tableau de W. Bouguereau, non signé mais très authentique.

Il doit être important car le conseil municipal a voté 600 francs pour son transport.

On sait que, sous l'impulsion de M. Métadier, conseiller général du canton de Cozes, une vigoureuse campagne est menée, depuis deux ou trois ans, pour créer, ou plutôt pour continuer la création d'un port en eau profonde amorcée par les américains à Talmont. Bordeaux, La Rochelle mettent, pour des raisons différentes, toutes leurs influences en mouvement pour empêcher cette création, qui, dit Bordeaux en particulier, tuerait Le Verdon et par conséquent le trafic par le Médoc. Bordeaux travaille à faire améliorer la rade du Verdon envasée. De gros intérêts sont en jeu, et la décision des Pouvoirs publics dans un sens ou dans l'autre causera une vive émotion. Aussi quelle ne fut pas la stupéfaction des communes voisines de Talmont et la joie de celles du Médoc d'apprendre, au début d'avril, que le Sénat avait voté les travaux du Verdon. Personne ne savait que le Sénat dut s'en occuper.

Le premier moment d'émoi passé, quelques personnes allèrent aux renseignements et demandèrent comment la chose avait pu se

faire si vite et en *cantimini*. On apprit alors qu'il s'agissait simplement de la rivière du Verdon, dans les Bouches-du-Rhône, dont les eaux alimenteront les villes de Toulouse et de Marseille.

Au village de Féole, commune de Loiré, on a découvert plusieurs sarcophages, d'époque romane, dit-on.

A Saint-Millon, commune d'Ecoyeux, notre confrère, M. R. Morisset, a découvert une grosse et large pierre curieuse. Au milieu un trou cylindrique, en forme de cuvette très régulièrement travaillée, accompagnée aux quatre angles d'une cuvette plus petite. Cependant, il se pourrait que deux de ces cavités n'aient jamais eu la destination des trois autres : elles sont beaucoup plus grossières. Cette pierre ressemble beaucoup aux pierres qui servaient autrefois d'échalons pour mesurer le blé. Il faut remarquer toutefois que, contrairement à beaucoup d'autres, celle-ci n'a pas de trou au milieu pour écouler le blé.

A un moment donné elle a du être employée à un autre usage. D'où les deux cavités grossières. Cette pierre mériterait d'être conservée au chef-lieu de la commune.

Du 3 au 15 avril, aux galeries Georges Petit, à Paris, au milieu de l'exposition des *cinq peintres*, on a remarqué les œuvres de M. R. Ligeron « qui avait consacré presque tout son panneau aux environs de Saintes... Les bords de la Charente ont particulièrement séduit son pinceau » en automne. Le même artiste exposait chez Hautecœur une autre série de paysages charentais dans les mêmes tonalités. « Un médaillon, dit un compte-rendu, a particulièrement été admiré, « le château d'Henri IV près de Saintes, qui de l'avis unanime doit devenir un beau morceau de collection. » Il y a là au moins un lapsus.

A ces mêmes galeries M. André des Fontaines a exposé du 31 janvier au 14 février des pastels d'un peu partout, notamment des bords de la Sèvre, de Saint-Maixent et Royan.

On savait très vaguement que Courbet était allé à La Rochecourbon. On le disait, mais personne n'a jamais pu le prouver. M. Moran, juge de paix à Saintes, vient de faire une intéressante découverte qui apporte la preuve attendue.

Derrière une toile représentant un coin du paysage sous les grottes, est écrit : *fait à La Rochecourbon avec Courbet, Corot, Auguin 1863. Bourgeois*. M. Athanase Bourgeois était un employé des postes qui peignait ; il fréquentait certainement les hôtes de M. Baudry. Une excursion à La Rochecourbon fut décidée. Il

suivit, heureux de prendre une leçon en si bonne compagnie. Il emporta une toile, travailla dessus autant qu'il savait le faire et au moment de partir il dut montrer son œuvre à Courbet qui trouva sans doute que la facture manquait de vigueur, et avec son couteau à palette, colla deci delà des touches grasses, hardies, qui décèlent sa main.

Nota. Cette leçon et la fréquentation de Courbet n'eurent aucune influence sur la peinture de Bourgeois.

Le 25 mars, à Saintes, célébration du centenaire de la veuve Labbé, des Rabanières, à Saint-Eutrope, puis à l'Hôtel-de-ville, où M. Chapsal lui fait un cadeau, accompagné du compliment approprié.

Pasteur serait venu faire des études sur les monts à Trudon, chez M. F. Mestreau, vers 1875. M. Morisset a retrouvé un vieillard de 85 ans qui lui a dit que Pasteur a dû séjourner un mois dans le pays, accompagné par le docteur Menudier. Enquête à poursuivre.

BIBLIOGRAPHIE

Almanach agricole et viticole de la Charente-Inférieure, pour l'année 1923.

Saintes, imprimerie Ouvrard, in-16, 68 pages.

Dans le calendrier tous les noms des saints sont remplacés soit par celui d'un grand homme, soit par un événement historique.

Il est tout à fait remarquable que dans cette innovation on n'a pas introduit un seul nom saintongeais. Il faut croire qu'aucun n'est digne de figurer dans un almanach saintongeais laïcisé.

Annuaire général du département de la Charente-Inférieure, 1923. Gros volume in-8° de 800 pages. Marcel Gérard, éditeur.

Ce volume paraît juste à temps pour que nous puissions le mentionner, sans attendre décembre. Les renseignements administratifs, industriels, commerciaux, civils, statistiques, qu'il fournit sont abondants (c'est l'essentiel), mais abondants aussi les lapsus, les fautes d'impression, et grossières les erreurs historiques archéologiques, dans les notices consacrées aux communes. Exemples pris au hasard d'un simple regard en feuilletant deci delà : A Montguyon, ruines d'un château-fort qui fut longtemps la propriété des de La Rochefoucauld *descendants* de l'évêque de Saintes qui périt à Paris en 1792. Saintes connue au iv^e siècle sous le nom de Mediolanum qui signifie *belles prairies*. Saintes perdit la préfecture à cause d'une *avance* (avanie) que les habitants firent à Mme Re-

gnaud de Saint-Jean-d'Angély. L'abbaye est datée de 1407, la maison du présidial du xiv^e siècle et l'hôpital aussi. Le musée Mestreau est oublié. Mais on n'a pas négligé la folle légende de Bedenac ; le château de Jonzac est du xii^e ou xiii^e siècle, et les églises des x^e et xi^e siècles sont très nombreuses (Ecoyeux, Saint-Fort, Lorignac...). Les étymologies sont dans le goût de celles d'il y a 80 ans. Soubrant vient du verbe soubrer, Montendre (sic) s'appelait *sous les Romains* Mons Andronis, Marennes vient de mare, mer, Tremblade vient des sables mouvants sur lesquels la ville est bâtie... Amusant mais triste. Où est la nécessité de faire — dans un *Annuaire* — de l'érudition que l'on n'a pas ?

DIYORNE (Paul). *Un oublié, Pierre Jonain.*

Royan, imprimerie Victor Billaud, 1923, in-8° 15 pages, un portrait.

L'auteur voudrait qu'une rue de Royan portât le nom de Pierre Jonain. Le plaidoyer ou le rapport au Conseil municipal de Royan — comme on voudra — ne pourra que convaincre l'assemblée de la nécessité de réparer un oubli.

FORT (Gustave). *Parfums de naguère.*

Valence-sur-Rhône, imprimerie Céas et C^{ie}. Paris, librairie L. Carteret, 1922, in-8° 245 pages.

GRASILIER (Léonce). *Le Pince-nez, histoire grassouillette.*

Paris, typographie, Gautherin, 1913, in-16 carré, 38 pages.

Tirage à cent exemplaires numérotés qui ne doivent pas être vendus.

Fantaisie humoristique sur l'aventure d'un apothicaire rochelais, Guillaume Guillemot, qui, chargé d'administrer à Marie-Héloïse-Eglée, Marquise de Fontdouce, Comtesse de Puydrouart, baronne de Forges, Landrais et autres lieux, retour d'exil, un clystère lénilif, inopinément eut son nez et son lorgnon engagés entre les deux grosses hémisphères de la dame, au moment où il cherchait la mouche.

Si non e vero... ça fait rire.

Remise à M. Fernand Chapsal, sénateur d'une plaquette frappée à son effigie à l'occasion de sa promotion à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur.

Niort, imprimerie Th. Martin, in-8° 15 pages. S. D. (1921), un portrait, une planche.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le gouvernement de Brouage et la Rochelle sous Mazarin* (suite), par le Dr Sottas. *Les ordinations de M. Robinet, évêque constitutionnel de la Charente-Inférieure*, par M. le chanoine Lémonnier. *Sigogne*, par le Baron de Beaucorps.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Mariage* : de Montbron de Montbron.

Décès : D^r Louis Jean ; M. Braud de Bournonville ; C^r Parfait.

NOUVELLES : Cinquantenaire de la Société d'archéologie de Bordeaux ; médailles de Taillebourg ; Salons ; armoiries de Saint-Savinien ; distribution des prix du collège présidée par le général Guillaumat ; Mme Pasteur : archidiacon de Saintonge et d'Aunis, par M. Depoin.

VARIÉTÉS

I

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN

(1653-1661)

(suite)

X

LES FINANCES AU-DESSUS DE TOUT. — LE LABEUR DE LA PERCEPTION.

L'article finances était certainement le point capital de l'administration de Colbert de Terron. C'est le thème constant de sa correspondance et l'objet le plus intéressant pour le Cardinal.

Toute question est doublée d'un intérêt financier : recettes, dépenses et gain ; et, s'il fallait rapporter tous les détails de cet

article, on devrait citer presque chaque lettre de Colbert ou de son cousin. Il est donc nécessaire, pour pénétrer dans le dédale des « trafics et grands ménages », du Cardinal, de procéder par catégories toutes ramenées aux recettes ; et, de ces recettes, les plus importantes étaient celles qui provenaient de la taille. C'est même pour donner plus d'ampleur à cette perception que quatre élections avaient été livrées à Mazarin.

Dans ce domaine, le rôle de Terron était primordial et, en principe, c'est uniquement pour les recettes de la taille qu'il avait à intervenir dans les élections qui ne faisaient pas partie du gouvernement militaire de Brouage.

Nous voyons cependant les intendants de Bordeaux et de Poitiers garder le principal de leurs attributions. Ils accomplissent leurs chevauchées coutumières pour la répartition des impositions ; Colbert de Terron est leur assistant ; il les rejoint à Saintes, à La Rochelle, aux Sables-d'Olonne ; il pousse même jusqu'à Bordeaux ou à Poitiers s'il est nécessaire ; il négocie les traités avec les receveurs. S'il survient une difficulté, l'intendant de la généralité reparait, mais il a été précédé de Colbert de Terron qui a déjà examiné l'affaire, proposé l'arrangement ou même pris la décision que confirmera l'intendant. A défaut de celui-ci, Terron provoque des ordres supérieurs qui mènent à la solution. Son rôle est d'entrer en rapport direct avec les receveurs des tailles et, comme leurs recettes aboutissent à la caisse de Brouage, il les surveille de très près. Il discute avec eux les conditions de leurs traités qu'il soumet d'ailleurs à Colbert. « Sy je ne fais pas bien, vous me désadvourés » écrit-il à son cousin après avoir arrêté un contrat de forfait avec le receveur des Sables-d'Olonne (1).

Les receveurs des tailles étaient à la fois des officiers et des traitants. Le receveur achetait sa charge ou office et devenait ainsi officier des finances. S'il était seul dans l'élection, il exerçait chaque année, ou bien il entraît en exercice une année sur deux ou sur trois comme « alternatif » ou « triennal ». Pourvu de son titre, il traitait à forfait pour la recette de l'élection, l'imposition une fois faite. Il s'engageait à verser le montant de l'imposition par fractions bi-hebdomadaires ou mensuelles et on lui accordait une remise de 18 deniers ou 2 sols par livre, soit 7 1/2 à 10 0/0, en

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 21 mai 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert*, 401, fol. 54).

le soulageant encore par la reconnaissance d'une certaine somme de non-valeurs.

Quand Terron ne s'entendait pas avec un receveur, il tâchait de s'accorder avec un autre et ainsi un receveur pouvait garder la recette plusieurs années de suite. S'il ne trouvait pas de receveur qui voulût se charger de l'imposition parce qu'elle semblait trop lourde, Terron traitait par fractions. Il avait encore la ressource de « commettre à la recette » c'est-à-dire de faire procéder aux recouvrements par des commis, mais c'était un expédient qu'on n'employait que dans l'absolue nécessité parce qu'il n'entraînait pas dans les habitudes et qu'il produisait de moins bons résultats que le traité à forfait.

Colbert de Terron avait cependant examiné s'il ne serait pas possible de « faire le proffict que font les receveurs, ou le faire faire à Son Eminence, en commettant à la recette sans traité », mais il craignait « la mauvaise odeur que l'on donnerait dans le païs, dépossédant les officiers qui naturellement doivent avoir cest employ ». On se mettrait à dos les receveurs et les élus qui ne se feraient pas faute de susciter toutes les difficultés possibles aux commis à la recette, « joint à tout cela qu'un intendant qui seroit bien aise de me voir embarrassé pour m'estre tiré de l'ordre, pourroit encores, soubz main, me nuire et me traverser (1). »

Colbert avait présenté la question sous un autre aspect. Il pensait qu'on pourrait racheter les charges des receveurs dans les trois élections de Saintes, de La Rochelle et des Sables et y employer les gens qu'on voudrait. « Il n'y a point de doute, estimait Terron, que ce seroit un grand avantage et que faisant le proffict que les receveurs font sur les remises, dans le cours de quelques années on gagneroit les charges. » Mais, tout compte fait, Colbert et son cousin s'en tinrent au procédé, consacré par l'habitude, du forfait avec les receveurs en titre d'office.

Quand un receveur remplissait mal ses engagements, ils le faisaient doubler d'un « contrôleur accélérateur » commis par un arrêt du Conseil, ou même destituer, et alors ils commettaient à la recette.

Les recettes des quatre élections étaient recueillies par Colbert de Terron qui en donnait aux receveurs ses récépissés, mais ces récépissés n'étaient que des décharges provisoires, ces pièces

(1) Terron à Colbert, Brouage, 8 mars 1656 (*Ibidem*, fol. 33).

ne pouvant être produites à la Cour des Comptes. Les quittances en règle étaient expédiées à Paris à la sollicitation de Colbert qui les adressait à son cousin et celui-ci les donnait aux receveurs contre retour de ses récépissés. Enfin le receveur de l'élection les remettait au receveur général de la généralité. Terron ne cessait de réclamer ces quittances à son cousin qui ne trouvait pas toujours le temps de les faire établir. « J'attends tousjours, lui écrit Terron, les quittances et descharges que vous me debvés envoyer, elles seront bientôt absolument nécessaires pour ce que je suis engagé pour des sommes considérables et peut-estre que les receveurs feroient difficulté de m'en donner davantage sur mes reçus (1). »

Comme l'argent était versé à la caisse de Brouage, les receveurs généraux se trouvaient frustrés de leur droit ou taxation pour le maniement de cet argent ; mais on ne pouvait pas toujours se passer d'eux quand les valeurs envoyées par Colbert pour répondre aux recettes n'étaient pas des pièces comptables. Par exemple Terron ayant traité avec le receveur Touquoy (2) pour le recouvrement des tailles de l'élection de Saintes, année 1657, il signale à Colbert une particularité. « Je me suis obligé à fournir les quittances du receveur général des finances au lieu que j'eusse bien voulu le faire contanter des billets de l'Epargne pour ce qu'à Bordeaux ce convertissement couste beaucoup d'argent. Je crains mesme, sur l'avidité de ces receveurs généraux, que cela ne nous face un démeslé avec eux et nous oblige d'en avoir un règlement (3). »

Naturellement Touquoy ne voulait pas se charger au pair des billets de l'Epargne pour les sommes qu'il versait parce qu'il eût dû échanger ces billets contre les quittances du receveur général et payer la taxation. Terron ne put « faire passer cest article au dit sieur Touquoy et ce n'estoit pas là un sujet à rompre ».

Colbert de Terron remplissait donc la fonction de receveur de généralité, et comme il ne retenait pas de taxation, c'était autant de

(1) Terron à Colbert, Brouage, 12 août 1658 (*Ibidem*, fol. 252).

(2) Pierre Touquoy, maître d'hôtel du roi, receveur alternatif des tailles en l'élection de Saintes, fils de Pierre Touquoy, procureur au présidial d'Orléans, et de Marie Destat, épousa Marie Philippier, veuve de Henry Moyne, président en l'élection de Saintes ; après sa mort, survenue en juin 1663, son office de receveur passa à son frère Nicolas, qui était déjà receveur quatriennal. (Ch. Dangeville, *Minutes de notaires*, T. II., et *Minutes de Giraudot* appartenant à M. M. Martincau).

(3) Terron à Colbert, Brouage, 26 juillet 1656 (*Ibidem*, fol. 64).

plus-value pour le forfait et de bénéfice pour la caisse. Voilà encore une condition exceptionnelle particulière au gouvernement de Brouage.

Au surplus, Colbert considérait ces traités que Terron ménageait avec les receveurs comme de simples compromis qui ne devaient pas engager l'avenir ni compter comme des précédents. Il tenait même à ce que tous les originaux des traités et des sous-traités fussent détruits.

« A propos de ces traités, rappelle-t-il à son cousin, vous devez faire en sorte de retirer dès à présent ceux que vous avez faits pour l'année 1655 et ainsi consécutivement. Cela est très important de ne pas laisser ces traités contrôlés entre les mains des receveurs (1). » Et peu de temps après : « Il est très important que vous retirez les originaux de vos traités lorsqu'ils sont exécutés parce que dans la suite des temps ils pourroient vous donner quelque embarras et à moy aussy (2). »

Colbert réitère maintes fois cette recommandation ; il l'applique aussi naturellement aux sous-traités que Terron faisait pour le recouvrement des restes des tailles des années passées. « Il faut que vous fassiez en sorte de deschirer tous les sous-traités que vous faites aussy tost qu'ils sont entièrement exécutés. Cela est très important et vous devez prendre toutes vos précautions pour celà (3). »

L'officier des finances hors cadre, le *factotum* systématiquement ignoré des surintendants et de la Cour des Comptes qu'était Colbert de Terron ne devait pas laisser subsister d'actes de sa gestion extra-règlementaire. Nous retrouverons la même préoccupation à propos de l'administration de la ferme des 35 sols.

Colbert de Terron tendait constamment à faire diminuer le chiffre de l'imposition dans ses élections, et cela se conçoit. Moins l'imposition était forte, plus il y avait de chances pour qu'elle fût acquittée intégralement et que les assignations du Cardinal fussent couvertes. Mais il allait quelquefois un peu loin et Colbert, tout en ayant le même désir que lui, ne pouvait pas toujours le suivre. Dans le traité qu'il fit avec le receveur de l'élection de

(1) Réponse de Colbert, Paris, 6 février 1658, art. 16, à une lettre de Terron, de Brouage, 27 janvier (*Ibidem*, fol. 104).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 22 février 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de Marans, 10 février (*Ibidem*, fol. 118).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 1^{er} février 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage, 20 janvier (*Ibidem*, fol. 100).

Saintes pour l'année 1657, Terron avait tablé sur une diminution considérable ; Colbert, au reçu du contrat, lui écrit : « Tant plus je pense à ce traité, tant plus il me donne de l'inquiétude, vous avouant que je ne puis me charger d'en faire la proposition ny à Son Eminence, ny aux surintendans... Jusqu'à présent je vous avoue qu'il ne m'est jamais tombé dans l'esprit que, de votre autorité privée, vous deschargiez cette eslection de 100.000 livres (1) ».

Mais Terron en revenait toujours à ses diminutions. Il soutenait que les surintendants, les receveurs généraux et les traitants s'entendaient pour surcharger les élections dont il avait le soin afin d'en dégoûter le Cardinal. « Il faut, une fois pour toutes, lui répondait Colbert, que vous guérissiez votre esprit de la croyance que nous faisons tout ce que nous voulons et que vous vous persuadiez que les surintendans ont assez de jalousie et d'envie de traverser indirectement nos assignations, en sorte que sy ce n'estoit quelque crainte qu'ils ont de moy, je vous puis asseurer qu'ils s'empescheroient bien de nous les donner (2) ».

Une fois les traités ratifiés, Colbert de Terron en assurait l'exécution et il appliquait son activité comme une arme à double tranchant. D'une part il soutenait les receveurs, leur fournissant des moyens de se faire payer, les faisant assister de troupes au besoin, signalant en haut lieu les résistances qu'ils rencontraient, ces résistances fussent-elles le fait de grands personnages comme le maréchal de Clérambault, mais d'autre part il les tenait serrés, exigeait la ponctualité dans les échéances, avait même recours à la contrainte par corps et à la prison. Il se faisait donner pour cela par l'intendant de la généralité les ordonnances nécessaires ; mais il écartait systématiquement toute intervention des gouverneurs militaires. « Je trouve, écrit-il (3), beaucoup d'inconvéniens à soubz-mettre à la connaissance de ces messieurs-là aucune chose concernant le recouvrement des tailles. »

Le comte de Jonzac, lieutenant général en Saintonge et Angoumois, ayant pris sur lui de faire parvenir à Mazarin, par l'intermédiaire de l'abbé Ondedeï, des propositions pour une mode de per-

(1) Réponse de Colbert, Paris, 4 août 1656, à une lettre de Terron, de Brouage, 26 juillet (*Ibidem*, fol. 64).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659, à une lettre de Terron, de la Rochelle, 29 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 342).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, 19 juillet 1658 (*Ibidem*, fol. 232).

ception des tailles, Colbert consulté avait aussitôt pesé la valeur de cette intervention. « La lettre de M. de Jonzac que Votre Eminence m'a envoyée ne propose rien qui soit profitable parce qu'elle suppose de faire une banqueroute à l'année 1656, ce qui ne se peut pas faire. Il est toujours bon d'avoir ces sortes d'avis parce qu'ils augmentent les connaissances que l'on peut avoir d'ailleurs (1). »

La critique de Colbert apparaît mesurée quand on vient à connaître le fond de la proposition. Comme M. de Jonzac persistait à se mêler de cette question des tailles, Terron alla le voir un jour, au mois de mars 1658, afin de savoir où il voulait en venir. « Je vous assure qu'il ne me dit rien qui vaille, écrit Terron à son cousin, et, pour comble de bassesse, luy ayant parlé de la lettre qu'il escrivist l'année passée à M. Ondedey, il me dit que sa pensée avoit esté de faire tourner au profit de mon dit sieur Ondedey et au vostre, 10.000 livres qui se trouvoient de plus dans sa proposition que dans le traité fait avec Touquoy (2). »

Assurément, au moins en ce qui concerne Colbert, M. de Jonzac se trompait d'adresse.

En somme, dans l'établissement comme dans la recette des tailles, Colbert de Terron remplissait le rôle de contrôleur accélérateur à l'égard non seulement des receveurs mais même de l'intendant.

L'Election *supprimée* de Marennes, ou pays abonné de Brouage, était la circonscription financière qui donnait le moins d'embaras.

Le montant de l'abonnement, relativement minime et fixé d'ordinaire à 34.000 livres, était perçu par un commis et entrainé dans la caisse de Brouage en passant par les mains du receveur de l'élection de Saintes. Il était, sans contestation, affecté aux charges du gouvernement de Brouage.

Cependant Terron signalait que l'abonnement ayant été porté à quarante mille et quelques livres pour les années 1655 et 1656, années qui l'intéressaient directement, la rentrée s'était effectuée très incomplètement et que d'ailleurs les impositions étaient mal réparties dans les trente paroisses du pays abonné. Il souhaitait que l'abonnement fut ramené à 34.000 livres pour ces années-là et

(1) Colbert à Mazarin, Paris, 13 septembre 1656 (Bibl. Nat., Ms. Baluze 176, fol. 270).

(2) Terron à Colbert, Bordeaux, 1^{er} avril 1658, art. 2 (Bibl. Nat., Ms. M^{ss}. Colbert 101, fol. 146).

que le régallement de l'imposition fût remanié. « Il faudroit faire un régallement nouveau des 34.000 livres de l'abonnement. Cela me seroit plus aysé à faire qu'à M. de Fortia pour ce qu'assemblant tout le pays abonné je le ferois agréablement consentir à tout ce que je proposerois. Je ne sçay sy j'ay une autorité suffisante pour celà ou sy vous agrériés que je prisse une subdélégation de M. Tallemant ou je la fisse donner à un esleu de Xaintes. On a toujours tasché d'esloigner de la connessance des esleus de Xaintes les affaires de l'abonnement, je cray qu'il est bon de continuer (1). »

Cette dernière remarque de Terron est assez judicieuse ; il pensait, à juste titre, que les officiers de l'élection de Saintes faisant la répartition de 750.000 livres d'impôts dans leur propre élection, on serait mal inspiré en leur demandant de venir faire une répartition de 34.000 livres dans une élection contiguë à la leur.

On remarquera aussi que c'est l'intendant de Bordeaux qui, normalement, devait intervenir, et Colbert de Terron ne croit pouvoir agir qu'avec une subdélégation de l'intendant de la généralité.

Colbert résolut la question. Il manda à son cousin de lui envoyer un mémoire sur ses deux propositions, et un arrêt de Conseil d'Etat, du 20 mai 1656, ramena à 34.000 livres le montant de l'abonnement pour les années 1654, 1655 et 1656 en commettant au nouveau régallement « le sieur Colbert de Terron intendant du gouvernement de la Rochelle et Brouage assisté d'un des officiers de l'Eslection de Xaintes, à son choix (2). »

En examinant les recettes du pays abonné pour les années antérieures à celle de l'arrivée de Terron, Colbert releva un certain déficit qu'il chercha aussitôt à faire valoir en reprises. « Je demande pourquoy, écrivit-il à son cousin, le sieur Hubert n'a pas fait sa recepte conforme aux billets ou quittances que j'ay envoyés ; et, comme l'on doit tirer toutes choses à l'avantage de Son Eminence, si l'on n'a receu que 32.800 livres de chacune des deux années 1652 et 1653 et que les paroisses doivent 34.000 livres, comme il est assuré, il me semble que l'on pourroit prétendre de recevoir encores 1.200 livres pour chacune année au profit de Son Eminence. C'est à quoy je vous prie de rendre response précise (3). »

(1) Terron à Colbert, Brouage, 2 avril 1656 (*Ibidem*, fol. 41).

(2) Arrêt du Conseil d'Etat, Paris, 20 mai 1656 (*Ibidem*, *Mél. Colbert* 106, fol. 344).

(3) Réponse de Colbert, 15 avril 1656, art. 1. à une lettre de Terron, de Brouage, 2 avril (*Ibidem*, *Mél. Colbert* 101, fol. 41).

Le sieur Hubert était encore à Brouage quand Colbert écrivait ces lignes, mais c'est à Terron qu'elles s'adressent; c'est lui qui devra faire le nécessaire pour récupérer ces restes des années 1652 et 1653.

Le pays abonné faisait vraiment partie du gouvernement de Brouage; les trois autres élections étaient au contraire des annexes soumises à un régime identique et devenu commun entre les mains de Colbert de Terron. L'élection de Saintes était celle qui fournissait le prêt le plus considérable. Terron y avait un receveur de prédilection, le sieur Touquoy, vieux routier qui connaissait à fond les ressources de son élection, bon répondant mais un peu rude. « Pour vous dire le vray, écrivait Colbert, la rusticité de Touquoy me déplaît (1). »

Mais Terron tient à son receveur « bon payeur et ponctuel ». Chaque année il traite avec lui pour un prêt de 700 ou 750.000 livres avec 60 ou 80.000 livres de non-valeurs et 2 sols de remise par livre.

Ces traités ne vont pas sans marchandages, feintes, menaces de rupture. Le mercredi 30 janvier 1658, le traité déjà bien débattu pour cette année-là n'était pas encore arrêté. Dans la soirée, Terron écrivait à son cousin, il attendait Touquoy mandé par lui à Brouage, mais les portes étaient déjà fermées et le courrier partait le lendemain matin. Terron terminait sa lettre quand Touquoy arriva et les mains garnies, il apportait une lettre de charge de 34.300 livres sur son traité de 1657. La discussion s'engage aussitôt et se prolonge sans résultat. Le prêt était de 750.000 livres, Touquoy ne veut pas dépasser 700.000 et demeure « ferme ». Terron, à bout d'arguments, n'avait plus qu'à écrire à son cousin « ce qui se passoit ». C'est ce qu'il fait en *post-scriptum* à sa lettre.

Pendant deux mois encore c'est un échange de lettres entre Terron et son cousin; on cherche « des expédiens » pour réduire Touquoy; on feint de se préparer à traiter avec d'autres pour lui « donner chaleur »; on songe même à « commettre à la recepte », mais il faudrait connaître l'élection aussi bien que l'habile Touquoy. Cependant le temps passe et l'imposition ne se fait pas. Puis l'intendant Tallemant tombe malade, il ne peut se rendre à

(1) Réponse de Colbert, Paris, 9 juin 1656, à une lettre de Terron, de Brouage, 28 mai (*Ibidem*, fol. 53).

Saintes. Enfin Terron part pour Saintes le 24 mars. il entraîne le receveur et les élus à Bordeaux et finalement il emporte l'affaire à 750.000 livres de forfait avec 80.000 livres de non-valeurs. Après cela, Touquoy peut compter sur lui.

Les gouverneurs de la Saintonge, le marquis de Montausier et le comte de Jonzac, usant de leur influence, s'étaient fait payer de leurs appointements par Touquoy qui prétendait diminuer son prêt d'autant. D'abord Colbert ne veut rien entendre mais Terron insiste pour qu'un arrêt du Conseil oblige les receveurs généraux à restituer le montant de ces charges qui incombaient à la généralité et non à l'élection.

La Châtellenie de Montguyon qui appartenait à Mme de Montendre (1) refusait de payer la taille, Terron demande pour Touquoy cent cavaliers maîtres. Accordé, à condition que la dépense de ces cavaliers sera imputée sur les non-valeurs. La condition était un peu dure, Terron essaye de la faire tempérer ; Colbert y consent encore, avec cette recommandation : « Je vous laisse la conduite de toutes ces choses pour en tirer le plus d'avantage qu'il se pourra. Il est sans doute qu'il ne faut pas laisser perdre les non vailleurs et il faut en tirer, sinon tout, au moins une bonne partie (2). »

Au mois de novembre 1658, le nouvel intendant, M. Hotman de Fontenay, arrivant dans la généralité de Bordeaux, Colbert avise son cousin : « M. de Fontenay m'écrit qu'il fera tout ce que vous désirez pour l'eslection de Xaintes et pour tout ce qui regarde les autres intérêts de Son Eminence. tachez de conclure le traité de Xaintes 1659 au voyage que vous ferez à Bourdeaux (3). »

Des troupes venant en quartier dans la généralité, M. de Fontenay avait proposé de loger les compagnies dans les paroisses de l'élection de Saintes qui devaient des « restes » ; l'argent comptant versé par les autres paroisses pour être déchargées du logement compenserait ces restes. Colbert voit dans ce procédé un moyen de tirer partie des non-valeurs : « Vous pourrez vous servir de cet avantage pour obliger le sieur Touquoy à profiter des non-val-

(1) Hélène Fonsèque, veuve d'Isaac de La Rochefoucauld, baron de Montendre.

(2) Réponse de Colbert, Paris, 11 octobre 1658, art. 14, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 3 octobre (*Ibidem*, fol. 280).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 4 décembre 1658, à une lettre de Terron, de Brouage, 27 novembre (*Ibidem*, fol. 320).

leurs ou pour les retirer par ce moyen au profit de Son Eminence. »

L'imposition de l'élection de Saintes pour 1659 se fit à Bordeaux. Elle était fixée par le roi, c'est-à-dire par les surintendants, à 834.000 livres ; or on avait promis à Touquoy de la réduire à 700.000. Ce fut, cette fois, une grande bataille avec les surintendants ; mais on finissait toujours par s'entendre au moyen d'artifices de trésorerie ou de trucs de receveurs, en augmentant le chiffre des non-valeurs, en usant de l'expédient des *trous*. « Il est bon, écrit Terron à son cousin, que vous soyez informé d'une pratique qui est assez extraordinaire, c'est que, comme les impositions sont fortes et qu'il est nécessaire de mesnager les bonnes paroisses et ne leur pas donner plus qu'elles ne peuvent porter, après que le département est fait, on jette les sommes qui restent dans des trous, c'est le terme dont ils se servent, c'est-à-dire sur des paroisses abandonnées. Cela sert au receveur à la reddition de ses comptes, pour ce qu'il justifie aisément l'abandonnement de ces paroisses et il mesnage son eslection comme il l'entend (1). »

Le travail de Colbert de Terron se répétait dans chaque élection. Pour celle de La Rochelle, il assistait l'intendant Bernard de Fortia dans le département de la taille, puis il s'appliquait au détail en discutant les traités avec les receveurs sans négliger de poursuivre la récupération des restes des années antérieures.

Ainsi, au mois de décembre 1656, il réclamait à son cousin l'envoi de quittances pour répondre aux restes de la recette du receveur Le Royer qui avait exercé en 1651 et 1652.

Celui que Terron trouva en fonctions quand il arriva dans le gouvernement était le sieur Jouard qui exerça en 1653 et 1654.

En 1655, ce fut le sieur Rode, un traitant que Terron employait dans d'autres importantes recettes. Mais à partir de 1656 Terron traita chaque année avec Jouard on plutôt avec Jouard et Pinet, deux cousins associés. En 1658, il pensa reprendre Rode et lâcher Jouard qui payait « bien lentement », mais il finit par tirer de ce dernier des assurances et le garda. N'empêche qu'en 1661, au règlement de la succession du Cardinal, il lui réclamait encore 3.800 livres sur les restes de l'année 1656.

C'est que le paiement de la taille d'une année s'étirait toujours

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 3 octobre 1658, art. 14 (*Ibidem*, fol. 280).

sur un certain nombre d'années ; on reprenait ces restes qu'on affermait en sous-traités, on remettait sous presse tous les résidus pour en tirer le dernier suc.

De même, le bloc de la taille, composé de plusieurs parties, pouvait être scindé. On distinguait le corps ou le principal de la taille destiné à l'Epargne, et les petites recettes, petites parties ou petites lignes de la taille (le taillon, les ponts et chaussées, les douze deniers de l'armée navale, les six deniers des directeurs de l'élection, etc.) auxquelles répondaient des décharges particulières. Ces petites recettes pouvaient être affermées séparément et les receveurs prenaient parfois eux-mêmes des sous-traitants. Cela créait aisément des imbroglios qui exerçaient la patience des intendants du Cardinal.

Par exemple : les sieurs Bitton père et fils et associés avaient traité avec le receveur de la Rochelle pour les petites recettes de 1655, puis ils s'étaient désistés. Il en résulta une situation embrouillée dont peut donner un aperçu le passage suivant d'une lettre de Terron à son cousin : « Monsieur Bitton a renoncé au traité qu'il avoit faict avec le receveur de 1655 en l'eslection de la Rochelle pour le recouvrement de diverses petites parties : comme il en avoit receu 9110 livres, toutes remises desdittes, il m'en a donné son billet conditionné. Vous le verrés, s'il vous plaist, et parlerés à son filz pour exécuter avec luy les conditions dudit billet. Il avoit donné les receus aux receveurs des tailles pour ladite somme de 9110 livres, pour les retirer en donnant son billet. Je leur en ay donné le mien que j'espère retirer en m'envoyant [quand vous m'enverrez] les quictances nécessaires, lesquelles le filz dudit sieur Bitton vous doit mettre entre les mains ou vous donner le moyen de les avoir. Je voudrois avoir peu disposer l'affaire plus nettement qu'elle n'est, mais j'ay veu que cela ne se pouvoit que par ledit sieur Bitton filz. Je vous envoie la coppie du traité faict par le père avec ledit receveur de la Rochelle et l'original de son billet pour vous en faire payer (1). »

Mais ce n'était là qu'un commencement. L'affaire se poursuit, les notes se succèdent, échangées entre Terron et son cousin. Au mois de décembre 1658, l'affaire Bitton n'était pas encore liquidée. Et combien de morceaux de ce genre on pourrait extraire de la correspondance qui relie par un circuit ininterrompu l'agence de Brouage à celle de Paris !

(1) Terron à Colbert, Brouage, 28 mai 1656, art. 6 (*Ibidem*, fol. 53).

L'élection de la Rochelle était chargée du paiement des 15.000 livres des gardes de Mazarin ; et, pour l'acquit, une quittance de l'Extraordinaire des guerres était envoyée à Colbert de Terron. Rien de plus simple ; mais que de peine pour faire rentrer cet argent !

En décembre 1656, Terron réclamait les quittances pour 1653 et 1654. Jouard n'a encore rien payé, il ne lui reste plus que 8.000 livres des recettes de 1653 ; enfin Colbert et son cousin dénient un reliquat de 7.500 livres d'un traité des Bitton pour les petites recettes de 1653, ce qui vient heureusement compléter la somme nécessaire.

Les 15.000 livres de 1653 peuvent être payées, mais le receveur réclame des remises. Colbert n'y veut rien entendre. « Je trouve, écrit-il (1), qu'il y aurait beaucoup de honte au gouverneur d'en donner. » On s'arrangera pour que Jouard touche une compensation sur une autre partie, « mais il faut bien se donner garde qu'il paraisse que nous ayons donné remise pour le paiement de nos gardes ». Pour 1654, on pressera Jouard de donner des cautions.

Même difficulté pour les 15.000 livres des gardes, en 1656 ; en juillet 1658, Terron poursuivait encore ce paiement. Il se fait donner par M. de Fortia une ordonnance pour obliger Jouard à payer : « Sy dans peu de jours on ne donne pas contantement pour ceste partye, il faudra venir à la contrainte (2). »

A la suite de je ne sais quel sous-traité, Jouard se croyait déchargé d'une des petites parties de la taille de 1656, les six derniers pour les directeurs de l'élection, soit une somme d'environ 7.000 livres. Contestations, lettres, procès. Enfin, en avril 1658, intervient un arrêt du Conseil favorable à Colbert. Il faut se hâter d'agir. « C'est une affaire, écrit-il à Terron (3), dont il faut presser l'exécution dès lors qu'elle sera commencée pour ne point donner temps aux partisans de se reconnoistre et d'obtenir des arrests contraires à celui que je vous ay envoyé. » Jouard proteste encore et, le 21 juillet, Colbert annonce à son cousin l'envoi d'un nouvel arrêt du Conseil.

Et cependant Terron avait encore traité avec Jouard et son associé Pinet pour la recette de 1658 ; le prêt était de 276.657 livres avec 12.000 livres de non-valeurs et 20 deniers de remise.

(1) Réponse de Colbert à une lettre de Terron, de la Rochelle, 2 décembre 1657, art. 7 (*Ibidem*, fol. 77).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 14 juillet 1658, art. 9 (*Ibidem*, fol. 226).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 1^{er} mai 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de Brouage, 21 avril (*Ibidem*, fol. 162).

A la fin de décembre 1658, Claude Pellot qui succédait à Bernard de Fortia était dans l'élection pour faire le département de la taille et se rencontrait avec Colbert de Terron. L'imposition était de 290.000 livres pour 1659 et Terron faisait observer à son cousin que c'était une augmentation de 14.000 livres sur l'année précédente alors qu'on avait promis une diminution de 10.000 livres. « Ce sont des surprises ordinaires des gens de finances, répond Colbert, j'y feray remédier. »

Evidemment Colbert prenait connaissance des finances, après dix ans de cette école aucun détail ne pourra lui échapper.

XI

UNE CIRCONSCRIPTION ÉPINEUSE, L'ÉLECTION DES SABLES D'OLONNE

L'élection des Sables d'Olonne était incontestablement la plus mauvaise au point de vue du rendement financier. D'une façon générale la perception s'y faisait difficilement et certaines paroisses côtières, situées dans des marais presque inaccessibles, s'obstinaient à ne payer aucune imposition. Ce désordre déjà ancien, favorisé par l'anarchie de la Fronde, était à son comble quand Colbert fit adjoindre l'élection au gouvernement du Cardinal et l'arriéré de la taille y remontait à plus de dix ans.

Lorsque Colbert de Terron entra en fonctions, la recette était confiée aux sieurs Cardin et Grenot, qui s'acquittaient fort mal de leurs fonctions, et elle passa, en 1655, aux mains du sieur de La Combe.

Dans cette année-là, on décida de faire agir les gens de guerre et Mazarin, qui redoutait quelque défaite, recommandait à Colbert de « prendre garde que le nombre de soldats que on emploie aux Sables d'Olonne soit tel qu'il puisse exécuter ce que on veut sans risque qu'il arrive quelque malheur si tant est que les peuples prissent la résolution de résister (1). »

On avait pensé employer des compagnies de l'infanterie de Catalogne en quartier d'hiver dans la Guyenne, mais le secrétaire d'Etat de la guerre, Le Tellier, objecta que les compagnies ne pouvaient marcher avant d'être rétablies. On dut se contenter de faire un

(1) Réponse marginale de Mazarin à une lettre de Colbert, de Paris, 20 juillet 1655 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 181).

détachement de 200 hommes des garnisons de Brouage et d'Oléron auxquels furent joints les archers du prévôt de l'Aunis.

Quand, au mois d'août 1655, l'intendant, M. de Fortia, engagea imprudemment cette petite troupe dans le Marais, elle se heurta aux communes armées et perdit dix-sept hommes tués et dix noyés dans les chenaux. Accident prévu par Mazarin et fort préjudiciable à l'autorité de l'intendant.

On réussit mieux quelque temps après car, au mois de mai 1656, « le forfaict de 1655 est presque acquitté. »

Au mois de janvier 1656, Colbert de Terron s'était rencontré avec M. de Fortia à Fontenay-le-Comte pour établir le département de cette nouvelle année et faire « valloir au peuple et à la noblesse » la diminution obtenue par Colbert en faveur de l'élection. On traita de nouveau avec La Combe pour un prêt de 322.000 livres, en prenant toutefois la précaution de lui adjoindre un contrôleur accélérateur, et Terron reconnaît qu'il sera encore nécessaire de faire, à l'été, un détachement d'au moins 300 hommes des garnisons et peut-être d'y joindre un régiment.

Le désordre est d'ailleurs extrême ; le lieutenant général du Bas-Poitou, le comte de Châteaubriant, « homme violent », sous prétexte d'aider à la perception, « fait une poursuite fort extraordinaire par ses gardes qui amassent tous les meubles des paroisses et les emportent sans que l'on puisse sçavoir des nouvelles et ainsy ruinent tous les recouvrements (1). »

Au mois de mai, Terron traite ferme avec La Combe et lui donne 20 hommes des garnisons ; « ils sont commandez par un sergent qui vaut un général. »

Ce n'était qu'une avant-garde. En juillet, Terron reçoit des ordres de la Cour pour faire entrer dans l'élection un nouveau détachement des garnisons. Ces ordres, il les transmet à M. de Fortia « affin qu'il en ayt connessance et qu'il prenne l'attache du gouverneur de la province (2). » L'attache du duc de Roannez était en effet nécessaire puisque l'action se passait dans le gouvernement militaire du Poitou.

Terron et M. de Fortia prirent rendez vous pour agir avec ces troupes dans l'élection, au mois d'août, au temps de la moisson,

(1) Lettre de La Combe à Colbert de Terron, sans date [février 1656] (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires de Colbert* 101, fol. 27).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 26 juillet 1656 (*Ibidem*, fol. 64.)

et, à ce moment, arrivait dans l'élection le contrôleur accélérateur. C'était Gabriel Picon, sieur de la Boudre, le frère d'Antoine-Hercule Picon, caissier de Colbert.

Chaque effort étant suivi d'un certain résultat, le 26 novembre Terron pouvait écrire à son cousin : « La Combe doit estre demain à la Rochelle avec 45.000 livres, c'est un peu plus que ce qui a esté receu par le moyen des soldats de ces garnisons. » Il prévoyait toutefois la nécessité d'une nouvelle intervention. « S'il faut faire sortir des soldatz des places pour aller dans les Sables, vous vous souviendrés, s'il vous plaist, d'envoyer des ordres de Son Eminence en créance sur moy, ou comme vous le jugerés à propos ; mesme s'il faut des ordres du Roy pour le logement des soldats qu'on tirera d'icy, vous y penserés, s'il vous plaist (1). »

On voit, par cet extrait, comment Terron, en l'absence du lieutenant général, réclamait pour lui-même, sans le moindre embarras, la délégation du gouverneur pour faire marcher les troupes des garnisons. Bien mieux, comme il était arrivé à cette conviction que pour en finir avec la résistance des habitants du Marais une action militaire en règle était nécessaire, il proposait à Colbert, à la fin de l'année 1656, un véritable plan de campagne.

Faire entrer dans l'élection un régiment de trente compagnies et trois compagnies de chevaux légers : « Les troupes venant de Catalogne, ajoute-t-il, un officier pourroit avoir ordre de passer à Brouage ; je partiroy avec luy pour me rendre au quartier et ferois avertir M. de Fortia pour s'y rendre aussy ». Il pensait joindre à ces troupes un détachement des garnisons et montrait aussi la nécessité d'occuper le château de Beauvoir qui appartenait au marquis du Chastel (2) et qui était situé au cœur du pays insoumis.

C'est sur ce thème que furent effectuées les opérations militaires quinze mois plus tard. Il avait fallu, auparavant, obtenir le consentement du Cardinal qui n'acceptait qu'avec répugnance l'emploi de moyens aussi violents, surtout quand il restait douteux que les frais auxquels ils entraîneraient seraient payés par les recouvrements qu'on pourrait effectuer.

L'année 1657 se passa donc dans les conditions habituelles de

(1) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 26 novembre 1656 (*Ibidem*, fol. 70.).

(2) Claude, marquis du Chastel-Mezle, comte de Beauvoir, né en 1621, fils de de Tanneguy-Aufroy du Chastel (Maison de Bretagne) et de Renée de la Marche, avait épousé, en octobre 1647, Yolande de Goulaines.

difficultés de recouvrement, d'intervention de sergents, d'archers et de soldats des garnisons et le désordre s'était encore aggravé dans cette malheureuse élection des Sables par l'infidélité du receveur La Combe qui avait détourné de ses recettes plus de 60.000 livres.

A la fin de l'année 1657 l'intervention de grand style était décidée.

Le 6 janvier 1658, Terron avait sous la main une recrue de 350 hommes destinée au régiment de La Fère, régiment appartenant au Cardinal et tenant garnison à Saint-Venant, en Artois. Cette recrue s'assemblait à Surgères et Terron en retardait le départ pour le cas où il aurait à l'employer. C'est ce qu'il écrivait à Colbert ce jour-là (1).

Quelques jours plus tard il recevait tous les ordres que Colbert avait fait expédier pour les troupes destinées à occuper l'élection des Sables. Deux régiments d'infanterie de l'armée de Catalogne et un régiment de cavalerie allaient se mettre en route, venant de la Guyenne. La direction militaire des opérations était confiée au sieur de Launay-Gringuenière, maréchal de camp de l'armée de Catalogne où Colbert de Terron l'avait sans doute connu, car c'est par lui que ce choix fut inspiré. Avant l'arrivée des régiments, M. de Launay allait se rendre à Brouage pour s'entendre avec Terron.

Celui-ci reconnaît son programme, il prend note de tout et attend l'arrivée de M. de Launay. M. de Fortia, malade, est retenu à Poitiers, on lui fera passer les ordres et, bien qu'il soit en titre dans les commissions du roi, on s'arrangera sans lui. « Vous pourrez facilement vous passer de luy » écrit Colbert (2).

M. de Launay-Gringuenière, venant d'Angers, arrivait à Brouage le 27 janvier 1658, recevait de Terron les instructions nécessaires et partait trois jours après pour reconnaître le terrain de ses prochaines manœuvres.

Quelques jours plus tard, Colbert de Terron montait à cheval à son tour et se mettait en route en passant par La Rochelle. Le 10 février il était à Marais, profitant de son déplacement pour revoir les affaires locales et traiter avec les receveurs. Il allait à petites journées attendant l'arrivée des régiments de Poitou et de Guyenne qui avaient quitté leurs cantonnements le 23 janvier. L'effectif de ces régiments était, paraît-il, fort réduit, et Terron

(1) Terron à Colbert, Brouage, 6 janvier 1658 (*Ibidem*, fol. 87.)

(2) Réponse de Colbert, Paris, 25 janvier 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage, 13 janvier (*Ibidem*, fol. 93).

n'avait fait détacher que 155 hommes des garnisons, soit 100 de Brouage, 35 d'Oléron et 20 du fort de La Prée, alors que le Cardinal pensait qu'on aurait mobilisé tout le monde.

Le 21 février, Terron écrivait à Colbert pour lui rendre compte du premier contact. Les habitants, excercés par trois années de petite guerre, étaient prêts, « toutes les paroisses du Marestz soubz les armes et toutes les entrées fermées par des barricades ». Mais la présence des troupes dissipa « tous ces porteurs de fusilz » et l'on entra dans Saint-Hilaire sans coup férir (1). C'était un premier pas heureux ; les autres coûtèrent plus cher.

Terron et Launay n'avaient encore sous la main que les 150 hommes des garnisons. La recrue du régiment de La Fère était à Commequiers, sur les confins du Marais, et le régiment de cavalerie de Marins venait d'arriver à La Garnache.

Revenant à ses visées sur le château de Beauvoir, Terron suppliait son cousin de faire des démarches en vue d'obtenir des ordres du roi pour l'occupation de ce château. En même temps, il mettait les paroisses en demeure de s'acquitter et il faisait marcher Picon.

En pressant un peu cette affaire, on tombait sur le véritable nœud de résistance qui était l'esprit de rébellion des seigneurs de la région. Les marches de La Garnache, obligées de céder sous la pression des troupes, prennent l'engagement de payer, mais le seigneur, le duc de Retz (2), écrit une « lettre de hauteur » à M. de Launay et détache un gentilhomme pour exhaler ses plaintes, disant que le Cardinal « pressait sy fort la maison de Retz de tous costez qu'il leur estoit impossible de souffrir davantage ». Le possesseur du château de Beauvoir, le marquis du Chastel, n'était pas mieux disposé, il laissait entendre que l'on n'aurait jamais son château que par la force. Il n'était pas jusqu'au Maréchal de Clérambault dont on eût à craindre l'opposition plus ou moins ouverte.

Le mercredi 6 mars, les régiments de Poitou et de Guyenne arrivaient enfin à Commequiers et, le lendemain, ils établissaient leurs quartiers à Saint-Hilaire-de-Riez avec des détachements à Saint-Jean-de-Monts et à Notre-Dame-de-Monts. On avait pris pied dans le marais.

(1) Terron à Colbert, de Saint-Hilaire-de-Riez, 21 février 1636 (*Ibidem*, fol. 120).

(2) Henry de Gondy, duc de Retz, marquis de Belle-Ile, né en 1590, fils de Charles de Gondy, général des galères, et de Antoinette d'Orléans (de Bourbon-Longueville).

Le 10 mars, Terron était à La Rochelle, sur le chemin de Brouage où ses affaires l'appelaient. Estimant sa présence inutile en Poitou « tandis que l'on sera sur les actions d'hostilité », il laissait l'expédition à la conduite de M. de Launay qui lui inspirait toute confiance. Quant au duc de Roannez, le gouverneur du Poitou, « c'est comme s'il n'y en avait point », écrit Terron son à cousin.

Terron avait hâte de sortir d'affaire avec le receveur La Combe. Malgré les retards de ce receveur, qu'il avait pris d'abord pour un « assez bon homme », il avait continué de traiter avec lui en 1657. Or Colbert, averti de la situation, s'était montré moins confiant, il avait recommandé de prendre des mesures de sûreté et même de coercition. Bientôt, Terron avait dû reconnaître qu'il était berné. Il fit donc mettre en prison le « bon homme » qui sut encore fléchir son créancier par de belles promesses. Toutefois, la recette lui était enlevée ; elle était confiée à Picon.

On en était là quand Terron se rendit en Poitou au mois de février 1658. Il était alors bien décidé à remettre La Combe en prison s'il ne s'acquittait pas. N'ayant pu obtenir les garanties qu'il désirait, il avait écrit à son cousin dans sa lettre de Saint-Hilaire, du 21 février : « J'ay faict remettre La Combe dans la tour de La Rochelle. Il faut que je tombe d'accord, que vous voies plus clair de bien loin que je ne fais de fort prez. J'ay eu de la peine, estant aux Sables, de retirer quelque argent qu'il avoit en ses mains, partye duquel est employé en recepte dans mon compte, et de le faire enlever. Je vous assure que j'ay esté bien chastié de la fausseté de mon jugement ; n'ay jamais passé une sy cruelle nuict. »

Dès son retour du Poitou, Terron reprend en main cette affaire La Combe qui devient pour lui un vrai cauchemar ; on en trouve l'écho dans cinquante deux des lettres qui nous ont été conservées, de lui ou de son cousin.

Mais La Combe mettait en cause M. de Fortia qui l'aurait obligé d'avancer 30.000 livres sur sa recette de 1655 pour couvrir des parties de l'année 1654 qui n'était pas de sa recette. Colbert note aussitôt : « Si vous pouvez tirer justification des 30.000 livres qu'il a pris des deniers de 1655 pour l'année 1654, envoyez-le moy. C'est un tour de M. de Fortia que j'auray bien de la peine à dissimuler. (1) »

(1) Réponse de Colbert, Paris, 31 mars 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de Brouage, 23 mars (*Ibidem*, fol. 140).

Et voyez l'embarras : toutes les mesures contre La Combe sont prises au nom et sous le couvert de l'intendant de Poitiers ; c'est à M. de Fortia que La Combe devra rendre ses comptes ; c'est à lui que Terron s'adresse pour obtenir un arrêt de saisie des effets du débiteur car, nouvel avatar, le prisonnier s'est échappé de la tour Saint-Nicolas. Son frère l'a fait évader. Vite contre ce frère un décret de prise de corps pour lequel il faut encore faire appel à M. de Fortia.

Mais que fait donc le commandant de La Rochelle que les tours sont si mal gardées ? « Jamais pension n'a été plus mal gagnée que celle de M. de Survie » conclut Terron. Pourquoi, objecte Colbert, Terron n'a-t-il pas coffré son débiteur à Brouage ? « La faute que vous avez faite a été de confier cet homme au sieur de Survie dont vous connoissez le peu de mérite. (1) »

Colbert écrira une lettre de Son Eminence à M. de Survie. Il y aura une lettre du roi à M. de Fortia pour informer de l'évasion de La Combe. « J'ay trois hommes qui veillent journellement pour le découvrir s'il vient à Paris (2). »

Cependant, M. de Launay, qui occupait, avec les deux régiments d'infanterie et le contingent des garnisons, Saint-Jean-de-Monts dont les habitants s'étaient enfuis dans la paroisse inaccessible du Périer, commençait à éprouver une sérieuse résistance. Le mercredi 13 mars, les paysans avaient attaqué un faible détachement qui revenait de Notre-Dame-de-Monts et avaient tué un sergent de l'île de Ré et trois soldats.

Terron, en liaison constante avec de Launay, signalait l'accident à son cousin. « Je vois bien, lui répond Colbert, par ce que vous m'écrivez, que le quartier d'hiver s'establit par des actions de guerre, » et il recommande de faire le procès aux paysans qu'on prendra les armes à la main, « et sy vous pouviez en faire pendre quelqu'un, assurément celà feroit plus d'effet que toute vostre guerre (3). »

M. de Launay faisait mouvoir ses troupes et traquait de son

(1) Réponse de Colbert, Paris, 14 avril 1658, art. 5, à une lettre de Terron, de Brouage, 7 avril (*Ibidem*, fol. 152).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 1^{er} mai 1658, art. 4, à une lettre de Terron, de Brouage, 21 avril (*Ibidem*, fol. 162).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 31 mars 1658, à une lettre de Terron, de Brouage, 23 mars. (*Ibidem*, fol. 140).

mieux « les mareschains » qui filaient comme des anguilles dans le dédale des marais et des étiers. Il avait pu en saisir quelques-uns dont trois furent pendus ; triste et pénible besogne qu'il faisait là, ne sachant où loger ses troupes ni où « dormir en seurtté », ne rencontrant qu'hostilité en haut comme en bas.

Comme il voulait cantonner au repos, à Challans, le régiment du Poitou, le maréchal de Clérambaut lui intima l'ordre, ordre de maréchal de France, de ne pas loger de troupes dans cette paroisse qui appartenait au seigneur Philippe de la Trémouille, comte d'Olonne. De Launay réduit à l'impuissance, privé de vivres, était sur le point d'abandonner la partie.

Colbert de Terron, occupé d'autre part, avait employé son temps à ses affaires dans les élections ; appelé à Saintes et à Bordeaux, il avait quitté Bronage le 24 mars pour y rentrer le 4 avril. Comme il ne cessait de réclamer les ordres du roi pour l'occupation du château de Beauvoir, Colbert lui envoya ces ordres dans les premiers jours du mois d'avril avec toutes les recommandations de ne tenter cette entreprise qu'avec beaucoup de prudence. Au reste c'est à lui qu'il s'en remettait pour la suite de cette singulière campagne. « Je laisse à M. de Launay et à vous à conduire l'employ de vos troupes et de leurs logemens, sachant bien que cela est en bonnes mains (1). »

Au retour d'un voyage qu'il avait fait à l'île de Ré pour mettre en train les réparations du fort de La Prée, Terron trouva à la Rochelle, le 15 avril, les ordres du roi pour le château de Beauvoir. Il les fait parvenir aussitôt à M. de Launay et s'apprête à le rejoindre en Bas-Poitou.

Deux jours après Pâques, le 23 avril, Terron se met en route, passe par La Rochelle et, le 29, il est à Notre-Dame-de-Riez où il trouve, à la tête d'un poste de 100 hommes des garnisons, M. de Launay qui précisément, la veille de ce jour, venait de réussir un joli coup de main en s'emparant par surprise du château de Beauvoir.

Le château est une vraie place forte et bien située pour commander le pays. Terron fait venir de Brouage quatre pièces de canon pour garnir les plates-formes des quatre tours d'angle, des mousquets, des projectiles, de la poudre, des vivres ; une garnison de trente hommes y est installée. Mais il faut s'attendre aux

(1) Réponse de Colbert, Paris, 14 avril 1658, art. 7, à une lettre de Terron, de Brouage, 7 avril (*Ibidem*, fol. 152).

protestations véhémentes du possesseur, le marquis du Chastel, et de toute la noblesse des environs. Le maréchal de Clérambault, lui-même, « sera plus fâché que tous les autres pour la raison générale que l'augmentation de l'autorité du Roy est l'abaissement de la sienne. » Terron a l'espoir qu'on ne tiendra pas compte de ces récriminations, « et, ajoute-t-il, sy vous voulés faire un peu de réflexion sur les maisons de Retz, Brissac, La Trémouille et La Mesleraye, lesquelles tiennent tout ce païs-cy, je cray que vous conviendrés qu'il ne sera pas mal à propos que le roy eust une bonne place au milieu de tous ces gens-là (1). »

Une fois maître du château de Beauvoir, avec le poste fortifié de Notre-Dame, Terron n'a plus qu'un désir, celui d'être débarrassé des régiments dont naguère il réclamait une prolongation d'assistance. Le régiment de cavalerie était resté complètement inutile et « assommant ». Mais il fallait auparavant compléter l'effectif de ces régiments et les payer.

Pour leur solde, le trésorier général de l'Extraordinaire des Guerres, Longuet, avait commis le sieur de Rainval, secrétaire de M. de Fortia. Colbert de Terron verra toutefois si tout se passe régulièrement, car il y a quelque précaution à prendre avec l'intendant de la généralité de Toulouse, le sieur Mélian, qui a déjà fait payer une partie de la solde des troupes en Guyenne, et Terron le juge fort capable de « faire des parties d'apotiquaire ». Autrement, il n'a qu'à recevoir les lettres de change tirées sur sa caisse de Brouage et à recueillir les quittances du sieur de Rainval. Elles montent à 77.641 livres. Il faut ajouter les frais de subsistance des troupes en quartier et une ordonnance de 4.000 livres au profit de M. de Launay qui était payé comme un lieutenant général au quartier d'hiver. Toutes ces parties étaient recouvrables. Quant à la subsistance du détachement des garnisons, « ce sera une despence qu'il faudra prendre sur nos tailles », écrit Colbert, et si M. de Launay reste à Beauvoir « ses appointemens seront réglés comme ceux de M. de Saint-Léonard ».

Mais si le séjour des troupes dans l'élection dépasse le temps normal du quartier d'hiver il y a grand risque que les frais supplémentaires de subsistance restent à la charge de l'élection, aussi est il grand temps qu'elles partent, d'autant plus que les paroisses sont entrées en composition et commencent à payer, et

(1) Terron à Colbert, Notre-Dame-de-Riez, 30 avril 1758, art. 4 (*Ibidem*, fol. 168.).

il ne faut pas que la foire de Saint-Gervais qui s'ouvre le 11 juin soit troublée par la présence des troupes.

Colbert de Terron quitte Notre-Dame-de-Riez le dimanche 19 mai, laissant à M. de Launay son cheval blessé au pied pour le vendre à la foire de Saint-Gervais, s'il est possible. Il est maintenant maître de l'élection, mais il ne répond de rien si on n'obtient pas un ordre du roi pour garder, au moins pendant quelque temps, le château de Beauvoir. Tout ce qu'il a entendu pendant son séjour en Poitou le confirme dans cette opinion que la haute noblesse du Poitou et de la partie voisine de Bretagne redoute de voir le roi garder ce château.

Le maréchal de La Meilleraye, gouverneur de Nantes, brûlait d'être fixé sur ce point ; il avait invité, par la formule la plus gracieuse, Terron à venir le voir. « Trouvez bon, lui écrivait-il (1), que je vous supplie de venir prendre un bouquet de fleur d'orange à La Melleraye si tost que j'y seray. » Le prétexte était d'examiner avec lui les intérêts que Mazarin partageait avec le maréchal dans la Compagnie de Madagascar.

Avant de quitter le Bas-Poitou, Terron était donc allé passer vingt-quatre heures chez le maréchal qui l'entretint des intérêts du Cardinal en faisant des offres aussi alléchantes que fallacieuses, parlant aussi de ses projets de mariage de son fils avec Mlle de Brissac puisque le Cardinal lui refusait celle de ses nièces qu'il désirait obtenir. Mais il ne venait pas au principal ; et Terron, qui conte cette petite scène à son cousin, ajoute : « Il fist ce qu'il peust pour me faire parler le premier du chasteau de Beauvoir, je me tins fort serré et le voulus voir venir croiant que je decouvrirais mieux son sentiment (2). »

La soirée se passe et Terron s'en va coucher dans la chambre du Grand-Maître, au-dessous de celle du maréchal. Quand, le lendemain matin, celui-ci entendit Terron qui se levait pour son départ, il lui fit demander de le voir et « ne peust se tenir » de lui parler du château, s'inquiétant surtout du temps pendant lequel le roi le garderait. Quand Terron lui eut fait la description du château et ajouté qu'on le retiendrait probablement pendant cinq ou six mois, « il dit avec douleur que la Cour ne le rendrait jamais ; » et, par la suite de la conversation, Terron jugea « que luy et tous les

(1) Le Maréchal de La Meilleraye à Terron, du Port-Louis, 26 avril 1658, — autographe — (*Ibidem*, fol. 166).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 20 mai 1658 (*Ibidem*, fol. 180).

autres grands seigneurs seroient fort fâchés que ce chasteau fust entre les mains du Roy ».

Ces rapports allaient à Mazarin qui, voulant à la fois tirer parti de l'occupation du château et ménager le marquis du Chastel, écrit à Colbert une lettre entortillée (1). « C'est une personne de qualité lequel à l'honneur d'appartenir à Mme la princesse de Carignan (2) et pour qui Mme la comtesse de Soissons, ma nièce, à parlé. Néanmoins..... » le Cardinal connaît mal cette affaire, il adresse M. du Chastel à Colbert qui s'accommodera avec lui ; il faudra lui donner satisfaction « sans que le Roy en souffre aucun préjudice ». Mazarin a promis au marquis que Colbert apporterait « toute sorte de facilité. Conférez donc avec luy et prenez les biais et les expédiens que vous jugerez plus propres ». Mazarin suivra l'avis de Colbert et fera expédier les ordres. Il faut accommoder cette affaire « pour toute sorte de raison et j'ose dire que M. le marquis du Chastel facilitera toutes choses pour cela ».

La réponse nette, ferme, un peu brusque même de Colbert (3) fait contraste avec le galimatias et les « biais » du Cardinal. Il a vu le marquis du Chastel, « c'est une manière de brutal qui m'a pensé quereller dans mon logis soubz prétexte qu'il est fort protégé ». Pour Colbert l'affaire est limpide. Ou bien on gardera le château et l'élection paiera 160.000 livres, ou bien on le rendra au marquis et on n'en touchera pas 100.000. « Après celà, sy V. E. veut qu'on luy remette, il n'y a qu'à dire à M. Le Tellier d'en faire expédier l'ordre. » Ce sont les derniers mots de la lettre.

On gardera donc le château de Beauvoir et, bien que M. de Launay ait déjà reçu un ordre du roi « de se retirer chez luy », Terron prend sur lui de le maintenir dans la place avec une garnison de 60 hommes.

Dans la première semaine de juin, les régiments quittent l'élection. L'ordre de mise en route était expédié à l'adresse de M. de Fortia et cependant Colbert le fait parvenir à son cousin qui le transmet « tout droit à M. de Launay ». M. de Fortia sera avisé.

(1) Mazarin à Colbert, Calais, 8 juin 1658 (*Aff. Etr., France* 275, fol.210).

(2) Marie de Bourbon née à Paris le 8 mai 1606, fille de Charles de Bourbon, comte de Soissons, mariée, le 6 janvier 1625, à Thomas-François de Savoie, prince de Carignan, veuve le 22 juin 1656 ; elle mourut, à Paris, le 3 juin 1692. Son fils, Eugène-Maurice de Savoie, comte de Soissons, avait épousé, le 20 février 1657, Olympe Mancini, nièce du Cardinal, la comtesse de Soissons.

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 18 juin 1658 (*Aff. Etr., France* 905, fol. 175).

Encore une fois, l'attache de l'intendant de la généralité n'est qu'une formalité qui peut-être différée, et quoique Terron reconnaisse que son soin et son inspection « ne doivent s'étendre qu'à la taille » dans l'élection des Sables, il agit comme s'il était à la fois intendant et gouverneur dans la province.

Au fait, le gouverneur et le lieutenant général sont nuls ou malintentionnés. « Je demeure d'accord, répond Colbert, que la province de Poictou est à présent en d'étranges mains », mais il n'y a rien à faire. « Je ne laisseray pas d'en écrire à S. Ec^{te}, afin qu'il voye au moins que vous n'estes pas inutile dans votre province. »

A ce moment, Terron apprend une nouvelle intéressante. M. de Fortia lui fait savoir que La Combe est retrouvé ; il est à Poitiers et fait des offres. Sans perdre un moment, Terron se rend « en diligence », le 10 juin, à Poitiers avec l'espoir de retirer une bonne somme. Il rentre à Brouage vraiment rassuré. La Combe a signé une reconnaissance de 67.000 livres et il a du bien pour répondre ; cette fois « il payera loyalement ».

Au mois de septembre, Terron n'avait encore reçu que 5.000 livres de l'obligation du débiteur « et, dit-il, ce coquin là m'écrit tous les jours pour me dire ses aventures et les raisons qu'il a de ne point donner d'argent ; de sorte que toute mon application va à le reprendre prisonnier (1). »

Mais l'insaisissable La Combe a filé ; il se cache à Paris. Terron envoie son signalement à son cousin, il l'avise que les gens d'Olonne logent d'ordinaire dans la rue Saint-Jacques et il l'adjure de mettre tout en œuvre pour le faire arrêter.

Le « coquin » a l'impudence d'écrire à Terron et de lui demander une lettre de recommandation pour Colbert ! Puis c'est un déluge de lettres « tous les ordinaires ». A Paris, il se présente chez Colbert qui ne le fait pas arrêter. Moins nerveux que son cousin, Colbert traite l'affaire avec plus de doigté, peut-être ; il obtient des versements à compte en posant au débiteur le dilemme « de son rétablissement dans son eslection en cas qu'il payast ou sa ruine entière s'il ne satisfaisoit pas à son obligation (2). »

(1) Terron à Colbert, Brouage, 18 septembre 1658 (*Ibidem*, fol. 272).

(2) Réponse de Colbert. art. 4, à une lettre de Terron, de Brouage, 11 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 334. — Cf. P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*. t. I, p. 319).

L'élection des Sables continue de payer tant bien que mal. Dans la première quinzaine de septembre 1658, Terron y fait une nouvelle tournée avec M. Fortia. Il faut répondre aux protestations des paroisses du Luc et de Beaufou qui sont dans la principauté de La Roche sur-Yon, apanage de *Mademoiselle*. Non seulement ces paroisses ne veulent rien payer mais encore elles réclament des indemnités pour des dégâts commis par les troupes. Terron examine en détail les réclamations, il se fait présenter les rôles de la taille et n'a pas de peine à convaincre les élus de « friponnerie ».

Les paroisses s'engagent à payer une partie de leur dette. Au reste, les recettes ont assez bien fourni, une voiture de 55.000 livres est en route pour Brouage (1).

Colbert se « réjouit » de cette voiture, il fera diminuer de 30.000 livres l'imposition de l'élection pour 1659 ; mais tout de même on est las de tant de tracasseries. « Vous devez vous attendre, écrit-il à Terron, de remettre le château de Beauvoir et même Son Eminence désire ne point retenir davantage l'élection des Sables (2). »

Terron proposait de prendre en échange « l'élection de Saint-Jean [d'Angély] qui est à la porte de Brouage, est dans un bon pays et porte à peu près la même somme que celle des Sables. »

Il s'agit d'en sortir convenablement, c'est-à-dire avec le moins de pertes qu'il sera possible. Tout est subordonné à la poursuite de cet objectif. Et d'abord la détermination restera secrète, on laissera même dire que le Cardinal garde l'élection. Terron s'informerait seulement adroitement, de côté et d'autre, si personne ne la réclame, tandis que Colbert se gardera bien d'en parler à Paris, « crainte d'en donner l'éveil à M. le surintendant. » En même temps, on fera retarder aussi longuement que possible la prochaine imposition de l'élection et, pour cela, Colbert compte bien sur le concours de Claudé Pellot qui vient de prendre la place de M. de Fortia. Les semaines que l'on gagnera ainsi seront employées activement au recouvrement des restes des tailles des années passées. Le château de Beauvoir y aidera.

Hélas ! Le château de Beauvoir est un hôpital. Une épidémie meurtrière y sévit. Fièvres palustres. Plutôt fièvre typhoïde. Les

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 30 septembre 1658, art. 3 (*Ibidem*, fol. 278).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 16 octobre 1658, art. 6, à une lettre de Terron, de Brouage, 9 octobre (*Ibidem*, fol. 288).

hommes tombent les uns après les autres, « toute la garnison est malade à la mort (1) ». Buisson, l'enseigne de la compagnie de La Villette, de l'île d'Oléron, meurt au milieu du mois de novembre, Terron appelle sur sa veuve « les charitez de Son Eminence. » M. de Launay est atteint ; Picon, qui entre dans le château pour remplacer les chefs, est pris à son tour. Le lieutenant Duclos, de la citadelle d'Oléron, est détaché en hâte à Beauvoir.

Terron, qui rentre à Brouage le 11 décembre après un voyage de huit jours à Bordeaux auprès de M. de Fontenay pour le département des tailles de l'élection de Saintes, apprend que M. de Launay est mort le 21 novembre. Aussitôt on travaille à l'inventaire des meubles du château et Terron s'inquiète un peu des réclamations exorbitantes du marquis du Chastel. « Il ne faut pas, lui répond Colbert (2), prendre garde sur ce sujet, à ce qu'a dit le marquis du Chastel qui est une manière de brutal ou, pour mieux dire, de fou qu'il ne faut pas considérer ; mais il faut faire ce qui est juste et raisonnable pour nostre propre satisfaction. » Enfin, on remettra le château aux mains du marquis dans le courant du mois de janvier 1659.

Restait à liquider La Combe et, ici, Colbert a lieu de se féliciter de ne l'avoir pas fait exécuter par décret. Voici la combinaison : si La Combe se décide à donner au moins une bonne partie de ce qu'il doit, et Colbert marchande avec lui, on le rétablira dans l'élection, et cela sans formalité ! « puisque estant officier, il n'auroit qu'à reprendre l'exercice de sa charge. » Terron devra seulement « prendre toutes les précautions imaginables pour empescher qu'il ne touche les deniers. » Colbert paraît n'avoir aucun scrupule de passer aux successeurs du Cardinal dans l'élection ce receveur marron.

L'année 1658 est écoulée ; personne n'a encore réclamé l'élection des Sables, mais cela ne saurait tarder et les surintendants, écrit Colbert, « pourront mesme se fascher contre M. Pellot de ne leur en avoir point donné d'avis. » Il faut donc que M. Pellot fasse l'imposition et que Terron commette à la recette, on traitera des restes avec les successeurs et, au besoin, on gardera l'élection ; « et, comme j'ay en mains des assignations, pour cette eslection, de

(1) Terron à Colbert, Brouage, 30 octobre 1658. art. 6 (*Ibidem*, fol. 302).

(2) Réponse de Colbert, art. 4, à une lettre de Terron, de Brouage, le 11 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 334).

l'année présente 1659, nous plaiderons toujours mains garnies avec MM. les surintendans (1). »

Au reste le divorce prémédité ne fut pas réalisé ; les trois élections et le pays abonné restèrent groupés, jusqu'à la mort du Cardinal, sous l'administration de Colbert de Terron.

(à suivre).

JULES SOTTAS.

II

LES ORDINATIONS DE M. ROBINET ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL

DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE.

On a longuement discuté sur les causes de l'échec de l'église établie en 1791 ; par la Constitution civile du Clergé ; or les faits seuls prouvent qu'elle n'était pas née viable. Ce que je vais raconter peut-être retrouvé dans les archives de tous nos départements.

A Saintes, les Lazaristes, directeurs du grand séminaire, refusèrent le serment constitutionnel, les séminaristes, au nombre de trente, se partagèrent en deux groupes, les uns restèrent attachés à leurs professeurs, les autres se laissèrent séduire par les nouveautés politiques et religieuses ; des discussions s'élevèrent et s'animèrent à ce point que, le 15 mars 1791, tous les élèves se retirèrent dans leurs familles. Le supérieur qui, depuis six mois, les avait maintenus difficilement dans un calme relatif, les laissa s'éloigner. Les uns et les autres attendaient l'installation du nouvel évêque, ou pour se joindre à lui ou pour s'en séparer ; déjà un diacre était parti pour l'Espagne.

Le 10 avril, M. Robinet était installé, tous les corps administratifs l'entouraient, les troupes de ligne, la garde nationale le précédaient, les salves d'artillerie se mêlaient aux sonneries des cloches. Les curés insermentés, les directeurs du séminaire s'étaient abstenus de paraître, mais à la messe, célébrée à Saint-Pierre par le nouveau prélat, un groupe de jeunes abbés, désormais logés au collège, se tenait près de l'autel.

(1) Réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659. art. 3, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 29 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 342).

La première et la plus grande difficulté qui s'imposait à l'épiscopat constitutionnel était de pourvoir aux nombreuses cures devenues vacantes par les refus de serment. L'unique moyen de la résoudre était d'organiser les séminaires et d'ordonner de nouveaux prêtres. Le scandale de ces ordinations déconsidéra les nouveaux évêques. Jamais il ne fut plus vrai de dire : « qu'on ne fait pas de l'ordre avec du désordre » ! Dès ses débuts l'église constitutionnelle était frappée à mort.

A son entrée dans sa cathédrale, M. Robinet avait aperçu ces quelques jeunes abbés venus au-devant de lui, il pensa aussitôt à leur conférer les ordres sacrés. Treize jours après, le 23 avril, il faisait sa première ordination ; elle comptait quinze ordinands, soit cinq prêtres, cinq diacres, et cinq sous-diacres. Quels sujets ! Parmi les futurs prêtres était Guérin, François Pallade, chassé autrefois du séminaire pour son inconduite, assermenté et professeur de quatrième au collège ; pour le diaconat Dulac, professeur de cinquième et secrétaire du club, lequel, après avoir mené une vie scandaleuse, s'était réfugié à la Trappe pour échapper à la prison. La Révolution lui avait rendu la liberté. Un nommé Louvet, ignorant et sans mœurs, était appelé au sous-diaconat. La veille de leur ordination, ces jeunes lévites étaient au café et faisaient une partie de cartes ; le nouveau vicaire général Dalidet vint à passer, il les invita à le suivre pour assister à une lecture spirituelle préparatoire à la cérémonie du lendemain ; sur leur refus, le futur supérieur du séminaire se contenta de leur dire : « Je vais à l'évêché, je vous prendrai au retour. »

Les nouveaux directeurs, nommés quelques jours après, étaient dignes de leurs élèves.

C'était : Dalidet, Pierre, né à Saintes, ex-récollet de Mirambeau, âgé de soixante-deux ans. Le 22 mai de l'année suivante, il se maria à Saintes avec Jeanne-Suzanne Mestayer, fut plus tard maître d'école à Ecoyeux et mourut repentant. Venait ensuite Forget, Jean-Baptiste, professeur de sixième au collège, qui épousa Henriette-Charlotte Lacherrié, devint préfet des études au collège Sainte-Barbe et mourut à Paris en 1811. Leurs collaborateurs furent Boussiron, François, ex-récollet ; Rempnoux, ex-général ; Dumaine et Arnoult ; tous remirent leurs lettres de prêtrise.

Le 18 juin avait lieu une deuxième ordination de douze prêtres. Parmi eux étaient Genet, Dulac et Louvet âgé de vingt ans ; cinq ou six autres étaient également trop jeunes pour être admis aux ordres sacrés. M. Robinet leur ayant déclaré qu'il ne voulait donner

de dispense que de treize mois, l'abbé Martineau, ancien vicaire de Saint-Eutrope, devenu vicaire épiscopal, dit à ces jeunes gens : « Allez chez moi, feuillotez les décrets des conciles et vous trouverez certainement des actes autorisant les évêques à ordonner à tout âge ! » Les candidats au sacerdoce revinrent bientôt avec je ne sais quel texte que l'évêque se garda bien de contrôler, et leur frappant sur l'épaule, il dit à chacun : « Mon ami tu seras prêtre ! »

Les Lazaristes habitaient encore le séminaire ; le 28 juin, le Département décida d'établir un dépôt de poudre dans les caves de cet établissement ; le lendemain il adressa aux directeurs l'ordre d'en sortir le jour même. Ceux-ci étaient prêts depuis longtemps. Le supérieur, M. Claude, émigra en Espagne et revint à Saintes à l'époque du concordat. M. Thomas, procureur, resta à Saintes et fut mis en réclusion aux Carmélites. M. Salhorgue, professeur, s'exila en Allemagne, rentra en France en 1802 et fut supérieur générale de la congrégation des prêtres de la Mission de 1829 à 1836.

Pour donner à ses diocésains l'impression de l'union entre tous les nouveaux évêques, M. Robinet envoya ses séminaristes à M. Mestadier évêque du département des Deux-Sèvres. Parmi eux était Auger, ex-clunisien du Saint-Europe, récemment ordonné sous-diacre. Son ordination avait rappelé un grand nombre d'anecdotes de la vie joyeuse de ce moine, âgé de soixante-six ans, tonsuré depuis trente ans, sachant à peine lire, mais passionné pour le jeu. Il y avait encore un nommé Hamon, âgé de vingt et un ans, ancien commis du district, dont M. Robinet avait fait son secrétaire, puis Dulac et un ancien soldat du régiment d'Agenois dont je n'ai pu retrouver le nom. Ces trois nouveaux prêtres revinrent à Saintes célébrer leur première messe à la cathédrale. Dulac adressa des invitations au club et à la garde nationale. Pour honorer le trop célèbre Auger, M. Robinet l'assista comme diacre et Gasturneau, ancien chanoine de La Rochelle, remplit les fonctions de sous-diacre.

Il y eut encore à Saint-Pierre deux ordinations, le 24 septembre 1791 et le 3 mars 1792. A la première, Joubert évêque de la Charente envoya une douzaine de ses ordinands âgés de 21 à 22 ans. Le 3 mars, M. Robinet consacra sept prêtres, dont un nommé Lazare Mareschal, qui, après sa rhétorique, avait mené une vie licencieuse. Voyant avec quelle facilité on était admis au sacerdoce, il se présenta à l'évêque et lui demanda de l'ordonner, en posant cette condition qu'il ne ferait qu'un mois de séminaire ; non seulement

sa demande fut agréée, mais fut-il immédiatement nommé curé de Saint-André-de-Lidon.

Les faits deviennent invraisemblables : Gastumeau apercevant un ancien soldat employé aux terrassements entrepris par la municipalité lui dit : « Vous paraissez faire un métier qui n'est pas fait pour vous. — C'est vrai, car j'ai fait toutes mes études et si je trouvais autre chose je l'accepterais. — Il faudrait vous faire prêtre. — Si quelqu'un voulait me rendre ce service, je lui aurais de l'obligation. — Eh bien, vous serez prêtre samedi prochain ! » Surpris le terrassier lui répondit : « Merci ! Cela se donne à trop bon marché ! »

Un colporteur, marchand de parapluies, offrait sa marchandise à Dalidet et citait quelques mots de latin. « Vous paraissez instruit, lui dit aussitôt le supérieur du séminaire. — J'ai fait jusqu'à ma quatrième. — Cela suffit. Faites-vous des affaires ? — Hélas ! Le commerce ne va pas. — Voulez-vous être prêtre ? — Avec plaisir. — Eh bien, vendez en détail ou en gros vos parapluies, entrez au séminaire ; je vous promets que vous serez prêtre dans la première semaine de carême. » Quinze jours après le colporteur recevait la prêtrise.

Toute corruption se dissout et s'anéantit ; le 16 avril 1792, les séminaristes, au nombre de huit, quittaient le séminaire où il n'y avait ni discipline, ni travail, ni sentiment religieux. Vainement la municipalité avait rédigé un règlement, les élèves s'en moquaient et sortaient le jour et la nuit. Dalidet avait démissionné, Forget lui avait succédé. Un jour, irrité des injures grossières que lui adressaient les jeunes clercs il porta plainte à la municipalité qui désigna deux commissaires ; ceux-ci firent une enquête, à la suite de laquelle deux élèves furent congédiés ; les six autres, se solidarisant avec leurs camarades, sortirent de l'établissement à huit heures du soir. Ils étaient persuadés que, selon l'habitude, on les rappellerait le lendemain. Ils attendirent vainement. L'administration leur fit remettre leurs effets. Le département n'avait plus de séminaire, ce qui inquiétait fort peu les corps administratifs.

La preuve était faite : en dehors de la véritable église, il ne peut y avoir de sacerdoce catholique ; l'église constitutionnelle ne devait pas survivre à ses fondateurs.

Dans son mémoire, adressé en 1796 à Pie VI, sur le diocèse de Saintes pendant la Révolution, M. Taillet, vicaire général de Mgr de La Rochefoucault, écrivait : « Nous reprochons à M.

Robinet toutes les ordinations qu'il a faites, je ne parle pas de la consécration qu'il alla faire à Bordeaux du métropolitain Pacareau, je parle de toutes les ordinations qu'il a faites à Saintes pour grossir son église constitutionnelle. Il ordonnait contre les lois antiques de l'Eglise, qui ont fixé le temps des ordinations, l'âge des ordinands et les interstices qu'ils doivent garder. Il ordonnait des moines apostats, des vagabonds, des ignorants, des libertins et tout ce qu'il pouvait ramasser de plus déshonoré et de plus immonde pour en faire l'ornement et l'appui de son nouveau sanctuaire. Nous lui reprochons d'avoir fait de son séminaire un lieu de scandale et de licence, où les jeunes gens réunis sans frein, sans règle et sans études, fréquentant les cafés bien plus que les offices, adoptant des manières et un langage qu'on n'eût pardonné à des dragons, étaient bien sûrs d'arriver aux ordres par le chemin qui aurait dû les en écarter pour toujours et par des désordres que les hommes les plus courageux n'ont jamais entrepris d'excuser. »

M. Mathiez, dans son ouvrage : « Rome et le Clergé français sous la Constituante, page 472 », a justement écrit : « Le recrutement des prêtres fut la grande affaire des nouveaux évêques. Beaucoup improvisèrent des séminaires qu'ils peuplèrent de jeunes gens sans vocation, nommés prêtres au bout d'un stage ridiculement insuffisant. Ces séminaristes fabriqués à la grosse n'édifièrent guère leurs paroissiens et contribuèrent au discrédit de l'église nationale. »

P. LEMONNIER.

III

SIGOGNE

Cette notice a été écrite grâce aux titres achetés par mon père, le baron Adalbert de Beaucorps, en 1900, chez Boulineau, libraire à Niort, et, en 1912, chez Saffroy. L'inventaire des titres du marquis Robert de Beaucorps fait en 1879 et une copie des preuves de Malte de Henri-Charles-Marie de Beaucorps ont été mis à contribution.

M. Rivière, propriétaire de la ferme de la Grange en Saint-Crépin, ancienne seigneurie de la Grange, qui fut à Pierre-Louis de Beaucorps, coseigneur de Sigogne, m'envoya très obligeamment les extraits du bail de 1755.

Mon cousin Charles de Beaucorps me communiqua quelques documents en sa possession.

Maître Boisseau, notaire à Thairé, me donna, ainsi que maître Challou, notaire à Aigrefeuille, des renseignements sur l'état actuel des bâtiments et sur les ventes faites à partir de 1837.

M. Georges Musset, bibliothécaire de la ville de la Rochelle, voulut bien me donner des renseignements précieux sur l'ancienne coutume d'Aunis.

Le *Dictionnaire* de Beauchet Filleau cite, dans les seigneuries des du Fay de la Taillée, Sigogne depuis le mariage de Prégente de Magné, en 1627, avec Josué du Fay. Les titres qui sont passés entre nos mains nous portent à croire que cette opinion est erronée. Sigogne n'aurait été aux du Fay qu'à partir du mariage de Louis-Armand-Philippe avec Louise-Henriette de Beaucorps.

BARON DE BEAUCORPS.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA SEIGNEURIE DE SIGOGNE

L'orthographe actuelle est Cigogne, avant la Révolution on trouve Sigogne ou Sigougne.

Le château de Sigogne était situé au hameau du même nom qui dépend de la Commune du Thou (1) autrefois paroisse de la province d'Aunis à 17 kilomètres environ de Rochefort (au sud) et de la Rochelle (au nord-ouest).

D'après Gauthier (2), ce château fut un des quartiers des troupes royales pendant le fameux siège de la Rochelle par Louis XIII, 1628.

LES SEIGNEURS.

Jehan de Magné rendait hommage en 1470 pour sa seigneurie de Sigogne à Olivier de Coëtivy, seigneur du château et chatellenie de Rochefort, sénéchal de Saintonge.

Pierre de Magné était, d'après le vidimus d'une baillette, seigneur de Sigogne en 1556.

A partir de Benjamin qui suit, nous avons la suite complète des propriétaires de Sigogne.

Benjamin de Magné, seigneur de Sigogne et du Mandroux,

(1) Canton d'Aigrefeuille, arrondissement de Rochefort-sur-Mer.

(2) *Statistique de la Charente-Inférieure*.

épouse vers 1600 Suzanne de Culant, fille de Isaac de Culant, seigneur de Ciré, et de Prégente Bastard, dame de Livois, fille de Georges, seigneur de la Bastardière, la Rochetière, l'Evantard, et de Françoise de la Boucherie.

Ils eurent une fille Prégente qui, le 27 avril 1629, épouse Josué du Fay, seigneur de la Taillé, et deux fils : Philippe, seigneur de la Bastardière et Livois, qui dut mourir sans enfant entre 1647 1650, et Benjamin qui suit.

Benjamin de Magné, seigneur de Sigogne, épouse Sylvie de Bois-lève ; le contrat est du 30 septembre 1647 ; il faisait un testament le 15 janvier 1650 et mourut en 1653 laissant trois enfants mineurs sous la tutelle de leur mère, Charles, Marie et Silvie.

Charles de Magné partagea avec ses sœurs les biens de Benjamin, le 11 février 1681. Il décéda peu après sans postérité et Sigogne dut appartenir par moitié à ses sœurs.

Marie de Magné épouse, le 2 janvier 1676, Hector Green de Saint-Marsault, seigneur de Dompierre (fils d'Osée, baron de Chatelailon) dont elle eut trois enfants morts jeunes ; elle perdit son mari en 1685 et dut se remarier avec M. de Gassion. En 1705, elle fit un testament en faveur des filles de sa sœur, elle mourut avant sa mère. Celle-ci habitait Sigogne où elle décéda en 1711, après avoir fait en 1709 son testament.

Silvie de Magné épouse, par contrat du 26 juin 1672, Cazimir de Gombaud, seigneur du Fresne (en Puy-du-Lac, canton de Tonnay Boutonne), fils de Gabriel, seigneur de Champfleuri et de Suzanne de La Rochefoucauld. Elle dut se remarier avec Joseph de La Mesnière, d'après un hommage de 1705. De son premier mariage elle avait eu deux filles : Elisabeth et Marie-Henriette.

1^o *Elisabeth de Gombaud* épouse, vers 1700, Jacques Garnier, chevalier, seigneur de Villedon, devenu par son mariage seigneur de Sigogne, où, d'après des baillettes, il habitait en 1717, 18, 20, 28. Dès 1717, Elisabeth était décédée.

Ils eurent trois filles, Magdeleine, Marie-Elisabeth et Sylvie.

a) Magdeleine, citée dans les baillettes de 1717 à 1728.

b) Marie-Elisabeth, décédée en 1746, qui avait épousé en 1730 Augustin de Bechillon, seigneur de l'Epinoux, décédé lui-même en 1768 ; ils avaient eu un fils, Charles, marquis de Bechillon, mort sans postérité.

c) Sylvie Garnier épouse, vers 1730, Claude-Pierre Fumée, baron de La Bouttelay. Ils n'eurent pas d'enfant. D'après des baillettes, Claude Fumée habitait à Sigogne en 1735 et 1739.

2°) *Marie-Henriette de Gombaud* qui épouse, le 26 octobre 1706, *Jean de Roquefeuil* (1), colonel d'infanterie, seigneur de la Salle, fils de Pierre de Roquefeuil, seigneur de la Salle et de Campel, et de Anne de Fè Lesmerie. Le contrat fut reçu par Lospital, notaire à Tonnay-Boutonne. Les Gombaud habitaient Le Fresne en Puy-du-Lac.

Jean de Roquefeuil fut en procès avec son beau-frère Garnier de Villedon et les terres de Cigogne et du Fresne furent en jeu. L'affaire n'était pas terminée avant sa mort. Jean de Roquefeuil fit son testament le 10 septembre 1726, il confia la tutelle de la fille qu'il avait eu de ce second mariage et qui portait les mêmes prénoms que sa mère Marie-Henriette à Elie de Beaucorps, seigneur de la Bastière, Cherves et autres lieux.

Marie-Henriette de Roquefeuil signe, le 17 février 1727, à La Bastière, son contrat de mariage avec *Louis-Charles de Beaucorps*, fils aîné de Elie ci-dessus nommé. En 1729 le procès entamé par Jean de Roquefeuil contre Jacques Garnier de Villedon n'était pas terminé, car, au mois de mai de cette année, un jugement ordonnait à M. de La Bastière (Louis-Charles de Beaucorps) l'acte de 1711 à l'appui de ses réclamations.

Il s'agissait en l'espèce d'un partage sous seing privé des biens de Mme de Magné, née de Boislève, partage non enregistré, ce qui augmentait les raisons de discussion entre les plaideurs.

Le 18 novembre 1739, dut intervenir un partage noble dans lequel Louis-Charles de Beaucorps aurait eu les avantages d'aîné; ses cousins germains Claude-Pierre Fumée, baron de la Bouttelay, et Augustin de Béchillon étaient ses copartageants, ils étaient beaux-frères comme nous l'avons vu plus haut.

Dans un aveu de 1739, Louis-Charles de Beaucorps est dit seigneur par moitié de Sigogne, l'autre étant Pierre Fumée; à la mort de Silvie Garnier, épouse de ce dernier, il semble que la seigneurie passa à Louis de Beaucorps.

M. de Béchillon aurait eu en propre une partie de la seigneurie notamment la métairie noble du Thou.

Louis-Charles venait à Sigogne de temps à autre, son domicile habituel était La Bastière. A son décès, survenu le 9 février 1755, ses biens furent partagés entre ses enfants : François, Pierre Louis,

(1) Jean de Roquefeuil avait eu de sa première femme, Marie Fourestier, une fille, Silvie-Henriette, qui épousa le chevalier Roger de Montbel,

et Louise-Henriette ; ces deux derniers héritèrent par moitié de Sigogne.

Pierre-Louis de Beaucorps, ancien officier de cavalerie, avait épousé une Marie-Mélanie-Adélaïde-Angélique-Félicité de Lambertye, dont le père était seigneur du Grand-Viveroux, paroisse d'Annezay ; ils habitaient le plus souvent à La Grange en Saint-Crépin chez leur oncle Jacques-Elie de Beaucorps qui leur laissa cette propriété à sa mort.

Louise-Henriette de Beaucorps avait épousé *Armand-Louis-Philippe du Fay*, seigneur du Haut-Vandré, ils y habitaient.

Le 15 février 1755, les coseigneurs louent leur terre à un fermier général pour 6.000 livres par an. Ce dernier percevait tous les revenus féodaux ou non-féodaux. Pierre-Louis signe l'acte « de Sigogne », il ne semble pas s'être occupé beaucoup personnellement de l'administration du domaine, son beau-frère signant seul les baillettes de cette époque, en mentionnant qu'il agit tant en son nom qu'au nom de Pierre-Louis.

Cet état d'indivision dut cesser seulement à la mort de ce dernier, survenue fin 1785 ou au début de 1786, puisque, le 3 février de cette année, un acte dressé par maître Faurie, notaire à Saint-Jean-d'Angely, réglait cette succession. Les droits de la veuve Marie-Mélanie-Adélaïde-Angélique-Félicité de Lambertye étaient reconnus par la marquise de Beaucorps, veuve de François, décédé en 1783, et par Armand-Louis-Philippe du Fay. C'est ce dernier qui, du fait de sa femme, sœur du défunt, devint seul seigneur de Sigogne, d'autres biens notamment la Grange étant attribués aux enfants de François.

En 1789, dame Louise-Henriette de Beaucorps, veuve du Fay, fut représentée pour sa terre de Sigogne à l'assemblée des électeurs de la sénéchaussée de la Rochelle par Jacques-Antoine de Liniers de Cran.

Elle avait eu deux fils et cinq filles ; l'aîné eut Vandré, le cadet Louis-Armand-Auguste eut Sigogne.

Louis-Armand-Auguste du Fay, seigneur de Sigogne, né le 11 mars 1763, décédé le 21 janvier 1834, avait épousé, le 27 octobre 1786, sa cousine Germaine-Henriette-Charlotte de Beaucorps. De cette union naquirent deux filles décédées jeunes et un fils qui suit.

Marie-Ferdinand du Fay épousa Mlle de Grandesse, dont il eut trois filles : 1^o Marie-Elisabeth qui, en 1854, épousa Renaud, marquis du Dresnay ; 2^o Marie-Gabrielle-Isabelle, décédée en 1845 ; et 3^o Marie-Marthe qui est la dernière de son nom. Il ven-

dit Sigogne de 1857 à 1865 au moyen de 28 ventes partielles ; en 1857 la contenance totale était de 137 hectares.

Le château fut acheté par M. Challou qui le laissa à son fils Auguste qui le vendit à M. Renaud le propriétaire actuel. M. Challou est le grand-père du notaire actuel d'Aigrefeuille d'Aunis, maître Challou.

(à suivre)

NOTES D'ÉTAT CIVIL

MARIAGE

Le 6 juin, a été béni, à la Jarne, le mariage de M. Guy de Montbron, fils du comte Adrien de Montbron, demeurant à Marcellus (Lot-et-Garonne), avec Mlle Marthe de Montbron, fille de M. Maxime de Montbron, conseiller général.

DECES

A Listrac (Gironde), est décédé le 2... mai 1923, M. Louis Jean, docteur-médecin, âgé de 31 ans, fils du docteur Jean, de Rouffiac.

En mai, notre confrère M. Braud de Bournonville est décédé.

Une fois de plus nous déplorons la négligence des familles à nous faire connaître leurs deuils et leurs mariages. Nos confrères ne nous aident guère à obvier à cet oubli. Ainsi s'explique pourquoi nos *Notes d'état civil* sont fort incomplètes.

Le 19 juin 1923, est décédé, à Saintes, M. Léon Parfait, capitaine de frégate en retraite, chevalier de la Légion d'Honneur, âgé de 68 ans.

Il laisse trois filles : Mlle Marguerite, Mme Jean Chalufour et Mme André Pottier.

NOUVELLES

La Société d'Archéologie de Bordeaux fête son cinquantenaire. Elle a invité notre Société à envoyer un délégué. M. Benon, con-

trôleur principal des contributions directes à Bordeaux, a bien voulu nous représenter.

Il faudra nous aussi fêter notre cinquantaine l'an prochain.

M. D. Guillory, fondeur, conseiller municipal de Saintes, a donné au Musée de la ville différentes pièces de monnaies, notamment un lot de 31 minuscules bronzes gallo-romains des empereurs de Gaule, la plupart méconnaissables mais très intéressants au point de vue historique. Ces pièces ont été trouvées par le grand-père de M. Guillory, à Taillebourg, dans un terrain en bordure de la Charente, proche le passage à niveau du chemin de fer. On reconnaît un Tétricus. On admet l'origine romaine de Taillebourg, plutôt par déduction, en tirant argument des voies voisines, que par preuve directe.

SALONS

SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS : Ballande. *Improvisation* (reproduit au Catalogue et dans l'*Illustration*). Baudouin (J.-F.) né à Saint-Martin-de-Ré. *Jardin à l'île de Ré ; la mer sauvage, île de Ré ; automne, Versailles ; nature morte* ; Bron (A.). *L'entrée des bois ; port d'échouage*. Callot (H. E.). *Port Joinville, le soir* (reproduit dans l'*Illustration*) ; *La Rochelle chalutiers* (reproduit au Catalogue) ; *Côte sauvage* (îled'Yeu). Descouts (Ch.-E.). *Etude*. Fouqueray (Ch.). *La Défaite des Chinois*. Grain (Mlle M.) née à La Rochelle. *Méditations* (reproduit dans l'*Illustration*). Hippolyte-Lucas. *Auberge au bord de la Seine* (reproduit au Catalogue) ; *un Coin de Verdilly ; un soir à Grenade ; Le Vigneron*. Joncières (L. J. V. de). *Salle à manger Louis XVI ; boudoir Louis XV* ; (reproduit dans l'*Illustration*) *Vestibule Directoire ; petit intérieur Lajallet* (Mme H. de). *Roses trémières*. Lenoir (Ch.-A.). *Portrait de Mme D. ; une joueuse de flûte*. Morchain (P.). *Portrait de Jacques Chardonnet* (reproduit dans l'*Illustration*) ; *Matin de pluie à Boulogne-sur-Mer*. Roulet. *Canal Saint-Barnabé ; l'orage monte*. Sainton (G.-H.) né à Nieul-sur-Mer. *Après la pluie dans le vieux bassin* (La Rochelle) ; *La Côte de Saint-Maurice* (La Rochelle).

Descouts : *Femmes au lavoir* (Serbie), dessin.

Pavid (1) (Charles) né à Lausanne. *Maisons à La Rochelle*, croquis.

Artistes n'appartenant pas à la Charente-Inférieure.

Aubert (J. J. F.). *Portrait du général Niox*. Boucart (G.-H.-A.) né à Angoulême. *Vapeur charbonnier* (La Rochelle) ; Bourgain (Mme Odette) née à Cognac. *Du plateau de Viam ; des bouleaux*. Petitjean (P.). *A La Rochelle*.

SALON DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS. Caillaud (Alfred) né à La Rochelle. *Intérieur d'atelier*. Daras (H.) à Angoulême, *Le Christ sur la pierre de l'Onction ; la vallée de Puymoyen* (Charente) ; *Vallée de Chamoulard* (Charente) ; *En Poitou ; en Charente*. Fragnaud (G.-I.). *Nu dans un paysage*. Herisson (R.). *Sanglier blessé attaqué par des loups*. Lepine (J.-L.-F.). *A l'ombre ; printemps à Antibes ; Chemin* (Gironde). Morvan (G.-Fr.) né à La Rochelle. *Nature morte devant la fenêtre*. Vauthrin (Er.-G.) né à Rochefort. *L'entrée du Port de La Rochelle* (reproduit au catalogue) ; *La Rochelle. La tour des Quatre-Sergents ; Moulin en Vendée ; paysage vendéen*.

Artistes étrangers à la Charente-Inférieure :

Paul Manceau. *Le phare de Saint-Georges-de-Didonne*.

Henry Baudot. *Bateaux abandonnés* (Port de La Rochelle).

Le 14 juin 1923, le conseil municipal de Saint-Savinien a adopté les armoiries suivantes.

Parti : au 1 d'azur au bloc de pierre d'argent (allusion aux carrières) en pal : au 2 d'argent à la gabarre voguant à droite sur des ondes au naturel, à la voile de gueules éployée ; au chef cousu de gueules à deux S d'or.

Le 16 juillet 1923, le général Guillaumat, entouré des autorités de l'Académie de Poitiers, a présidé la distribution des prix du collège de Saintes. La raison de cette présidence est que le général fut élève du collège pendant trois ans en 1875, 1876, 1877, comme externe et élève de quatrième, de troisième et de seconde. Son père était alors lieutenant de recrutement à Saintes.

(1) M. Pavid — en mai 1923 — est passé à Cognac et à Saintes où il a fait plusieurs croquis lavés d'aquarelle et des aquarelles de la cour de la bibliothèque, de Saint-Pierre, des arènes, des quais, de l'église de Bourg. Deux de ces dessins ont été acquis pour la collection de la bibliothèque de Saintes.

Il est curieux de compulser les palmarès de ces trois années. On y voit que le jeune Guillaumat, de Bourgneuf, obtient en quatrième un accessit en langue française, un autre en histoire et géographie. En troisième, il se couvre de gloire (déjà !) avec sept citations, mais il n'obtient qu'un prix en histoire. Les autres nominations sont des accessits en version latine, en version grecque, en thème latin, en narration française, en allemand, en instruction religieuse. Rien en mathématique. En 1877, en seconde, il n'obtient qu'un accessit en excellence.

Qu'on vienne dire que Virgile, Jules César, Tacite, Homère, Sophocle ne mènent à rien dans la vie ! Combien de jeunes gens, qui « ont fait un beau chemin », ne laissaient nullement pressentir leurs véritables aptitudes !

Pasteur serait venu à Saintes, avons-nous dit. C'est fort possible, mais la preuve n'est pas faite. En revanche, il est plus certain que la future Mme Pasteur a habité Saintes pendant deux ans. Née à Clermont, le 15 janvier 1826, elle était fille de Henri-Claude Laurent, professeur au Lycée de cette ville, qui fut nommé principal du collège de Riom en 1829, et principal du collège de Saintes le 30 septembre 1834. Il ne conserva ce poste que deux ans. Guéret, Orléans, Angoulême, Douai, Toulouse, Cahors peuvent évoquer le même souvenir, car M. Laurent paraît avoir eu le goût du déplacement. En 1848, il était recteur à la Faculté de Strasbourg, quand Pasteur y arriva le 15 janvier 1849, en qualité de suppléant du professeur de chimie. Il reçut le coup de foudre. Le 29 mai suivant, il épousait Mlle Laurent, qui a laissé la réputation d'une femme accomplie sous tous les rapports.

Notre président, le baron Oudet, est décédé le 9 octobre, à sa propriété de Beauvoir, commune d'Ecurat, près Saintes. Il avait été élu par l'assemblée générale du 29 janvier 1903 et constamment maintenu.

En lui s'éteint une personnalité Saintaise, un homme qui fut toute sa vie entouré de l'estime de ceux qui l'approchèrent, séduits par la distinction de son esprit cultivé, la simplicité et l'affabilité de ses manières, sa conversation si attachante où se révélaient sa grande intelligence, la pondération d'un jugement sain, l'étendue de connaissances les plus variées. Il alliait la fermeté du caractère à une foi profonde. Il s'était acquis une haute autorité morale qui faisait rechercher ses avis. Il a été mêlé à tous les mouvements politiques dans la Charente-Inférieure depuis cinquante ans, à toutes les questions religieuses qui ont agité le pays. Quand ses conseils, toujours écoutés avec une parfaite déférence, n'étaient pas suivis, il n'en manifestait aucune mauvaise humeur, mettant au-dessus de toute discussion le respect de l'autorité qui jugeait en dernier ressort. Il conservait son entière liberté d'appréciation, mais il se soumettait, en parfait soldat, aux ordres dictés par ceux-là mêmes qui le consultaient. M. Oudet n'était pas un militant dans l'acception du mot. Sans ambition, il restait dans le rang. S'il avait voulu il aurait pu, il aurait dû devenir, mieux que tant d'autres, conseiller général, comme son père, voire député. Il aurait fallu « se présenter », faire campagne, intriguer, lutter. Cet homme de grande valeur avait le tempérament d'un excellent

représentant mais nullement celui d'un arriviste. Orateur à la parole facile et élégante, malheureusement faible d'organe, il charmait un auditoire restreint, il ne pouvait entraîner le public d'une réunion électorale où la parole vibrante, déchaînant l'orage parfois, est plus goûtée.

« Je ne sais, disait Chateaubriant en parlant de Joubert qui venait de mourir, je ne sais si au fond de la tombe, il me saura gré de révéler la noble et pure existence qu'il a cachée ».

Le baron Amédée Oudet est un des hommes excellents qui échappent à la biographie. Sa vie s'écoula dans la pratique des plus éminentes vertus, devoir, honneur, religion, charité, qu'il avait reçues de ses parents en héritage. Il a gardé l'héritage intact et il le transmet à ses fils. Vie exemplaire dans son unité, dans la fidélité de ses aspirations, de ses convictions, même d'un idéal qu'il conserva longtemps (1).

Né à Landes le 15 décembre 1832, de Nicolas Eliacin Oudet et de Victoire Boubée de Lespin, il était petit-fils du colonel Jacques-Joseph Oudet, tué à Wagram. Après ses études à la pension Amoureux et au collège de Saintes, reçu bachelier il fit son droit et demeura une année entière à Munich. Le général Dumont, commandant les troupes françaises à Rome, l'emmena avec lui. Séjour mémorable qui imprima dans son esprit des souvenirs qui résistèrent frais à l'action du temps.

Du conseil de préfecture de Quimper il passa comme secrétaire général à la préfecture de Tulle qu'une grave maladie de la gorge le contraignit à abandonner en 1867. Il aurait pu rentrer dans l'administration en 1872, M. Dufaure lui offrit une préfecture, mais des considérations de famille l'obligèrent, plus que des raisons politiques, à refuser. Retiré en sa propriété de Beauvoir, il se consacra à ses enfants, à l'agriculture et aux œuvres. Alors commença pour lui ce rôle de conseiller soit politique, soit religieux qui reçut du Pape une récompense enviée. De chevalier M. Oudet fut élevé au grade de commandant de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en juin 1910. Chacun aimait et désirait s'assurer le concours de cette belle intelligence. Maire de sa commune en mai 1882, il fut constamment renommé. En 1908, il succéda à M. Th. Guillet

(1) M. Oudet éprouva un gros chagrin et de cruelles désillusions de tous les événements qui agitérent la Grèce dans ces dernières années. Il ressentait une horreur profonde à l'égard du Turc ! Il avait épousé les sentiments que beaucoup de personnes professaient envers les Grecs au temps de l'Indépendance !

comme président du Syndicat agricole du département ; la Laiterie de Nieul le nomma président du conseil d'administration ; la Croix-Rouge fit appel à ses lumières ; il en fut le vice-président depuis la fondation du comité de Saintes, en 1888, jusqu'à sa mort. Il refusa plusieurs fois la présidence qui lui était offerte.

Comme la plupart des cérébraux qui lisent beaucoup, meublent leur facile et fidèle mémoire de quantité de notions diverses leur permettant de causer de tout avec agrément et à l'occasion de fournir une conférence érudite, M. Oudet écrivait peu et a peu produit. Il suivait assiduellement les travaux de notre société, mais il n'a participé à nos publications que par quelques notes, quelques bons comptes-rendus, un mémoire sur saint Louis en Saintonge (*Bulletin* XII, p. 347), l'article biographique de Louis Audiat (*Revue* XXIII) et un rapport sur l'excursion à Airvault (*Revue* XXVI). Les journaux ont reproduit en leur temps la plupart de ces allocutions, où il excellait. Les éditer en un petit volume serait un juste hommage de pieuse admiration rendu à cet homme si digne de nos regrets et de nos sympathies respectueuses.

Le baron Oudet épousa le 6 mai 1863, Mlle Marie-Isabelle Lambert (décédée en 1917), dont il eut trois fils et quatre filles.

MM. Joseph, Ingénieur en chef du matériel aux chemins de fer d'Alsace et Lorraine ; François, chef d'escadrons d'artillerie, chevalier de la Légion d'Honneur ; Mlles Marie, en religion Mère Jeanne du Sacré-Cœur, de Sainte-Marie de la Providence ; Thérèse ; Camille.

Deux autres enfants : *Thérèse*, l'aînée de tous, morte à deux ans ; et *Louis*, né en 1876, mort à cinq ans.

Ch. D.

M. Oudet avait recommandé qu'aucun discours ne fut prononcé à ses obsèques. Cependant M. Taittinger, député, obtint l'autorisation de prononcer les quelques paroles que nous sommes heureux de reproduire.

Comme elle m'apparaît lumineuse aujourd'hui la belle affirmation de Melchior de Vogüé : « c'est par la bouche de ceux qui leur survivent que l'on entend les morts qui parlent ».

Par ma voix en effet, c'est l'hommage ému qui s'exprime des Théodore et des Jules Guillet, de ceux qui connaissaient et ai-

maient l'homme de bien que nous conduisons à sa dernière demeure.

On ne peut suivre pas à pas une longue existence comme celle du baron Oudet, mais on doit en détacher l'essentiel, c'est-à-dire l'admirable unité. Profondément chrétien, sa vie fût l'image de sa foi ; il s'efforçât d'appliquer l'admirable devise de celui dont il fut un des serviteurs les plus zélés : « Aimez-vous les uns les autres ».

Le baron Oudet avait en effet le geste qui apaise, la parole qui réconcilie ; durant les nombreuses étapes de son existence il s'efforçât d'être toujours un trait d'union. Il me semble voir se dresser au-dessus de nous, sous la broussaille des cheveux d'argent, les traits fins combien racés de celui dont nous déplorons la disparition ; tous, nous croyons entendre encore une fois la douceur de sa voix qui donnait encore plus de relief à la hauteur de ses vues, et ajoutait une clarté particulière à l'expression de sa pensée.

Le baron Oudet, après avoir rempli ici-bas sa tâche, a eu comme vision dernière, les images qui lui étaient les plus chères ; ses enfants qui étaient sa fierté, ses petits-enfants ses plus chers sujets d'espérance.

Dans sa noble carrière toute de dévouement, son nom, nous le savons, sera continué ; que ceux qui le pleurent trouvent en nous un écho fidèle à leurs sentiments attristés. Où ils perdent un être cher qui fut pour eux, toujours, la belle incarnation de l'exemple, nous perdons nous, un ami, un guide, un conseiller et un soutien.

Le petit-fils du héros de Wagram a bien servi lui aussi son pays. Il nous laisse comme enseignement, la manière toujours courtoise dont il défendait ses croyances et ses idées, ignorant la parole qui blesse et cherchant uniquement à allumer dans les cœurs la flamme de l'affection.

Son souvenir restera toujours présent, surtout parmi ces dévoués travailleurs des champs, au milieu desquels il vivait à Ecurat ; ses voisins, ses amis se sont arrêtés dans leur labeur, pour venir lui adresser un suprême hommage ; prolongement de la famille du Baron Oudet, ils ont pris la place qui était naturellement réservée à leur dévouement et à leur fidélité.

Au nom de tous, au nom en particulier du syndicat Agricole Départemental, dont après avoir été le fondateur, il resta l'animateur, nous venons lui dire ici, non pas adieu mais au revoir.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

Décès du baron Oudet, président.

VARIÉTÉS : *La marine marchande sous Louis XIV en Saintonge ; Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite), par M. le Dr Sottas ; *La Seigneurie de Sigogne* (fin), par le baron F. de Beaucorps ; *Hôtel de Bassompierre à Paris*, par M. Beaulieu ; *La Salle Saintonge*, par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTION : Le médecin Pictory.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin du Comité, Section de Géographie* (Marais de Conac, par M. le C^e Vivienne) ; *Bulletin de la Société archéologique de la Charente* (Les voies romaines, par M. le C^e de La Bastide) ; *Archives historiques de la Gironde* (vol à Brizambourg).

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; découverte d'un manuscrit de Burgaud des Marets ; effondrement d'une carrière à Saintes ; théâtre ; imprimerie ; Société d'archéologie à Saint-Jean-d'Angély : rapports de M. de Vaux ; le moulin du Fa ; fouille à Saint-Pierre ; naissance de Pontaillac ; exposition à Niort ; arbres abattus ; église classée ; Musée de Saintes ; église de l'abbaye de Saintes.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : Pierre Loti ; Dr Drouillard ; M. Baudouin ; M. Bodin ; M. de Roumefort ; M. Guimbelot ; Mme Jambu ; Mme Normand-Duffié.

Mariages : Poirier-Julien-Laferrière ; Perrier-Tercinier.

BIBLIOGRAPHIE.

VARIÉTÉS

I

LA MARINE MARCHANDE SOUS LOUIS XIV EN SAINTONGE

M. Boissonnade, doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers, a donné dans le dernier numéro du *Bulletin de la Section de Géographie du Comité* un très important, très intéressant article de 45 pages abondamment documentées sur la *Marine marchande, le port et les armateurs de La Rochelle à l'époque de Colbert (1662-1683)*. A part une note sur la construction du phare de Chassiron

(1679-1682), il ne sort guère de La Rochelle et de Ré, mais tous les renseignements qu'il a recueillis sur la flotte rochelaise et ses habitudes d'affrètement sont applicables aux navires des ports de Saintonge. Le peu de notes que j'ai pu prendre sur cette question dans les minutes d'un notaire de Cozes le prouve. Ce qui se passait à La Rochelle se passait ailleurs à quelques détails près. En publiant les actes extraits des minutes de Bargignac, que M. Lucazeau, notaire à Cozes, détenteur de ces minutes, a mises à ma disposition avec une bienveillance dont je lui suis très reconnaissant, je n'entends tout simplement que grossir le dossier de M. Boissonnade.

Voyons d'abord, en un court résumé, l'essentiel de ce qu'il nous apprend.

Colbert, à peine arrivé au pouvoir, fait observer au Conseil du commerce que la marine marchande française ne comptait que « 200 vaisseaux raisonnables » en regard des 16000 navires de la flotte commerciale hollandaise. L'enquête ordonnée par lui et qui fut conduite à La Rochelle par Jean de Mirande, lieutenant de l'Amirauté, le 17 mai 1664, révèle que la flotte marchande rochelaise est réduite à 32 vaisseaux, dont 18 seulement avaient une capacité supérieure à 100 tonneaux. Les « géants » atteignaient à peine 400 tonneaux. La Rochelle venait cependant en rang avant Bordeaux qui ne possédait que 11 navires au-dessus de 100 tonneaux, Nantes 12, Dieppe 16. Mais le Havre, Saint-Malo, Rouen, Saint-Jean-de-Luz dépassaient de beaucoup La Rochelle. Cette ville venait au sixième rang et se trouvait seulement au douzième pour la totalité de l'effectif naval. Il est vrai que le ressort de son amirauté, restreint à l'Aunis, était moins étendu que celui des amirautés des autres ports. « Si l'on ajoute aux vaisseaux de La Rochelle ceux de l'amirauté de Saintonge, au nombre de 60, on arriverait à un total de 92 navires pour l'effectif de la marine marchande au littoral aunisien et saintongeais réunis, qui se classerait ainsi non plus au douzième mais au dixième rang (1) ».

Au point de vue du tonnage la flotte marchande rochelaise, en 1664, n'atteignait pas 4000 tonneaux. Tous les bateaux de types très variés étaient de construction relativement ancienne. La moyenne de service d'un bâtiment marchand semble avoir été alors

(1) M. Boissonnade compte d'après l'enquête de 1674 (*cinq cents de Colbert*, t. CXCI. *Bibliothèque nationale*). Il semble que la situation s'était améliorée depuis 1664. Les chiffres cités n'en sont que plus impressionnants.

de 16 à 20 ans. Un doyen d'âge compte 34 ans, les moins âgés ont 9 ans, un seul a 3 ans. Un seul provenait des chantiers anglais, un autre d'Espagne, treize, les plus importants au point de vue du tonnage, avaient été construits en Hollande, à Saardam et Flessingue entre 1649 et 1660. Douze bâtiments étaient de construction française (Saint-Savinien, Soubise, La Seudre, Sables-d'Olonne, Saint-Malo. La Rochelle pour deux unités seulement, Saint-Martin-de-Ré un).

Le commerce de La Rochelle ne montrait alors quelque vitalité que dans les entreprises de la grande pêche à Terre-Neuve. Le génie impérieux et tenace de Colbert vient le tirer de cette torpeur.

Il commença par améliorer le port de La Rochelle et en faciliter l'accès. Le port mal entretenu s'envasait ; aussi pendant deux ans (1670-72) travailla-t-on à approfondir le chenal d'accès. On répara les quais, les cales (1682). Saint-Denis d'Oleron fut mis en état de recevoir les barques de 60 à 80 tonneaux.

L'ingénieur Clerville avait déjà déclaré fort pernicieuse la coutume « de fréter les navires hollandais au lieu d'en bastir nous-mêmes ». Colbert partageant cette opinion fait ordonner, le 5 décembre 1664, par le Grand Conseil, un système de primes « en faveur des marchands et tous autres qui feront bâtir ci-après des vaisseaux » sur les chantiers nationaux. La prime était de 5 livres par tonneau pour les bâtiments de 100 à 200 tonneaux, et de 6 livres pour ceux qui dépasseraient 200 tonneaux. Différentes faveurs vinrent s'ajouter à celle-ci, de manière à attirer même les armateurs étrangers qui viendraient s'établir en France. Non content de ces premiers encouragements, Colbert envoyait des agents en Angleterre et en Hollande étudier les meilleures méthodes techniques. Il enrôlait à prix d'or les ouvriers les plus habiles, il en loue à l'année, il fait former des ouvriers français. Il stimule le zèle de la compagnie du Nord, dont le siège est à La Rochelle. En 1669, il parvient à lui faire établir des magasins, une forme de radoub, un atelier pour construire « fort commode et bien pratique ». On trouve trace de toute une petite colonie néerlandaise de charpentiers, de voiliers, sous la protection d'un des directeurs de la Compagnie du Nord, le banquier Henri Tersmitten, homme de confiance de Colbert. De 1665 à 1671, on dépensa 18.591 livres pour attirer des charpentiers et des cordiers de Hollande. Le résultat est tangible par le fait qu'à l'époque de la mort de Colbert sur 92 navires qui constituent la flotte du port de La Rochelle, 53 ont été construits en France. 23 sont supérieurs à 100 tonneaux. Il y

avait cependant encore des navires provenant de l'étranger, Colbert n'en avait pas fait prohiber l'entrée. Mais la prime accordée n'était que de 4 livres.

C'est au mois d'août 1682, un an avant la mort de Colbert que la marine marchande de La Rochelle parvint à son effectif le plus élevé. Elle comptait alors 89 bâtiments, outre 16 barques de l'Île-de-Ré, au total 105 navires de tout tonnage, plus du *triple*, du matériel naval de 1664. Le tonnage atteignait 10.731 tonneaux. Bordeaux possédait bien 118 unités de plus que La Rochelle, mais le tonnage ne s'élevait qu'à 7.209 tonneaux. « Sauf dans la deuxième partie du XVIII^e siècle, à l'époque de l'apogée du commerce colonial, la marine marchande de La Rochelle ne devait connaître un pareil degré de développement. Au XIX^e siècle, elle resta longtemps bien au-dessous de l'effectif atteint à la fin du ministère de Colbert. A peine comptait-elle, en 1836, 2917 tonneaux, en 1839, 4367 avec 128 navires, 6387 avec 136 bâtiments en 1863. La création du port de La Pallice a porté le tonnage à 23.013 tonneaux (1).

L'armement de la Rochelle paraît avoir connu pendant vingt ans une ère de réelle prospérité. Deux traits semblent l'attester. C'est d'une part l'accroissement considérable du tonnage de la marine marchande, et, de l'autre, la progression du nombre des armateurs qui possèdent un ou plusieurs navires en propre. Des liens de parenté unissent souvent ces armateurs. Les plus riches et les plus actifs sont des protestants. Ils opèrent tantôt individuellement tantôt en société. Les membres d'une famille s'associent pour armer un ou plusieurs navires.

Qu'ils soient associés entre membres de même famille, qu'ils soient copropriétaires ou seuls propriétaires, les armateurs sont toujours qualifiés du nom de *marchands*. Le nom ancien de *bourgeois* appliqué aux armateurs semble rare au temps de Colbert. L'armateur est, selon la définition de Jacques Savary, celui qui « fait l'armement ou qui s'y intéresse, quoiqu'il ne monte pas le navire, et qui équipe le vaisseau pour aller en marchandises surtout au long cours ». D'ailleurs certains armateurs frétaient des navires d'autres ports français ou étrangers. Le rôle de l'armateur à La Rochelle comme dans le reste de la France, se bornait, en effet,

(1) M. Boissonnade [ne cite que d'après le tableau du mouvement arrêté en 1901.

le plus souvent, à fournir les capitaux et les marchandises à l'entreprise maritime ainsi que les vivres nécessaires à l'équipage.

Un petit nombre de sociétés ou d'armateurs tendent déjà à détenir la majeure part de la flotte marchande et à former une sorte d'aristocratie de l'armement maritime.

Trois compagnies groupent ensemble, en 1682, un dixième environ de l'effectif de la marine rochelaise de commerce. C'est d'abord la compagnie du Nord, formée en 1669, dont les principaux organisateurs furent Louis Pagès, Tersmitten et le grand banquier parisien, Pierre Formont. Puis vient la compagnie du Sénégal organisée en 1673, enfin la compagnie du Canada.

Le rôle des armateurs rochelais ne se borne pas à armer des navires. Ils participent davantage aux contrats de pêche dits à la *grosse aventure*. Les banquiers ou *assureurs* ou *gros aventuriers* commanditent des entreprises d'armement pour le commerce du Nord, d'Espagne, d'Afrique, des Antilles, du Canada, surtout pour la pêche de Terre-Neuve. Ils prêtent à la grosse aventure sur le corps ou la quille du vaisseau, soit sur les agrès et appareils, soit sur les cargaisons, soit sur les victuailles. Les règlements se bornaient à interdire le prêt à la grosse aventure qui excédait la valeur du bâtiment ou de la cargaison ou plus de la moitié du prix du loyer des matelots.

Le contrat à la grosse aventure était doublé d'un contrat d'assurance consenti par les mêmes banquiers ou par des capitalistes distincts. Dans ce dernier cas, le donneur à la grosse était préféré à l'assureur jusqu'à concurrence de la valeur du capital prêté dans la répartition des effets sauvés du naufrage. Ces contrats étaient nuls en cas de perte entière de ces effets survenue en cas fortuit.

Le remboursement du capital prêté, accru de l'*aventure* ou intérêt, avait lieu généralement dans les douze ou quinze jours après la rentrée au port. Le taux du prêt, variable suivant la solvabilité de l'emprunteur, la longueur ou les risques du voyage, atteignait parfois 35 à 40 pour cent : la moyenne semble avoir été de 25 à 30 pour cent (1).

Le fret atteignait à cette époque des prix élevés en raison des risques de mer.

En retour de leurs avances, les armateurs avaient une part no-

(1) On verra dans le document de 1678 que je reproduis que le taux s'établissait parfois sur le pied de 60 pour cent. Il descendait à 18 quand l'aventure cessait au port d'arrivée à l'*aller*.

table du bénéfice des entreprises. En général, l'armateur stipule un tiers du profit pour le *corps du navire*, c'est-à-dire comme compensation des frais de l'armement proprement dit, et un *autre tiers* pour l'avitaillement. Parfois il prélevait d'abord une portion, avant tout partage. L'armateur et l'avitailleur se réserveront même jusqu'aux trois quarts du produit. Aussi marchands, banquiers et armateurs rochelais édifièrent-ils d'importantes fortunes.

Les équipages se recrutent facilement parmi les populations côtières de l'Aunis et de la Saintonge. Les Saintongeais forment l'élément dominant. Les religionnaires en particulier manifestent un goût très vif pour le service de la mer. Aussi lorsque les tracas, les mesures vexatoires obligèrent le plus grand nombre à s'expatrier, le commerce de la Rochelle périclita, Begon avoue que la généralité perdit le tiers de la population par la guerre, la misère et l'émigration des protestants. Après la Révocation, le courant d'émigration devint irrésistible. Dans l'Etat de New-York, les Rochelais créèrent la Nouvelle-Rochelle. Parmi ceux qui se fixèrent dans cet Etat figurait un Allaire, armateur, et un Auguste Jay, fils d'un armateur originaire du pays de Civray. Le premier est l'ancêtre du général américain qui a commandé une brigade dans l'armée Pershing pendant la dernière guerre. Le second eut pour petit-fils, le président John Jay, dont l'un des descendants, Victor Jay Chapman, a été tué, en juin 1916, sous les murs de Verdun.

Le plus souvent le *maître* ou capitaine du navire est un salarié, un marin de profession. Sur 32 navires rochelais, en 1664, 31 ont un capitaine professionnel. Sur 19 capitaines dont l'origine est connue, 17 sont Saintongeais. Neuf d'entre eux venaient de La Tremblade, quatre d'Arvert, 3 de l'Ile-d'Oleron.

Le capitaine obtient parfois pour prix de ses services une part dans la propriété du navire. Il participe aux bénéfices, au prix de vente des cargaisons dans une proportion déterminée, notamment dans les voyages au banc de Terre-Neuve. Parfois il fait pour son compte le troc, ce qui fut interdit dans beaucoup de contrats, comme préjudiciable au monopole de l'armateur.

L'état-major du bâtiment comprend, outre le maître et le contre-maître, le chirurgien, souvent aussi barbier, (toujours un catholique), le charpentier, le pilote. Les matelots ou mariniers sont en nombre variable, 10 pour un bateau de 50 tonneaux, 16 pour un bateau de 120 tonneaux et 11 spécialistes et officiers. Ils sont plus payés et coûtent plus cher à nourrir que les hollandais. Au *xvii^e* siècle, le gain normal d'un marin rochelais engagé pour la pêche

à la morue verte est de 35 à 40 écus par campagne. L'équipage avait généralement droit au tiers du produit s'il s'agissait de morue sèche, ou au quart s'il s'agissait de verte morue considérée comme donnant plus de déchet pour l'armateur. Cette part était appelée *loyer*.

Toutes les explications que j'ai empruntées à M. Boissonnade serviront à l'intelligence des contrats que je reproduis. On verra qu'en dehors de La Rochelle il existait en Saintonge, de petits ports d'armement, plus spécialement de cabotage, dans lesquels on retrouve les conditions de chargement en usage à la Rochelle. Les minutes de Bargignac contiennent plusieurs testaments de marinières ou matelots sur le point de s'embarquer pour aller à Terre-Neuve. Ils habitent des villages voisins de Cozes et de Talmont (1). Ils allaient à la Rochelle sans doute. J'ai transcrit surtout des contrats relatifs au cabotage. De Talmont et environs, Mortagne, Royan portaient de petits bâtiments chargés de vins, qui allaient en Bretagne vendre leur cargaison et rapportaient au retour des denrées, notamment des sardines. On en voit qui ont fait le voyage de La Martinique et de Lisbonne, ce qui suppose un tonnage beaucoup plus considérable. Les conditions d'affrètement sont curieuses. Plusieurs propriétaires envoient partie de leur récolte sous la conduite d'un fondé de pouvoir qui rendra compte de sa gestion. Les frais paraissent onéreux puisque le banquier prête les droits de sortie à raison de 5 pour 100 par mois, soit à raison 60 pour 100 par an. Si on ajoute la dépense pour fourniture des vivres et pour les gages on est amené à supposer que la cargaison se vendait cher — pas très facilement puisque le bateau est autorisé à aller de port en port chercher des acheteurs.

Malgré les gros frais, ces sortes de « voyages » se renouvellent, donc ils sont rémunérateurs. Il y a une raison, je crois, à ça. Le pays subissait une gêne intense : grande difficulté de culture, rendements peu encourageants, impôts écrasants.

Les minutes des notaires de campagne, plus que celles des

(1) 1660, Jean Menu de Grézac, Pierre Chardavoine, de Fontenille. 1650, Maurice Reine de Talmont.

D'autres testaments sont provoqués par d'autres buts : voici par exemple, celui de Simon Cochon, pilote, demeurant à Talmont (12 septembre 1657), sur le point de partir en « un voyage qu'il a entrepris de faire avec le sieur du Vignaud, capitaine dans un navire pour le service du roi ».

villes, conservent des preuves multiples de cette crise économique atteignant tout le monde.

CH. D.

1658 4 mars. — Protestation par Pierre Baugé, pilote, qui a été expulsé du bateau qu'il devait conduire en Bretagne, après l'avoir chargé. Il réclame son bénéfice.

Aujourd'hui quatriesme de mars, après midy, mil six cents cinquante huit, par devant le notaire royal soubsigné et... a comparu en sa personne Pierre Baugé, pilote de navires de la présente ville (de Talmont sur Gironde) lequel, comme s'il parlait à André Furaud, texier en toille, luy a dict et exposé qu'au mois d'octobre dernier il demanda à l'expozant pour conduire le batteau nommé *La Bonne Aventure*. qu'il a en commun avecq Maurice Resne (1) et ce en qualité de pilote et promis le dict Furaud luy donner un lot du fret quy est une quarte partie en icelluy et que outre ce il luy donneroit une pistolle et le dict Resne une autre, ce quy fut ainsi accordé et arresté entreux et en conséquence de cette convention ledict exposant ayda à garnir ledict batteau, à le fréter au sieur Sauzeau pour aller à la coste de Bretagne, moyennant dix-sept livres pour thonneau. et, après que le tout feu faict, il le conduizit avecq l'équipage au lieu de Saint-Seurin où ledict Sauzeau y fit mettre et charger huit thonneaux de vin. et, cette charge faicte, le ramena en l'havre de Puillieu pour atendre le temps convenant de faire le voyage par eux entrepris ; pour sa part de victuailles duquel ledict exposant auroitourny deux quarts de bled converty en biscuýt et un pain de mesnage vallant douze sols, et auroit encore porté audict bateau pour neuf sols de nattes, un crocq et une gaffe vallant quinze sols que ledict Furaud luy auroit promy payer, ce qu'il n'a point faict. ains, au contraire, après que ledict exposant a eu demeuré près de deux mois dans ledict batteau, tant pour ayder à faire sa garniture, le fréter, charger et atendre le temps propre pour faire leur voyage, ledict Furaud a chassé et mis hors ledict exposant dudict batteau sans aucun sujet et y auroit mis un autre pilote en son lieu, ce quy l'a empesché de se passer en un autre vaisseau, ce qu'icelluy Furaud a faict pausant s'exempter de payer à l'expozant sa part du fret dudict batteau pour en gratifier à ses despans celluy qu'il a mis en son lieu, ce

(1) Ce Maurice Resne est un marinier de Talmont ; le 1^{er} mars 1659, il fait son testament au moment de s'embarquer pour Terre-Neuve.

quy ne seroit point juste, car il est tout certain, suivant les us et coutumes de la mer, que quand on demande un pilote pour conduire un vaisseau et qu'on a faict condition aveq luy, mesme aveq le moindre garçon du bort, qu'on ne les peut renvoyer sans leur payer tout ce qu'ils pourroyent avoir, comme s'ils avoyent faict le voyage entier et à plus forte raison l'expozant le doit-il estre parce qu'il a esté, comme dict est, près de deux mois dans ledict batteau pour y faire ce quy estoit nécessaire et qu'il aourny sa part de victuailles pour faire le voyage.

A ces causes, ledict exposant somme et interpelle ledict Furaud qui estoit maistre dans ledict batteau et quy a faict la convention aveq icelluy exposant suivant icelle. payer son lot dudict fret qui est une quarte partie d'icelluy, laquelle quarte partie pour lesdict huict thonnesaux quy ont esté chargés à la susdicte raison de dix-sept livres chescun revient à la somme de trente-quatre livres ensemble, luy payer les neuf sols de nattes d'une part et quinze sols pour le crocq et gaffe qui ont esté portés au batteau pour servir en icelluy, protestant à faute de le faire de le convenir en justice pour estre condamné...

Faict le susdict jour en la ville de Tallemont maison dict Baugé...

P. BAUGER, GUILLEMET, BARGIGNAC, notaire royal.

1663 4 novembre. — Jean Chevalier, pilote de navires; demeurant en la paroisse de Chaillevette reconnaissant que pour payer ce qu'il doit à Marie Sauzeau, veuve d'Abraham Rivalland et afin de satisfaire ce qu'il doit et est obligé envers Jean Boisseau, son beau-frère, de l'emprunt qu'il a fait pour racheter Jacques Chevalier, fils de son premier mariage et le retirer de captivité de Turquie où il estoit détenu par les Turqs et infidèles, il a ce jourd'huy vendu tous les biens et héritages qui apartenoient à Suzanne Chevallier, sa femme, au village de Sorlut et es autres lieux es paroisses de Cozes, Grézac et Semussac pour la somme de sept cent livres à sieur Daniel Chevalier dudit Cozes.

1665 17 juin. — Paul Abian, maître après Dieu de la barque nommée *Le Pierre* de Chaillevette, a chargé dans sa barque, dans le chenal des Monards, paroisse de Saint-Seurin d'Uzet, 28 tonneaux, 2 barriques de vin recueilli sur les côtes de Cosnac et Mortagne. Il en prendra une pour boire, lui et son équipage. Il conduira la cargaison à Port-Louis; il la vendra à tel prix qu'il trou-

vera. Il aura 14 livres de fret par tonneau. Si au bout de huit jours dans ce port il n'a pas tout vendu, il ira à Landernau où il demeurera huit jours, et en cas de besoin il remontera sur les côtes de Bretagne, de Normandie et de Picardie jusqu'à Tréport, mais dans ce cas il touchera 20 livres par tonneau de fret.

Il a le droit de recevoir des marchandises en échange.

1667 6 décembre. — Marie Bourciés, veuve de Pierre Durand, demeurant à Dercie, permet à Jean Gras, Pierre Verger et Pierre Parin, pilotes de Riberou, de naviguer pendant un an, sur la barque de quarante tonneaux lui appartenant, nommée *Le Pierre*, entre les terres seulement. Ils paieront à chaque voyage le tiers du profit ou du fret.

1668 24 mars. — Judith Boutin, veuve de Jérémie Dorgès, sieur de Biscaye, demeurant à Brézillas en la chatellenie de Talmont-sur-Gironde. Jean Marchant, demeurant au village de Belloire, paroisse de Méchers, parlant à Jean Denioche, maître pilote de navire, demeurant à Chenaumoine, paroisse de Semussac, « luy ont dict et déclaré qu'il leur appartient chacun pour un tiers une barque du port de quarante thonnes et aparaux d'icelle, qui est y a plus de sept semaines dans le chenal du port dudict Meschers, laquelle les expozans à trouver (sic pour *ont trouvé*) à freter et à l'envoyer au voiage, sans que le dict Denioche le l'aye voulu, disant qu'il veut qu'elle demeure sans naviguer dans ledict chenal, ce que faizant cella apporte de grande perte et dommage auxdicts expozans, car outre que ladicte barque leur apporteroit du profit, sy elle naviguoit, c'est que sy elle demeure en l'estat qu'elle est dans ledict chenal elle court risque de périr et de se perdre absolument, ce que les expozans ont grand intérêt à empescher, et mesme ont intention de la faire naviguer. C'est pourquoy ils somment et interpellent par ces prezentes ledict Denioche de prester son consentement à ce que ladicte barque navigue à la prochaine ocasion qui se rencontrera et d'aller luy mesme, sy bon luy semble, au voiage qu'elle fera ou fournir un homme expert pour cest effet, sy mieux icelluy Denioche n'ayme mettre ladicte barque à un juste pris, ce qu'ils le somment et interpellent aussy de faire, au cas qu'il ne veuille pas qu'elle navigue, afin que, selon les us et coutume de la mer, les dicts expozans puissent luy vendre et dé-laisser leur cothité en leur en faizan le paiement contant ou bien acheter sous la mesme condition celle dudict Denioche, sy bon

leur en semble..... le sommant aussy de venir à conter du dernier voiage qu'elle a faict au lieu de Bristoq en Angleterre.

Ledict Denioche treuvé en sa maison audict Meschers a dict qu'il n'a jamais empesché que ladicté barque ne navigue et le consent encore et est mesme à ces fins prest d'embarquer dans icelle et la mener à Bourdeaux pour la freter à la première ocasion favorable qui se rencontrera, quoy veu c'est très mal à propos qu'on luy faict cette sommation, et attendu mesme qu'il est prest de conter non seulement du dernier voyage faict par la dicte barque mais encore de celluy qu'elle a faict à Lisbonne parce que Pierre Roy quy a esté maistre dans icelle aux dicts deux voyages ne luy a pas rendu ledict conte.

JUDITH BOUTIN, ROY, PAIRE PAPIN, GILLES HORRY, J. DENIOCHE, BARGIGNAC, notaire royal.

1674 7 novembre. — Entre Pierre Chardavoine, maître marinier, habitant Fontenille et Daniel Moreau, avocat à Saintes...

Moreau prête à Chardavoine 100 livres « à la grosse aventure, de laquelle ledit Moreau doit courir le risque de tous gens de guerre périls et fortunes de la mer pendant le voiage que ledit Chardavoine espère de faire, moyennant l'aide de Dieu, en l'isle de Martinique, en le navire nommé *le Jaque* du dit Bordeaux, dans lequel Jacques Many est le maistre. En sorte que, si Dieu luy fait la grâce de retourner au port et havre de Bordeaux, sans que le navire ait eu d'infortune, ledit Chardavoine sera tenu bailler et payer, quinze jours après le dit retour, audit Bordeaux, audict Moreau, à son domicile, la somme de 100 livres ensemble le profit d'icelle à raison de 25 livres pour cent qui est le quart de bénéfice et profit... Et, au contraire, si ledit navire arrivoit à se perdre (Dieu ne veuille) soit par naufrage, gens de guerre ou autrement et que ledit Chardavoine ne puist retirer aucune chose de son voiage, au dit cas, il demeurera quitte et déchargé du payement de la dicte somme capitale et profit ».

Si on sauve quelque chose Moreau participera pour sa cotié. A cette convention est attachée une lettre de Moreau, datée de Saintes du 18 juin 1675, débutant ainsi : « Comme Dieu a fait la grâce à Pierre Chardavoine, de Fontenille, de faire le voiage heureux, il m'a satisfait de ce qu'il m'avoit promis de profit sur les 100 livres portées sur l'obligation.... »

1678 25 octobre. — Furent présents en leurs personnes sieurs Jean André et Maurice Bertellot, marchands de la paroisse de Grézac,

iceluy André tant pour luy que pour le sieur Choyme de Saujon, maistre Jacques Décard, notaire et praticien, habitan de la ville de Talmon sur Gironde, faisant tant pour luy que pour M. Pelletand, cidevant premier prézidant en l'Election de Saintes, de la parroisse de Chenac et pour le sieur Cellier. La Bouillaudière Cravans, et moy Daniel Bargignac, notaire royal dela chatelanie de Cozes, lesquels sus nommés ont déclaré que suivant et au dezir de l'acord et convention qu'ils ont fait entreux depuis peu de jours, ledit sieur Décard a frété la barque que Mathieu Paillet de Royan navigue, appelée *la Suzanne*, dans laquelle ledit sieur André a mis et chargé le nombre de quatre thonneaux, une barrique de vin rouge et trois barriques de blanc, ledit sieur Choyme cinq barriques de rouge et trois de blanc, ledit sieur Berthelot trois thonneaux, une barrique de vin rouge et une barrique de blanc, ledit sieur Décard quatre thonneaux moins une barrique de vin rouge, ledit sieur Pelletan six barriques de vin rouge et autant de blanc, ledit sieur de La Bouillaudière un tonneau de rouge et un autre tonneau de blanc et moy dit Bargignac six barriques de rouge et deux barriques de blanc ; fait en tout, le nombre de vingt un thonneaux une barrique plein et ouillé que ledit Paillet, maistre de la ditte barque doit mener et conduire moyennant l'ayde de Dieu et sauf les risques périls et fortunes de la mer et gens de guerre jusques à Saint-Mallo ou ailleurs, aussy suivant la convention faite avec luy et ledit sieur Décard d'aller dans la barque comme marchand. Et ce faisans après qu'ils seront parvenus au port du havre que dézirera ledit Décard iceluy vendra tout le dit vin pour le pris que bon luy semblera. recevra le pris, l'aportera dans la ditte barque ou l'envoyera par lettre de change ou autre voye ou bien employera ledit pris ou partie d'iceluy en autre marchandise ou troquera ; et en cas d'achapt ou de troq fera apporter ce qu'il prandra, le tout selon que bon luy semblera et qu'il le jugera le plus avantageux, tant pour luy que pour les susdits chargeurs et assossiés, luy estan à ces fins par ces présentes donné pouvoir, charge et procuration de faire ce que dessus mesmement de passer la chartepartie nécessaire avec ledit Paillet, maistre, selon et conformément à ce qu'il a dit avoir arrêté avec luy. Et moyennant ce ledit sieur Décard, après son retour, randra bon et fidel conte de sa négociation à ses assossiés au lieu quy sera indiqué par ledit sieur ou au bourg d'Arces. Et se faisant ledit sieur Décard aura pour son droit et commission trois livres par chaque tonneau chargé au présent lieu et en outre et luy sera

tenu en conte ce qu'il payera tant pour le dit fret du vaisseau que sa despense pour le regard de ses victuailles et autres frais dont il pourra estre tenu en qualité de marchand, le tout à proportion que chescun des dits chargeurs ont, comme dict est, chargé dans laditte barque. Ce quy sera le tout faict et exécuté de bonne foy aux peynes de tous despans dommages.

Faict au lieu de La Coste en la chatelanie du dict Talmon le vingt-cinq d'octobre mil six cents septante huit présent les témoins à ce requis, sieur Mathieu Chotard, marchand, demeurant à Saint-Seurin-d'Uzet, Pierre Gladu, maistre marinier dudict Tallemont souzsignés avec les parties.

En présence desquels tesmoins ledit sieur André a présentement délaissé et mis ès mains dudict sieur Décard la somme de deux cents livres qu'iceluy André a emprunté à la grosse aventure à la raison de cinq pour cent par moys dudict sieur Choyme pour acquitter partie des droits deues au bureau de Mortagne à cause de la cargaison, dequoy ledict André a baillé son billet audict sieur Chôyme et est convenu que partant que cette somme ne suffise pas pour satisfaire entièrement lesdits droits, que ledict sieur Décard pourra prandre le surplus aussy à la grosse aventure soit du bureau dudict Mortagne ou d'autres personnes quy luy en voudront faire le prest à la meilleure condition et pourra mesme pour ses victuailles et autres menus frais dont il aura besoin suivant les us et coutume de mer.

ANDRÉ, BERTELLOT, DÉCARD, CHOTARD, PIERRE, GLADU, BARGIGNAC, notaire royal a este assosé en ladite cargaison.

1689 14 avril. — Procuration donnée par Abraham Rivalland, Maurice Berthelot, Jean Guillon, marchands, à Pierre Labbé, sieurs La Motte, d'aller en Espagne, à Saint-Sébastien et à Corinthe « a l'effet de ravoier et rachepter le flibot à eux appartenant et audit Labbé » qu'ils avaient chargé de blé et de fèves, qui a été pris par un bateau hollandais et « mené en rivière de Corinthe traiter et composer pour le dit rachapt soit du bâtiment seul ou sa charge... »

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE
SOUS MAZARIN

(1653-1661)

(suite)

XII

LES MYSTÈRES DE LA FERME DES 35 SOLS.

Colbert de Terron, qui remplissait un rôle si actif dans la recette des tailles des élections annexées au gouvernement du Cardinal, était aussi intéressé à surveiller de très près l'administration des trois importantes fermes de la région.

Chacune de ces fermes avait pour axe une rivière ou un groupe de voies navigables.

Le convoi de Bordeaux percevait des droits sur les marchandises qui sortaient de la Gironde.

La traite de Charente englobait la Charente, la Sèvre, ou rivière de Marans, et la petite rivière du Lay.

La ferme des 35 sols frappait d'un impôt les sels qui sortaient de la Seudre, du havre et du chenal de Brouage et de leurs nombreux « achenaux » tributaires ; elle atteignait aussi les sels d'Oléron, ceux de l'Aunis et ceux de l'île de Ré.

Les bureaux de recette de la ferme des 35 sols étaient établis à Brouage, à Saint-Laurent-de-la-Prée, à Angoulins, à la Rochelle et à Saint-Martin-de-Ré. Des surveillants, conduisant de petites embarcations, faisaient la police des achenaux et deux pataches ambulantes se tenaient en rade, l'une en vue de Brouage, l'autre devant Saint-Martin-de-Ré, pour assurer la perception des droits.

Le convoi de Bordeaux et la traite de Charente, généralement réunis sous un même directeur, ne versaient régulièrement à la caisse de Brouage que deux faibles pensions : 30.000 livres du convoi et 6.000 livres de la traite de Charente ; et, bien que le Cardinal eût en plus, sur ces fermes, de grosses assignations, elles restaient normalement indépendantes de l'action de Colbert de Terron. Il n'en était pas de même pour la ferme des 35 sols, ou ferme de Brouage, dont tout le produit était réservé au Cardinal.

La ferme de Brouage était la ferme des droits du roi sur le sel

du Brouageais, de l'Aunis et des îles. Ces droits, qui s'élevaient, comme nous savons, à 42 sols 9 deniers sur chaque muid de 2.000 livres de sel exporté, étaient affermés à un traitant et produisaient annuellement 320 ou 330 mille livres.

Les droits des particuliers, distincts de ceux du roi mais perçus dans les mêmes conditions, étaient affermés d'autre part soit isolément soit réunis sous un même traitant, c'était une affaire d'arrangement entre les intéressés.

Terron ne s'occupe pas seulement de faire percevoir les droits particuliers du Cardinal et la petite part de 13 deniers de Bérault qui appartenait en propre à Colbert, il ne se contente pas de recevoir dans sa caisse le produit de la ferme de Brouage, il remonte à la source, il intervient directement dans la gestion et, avec l'aide de son cousin, il finit par prendre effectivement la direction de cette ferme, par subrogation. Il ne laisse pas même de tenir en bride les receveurs des droits du duc d'Orléans, du duc de Richelieu et du maréchal Foucault.

En arrivant à Brouage, Terron trouva la ferme des 35 sols aux mains du traitant Bardou qui faisait faire la recette sur les lieux par le sieur Rode que nous connaissons.

À la fin du premier semestre de l'année 1655, la ferme « tomba en régie », c'est-à-dire que Terron, pendant les deux derniers quartiers de l'année, eut affaire directement au receveur Rode maintenu dans ses fonctions.

C'est à cette époque qu'il établit, sur un arrêt du Conseil, un nouveau droit de onze sols dans l'étendue de la ferme de Brouage. Cette « crue » fut assez bien acceptée sauf dans l'île de Ré, où Terron dut intervenir. « Je verray, écrit-il à Colbert (1), comme je pourray faire agir M. de Saint-Léonard. M. Habert (2) presche la violence et la force, il est atrabilaire et sa longue robbe, ses sentimens me sont suspects ; je tascheray de trouver quelque voye plus moyenne pour parvenir à vostre fin. »

Il fut toutefois nécessaire de menacer d'emprisonnement trois

(1) Terron à Colbert, Brouage, 19 janvier 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 4.)

(2) Le sieur Habert était un officier de judicature de l'île-de-Ré, beau-frère du procureur fiscal de Saint-Martin-de-Ré, Jean Jamont, et il était chargé de l'administration du temporel de l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm ; Colbert de Terron lui fit donner la cure de Saint-Romain-de-Curzon, au mois de mars 1658, le sieur Habert « se fit prestre » pour la circonstance.

ou quatre marchands, de vaincre la résistance du « coquin de curé » d'Ars et de tenir à quatre hommes le prieur d'Ars pour lui arracher ses armes et « l'empescher de faire des extravagances ».

Colbert de Terron, pour surmonter cette « malice de prestre », s'était assuré du consentement de l'évêque de La Rochelle. Enfin « le tout s'accommode et je cray que vous n'en entendrez plus parler, sy ce n'est que vous trouviés quelque moyen de chasser ce curé hors de l'isle », écrit Terron à son cousin en manière de conclusion (1).

Il poursuit d'ailleurs les sanctions nécessaires : une assignation au Conseil pour le marchand Gaspard France et pour le syndic de l'île de Ré.

Les marchands ayant envoyé des députés à Paris pour faire opposition à l'établissement du droit, il n'y a qu'à les laisser s'enfermer ; s'ils obtiennent un arrêt qui leur soit favorable, rien ne sera plus facile que de faire rendre « un arrêt contradictoire ». Terron envoie d'avance le modèle de cet arrêt et Colbert s'en charge : « je solliciteray cette affaire et feray en sorte que l'arrêt soit rendu conforme au projet que vous m'avez envoyé (2) ».

Pendant le plus fort de la résistance, Colbert de Terron avait différé la publication des affiches d'adjudication que Picon, le caissier de Colbert, lui avait envoyées. Il importait en effet de ne pas faire connaître trop tôt au public que ce droit était destiné à des particuliers. Et Colbert attendait de son côté l'arrêt contradictoire qui réduirait définitivement les marchands avant de se faire donner l'adjudication. D'ailleurs l'issue ne faisait pas de doute, Terron inscrivait d'avance « à compte » et au profit du Cardinal la recette effectuée à partir du 15 novembre 1655 ; et, à la fin du premier semestre 1656, le receveur Rode dressait l'état de sa recette pour sept mois et demi avant de passer la main au nouveau receveur Pronis.

Les deux quartiers de régie de la ferme de Brouage avaient donné d'assez mauvais résultats. En octobre et en novembre un « vent de tourmente » avait écarté les navires et l'établissement des 11 sols avait troublé le commerce du sel.

(1) Terron à Colbert, Brouage, 9 février 1656 (*Ibidem*) fol. 19.

(2) Réponse de Colbert, Paris, 27 mai 1656, a 2, art. une lettre de Terron, de La Rochelle, 21 mai (*Ibidem*, fol. 51).

Comme une nouvelle adjudication de la ferme était prévue pour l'année 1656, Colbert de Terron examine les conditions de ce renouvellement. « Sy la ferme des 35 solz passe trois cent vingt mille livres, écrit-il à son cousin, je ne cray pas qu'il fust avantageux d'y avoir part ». Il fallait, en tout cas, un directeur énergique pour réprimer « beaucoup de friponneries » qui sévissaient surtout dans l'île de Ré, et Terron réclamait que dans le nouveau traité on lui réservât « l'autorité sur les pataches » et le contrôle du bureau de Brouage pour son neveu de Seuil.

En attendant l'adjudication, Terron gardait la régie de la ferme, il préparait le règlement des contestations entre l'ex-fermier Bardon et le receveur Rode pour le partage de la recette entre le premier semestre de l'année 1655 et le semestre de régie ; il passait les traités des petites recettes accessoires de la ferme du sel, les droits de bureau, le courtage.

Le premier quartier de l'année 1656 s'annonçait très productif, les navires du Nord affluaient et la persistance du beau temps faisait même craindre que ces navires n'allassent prendre des sels à la côte du Poitou et à la baie de Bourgneuf où le chargement était moins aisé que dans les rades du gouvernement. Ces sels étaient de moins bonne qualité que ceux du Brouage mais ils ne payaient pas de droits, le Poitou et la Bretagne s'étant rédimés, sous le règne de Henri II, par un versement de 1.100.000 livres.

Cette concurrence apparaissait à Colbert et à son cousin comme des plus redoutables pour la ferme de Brouage ; maintes fois ils tentèrent de faire étendre la perception des droits à la côte du Poitou sans pouvoir y parvenir. Un rien pouvait détourner la clientèle du Brouage sur le Poitou ; « pour une malheureuse chicane » qu'un commis de la traite de Charente fit aux terreneuviers normands, ceux-ci désertèrent la côte de Brouage « et le bruict qui s'en respandist a esté cause que 37 ou 38 navires ont esté à la baye (1) ».

— Sy le quartier de janvier est bon, répond Colbert à son cousin (2), nous le garderons pour nous ; s'il ne l'est pas nous le donnerons au fermier ».

Le nouveau fermier, Claude Girardin, qui agissait sous le nom d'une compagnie, n'était pas homme à se laisser rouler ; mais,

(1) La baie de Bourgneuf.

(2) Réponse de Colbert, 4 avril 1656, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage 30 mars (*Ibidem*, fol. 39).

comme il embrassait de grandes affaires, il était assez accommodant. Il convint avec Colbert que Terron retiendrait, sur toute la recette qu'il avait faite, 158.000 livres pour les deux quartiers de régie, juillet et octobre 1655, et que le surplus serait donné au fermier pour le quartier de janvier 1656.

Girardin ayant envoyé deux agents dans les deux principaux bureaux de la ferme, le sieur de Villers à l'île de Ré et le sieur de l'Isle à Brouage, Terron se plaignait de leur méfiance ; il prétendait leur retenir une petite soulte de 1.850 livres « pour la perte qu'il y a eu sur les deux quartiers de l'année 1655 » et il suppliait son cousin de leur faire écrire par Girardin. — « Monsieur de Girardin m'a prônis de leur écrire de le faire sans difficulté », répond Colbert (1) ».

Terron entrait assez volontiers en arrangement avec les receveurs des droits des particuliers, leur confiant des recouvrements qui l'intéressaient ou bien en faisant d'autres pour eux. Le sieur Lhuillier, receveur des droits du duc d'Orléans, remettant son emploi, Terron cherche à retirer des récépissés que lui et son neveu de Seuil ont remis à ce receveur. Colbert, qui craignait les suites de ces compromis, écrit à son cousin : « sortez promptement d'affaire, je vous conjure, et prenez garde qu'il ne demeure aucune trace que vous ou mon cousin de Seuil ayez fait cette récepte ou que vous en ayez donné aucun récépissé (2) ».

A tort ou à raison, le duc d'Orléans, ou plutôt son secrétaire, M. d'Alibert, réclamait aux marchands de sel de Marennes un arriéré de 12.000 livres pour un non perçu de ses droits. Terron soutenait sans conviction les prétentions du duc d'Orléans ; on avait mis des marchands en prison pendant six semaines sans rien obtenir et Terron répugnait à les pousser davantage. Un jour viendra qu'il sera leur défenseur.

A la fin de l'année 1656 on discutait un projet élaboré par le financier Girardin pour faire payer aux sels du Poitou les droits de la ferme le Brouage. Comme il ne paraissait pas possible de rétablir des droits rachetés, Terron proposait d'entretenir un bâtiment un peu plus marin que les pataches, lequel garderait la côte du Poitou et empêcherait les navires étrangers d'y aborder.

(1) Réponse de Colbert, Paris, 4 août 1656, art. 12, à une lettre de Terron, de Baourge, 22 juillet (*Ibidem*, fol. 60).

(2) Réponse de Colbert, sans date, art. 7, à une lettre de Terron, de Brouage, 1^{er} mars 1656 (*Ibidem*, fol. 22).

Dans l'arrêt présenté par Girardin, il était prévu que le roi accorderait 6.000 livres sur la ferme pour l'entretien du bâtiment ; le surplus des frais, qui atteignait 25.000 livres, serait à la charge des propriétaires des droits « au sol la livre ». C'est à quoi Colbert ne veut pas entendre, « n'étant pas résolu de permettre qu'il soit pris 6.000 livres sur le prix de la ferme des 35 sols qui est entièrement assignée à Son Excellence, et encore moins de contribuer pour la part que nous avons dans la ferme du Brouage (1) ».

Dans l'année 1657, la ferme de Brouage garda les mêmes titulaires. Cette année-là fut particulièrement mauvaise en raison de la rupture survenue avec les Hollandais à la suite de l'attentat de Ruyter dans la Méditerranée. Au mois de juin, à la veille de l'accommodement qui rétablit les relations commerciales, Colbert résumait la situation en quelques lignes adressées à Mazarin (2). « Sur ce chapitre de Brouage, je suis obligé de dire à V. E. que la rupture avec les Hollandais nous fera perdre plus d'un million de livres si elle continue ; les fermes de Charente sur lesquelles nous avons 300.000 livres d'assignations, les 35 sols de Brouage et tous nos droits sur le sel estans réduits à rien faute de vaisseaux et de commerce ».

En 1658, le bail de la ferme devant être renouvelé, Colbert cherche un arrangement qui donnerait à Terron la direction effective sous la couverture d'un fermier. Il demande d'abord à son cousin d'établir un état minutieux des recettes et des dépenses, frais des bureaux et des pataches.

Terron examine donc les comptes avec le receveur de Villers, il dresse les états réclamés et ajoute même « l'évaluation des pataches qui doivent demeurer entre nos mains pour le service de la ferme ». Les dépenses d'administration montent à 26.986 livres.

Colbert qui trouve « l'état de despesse bien haut et la recepte bien basse (3) » réclame des précisions, de nouvelles vérifications et l'établissement d'une moyenne avec l'année précédente avant « de conclure cette affaire avec les fermiers ».

Terron affirme que son état est « véritable » ; il reconnaît toutefois que certaines dépenses auraient pu être évitées. « Quand je

(1) Réponse de Colbert, Paris, 24 décembre 1656, art. 7, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 18 décembre (*Ibidem*, fol. 81).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 2 juin 1657 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 294).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 6 février 1658, art. 7, à une lettre de Terron, de Brouage, 27 janvier (Bibl. Nat., Ms. M^{él}. Colbert 101, fol. 104.)

seray maistre tout-à-faict de ceste recepte, ajoute-t-il, je m'apliqueray fort à diminuer la despence. Il sera bon de commencer par la révocation du controleur de Brouage [de l'Isle], duquel la fonction est fort inutile puisque mon neveu [de Seuil] la faict fort exactement (1) ». On pouvait aussi bien se passer de M. de Villers, car de Seuil venait précisément d'aller dans l'île de Ré « pour prendre connessance du destail de ce bureau et parafer les registres des commis ».

Cependant Terron proposait de donner une place de contrôleur à un Champenois, le sieur Dadoy, protégé de son beau-père, M. Hennequin et de son beau-frère, M. Chertemps.

Colbert constate encore une fois que si l'on compare la recette de 1657 au chiffre normal de 332.000 livres, il y a près de 54.000 livres de perte. Enfin il se rend. « Je tascheray de conclure cette affaire sur le pied du dit estat avec M. de La Fonds et ensuite de vous rendre maistre de la ferme par un arrest de subrogation. Après quoy vous agirez comme vous voudrez à l'esgard des offices de la ferme. Pour ce qui est de M. Dadoy, vous en serez le maistre et je vous laisseray faire. Je trouve pourtant qu'il ne peut estre guères portatif pour un employ où il faut agir, Je me déffie fort des gens de nostre pays et qui y ont esté nourris (2). »

Le sieur de l'Isle fut remercié ; quant au sieur de Villers, Colbert consentit à le garder pendant un certain temps en considération de ce que son parent, M. de Villers [de Paris] était le fermier des droits du duc d'Orléans sur le sel, et que ce Villers, receveur de la ferme de Brouage, faisait en même temps la recette des droits du duc d'Orléans. Mais Colbert explique à son cousin que tout en laissant M. de Villers faire la recette « il ne sera pas nécessaire qu'il aye une connoissance exacte de toute la recette qui se fera et qu'il puisse sçavoir par ce moyen, ce qu'on y aura gagné ».

Dans cette affaire compliquée et truquée qu'était l'administration de la ferme de Brouage et des autres droits sur le sel, Colbert tenait au maintien scrupuleux des formes régulières et il recommandait toujours à son cousin de ne délivrer ou de ne laisser subsister aucun écrit ni aucune pièce qui pussent fournir la preuve de son ingérence dans des fonctions qui ne lui appartenaient pas.

Par exemple, quand Terron lui eut fait parvenir le résultat de

(1) Terron à Colbert, Saint-Hilaire-de-Riez, 21 février 1658, art. 5 (*Ibidem*, fol. 120)

(2) Réponse de Colbert, Paris, 16 mars, 1658, à la lettre de Terron, du 21 février (*Ibidem*.)

ses comptes avec le sieur de Villers, Colbert adressa à son cousin cette observation : « Il ne falloit pas laisser d'estat pareil à celuy que vous m'avez envoyé entre les mains de M. de Villers parce que vous sçavez bien que vous n'avez aucun caractère pour les arrester en estat ».

L'observation soigneuse des formes n'empêchait d'ailleurs nullement une action effective, au contraire ; l'important était d'avoir un répondant qu'on tint en main, ce qu'on appelle un homme de paille. Ainsi Colbert recommande à son cousin de faire prendre à Rode, dont on disposait, la ferme des droits du duc d'Orléans et du duc de Richelieu, en un mot de s'en rendre maître « sous des noms interposés ».

Il était en effet question de rompre le bail de M. de Villers, de Paris, et un traitant, M. de Gomont (1), s'était offert. Ce dernier en écrit à Colbert de Terron pour lui proposer d'entrer dans l'affaire ; et, dans une lettre à son cousin, Terron examine les conditions qu'on pourrait accepter. On ne devrait pas donner plus de 110.000 livres des 15 sols 6 deniers de droits du duc d'Orléans, ni plus de 72.000 livres des 14 sols du duc de Richelieu. « Sy vous n'agréés point M. de Gomont, ajoute Terron, vous pouvez faire faire les propositions par quelque personne au nom de Rode. Sy l'on n'y réussit pas, à présent que je suis maistre de la ferme, je pourray fort diminuer ces droictz là sans que l'on s'en apperceive (2) ».

A sa lettre, Terron joignait une réponse à M. de Gomont (3), à cachet volant pour que Colbert pût en prendre connaissance. « Je suis fort ayse, dit-il à M. de Gomont, d'entrer en ceste affaire soubz vostre nom ; il faut prendre nos mesures à y pouvoir faire quelque proffict considérable ». Mais après avoir supputé ce qu'il faudrait ménager pour réaliser le profit, il ajoute : « J'ay toujours observé de ne rien faire sans la participation de M. Colbert, mon cousin ; ainsy il faut que vous ou moy luy en parlions ».

Colbert, après avoir lu les deux lettres, donne à son cousin le conseil suivant (4). « Je ne désapprouverois pas que vous trouviez

(1) Oudart de Gomont, traitant intéressé dans la ferme des aides, mari d'Anne Viscot, fille de Marie Coquebert et cousine germaine de J.-B. Colbert et de Colbert de Terron. Oudart avait trois frères : Jean, le célèbre avocat au Parlement, Antoine, sieur d'Escli, et Nicolas, vicomte de Porcien.

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 10 mars 1658, art. 15 (*Ibidem*, fol. 124.)

(3) *Ibidem*, fol. 131.

(4) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 15, à la lettre de Terron, du 10 mars (*Ibidem*, fol. 124.)

le moyen de gagner quelque chose sur ces droits, mais je ne serois pas bien aise que celà se fist par société parce que ces sortes d'affaires excluent de toutes charges et il faut avoir eu veüe de vous retirer un jour en la Chambre des Comptes en cas que nostre petite fortune dure assez longtemps pour celà. Il faudroit faire en sorte que Rode, avec quelques habitans de La Rochelle, se rende maître de ces droits. Vous voyez ma pensée, c'est à vous à voir les moyens de la faire réussir le plus à vostre avantage qu'il se pourra ».

La pensée de Colbert est qu'il faut se garder de toute compromission. Nous trouverons d'autres témoignages de cette ligne de conduite.

Mais il y avait, dans la ferme de Brouage, d'autres parties avantageuses qu'il était loisible d'acquérir sans déroger. Colbert de Terron poursuivait, à son profit et à celui de son cousin Charles Colbert, le frère de J.-B. Colbert, la reprise d'une moitié du droit de courtage possédée par un sieur de Grandval. Je ne sais pour quelle raison, Terron se croyait obligé de faire mystère de cette acquisition.

« J'attends, écrit il-à Colbert, une déclaration dudit sieur de Grandval, pour la moitié de ce droit de courtage, au proffit d'un vallet. En bas de ceste déclaration, ce vallet en fera une autre au proffit de mon cousin et de moy et je vous l'enverray aussy tost. Je me serviray pour ceste seconde déclaration, d'un notaire de La Rochelle qui m'est affidé ; je pourrais mesme luy faire signer sans luy donner connessance du contenu en la déclaration. Enfin je tacheray de conduire celà de sorte que le secret de ceste affaire ne sera point desouvert ».

Colbert l'engage à « prendre un contract de revente à la Chambre du domaine établie à Bourdeaux (1) » pour ce droit de courtage. Voilà qui est net ; après cela on s'occupera des déclarations du sieur de Grandval. Et le conseil était bon. Six semaines plus tard (le 14 mars 1658). Terron écrivait à son cousin, en lui envoyant l'acte du sieur de Grandval : « Vous verrez qu'il se moque de nous, il aura demain les traittans du domaine à ses trousses ».

Colbert de Terron, qui a maintenant la direction de la ferme de Brouage, surveille les agents de plus près. Il signale la fraude du

(1) Réponse de Colbert, Paris 6 février 1658, art. 9, à une lettre de Terron, de Brouage, 27 janvier (*Ibidem*, fol. 104).

sieur Avice, commis des fermiers des gabelles. La fraude avait été révélée par Claude Girardin, de la ferme des aides, qui avait constaté un défaut de concordance entre les quantités déclarées au bureau de Brouage et celles qui avaient été déchargées au Havre pour le compte des gabelles.

« Il y a longtemps, écrit Terron (1), que je vois bien qu'il peut prendre pour dupe tous les intéressez aux bureaux de Brouage ; néanmoins, comme on n'ose parler contre Messieurs les fermiers on traitans, je n'ay rien dit jusques icy ; à présent qu'il me semble que M. Avice est convaincu de friponnerie, je cray qu'on en doibt faire raison ».

A la fin du mois de janvier 1658, Terron avait vu à son cabinet, des députés des marchands de sel de Marennes. Avant de se rendre à Paris pour soutenir leurs droits contre les prétentions du duc d'Orléans, ils venaient demander une lettre de recommandation pour Colbert. Terron trouva ces marchands fort raisonnables, « celui qui porte la parole a du sens et beaucoup de connessance du commerce de ce païs-cy. Je sçay que vous aimez bien à voir ces gens-là ». écrit-il à son cousin en lui recommandant les marchands. — « Je seray bien ayse, répond Colbert (2), d'entretenir le député des marchands de sel de Marennes ».

Au mois d'avril, Terron était, de nouveau, sollicité par les marchands de Marennes pour l'affaire que leurs députés soutenaient à Paris. « La direction de la ferme des 35 sols, écrit-il à son cousin, m'est une nouvelle obligation de m'intéresser en l'affaire de ces messieurs-là », car les poursuites et les contraintes par corps sont de grands obstacles au commerce. Au surplus, Terron en faisait une affaire personnelle depuis qu'un agent du duc d'Orléans, un sieur de Bizeuil, clabaudait « dans le conseil de Monsieur et dans la ville de La Rochelle, sous les porches, pour me faire passer pour une manière de fripon, disant que je prenais de l'argent de ces marchands pour m'entremettre de leur affaire ».

Les marchands avaient d'ailleurs cent fois raison ; on cherchait une défaite en leur tendant le piège le plus déloyal. « Le conseil de Son Altesse leur offre de quitter ses prétentions pourveu qu'ils veuillent bien déclarer en justice que la perception du

(1) Terron à Colbert, Brouage, 7 avril 1658, art. 14 (*Ibidem*, fol. 152).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 6 février 1658, art. 13, à une lettre de Terron, de Brouage, 27 janvier (*Ibidem*, fol. 104).

droict n'a esté que par l'ordre que l'on a eu du commandant de Brouage, laquelle déclaration ces marchandz n'ont voulu faire par le respect qu'ils ont pour la place ».

Colbert de son côté, avait entendu plusieurs fois les marchands, mais il n'avait pu solliciter ouvertement en leur faveur contre Son Altesse Royale « et vous jugerez facilement que le nom de S. Ec^e ne peut paroistre contre elle » ; toutefois les marchands avaient obtenu l'évocation de leur affaire au Conseil et, disait Colbert, « j'appuieray la justice de leur cause par une recommandation verbale à M. le Chancelier et à leur rapporteur ; c'est tout ce que je puis faire pour eux. Ils auroient esté mal conseillés de donner la déclaration qu'ils disent leur avoir esté demandée, parce qu'en ce cas il auroit fallu les exterminer et les chasser tout de bon de l'étendue des gouvernemens de S. Ec^e (1) ».

On voit que la sollicitude de Colbert pour les marchands de Marennes n'était pas l'effet d'une molle sensiblerie :

La recette de la ferme de Brouage s'annonçait mal pour cette année 1658. « Nous faisons une villaine entrée dans ceste ferme, écrit Terron au mois de mars, depuis que je suis à Brouage il n'y a point eu de quartier plus foible. Je ne m'en estonne pas, on a nouvelle que les glaces ne sont pas rompues en Hollande ». — « Tant pis pour vous et pour les intéressés », répond Colbert.

Fort heureusement il y eut une détente. « Nous avons présentement quarante-deux navires en charge dans la ferme des 35 sols, écrivait Terron le 21 avril, de sorte qu'asseurément la recepte du mois sera forte et ce quartier sera bon ».

Colbert se fait envoyer, chaque mois, l'état de la recette ; et un mémoire à la fin de chaque trimestre. Il constate un déficit croissant. Terron commence à parler d'une demande de diminution sur le forfait de la ferme, nouveauté qui effarouche fort Colbert.

Sur la fin de l'année, Terron s'ouvre entièrement. « Il y a longtemps que je balance à vous escrire de la ferme des 35 sols ; mais enfin, comme c'est une affaire de grand poidz, je croy qu'il est bon de prévenir et de vous dire que l'on ne peut soustenir ceste ferme pour ce que l'on est dans une non jouissance manifeste ».

(1) Lettres de Terron à Colbert du 4 et du 15 avril, réponse marginale de Colbert du 21 avril 1658.

Et il énumère toutes les causes de décadence de la ferme : les déprédations des corsaires qui prennent commission du Portugal, la guerre entre la Suède et le Danemark, la fermeture du Sund, la ruine des commerçants de la Baltique, la concurrence des marais du Poitou. Il se propose même d'envoyer à Colbert un mémoire au nom du fermier et sous le pseudonyme de Benjamin des Maisons, pour le Conseil du Cardinal, ou le Conseil du roi, ou pour le Parlement même ; et il s'en remet au jugement de son cousin. « Mais enfin il y aura plus de 50.000 livres de perte ceste année et je pourrois aysément justifier que jamais la ferme n'a esté régie approchant de ce qu'elle est ».

— « Cet article est fascheux, répond Colbert. Je trouve que vous avez raison et vous n'avez pas de peine à me persuader, ne faisant aucun doute que vous ne soyez fidèlement servy par le percepteur de ces droits : mais la difficulté est de le persuader à S. Ec^e dont la défiance sur ces matières est difficile à exprimer et il faut que je porte le faix entier de ceste affaire, qui est assurément très difficile, et je vous avous que tant plus j'y pense et tant plus elle me donne de l'inquiétude, parce qu'asseurement ces sortes d'occasions là sont les plus pénibles que l'on puisse avoir près de S. Ec^e (1) ».

Et quand Colbert a lu le mémoire, les objections lui apparaissent, malheureusement, comme trop aisées à opposer, « et comme cette affaire est difficile à porter aux yeux du maistre, j'y suis fort embarrassé ».

Enfin, après quelques jours de réflexion, Colbert entrevoit la solution. « Sy la diminution que vous demandez est trop difficile à soustenir auprès de S. Ec^e, tout ce que je puis faire est de luy proposer de vous recevoir à compter comme de clerc à maistre et de prendre la ferme en régie à son proffict (2) ».

Nul doute que Colbert n'ait tiré d'affaire son cousin dans cette difficulté.

Au surplus dorénavant, que la ferme de Brouage soit adjugée ou qu'elle soit en régie, elle est sous la direction de Terron. Si le Cardinal en est le grand maître, Terron est l'agent de manipulation toujours prêt à défendre les intérêts qu'il administre.

(1) Réponse de Colbert, Paris, 29 novembre 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage, 20 novembre (*Ibidem*, fol: 312).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 3 janvier 1659, art. 3, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 26 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 340).

En 1659, un nouveau droit de 50 sols par tonneau était imposé sur les marchandises chargées par les bâtiments étrangers. Cette mesure, qui procédait d'une ordonnance destinée à stimuler le développement du tonnage maritime national, était devenue rapidement une simple affaire de finance (1).

Un traitant avait aussitôt pris la ferme de ce nouveau droit. C'était le fameux Gourville.

Le 2 novembre, Mazarin avait écrit à Terron de donner à Gourville « toutes les assistances qu'il désirera » pour l'établissement de ce nouveau droit dans la rivière de Bordeaux et dans son propre gouvernement (2).

En accusant réception de la lettre, Terron adresse au Cardinal un mémoire qui met en relief les inconvénients graves de cet impôt pour le commerce de la Sèvre, de la Charente et surtout pour la ferme de Brouage. C'est dans ce mémoire qu'il fait connaître, par des chiffres précis, l'état du commerce du sel, à Brouage, en 1659.

Le sel était vendu aux étrangers 3 livres seulement le muid de 2000 livres et les marchands devaient dépenser 15 sols pour le faire porter à bord de navire. Ainsi il ne leur restait que 45 sols.

« Les estrangers, qui enlèvent ce sel, payent 4 livres 16 sols de droicts à Brouage, sçavoir quarante-deux sols 9 deniers pour le Roy et le surplus à des particuliers engagistes, de sorte que ce muid de sel pesant deux mil livres ne couste aux dits estrangers que 7 livres 16 sols rendu quitte à bord de nef ».

Augmenter de 50 sols les droits du sel c'était, infailliblement, détourner des côtes du gouvernement de Brouage les navires étrangers qui, par raison d'économie, se rabattraient sur les sels de Bretagne et du Poitou. C'est pourquoi, conclut Terron, « il faudroit que tous les païs qui produisent du sel fussent également chargés de droicts (3) ».

Mais Mazarin écrit de nouveau à Terron et lui fait « sçavoir

(1) 15 mars 1659 : arrêt qui défend aux navires étrangers de venir charger dans les ports de France, sauf les permissions qui pourront être accordées. — 31 mars : second arrêt qui fixe à 50 sous par tonneau le droit à payer pour ces permissions. — 20 juin : déclaration qui admet, sans autre autorisation, les navires étrangers à toutes les opérations de commerce, moyennant le paiement du droit de 50 sous.

(2) Mazarin à Terron, de Saint-Jean-de-Luz, 2 novembre 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 83.)

(3) Terron à Mazarin, Brouage, 21 novembre 1659 (*Ibidem*, fol. 87.)

pour la seconde fois que l'intention du Roy est que le droit de cinquante sols par tonneau » soit établi dans les gouvernements d'Aunis et Brouage sans exception d'espèces et, spécifie Mazarin. « je vous écris ces lignes afin que vous y teniez la main nonobstant toutes les raisons que vous pourriez avoir au contraire..... n'entendant pas mesme que les vaisseaux qui chargeront du sel soient exceptez de l'ordre ; et si je reçois du préjudice de celà, le Roy aura bien des moyens de me mettre à couvert (1). »

L'expédient auquel songeait le Cardinal était d'interdire aux navires de sel l'accès des côtes du Poitou et il prescrivait à Terron de s'entendre avec Gourville pour armer quelques vaisseaux gardes-côtes. L'idée n'était pas nouvelle, mais elle vint à souhait servir les intentions de Terron, car il y trouve un prétexte pour différer l'établissement du droit de frêt jusqu'au moment que l'on sera en mesure de garder les côtes du Poitou et de Bretagne ; et il a un argument tout prêt. « J'ay advis certain, depuis huit jours, que le bruit de cest establissement avoit obligé vingt-quatre navires d'aller en Poittou, de sorte que c'est quarante mille livres perdu pour les bureaux et un grand sujet de chagrin pour les propriétaires » des droits (2).

Colbert de Terron prend ses dispositions avec le commis du fermier des droits, il s'apprête même à donner sa frégate, *la Victoire*, pour la garde-côte. Cependant le temps passe, l'établissement du droit est longuement différé, ce droit est modéré en faveur des Hollandais ; il était supprimé dans la ferme de Brouage quand mourut Mazarin.

Colbert de Terron, qui ne voyait d'abord que l'intérêt de la ferme qu'il dirigeait et qui se montrait plus Mazarin que le Cardinal, change complètement d'opinion après la mort de celui-ci. Il ne songe alors qu'au relèvement de la marine ; et, pour stimuler les constructions en France, les cinquante sols ne lui paraissent pas suffisants ; c'est un droit de dix livres par tonneau qu'il voudrait voir imposer aux navires étrangers (3).

(à suivre.)

JULES SOTTAS.

(1) Mazarin à Terron, Toulouse, 4 décembre 1650 (*Ibidem*, fol. 92.)

(2) Terron à Mazarin, Brouage. 19 décembre 1651 (*Ibidem*, fol. 85.)

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, 19 décembre 1661, *post scriptum* (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 106, fol. 358.)

III

LA SEIGNEURIE DE SIGOGNE

(Suite et fin)

Dans les actes, Sigogne est dite châteltenie, terre et seigneurie, « l'habitation est dite château où chateau noble, c'était une dépendance féodale du château et châteltenie de Rochefort à foy et hommage lige de trente livres ».

Il y avait une fuie, un four banal, une garenne, un moulin à vent en 1755.

Cette seigneurie devait jouir des droits de justice, haute, moyenne et basse. Elle possédait un sénéchal assisté d'un sergent verdier, un procureur fiscal et un notaire.

Nous avons la nomination datée du 16 mai 1755, d'un sergent verdier faite par Armand-Louis-Philippe du Fay, seigneur du Haut Vandré, coseigneur de Sigogne, tant en son nom qu'au nom de son beau-frère Pierre-Louis de Beaucorps. Dans cette pièce, le seigneur mande à son sénéchal de recevoir un nommé René Durand en cet état sur les conclusions de son procureur fiscal préalablement données. Le document est signé du Fay qui y a apposé son sceau, c'est un cachet de cire rouge fort bien conservé ou 2 écus de forme ovale surmontés d'une couronne de marquis, présentent accolées les armes des du Fay et des Beaucorps.

Un acte du 26 novembre 1763, des mêmes, octroie à François Jaullin l'état et l'office de notaire et procureur dans l'étendue de la châteltenie de Sigogne.

Une Châteltenie comme celle dont il s'agit ici était suzeraine d'un certain nombre de fiefs ; le sénéchal, le sergent verdier, le procureur fiscal et le notaire y exerçaient leurs fonctions.

À l'origine le seigneur présidait en personne la cour de justice. Mais le plus souvent il laissa son siège à son représentant, le sénéchal ou bailli (prévôt dans les basses justices). Les petites cours féodales en arrivèrent le plus souvent à tenir entièrement en la personne d'un sénéchal assisté d'un sergent et d'huissiers à verges. Ce fut sans doute le cas pour Sigogne.

Le seigneur de Sigogne prélevait certaines taxes sur les marchandises apportées aux foires de Sigogne et du Thou. Il jouissait du droit de lods et ventes non seulement dans l'étendue de son domaine propre mais aussi dans les dépendances féodales de sa châteltenie : les seigneuries de Ballon et des Hors. Ce droit assez oné-

reux pour ceux qui le subissaient variait suivant les seigneuries du 20^e au 5^e de la valeur de la vente effectuée. Il s'appliquait aux cessions d'immeubles bâtis ou non bâtis. Nous ne savons quelle était son importance à Sigogne.

En 1752 et 53, Louis-Charles de Beaucorps donne à baillette des terres provenant de la métairie de la Chevalerie, paroisse du Thou, seigneurie de Sigogne. La dite terre appartenant à L. C. de Beaucorps en vertu du jugement de réunion rendu à son profit en la châtellenie de Sigogne, le 7 mai 1748, contre le curateur de la succession vacante de Pierre Nicollar de son vivant propriétaire de la Chevalerie. Ceci prouve l'existence du droit dit de deshérence par lequel le seigneur s'emparait des biens laissés sans héritier. Les dîmes terrages et complants sont énoncés parmi les droits seigneuriaux.

La dîme était un prélèvement sur le blé, le vin, la laine, les agneaux, les pourceaux. Une botte sur dix par exemple au moment de la moisson était portée au grenier du seigneur. La dîme était assez analogue au terrage et peut désigner le même droit. Le terrage était une redevance féodale qui existe dans la plupart des anciennes coutumes. Il consistait en un droit de gerbes de légumes ou autres fruits que le seigneur prélevait sur les récoltes des terres qu'il avait concédées.

Le complant était un bail en vertu duquel le preneur était tenu de faire les plantations nécessaires à l'exploitation de la terre, mais plus particulièrement dans l'Aunis ces plantations étaient celles de la vigne. Comme nous le verrons dans les baillettes c'est presque toujours le cas dans la seigneurie qui nous occupe. D'après la coutume de la Rochelle le complant entraînait la propriété pour le preneur mais il n'en était pas de même partout ailleurs. En échange, le cédant avait droit le plus généralement non à un paiement annuel, en argent, cas très rare à Sigogne semble-t-il, mais à la retenue d'une partie des fruits.

Il existait à Sigogne un usage assez particulier que nous transcrivons d'après un aveu de 1739. « Avouons aussi tenir à droit de « coutume sur les poissonniers passant par la dite terre de Sigogne, lesquels sont tenus de sonner ou heurter en passant à notre « dit hostel et bailler du poisson pour le prix qu'il leur a cousté « au port et moyennant ce, nous sommes obligés de donner à celuy « de qui on prend le poisson, un quart ou carrelet de vin et un « pain valant un sol tournois ».

Les baillettes de Sigogne. — La baillette était un acte notarié réglant la cession par le seigneur d'une parcelle de terre à un tenancier.

Aux frais du tenancier une grosse était délivrée au seigneur, pour qu'il la mette « en son trésor ». Les baillettes relatives à Sigogne sont sur papier timbré de 2 à 3 sols à l'Entête de la Généralité de la Rochelle.

Nous possédons 66 baillettes relatives à la seigneurie de Sigogne, elles concernent presque toutes des terres à planter en vignes ou déjà plantées en vignes ou en broches (le mot encore employé dans le pays est synonyme de plant de vigne) concédées au 7^e des fruits et souvent, en plus, un chapon de cens noble par quartier. Quelquefois le journal est employé dans les rares cas où il ne semble pas qu'il s'agisse de vignes, il valait de 34 à 40 ares.

Quand au quartier, dans le grand baillage d'Aunis, au temps du Jurisconsulte Valin, il contenait 6.000 (six mille) ceps de vignes : dans le petit baillage d'Aunis (depuis la Jarrie, Thairé, Aigrefeuille etc...) la contenance était de quatre à quatre mille cinq cents ceps.

Sigogne était dans le petit baillage. A cette époque les ceps étaient très rapprochés environ un mètre en tous sens, car on cultivait les vignes à la main, le quartier était donc à peu près équivalent au journal.

Les contenance concédées à chaque tenancier sont un demi quartier, un quartier, un quartier et demi, exceptionnellement quatre quartiers. Cette contenance de quatre quartiers est concédée par une baillette du 3 décembre 1735 et en plus du 7^e des fruits il y aura lieu pour le tenancier de verser par quartier la somme de 2 sols six deniers au lieu d'un chapon.

Le 15 octobre 1718, Jacques Garnier seigneur de Villedon, et Sigogne, donne à baillette « 30 pieds de terre au carré » à un laboureur qui s'engage à y faire bâtir une maison qu'il devra entretenir en bon père de famille ; la cession de terrain est faite moyennant « une rente seigneuriale perpétuelle et non amortissable de deux chapons par chacun an, payable au jour de Noël et deux sols six deniers de cens et devoir noble par chacun an et susdit terme ».

Le 5 juillet 1773 Armand du Fay et son beau-frère de Beau-corps donnent à baillette perpétuelle et irrévocable une petite ousche, contenant à labourer la journée d'un homme, à charge de porter à la Toussaint à la recette de la châtellenie un boisseau d'avoine de cens et devoir noble perpétuel et non amortissable.

Presque toutes les autres baillettes sont relatives à des vignes

au 7^e des fruits qui devra être porté au treuil de la seigneurie plus quelquefois un cens d'un chapon par quartier.

Après l'énoncé des noms, qualités du ou des seigneurs, voici la formule employée par le notaire : « Lequel dit seigneur, pour le bien et avantage de la dite châtellenie de Sigogne et pour en augmenter les revenus, a, de son bon gré, et libre volonté par les présentes, donné à titre de baillette perpétuelle ». Le preneur s'engage à ne pas vendre, ni engager ni aliéner sa terre, à des gens d'église et de main morte. ceci s'explique parce que l'Eglise ne meurt pas, ce qui supprime les droits de mutation par décès et de deshérence, et qu'elle ne vend pas, ce qui supprime les droits de lods et ventes. Mais les tenanciers pouvaient vendre à d'autres tenanciers le seigneur conservant ses droits. Dans certaines baillettes est inscrite la clause qu'au bout d'un an seulement de non culture le terrain fera retour au seigneur. Dans diverses baillettes il est exposé que le terrain avait été précédemment donné à baillette et que par suite de cessation de culture (on ne précise pas la durée) le sénéchal a prononcé sa réunion à la seigneurie. Le délai était, en général, de 10 années d'après les coutumes.

Les tenanciers sont qualifiés de laboureurs, laboureurs à bras, laboureurs à bœufs, quelquefois de marchands. Ils habitent soit Sigogne, soit le Thou, Charmeneuil, Ballon etc... C'est-à-dire le village qui touche le château et porte le même nom ou bien les villages voisins.

Le plus souvent le notaire se qualifie de notaire de la châtellenie de Sigogne, ou bien du comté de Beuon châtellenie de Sigogne, etc... ou de la baronnie de Chatelaillon, châtellenies de la Jarrie, la Croix Chapeau, la Garde aux Valets, Charmeneuil, Sigogne, etc...

Commutation. — Une pièce relative à Sigogne est qualifiée de commutation ; c'est la transformation d'une baillette à portion de fruits en bail à cens. Au lieu du 7^e des fruits, pour une contenance de deux journaux et trois quarts, la redevance sera de 2 boisseaux d'avoine et un chapon. Dans cette pièce notariée, comme les baillettes, datées du 8 janvier 1751, le seigneur, en l'occasion Louis Charles de Beaucorps, déclare qu'il affranchit pour toujours la pièce de terre en question en faveur de la veuve Moyne à elle appartenant et acquise par son feu mari à un autre tenancier. La veuve est par cet acte autorisée à faire bâtir sur son terrain si elle le juge à propos.

Les droits féodaux et la Révolution. — Dans la nuit du 4 Août 1789

la noblesse abandonna ses droits de four, de fuie, de justice, de corvées. Les dîmes, terrages et complants furent rachetables; les dîmes ecclésiastiques qui ne résultaient pas d'une cession du fonds furent supprimées. En 1790, la loi du 14 avril supprima les dîmes inféodées, c'est-à-dire résultant de la cession du fond; elles furent rétablies par la loi du 5 novembre de la même année. Cela s'applique à nos baillettes. En fait dans la plupart des cas, les tenanciers durent cesser de payer les redevances d'autant que les archives féodales furent très souvent détruites. Dans certaines régions (Périgord) vers le milieu du xix^e siècle, existaient des rentes perpétuelles dues à des grands propriétaires qui semblent avoir eu pour origine des baillettes antérieures à la Révolution.

Les baillettes sont l'origine de la petite propriété paysanne déjà très développée au moment de la Révolution, à cette époque certaines seigneuries étaient passées en entier aux mains des tenanciers qui étaient réellement propriétaires moyennant une modeste redevance.

Les fermiers de Sigogne. — Le 3 juillet 1755, la seigneurie fut louée pour 9 années à un fermier général qui percevait les droits féodaux : fuie, four banal, dîmes, terrages, complants, et qui jouissait du château, des bâtiments, de la cour, du jardin, des prés, des terres labourables.

Ce fermier assurait au seigneur un loyer de 6.000 livres par an, chiffre évidemment considérable pour l'époque.

En 1776, un inventaire fut fait à la demande du fermier général de l'époque, on y constate que le château, en bon état, ainsi que les portes et fenêtres, était dégarni de meubles.

A la fin de l'ancien régime bien des seigneuries, non habitées par le ou les propriétaires étaient louées ainsi, soit que le ou les seigneurs, ce qui était le cas ici, eussent d'autres domiciles, soit que les propriétaires vécussent à Versailles ou fussent à l'armée.

Dans certains cas le four banal seul était loué, ce qui évitait au seigneur d'avoir un préposé à cet office.

CONTENANCE ET REVENU DE LA SEIGNEURIE

Comme nous l'avons vu plus haut le revenu était de 6.000 livres par an en 1755, la contenance, d'après les confrontations, était de 1.000 hectares ou environ dont une bonne partie devait être aux tenanciers. Les dépendances féodales qui comprenaient la paroisse de Ballon en entier, semble-t-il, avec la seigneurie des Hors, devaient également avoir un millier d'hectares.

Les documents qui sont passés entre nos mains ne nous permettent pas de donner la contenance du domaine propre au seigneur au moment de la Révolution.

En 1857, le domaine de Sigogne qui, à partir de cette époque, fut vendu au détail, avait 137 hectares.

Les bâtiments de Sigogne. — D'un aveu de 1739, nous apprenons qu'il y existait des douves de la forteresse ancienne.

L'inventaire du 22 octobre 1776 énumère un portail avec portillon au couchant et aussi au levant.

Ce château était un rectangle allongé avec la principale façade au sud ; de ce côté était une tourelle avec escalier.

En plus du bâtiment principal l'inventaire de 1776 énumère de nombreux bâtiments d'exploitation : granges, étables, écuries, fuie avec échelle tournante, chai avec treuil, brûlerie avec puits, chai à eau-de-vie.

Dans le jardin les buis n'ont pas été taillés depuis longtemps, il y a un cadran solaire sur quelques pierres, un puits avec gibet. Dans la cour autre puits avec gibet.

La métairie ne comprend que deux chambres et un toit à cochons.

Le four banal comprend deux fours, un grand et un petit.

À la Preuille, les seigneurs possèdent une maison composée d'une chambre avec cheminée, un four et fournioux dans lequel il y a un puits.

En 1792 les murs furent en partie refaits, leur hauteur fut de 27 pieds (9 mètres), leur épaisseur 30 pouces (0 m. 80), dans le haut du mur du midi on fit 5 œils de bœuf.

Dans son ensemble, l'ancien château subsiste encore, les salles sont grandes et très élevées. Il est habité par un cultivateur du pays.

BARON F. DE BEAUCORPS.

IV

HOTEL DE BASSOMPIERRE

Place des Vosges, ci-devant Place royale. N° royal 1 à 7 — N° révolutionnaire : 298 — N° de 1862 à 1893 : 16 — N° actuel : 23.)

L'Hôtel de Bassompierre, portant actuellement le n° 23, avec trois arcades, fut vendu par dame Marguerite Parochel, veuve de noble homme Claude Parfaict, bourgeois de Paris, l'un des quartiniers

de la dite ville, et comme ayant les droits d'autres héritiers Parfaict et d'Anne de Serres, gentilhomme de la Chambre du Roi, par contrat du 13 août 1624. La dite vente consentie à dame Marie-Charlotte de Balsac d'Entragues, dame de Boissy Saint-Yon, épouse de François de Bassompierre, Colonel-Général des suisses et Maréchal de France (1).

Les pièces manuscrites qui donnent ces renseignements indiquent tantôt comme *épouse ou-veuve de François de Bassompierre*, tantôt comme *la dame Maréchale de Bassompierre*, alors que l'Histoire nous apprend qu'elle n'avait été que sa maîtresse, et que leur fils, l'évêque de Saintes, était un enfant naturel (2).

On trouve encore la même indication dans le rôle des taxes imposées sur les maisons de Paris pour le nettoiment des rues, en exécution de la déclaration du Roi, du 9 juillet 1637, savoir :

« Madame de Bassompierre, 22 livres 10 sols (3) ».

Peut-être un mariage secret, ignoré des généalogistes et des historiens était-il intervenu entre ces deux personnes ?

Par donation du 5 avril 1656, dame Marie-Charlotte de Balsac d'Entragues cédait son hôtel de la Place Royale à son fils, Louis de Bassompierre, évêque de Saintes.

Celui-ci vendit l'hôtel qu'il tenait de sa mère, par contrat du 19 mai 1665, à l'Hôtel-Dieu de Paris, pour le prix de 100.000 livres tournois. La vente indique qu'il s'agit d'une grande maison sise Place Royale, où est demeurant ledit évêque de Saintes, composée de deux corps d'hôtel, l'un sur le devant, l'autre sur le derrière, cour au milieu, et autre corps de logis sur la rue du Foin, avec jardin ; tenant, d'une part, à l'abbé de Castille et auparavant à M. de Pradel, d'autre part, à M. Duguesnoy-Gobelin (4).

La dite maison chargée d'un écu d'or « pour pavillon » comme les autres maisons de la Place Royale, et de 12 deniers tournois de cens.

Louis de Bassompierre jouissait de l'estime de tous ceux qui l'entouraient. Il fut inhumé dans l'Eglise Saint-Ignace, non loin de la tombe de Saint-Vincent de Paul, décédé seize ans auparavant :

(1) Archives de l'Assistance publique. *Hôtel-Dieu*, Layette 60, Liasse 350.

(2) *Ibid.*

(3) Bibliothèque Nationale Mss. — Ms. franç. 18.801, f° 20. V°.

(4) Arch. de l'Ass. publique. *Hôtel-Dieu*, Layette 60, Liasse 350.

« Proche la tombe de M. Vincent, au milieu du chœur allant vers l'autel, il y en a encore une autre avec cette inscription » :

HIC JACET
ILLVSTRISS. ET REVERENDISS.
LVDOVICVS DE BASSOMPIERRE
EPISCOPVS SANTONENSI
OBIIT PARIS. KAL. JVL. 1676 (1).

BEAULIEU.

V

LA SALLE SAINTONGE
(ancienne chapelle du collège)

La lecture de l'acte transcrit ci-dessous mettra le lecteur au courant de l'origine de la chapelle du collège.

Aujourd'hui 10^e jour du mois de may 1749, après midy, par-devant notaire royal à Saintes soussigné et présens les témoins bas nommés, ont comparu en leur personne et été duement établis en droit, comme en vray jugement, révérend père Joseph-François Tauzin, recteur, et Jean-François Pichon, procureur syndic du collège de Saintes, y demeurant, lesquels ont dit que se trouvant extrêmement gênés et resserrez dans leur logement, ils ont formé le dessin de transporter ailleurs leur église, afin de profiter de l'emplacement où elle est, pour se procurer un peu d'aggrandissement et y faire des servitudes et autres commoditez pour leur maison. Dans cet objet, ils ont acheté les deux tiers d'un emplacement, où est baty un jeu de paume, situé au devant et vis-à-vis de leur maison, ou pour mieux dire ils ont pris de Jean Moisard et de Catherine Negrier, sa femme, et Marie Ledru, veuve d'Honoré Garsault, les dits Negrier et Ledru héritiers, chacunes pour un tiers de Pierre Ledru, une cession du bail à rente de cet emplacement, à la charge d'acquitter la rente de 300 livres par an, au capital de 6000 livres, due aux héritiers du sieur Dohet, et leur payèrent 600 livres comptant, par ce que la cession comprenoit, en outre, les deux tiers de la succession mobilière dudit Ledru, comme il est plus emplement porté par l'acte de cession qui en a été passé le 22 juillet 1748 devant nous dit notaire, contrôlé et insinué le 4 août suivant Doré, dans lequel ils n'ont

(1) *Paris ancien et nouveau*, par Le Maire, 1685, p. 76.

point à la vérité déclaré la destination et l'usage qu'ils vouloient faire dudit emplacement puisqu'ils ne connoissoient point ni ne connoissent encore de loy précise, qui impose aux communautéz religieuses et gens de main morte, l'obligation de faire telle déclaration dans leurs contrats d'acquisition, à peine d'être déchus de ce privilège et affranchissement du droit d'amortissement porté par les déclarations du roy, et arret de son conseil pour la construction des églises et autres bastimens des lieux réguliers dont on ne tire aucun revenu. Mais la conduite qu'ils ont tenue équivaut bien à une déclaration par écrit la plus authentique, puisqu'il[s] ont eu l'honneur d'en prévenir M. l'intendant pour luy demander son agrément, et qu'il luy plut faire faire le procès verbal de l'état des lieux, en conséquence de quoy il eut la bonté de si transporter avec gens qu'il choisit pour l'accompagner, de visiter le tout, et d'y donner son approbation verbale, remettant à une autre fois à mettre en forme son procès verbal. Cependant pour ne laisser aucun doute à cette destination et qu'on ne puisse prendre de leur silence un prétexte pour leur demander le droit d'amortissement de cette acquisition, ils déclarent qu'ils ont entendu et entendent ne faire d'autre usage dudit emplacement que pour y bastir et édifier une église sans y ajouter aucun autre édifice ou bâtiment pour en tirer quelque revenu de quelque manière que ce soit, se soumettent à telle peine que de droit en cas de contravention à la présente déclaration. De quoy ils ont requis acte....

Fait et passé en la ditte ville de Saintes, en notre étude, en présence de Pierre Maillet et Philippe Pessard, clers, y demeurans, paroisse de Sainte-Collombe, témoins connus et requis.

JOSEPH-FRANÇOIS TAUZIN de la compagnie de Jesus, recteur du susdit collège, JEAN-FRANÇOIS PICHON, syndic dudit collège. MAILLET, PESSARD.

SENNÉ, notaire royal (1).

La chapelle qu'il s'agissait de remplacer était située à l'angle du bâtiment, elle ouvrait sur la rue R. de Montaigne actuelle (un des deux bienfaiteurs qui aidèrent à sa construction, au début du xvii^e siècle). Il en reste partie des voûtes et la porte qui a été incrustée dans le mur longeant la rue de l'Evêché.

Les Jésuites attendirent tant et si bien que leur projet de 1749

(1) Les minutes de Senné sont déposées en l'étude de M^e Laferrière à qui je réitère mes remerciements.

n'aurait été exécuté qu'en 1782 par l'abbé Hardy, principal du collège. C'est du moins ce qu'affirment L. Audiat, F. Xambeu et Thenon.

La nouvelle construction était vaste mais des plus simples : une salle longue, élevée, sans ornements de sculpture, percée de cinq fenêtres de chaque côté ; une tribune à l'entrée. De hautes boiseries, une belle chaire en bois sculpté, lui imprimèrent de suite du caractère et de l'élégance. Des stalles garnissaient le fond. Depuis, on jugea à propos de peindre le plafond en faux marbre — étrange conception — et de figurer un apôtre entre chaque fenêtre. Hérisson, qui exécuta ce travail, imagina de donner à ces douze person-nages une vague ressemblance avec douze hommes politiques de 1870 (1). Auger peignit au-dessus de la tribune un saint Eutrope bénissant sainte Estelle. Toute la décoration figurée était en grisaille. La plus remarquable était certainement une vierge, au-dessus du maître-autel, d'un relief qui donnait l'illusion d'une statue. Une photographie de cette chapelle dans l'album *Saintes à la fin du XIX^e siècle* conserve la vue de cet intérieur.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en août 1911, date de la fermeture de la chapelle. Le mobilier attribué à M. l'abbé Simon, l'aumônier mis à la retraite, désolé, fut dispersé (2). Un patronage de la jeunesse républicaine s'y installa. et, en février 1913, la Ville loua à M. Cayron, représentant le comité d'action et de défense républicaines, la salle au prix de 150 francs par an. Son

(1) C'était une restitution, car les douze apôtres décoraient primitivement la chapelle de Thenon. *Agrégation de la chapelle du Collège de Saintes*.

(2) Le campanile a été démoli, la cloche et l'épi en fer ont été déposés au musée.

Une note a paru dans la *Revue* (tome XXXIII p. 43) sur la destinée des principaux objets du culte de la chapelle. Voici quelques renseignements complémentaires.

L'Institution de Recouvrance a reçu avec l'autel en marbre blanc, deux bénitiers en marbre ; un ornement, argent et brodé or ; un calice argent doré, un ciboire, un ostensor, un encensoir et navette en argent, une clochette argent ; deux statues, une lampe or sanctuaire, une croix et six flambeaux cuivre ; un pupitre-thabor, un bénitier avec goupillon cuivre argenté ; un baiser de paix. Tous ces objets avaient été donnés à la chapelle du collège avec conditions de les remettre à une autre chapelle de la Sainte Vierge, en cas de fermeture.

La cathédrale de Saintes a reçu un autel, la sainte table, une crédence, deux anges adoreurs, statue de la Vierge, canon d'autel, trois grands tableaux (Sainte famille, Annonciation, Fuite en Egypte), candélabres, chandeliers..... etc.

L'église du Douhet a reçu : trois ornements, bouquets, burettes en cuivre doré, canons d'autel, un tronc, un graduel et un vespéral, un chemin de Croix.

premier acte fut de donner un vin d'honneur(1). Puis, en 1914-18 on vit entasser des sacs de farine (ce qui était déjà arrivé en l'an II d'ailleurs), enfin dresser un appareil de gymnastique. La moisissure gagnait les boiseries, les détériorait ou hâtait la destruction de celles déjà en mauvais état (2). Personne ne pensait à modifier la situation : l'abandon aurait pu durer longtemps. Mais M. F. Chapsal, devenu maire, eut l'heureuse pensée de tirer parti de cet immeuble communal, et, après avoir écarté deux ou trois affectations, s'arrêta à celle d'une salle de conférences, de concerts, en remplacement de la salle de l'ancien Palais de Justice réservée aux bals et aux élections, devenue lamentable et indigne de Saintes-la-Coquète, laquelle aurait besoin aussi de copieuses réparations ou de recevoir une nouvelle destination. En tant que salle de conférences elle ne pouvait plus être offerte.

L'idée acceptée définitivement, il fallait la réaliser. M. Chapsal a entre autres mérites celui de ne pas collectionner les projets, de les mettre en cartons en attendant des temps meilleurs pour les exécuter. Sitôt décidé, sitôt il passe aux actes.

Soit par goût, soit par expérience, peut-être les deux, il sait que faute de tapisseries, une décoration murale peinte donne à une salle un aspect attrayant et riche qui flatte l'œil et prédispose favorablement l'esprit de l'auditeur en l'égayant. C'est un très vieux procédé d'ornementation qui a donné et qui donne d'excellents résultats quand des professionnels experts l'ont mis en œuvre.

Un jeune peintre, originaire de Pont-Labbé, soit disant élève de MM. Denéchaud, Jean Paul-Laurens, Maxence, M. Stéphane Brecq, se chargea avec empressement de cette décoration. Rare aubaine pour un jeune ! Si la fortune n'est pas la récompense inévitable, on y recueille la notoriété, peut-être la gloire, en tout cas une belle occasion de mettre en évidence les ressources de son imagination et de son talent. L'entreprise n'est d'ailleurs pas exempte de péril. Il faut y réussir. C'est une épreuve.

L'idée de cette décoration échauffa l'imagination de M. Brecq au point de lui suggérer l'ambition d'imiter Puvis de Chavannes ! Excusez du peu ! Nous n'avons pas appris, en effet, sans effroi, par le *Clairon de la Saintonge*, du 15 janvier 1922, qu'il avait l'in-

(1) Voir l'*Indépendant* des 20, 23 février et 5 août 1913.

(2) Un grand tiers a dû être supprimé, toute la partie à gauche et à droite en entrant. Une porte sculptée a été conservée.

Les stalles du chœur ont été montées dans la tribune.

tention « de symboliser les grandes idées d'une façon très simple, dans l'esprit de Puvis de Chavannes, avec des scènes qui se dérouleront dans le décor du pays. Je m'attacherai à interpréter la nature dans ce qu'elle a de plus poétique... » Il faut croire que la Famille, sujet adopté d'un commun accord avec M. Chapsal, fervent protagoniste des familles nombreuses, n'est pas du nombre des « Grandes idées » car, M. Brecq renonça à s'inspirer du célèbre maître. En fait, il s'est tourné vers M. Lhermitte de qui les familles rurales (1904 et années suivantes) sont connues.

Au fond de la salle, dans le grand panneau (10m50 × 5m50), (1) au-dessus de l'estrade et des boiseries, nous voyons à gauche, entre un champ de blé à paille courte et un bout de vignes qu'on devine plus qu'on le discerne, un jeune homme qui ramène ses bœufs à l'étable, tout en contant de galants propos à une jeune fille qui ne s'en fâche pas ; au centre, sous un grand arbre, au milieu d'une cour de ferme, une jeune femme, assise, allaite un enfant, que son mari debout regarde avec une attention soutenue, et ayant un fils âgé déjà d'une dizaine d'années, allongé auprès d'elle, lisant ; à droite, au fond, le long des maisons, un vieillard cause avec sa femme assise. A l'horizon, les clochers de Saint-Pierre et Saint-Eutrope émergent d'une forêt... Un faux triptyque des trois âges !... N'entrons pas dans le détail sous peine de surprises.

La désagréable tonalité générale, violacée, molle, maladroitement éclairée, lourde, dure, répandue sur cette composition, devait justifier le titre d'*Heure mauve* choisi tout d'abord, abandonné non sans raison et remplacé par *La Famille et le Travail*. Famille ? pas famille exemplaire, elle ne concourra pas pour un prix Cognac ! Si M. Brecq avait eu au moins l'heureuse inspiration de mettre *Neo-famille ou la plaie de France*, tout le monde aurait applaudi. Il se serait rattaché aux imagiers du haut moyen âge qui, à la porte des églises ou sur les chapiteaux, affichaient des scènes scandaleuses et immorales dans le but d'inspirer à leurs concitoyens l'horreur du vice.

Quant au *Travail*, c'est une simple énigme — sans solution — offerte en divertissement aux jeunes personnes que la conférence assemblera. Si elles donnent leur langue au chat elles pourront méditer sur le mystère de cette jeune mère de 20 à 22 ans qui a déjà un fils de dix !

La Saintonge, absente de ce panneau, est, au contraire, large-

(1) Chiffres publiés, mais non vérifiés.

ment représentée dans les dix panneaux entre les fenêtres. M. Chapsal prescrivit les vues de localités, surmontées de leurs armoiries à la place des apôtres, les deux panneaux à droite et à gauche du grand, restant vides. C'est pourquoi nous voyons Taillebourg (la tour), Saint-Savinien (vu de la Charente), Saint-Jean-d'Angély (porte de ville), Tonnay-Charente (le port), Pons (le château et la tour), Royan (vue panoramique prise de Vallière), Brouage (un angle des remparts), Montandre (château), Jonzac (château) Montguyon (dolmen).

La tâche était ingrate, avouons-le, mais n'était pas au-dessus du talent d'un artiste adroit, ingénieux, qui connaît les ressources de l'art décoratif. M. Brecq s'est contenté d'agrandir sept photographies (Taillebourg dans le livre de M. l'abbé Foucher, Pons dans *l'Art de Saintonge*) et de les colorier de chic mais sans chic, dans les tons appropriés aux affiches. L'administration des chemins de fer de l'Etat n'a qu'à choisir. Royan était déjà une affiche primée. Saint-Savinien et Tonnay-Charente, exécutés d'après études sur nature prouvent que M. Brecq pouvait faire mieux, s'il avait voulu s'en donner la peine. C'est triste à dire.

Les personnes pour lesquelles un tableau n'est pas simplement une surface couverte de couleurs avec des silhouettes humaines, ou d'arbres de formes plus ou moins correctes et reconnaissables, celles qui ressentent une petite commotion en face d'une bonne peinture, qui réfléchissent, analysent, s'attachent à dégager le travail intellectuel d'où l'œuvre est sortie, qui discutent au besoin, demandent à la composition une sensation esthétique pour leur esprit en même temps qu'à l'exécution (dessin et couleur) une joie, celles qui ne dispensent pas le coup d'encensoir sans compter, qui n'approuvent pas quand même, pour faire plaisir à un ami, ou pour d'autres considérations étrangères à l'art, ne pourront qu'être désappointées et sentir un choc au cœur, devant ces onze peintures, quelque indulgence qu'elles soient disposées à accorder à un jeune et en raison du faible prix payé (11.000 fr.).

Au lieu de constater les tares (il en a été corrigé en septembre 1922 sur les indications de M. Boutigny) d'un travail hâtif et irréflecti, il m'eut été plus agréable de faire chorus avec les admirateurs qui ont prodigué les louanges à l'auteur. La vérité exige moins de complaisance.

La décoration de cette salle n'est pas finie. Souhaitons que l'artiste, expérimenté cette fois, qui recevra la commande du grand panneau au-dessus de la tribune, de mêmes dimensions

que l'autre, saura garder son originalité, évitera, si possible, les réminiscences et voudra se souvenir que la Saintonge est un pays éminemment viticole. M. Brecq ne l'a que trop oublié. Alors, mais alors seulement, la sentence d'un juge compétent, pourra se réaliser : la salle Saintonge deviendra célèbre, et beaucoup de villes l'envieront. C'est d'ailleurs mon vœu le plus sincère !

Le même juge, compétent, a prédit que ces peintures étaient éternelles « pour toujours ». Il me semble bien osé ! un incendie, l'humidité, sont des ennemis possibles ! Qu'est-ce qui est éternel ? qui croyait en 1871 que les apôtres d'Hérison seraient un jour recouverts par des paysages ? Qui a jamais pensé depuis cent-trente ans que l'église de l'abbaye pourrait être rendue au culte ? qui peut affirmer qu'avant la fin de ce siècle la salle Saintonge ne redeviendra pas chapelle ? Notre esprit est borné et Dieu seul est grand ! on a vu des peintures de plus haute valeur que celles de M. Brecq couvertes d'une couche de chaux. Horresco referens.

Cette salle a été inaugurée le 16 juillet, par la distribution des prix du collège, sous la présidence du général Guillaumat.

CH. DANGIBEAUD.

QUESTION

N° 847. — *Le médecin Pictory*

Quelque confrère a-t-il rencontré dans ses lectures un médecin saintongeais du nom de Pictory, connu par le texte suivant :

Ego Ludovicus Pictoreus, diocesis Xantonensis, veni in hanc universitatem medicinae Montispessuli studentii gratia in arte medendi polliceorque me observaturum statuta edita et edenda et eligo mihi in patrem dominum Antonium Saportam, ejusdem universitatis doctorem, persolvique jura universitatis. Actum in Montepessulano anno domini millesimó quingentesimo quadragésimo secundo die vicesima prima mensis augusti.

LUDOVICUS PICTOREUS.

(Arch. de la Faculté de Médecine de Montpellier, S. 19. *Reg. des matricules* 1502-1561, f° 197 v°.)

Cet extrait m'est communiqué très aimablement par M. Louis Morin qui a dressé une généalogie de la famille Pictory de Sormery pendant quatre cents ans.

Ce grand travail, auquel l'auteur ajoute les nouveaux détails

qu'il peut recueillir, ne sera probablement jamais publié. La note ci-dessus n'est que plus précieuse. Ce médecin saintongeais, mort à Troyes en 1556, est aujourd'hui représenté par un maître d'armes à Paris. Nous n'avons malheureusement plus d'archives où fouiller.

Ch. D.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Section de géographie du Comité des travaux historiques. t. XXXVII, année 1922.

Long et important article de M. le commandant J. Vivielle sur les *Origines des marais de Blaye et de Conac*.

La mise en valeur de ces marais ne remonte pas plus haut que le milieu du XVII^e siècle (1). Il n'est pas exact de dire que les travaux de dessèchement soient l'œuvre des Hollandais. S'il est vrai que par édit du 8 avril 1599, Henri IV ait traité avec Humfrey Bradleij, gentilhomme du pays de Brabant, natif de Bergues, qualifié plus tard de maître des digues de France, si le Flamand Conrad Caussen eut la concession de dessèchement des palus de Bordeaux en cette même année 1599, aucun nom étranger ne figure dans les contrats pour Blaye et Conac. D'ailleurs, les privilèges de Bradleij expiraient en 1638 et lui-même était mort à cette date. Le roi avait agréé la demande qu'avait faite, pour le remplacer, le sieur Pierre Siette, ingénieur et géographe, demeurant à La Rochelle. Mais les Flamands avaient importé, chez nous leurs méthodes, que mettront à profit Pierre Lanquestz, bourgeois de Paris (2), pour les marais de Blaye, et Benjamin de La Jaille, demeurant au château de La Ferrière, paroisse de Cozes, pour les marais de Conac (3).

Le 7 octobre 1651, Armand-Jean du Plessis de Richelieu... comte de Conac, traitait, à Saujon, avec Benjamin de Lajaille, son propre

(1) M. Vivielle a utilisé notamment, en ce qui concerne les marais de Conac, des manuscrits conservés au château du Roc.

(2) Ce Pierre Lanquestz n'était en réalité que l'homme de paille de Claude de Saint-Simon. C'est ce dernier, qui sous le nom de Lanquestz, a passé le contrat du 29 mars 1647. M. Vivielle donne copie des actes qui expliquent le rôle du duc.

(3) M. le commandant Vivielle n'a pas identifié de Lajaille. Benjamin de Lajaille avait épousé Marie Labbé dont il eut plusieurs enfants.

fermier dans sa principauté de Mortagne et la baronnie de Cozes, pour le dessèchement des marais de Conac. Le duc s'attribuait le cinquième du marais desséché, soit 500 arpents, et donnait en fief à Lajaille 1900 arpents, dont 1200 moyennant une rente de cinq sols par journal et 700 autres tenus noblement.

Le même jour, 7 octobre 1651, Lajaille cède tous ses privilèges sur les 700 arpents à Jean Desmaretz, secrétaire de la marine dans le Levant, et intendant général des maisons et affaires du duc de Richelieu, le « plus fou de tous les poètes et le meilleur poète qui fut entre les fous », chancelier de l'Académie.

En 1653, le duc de Richelieu lui donnait en fief la terre de Saint-Sorlin, avec le droit d'en porter le nom.

Les 1200 arpents sujets à rente restaient à Lajaille qui s'associa Samuel Boybellaud, sénéchal d'Ozillac. Les terres desséchées devaient être divisées par des fossés en métairies de 100 arpents, elles-mêmes divisées par de petits fossés de 25 arpents tels qu'on les voit encore aujourd'hui (1).

Le duc s'attribua les marais les plus rapprochés de Conac, laissant à Lajaille la partie voisine du chenal de Saint-Bonnet où une métairie, la *Boibellaude*, rappelle le nom des premiers occupants.

Lajaille mourut moins de deux ans après, les procès commencèrent. On n'était pas d'accord sur la valeur de l'arpent : les uns entendaient arpent du roi, les autres arpent de Conac.

De ses cinq métairies, le duc de Richelieu en donna une à Albert Serteuil, sieur de Dammartin, l'un de ses gentilshommes ordinaires, qu'il avait chargé, en 1659 (2), d'aller vérifier les terres du pays de Saintonge, Cozes, Saujon, Mortagne, Conac, Arverst, Hier et Brouage.

Un acte capitulaire de 1701 donne les noms des propriétaires et des fermiers qui tenaient le marais de Conac : duc de Richelieu, héritiers de Desmaretz (mort en 1676), marquis de Linières, M. de Fayolle, Gervereau, Jean Braud, procureur du comité et syndic

(1) A la même époque on desséchait les marais de Tonny-Boutonne.

(2) Albert de Serteuil, écuyer, sieur de Dammartin, demeurait en 1659 au logis noble de La Ferrière, paroisse de Cozes ; il agissait comme « ayant la procuration d'Armand Jean du Plessis de Richelieu... »

Le 28 septembre, il donne à ferme, à perpétuité, quatre journaux de marais doux nouvellement asséchés situés près des mottes d'Arces. 40 sols de rente noble directe et foncière.

(Minutes de Bargnagnac, notaire à Cozes).

des marais, M. de Lalande, Rousseau, Charron, Cochonneau, Bruneteau, Morineau.

Plusieurs de ces noms se retrouvent dans la toponymie.

Les marais sont aujourd'hui tels qu'ils étaient alors.

Voici mention d'un contrat d'affermage du comté de Cosnac passé, devant Maréchal, notaire à Saintes, le 3 mai 1737, entre Etienne Guinot de Monconseil..... fondé de procuration du duc de Richelieu et Jean Héard, notaire royal et juge de Saint-Dizant-du-Bois et Jacques-Michel Laplanche, procureur fiscal de Mirambeau, des revenus du comté, comprenant le logement au château, chais, celliers, granges, greniers, les deux métairies qui sont au bas du château, coupe de la guarenne, et taillis, fief de Paban, les agrières, lods, vantes, droits du marché de Saint-Cy, de naufrage, prévôté, guet, prés, vignes, y compris les 24 métairies situées aux marais de Cosnac. A charge de payer au chapitre de Saintes 220 boisseaux de blé (8 font la charge d'un cheval), d'entretenir les bâtiments, les fossés... etc.

Prix 15000 livres par an en quatre termes, pendant neuf ans.

Ct de la Bastide. *Les voies romaines et les chemins du moyen âge dans le département de la Charente* 1922. Extrait du *Bulletin de la Soc. archéo. de la Charente*. « Il faut savoir un gré infini à M. le Commandant de La Bastide d'avoir repris sur le terrain, pas à pas, l'étude si difficile des voies de la Haute-Saintonge, déjà esquissée par l'abbé Michon, Lièvre et M. Ducourtieux. Je lui sais gré en particulier d'avoir insisté sur les chemins Saulniers, qui menaient de Limoges à l'océan et en particulier sur celui de Limoges à Angoulin, par Aulnay. C'est pour moi ce que j'ai appelé un vieux chemin de port gaulois. Il discute longuement sur la fameuse route de Limoges à Aulnay par *Sermanicomagus* la route d'achoppement de la Saintonge ; il place *Sermanicomagus* (en corrigeant en *Ter*) à La Terne et non pas aux Bouchauds. J'ai souvent dit qu'il fallait corriger en *Germanico-Magus* (cf. *Revue des H. An.* 1918 p. 284). Maintenant j'avoue hésiter sur l'attribution traditionnelle du lieu aux Bouchauds. La Terne fut certainement un *magus*, avec théâtre et marché ; de plus, il y a là un pont antique, dit l'auteur, et les ponts sont rares dans cette région où les voies romaines passaient volontiers sur gué ; le rôle des gués ressort du reste fort bien de ce travail. M. de La Bastide a également raison de remarquer les déviations de parcours opérées à partir du III^e siècle ».

C. JULLIAN.

Revue des Etudes anciennes, tome XXV (1923, p. 69).

Archives historiques du département de la Gironde, tome LIV (1921-22). *La Fronde à Bordeaux, d'après le registre secret du Parlement de Bordeaux* (suite et à suivre) ; *chronique bordelaise de 1638 à 1736* : 1726, 11 janvier. Joseph de Saint-Just, musicien natif d'Aix-en-Provence, atteint et convaincu d'avoir volé le soleil, le Saint-Ciboire et un Porte-Dieu, et profané les Saintes Hosties dans le Tabernacle de l'église de Brisambourg en Xaintonge, fut exécuté à Bordeaux.

Aujourd'hui on vole dans nos églises (Fouras juin 1923) à moindre risque. Les cambrioleurs ont des moyens rapides de se mettre en lieu sûr et si, par hasard, ils sont pincés, l'Etat leur assure une villégiature gratuite de quelques années.

AVIS ET NOUVELLES

Nouveaux admis :

M. le commandant Vivielle, du service historique de la marine 13, rue de l'Université, Paris.

M. le docteur Texier, Saint-Jean-d'Angély.

Notre confrère M. Beaulieu, vient de faire une remarquable trouvaille sur les quais de Paris. Ça arrive encore de temps en temps. Il a mis la main sur un manuscrit de Burgaut des Marets datant de 1831. Ce sont des copies de 28 poésies polonaises, la plupart anonymes, beaucoup sont rares, poésies patriotiques ou chansons de route des soldats polonais. Plusieurs sont peut-être inédites.

Le 29 septembre 1923, à 8 heures, le plafond de la vaste carrière qui s'étend depuis la rue Bourignon (au-dessus de notre amphithéâtre) jusque aux approches de la route de Rochefort passant, par conséquent, sous la route de Saint-Georges-du-Coteau, entre le château d'eau et le Carmel, s'est effondré sur un espace d'environ un hectare. Une maison tout entière a été instantanément anéantie ; des quatre personnes qui l'habitaient, deux ont été tuées, une grièvement blessée, une un peu moins. Une petite maison voisine s'est enfoncée d'une seule pièce d'un mètre cinquante centimètres ; un hangar s'est abattu, toiture intacte. Il s'est formé sous la route une grande excavation.

Il y a quelque vingt ou vingt-cinq ans on a déjà vu un accident analogue mais de bien moindre importance.

Le 14 septembre 1923, le théâtre Français, à Paris, a joué l'*Oreste* de M. René Berton, représenté à Saintes en 1921.

La Presse parisienne, partie tout au moins, n'a pas accueilli cette tragédie avec grand éloge.

Le 5 août 1923 on a joué l'*Arlésienne* dans le jardin public de Jonzac.

Le 12 août, représentation à l'amphithéâtre de Saintes d'*Hérakles*, tragédie inédite en 4 actes de M. René Berton, dont les rôles principaux étaient tenus par Mme Madeleine Roch et M. H. Lambert. On annonce cette année 46.000 auditeurs.

Une poésie de Mme la duchesse d'Uzès a été dite par Mme Roch, en prologue. Elle a été publiée par le *Clairon* en août.

Le *Piron* a publié en août 1923 son dernier numéro (126 parus). Ses dépositaires ne le payaient pas ; 65 n'avaient rien versé depuis le 1^{er} janvier ; 4 seulement ont répondu aux réclamations.

Depuis le 1^{er} octobre 1923, l'imprimerie de M. Charles Renoux à Saint-Jean d'Angély, est passée entre les mains de M. Barrucaud.

La Société d'archéologie de Saint-Jean d'Angély, dont M. Bonnet est le président, a fait une excursion à Pont-Labbé et ses environs.

L'*Union nationale* de Saint-Jean-d'Angély des 23 septembre et 1^{er} octobre reproduit le compte-rendu de cette excursion (déjà publié dans la *Liberté du Sud-Ouest*) aux environs de Pont-Labbé.

Dans la *Charente-Inférieure* du 31 août 1923, rapport de M. de Vaux, archiviste du département.

Les archives de Courçon et de Nieul-sur-Mer sont particulièrement bien tenues et rangées conformément au cadre officiel de classement. Fait très rare.

Les inventaires ont été souvent fort mal rédigés, avec de nombreuses erreurs, des omissions, et que l'on a rarement pris la peine de tenir à jour. Bien souvent même ils font défaut. Parmi les 482 mairies du département, 162 n'ont aucun inventaire de leurs archives. Le récolement n'est jamais fait.

Des dossiers de documents et notes relativement au rôle de la commune pendant la guerre ont été formés à Angliers, Courçon, Lagord et à Marsilly... peut-être ailleurs, car M. de Vaux ne parle que de ses visites dans les communes autour de la Rochelle, sauf deux, Pons et Saintes. Les Archives nationales ont envoyé aux Archives de la Charente-Inférieure un parchemin intéressant Benon.

M. de Vaux, retour pour la seconde fois d'un séjour à Londres, où il est allé pour recueillir des documents sur l'expédition de Buckingham dans l'Île-de-Ré et le siège de La Rochelle de 1627-28, annonce dans un rapport adressé au préfet, qu'il a copié nombre de documents. Il a pu vérifier l'exactitude d'une tradition rochelaise assurant que les archives municipales avaient été enlevées de la ville et transportées en Angleterre, à la Tour de Londres. Il a eu la chance d'apprendre que cette tradition n'est pas sans fondement, mais inexacte quant au lieu de conservation. Il a pu consulter dans des archives privées, une importante série de lettres écrites par Henri III, Henri IV, Catherine de Médicis, Jeanne d'Albret, Marguerite de Valois, Henri de Condé, Coligny, La Noue, ... aux maires de La Rochelle. Elles seront imprimées, officiellement par les soins de la *Royal Manuscript Commission*.

(Voir *La Charente-Inférieure* du 4 septembre 1923.)

Pendant le mois d'août, notre confrère, M. Léon Massiou, a fait exécuter, à ses frais, au moulin du Fa, commune de Barzan, des sondages profonds qui ont donné de très bons fragments de sculpture gallo-romaine permettant de se rendre compte que là exista un monument de grandes dimensions, de bonne époque.

Au pied de la base de ce moulin, M. Massiou a découvert un grand bassin, partie probablement d'un balnéaire et plus loin des substructions de même date. Enfin, il existe à une petite distance, sur le flanc d'un monticule, la forme d'un théâtre. Dans la cour de la ferme de la Garde on voyait encore l'an dernier un morceau de bonne sculpture gallo-romaine.

Il est donc évident que sur ce point, dominant la Gironde, fut construit une vaste villa qui pourrait remonter à la fin du II^e siècle ou au début du III^e siècle. Ce fait était déjà connu. En 1884, des fragments sculptés ou de colonnes furent découverts. Mais M. Massiou a apporté des précisions qui devraient engager le ministère à subventionner des fouilles méthodiques. (Voir *Recueil de la Commission des Arts et Mon. de la Charente-Inférieure* T. VIII, p. 122.)

M. le curé d'Hardelot (Pas-de-Calais), bien connu par son talent de sourcier, est venu, en octobre, à Royan, sur l'invitation de M. Métadier. Il a visité les terrains du moulin du Fa. Il a affirmé qu'une grande villa gallo-romaine avait existé en cet endroit qui contiendrait des métaux précieux enfouis.

A Talmont, il a reconnu l'existence de tombeaux sous les dalles de l'église.

Au château de Mons il a indiqué la direction vers Royan, de souterrains en partie comblés.

Rien d'imprévu !

Il existe à Saintes des baguettisans très sensibles qui auraient donné les mêmes indications.

Le 11 juillet dernier, le sacristain de Saint-Pierre, à Saintes, Amédée Florent, a fait une découverte intéressante. Cet homme, maçon de son métier, aime à pratiquer dans le sol de l'église des sondages qui ont amené d'utiles constatations. C'est lui qui a découvert, sous la chapelle absidale, le caveau dont nous avons parlé (*Revue XXXIX*), qui a fouillé sous les cloches (*Revue ibidem*), qui a mis à découvert quelques bases de colonnes et piliers. Le 11 juillet, il a enlevé le pavé à la base du gros mur qui sépare la chapelle Saint-Joseph (transept de droite) de l'aile droite du chœur.

Sous le vestige de Saint-Jean-Baptiste, il a trouvé à un mètre de profondeur deux tombes en pierre, vides, séparées par un petit mur, une quantité d'ossements qui semblent avoir été apportés en bloc, et enfin quatre petits vases en terre blanche ornés d'un dessin grossier d'ocre rouge. Trois sont percés de trous. Tous les quatre étaient remplis de cendres et de fragments de charbon. Ils ont donc servi pendant la cérémonie d'un enterrement.

Un de ces petits vases a été offert par l'inventeur au musée de Saintes. On peut les dater du XII^e au XIII^e siècle et les comparer avec un vase tout pareil, appartenant au musée, sans provenance connue, et avec les vases recueillis dans le cimetière de Thénac.

L'Institut a décerné le prix Brocquette (2000 francs) à Mlle Duplais, publiciste à Rochefort.

Le Clairon de Saintonge du 23 et 1^{er} octobre publie des notes sous le titre de : *Naissance de Pontailiac*.

La première pierre de la Villa Jean Lacaze (depuis Hôtel d'Europe) fut posée en mars 1856. Un procès-verbal en vers latins et en vers français fut rédigé par M. Justin Dupuy. Ce procès-verbal, enfermé dans un vase en verre recouvert d'une chape de plomb, fut scellé sous la tour du Nord. Chacun des assistants reçut des mains de l'entrepreneur, Fidèle Bouyard, une truelle en

argent portant la date de la fondation de Pontaillac et les noms des invités.

Personne ne croyait alors, à Royan, à l'avenir de cette plage. Les autres constructions furent élevées par des Bordelais ou des étrangers, parmi lesquels il faut mentionner le comte Henry de Verthamon d'Ambloy, qui a été le plus grand constructeur de Pontaillac.

Une petite exposition de peinture a eu lieu à Niort, au Donjon. M. Balande a envoyé une vague esquisse de représentation d'*Héraclès* aux Arènes ; MM. Bron, Suire, Chaperon, Boucard des *Port de la Rochelle*, Lessieux fils, des aquarelles de *La Cottinière*.

La commune de Grézac possédait, dans la cour de son école, un ormeau au tronc court mais énorme, d'où s'élançaient quatre très grosses branches, très hautes et très fournies. Une nuit, une de ces branches fit des dégâts en tombant. Il n'en fallut pas davantage pour condamner les autres ; on les a abattues en avril dernier. Le tronc seul reste debout, coiffé aujourd'hui par un gros bouquet de rejets feuillus.

A la Grande Gorce, commune de Cozes, on a abattu un très gros acacia triacanthos dont le tronc mesurait 0 m. 92 de diamètre ; il était creux ainsi que ses branches. Lui aussi occasionnait des dégâts aux toitures voisines qu'il couvrait. D'où sa condamnation. Il pouvait avoir cent à cent-vingt ans.

L'église de Saint-Simon de Pelouaille vient d'être classée comme monument historique

Dans le n° du 21 août 1923 de *La Charente-Inférieure*, M. Louis Mirande donne une notice biographique sur M. Pierre Laurent, sculpteur, demeurant à La Rochelle, et une liste de ses œuvres.

Le musée de Saintes vient de s'enrichir d'un superbe Auguin, daté de 1882, et d'un paysage, *La Charente au Port-Berteau*, en automne, de M. Mignot.

Il a reçu de Mme Beiderlinden les portraits presque en pied de l'amiral Cuvillier par le peintre de Laval et de sa femme.

Le maire de Saintes a reçu, fin octobre, le décret remettant l'église de l'abbaye au culte. L'extérieur reste aux Beaux-Arts.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

M. Julien Viaud, en littérature Pierre Loti, est décédé, le 19 juin 1923, en sa propriété d'Hendaye.

Le corps ramené à Rochefort a été exposé dans la vaste salle Renaissance de l'hôtel du défunt, à Rochefort. Le samedi 19, le cercueil recouvert du drapeau tricolore, placé sur une prolonge d'artillerie, a été emporté au port où il fut embarqué sur l'avisos le *Chamois*. On débarqua à Boyardville, et l'inhumation eut lieu à Saint-Pierre, sous quelques arbres de la maison des aïeules où M. Pierre Loti avait fait préparer sa sépulture.

Voir les *Tablettes des Deux Charentes* du 20 juin qui donnent les détails.

L'*Illustration* des 16 et 23 juin publie le dernier portrait de Loti et ses funérailles. Voir le *Correspondant* du 20 juin. *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juillet. *Pierre Loti*, par M. Paul Bourget au revers de la couverture. *Une dernière visite à Loti* de M. Claude Farrère. *Revue de Paris*, 1^{er} juillet. *Adieu à Loti* de M. Gérard d'Houville.

Dans la *Renaissance provinciale* de juillet-août 1923, article de M. Henry Mériot qui fut un des intimes de Loti. Ce ne sont que quelques notes, mais les biographes ne sauraient les négliger. M. M. nous fait espérer de plus longues révélations : « Je dirai peut-être quelque jour la longue intimité de plus de quarante années qui nous lia jusqu'au moment où la prodigieuse énergie qui le soutenait s'effondra, « la guerre finie ».

Le 8 août 1923, a été inhumé à Vénérand, le corps du docteur Drouillard, ancien médecin chef de l'hôpital français de Jérusalem, décédé à Marseille, à l'âge de 51 ans.

Le 14 août 1923, est décédé M. Antonin Baudouin, âgé de 78 ans, à Mortagne-sur-Gironde, où il s'était retiré après la mort de son fils et de sa femme. Originaire de La Rochelle, ancien pharmacien à Cognac, secrétaire de la Société des amis des arts, esprit distingué, très érudit, doublé d'un poète délicat, d'un aquarelliste agréable, d'un collectionneur et d'un critique d'art averti.

Il donna à l'*Echo Rochelais* en octobre 1921, sous la signature d'un *vieux rochelais*, une série de chroniques très documentées, accompagnées de notes autobiographiques.

M. René Hérisson, dans l'*Ere Nouvelle* du 23 août, sous la signature d'un *vieux Cognaçais*, lui a consacré deux colonnes.

Une note a paru dans la *Liberté du Sud-Ouest* du 19 août, sans signature (elle est d'un de nos excellents confrères).

La *Liberté du Sud-Ouest* du 29 septembre et autres journaux de Bordeaux annoncent les obsèques de Emile Bodin, qui fut le fondateur du journal patois le *Ventre Rouge* (1899-1903), l'auteur de l'*Histoire de Saint-Savin-de-Blaye* (1906), de *Au pays des Landes fleuries* (s. d.), de *Joli Lande*, de *Le Roman de Jacques Bonhomme laboureur*... En dernier il dirigeait le journal *Bois et Résines*.

Membre de notre Société en 1900, il a publié une note sur *Gargantua en Saintonge* (tome XX. p. 121). *Le traitement de la rage en 1868* (tome XXI, p. 164).

Le septembre 1923 (vers le 22), M. Lodoïs de Roumefort, âgé de 20 ans, se tue près de Toulouse, dans un accident d'automobile.

Le 4 octobre 1923, est décédé à La Chanterie (Chapelle-des-Pots) M. Jean-Gustave Guimbelot. Contrôleur Général de 1^{re} classe de la Marine, Grand Officier de la Légion d'Honneur, né à Rochefort-sur-Mer, le 20 mars 1855, fils de Jean Guimbelot et de Suzanne Stéraphile Dahlepyl.

Il avait épousé Mlle Jeanne-Marie-Marguerite Vignier.

Le 9 octobre 1923, est décédée à La Grange, commune de Chaniers, Mme Veuve Louis-Eugène Jambu, née Marie-Melidie Huvet, née à Saintes le 22 septembre 1837, mariée à Chaniers le 1^{er} septembre 1863.

Elle laisse une fille, Mme Rocca.

Le 28 octobre 1923, est décédée aux Eglises-d'Argenteuil, Mme Normand-Duffié, âgée de 73 ans.

MARIAGES

Le 28 juin 1923, a été béni, à Royan, le mariage de M. Poirier, Paul, étudiant en médecine, à Préguiilhac, avec Mlle Renée Julien-Laferrière, demeurant à Royan.

Le 12 septembre 1923, a été béni à Chérac, le mariage de M. Perrier, avec Mlle Solange Tercinier, fille de notre confrère le lieutenant-colonel William Tercinier.

BIBLIOGRAPHIE

COURTAULT (Henri). *Un Témoin de La Fronde parisienne. Annibal de La Trémoille, vicomte de Marcilly.*

Nogent-le-Rotrou, imprimerie Daupeley-Gouverneur, 1923, in-8, 95 pages.

(Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*).

COURIVAUT DE LA VILLATTE (abbé). *Notice sur Mgr Pierre Dupont-Poursat, évêque de Coutances (1808-1835).*

Angoulême, imprimerie F. Vincent, 1923, in-16, 75 pages.

FÉLICE (Roger de) *Le meuble français sous Louis XV.*

Paris librairie Hachette S.D. in, 16 127 pages. (imprimé en Angleterre).

Voici un bon petit livre où il n'est pas question uniquement des meubles des grands ouvriers — toujours les mêmes — où sont admis des meubles sortis de mains plus modestes, ceux que l'on rencontre actuellement dans les vieilles familles ou provenant de vieilles familles, des meubles de style courant, en un mot, (gare les imitations ou retapages). Pour la première fois peut-être dans une histoire de ce genre il est parlé des meubles de Saintonge et deux photographies leur sont consacrées.

GADONNEIX (Mme M.). *L'Art rural Saintongeais, d'après les données, notes et travaux de Maurice Gadonneix.*

Saujon, imprimerie P. Patour, s. d. (1923), in-16, 15 pages.

Réimpression des articles parus dans le *Progrès de la Charente-Inférieure*, avec quelques lignes en plus.

MAGNE (Emile). *La joyeuse jeunesse de Tallemant des Réaux, d'après des documents inédits.*

Paris, Emile-Paul frères, éditeurs. Lagny, imprimerie E. Grévin, 1921, un volume in-18, 292 pages, 2 portraits.

MARTIN-CIVAT (Pierre). *Un baron féodal : Bardon, sire de Cognac XI-XII^e siècle.*

Cognac, imprimerie Roger Lacaud, in-8, 11 pages.

VERCHEVAL (Henri). *Dictionnaire du violoniste, suivi d'une liste de violonistes célèbres et des luthiers les plus connus depuis l'origine du violon jusqu'à la fin du XIX^e siècle.*

VAUX DE FOLETIER (de). *La Rochelle d'autrefois et d'à-présent.*

La Rochelle, imprimerie Jean Foucher, librairie Pijollet, 1923, un vol. in-4^o, 279 pages, gravures.

CHRONOLOGIE

DES DIGNITAIRES DE L'ÉGLISE SANTONE JUSQU'AU MILIEU DU XV^e SIÈCLE

ARCHIDIACRES

L'église de Saintes est une de celles où l'établissement d'une chronologie des archidiacres au Moyen Age soit le plus aisé. Le diocèse était partagé en deux circonscriptions : l'une pour la Saintonge, l'autre pour l'Aunis. Chacun des dignitaires avait sa chancellerie à laquelle le clergé et les fidèles recouraient sans cesse pour légaliser une foule d'actes, en tête desquels figure le nom et souvent le surnom du titulaire de l'office.

ARCHIDIACRES DE SAINTONGE

I. LAMBERT était archidiacre de Saintonge sous l'évêque Iselon, comme le prouve son intervention dans l'exemption des droits de parade et de synode accordée en 1028 par ce prélat à l'église de Bouteville (chef-lieu d'un archiprêtré) (a).

II. ARBAUD (*Ac baldus*, à rectifier *Ar baldus*), archidiacre le 31 mai 1040, à la dédicace de la Trinité de Vendôme (b).

III. ELÉAZAR (*Eleazarus Santonensis archidiaconus*) approuve la concession à Fromond, abbé de Saint-Amand de Boixe, en 1086, de l'église de Sonnevile, archiprêtré de Bouteville (c). En 1069 il intervient dans la cession au monastère d'Angély de droits ecclésiastiques à Pérignac, archiprêtré d'Archiac (d). En 1074 il sous-

(a) Aug. Bernard, *Cartulaire de Savigny*, n° 889 (avec la date erronée : circa 1100) et n° 633 et 634 (présence des mêmes prélats en 1028, dispositions actées en 1029).

(b) Salmon et Marchegay, *Chroniques d'Anjou*, p. 131.

(c) Coll. Duchesne, XXXV, 59.

(d) Musset, *Cartulaire d'Angély*, I (*Arch. de Saintonge*, XXX), p. 324, n° 263.

crit une charte de Pierre Gammon pour Saint-Étienne de Vaux, donnée au cours d'un synode.

ELÉAZAR reprit ses fonctions vers 1080. Il a survécu à Itier, abbé de Baigne, encore vivant en 1081 ; avec le concours de cet archidiacre, l'évêque Boson donne à Guillemond, successeur d'Itier, le 7 septembre [1081], la chapelle Notre-Dame dans le château de Montguyon et le 12 mars (1082) l'église de Vassiac dans la même paroisse (e).

IV. AMBLARD, qui aurait rempli les fonctions d'archidiacre en même temps que Josselin I d'Aunis, sous l'évêque Goiran — si le nom de ce prélat a été inscrit exactement, — est cité dans deux actes sans date de l'évêque Boson (postérieurs à mars 1082), l'un relatif à l'église de Neuvic, canton de Jonzac (f), l'autre à celle de Saint-Germain de Lusignan, même canton, qu'en 1078 Guillaume de la Roche avait données aux moines de Baigne (g).

Sous Ranoul, successeur de Boson, Amblard est cité avec Pierre [de Soubise] archidiacre [d'Aunis] dans l'approbation accordée aux accroissements de douaire apportés à Saint-Etienne de Vaux par Arnaud Gammon de Mortagne (h).

Il est encore cité dans une charte de Notre-Dame de Saintes que l'ignorance du copiste a datée de 1091 en notant le synchronisme du duc Gui Geoffroi (mort en 1086) et du pape Grégoire VII (qui a cessé de vivre le 25 mai 1085). Le copiste a changé MLXXXIII en MLXXXI (i).

IV. GEOFFROI I est cité dans deux chartes de Baigne. Dans l'une, l'évêque Boson donne, en présence de l'abbé Itier (1075-1082), l'église Saint-Pierre-de-Bougneau, « consilio archidiaconorum meorum, Gaufridi videlicet atque Ramnulfii », avec l'assentiment de Robert Le Brun et de son frère Hélie. « Hoc donum factum est vidente Benedicto decano, et Fulcherio archipresbytero, et Constantino, Mainardo et Nicephoro clericis. » — Cet acte nous fait donc connaître un doyen, Benoît, inconnu de la *Gallia* — « et

(e) *Cartulaire de Baigne*, n° 11-12.

(f) *Ib.*, n° 46.

(g) *Ib.*, n° 450, 526.

(h) *Cartulaire de Saint-Etienne de Vaux*, n° 56, édit. Grasilier, *Cartulaires de Saintonge*, I, 45.

(i) Copie de D. Fonteneau, t. XXXV, p. 397 (Bibl. de Poitiers), d'après le *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes* (brûlé). fol. 70.

laïcis : Iterio, Berbezillensis castri princeps, et Constantino Crasso, et Roberto Pontensi, et Ramnulfio vicario Archiacensi. » (j)

L'autre acte a trait à l'église Saint-Martin de-Clam (canton de Saint-Genis, arr. de Jonzac). Elle avait été fondée dans la paroisse Saint-Germain de-Lusignan. Un accord était intervenu entre le clergé des deux églises, reconnaissant à la seconde le caractère d'église-mère et lui attribuant divers avantages. Cependant les recteurs de l'église de Lusignan, tourmentés par la jalousie (*telo invidie subjacentes*), s'efforçaient d'enlever peu à peu à l'église de Clam les faibles bénéfices à elle octroyés. Le moine de Baigne, Mainard, administrateur très actif et dont le nom revient sans cesse dans le Cartulaire, s'alla plaindre au seigneur évêque Boson qui convoqua les parties à comparaître devant Sa Dignité (*ante presentiam Sue Dignitatis die determinata vocavit*) et décida que seules les offrandes de Noël et de Saint-Etienne, de Pâques et du lendemain, de la Toussaint et de la Saint-Germain appartiendraient à l'église-mère. Celle-ci toucherait la moitié des legs offerts par les défunts et n'aurait plus d'autre revendication à produire. Ce règlement fut pris « vidente Gaufrido archidiacono atque Fulcherio archipresbytero » (k).

Geofroi exerçait son ministère sur la Saintonge. Ranoul était donc archidiacre d'Aunis.

Cet arrangement a dû être pris avant 1078, date où Guillaume de la Roche donne, par une charte solennelle, l'église Saint-Germain au monastère de Baigne (l).

L'archiprêtre Foucher assista à la concession par Ebbes, curé de Jonzac, de l'église de Notre-Dame sous réserve de l'usufruit de la moitié, sa vie durant ; l'évêque Boson venait de donner cette église à l'abbé Itier de Baigne avec le consentement de Guillaume de la Roche, seigneur du château de Jonzac, en présence de Die, femme de Guillaume, et de son chevalier Séguin de Brie (m).

En 1076, le duc d'Aquitaine Gui étant au concile de Bordeaux, l'évêque Boson de Saintes et Geofroi, archidiacre de Saintonge, lui persuadent de rendre à Cluny l'église Saint-Eutrope qui,

(j) *Cartulaire de Baigne*, n° 55.

(k) *Cartulaire de Baigne*, n° 363.

(l) *ib.*, n° 332.

(m) *ib.*, n° 521.

tombée en des mains laïques, était abusivement employée à des usages serviles et presque ruinée (n).

V. RANOU. III est certainement un archidiacre de Saintonge et fut probablement un neveu ou proche parent du prélat homonyme successeur de Boson. (Ranoul I^{er} et Ranoul II furent archidiacres d'Aunis).

Il souscrit avec le prévôt Seignoret et Arnaud Jammon une charte de Notre-Dame de Saintes, au temps de l'abbesse Arsende, où elle notifie qu'Hélie de Didonne, en mettant sa fille en religion, renonce à toutes les réclamations de son père Pierre contre le monastère (o).

Quelque temps après, Arsende obtint moyennant deux cents sous d'or et un cheval le désistement de Guillaume Freheland, au sujet de ses revendications sur la terre de Notre-Dame déjà concédée, par Hélie de Didonne, l'archidiacre Ranoul présent (p).

Il est témoin avec quatre chanoines de Saint-Palais d'une renonciation analogue obtenue par Arsende d'Etienne Magaland (q).

Ranoul assiste avec Pierre [de Soubise] archidiacre [d'Aunis] à une donation faite à Saint-Jean-d'Angély (r).

Ce dignitaire fut marié ainsi que le prouve une charte de Saint-Jean-d'Angély (s).

Ici se placerait si l'on ajoutait foi à la leçon donnée par le Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély (t) un EYQUEM, AGUIAUME OU AIGUE-

(n) Besly, *Histoire des comtes de Poitou*, p. 437. Ce texte est des plus défectueux.

(o) *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 108. Fonteneau, LXXX, 121.

(p) *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 86. Fonteneau, LXXX, 299.

(q) *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 148. Fonteneau, LXXX, 159.

(r) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 47. Cette donation est fort antérieure à l'an 1104.

(s) Ego Ramnulfus, domni Ramnulfi archidiaconi filius, et fratres mei Wardrad[us] et Helias, in Dei nomine donavimus Sancto Johanni Baptiste atque ejus servis Ingeriaci monasterii, ecclesiam Sancti Troiani et offerendam atque sepulturam, ortos quoque et areas, et burgum locius ville, omniemque costumam burgi, simulque medietatem decime ejusdem parochie... auctorizantibus dominis nostris Ramnullo, Amelio et Alveberto de Planis Chalmis, temporibus Philippi regis ac domni Bosonis Sanctonensis episcopi, domnique Widonis principis Aquitanie... (Coll. D. Fonteneau, t. XIII, p. 179, d'après le Cartulaire, fol. 8, l'original n'étant plus au trésor.)

(t) Musset, *Cartulaire de Saint Jean d'Angély*, n° 301 ; t. I, p. 366. Cet archidiacre consent à la cession à Saint-Jean de l'église Saint-Georges-de-Cadillac, près Libourne, par Arnaud Faidit, en 1092. *Achelmus* donne *Achiaume*, *Aguaume*, *Aigouem*. *Eyquem*, *Iquem*, suivant les inflexions des idiomes locaux.

LIV. (*Achelmus* ou *Achelinus*) dont le nom est suivi, dans cette copie, des mots *Sanctonensis archidiaconus*. Mais la copie de D. Fontepneau, sur un meilleur texte, est autre : *Achelinus Sancius archidiaconus*. Or l'acte où il figure fut passé au château de Fronsac, et nous avons d'autres pièces émanant de l'archevêque de Bordeaux et datées de Fronsac, où *Achelmus* ou *Achelinus* figure comme son archidiacre, approuvant des dispositions relatives à l'église de Saint-Emilion. Cet Eyquem est donc un archidiacre du Bordelais et non de la Saintonge.

VII. AMAUGUIN I (*Amalunus archidiaconus de Santonia*) apparaît dès 1096 dans une charte de l'évêque Ranoul (u). En 1104 il assiste à un jugement de ce prélat au sujet de l'église de Marétay près Matha (v). En 1110 il souscrit la charte de Pierre II de Soumbise, confirmant à Poince, abbé de Cluny, la réunion à son monastère de l'abbaye de Baigne (w).

VIII. RAOUL IV fut archidiacre de Saintonge sous Pierre II de Soumbise (donc en 1114), puisqu'il fut associé à la confirmation du don de l'église de Sonnevillle (x).

VIII. IRIER fut chargé par intérim de l'archidiaconé de Saintonge par l'évêque Renaud (1112-1117). Il intervient lorsque celui-ci concède l'église Saint-Pierre, de Chevanceaux (canton de Montlieu, ar. de Jonzac) à Saint-Etienne de Baigne « cum consilio et consensu clericorum nostrum, scilicet Iterii magistri scholarum qui tunc archidiaconatum tenebat in partibus illis et qui cartam dictavit, et Richardi Gardradi et Audeberti de Neirac, et Airaldi archipresbyteri » (y).

En 1121 Itier souscrit une charte solennelle de l'évêque Pierre III confirmant à la même communauté toutes les églises qu'elle possède dans son diocèse (z). La croix d'Itier suit celle de l'archidiacre Amauguin II, seul pourvu de ce titre. Il est probable qu'Itier était encore, à ce moment, administrateur intérimaire de l'archidiaconé de Saintonge.

Itier conservait en 1133 ses fonctions d'écolâtre, et se trouve

(u) Ibid., n° 183, t. I. p. 220.

(v) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 47.

(w) *Gallia christiana*, II, 1118.

(x) Coll. Duchesne, t. XXXV.

(y) *Cartulaire de Baigne*, n° 18.

(z) *Cartulaire de Baigne*, n° 2.

mentionné, en cette seule qualité (a), avec Amauguin, doyen et archidiacre, le chancelier Guillaume Géraud, le préchantre Jean et l'archiprêtre Andron, qui déjà était avec Itier l'un des deux archiprêtres cités dans une charte de l'évêque Ranoul (b).

IX. PIERRE II. P. fut archidiacre en même temps que Josselin II de Gemozac (c) sous un évêque dont le nom n'est pas indiqué, mais qui doit être Renaud, et cet archidiacre est probablement Pierre III de Confolens qui lui succéda. En effet, Geoffroi Gardras, chanoine nommé avec ces deux dignitaires, est cité dans des chartes de Notre-Dame de Saintes de 1099 à 1123.

X. BOÉMOND, mentionné comme archidiacre sans autre désignation dans plusieurs actes, a été considéré par M. Paul de Fleury comme « plus probablement archidiacre d'Aunis. » Il fut certainement archidiacre de Saintonge.

En 1131 Guillaume XI d'Aquitaine se trouvant à Saint-Jean-d'Angély, y confirma aux moines de la Trinité de Vendôme le franc rivage des terres de leur prieuré de Saint-Georges-d'Oleron. Les quatre coseigneurs de l'île, Vougrin III d'Angoulême, Geoffroi de Tiffauge, vicomte de Thouars, Girard de Didonne et Gombaud de Mornac voulaient les en frustrer. Parmi les auditeurs de l'assise se trouvent « Boadmundus, archidiaconus Sanctonensis, et Beraudus, prior de Subisia (d).

Boémond est mentionné comme préchantre en 1128 le 9 mars (e), comme archidiacre en 1133 (f) dans une charte de Baigne, pour l'église Saint-Mégrin en 1134 (g), et le 15 septembre 1137 dans des chartes de Notre-Dame de Saintes, en 1139 (h) dans un acte signalé par la *Gallia*.

Il figure dans une charte d'Agnès d'Aquitaine, abbesse de Notre-Dame de Saintes (i), que l'abbé Grasilier a datée 1141-1151 ; nous

(a) Ib., n° 7.

(b) Ib., n° 56.

(c) Grasilier, *Cartul. de Notre-Dame de Saintes*, n° 267, p. 175 avec la date (sans aucune base visible) : 1119-1127.

(d) Original jadis scellé, Archives de Loir-et-Cher, éd. par P. Marchegay, *Arch. de Saintonge*, V (1878), p. 17. Métais, *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, n° 55, p. 93.

(e) *Cartulaire de Baigne*, n° 5.

(f) *Cartulaire de Baigne*, n° 7.

(g) Ib. n° 218, p. 140 et n° 65, p. 62.

(h) *Gallia christiana*, II, 1069.

(i) *Cartulaire de Baigne*, n° 118, p. 96.

n'avons pu nous expliquer pourquoi, cette abbesse ayant siégé dès 1134.

« Boamundus archidiaconus » est cité en 1134, ind. 13, dans une notice rédigée sous Agnès I, abbesse de Notre-Dame de Saintes, après Sibille, « Willelmo Xantonensi episcopo » (j).

Boémond archidiacre est cité avec Ponce II prieur de Saint-Eutrope, dans un acte d'Agnès I, abbesse de Saintes sous *Guillaume X* (k).

Un acte de 1137, au sujet d'une terre salée donnée par Mesmille (Maximilla) à l'abbesse Agnès (l), porte jugement en faveur de N.-D. de Saintes par Geofroi, archevêque de Bordeaux, et Guillaume, évêque de Saintes « primo anno promotionis Gaufridi Burdegalensis archiepiscopi, decimo vero anno ordinationis Willelmi Xanctonensis episcopi, videntibus Boamundo archidiacono, Johanne Xanctonensi cantore, Beraudo priore Sulbisie, Petro Bruns archipresbytero. Hoc etiam viserunt... Boamundus Andegavensis archidiaconus. »

Il eut apparemment pour neveu :

« Magister Boamundus canonicus » cité avec d'autres membres du chapitre de Saintes en 1162 et 1174 (m).

XI, HEUDRÉ OU EUDRÉ (*Eldradus Xantonensis archidiaconus*) assiste en 1159 à une donation d'église par l'évêque Bernard, avec l'archidiacre d'Aunis Jean (n).

Sous l'initiale « E. archidiaconus » il est mentionné comme accompagnant l'évêque Bernard et le doyen Hélie Vigier I^{er} à Angoulême (o).

Il est encore cité en 1162 (p).

Cette même année, Renaud le remplaça.

(j) D. Fonteneau, XXV, 421, d'après le Cartulaire, fol. 71, qui doit contenir une erreur de date. L'indiction 13 répond à 1135.

(k) Cartulaire, n° 46. Fonteneau, LXXX, 217.

(l) D. Fonteneau, XXV, 432, d'après le Cartulaire, fol. 80. — Un accord tout à fait analogue par les mêmes arbitres et avec les mêmes témoins fut fait simultanément, entre Agnès I et les chevaliers de Brou (*de Broda*), Guillaume Ricou, Hélie, André, et leur mère Audiarde. — (Ib., XXV, 434, d'après le Cartulaire, fol. 82).

(m) Fonteneau, XXV, 531, 534, 576, d'après le Cartulaire de N.-D. de Saintes.

(n) *Gallia christiana*, II, Instrum., col. 460. — Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 48, d'après les Arch. de la Charente II, fonds de la Couronne, Breuil d'Archiac.

(o) *Gallia christiana*, II, Instrum., col. 450.

(p) G. Musset, *Cartulaire de St-Jean-d'Angély*, II, 188.

En 1174, Jean, év. de Poitiers, légat, rappelle qu'une enquête sur les querelles que Renaud de Doé, *vir illuster*, eut avec Agnès II, abbesse de Saintes, fut confiée par le feu évêque Bernard « *Helie tunc decano, Helderado et Johanni tunc archidiaconis* » (q).

XVI. — RENAUD, précédemment écolâtre, fut promu archidiacre de Saintonge en 1162, dans la seconde partie de l'année, après l'entrée de l'évêque Bernard 1^{er} dans la 21^e année de son épiscopat (r).

« Reginaudus Xanctonensis humilis archidiaconus » notifie cette même année, « Bernardo Xanctonensi episcopo, anno episcopatus sui vigesimo primo », le jugement rendu par ce prélat entre Gaudin, abbé de Maillezais et les Dames de Saintes, représentées par la sacristine Agnès, par Agnès de Barbezieux et par Aélis de Corme, aumônière, au sujet de la redîme des biens appartenant aux moines de Saint-Pierre établis à Oleron. Cette redîme est confirmée aux Dames d'après une sentence de Guillaume Gardras ; témoins : Iter Maurel, trésorier, Geofroi Obert, Jean Chevalier (*Miles*), Guillaume de La Roche, chanoines de Saint-Pierre (s).

« Bernardus Xanctonensis ecclesiæ vocatus episcopus » accorde les moniales de Saintes avec Guillaume Josbert et ses frères, au sujet d'une dîme dans l'île d'Oleron. « *Istius compositionis testes sunt Rainaudus et Johannes Xanctonenses archidiaconi nostri, Iterius Maurelli thesaurarius, Iterius Focaudi canonicus, Willelmus archipresbyter de Corma ; Agnes de Berbezillo abbatissa* ». 1162 « *anno vicesimo primo episcopatus nostri* » (t).

Une autre charte de Bernard en 1162 (sans indication de durée du pontificat) a pour témoins : « *Rainaudus et Johannes archidiaconi nostri, Iterius Maurelli thesaurarius, Iterius Focaudi canonicus, Guillelmus archipresbyter de Corma.* » Elle est concomitante à la première (u).

En 1168, Jean Parage se désiste de toutes poursuites contre le couvent de N.-D. de Saintes « *audientibus Rainaldo Xanctonensi archidiacono... et Willelmo Helie Xanctonensi preposito* » (x).

(q) Coll. Fonteneau, XXV, 369.

(r) *Cart. N.-D. de Saintes*, n° 35, p. 42.

(s) Fonteneau, XXV, 535, d'après l'original, non transcrit au *Cartulaire*.

(t) Fonteneau, XXX, 537, d'après l'original. Copie au *Cartulaire*, fol. 20.

(u) D. Fonteneau, XXV, 539, d'après l'original.

(v) Fonteneau, XXV, 539, d'après le *Cartulaire de N.-Dame de Saintes*, fol. 40 ; éd. Grasilier, p. 87, n° 102.

Agnès II. de Barbezieux, abbesse de Saintes, conclut en 1168 un accord avec Geofroi Vigier et ses quatre fils Guillaume d'Ardenne, Pierre Vigier, Isembert et Audebert (ces deux derniers devinrent chanoines de Saintes), « videntibus... Rainaudo Xanctonensi archidiacono (x)... »

Renaud, archidiacre de Saintonge, assiste en 1179 à une sentence arbitrale d'Aimar, évêque de Saintes, rendue entre Géraud abbé de Dalon et Audebour, abbesse de N.-D. de Saintes (y).

« Rai. archidiaconus » cité en 1184 simultanément avec Henri, archidiacre d'Aunis, est certainement Renaud.

Il y a lieu de considérer comme une erreur matérielle ou une interprétation arbitraire de l'initiale « R. » ou des lettres « Rai. », la mention suivante, concernant un prétendu Raimond, archidiacre de Saintonge en 1168 :

« Agnes de Berbezillo Dei gratia Xanctonensis abbatissa » notifie que « Gaufredus Vicarius et filii sui Willelmus de Ardenia, Petrus Vicarius, Isimbertus, Audebertus » abandonnent toute revendication « in duabus versaniis terræ Sancti Palladii, de Longa faisola... audientibus... Raimundo Xantonensi archidiacono... apud Xantonas anno ab Incarnatione Domini M^o C^o sexagesimo octavo... Aimaro Xantonensi episcopo » (z).

XIV (z). RANOUËL V BARBOTIN est qualifié archidiacre de Saintonge dans une charte de Jean, évêque d'Angoulême, en faveur de l'abbaye de la Couronne, et relative au manse de La Leige, paroisse de Champmillon, en 1194 (a). C'est le « R. Barbotinus, archidiaconus Xanctonensis », cité dans une charte de St-Etienne-de-Vaux (b), sous l'abbé Guillaume Fumeu (élu entre 1188 et 1198, mort entre 1221 et 1225), — et le « R. Xantonensis archidiaconus », qui sous l'évêque Henri de Saintes (1188-1215) assiste à la donation de l'église Notre-Dame de la Gord à l'abbaye de la Cou-

(x) Grasilier, *Cart. de N.-D. de Saintes*, n° 74, p. 68.

(y) B. N. ms. lat. 17029, fol. 217. — P. de Fleury, *Notes additionnelles à la Gallia christiana*, p. 48.

(z) D. Fonteneau, XXV, 561, d'après le *Cartulaire de N.-D. de Saintes*, fol. 31 : l'original n'étant plus au trésor.

(z) Ce numéro et les suivants sont exacts. Dans le cahier précédent, il s'est glissé des erreurs de numération.

(a) Archives de la Charente, série H, fonds de la Couronne, La Leige. — P. de Fleury ; *Notes additionnelles à la Gallia christiana*, p. 43.

(b) Grasilier, *Cartulaires de Saintonge*, I, 36.

ronne (c). Les archidiacres Ranoul et Itier sont nommés ensemble en 1190.

Le 13 février 1192 (n. st.) fut consacré le cimetière de la nouvelle maison hospitalière sur Chanzac près de Pons, le lendemain du jour où fut inhumé le sire Geofroi de Pons, fils de Ponce et de Germaise. A cette occasion, des conventions réciproques furent conclues par le chapelain de Saint-Vivien, Itier Breton, et l'abbé Mainard de Saumur, entre les mains de l'évêque Henri et de l'archidiacre de Saintonge R (d).

L'archidiacre Ranoul Barbotin est encore mentionné en 1199 dans la charte solennelle où la reine Aliénor confirme la commune de Saintes, sauf les droits de la Couronne, ceux de la vénérable église de Saint-Pierre, ceux de l'évêque, sauf les coutumes et les libertés de l'Eglise, sauf enfin les droits de Geofroi Martel et de ses hoirs :

« Datum apud Xanctonas, anno Incarnati Verbi 1199, testibus Petro Burdino tunc senescalco Pictaviensi, Launo Augerio (*mal lu*, Lanno Agerio), Chalone de Rocha Forti, Willelmo de Mause, Gaufredo Martello, domino Henrico tunc Xanctonensi episcopo, domino Gaufredo decano, Ramnulfo Barbotin tunc archidiacono Xanctonensi, Poncio canonico Xanct. et multis aliis (e). »

La *Chronique de Saint Martial* (f) rapporte qu'en 1209 le prieur de Saujon fut pris, renversé et pillé par Geofroi de Tournai, la même année que Ranoul, archidiacre de Saintes, fut assassiné. Le texte imprimé porte : « Ramnulfus Marabitus ». Il faut corriger apparemment « Barbotinus ».

XV. GEOFFROI III est cité sous son nom entièrement transcrit, dans l'acte de cession d'un fief, par Guillaume Testaud, chevalier de Bouteville, à l'abbaye de Baigue, en novembre 1213, « in presentia domini Gaufridi, venerabilis archidiaconi Xanctonensis (g). »

Il est désigné par l'initiale « G. Xanctonensis archidiaconus » au procès-verbal d'installation du premier titulaire du décanat rétabli dans l'église d'Angoulême, dès novembre 1213 (h), et aussi en 1221 (veille de Saint-Hilaire 1221) (i).

(c) P. de Fleury, *Chartes de la couronne*, n° 39, p. 97.

(d) *Archives de Saintonge*. IX, 306.

(e) Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, n° 587, t. I, p. 208.

(f) Edition de la Société de l'Histoire de France (1874), p. 74.

(g) Cholet, *Cartulaire de Baigue*, n° 547.

(h) Nanglard, *Livre des fiefs de Guillaume de Blaye dans les Bulletins et mémoires de la Société archéologique de la Charente*, 7^e série, t. IV (1904-1905), p. 42.

(i) Ms. lat. 17147, fol. 358.

On le retrouve sous la même initiale en 1222.

Il scelle en 1231 un acte concernant la préceptorerie de Noyers dépendant de l'abbaye de la Couronne d'Angoulême (j).

Le nécrologe de Saint-Victor du XIII^e siècle note son obit dans les termes suivants au 7 décembre :

« Anniversarium venerabilis viri magistri Gaufredi quondam archidiaconi Xanctonensis, hujus ecclesiæ specialis amici, qui dedit nobis centum libras Turonensium » (k).

XVI. ROBERT I, archidiacre de Saintonge, vidime en octobre 1251 une charte d'Aimar, comte d'Angoulême, en faveur de la Couronne (l).

XVII. FORTON, qui se qualifie dans ses actes « Forto Dei gratia Xanctonensis archidiaconus », fut chapelain du pape. Il est rappelé dans un acte où figure Yve I^{re}, abbesse de N.-D. de Saintes, comme ayant scellé des lettres, étant « tunc temporis archidiaconus Sanctonensis et capellanus domini Pape. » « Forto archidiaconus Xanctonensis » était en charge le 7 juin 1258 (m); il est appelé « Fronto archidiaconus Xanctonensis », dans des actes scellés par son vicaire, l'archiprêtre d'Arvert, le lundi avant la Saint-André (novembre) 1261, et en octobre 1262 (n).

XVIII. PONCE, archidiacre de Saintes, vidime le mercredi après l'Épiphanie 1264 une bulle d'Innocent III invitant les fidèles à venir en aide par des collectes aux chevaliers du Temple pour la dépense des Lieux saints (o).

XIX. PIERRE III VIGIER, archidiacre d'Aunis le 15 juillet 1269, devint dès le 25 novembre suivant archidiacre de Saintonge, et scella en cette qualité (p) une charte de Foucaud Fromentin, chevalier d'Archiac, en mars 1270, et en octobre suivant une charte de Guillaume, prieur du Bois Bertaut ; il paraît dans d'autres actes d'octobre 1273 et avril 1279 concernant la préceptorerie du Breuil-

(j) Archives de la Charente, I H. 178 (Analyses tirées de l'Inventaire).

(k) Molinier, *Obituaires de la Province de Sens*, I, 605.

(l) P. de Fleury, *Chartes saintongeaises de la Couronne*, n° 75, p. 159.

(m) Métais, *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, n° 89, pp. 135-136).

(n) Archives de la Charente, II H. 178, fonds de la Couronne (analyses d'après l'Inventaire).

(o) Archives de la Vienne. Templiers, liasse L (*Rédet, Inventaire*, voir p. 10).

(p) Archives de la Charente, II H. 177, fonds de la Couronne.

d'Archiac (q). En décembre 1273, il se qualifie « Magister PETRUS VIGERII, Dei gratia Xanctonensis archidiaconus » (r). Il scelle, le 9 septembre 1276, une charte de Jean de Matha, clerc, pour N.-D. de Saintes (s), et pour la Trinité de Vendôme des actes de mars 1275 (n. St.) au 4 avril 1278 (t).

Pierre Vigier, archidiacre de Saintonge, scella en mars 1275 (1276 nouveau style) une donation générale de leurs biens, par trois habitants d'Iliers-Brouage, près Marennnes, à la Trinité de Vendôme, en l'honneur de la Sainte-Larme, « Deo Patri, et gloriosissime Lacrime Christi », et au prieur de Montierneuf près Saint-Aignan (u).

Les layettes du Trésor des Chartes éditées par M. Élie Berger contiennent d'assez nombreuses mentions le concernant. Un acte collectif du 25 novembre 1269 comporte une demande à Alfonso, comte de Poitiers, pour être reçus à foi et à hommage : par Aimeri de Rochechouart, en raison de ses enfants, nés de Jeanne, fille de Geofroi de Tonnay ; par Foulques de Matha ; par Barthélemy de La Haye, pour ses enfants nés d'Aéline, fille de Geofroi, pour le château et la châtellenie de Didonne ; par Chalon de Rochefort, en raison de Marguerite sa femme pour le château et la châtellenie de Brou ; par Hymbert Gui et Aumoise, sa femme, fille de Geofroi, pour le château et la châtellenie de Montendre. Ils se portent fort pour leurs autres cohéritiers et scellent de leurs propres sceaux, sauf les deux derniers : « Nos vero Hymbertus et Almodis prædicti, quia sigilla propria non habuimus, sigillum venerabilis viri magistri Petri Vigerii archidiaconi Xanctonensis praesentibus apponi fecimus in testimonium veritatis (v). » Le sceau sur cire verte porte le n° 7436 de l'Inventaire.

Le testament de Jeanne, comtesse de Poitiers et de Toulouse, reçu le 23 juin 1270, porte le sceau de cet archidiacre, en cire blanche, sur lacs de soie rouge (w). Le 30 juin, elle constitua pour

(q) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 49, et *Chartes saintongeaises de la Couronne*, pp. 130 (décembre 1273), 85 (septembre 1274), 256 (novembre 1275), 110 (avril 1279).

(r) *Archives de la Charente*, II H. 177.

(s) Grasilier, *Cartulaire de Saintonge*, I, 139, n° 42.

(t) Métails, *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, pp. 156, 157.

(u) Edit. par l'abbé Ch. Métails, *Archives de Saintonge*, XIX, 224.

(v) Berger, *Layettes du Trésor des Chartes*, IV, 393, n° 5596.

(w) *Ib.*, 448, n° 5706 (A. N. J. 406, n° 6).

ses procureurs diverses notabilités, dont Pierre Vigier, archidiacre, et Pierre Sorin, écolâtre de Saintes (x).

Le testament d'Alfonse, comte de Poitiers, en langue française, fait à Aigues-Mortes en juin 1270, énumère ses exécuteurs, dont « mestre Pierre Viger, arcediacre de Xaintes (y). »

Le 4 juillet 1270, ce prince consent à un accord avec Aimon, comte de Valentinois : « Petrus Vigerii » est tiers arbitre (z). Nous savons par un acte complémentaire où Alfonso choisit entre ses clercs (*per clericos suos*) les procureurs chargés d'accomplir les clauses de cette convention que Pierre Viger est du nombre ; il était donc directement attaché à la cour du prince.

XIX. GEOFROI IV, « archidiaconus Xanctonensis », paraît dès le 24 mars 1281 (a). Il scelle un acte le mercredi après l'épiphanie 1281 (janvier 1282) pour La Couronne (b). M. Paul de Fleury a publié des chartes de ce monastère où il paraît aux dates d'octobre 1284, mars 1295, 13 mai 1297 et 2 juin 1299 (c).

Ses interventions au sujet de l'hôpital de Pons sont particulièrement fréquentes et s'étendent sur une période du 5 décembre 1281 au 31 mars 1300. En voici la nomenclature (d).

Il scella le 5 décembre 1281 une cession de rentes foncières à l'hôpital neuf de Pons ; le 12 novembre 1282 une vente à cet établissement par Constantin Foucher, chevalier de Pons, et sa sœur Elissend (*Alexandra*), veuve de Guillaume d'Usseau, chevalier ; le 17 décembre 1285, un autre contrat passé par Gombaud de Fléac, Varlet ; le 17 août 1286, le testament d'Hélie Auribeau ; le 1^{er} janvier 1287, une donation d'Hélie Rudel, sire de Pons, de Montignac et de Bergerac ; le 19 janvier 1294, la cession du fief de Vallières ; le 11 avril 1299, une vente par Constantin Chabaud ; le 31 mars 1300, une donation par Marie, veuve de Constantin. Geofroi scella le 5 janvier 1292 un bail emphytéotique consenti par Hélie Tison, varlet, paroissien de Gemozac (*Jamonzac*) (e).

(x) Ib., 481, n° 5709 (A. N. J. 918, Toulouse IX, 60).

(y) Ib., 464, n° 5717 (A. N. K. 33, n° 14).

(z) Ib., 467, n° 5727 (A. N. J. 303, Toulouse I, 27). — Ibid., 468, n° 5728 (A. N. J. 303, Toulouse I, 25).

(a) Métais, *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, p. 159, n° 102.

(b) Archives de la Charente, II H. 178 (analyses).

(c) *Chartes saintongeaises de la Couronne*, pp. 212, 215, 272, 275.

(d) *Archives de Saintonge*, IX, 33, 35, 39, 42, 45, 64, 81, 83.

(e) Ch. Dangibeaud, *La Maison de Rabaine*, dans les *Archives de Saintonge* XIX, 83.

Le 31 décembre 1283, Hélié Rudel, sire de Pons et de Montignac, rédigeant un codicille à son testament, déclare : « Volo quod testamentum meum, seu extrema voluntas quam feci sigillari sigillo venerabilis Capituli Xanctonensis sede et decanatu vacantibus, et magistri Petri Vigerii, archidiaconi Xanctonensis,..... valeat et suo robore permaneat. »

Il fait sceller le codicille par maître Hugues Vigier, archiprêtre d'Archiac (f).

Un autre acte du 24 avril 1281, portant renonciation à une portion de la terre de Montignac en faveur d'Hélié Rudel par une de ses cohéritières dans la succession de Fine de Montausier, est aussi scellé par le même archidiacre.

Le 1^{er} décembre 1289, Hugues Vigier, archiprêtre d'Archiac, est témoin du testament d'Yolend de la Marche, dame de Pons et Montignac, avec Geofroi, archidiacre de Saintonge (g).

Geofroi vidime le 5 janvier 1291 le dernier testament d'Hélié Rudel, daté d'août 1290, et constituant pour exécuteurs Vivien III, sire de Barbezieux, et maître Hugues Vigier, chanoin de Saintes (h).

XXI. BERNARD ROJARDI, archidiacre de Saintes, est surtout connu par de nombreux titres de l'hôpital-neuf de Pons. Il scella, le 24 décembre 1302, la donation de cet établissement d'une rente en froment par Guillaume d'Augeac, et d'autres actes des 7 octobre 1304, 24 mars 1306, 31 mai 1309, 17 juin 1315, 24 septembre 1316, 31 janvier 1317. Ce dernier est un bail pour le prieur Pierre Champanès, des domaines de l'hôpital à l'île (i).

Les archives de la Couronne (j) mentionnaient son intervention en 1308, 1311 et 1312. Il paraît le 11 janvier 1316 dans un contrat intéressant la seigneurie de Barbezieux (k).

Suivant une indication non accompagnée de sa source, donnée par M. Paul de Fleury (l), il serait encore nommé dans un acte de 1319 conservé aux archives nationales. Ce ne peut être que sous la forme d'un rappel.

(f) Georges Musset, *Chartrier de Pons*, II, dans les *Archives de Saintonge*, XXI, 26-27.

(g) Ibid., XXI, 29-37.

(h) Ibid., XXI, 45-51.

(i) G. Musset, *Chartrier de Pons*, dans les *Archives de Saintonge*, IX, 84-91.

(j) P. de Fleury, *Chartes saintongaises de la Couronne*, pp 45, 64, 219.

(k) M. de la Martinière, *Barbezieux*, p. 232.

(l) *Notes additionnelles* (à la *Gallia christiana*), p. 50.

Bernard cessa ses fonctions d'archidiacre de Saintonge entre le 31 janvier et le 25 avril 1317. Cette année, en effet. « die jovis ante festum sancti Eutropii » (30 avril), Guillaume Peloy, bourgeois de Saint Eugène, fait apposer à un contrat entre lui et les moines de la Couronne le sceau de Jacques, archidiacre de Saintonge (m).

C'est par suite d'une faute d'impression qu'à la p. 179 du *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme* se rencontre un scellement émanant de « Petrus archidiaconus de Corma Regali » à la date du 11 juin 1327. Pierre, archiprêtre de Corme Royal, a, avant et après ce moment, expédié de nombreux actes du même recueil.

Bernard Roiardi ou Royardi, archidiacre de Saintes, chargé de mission par Clément V, les 24 septembre 1309 et 13 août 1311, est probablement le même à qui Clément V commet une délégation le 9 mars 1308 (n). En 1309 le pape l'appelle *son chapelain*.

On trouve dans diverses publications deux mentions d'un archidiacre Bertrand qui aurait siégé en même temps que Bernard.

Ce *Bertrand*, archidiacre de Saintonge, aurait scellé le jeudi après l'octave de l'Ascension (mai) 1302 un codicille d'Itier de Barbezieux au testament qu'il avait antérieurement fait entre les mains de Geoffroi, prédécesseur de Bertrand (o).

Le 20 août 1314 deux habitants de Javarzac, accusant une maison située dans le domaine de l'hôpital-neuf de Pons, auraient fait appel au sceau de Bertrand, archidiacre de Saintonge, pendant par bandes de parchemin (p).

Ce dernier acte est en fort mauvais état et l'on n'a pu en donner qu'une analyse : nous croyons à une confusion du scribe ayant mal interprété les initiales *Ber.*, dans ce cas comme dans l'acte de 1302.

XXII. JACQUES DU CHEMIN (*de Via*), neveu du pape Jean XXII, cardinal du titre des saints Jean et Paul, fut pourvu au commencement de 1317 de l'archidiaconé de Saintonge et le conserva seulement quelques mois.

Le 4 janvier 1317, Bernard du Chemin et Maynard Bognac, paroissiens de Courcoury, vendent à Pierre Guillaume, clerc de Pons, pour 50 sous, une quatrière de froment en cette paroisse,

(m) Archives de la Charente, II H. 173.

(n) *Calendar of Papal letters*, II, 61, 91.

(o) M. de la Martinière, *Barbezieux*, pp. xiii et 225-228.

(p) *Archives de Saintonge*, XXI, 78.

mesure de Saintes, par contrat que reçoit Jacques (*Jacobus*), cardinal-prêtre du titre des saints Jean et Paul, archidiacre de Saintonge (*q*).

Jacques devint évêque d'Avignon. L'acte suivant, s'il n'y a point erreur de transcription, donnerait lieu de croire que la translation qui se fit entre les deux frères Jacques et Arnaud, cardinaux tous deux, était encore incertaine vers la fin de l'été. Le 20 septembre 1317 (*r*) une donation au même Pierre Guillaume, par Guillaume Lambert, paroissien de Courcoury, est scellée du sceau encore pendant de « Arnaud *Jacobus* » archidiacre de Saintonge. La substitution d'Arnaud à Jacques s'était en tous cas opérée au mois d'octobre suivant.

XXIII. ARNAUD DU CHEMIN, cardinal diacre du titre de saint Eustache, frère de Jacques, était en fonctions dès le 8 octobre 1319, comme grand archidiacre de Saint-Pierre.

Le 29 de ce mois Pierre Le Roi (*Regis*) de Pons vend au clerc Pierre Guillaume cinq sous dé cens dans cette châtellenie, sous le sceau d'Arnaud, cardinal diacre de saint Eustache, archidiacre de Saintonge (*s*).

« C'est, écrit M. Georges Musset, en annotant ce document, Arnaud *de Via*, promu cardinal en 1317, mort en 1336. Il était le neveu du pape Jean XXII (Jacques d'Euse ou Duèse, de Cahors) qui l'avait promu ; mais il ne faut pas le confondre avec un autre neveu du même pape, Jacques *de Via*, évêque d'Avignon et cardinal du titre des SS. Jean et Paul (*t*). »

« Arnaldus museratione divina Sancti Eustachii diaconus cardinalis, et archidiaconus Xanctonensis », scelle, le 8 octobre 1317, la donation du clerc Pierre Bastit à l'hôpital neuf de Pons (*u*).

L'archidiacre Arnaud ne prend plus le titre de cardinal dans les actes où il appose son sceau les 6 juin 1319, 5 juin 1321, 26 novembre 1322, 15 janvier 1323, 23 septembre 1328, 17 octobre 1329, 21 août 1331, 12 janvier 1333, 15 janvier 1335, relatifs au même établissement (*v*).

(*q*) Original jadis scellé, aux archives du duc des Cars, édit. par G. Musset, *Archives de Saintonge*, XXI (1892), 81.

(*r*) Ibid., XXI, 82.

(*s*) *Archives de Saintonge*, IX, 93.

(*t*) Mas-Latrie, *Trésor de chronologie*, col. 1196 et 2255.

(*u*) Original jadis scellé. Archives de l'hôpital neuf de Pons, II 6, édit. Georges Musset, *Archives de Saintonge*, IX, 93.

(*v*) *Archives de Saintonge*, IX, 95-119.

Il rend, le lundi avant la Nativité de la Vierge en septembre 1322, une sentence arbitrale par laquelle il oblige Gui, seigneur de Brou (*Brodo*), à payer au commandeur des Epaux une rente de cent sols sur les marais d'Echillais (*w*).

Le 3 janvier 1324, Arnaud est appelé à sceller avec Vivien III, seigneur de Barbezieux, un contrat de vente, moyennant 40 sous d'une rente d'un boisseau (*hemina*) de froment à Barbezieux (*x*).

« Honorable homme M. Arnaud par la grâce de Dieu arcidiacre de Xaintonge » scelle « le jeudi devant la tousains » 1330 l'aveu rendu à Robert de Matha par Aimeri d'Oucirac (*y*). « Arnaldus Dei gratia Sancti Eustachii tituli dyaconus cardinalis et archidiaconus Xanctonensis » scelle, le 11 juillet 1332, un acte de Geofroi de Rabaine, d'un sceau en cire rouge de 35 millimètres, où se voit la Vierge debout tenant l'Enfant Jésus entre saint Pierre et saint Paul. Le contre-scel porte la majuscule « A » avec la légende : *contrasigillum* (*z*).

Le 30 septembre 1335, Arnaud scelle un autre aveu donné par Pierre du Breuil, varlet.

Le sceau décrit par M. Denys d'Aussy montre trois-personnages nimbés. Au centre la Vierge tient l'Enfant dans ses bras : les deux figures qui l'accompagnent portent des palmes (*a*).

M. Paul de Fleury a signalé d'Arnaud trois actes qui ne font pas connaître ses origines et son rang dans l'Eglise romaine (*b*). Ils concernent des dépendances de la Couronne : l'un du 31 décembre 1319, Breuil-d'Archiac ; les autres de janvier 1329 et janvier 1334, la préceptorerie de Nayers ; il faut y ajouter celui du 15 avril 1332, pour le prieuré de Chaille (*c*).

En 1319, il vidime des lettres des ducs d'Aquitaine, concédant le droit de marée et de sel à l'abbaye de Montierneuf pour son

(*w*) Archives de la Vienne, Saint-Jean de Jérusalem, liasse 429. (Redet, *Inventaire ms.*, p. 95).

(*x*) Archives de Saintonge, XXI, 101.

(*y*) Edité par Denys d'Aussy, Archives de Saintonge, XVI, 232.

(*z*) Archives de Saintonge, XIX, 86, d'après l'original, avec reproduction de deux sceaux d'Arnaud et du contrescel, p. 89.

(*a*) Ibid., XVI, 234.

(*b*) Notes additionnelles (à la Gallia christiana), p. 50, d'après les Archives de la Charente.

(*c*) P. de Fleury, *Charles saintongeaises de la Couronne*, pp. 65, 228, 283, 285.

prieuré de Saint-Aignan, et paraît dans une série de pièces concernant ce monastère jusqu'au 6 octobre 1324 (d).

C'est le « Ar. venerabilis archidiaconus » qui scelle, le 28 mars 1330, des lettres de Pierre Rossignol, prieur de la Couronne en Arvert, pour les religieux de N.-D. de La Garde (e).

XXIV. ROBERT II, archidiacre de Saintonge, scelle, le mardi avant la Saint-Georges (22 avril) 1337, un acte concernant Etienne de Courbemont, chanoine de la Couronne et précepteur de Nayers (f).

Il scelle le 16 octobre suivant une vente à Guillaume Guillaume, clerc de Pons, par Hélié, varlet, seigneur d'Asnières, et Marguerite, sa femme, paroissienne de Fléac (g).

Il est encore cité le 15 août 1338.

XXV. BERNARD II, archidiacre de Saintes, scelle une transaction du 24 janvier 1343 consentie par Hélié, prieur de l'hôpital neuf de Pons, et le 15 septembre suivant une vente consentie par Guillaume d'Abzac, varlet, et sa femme Arsend.

Voici encore un cardinal (h) grand archidiacre de Saintes.

Il prend les titres, « Bernardus miseratione divina Sancti Xipriani devotus presbiter cardinalis et archidiaconus Xanctonensis », le 5 janvier 1345, en scellant une vente à l'hôpital neuf de Pons par le chevalier Pierre Clair (i).

Bernard, archidiacre de Saintonge, traite le 14 septembre 1339 avec Hélié, précepteur de Nayers (j).

On le trouve avec la même qualité dans une charte de Baigne en 1344. C'est à tort selon nous qu'il serait identifié avec son homonyme l'archidiacre d'Aunis. Ils ont exercé leur charge simultanément. Nous sommes ainsi en face de deux homonymes.

(d) Métais, *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, pp. 116, 186 à 189, 201, 209 à 211.

(e) Grasilier, *Cartulaires de Saintonge*, I, 147, n° 70.

(f) Original aux Archives de la Charente, II H. 178. — P. de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 50.

(g) *Archives de Saintonge*, XXI, 124.

(h) L'archidiaconé de Saintonge lui fut donné en bénéfice par le Pape après sa promotion au cardinalat (dès le 14 septembre 1339 et après le 15 août 1338).

Il a conservé ce titre jusqu'à sa mort, avec la formule « apostolica dispensatione », qu'on retrouvera dans un cas analogue en 1476.

(i) Archives de l'hôpital neuf de Pons, H. 8 ; édit. Georges Musset, *Archives de Saintonge*, IX, 133. Il subsiste un fragment de sceau.

(j) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 50.

L'hypothèse des deux archidiaconés concédés à un unique titulaire va directement contre les usages et nous n'en connaissons point d'exemple ; en cas de vacance l'évêque administre lui-même ou délègue temporairement un autre dignitaire qui n'est jamais l'autre archidiacre.

Le 6 septembre 1343, Bernard est cité (*k*) dans un titre de la seigneurie de Barbezieux.

Il scelle le 2 décembre 1340 (*l*) l'aveu qui rend Bertrand d'Archiac chevalier, à Bernard de Comborn, seigneur de Jonzac. Le 7 mai 1346 il constate la vente d'une rente en froment au solacier de Montierneuf (*m*).

On le trouve sans autre titre que celui d'archidiacre, les 18 janvier et 1^{er} décembre 1345, 9 mai, 15 avril et 20 décembre 1346 (*n*).

Il exerçait encore son office en 1350 à une époque de l'année que nous ne pouvons préciser, en raison de la détérioration du document qui constate son intervention. Il ne subsiste que les mots (*o*) : « Die mercurii port festum..... anno Domini millesimo CC mo quinquagesimo », et la signature du notaire « Johannes Chayrat. »

C'est évidemment « Johannes Clayrac » qui fut notaire de Jean, successeur de Bernard.

Le testament de Pernelle Robert (*p*), femme de Raimond Vigier, du 8 janvier 1349 reçu par l'archidiacre Bernard, nous est parvenu grâce à un vidimus de son successeur Seguin du 8 avril 1374.

Dans aucun des actes énumérés précédemment, il ne joint son titre cardinalice à la qualification de sa fonction dans l'église de Saintes (*q*).

XXVI. JEAN I, archidiacre de Saintonge, scelle des actes concernant l'hôpital neuf de Pons, aux dates des 8 mai et 28 juin 1351 et 28 mars 1352 (*r*), le 14 juin 1353, il authentifie un acte du 22 sep-

(*k*) M. de la Martinière, *Barbezieux*, p. 240.

(*l*) *Archives de Saintonge*, XX, 199.

(*m*) Métals, *Chartes saintongeaises de la Trinité de Vendôme*, n° 88, p. 268.

(*n*) *Archives de Saintonge*, IX, 139-147.

(*o*) *Archives de Saintonge*, IX, 160.

(*p*) *Archives de Saintonge*, XXI, 129.

(*q*) Louis Audiat lui a consacré une longue notice dans son livre : *Saint-Pierre de Saintes* (pp. 91-93).

(*r*) *Archives de Saintonge*, IX, 153-157. La mention du 28 mars 1352 est seule signalée sans indication d'origine par P. de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 50.

tembre 1337 demeuré dans les minutes de feu Guillaume Foucher, clerc juré et notaire de la cour de Robert, archidiacre de Saintonge. Pierre (de) Brémond, chevalier, demeurant au bourg de Jazennes, vend à Guillaume Ogier, *alias* de Saintes, prieur de l'hôpital neuf de Pons, tous ses droits de prévôté sur les fiefs de Champrond, la Gifardrye, Venteyrac, Loujar, Sorbier et autres lieux (s).

Il est mentionné au testament de Geofroi de Rabaine, du 13 mars 1353, « cum discreto viro domino Guillelmo Vigerii cleri [co] jurisperito et priore Sancti Dicentis de Vado (t). »

XXVII. GAILLARD DU PUY, évêque de Saintes, laisse vacant pendant quelque temps, en 1354, le grand archidiaconé et fait lui-même les fonctions de cette charge (u).

« Gualhardus, Dei gratia Xanctonensis episcopus, tenens archidiaconatum Xanctonensem vacantem », scelle le 30 mai 1354 des lettres par lesquelles Marguerite de Didonne, veuve de Pierre de Ferrière, ayant le bail de leur fille Mathe, annulent une transaction intervenue entre elle et les Frères de l'hôpital neuf de Pons. L'original est encore scellé du grand sceau de l'archidiaconé de Saintonge.

XXVIII. GILLES, archidiacre de Saintonge, scelle divers actes relatifs à l'hôpital neuf de Pons, les 20 octobre 1357, 15 juillet 1359, 30 octobre 1360, 16 janvier et 10 mai 1363, et 18 décembre 1366 (v).

D'après M. Paul de Fleury, Gilles porte le titre d'archidiacre dans deux chartes de l'abbaye de Baigne, l'une du 1^{er} février 1365 (n. st.), l'autre d'avant le dimanche des Rameaux de la même année (w).

Il est mentionné sur une charte (x) du lundi avant la Saint-Valentin 1362, concernant l'abbaye de la Couronne, et scellée l'année suivante, un aveu rendu à l'évêque de Saintes par Jean de l'Assault (y).

XXIX. SEGUIN scelle en qualité d'archidiacre de Saintonge, le

(s) Archives de l'hôpital neuf de Pons, H 6, éd. Musset, *Archives de Saintonge*, IX, 148.

(t) *Archives de Saintonge*, XIX, 90.

(u) Archives de l'hôpital neuf de Pons, H 9, édité. Georges Musset, *Archives de Saintonge*, IX, 161.

(v) *Archives de Saintonge*, IX, 170-177 et 322.

(w) Paul de Fleury, *Notes additionnelles* (à la *Gallia christiana*) p. 50.

(x) Archives de la Charente, II H 177.

(y) *Bulletin religieux de la Rochelle*, t. I, p. 599.

vendredi avant la Saint-Grégoire (septembre 1367 ou mars 1368), un aveu rendu à Hélié de Pons, évêque d'Angoulême, par Hélié de Frombeville, chevalier (z), et transige le mardi après la fête du même saint (septembre 1371 ou mars 1372) avec Guillaume Flavard, curé de Sainte-Leurine (a) ; le 19 avril 1371 il constate une acquisition de rente par Pierre Guillaume, paroissien de Saint-Vivien de Pons (b).

Il scelle divers actes relatifs à l'hôpital neuf de Pons, des 26 février 1368, 2 mars 1369, 7 juin 1370, 31 mai 1372, 6 mai 1373, 3 mai 1375, 24 octobre 1376, 20 janvier 1379 (n. st.)(c).

Etant donnée cette suite pour ainsi dire ininterrompue d'actes émanant d'un archidiacre, Seguin, nous avons quelque hésitation devant la date du 14 novembre 1370, attribuée à un acte de vente par Hélié Vourzart et sa femme à Pierre Guillaume le Jeune, marchand à Pons, passé devant *Bernard*, archidiacre de Saintonge. Le sceau apposé à cet acte étant maintenant indéchiffrable, le contrôle qu'il aurait pu apporter vient à manquer (d).

Un titre du 30 janvier 1378, portant transaction par Arnaud Guillaume, fils de maître Guillaume Guillaume de Pons, a conservé le sceau de Seguin : on y distingue « dans le champs un aigle, chargé d'une bande qui est elle-même chargée de quatre alerions ou quatre hermines » (e).

XXX. PIERRE IV, archidiacre de Saintonge, scelle le 31 juillet 1380 une charte de l'évêque Bernard III approuvant le transfert à l'hôpital neuf de Pons d'une chapellenie fondée à Saint-Martin-de-Niort (f).

Il vidime le 31 décembre 1382 une charte scellée par son devancier Gilles, au sujet de la fondation de cette chapellenie, le 9 janvier 1363. Comme la mention complémentaire du nom de famille a d'ordinaire pour cause le besoin de distinguer le titu-

(z) Archives de la Charente, I H, Saint-Cybar, prieuré de Bouleville. Paul de Fleury ; *Notes additionnelles*, p. 50.

(a) Archives de la Charente : Evêché d'Angoulême, Blauzac.

(b) Archives de Saintonge, XXI, 181.

(c) Archives de Saintonge, IX, 326-347.

(d) Georges Musset, *Chartrier de Pons*, II ; Archives de Saintonge, XXI, 180.

(e) Archives de Saintonge, XXI, 185 (Description de M. Georges Musset, d'après l'original).

(f) Archives de l'Hôpital neuf de Pons, 4, 11, édit. Georges Musset. Archives de la Saintonge, IX, 347, 349.

laire d'un devancier homonyme ayant exercé la charge avant lui ou peu d'années en arrière, nous proposons de distinguer cét archidiacre du suivant.

XXXI. PIERRE V TROUBAT qui prend le titre d'archidiacre de Saintonge dans une charte de l'abbaye de Baigne comprise entre octobre 1385 et octobre 1386, scelle le jeudi avant la Madeleine (12 juillet) 1390 (g) l'aveu rendu à Hélie, évêque de Saintes, par Guillaume Brun, seigneur de Moings pour raison du fief de Crucq, et rend hommage à la seigneurie de Pons, le 28 novembre 1407 (h).

Le 2 juin 1386, « Petrus Dei gratia Xanctonensis archidiaconus » constate que noble dame Assalhide de Pons, vicomtesse d'Orthez, a constitué par testament pour héritier universel son fils Jean, lui substituant, en cas de décès sans hoir légitime, son neveu Renaud sire de Pons (i).

Il scelle deux actes d'avril et juin 1387, concernant l'hôpital neuf de Pons (j).

XXXII. LOUIS I, peut-être celui qui fut archidiacre d'Aunis en 1396, était grand archidiacre en 1400.

Les Archives de la Vienne conservent un aveu rendu à l'abbé et aux religieux de Saint-Cyprien de Poitiers, à cause de leur prieuré de Dœvil par Geofroi Berthelot : Cet acte du 26 février 1400, était autrefois muni du sceau de Louis, archidiacre de Saintes (k).

XXXIII. PIERRE VI. Son nom est cité le 17 juin 1406 et le 15 janvier 1409 (n. st) sur l'original et le transcript d'une quittance donnée à Renaud de Pons par Olivier et Ivon de Duant, pour la somme de 750 francs d'or qu'il leur a remboursée (l).

XXXIV. GUILLAUME, archidiacre de Saintonge vidime le 11 janvier 1429 un aveu rendu à Bernard IV, évêque de Saintes, par Pierre Favre prieur de l'hôpital neuf de Pons qui, le 9 avril 1364, offrit au prélat le plein hommage d'une paire de gants de la valeur de cinq sous dus à muance de seigneur et de vassal (m).

L'archidiacre Guillaume transige le 13 novembre 1429 avec

(g) Archives de la Charente, E. 612.

(h) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 31.

(i) *Archives de Saintonge*, XXI, 189.

(j) *Archives de Saintonge*, IX, 353-357.

(k) Fonds Saint-Cyprien, liasse 34. Rédet, *Inventaire ms.*, p. 119.

(l) *Archives de Saintonge*, XXI, 220. Il est cité le 26 octobre 1408 (*Gallia*, II, 1110).

(m) Archives de l'hôpital neuf de Pons H. 9 ; *édit. Georges Musset, Archives de Saintonge*, IX, 179.

Pierre Hervet prieur de l'hôpital vieux de Pons, au sujet des revenus de la cure de Sainte-Leurine (n).

Il y a lieu de penser qu'il est resté en charge jusqu'en 1446 : à cette époque et depuis 1441, un homonyme fut archidiacre d'Aunis. Pour des raisons déjà exposées, nous ne croyons pas qu'il s'agisse du même dignitaire régissant simultanément les deux circonscriptions.

Guillaume archidiacre de Saintonge (o), vidime le 30 avril 1446 des lettres passées le 20 octobre 1357 par Arnaud Charpentier sous le scel royal aux contrats établis sur le pont de Saintes.

XXXV. THOMAS DU CLION, archidiacre de Saintonge, scelle comme tel, le 26 octobre 1455 (p) un bail fait par le prieur de Saint-Paul de Bouteville, reçoit sous le double titre de doyen d'Angoulême et archidiacre de Saintonge le 27 septembre 1461, l'hommage du fief de Fresne, et fait encore en janvier 1463 une baillette (q) au nom de l'Evêque d'Angoulême.

Cet archidiacre de Saintonge est le dernier des 36 archidiacres de l'église de Saintes dont M. Paul de Fleury a réuni les noms.

Il fut doyen après 1463 (r), et avait cessé de l'être en janvier 1476.

A partir de ce dignitaire, la chronologie des archidiacres n'est pas exempte de lacune, et appelle des compléments nécessaires. Les numéros d'ordre sériel et de chronologie ne sont donnés qu'à titre d'indication provisoire.

XXXVI. JEAN II DE ROCHECHOUART, neveu de l'évêque Louis, était archidiacre de Saintonge en 1490 et 1498 (s).

XXXVII. JEAN III GOMARD, sous François I^{er} ; fut abbé de Chastres (en 1575) et Sourdes ; prieur de Mortagne (t).

XXXVIII. GEOFROY V D'ANGLIERS, chanoine de Saintonge, d'abord chantre, puis archidiacre, n'embrassa pas le protestantisme comme

(n) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 51.

(o) G. Musset, *Chartrier de Pons*, II, dans les *Archives de Saintonge*, XXI, 160.

(p) P. de Fleury, *Notes additionnelles* (à la *Gallia Christiana*), p. 51.

(q) Archives de la Charente, Chapitre Saint-Pierre, Julliac-le-Coq ; évêché d'Angoulême, Juvignac.

(r) *Gallia christiana*, II, 1090.

(s) La Chesnaye Desbois, *Dictionnaire de la noblesse* ; Généalogie des Rochechouart.

(t) *Epigraphie Santone et Aunisienne*, p. 112-114. — *Gallia*, II, 1135.

le dit Audiat (u). Il était encore vicaire général et procureur fiscal de l'évêque Tristan de Bizet en 1563, date où pourvoit Pierre Joly, clerc de la chapellenie de Notre-Dame des Miracles (v).

XXXIX. CLAUDE DE PONS, chanoine et archidiacre de Saintes, pour lequel se faisait un anniversaire le 28 décembre (w) « Feu Mons de Perignac de la maison de Pons, archidiacre de Xaintonge, faisait la bénédiction de l'eau, la vigile de la Pentecôte, lorsque ceux de la religion P. R. (prétendue réformée) voulurent surprendre la ville, et fut abandonné de tous Messieurs (les chanoines) sauf de M. Goumiard doyen, et du diacre et du sous-diacre. Grande alarme, choristes fuyant. M. de Perignac ne bougea de parachever la dite eau bénite (x).

XL. PIERRE VII GÉLINARD, archidiacre de Xaintonge, le 18 décembre 1564 pourvoit Pierre Moreau de l'Archiprêtré de Bouteville (y).

XLI. JOACHIM RAOUL, archidiacre de Saintonge, fut commis le 11 août 1585 par Nicolas Le Cornu pour assister aux marchés que les Doyen et chapitre voulaient faire pour la réédification et couverture de l'église cathédrale (z).

Il est qualifié grand archidiacre de Saintonge le 21 novembre 1591, à la réception du chanoine Henri de Suberville (a).

Il prend ce titre en qualité de témoin du mariage du médecin Pierre Cotherousse avec Françoise Berthon fille de Jean, contrôleur pour le roi en l'élection de Saintes, le 10 juillet 1610 (b).

Il résigna en faveur de son neveu Charles de Cerisay, fils de sa sœur Jeanne Raoul et de Jean de Cerisay écuyer, seigneur de la Guérinière dont elle était veuve en 1613 et 1622.

Il mourut étant conseiller et aumônier du roi et vicaire général de son frère, le 9 août 1621. Le 22 du même mois, l'évêque Michel Raoul proteste contre le refus fait par le chapitre d'enter-

(u) Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 59 ; Bernard Palissy, 2^e édit. p. 173.

(v) Tabourin, fol. 7 (date : 7 avril 1563). — *Recueil de la Comm. des Arts et Mon.*, II, 246.

(w) Tabourin, fol. 279. *Recueil de la Comm. des Arts et Mon.*, II, 288.

(x) Tabourin, fol. 220. *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente*, II, 277.

(y) Tabourin, fol. 19. — *Recueil de la Commission des Arts et Mon.* II, 250.

(z) *Recueil de la Comm. des Arts et Monuments*, IX, 76.

(a) L. Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 262.

(b) *Revue de Saintonge*, XXX, 345.

rer dans l'église cathédrale le corps de son frère, Joachim Raoul de la Chevrie conseiller et aumônier du roi, oncle des doyen et grand archidiacre de la dite église et vicaire général du diocèse, sous prétexte de ce qu'ils n'ont pas été priés de lui donner la sépulture, et de ce que le dit feu sieur n'a fait de fondation, en cette [église], « bien qu'il eust esté chanoine et grand archidiacre un long temps », bien que des offres eussent été faites au chapitre le 9 août par le sieur de La Vergne, chanoine du dit Saintes, de fonder anniversaire en l'église de Saintes, ce que le greffier du chapitre a refusé de noter, le chapitre s'étant refusé alors de sonner les cloches, parce que, disait-il, « le défunt n'a pas fait de fondation et n'a pas demandé à être enterré dans leur église » (c).

Nicolas Pasquier a écrit deux lettres (VII-16, et IX-9) à M. de la Chevrie, chanoine et grand archidiacre de Saintes, pour l'engager à venir changer d'air en sa maison et fuir Saintes, où les maisons sont recluses et pressées et où l'air ne pénètre que « puant et rance » (d).

XLII. CHARLES DE CERISAY était le 14 juillet 1615, prieur curé de Saint-Pierre-de-Reynac. Le 13 février 1618 il prit la place de son oncle et les difficultés commencèrent entre lui et le chapitre (e) :

« Noble et discret Charles de Cerisay, grand archidiacre et chanoine de Saint-Pierre » ayant demandé le 8 mai 1620 à ses confrères « de lui accorder sa présence pour tout le temps qu'il a été absent en la députation où il est encore à présent à la suite du conseil pour affaires importantes au clergé » prie le notaire Bertauld d'entrer au chapitre, et lui demande acte de sa supplique, mais l'un des chanoines Guillaume Urvoy, en même temps conseiller magistrat au siège présidial de Saintes, repousse le notaire avec force et violence hors de la porte de la salle (f).

Le 19 décembre 1624, Françoise de Cerisay, veuve de Charles Dreux, déclare par testament que « pour ses funérailles, elle s'en remet à son frère Charles, chanoine archidiacre de Saintonge ; elle donne à l'église de Saint-Pierre 150 livres pour ornements et autres objets nécessaires au culte, 300 livres à l'hôpital Saint-Pierre, qui

(c) *Archives de Saintonge*, X, 100.

(d) L. Audiat, *Nicolas Pasquier*, pp. 55, 160. Cet érudit appelle par méprise ce grand archidiacre « Mathieu Raoul. »

(e) *Gallia christiana*, II, 1093.

(f) *Archives de Saintonge*, XLIII, 197.

seront délivrées aux dames de la Miséricorde. Elle a pour héritiers, Pierre et François Dreux, dont elle remet l'éducation à ses beau-père et beau-frère Thomas et Pierre Dreux. elle confie sa fille Françoise à sa mère Jeanne Raoul, pour être élevée par elle (g).

Le 4 janvier 1622, Madeleine de Jésus, supérieure du Carmel de Saintes, et ses compagnes, au nombre de six, font prier Charles de Cerisay, archidiacre de Xaintonge et son collègue le chanoine Humeau, docteur en théologie, de se trouver avec elles à la délibération qu'elles entendaient prendre par devant notaire pour protester contre le fait que, malgré la litispendance indécise devant la Congrégation cardinalice à Rome entre elles et le R. P. de Bérulle touchant la supériorité par lui prétendue, iceluy de Bérulle ayant obtenu du pape un bref par surprise et sans les ouïr, a fait à l'aide du bras séculier, rompre les portes du couvent des carmélites de Bordeaux, les en a chassées honteusement et fait conduire en un autre couvent en la même ville ; redoutant que de pareilles violences ne soient exercées contre elles, elles déclarent former opposition contre ce bref et en appeler au Pape pour être ouïes.

Les violences prévues furent en effet commises le 22 février 1622, en vertu d'un arrêt du Conseil privé, par le sieur d'Autry, Pierre Lequier (1583-1672), intendant pour la justice en Guyenne, alors conseiller du roi en ses conseils d'état et privé et maître des requêtes de son hôtel (et plus tard garde des sceaux en 1633 et chancelier en 1635), cousin germain du sieur de Bérulle comme enfants de frère et sœur, pour faire reconnaître, MM. de Bérulle, de Gallemand et du Val pour supérieurs de la communauté, et cela malgré les oppositions juridiquement faites, au grand scandale du public et dérision des hérétiques (h). »

Les pauvres carmélites furent trouvées au fond de leur couvent, après qu'on eut brisé les portes et passé par-dessus tous les obstacles qu'elles avaient pu accumuler : elles s'étaient liées entre elle, dit-on, par des chaînes d'argent, mais ce détail qui a peut-être été imaginé pour leur faire tort n'est en rien rappelé dans les documents authentiques.

(g) Minutes de Bertaud, notaire, édit. par M. Dangibeaud, *Revue de Saintonge*, XXXI, 176.

(h) Voir Houssaye, *Le P. de Bérulle et l'oratoire de Jésus*, t. II, Paris, 1874, p. 322-87 ; Ch. Dangibeaud, *Le P. de Bérulle et les carmélites de Saintes*, qui raconte l'expulsion d'après les actes rédigés par Mareschal notaire royal à Saintes, et les *Archives de Saintonge*, XLIII, p. 221 et suiv.

On finit par les prendre et les conduire de force à Bordeaux, où elles furent internées.

Le 17 avril 1632, Charles de Cerisay licencié ès lois est encore grand archidiacre et vicaire général de l'évêque de Saintes (j).

Le 11 mars 1648, par protestation notariée, il s'oppose à la prise d'habit de sa nièce, Françoise Dreux, au couvent de Sainte-Claire (k).

XLIII. MICHEL PAYS, prêtre, docteur en théologie, chanoine et grand archidiacre de l'église cathédrale de Saint-Pierre, est avec le maître-école Jacques Ozias témoin de la fondation d'une rente de 15 livres par le chanoine M. Janson Batiffe (m). Le 22 mai 1680 le chapitre acquiert des prés provenant de sa succession (n).

XLIV. JACQUES DU PLESSIS DE LA BRUNETIÈRE, frère de Guillaume VI, évêque de Saintes, était docteur en théologie, chanoine et archidiacre de Saintonge, lorsque le 16 juin 1685, il fut nommé doyen du chapitre, charge dont il se démit en 1709 en faveur de son neveu Henri. En 1681 et 1703 il prend le titre d'abbé de Saint-Etienne de Vaux (o).

XLV. GUILLAUME II DE LA BRUNETIÈRE DU PLESSIS DE GESTÉ, docteur en théologie, archidiacre de Saintonge, est témoin du mariage de Baruc Draud écuyer seigneur de Villeneuve, avec Jeanne fille de Jacques Duval, lieutenant en la vice-sénéchaussée de Saintonge (p).

XLVI. ARNAUD II DE CAMPGRAND, chanoine et archidiacre de Saintes, confesseur de Mlle de Foix, sœur de l'abbesse de Saintes, Françoise III, était auprès d'elle à ses derniers moments, le 1^{er} juin 1706 (q).

XLVII. HENRI DU PLESSIS DE LA BRUNETIÈRE était grand archidiacre lorsque en 1709, son oncle Jacques se démit du décanat en sa faveur (r).

XLVIII. LOUIS ANTOINE DAMAS est cité en juillet 1734 dans le journal de Michel Reveillaud (s).

XLIX. ALEXANDRE DE ROMANS, archidiacre de Saintes, acquit les

(j) *Archives de Saintonge*, XLIII, 262. *Revue*, XXXI, 176.

(k) *Minutes de Limouzin*, édit. par M. Dangibeaud, *Revue de Saintonge*, XXXI, 176.

(m) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments*, VI, 403.

(n) H. VIII, 258.

(o) L. Audiat. *Saint-Pierre de Saintes*, pp. 259-251. *Gallia christiana*, II, 1093.

(p) *Minutes d'Arnaud notaire. Revue de Saintonge*, XXXIV, 125.

(q) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, III, 171.

(r) *Gallia christiana*, II, 1093.

(s) *Archives de Saintonge*, XLV.

biens de Gilbert Chardon, sieur de Précourt, qui, mis en saisie réelle dès 1679, ne furent adjugés qu'en 1746 (s).

L. *L'abbé de la Varenne*, archidiacre de Saintonge, fut l'un des collaborateurs de l'*Histoire littéraire de la France* des Bénédictins (t).

LI. JEAN-LOUIS-ANDRÉ DE LUCHET DE LA MOTHE fut le dernier archidiacre de Saintonge (1751 — 18 novembre 1790). Il était né à Saintes le 30 novembre 1734. Il fut abbé de Masdion et vicaire général.

Le 3 février 1777, étant archidiacre de Saintes, il bénit le mariage à Jarnac de Charles-Rosalie de Rohan-Chabot, comte de Jarnac, avec Elisabeth Smith (u).

Le revenu dont il jouissait (9.933 livres 15 s) fut réduit en 1790 à un traitement de 5.466 livres, 17 s. (v).

La Révolution le déporta en Allemagne où il fut aumônier de Mme de Tessé (w).

ARCHIDIACRES D'AUNIS

I. RANOUL I est l'un des deux archidiacres présents en 1040 avec l'évêque de Saintes à la dédicace de la Trinité de Vendôme (a).

II. JOSSELIN I est cité seul dans une charte de l'évêque Goiran datée de 1067 (b). On trouve associés en 1072 et 1075, *Goscelinus et Eleazarus archidiaconi* (c). Josselin est cité avec Amblard dans une charte de Goiran. On le rencontre encore en 1080.

III. RANOUL II fut archidiacre en même temps que Geofroi I, sous l'évêque Boson (d). Or, l'intervention de Geofroi au sujet de l'église de Clam prouve qu'il était archidiacre de Saintonge. Rannoul II fut promu à l'épiscopat après la déposition de Boson et le gouvernement éphémère d'AIMAR 1^{er} et de Hugues 1^{er}, au plus tard en 1086.

(s) Archives de la Vienne, Saint Jean de Jérusalem, liasse 634 (Radet, Inventaire ms. I page 139.)

(t) L. Audiat, *Saint Pierre de Saintes*, p. 60.

(u) *Revue de Saintonge*, IV, 155.

(v) *Revue de Saintonge*, XXV, 330.

(w) L. Audiat, *Saint Pierre de Saintes*, p. 105.

(a) *Cartulaire de Baigne*, n° 35.

(b) *Cartulaire de Baigne*, n° 450.

(c) *Cartulaire de Savigny*, n° 801.

(d) *Cartulaire saintongeois, de la Trinité de Vendôme*.

IV. PIERRE I DE SOUBISE. Pierre de Soubise, chanoine de Saint-Pierre dès 1078, puis archiprêtre, se distingua par ce surnom du devancier homonyme, cité en 1093 comme archidiacre dans une charte de l'abbaye de Savigny (e) et le 17 mars 1095 dans un titre de Noaillé, suivant une note de l'abbé Métais. Il accompagnait l'évêque Tanoul à Chatelaillon, le 18 septembre 1096, lorsque la châtelaine Jouète ou Judith souscrivit avec ses enfants le traité que lui imposa l'abbé Geofroi de Vendôme.

Il est en 1096 qualifié « Petrus archidiaconus de Alnisio (f). » Une autre charte de Savigny (g) le désigne sous le nom de « Petrus Sulbiciacensis archidiaconus. » C'est bien ici le même que le Pierre mentionné sans surnom en 1093 : une charte non datée de Saint-Etienne-de-Vaux (h) est passée « in presentia Sanctonensis episcopi Ramnulti et archidiaconorum Amblardi et Petri Subisiensis, ipsis concedentibus. »

L'archidiacre Pierre paraît dans deux actes concernant Saint-Jean-d'Angély, en 1099 avec Amauguin 1^{er}, et seul en 1104 (i).

D'après M. de Fleury, « Achard archidiacre d'Aunis assiste en 1108 à la restitution faite à l'église d'Angoulême par le comte Guillaume Taillefer V de l'église d'Aent, (ou Haineps) dont il s'était emparé.

L'acte a été publié par M. Georges Musset dans les pièces annexes au *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély* : il paraît en résulter que c'est un archidiacre d'Angoulême et non de Saintes dont le nom y figure (j).

V. JOSSELIN II ou peut-être Josseaume (*Joscelinus-Joselmus*) assista vers 1108, mais probablement après, suivant l'opinion de M. Paul de Fleury à la restitution faite à l'abbaye de Saint-Jean d'Angély par Isembert de Chatelaillon (k) de tout ce qu'il lui avait injustement ravi. Il souscrit encore en 1117 dans une charte de Paul, évêque de Saintes en faveur de Saint-Maixent. Les archidiacres Josselin et Amauguin sont nommés ensemble, dans une

(e) *Ibid.*, p. 74, n° 40.

(f) *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély*, n° 183, t. I, page 220.

(g) *Cartulaire de Savigny*, n° 932.

(h) *Cartulaire de Saint-Etienne-de-Vaux*, n° 56, p. 45.

(i) *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély*, t. II, pp. 7 et 141.

(j) *Notes additionnelles*, p. 47.

(k) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 47.

charte de Pierre évêque de Saintes, pour la Couronne [Pierre III, d'après l'éditeur qui place cette charte entre 1118 et 1125] (l). Le texte édité porte *Joscelmus* qui pourrait donner *Jossemaume*, mais il y a trop d'exemples de la confusion commise entre ces prénoms pour que nous hésitions à adopter la graphie la plus générale. D'ailleurs, la forme *Gasselinus* est fournie par la correspondance de Geofroi de Vendôme avec Pierre III (livre 3, épître 4), où l'abbé se plaint de ce que l'archidiacre enlève aux moines les offrandes des confessions dans l'église de Surgères (m).

VI. AMAUGUIN II qui en 1133 unissait les fonctions d'archidiacre et de doyen de l'Eglise Santone régissait indubitablement la circonscription de l'Aunis puisque son administration est concomitante avec celle de Boémond, grand archidiacre de Saintes. (n)

Une charte de Pierre III de Confolens, confirmant à l'abbaye de la Couronne la concession, par celle de Fontevraud, de la forêt d'Agudelle faite au temps de Renaud son devancier, (o) et le don par ce même Renaud de l'église Saint-Pierre de Salignac dont la paroisse englobait cette forêt dans son territoire, porte ces souscriptions : « *Signum Petri episcopi. S. Almavini archidiaconi. S. Berardi capellani. S. Guillelmi cancellarii. S. Airaudi archipresbyteri.* »

En 1131 il est nommé simultanément avec Boémond, archidiacre de Saintonge ; il ne peut donc y avoir doute sur sa circonscription qui est bien celle de l'Aunis ; il se distingue par conséquent avec évidence d'Amauguin 1^{er}, archidiacre de Saintonge (p)

VII. PIERRE III, archidiacre en 1137, d'après une charte de Notre-Dame de Saintes se trouvant le collègue de Boémond, doit être un archidiacre d'Aunis. M. de Fleury n'a point déterminé sa circonscription et le confond avec Pierre de Soubise (q).

VIII. GEOFFROI III en 1145, est cité dans un diplôme de Louis VII approuvant une transaction entre l'abbesse de Saintes et Pierre de

(l) *Chartes de la Couronne*, F. 32.

(m) *Gallia* II, 1067. (Cette correspondance est attribuée à tort à Pierre II comme destinataire).

(n) Grasilier, *Cartulaire de N.-D. de Saintes*, n° 3, p. 31.

(o) entre 1118 et 1125 d'après l'éditeur.

(p) Métais, *Chartes saintongeaises de la Trinité de Vendôme* n° 55 : *Archives de Saintonge*, XXII, 93.

(q) P. de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 47.

Nieul (r). Il a peut-être été chargé temporairement de la gestion des deux archidiaconés.

Geofroi III peut être considéré comme archidiacre d'Aunis puisque le 23 septembre 1149 il assiste à une transaction entre le chapelain de l'Isle d'Aix et ses religieux au sujet des oblations de leur église (s).

Une charte d'Agnès d'Aquitaine, abbesse de Saintes, mentionne sous l'évêque Bernard I^{er} un jugement rendu par l'archidiacre Geofroi, délibérant avec le prélat et le prêcheur Michel, en présence des chanoines Hélié Vigier, Itier Maurel et Geofroi de Matha (t).

Il faut éliminer de la liste des archidiacres de Saintonge ou d'Aunis un Chalon (Châles) que M. Paul Fleury a cru appartenir à l'église de Saintes (u) et qui figure bien dans une charte de Pierre évêque d'Angoulême, en faveur de Saint Cybar. Cet acte daté de 1161 a été édité par M. Georges Musset parmi les annexes du *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély*, et il s'y rencontre un doyen de Saintes, Hélié Viger, et un archidiacre Heudré qui disparut en 1162.

Quant à l'archidiacre Châles (Kalo) il est nettement indiqué comme appartenant à l'église d'Angoulême. Heudré et Jean se retrouvent côte à côte de 1159 à 1162 (v).

IX. JEAN est cité en 1159 et 1162 avec Heudré; en 1162 (seconde partie de l'année) avec Renaud (w). Il se distingue de Jean Chevalier (*Johannes Miles*) en même temps que lui membre du chapitre en 1162, et qui, dès 1174 devint doyen.

Jean archidiacre, avec Itier Maurel trésorier et le chanoine Bernard, dans une charte où « Bernardus Sanctonensis ecclesiae vocatus episcopus » constata l'accord intervenu entre les religieuses de Saintes et Hélié prieur de Didonne en 1162 (x).

Il est cité avec Renaud son confrère, Itier Maurel trésorier et Itier

(r) Grasilier. *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, N° 87, p. 80.

(s) Paul de Fleury, *Notes additionnelles* p. 48, se demande quel était son archidiaconé.

(t) Grasilier. *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, N° 209, p. 134.

(u) Paul de Fleury, *Notes additionnelles* [à la *Gallia christiana*], p. 48.

(v) *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély*, t. II, pp. 187-189.

(w) Grasilier. *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 33, 34 pp. 39, 40.

(x) D. Fonteneau, XXV, 531, d'après le *Cartulaire*, fol. 19, l'original n'étant plus au Trésor.

Foucaud chanoine dans un acte de Bernard 1^{er} de la même année (y).

Il est encore cité dans une charte de l'évêque Aimar (z) pour Notre-Dame de Saintes ; il a donc survécu à Bernard 1^{er}. Aimar donne au monastère l'église d'Arpes, et parmi les témoins il nomme « Johannes Aunisiensis archidiaconus, cujus consilio et assensu hoc donum fecimus. »

X. HENRI, archidiacre d'Aunis en l'église de Saintes, assiste en 1178 à un jugement de son évêque reconnaissant les droits du chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand, à Poitiers, sur les églises de Saint-Cyr (ou Cirice) et de Saint-Hilaire d'Arcay (a). Il est encore nommé en 1182 et en 1184, Chartes de Saint-Florent (b).

Il fut élu évêque de Saintes à la mort d'Aimar (1^{er} août 1189) (c) et institua comme archidiacre d'Aunis, à sa place, Itier identifiable avec le chanoine Itier Foucaud (*Iterius Focaudi*) témoin en 1174 (d).

XI. ITIER II est cité avec Ranoul Barbotin en 1190. C'est le « I. Aunisiensis archidiaconus » mentionné sous l'évêque Henri vers 1193 avec Ranoul archidiacre de Saintonge (e).

XII. GEORROI IV fut archidiacre d'Aunis sous l'évêque Henri d'après un « vidimus » de 1237, donné par l'évêque Pierre IV. Ce fut nécessairement dans la seconde partie de l'épiscopat d'Henri, (entre 1193 et 1215) (f).

XIII. PIERRE IV archidiacre d'Aunis souscrit le 29 août 1217 une charte de Guillaume Maingot, sire de Surgères, offrant à Saint-Maixent ce qu'il possède à Font-de-Lay (g).

P. archidiacre d'Aunis et G. de Saintonge sont cités dans un acte de l'évêque Hélié en 1221 (h).

(y) Grasilier, *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 35, p. 42.

(z) *Gallia christiana*, II, Instrum., col. 420, 462. — Grasilier, *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 204 p. 129.

(a) Fonteneau XI, 97 ; édit. Redet, Chartes de Saint-Hilaire : n° 164, p. 193, P. de Fleury : Notes additionnelles p. 48.

(b) P. de Fleury : *Chartes saintongaises de l'abbaye de la Couronne*, dans les *Archives de Saintonge*, VII, 20.

(c) Collection D. Fonteneau, XXV, 575.

(d) Grasilier, *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 82, p. 75.

(e) *Chartes saintongaises de la Couronne*, n° 39, p. 97.

(f) *Archives de Saintonge*, X, 29.

(g) A. Richard *Cartulaire de Saint-Maixent*, t. II. *Archives du Poitou*, XVIII, p. 36.

(h) Paul de Fleury. *Notes additionnelles*, p. 48.

